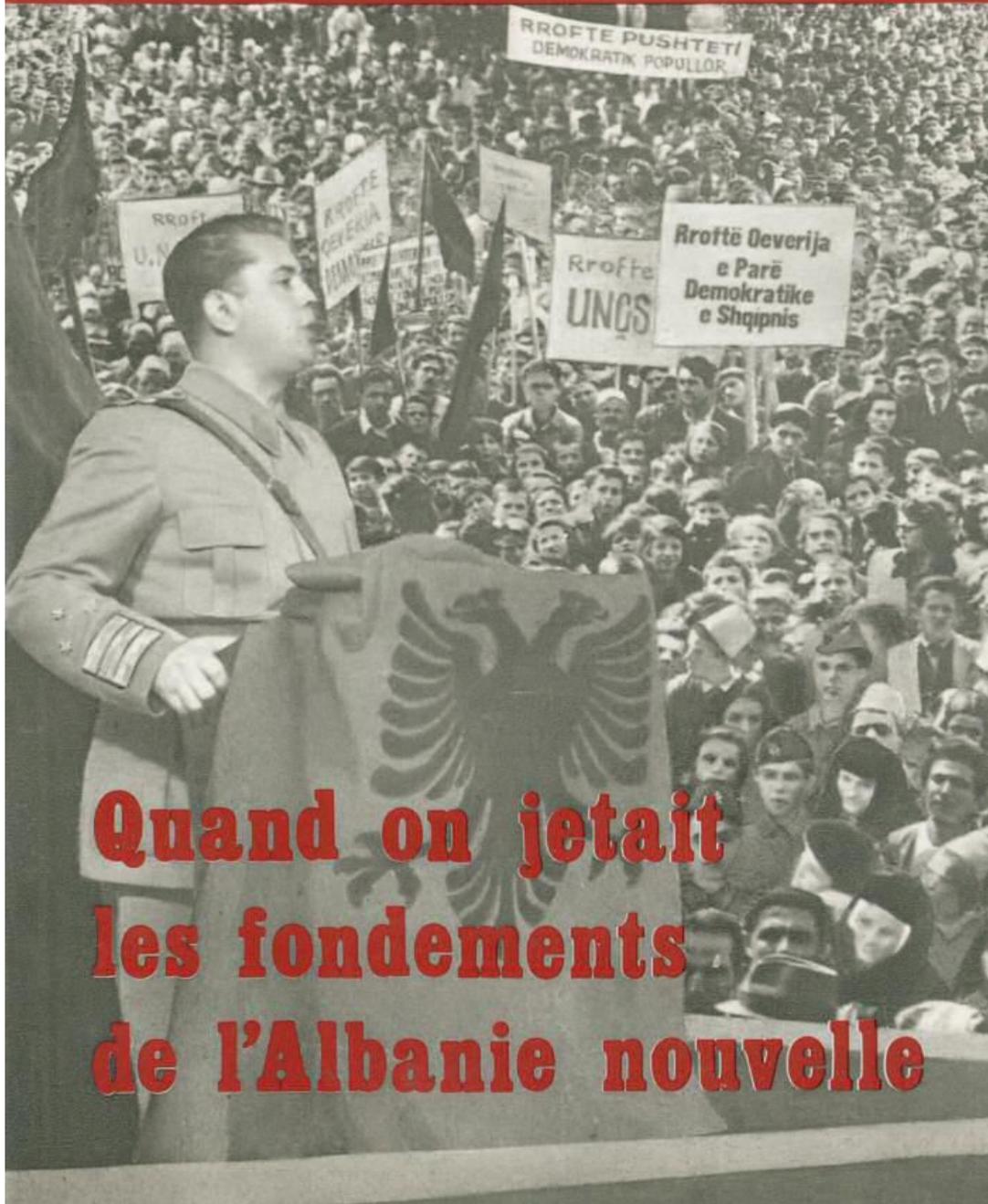


ENVER HOXHA



**Quand on jetait
les fondements
de l'Albanie nouvelle**

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publiée en 1984 par les Editions « 8 NËNTORI », Tirana.

WWW.MARXISME.FR

SOUVENIRS ET NOTES HISTORIQUES

INSTITUT DES ÉTUDES MARXISTES-LÉNINISTES PRÈS LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

PUBLIÉ À L'OCCASION DU 40^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE LA PATRIE ET DU TRIOMPHE DE LA RÉVOLUTION POPULAIRE

« Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle » est un nouveau livre de la série des mémoires et des notes historiques du camarade Enver Hoxha portant sur la période de la Lutte antifasciste de libération nationale.

Cet ouvrage évoque deux des victoires les plus éclatantes remportées par le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais : la fondation et la consolidation du Front antifasciste de libération nationale (aujourd'hui Front démocratique), ainsi que la création et l'instauration du pouvoir nouveau, populaire en Albanie.

Ce livre paraît en albanais et en plusieurs langues étrangères.

Sommaire :

EN GUISE D'INTRODUCTION (p. 3)

I. LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE, FRONT DE LUTTE ET D'UNION (p. 4)

1. Les fondements de l'union (p. 4)
2. Patriotes et pseudo-patriotes (p. 17)
3. Vers la Conférence de Peza (p. 33)
4. Le 16 septembre 1942 (p. 54)

II. DE PEZA À LABINOT (septembre 1942 — septembre 1943) (p. 62)

1. A la pointe de la lutte (p. 62)
2. Le front des traîtres (p. 68)
3. Une réunion historique (Labinot, 4-10 juillet 1943) (p. 83)
4. Un piège et une trahison aux graves conséquences (p. 92)

III. LES CONSEILS DE LIBÉRATION NATIONALE, UNIQUE POUVOIR EN ALBANIE (p. 100)

1. Moment décisif vers la prise du pouvoir (La Conférence de Labinot, 4-9 septembre 1943) (p. 100)
2. Face à la grande épreuve (p. 110)

IV. LES FONDEMENTS DU NOUVEL ÉTAT (p. 124)

1. À la veille d'événements historiques (p. 124)
2. Le Congrès historique de Permet (p. 129)
3. Vers la victoire définitive (p. 143)

V. LA VOLONTÉ DU PEUPLE : L'ALBANIE, RÉPUBLIQUE POPULAIRE ! (p. 158)

1. Le pouvoir populaire en action (p. 158)
2. La proclamation de la République populaire (p. 167)
3. Citadelle inexpugnable (p. 176)

EN GUISE D'INTRODUCTION

Dans l'histoire pluriséculaire de l'Albanie, notre pouvoir populaire et l'unité monolithique de notre peuple, incarnée dans l'organisation du Front démocratique, sont deux des plus grandes et des plus éclatantes réalisations, deux des œuvres les plus monumentales de l'époque du Parti.

Ces deux œuvres immortelles, tout comme le Parti lui-même, qui en a été et en demeure toujours le cerveau et le cœur puissants, n'ont pas vu le jour dans des salles luxueuses, elles n'ont pas été le produit de «grands esprits» enfoncés dans des fauteuils de café ou de parlement. Non, elles sont nées du bout du fusil des partisans, dans le feu de la lutte pour la liberté, elles ont grandi au sein du peuple, dans les maisons des simples gens.

Aujourd'hui après quatre décennies de vie libre, nous, communistes albanais, nous sommes fiers du Front démocratique d'Albanie et de notre pouvoir populaire qui, dès leur fondation, sous la direction de notre glorieux Parti, se sont toujours acquittés dignement de leurs tâches et de leur mission envers le peuple et la patrie, qui se sont trempés dans des batailles et des épreuves des plus difficiles, ont contrecarré et déjoué les plans de tous les ennemis intérieurs et extérieurs pour devenir des citadelles inexpugnables du socialisme triomphant, de la vie nouvelle et radieuse qui s'épanouit en Albanie.

A l'avenir aussi, le Front et notre pouvoir seront toujours plus honorés et glorifiés, car leurs fondements ont été baignés du sang de 28 000 des meilleurs fils et filles de ce sol, car notre peuple et notre Parti les ont édifiés, développés et consolidés au prix de leur labeur, au prix de multiples efforts et sacrifices. *[Par rapport à sa superficie et à sa population, l'Albanie, un des membres les plus actifs de la coalition antifasciste mondiale au cours de la seconde Guerre mondiale, se range parmi les pays ayant subi le plus de pertes en vies humaines et en biens matériels.]* Ils ont été et resteront à jamais les créations inviolables du peuple, les défenseurs et les porte-parole de ses nobles aspirations, ils s'inspireront toujours de la ligne et de l'idéologie marxistes-léninistes de notre Parti du Travail, qui les parcourent comme un fil rouge.

Quant à savoir comment nous avons réussi à créer ces œuvres impérissables, c'est une longue histoire. En dehors du vivant témoignage de notre travail et de notre combat pour la création du Front et l'instauration du pouvoir populaire, de nombreux documents de cette époque constituent dans une certaine mesure la première histoire écrite du processus de leur naissance et de leur édification. Après la Libération, on n'a cessé d'évoquer par la parole comme par la plume ces événements et toute cette glorieuse période de notre histoire, pendant laquelle, dirigé par le Parti qui lui éclairait la voie, notre peuple a réussi à délivrer la patrie des chaînes étrangères et à se libérer lui-même de toute oppression et exploitation de classe.

La vie et l'action de ces deux acquis grandioses se poursuivront dans les siècles, mais les premiers temps, ceux où, dans le feu de la lutte, furent jetés les fondements de notre Front de libération nationale et de notre pouvoir populaire, resteront particulièrement gravés dans notre mémoire. Si nous sommes tant de fois revenus sur cette époque inoubliable, ce n'est pas par simple nostalgie, mais pour l'éclairer sous tous ses aspects et montrer aussi clairement et concrètement que possible aux générations à venir comment nous, leurs prédécesseurs, nous avons réussi à renverser l'ancien et à bâtir le nouveau.

C'est là le but également de ces notes que j'ai jetées de temps à autre sur le papier, sous forme de souvenirs et de réflexions historiques, et que je fais paraître maintenant.

A la veille du 40^e anniversaire de la libération de la patrie et du triomphe de la révolution populaire, elles constituent un chaleureux hommage rendu à l'œuvre éminente du Parti et de notre peuple, accomplie dans les années de la Lutte de libération nationale, elles raniment aussi le passé, sur lequel s'est toujours édifié l'avenir et qui l'a toujours éclairé.

Août 1984

LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE, FRONT DE LUTTE ET D'UNION

La création du Parti communiste d'Albanie le 8 novembre 1941 raviva, tel un courant impétueux, les énergies du peuple albanais, elle ranima ses espoirs et effraya ses ennemis.

C'était un événement déterminant, l'acte le plus important de l'histoire pluriséculaire du peuple albanais, car, pour la première fois de son existence, notre peuple voyait se mettre à sa tête le parti de la classe ouvrière, le seul parti qui, se fondant sur l'idéologie révolutionnaire de cette classe, dirigerait le peuple dans la lutte et le conduirait à la victoire. Ce moment historique se refléta aussitôt dans la lutte du peuple albanais, qui s'en trouva renforcée et s'organisa toujours mieux.

Nous, communistes, nous nous félicitâmes de cette grande victoire dont nous avions rêvé et pour laquelle nous avons combattu depuis longtemps. Nous avons maintenant notre Parti, qui coordonnerait tous nos efforts, qui nous instruirait et nous éduquerait, qui nous dirigerait dans notre lutte pour libérer la patrie et atteindre plus tard notre idéal suprême, le communisme.

A peine formé, le Parti se trouvait confronté à des tâches multiples et importantes.

Il lui fallait nouer des liens avec le peuple, faire connaître son programme et ses objectifs aux masses, les entraîner et les organiser dans une lutte à mort contre les occupants fascistes et les traîtres locaux. C'était là une de ses tâches, voire l'une des plus essentielles. Sans le peuple, sans les masses, un parti communiste, qu'il soit jeune ou riche d'une longue expérience, ne peut atteindre aucun de ses objectifs.

Nous, communistes albanais, nous connaissions bien cet axiome du marxisme-léninisme. Ce qui rendait notre travail plus difficile, c'était que, dans les dures conditions de l'occupation et de la terreur fascistes, nous devions nous faire connaître au peuple, le gagner à notre cause, l'organiser et le diriger, mais en même temps nous organiser nous-mêmes, édifier et tremper le Parti, faire en sorte qu'il s'affirme dans la lutte comme une force dirigeante capable, sûre et irremplaçable. C'était là un fait sans précédent dans notre histoire, mais ce fut, dirais-je, notre «destin». Attendre que le Parti se consolide et croisse, qu'il s'étende à tout le pays, ne travailler qu'en vase clos, à l'intérieur du Parti, avant de nous tourner vers le peuple et de lui exposer notre programme de lutte, eût été catastrophique non seulement pour le Parti, mais aussi pour les destinées du peuple et de la patrie.

Conscients donc des situations que nous vivions et des difficultés à vaincre, nous n'avons pas perdu de temps. Nous sommes passés aussitôt à l'action, nous attaquant simultanément à toutes les tâches qui nous incombaient, pour assurer, entre autres, la prise de conscience de notre peuple et le rallier à l'unité combattante qui porterait bientôt le nom de Front antifasciste de libération nationale d'Albanie.

1. Les fondements de l'union

Au cours de son histoire pluriséculaire, le peuple albanais n'a pas ménagé ses efforts pour se trouver uni face à toute invasion qui menaçait sa liberté et sa patrie. Cette tradition a été transmise de génération en génération comme un grand enseignement et un legs des plus précieux, et c'est précisément là qu'il faut chercher l'une des sources de la vitalité de notre peuple, de sa capacité à tenir tête à des ennemis et à des envahisseurs des plus féroces et des plus puissants, sans jamais se laisser assimiler par eux. Aux moments difficiles que connaissait alors la patrie, face aux dangers qui menaçaient son existence, nous, communistes, nous devions, certes, nous appuyer solidement sur les riches traditions patriotiques et combattantes de notre peuple, sur sa ferme volonté de s'unir dans la lutte pour la liberté. La période de Skanderbeg, les efforts menés par les promoteurs de notre Renaissance nationale, la célèbre Ligue albanaise de Prizren, l'insurrection populaire générale qui apporta l'indépendance à l'Albanie, etc., devaient nous servir de sources d'inspiration à nous, communistes, et à tout notre peuple honnête et patriote qui avait à cœur les destinées de la patrie. [*Ligue albanaise de Prizren — Fondée en juin 1878, elle œuvra, au cours des trois années de son existence, à réaliser l'union nationale, politique et militaire du peuple albanais, pour que celui-ci pût se gouverner lui-même et défendre son intégrité territoriale contre les grandes puissances et les monarchies chauvines voisines.*]

En outre, un autre facteur allait nous aider à remplir la grande mission que nous avions à assumer.

L'idée de l'Internationale communiste de créer partout un front antifasciste et son appel dans ce sens étaient, depuis des années, en Albanie aussi, un des principaux sujets de débats et de préoccupation chez les meilleurs militants communistes de l'époque des groupes. Ainsi, le groupe communiste de Korçe, surtout après avoir reçu les instructions du Komintern à l'automne 1937, redoubla d'efforts pour renoncer au travail sectaire en vase clos qu'il avait mené jusque-là, pour resserrer ses liens avec les masses à travers les organisations de la jeunesse, les sociétés ouvrières, etc., et pour créer un «bloc démocratique», qui devait même l'emporter aux élections municipales.

Les autres groupes communistes aussi, notamment celui de Shkodër, avaient réussi à établir quelques contacts et cherchaient à étendre leur influence parmi les intellectuels, les fonctionnaires, les officiers et, dans une moindre mesure, dans certains milieux restreints d'ouvriers. Mais tout cela était encore très insuffisant et il faut dire qu'après les coups qu'essuya le mouvement démocratique et révolutionnaire en Albanie dans l'été 1935, avec l'échec de ce qu'on appelle le «Mouvement de Fier» [*Ce mouvement visait à renverser le régime de Zogu. Manquant de direction révolutionnaire et d'organisation, il resta à l'écart des masses du peuple, et par conséquent, échoua.*], ainsi qu'avec l'arrestation et le procès, à la fin de 1938, de presque tous les membres du groupe communiste de Shkodër, l'ancien mal de la conspiration pourrie et du repli sur soi des groupes communistes, opérant séparément l'un de l'autre et surtout des masses, devint encore plus sensible.

Cette situation grave et nuisible à notre mouvement communiste fut secouée jusque dans ses fondements par l'occupation fasciste du pays en avril 1939. Encore divisés, manquant d'une organisation et d'un programme révolutionnaires bien définis, ne nous étant pas encore fait connaître aux masses et ne les ayant pas gagnées à notre cause au point qu'elles puissent nous suivre consciemment, nous sentîmes tout de suite et nous nous persuadâmes plus que jamais que nous ne serions pas en mesure d'organiser comme il se devait la résistance à l'occupant. Il fallait donc, en poursuivant dans la voie de la révolution, éliminer ces défauts ; c'était là une condition déterminante, et pour fonder notre Parti communiste, et pour se rapprocher des masses, et pour se lier avec elles.

Dans la situation nouvellement créée après l'occupation, les communistes albanais de l'époque, surtout la base des groupes, apprécièrent à leur juste valeur les tâches qui leur incombaient et, parallèlement à leurs efforts en vue de fonder leur Parti, ils menèrent un travail plus intense pour se faire connaître parmi les masses et se lier avec elles. Certes, c'était encore un travail non organisé et non coordonné, et, au début, chaque groupe communiste le faisait pour «acquérir plus d'influence» que les autres groupes ou dans un esprit de «compétition» avec eux, mais, quoi qu'il en fût, et c'était là l'essentiel, les éléments communistes commencèrent à pénétrer parmi le peuple, à le connaître et à se faire connaître.

Pour ma part, je garde de cette période, surtout après que j'eus entamé mon travail politique à Tirana en janvier 1940, les plus attachants et impérissables souvenirs. [*Par décision du centre du Groupe communiste de Korçe, le camarade Enver Hoxha fut envoyé à cette époque-là à Tirana afin d'organiser le mouvement antifasciste contre les occupants italiens, d'étendre l'activité du groupe, de l'asseoir sur des bases plus saines et de l'enrichir ainsi que d'établir des liens entre les groupes communistes du pays.*] Nos rapports quotidiens avec les ouvriers de la fabrique «Flora», l'action directe que je menais moi-même à la boutique «Flora» et les grandes possibilités qui nous étaient ainsi offertes pour entrer en contact avec des éléments de diverses couches, ne tardèrent pas à nous permettre de créer autour de nous un important groupe d'ouvriers sympathisants. Nous rapprochant d'eux grâce à notre action continue et attentive, nous avons élargi progressivement notre cercle d'autres camarades ouvriers, artisans, chômeurs, avec leur entourage et leurs parents. Si notre travail identique ou proche nous aidait à mieux nous connaître, les discussions politiques dénonçant l'occupant que nous engagions comme par hasard chaque fois que nous en avions l'occasion, nous servaient à raffermir ces liens. Naturellement, engager et mener à fond ces débats, surtout avec des personnes que nous venions à peine de connaître, présentait des dangers, mais je n'oublierai jamais à ce propos un fait bien significatif: Les camarades de notre groupe et moi, qui travaillions à Tirana, nous ne rencontrâmes presque jamais d'opposition ou un quelconque sentiment de peur chez les camarades ouvriers au sujet de ce que nous leur disions. Au contraire, à la première étincelle que nous allumions, c'étaient eux qui, sautant sur l'occasion, donnaient libre cours à leur colère et à leur haine profonde contre les usurpateurs de la liberté et de l'indépendance de la patrie, c'étaient eux qui, forts de la logique de leur classe, ne se contentaient pas de déverser toute leur haine, mais demandaient : «Qu'y a-t-il à faire ?»

Cette situation que nous observions partout dans le pays raffermissait notre confiance et nous encourageait à œuvrer de toutes nos forces à la fondation de notre Parti, à réfléchir à la manière d'organiser et de diriger la haine populaire qui s'accumulait et s'apprêtait à exploser.

Telle était la situation dans tout le pays. Il me fallut, à l'époque, me rendre dans de nombreuses villes et centres ouvriers, Durrës, Shkodër, Korçe, Vlore, Fier, Gjirokastrë et Kuçovë, et je sentais partout la haine de la classe ouvrière albanaise contre l'occupation du pays et son exploitation par les fascistes italiens, ainsi que sa détermination croissante à engager le combat contre eux. Dans nos réunions, les camarades de notre groupe communiste nous rendaient compte de ce même état d'âme, et Vasil Shanto et Qemal Stafa, éminents militants du groupe communiste de Shkodër, avec lesquels je nouai des liens d'amitié indissolubles à partir de l'été 1940, faisaient eux aussi la même appréciation de la situation dans le pays.

Dès cette époque, bien que dans de moindres proportions et moins intensément que dans les villes, nous commençâmes à pénétrer aussi dans les campagnes, où nous observâmes le même état d'esprit et la même situation effervescente que parmi les ouvriers, les apprentis et les chômeurs.

En ce qui concerne les jeunes, notamment les écoliers et les lycéens, il faut dire qu'ils étaient tout à fait disposés à suivre les communistes dans chacune de leurs actions. Douloureusement atteinte dans son ardent amour de la patrie par l'occupation du pays, notre jeunesse s'était lancée avec élan dans des manifestations quasi quotidiennes de protestation ouverte, qui se traduisaient par sa résistance massive à l'italianisation et à la fascisation de nos écoles, par son refus ostensible de saluer «à la romaine», par le boycottage des cours de doctrine fasciste et de langue italienne, des organisations et des associations que les fascistes cherchaient à créer à des fins de corruption, etc.

Ainsi, partant de l'idée de la nécessité d'un front populaire antifasciste (qui devait par la suite, lors de sa création, prendre l'appellation «officielle» de Front de libération nationale) et de notre profonde conviction qu'il était parfaitement possible de le mettre sur pied, les communistes albanais avaient commencé à œuvrer dans ce sens aussitôt après l'occupation fasciste. Nous avons assumé cette lourde charge, sans ignorer que nous manquions d'expérience en ce qui concerne les tâches du front, son édification et ses formes organisationnelles, mais nous étions fermement convaincus que, par notre travail et notre lutte, surtout après que nous aurions fondé notre Parti, nous acqueririons l'expérience nécessaire, et que la pratique nous suggérerait les formes d'action adéquates.

Certes, à cette époque, nous nous heurtâmes à de nombreuses conceptions antimarxistes et à des interprétations erronées de l'idée du front antifasciste et des possibilités de le créer en Albanie. Dans le groupe communiste de Shkodër en particulier, depuis longtemps, certains éléments avaient propagé des vues et des théories capitulardes et tout à fait étrangères au marxisme-léninisme sur ce problème. Ainsi, par exemple, vers la fin de l'été 1941, lorsque nous étions entrés dans la phase des derniers préparatifs pour la fondation du Parti, j'eus un jour une conversation avec un camarade de ce groupe. Dès que je me mis à parler des liens à nouer avec les masses et de la nécessité de les unir en un front puissant, il me répondit très sèchement, comme s'il n'y avait même pas lieu de discuter là-dessus :

«Il est impossible de créer un front populaire antifasciste en Albanie !

— Pourquoi ? m'étonnai-je.

— Parce qu'il n'y a pas chez nous de partis politiques comme en France, en Italie et ailleurs ! Avec qui entrer en contact, avec qui s'entendre pour créer un front, s'il n'y a pas de partis ?

— Tu te trompes, lui répondis-je. Selon toi, nous ne devrions pas faire d'efforts dans ce sens, nous ne devrions pas mobiliser les masses ni forger leur unité combattante pour renverser le fascisme.

— C'est une particularité de notre pays qui tient à son état arriéré ! me dit ce camarade avec une expression de regret. C'est la faute de la Turquie et de Zogu. S'il y avait eu différents partis chez nous, chacun d'eux aurait exercé son influence sur les masses, et tous ensemble ils auraient discuté de la création d'un front. Quand ils se seraient mis d'accord là-dessus, les masses seraient entrées automatiquement dans le front.

— Dis-moi, lui demandai-je avec calme, selon toi, sous l'influence de qui sont les masses chez nous ?

— Sous l'influence de personne ! me répondit-il avec désinvolture.

— Non, lui rétorquai-je, tu as une fausse vision des choses, car tu pars d'une considération erronée sur les partis, le front et les masses. Bien sûr, en Albanie les masses ne sont pas sous l'influence d'un quelconque parti mais n'oublie pas que, maintenant surtout, elles sont sous l'emprise de leur haine contre l'occupant, de leur volonté de combattre pour la liberté, de leur profond amour de la patrie. Et c'est justement à quoi nous devons nous accrocher. Je pense même que, loin d'être un mal, c'est un grand avantage qu'il n'y ait jamais eu chez nous de partis politiques organisés. Le vrai front, un front d'acier, est celui que nous créerons à la base, grâce à un travail mené directement auprès des masses, en nous liant avec elles, en mettant à profit leur haine implacable contre le fascisme, leur volonté et leur détermination de combattre. C'est ainsi que nous trouverons un langage commun avec le peuple, que nous le toucherons dans ses fibres sensibles et il nous suivra volontiers, il s'unira. C'est cela le Front, et c'est pour un tel front que nous devons lutter, nous, communistes albanais, et notre Parti !

— Et comment y parviendrons-nous, si nous n'avons pas encore un parti organisé ?

— C'est à quoi nous travaillons et très bientôt nous aurons notre Parti. Par ailleurs, la nécessité d'unir les masses dans la lutte rend la fondation du Parti encore plus urgente. Dirigés par le Parti, nous surmonterons tous les obstacles.»

Le camarade eut l'air convaincu, mais je savais que les conceptions qu'il défendait à propos du front avaient été largement propagées par les éléments trotskistes du groupe de Shkodër à travers même le «Buletini jeshil», leur organe. Nous devons par la suite affronter et combattre sévèrement de telles conceptions, et nous savions fort bien également que d'autres erreurs pouvaient se faire jour, mais elles seraient corrigées au cours même de la lutte et de notre travail.

Ce qui eût été fatal, c'eût été de rester les bras croisés, d'attendre que «différents partis soient créés», que «nous ayons formé nos cadres», qu'«un prolétariat industriel soit né chez nous» et d'autres points de vue de ce genre que propageaient les éléments antimarxistes et fractionnistes, mais que les communistes révolutionnaires n'hésitèrent pas à rejeter et que, plus tard, le Parti condamna une fois pour toutes. L'histoire ne nous aurait jamais pardonné une pareille erreur.

Le Parti fut ainsi fondé dans une situation offrant toutes les possibilités objectives et subjectives en vue de la création d'un front antifasciste. Le plus important était que les membres et les cadres de notre Parti tout juste formé, grâce au travail que nous avons déjà accompli et aux analyses faites à la Conférence de fondation du Parti, se persuadaient toujours plus que celui-ci pouvait et devait créer lui-même le Front antifasciste du peuple albanais, et cela en menant un travail direct et concret auprès des masses, sans attendre ni rechercher des accords ou des machinations avec tel ou tel chef de file; il fallait donc créer un front à partir de la base.

Comme on le sait, la Résolution de la Conférence de fondation du Parti évoque cette union et la qualifie «d'unité combattante des masses laborieuses des villes et des campagnes», ce qui correspondait à l'idée de la création d'un Front antifasciste de libération nationale du peuple albanais. De même, le premier document que notre Parti diffusa, en même temps que la Résolution, fut son premier Appel ouvert au combat lancé au peuple pour lui faire connaître son programme et l'inviter à rallier sa lutte pour la liberté et l'indépendance du pays.

Disposant de forces organisées et toujours plus nombreuses, doté d'un programme clairement défini et animé d'un esprit combatif, notre Parti devait approfondir et en même temps étendre son travail pour bâtir la puissante citadelle d'un peuple uni, dont la force et la vitalité viendraient à bout des hordes nazies-fascistes, des menées et des plans de la réaction intérieure et extérieure.

Cette union des masses, sous la direction du Parti et sous son drapeau, permettrait le déclenchement et le succès de la révolution pour laquelle les conditions étaient réunies en Albanie.

Le régime féodal de Zogu, l'oppression, la misère, la faim, les emprisonnements, les exactions, avaient exaspéré le peuple, l'avaient poussé à bout et rempli de haine contre le régime en place. Et juste au moment où la révolte et la colère des masses bouillaient, l'occupation du pays, préparée par Zogu, les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie, fit déborder le vase. La haine du peuple et la lutte antagoniste entre oppresseurs et opprimés atteignirent leur comble. L'occupation de l'Albanie par les fascistes italiens avait ainsi marqué le début d'un tournant de portée nationale. Il fallait comprendre et traiter cette situation comme il se devait, car elle portait en elle la révolution. Et c'est justement parce qu'ils surent comprendre cette situation que les communistes albanais et leur Parti décidèrent de la prendre en main et de se mettre à la tête de la révolution. Notre Parti communiste assumait donc ainsi une lourde mais glorieuse tâche historique: celle de dresser le peuple dans la révolution, de le diriger, lui et la classe ouvrière dont il était l'avant-garde, dans la lutte pour la libération de la patrie jusqu'à la victoire. Lénine nous enseigne que la révolution est une des questions les plus sérieuses pour les destinées d'un peuple, et qu'une fois qu'on s'y est engagé, il faut la mener jusqu'au bout.

Si l'on ne dresse pas le peuple dans la lutte contre les occupants ou contre les gouvernants et les exploités bourgeois-capitalistes, si l'on ne le prépare pas politiquement à combattre et à abattre ses ennemis, si au cours de cette préparation on ne procède ni à l'étude ni à l'analyse des rapports des forces en présence, il ne saurait y avoir de révolution proprement dite; en pareil cas, il s'agirait d'efforts et d'une résistance seulement chaotiques et temporaires, et non d'une révolution ni de l'accomplissement des objectifs d'une révolution, que ce soit une insurrection paysanne, une révolution démocratique bourgeoise ou une révolution prolétarienne.

Les révolutions doivent avoir une plate-forme programmatique qui indique aux masses les buts à atteindre, les raisons pour lesquelles il faut absolument changer une situation donnée. Il importe de leur expliquer dialectiquement pourquoi il est nécessaire de passer d'une étape à l'autre, pourquoi les conditions sont mûres pour un tel bond qualitatif. Sur la base d'une analyse économique, politique et nationale réaliste, il faut leur montrer clairement les raisons qui font que la mesure est comble, et aussi leur indiquer clairement les voies à suivre et les moyens à employer pour accomplir ce bond qualitatif en avant. Enfin, il faut bien leur montrer qu'en dernière analyse ce bond, ce tournant décisif, ne peut être réalisé que par l'insurrection armée, par la révolution.

En attaquant l'Albanie en avril 1939, Mussolini espérait et était même convaincu que tout se passerait selon ses prévisions. Mais il en alla tout autrement. Aucune ruse ne pouvait tromper ni faire fléchir le peuple albanais. L'histoire ne connaissait aucun cas où le peuple albanais eût accepté la servitude imposée par les étrangers. Elle ne connaissait que les longues luttes sanglantes que ce peuple avait menées contre ses ennemis.

Nous n'avions aucun doute que cette fois encore il devait en être ainsi, mais il fallait que cette certitude passe dans les faits, il fallait organiser la lutte. Naturellement, ce n'était pas chose facile, mais ce n'était pas non plus impossible. Quoi qu'il en fût, la lutte devait être farouche. Par la détermination de vaincre, le patriotisme, le grand objectif de la libération du pays, elle ressemblerait aux luttes de libération que notre peuple avait menées jadis, mais elle ne leur ressemblerait pas par sa stratégie, sa tactique, son ampleur et son organisation.

Nous devions organiser la lutte à une époque différente de celles où avaient vécu nos parents ou nos aïeux : nous avions à affronter les mêmes ennemis, cruels, criminels, roués dans leur idéologie et leur politique comme dans leurs méthodes et leur action, et, au surplus, armés jusqu'aux dents avec les armes les plus sophistiquées, les plus meurtrières et que nous n'avions pas eu à affronter dans le passé.

Les nazis-fascistes, en vantant à grand bruit la force de frappe destructrice de leurs armées, cherchaient à semer la panique avant même le déclenchement de leur attaque. La psychose de la terreur et la «cinquième colonne» étaient deux des armes principales dont se faisaient précéder les légions de Rome et de Berlin.

Mais les peuples, unis et rassemblés autour d'idéaux et d'objectifs clairement définis, dirigés correctement et courageusement, vaincraient dans cette guerre gigantesque qui avait embrasé le monde entier. Les peuples, décidés à vivre libres, l'emporteraient sur les armes modernes de l'ennemi et sur ses armées, car ils livraient une guerre juste dans leur propre pays, alors que leurs ennemis faisaient une guerre injuste, de rapine, dans des pays qui n'étaient pas les leurs.

Dans les grandes lignes, notre Parti avait une vision claire de ces situations et, avec le peuple, il engageait la lutte non sans préparation, car du 7 avril 1939 au 8 novembre 1941, il y avait un peu plus de deux ans qu'une résistance passive et active avait été entamée contre l'occupant et les traîtres locaux.

La résistance que le peuple et, en premier lieu, la classe ouvrière et la paysannerie, avaient opposée au régime de Zogu, se cristallisa davantage et revêtit des formes plus avancées après l'occupation du pays. L'hostilité et l'opposition des ouvriers et des paysans albanais au régime de Zogu, raffermies dès lors par le sentiment de la libération nationale, furent la base sur laquelle s'appuyèrent le Parti et sa direction en vue de mobiliser la volonté de la nation, les énergies, les idées et les aspirations des masses dans une unité combattante pour libérer la patrie et le peuple.

Ces objectifs sont faciles à énoncer, mais pour réaliser son programme notre Parti dut fournir un très grand travail, consentir des sacrifices et faire preuve de courage et d'héroïsme, de sagesse et de patience dans la réflexion comme dans l'action.

Il fallait, avant tout, agir pour que le peuple prenne confiance en ses propres forces. Il fallait extirper de l'esprit de bien des gens l'idée que l'on ne pouvait tenir tête à une si grande puissance que l'Italie fasciste, qu'«un pays d'un million d'habitants ne peut se battre contre un pays de quarante millions», idée propagée et claironnée par la cinquième colonne, les collaborateurs et les quislings et que venait appuyer la présence des divisions et des chars de l'occupant disséminés dans tout le pays. Il fallait, par des faits et des actions, par un travail politique et de propagande, convaincre le peuple que la bravoure, le courage, le patriotisme et la clairvoyance politique de l'Albanais, de nos ancêtres, loin de s'être éteints, étaient plus vivaces que jamais. Et le Parti communiste d'Albanie, porteur de toutes ces insignes vertus de notre peuple, lancerait ses foudres sur l'ennemi occupant.

Dans le même temps, la Lutte de libération nationale dont le Parti assumait la conduite, devait avoir des objectifs bien déterminés, un programme acceptable pour notre peuple, de nature à mobiliser et à vivifier ses énergies saines. Notre peuple et au premier chef la classe ouvrière et la paysannerie devaient savoir et comprendre pourquoi ils se battaient et ce que leur apporterait la victoire. L'amer passé, où leurs luttes et leurs révoltes avaient été noyées dans le sang par les fêdaux, les agas et les usuriers, était encore frais et gravé dans leur mémoire. Le peuple albanais ne saurait donc se dresser dans la lutte et verser son sang pour le compte de ses oppresseurs de toujours. Le Parti communiste d'Albanie était là pour garantir que le passé ne se renouvellerait plus, mais cela devait être traduit dans les faits par un programme, par l'action, par la lutte armée et la lutte politique.

Par son programme, notre Parti devait bien faire comprendre au peuple que la lutte serait âpre, de grande envergure, compliquée et difficile, qu'elle nécessiterait par conséquent une large organisation politique et militaire. Le Parti expliqua tout cela au peuple et lui dit (en le montrant aussi par ses actes) que les communistes se tiendraient à la pointe de la lutte, qu'ils monteraient les premiers à l'assaut, qu'ils donneraient leur vie en se battant, mais que cette lutte ne pouvait être menée par eux seuls sans les masses. Cela découlait de l'idée même que les communistes ne pouvaient lutter et vaincre sans le peuple. La révolution, c'est le peuple qui la fait.

Dans toute cette action, la question des alliances à conclure et des alliés à choisir revêtait un caractère décisif. On connaît l'importance que nos principes fondamentaux accordent au rôle dirigeant de la classe ouvrière et à son alliance avec la paysannerie, cette classe amie, en particulier avec la paysannerie pauvre sans terre ou en possédant peu. Précisément cette alliance, à laquelle nous attachions la plus grande importance, devait être la clé du triomphe de notre Lutte de libération nationale également.

Mais nous savions aussi que cette alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière, qui deviendrait le pivot autour duquel s'uniraient les autres couches patriotiques et progressistes, devait être créée conformément aux conditions et à la situation concrète du pays.

A cette fin, notre Parti dut faire l'analyse non seulement de la situation économique et politique des classes et des couches sociales, mais aussi des liens spécifiques des groupes, des clans, de leurs influences, positives et négatives, anciennes et nouvelles au sein de la société albanaise.

Il est vrai, et nous en avons conscience, que la classe ouvrière albanaise était encore réduite numériquement et sans grande expérience dans la lutte de classe qu'elle menait, mais nous étions convaincus dès le début qu'elle ne manquerait pas d'être la première à répondre à l'appel du Parti et à souscrire à son programme, qu'étant la classe la plus avancée de la société, elle jouerait, comme elle le fit effectivement, le grand rôle qui lui revenait dans la révolution populaire. Son alliée la plus fidèle serait sans nul doute la paysannerie, qui souffrait du fait de son exploitation moyenâgeuse, mais qui avait toujours alimenté les luttes de libération nationale et sociale dans le passé. Les brillantes traditions patriotiques et démocratiques de notre paysannerie, ravivées à l'extrême par l'insupportable situation d'occupation, constituaient l'argument le plus convaincant en faveur de la nécessité et de la possibilité d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, l'argument le plus solide pour réfuter les conceptions réactionnaires selon lesquelles la paysannerie était une multitude ignorante et opprimée, inutile et hésitante dans la lutte. Œuvrer à faire adopter le programme du Parti par la paysannerie était pour nous d'autant plus nécessaire que, dans les conditions de notre pays, cette classe serait la source et la base la plus importante des forces vives de la lutte de libération nationale.

Conscients, donc, que la classe ouvrière et la paysannerie constitueraient le fondement essentiel de l'union combattante du peuple, nous savions, dans le même temps, que le passé avait légué à notre société des tares qui formaient un obstacle à l'unité recherchée et entravaient la conclusion des alliances. D'autre part, le clergé avait poursuivi son action et la religion continuait d'intoxiquer l'âme et l'esprit des gens. Le clergé, prêtres, beys et *bayraktars* s'étaient efforcés, tout en l'exploitant, de «calmer», d'«assagir» notre peuple valeureux et indomptable, que les régimes du passé avaient maintenu dans un profond obscurantisme culturel et politique. [*Bayraktars — Représentants des notables de quelques régions montagneuses, notamment en Albanie du Nord.*]

Il est vrai que chez nous, après l'occupation, il n'y avait pas de partis réactionnaires ou progressistes, de gauche, etc., mais les facteurs que j'ai évoqués plus haut et d'autres encore jouaient comme s'il y avait plusieurs «partis», qui bridaient les énergies du peuple et le maintenaient divisé pour mieux l'asservir et l'exploiter.

Par ailleurs, une partie des émigrés politiques, fils et représentants des classes dominantes et exploiteuses, qui, lors de la prise du pouvoir par Zogu, avaient quitté le pays comme des dizaines de patriotes et de démocrates révolutionnaires, mais qui, à la différence de ces derniers, n'avaient jamais eu à cœur les soucis de la patrie et du peuple, présentaient un autre danger menaçant la lutte et l'alliance combattante du peuple. [*Après le triomphe de la révolution démocratique bourgeoise de Juin 1924, Ahmet Zogu, réfugié en Yougoslavie, poussé par le gouvernement réactionnaire serbe et soutenu par ses troupes militaires et par la réaction féodale albanaise dans le pays, réprima, en décembre 1924, la Révolution de Juin et instaura son régime réactionnaire.*] Ils étaient restés à l'étranger quinze ans et la plupart d'entre eux avaient dégénéré politiquement, devenant ainsi les hommes, les alliés et les agents de l'Etat étranger qui les nourrissait et les stipendiait. Ils se posaient en anti-zoguistes, mais étaient aussi anticommunistes. Ils étaient rentrés en Albanie en 1939 avec les Italiens et prétendaient hautement «gouverner le pays». Tout à fait détachés du peuple, de sa vie et de ses aspirations, ils croyaient que les vieilles idées d'une démocratie bourgeoise abâtardie, dont ils se nourrissaient encore, étaient actuelles et applicables dans notre pays. Et cela, après les si grands changements que le monde avait connus ! Ils étaient revenus en Albanie en se prenant pour la «fine fleur du nationalisme albanaise» et, bien que nombre d'entre eux fussent soudoyés par l'occupant et se fussent mis entièrement à son service, ils étaient en contact avec les éléments «antifascistes et anti-zoguistes» qui pensaient que ces émigrés rentrés de l'étranger étaient politiquement ce qu'ils avaient été quinze ans auparavant (!). Le danger que ces gens présentaient pour la Lutte de libération nationale se profila plus clairement par la suite, lorsqu'ils eurent créé l'organisation traîtresse du «Balli Kombëtar», qui aida jusqu'au bout, par la démagogie et les armes, l'occupant fasciste et nazi à combattre le Front antifasciste de libération nationale et sa direction, le Parti communiste d'Albanie.

En anticommunistes enragés qu'ils étaient, ils accueillirent mal la formation du PCA et son programme formulé dans la Résolution.

Ces éléments, tout comme les fascistes, qualifièrent le PCA de «parti des étrangers et non des Albanais», de «parti des Slaves, des Russes, etc., et non des Albanais». Ils considérèrent la Lutte de libération nationale comme «une lutte insensée, dépourvue de perspectives et néfaste à l'Albanie». Ils prétendaient que les dirigeants du PCA et de cette lutte antifasciste étaient «des gamins imprudents, emportés, qui n'entendaient rien à la politique», et répandaient mille autres calomnies.

Telle était la situation d'alors parmi ce ramassis de gens, situation que le Parti communiste d'Albanie et sa direction analysèrent à maintes reprises au cours de 1942 comme par la suite.

Pendant cette période, notre Parti fut confronté également à la question religieuse en Albanie. Il l'analysa sous deux aspects: l'influence concrète des diverses confessions sur les larges masses populaires et le danger que présentait le haut clergé. Je ne m'attarderai pas longuement sur ces analyses, mais il est nécessaire d'en préciser certains traits essentiels dont tint compte le Comité central du PCA dans son travail auprès des masses au lendemain de la fondation du Parti et durant toute la période de la guerre.

On sait que chez nous il y avait alors trois confessions : la musulmane, la plus répandue, la chrétienne orthodoxe, qui venait en second rang, et la catholique romaine, la moins propagée, avec pour centre Shkodër et ses montagnes environnantes, Lezhe, et aussi une pointe jusqu'à Durrës, siège d'un évêché. Il y avait, également en Albanie quelques croyants musulmans encadrés dans des sectes sans importance et sans aucune influence sur le peuple, à l'exception de la secte des bektachis.

En ce qui concerne le haut clergé, son influence présentait les aspects suivants: les hauts dignitaires catholiques étaient des gens sans patrie, entièrement subordonnés au Vatican, jusque dans les moindres, choses, indépendamment de leurs différents «ordres», jésuites et franciscains entre autres. En Albanie, comme dans les pays du monde catholique, l'Eglise catholique avait la même organisation pyramidale, la même structure d'églises, de paroisses, de couvents, d'écoles religieuses ou même subventionnées par l'Etat, les mêmes rites et la même liturgie, et dans l'ensemble la même méthode et le même style de travail. Les subventions que ces dignitaires recevaient, leurs traitements et tous leurs autres avantages provenaient de la spoliation des croyants, sous forme de sollicitation de dons ou de l'obligation qui leur était imposée de léguer à l'Eglise leurs biens mobiliers et immobiliers.

Tous les dignitaires de l'Eglise catholique, depuis; le plus haut placé jusqu'au curé et au chapelain, étaient instruits et avaient fait des études de théologie; ils étaient astreints à une discipline de fer et étaient passés maîtres dans les pratiques et les ruses pour faire plier la volonté des gens par la crainte du châtement de Dieu, du Christ et des apôtres. Les croyants catholiques devaient appartenir corps et âme à l'Eglise, *perinde ac cadaver*. Ils étaient pris dans la toile d'araignée des lois de l'Eglise, du droit coutumier et des lois de la bourgeoisie réactionnaire, autant de chaînes qui pesaient lourdement sur eux. L'Eglise catholique, avec sa hiérarchie, était on ne peut plus obscurantiste et conservatrice, mais elle savait aussi faire preuve de souplesse quand son intérêt l'exigeait, toujours en alliance avec les régimes réactionnaires, comme ceux du prince Wied et d'Ahmet Zogu (elle ne manqua pas de s'aboucher même avec le régime bourgeois-démocratique de Fan Noli) et soumise à tous les envahisseurs de l'Albanie, fussent-ils austro-hongrois, fascistes italiens ou nazis allemands. [*Wilhelm von Wied, prince allemand, fut un instrument aux mains des puissances impérialistes. En février 1914, les Grandes puissances le proclamèrent «prince d'Albanie». Il régna dans le pays de mars à septembre 1914.*]

Seul notre régime de dictature du prolétariat mit un terme aux menées nocives, réactionnaires et collaborationnistes de l'Eglise catholique en Albanie.

Mais ne nous éloignons pas de la période que nous sommes en train d'analyser. Telle était donc la situation du clergé et des croyants catholiques à l'époque. Les hauts dignitaires étaient des agents doubles, et du Vatican et de l'occupant italien. Mais pour nous, pour notre Lutte de libération nationale, la population du Nord du pays, toute croyante qu'elle était, constituait un vaste champ d'action. De même de petits prêtres pauvres, dans le sillage de certaines éminentes personnalités de notre cause nationale et de notre culture, comme Budi et Bogdani, Ndre Mjeda et Shtjefën Gjeçovi, pouvaient, dans une certaine mesure, nous prêter l'oreille, car ils vivaient plus près des peines et des soucis du peuple. C'est précisément dans ces directions que nous devons donc travailler et percer.

La religion musulmane et son clergé, à l'opposé de la religion catholique, ne constituaient pas un obstacle sérieux à la lutte contre l'occupant italien. Le clergé musulman, avant l'occupation du pays, mais encore plus après, était faible, dépourvu de toute expérience qui pût nous inquiéter. Les mosquées existaient toujours. Dans chacune d'elles il y avait un hodja, mais elles étaient très peu fréquentées. Les rites musulmans avaient été abandonnés, aucun mariage ne se faisait selon la Shari'a, toute autre pratique religieuse, comme l'observance des prescriptions du ramadan et les fêtes du baïram, étaient devenues une routine, des coutumes pratiquées dans quelques régions, parce qu'«elles existaient depuis longtemps» plutôt que pour une autre raison. Les hodjas étaient tous des ignorants, incapables de propager la philosophie, l'éthique ou la morale coraniques, les croyants ne comprenaient pas le Coran, qui était récité par cœur en arabe. Bien que conservateurs dans leurs coutumes, les hodjas n'étaient pas en mesure d'exercer une influence quelconque à travers la pensée islamique, ni assez politiciens pour le faire. Les larges masses du peuple s'étaient à peu près affranchies des liens de la religion, les croyants musulmans étaient intellectuellement plus avancés et faisaient preuve d'un libéralisme et d'une tolérance plus prononcés. Ainsi, à cet égard, le Parti ne se heurtait à presque aucun obstacle sérieux dans son travail pour dresser le peuple dans la lutte.

Dans la secte des bektachis également, une bonne partie des *muhibs* étaient traditionnellement des patriotes et ils ont lutté pour la libération de l'Albanie.

La religion chrétienne orthodoxe, avec son clergé et ses pratiquants, se trouvait elle aussi dans une situation analogue.

Historiquement, une partie du clergé orthodoxe, surtout les simples prêtres de village ou même de ville, ceux qui vivaient parmi le peuple et qui, après les cérémonies religieuses, enlevaient leur soutane et allaient travailler dans les champs ou vaquer à quelque autre tâche, ont lutté pour conquérir l'indépendance de leur Eglise et surtout pour introduire l'usage de la langue albanaise dans les cérémonies religieuses. Leurs efforts devaient forcément se heurter aux intérêts du Patriarcat d'Istanbul et, par la suite, à ceux de l'Eglise réactionnaire grecque, laquelle commettrait des crimes monstrueux contre les prêtres patriotes qui aimaient le peuple, la patrie et la langue albanaise, qui souhaitaient l'indépendance de l'Eglise albanaise, autant d'efforts et d'objectifs qui, dans le contexte historique de l'époque, étaient d'un grand prix en tant qu'expression et partie intégrante de la lutte menée pour l'indépendance sur tout le territoire albanais. Notre peuple honorait et respectait ces martyrs non seulement de l'Eglise, mais aussi de la patrie albanaise. Citons parmi eux Papa Kristo Negovani, le père Stath Melani, Dhimitër Misha et Papa Llambro Ballamaçi, que le Patriarcat grec fit empoisonner ou massacrer de la manière la plus barbare, comme des dizaines d'autres éminents patriotes, promoteurs de la langue et de l'école albanaises, tels Naum Veqilharxhi, Petro Nini Luarasi, Koto Hoxhi et Pandeli Sotiri.

Les «raisons» pour lesquelles la réaction cléricale grecque se comportait de la sorte avec les patriotes albanais étaient à la fois étranges et cyniques. Elle le faisait uniquement parce que ces fils d'Albanais se déclaraient Albanais, parce qu'ils voulaient que l'on parlât albanais et à l'église, et à la maison, et dans les champs, et à l'école, parce qu'ils défendaient les droits légitimes de leur peuple et ses territoires. Mais, en fait, les «raisons» et les «motifs religieux» invoqués par les évêques pour justifier leurs agissements, cachaient des mobiles et des visées politiques, les ambitions territoriales des chauvins grecs à rencontre de l'Albanie. Ce chauvinisme anti-albanais était si effréné qu'il «fondait» ses prétentions territoriales sur l'aire d'extension de la religion orthodoxe, l'aveuglement chauvin des évêques réactionnaires était tel qu'ils se refusaient à voir que la religion orthodoxe s'étendait non seulement à certaines zones de notre territoire longeant la frontière grecque (qui comprennent aussi les villages de la minorité grecque avec quelque 20 000 habitants au lendemain de la Lutte de libération nationale et près de 50 000 actuellement), mais aussi, tout comme la religion musulmane, partout en Albanie, dans des quartiers et des régions entières de Gjirokastrë, Saranda, Permet, Korçe, Vlore, Tepelene, Fier, Lushnje, Berat, Elbasan, Durrës, Tirana, etc. ! C'est justement à partir de cette logique absurde qu'aujourd'hui encore certains évêques réactionnaires de la *megali idhea* considèrent comme Grecs 400 000 citoyens albanais ayant appartenu à la confession orthodoxe. [*Plate-forme idéologique de la grande bourgeoisie chauvine grecque qui visait à fonder un grand empire englobant aussi une bonne partie de la Péninsule balkanique qui était considérée comme un territoire grec uniquement parce que la population en était orthodoxe.*] De la sorte, selon la logique absurde des évêques chauvins, si la religion était le critère essentiel de la détermination de l'identité nationale d'un peuple, plus de la moitié de l'Albanie devait revenir à la Grèce (!), ce que les chauvins grecs, adeptes de la *megali idhea*, ont toujours rêvé et cherché à obtenir. C'est précisément dans le cadre de leurs projets d'occupation et d'annexion qu'ils avaient persécuté et massacré d'honorés patriotes albanais, entre autres des prêtres et des croyants, qui s'étaient dressés avec leurs frères musulmans et catholiques, pour défendre l'intégrité territoriale de l'Albanie contre les convoitises annexionnistes de nos voisins chauvins.

Cette imbrication étroite de la question religieuse avec la question nationale, celle-ci restant prioritaire, avait fait que non seulement les croyants orthodoxes, mais encore la plupart des simples prêtres avaient grandi et étaient éduqués dans l'amour de la patrie.

Ainsi, notre Parti a considéré cette question des croyances religieuses avec toute l'importance qu'elle méritait au cours de la Lutte de libération nationale comme après la Libération, car il fallait éviter de froisser les gens dans leurs sentiments si l'on tenait à dresser le peuple dans la lutte pour la libération de la patrie et la construction d'une Albanie nouvelle.

En ce qui concerne l'intelligentsia du pays, nous devions certes mener un travail d'envergure, de qualité et différencié à divers niveaux. En général, le terrain sur lequel nous devions agir auprès des intellectuels nous était favorable, exception faite des hauts fonctionnaires, qui, ayant adhéré au fascisme, en tiraient des profits matériels et autres avantages. Les fonctionnaires de cette catégorie, dits «cultivés», avaient été dans leur ensemble corrompus par tous les régimes et ils furent parmi les premiers à s'inscrire, de leur propre gré, au parti fasciste «albanais» créé par l'occupant.

En revanche, l'intelligentsia de notre pays était, en général, patriote, antifasciste, hostile à l'occupation; aussi notre Parti attacherait-il une grande importance à cette couche de la population, car elle aussi contribuerait à tremper et à encourager toujours plus le patriotisme des jeunes.

Ces analyses larges et détaillées de la situation, du rapport des forces en présence, etc., étaient le fruit des débats que nous organisions soit dans les réunions de notre direction, soit dans nos rencontres avec les camarades du Parti travaillant dans la capitale ou en province. Elles nous aideraient beaucoup dans notre travail de chaque jour

ou dans celui que nous aurions à mener à l'avenir, car la première chose à faire, pour que nous nous acquitions de notre tâche en tant que communistes, c'est-à-dire comme dirigeants des masses, était de nous orienter correctement dans la si pénible situation de servitude, de terreur, d'intrigues, de souffrances et de tortures morales et physiques qui pesait sur notre peuple.

Notre dévouement à la cause du peuple et notre confiance inébranlable dans la théorie révolutionnaire du prolétariat ainsi que notre profonde connaissance de la réalité de chez nous furent deux facteurs fondamentaux qui permirent à notre Parti de définir une juste ligne, de donner des directives idéologiques, politiques et organisationnelles précises sur l'union combattante des masses autour de son programme comme sur toutes les autres questions.

L'évocation de ces analyses et de ces études sur lesquelles s'appuya notre Parti, ne doit pas donner à penser que nous avons d'abord attendu de les avoir menées à leur terme pour commencer notre travail auprès des masses, ni que nous avons chargé des groupes de travail ou mobilisé des spécialistes et des hommes d'études pour les achever. Non, ces «spécialistes» et ces «groupes de travail», c'était nous-mêmes, tous les communistes, les simples membres du Parti, comme ses dirigeants principaux, qui connaissions les situations et en faisons la synthèse parallèlement à notre travail concret de tous les jours.

Tous, donc, depuis les dirigeants et les cadres principaux du Parti jusqu'à ses simples membres, s'attelèrent résolument à cette grande tâche. Maintenant, après la fondation du Parti, la situation même dans laquelle nous étions obligés de vivre et de lutter nous aidait à entrer plus largement en contact avec les gens auprès desquels nous menions notre travail. Nous étions tous ou presque des fils et des filles du peuple travailleur, nombre d'entre nous agissaient dans la clandestinité et passaient leurs jours et leurs nuits dans les quartiers pauvres, tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, parmi les simples gens, ouvriers, artisans, chômeurs ou sans métier. Partout, nous étions entourés et protégés par leur amour et leur souci de notre sort et nous sentions qu'au fond c'était là l'expression de l'amour du peuple pour le pays et de sa préoccupation pour ses destinées.

Compte tenu de cette situation, en poursuivant notre travail et en guidant nos camarades pour qu'ils mettent à profit toutes les occasions et possibilités qui s'offraient à eux, leurs connaissances et leurs amitiés personnelles, les fêtes, les deuils, les noces, les rencontres fortuites ou organisées, nous établissions en quelque sorte un dialogue naturel et quotidien avec les masses pour leur faire connaître à tout moment la ligne et le programme du Parti. Et il est de fait que nos paroles ne tombaient pas dans l'oreille d'un sourd, car nous touchions le point le plus sensible du peuple. «Luttons contre l'occupant, luttons toujours, luttons sans merci contre lui et les traîtres !», disaient jour et nuit les communistes et les sympathisants de notre Parti. Et il va de soi que leurs paroles ne pouvaient que réchauffer le cœur de ce peuple qui s'était toujours distingué comme un vaillant combattant de la cause de la liberté.

Cette vaste propagande que nous menions chaque jour oralement, mais aussi par des tracts et des communiqués, en lançant des appels à la lutte contre l'occupant, devenait toujours plus claire, plus crédible et plus convaincante pour le peuple, car les communistes ne dissociaient pas leurs actes de leurs paroles. Ils étaient à la fois des propagandistes et des combattants, ils frappaient les fascistes et étaient poursuivis par eux. Naturellement, cela produisait une profonde impression sur les masses. Nos camarades dans les villes se battaient, organisaient des actions, des actes de sabotage, des attentats, en un temps où les sections de guérilla urbaines et les formations de partisans faisaient entendre toujours plus le chant de leurs fusils partout dans le pays. La haine et la rage des fascistes se mirent à pleuvoir plus cruellement sur les communistes et, bien entendu, l'amour et la confiance du peuple devaient se diriger et se dirigèrent effectivement toujours plus vers nous, ses fils, qui lancions des appels et travaillions pour forger l'union patriotique du peuple tout entier dans la lutte contre le fascisme.

Il est difficile, dans le cadre de cet ouvrage, de citer ou de reproduire des cas concrets, car il s'agissait de causeries avec le peuple, avec des centaines de gens des quartiers pauvres des villes et des villages partout en Albanie. A ce propos, il faut tout de même souligner qu'au cours de nos contacts avec ces gens-là, les gens du peuple, nous n'avions pas de problèmes, nous n'avions pas à faire un effort particulier pour savoir comment leur exposer les choses, quelles questions ils nous poseraient, quelles réponses nous leur donnerions s'ils sautaient d'un sujet à l'autre, soulevaient tel ou tel problème «délicat», etc. Par contre, nous préparions laborieusement les discussions avec une autre catégorie de gens, avec ces individus qui se posaient en «patriotes», en grands «politiciens», mais qui menaient leur «lutte» dans les cafés, les lunettes sur le nez, penchés sur leur tasse et leur gâteau. Quant au peuple, nous lui parlions ouvertement, sans aucune crainte de le blesser; avec lui, loin de chercher à lui «bourrer le crâne», nous nous entretenions de nos soucis communs. Dans ces rencontres inoubliables nous apprenions les uns des autres, et nous étions émerveillés aussi de la volonté irrésistible des gens de se dresser dans la lutte pour libérer le pays, dès «demain» si possible. Naturellement, dans cette vaste conversation avec le peuple notre Parti recueillait des faits, se mettant ainsi mieux au courant de la situation, tâtait le pouls de l'époque, évaluait le degré de maturité de la situation révolutionnaire. Cette situation ne cessait de mûrir, et le peuple manifestait toujours plus ouvertement sa sympathie et son amour pour les communistes.

L'état d'esprit de notre peuple assoiffé de liberté et prêt à se battre nous convainquait que nous étions dans le droit chemin, nous poussait à œuvrer avec plus de force pour réaliser le programme que nous avons élaboré.

Au cours de notre travail parmi le peuple, nous nous sentions très à l'aise, nous étions dans notre élément et lui parlions très simplement et en termes clairs : «Nous lutterons, nous nous organiserons dans le cours même de la lutte, nous renforcerons notre organisation et, quand nous aurons chassé les Italiens et tout autre occupant, nous aurons chassé aussi tous les traîtres qui ont préparé l'occupation du pays et qui, maintenant, nous oppriment, nous combattent et s'enrichissent sur notre dos. C'est NOUS qui déciderons de ce que nous devons faire, et quand nous disons «NOUS», ce n'est pas seulement à nous-mêmes, en tant que communistes, que nous pensons, mais à vous tous, au peuple qui nous a mis au monde et nous a élevés».

C'est ainsi que chacune de nos paroles produisait son effet comme une pierre qui atteint sa cible et nous sentions que quand les gens du peuple nous recevaient chez eux, ils nous avaient d'abord accueillis dans leur cœur; nous étions convaincus que quand ils nous hébergeaient et veillaient sur nous tous, connus et inconnus, cela signifiait qu'eux, des milliers de gens, le peuple, étaient avec nous, avec le Parti.

Le Parti attachait une attention extrême à ce travail qui allait s'intensifiant. A chaque réunion de cellule, tout comme dans les organes dirigeants du Parti, on rendait régulièrement compte de cette question dont la discussion était constamment à l'ordre du jour. A la vue des documents de l'époque relatifs aux principales réunions qui eurent lieu après la fondation du Parti, ou encore des rapports et des informations que nous demandions et qui nous parvenaient de tous les coins du pays, on constata que le problème des liens à établir avec les masses pour les gagner à la cause du Parti, pour les unir dans une unité d'acier, était un des principaux problèmes discutés. Ce n'est pas un hasard, par exemple, si la Première Conférence consultative des cadres du Parti d'avril 1942 (Voir Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, t. I, éd. fr., pp. 1-33, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1974.), la plus importante organisée après la fondation du Parti, porta surtout sur l'analyse du travail que nous avons accompli pour établir des liens avec les masses ouvrières et paysannes, avec les jeunes, les femmes et tous ceux qui avaient à cœur la cause de la liberté et de l'indépendance de la patrie. De même, à la Conférence extraordinaire du Parti de juin 1942, à d'autres conférences à l'échelle nationale, ainsi que dans les réunions des comités régionaux ou dans les fréquentes réunions du Comité central, nous avons adopté la règle rigoureuse de rendre compte, chacun à notre tour, sans aucune exception, de ce que nous avons fait pour l'union patriotique des masses autour du Parti dans la lutte pour la liberté, des résultats obtenus et de ce qu'il nous restait encore à faire dans ce sens. Et il va sans dire qu'il nous restait encore beaucoup à faire. En cette question d'importance vitale, nous ne faisons aucune concession, nous ne permettons aucun écart. Grâce à ce travail intelligent et organisé mené par le Parti, le fait est que dans les villes possédant une certaine industrie, le nombre des ouvriers inscrits au Parti ou qui lui étaient attachés augmentait sans cesse. Dans les campagnes également nous avons obtenu des résultats et, dans certaines régions, surtout dans le Centre et le Sud du pays, la paysannerie avait adopté la ligne du Parti et elle se montrait prête à prendre les armes.

Pour ce qui est de l'adhésion de la paysannerie au Front et de son engagement dans la lutte armée, nous étions confrontés, entre autres, à deux difficultés. D'abord, l'influence qu'exerçaient dans les campagnes les *bayraktars* et les pseudo-patriotes ; ensuite, la nécessité de convaincre chaque communiste que le Front, dont la création était l'objectif de notre combat, aurait à sa base l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, surtout avec la paysannerie pauvre et moyenne. Bien que la plupart des communistes eussent une vision claire de cet objectif, certains d'entre eux s'accrochaient encore à l'idée, depuis longtemps critiquée, que le Front serait créé sur la base d'un accord avec les chefs de file nationalistes et que cet accord entraînerait automatiquement la participation des masses paysannes à la lutte. Parfois même ces vues étaient manifestées ouvertement.

C'est ce qui se produisit, par exemple, en décembre 1941 à la Première Conférence de l'organisation du Parti de Tirana, à laquelle j'assistai en tant que délégué du Comité central. Celui-ci attachait une grande importance à cette conférence, qui se tint, certes dans la clandestinité, dans la maison de Bije Vokshi et à laquelle participèrent quelque vingt personnes, car l'organisation du Parti de Tirana était appelée à jouer un rôle primordial dans notre action.

Pendant que nous discutons entre autres des problèmes de notre liaison avec les masses, un camarade se leva pour dire qu'il était très difficile de travailler dans les campagnes et que, toujours selon lui, convaincre la masse des paysans pauvres et moyens de se dresser dans la lutte serait une tâche de longue haleine.

«Alors, dis-je, tu penses que nous devons réaliser l'union du peuple sans la paysannerie ?

— Je pense, répondit-il, que nous devons, en tant que Parti, travailler à gagner à notre cause les notables des villages, les nationalistes qui ont de l'influence dans les campagnes. Si ces notables sont avec nous, la paysannerie nous suivra.»

Cette façon de poser le problème étonnerait aujourd'hui même un écolier, mais en ce temps-là de pareilles vues étaient encore répandues. La majorité des participants à la conférence s'opposèrent à ce jugement erroné.

Néanmoins, voyant que cette idée avait été soutenue par certains autres camarades, sachant aussi quel danger présentait un tel point de vue pour la ligne de notre Parti, je jugeai nécessaire de faire une longue intervention, afin d'expliquer aussi clairement que possible la ligne idéologique et politique de notre Parti quant à la Lutte de libération nationale. Et je répondis au camarade en question, en termes un peu durs, car le problème en soi était grave.

«Poser la question de cette manière, dis-je en substance, signifie ne pas avoir une idée claire de ce qu'est un parti communiste, un parti de la classe ouvrière. Notre Parti est le parti des masses et il puise sa force, je le répète, dans les masses. Notre Parti, comme il le fait avec tous les éléments, toutes les couches et classes de notre société, fera appel aussi aux notables des villages et travaillera auprès d'eux avec une grande patience pour leur faire prendre conscience et les mobiliser dans la grande lutte pour la libération de la patrie. Mais chercher à mobiliser dans le Front et dans la lutte les notables des villages au même titre que tout le peuple c'est une chose, et fonder tous ses espoirs d'unir les masses sur l'influence de ces notables en est une autre. C'est pourquoi nous ne pouvons asseoir notre travail dans les masses sur des accords et des tractations avec les chefs plus ou moins influents des campagnes. Notre Parti ne doit pas son influence et son autorité à autrui et encore moins aux notables des villages, il les gagne par son travail et par sa lutte, en nouant directement des liens avec les masses et en leur expliquant son programme et ses objectifs. Dans les rapports entre notre Parti communiste et la paysannerie il n'y a pas de place pour un «tiers», car ce sont les ouvriers, les paysans et les intellectuels honnêtes, et non pas les agas et les beys, les commerçants et les patrons ou les avocats pseudo-patriotes, qui constitueront la base sociale sur laquelle s'appuiera le Parti dans la lutte de libération et la révolution sociale.»

C'est ainsi, en veillant à la pureté des principes et de la juste ligne du Parti, en corrigeant les défauts et en critiquant les conceptions erronées, mais, avant tout, en travaillant intensément, que la base du Parti est allée se renforçant et ses liens avec le peuple se multipliant sans cesse.

Dès sa fondation, notre Parti attacha une importance particulière au travail à mener auprès de la jeunesse albanaise, qui, par ses énergies et son enthousiasme, par sa vitalité inépuisable et ses hautes qualités morales, serait la force de choc la plus vive dans la lutte pour la libération du pays. Ce n'est pas par hasard que, à l'initiative du Comité central provisoire du Parti, quelques jours après la fondation de celui-ci, fut créée l'organisation de la Jeunesse communiste ; ce n'est pas par hasard non plus que le Parti désigna à sa tête Qemal Stafa, un de ses meilleurs membres, un de ses dirigeants les plus avisés et les plus glorieux. Par son travail auprès de la jeunesse, notre Parti visait à la rapprocher le plus possible des idées communistes et de lui-même, à la former idéologiquement et politiquement, et à l'organiser dans la résistance et la lutte contre l'occupant. Nous, communistes, nous nous étions fixé ce grand objectif depuis le temps où nous militions dans divers groupes, mais maintenant que nous avons créé notre Parti, notre travail auprès des jeunes fut établi sur des fondements plus solides et plus scientifiques. Nous avons présent à l'esprit que chez les jeunes aussi jouait un élément de classe, qu'ils vivaient au contact de familles et de milieux ouvriers, paysans et intellectuels et que, pour cette raison, ils pouvaient et devaient devenir le vecteur de la pensée du Parti, les propagateurs de son programme de combat.

Ainsi, un autre objectif de notre action menée auprès des larges masses du peuple était de diffuser et de renforcer, à travers la jeunesse, l'idée de la résistance et de la lutte contre l'occupant fasciste et ses collaborateurs, de raviver l'idée de la nécessité de cette résistance dans les familles de manière à assurer la cohésion de la pensée politique antifasciste, et de lier les anciens, les parents, aux jeunes, à leurs fils et à leurs filles. Notre Parti était confiant, et le temps lui a donné raison, dans le fait que la jeunesse, par sa tendance à assimiler tout élément nouveau et progressiste, non seulement se porterait aux premières lignes de la lutte antifasciste, mais aussi qu'elle comprendrait et défendrait avec conviction, courage et héroïsme les idées toujours jeunes du communisme militant, en même temps que se formeraient dans ses rangs les militants et les cadres du Parti, ceux qui propageraient et exécuteraient son programme.

Le Comité central du Parti donna des instructions aux camarades dirigeants de la jeunesse pour qu'ils intensifient, dans ce sens également, leur travail parmi les masses, en sorte que, tout comme les membres du Parti et les patriotes honnêtes, les jeunes pénétrèrent au sein des masses, apprennent à les connaître, fassent tout leur possible pour prendre contact avec les gens, discutent avec eux, leur expliquent les choses, apprécient toute contribution, jusqu'à la moindre, insignifiante en apparence, mais qui créait chez leur interlocuteur le sentiment qu'«il faisait quelque chose pour la patrie». Ce sont ces conseils que je donnais à Misto Marne, à Mihal Duri, à Perlât Rexhepi (quand celui-ci allait partir pour Shkodër de la maison où nous venions de fonder notre Parti), et à d'autres camarades

Le travail que menait ainsi le Parti produisit un immense effet. En réalisant ces grands objectifs, notre Parti fit un grand pas en avant et conquit le cœur et l'esprit des jeunes, tout comme il gagnait l'amour, le respect et la confiance des ouvriers, des paysans et des honnêtes gens.

L'ennemi comprenait bien l'objectif de notre Parti et il faut reconnaître qu'il se trouva en mauvaise posture. Il eut alors recours et à la démagogie, et à la terreur, mais ce fut peine perdue. Les «Dopolavoro», les clubs «culturels», sa propagande par la presse, la radio, les films et diverses publications, les organisations fascistes des jeunes et des enfants, tout cet arsenal de diversion idéologique et politique fut incapable de détourner la jeunesse albanaise, cette belle fleur de notre peuple, de la voie de l'honneur et de la bravoure. [*Dopolavoro — Centres fascistes de «loisirs après le travail» créés à des fins de mystification à l'intention des travailleurs albanais.*] Les fils et les filles de l'Albanie ne se laissèrent pas séduire par les promesses des fascistes, mais ils suivirent l'exemple de Qemal Stafa, de Vojo Kushi, de Perlât Rexhepi, de Margarita Tutulani et des autres héros de notre Lutte de libération nationale. Aucune fraction de la jeunesse albanaise, depuis le jeune ouvrier, l'écolier ou l'intellectuel, jusqu'aux jeunes des campagnes, où nous nous heurtâmes au début à des difficultés, ne fut laissée en dehors de la sphère du travail d'éducation et de mobilisation de notre Parti. Alors que pendant la période des groupes communistes, nous avions porté l'essentiel de nos efforts parmi la jeunesse des écoles, la jeunesse ouvrière et paysanne devint maintenant le principal objectif du travail de notre Parti. Nous avions donc rectifié cette erreur de naguère. Certes, le Parti poursuivait son action auprès des écoliers également, car ceux-ci aussi contribueraient à la lutte où chaque homme et chaque fusil étaient nécessaires, et, en plus, ils seraient les futurs cadres intellectuels dont la patrie aurait besoin après la Libération. Dans notre travail auprès de la jeunesse scolaire, nous ne nous limitâmes pas aux lycéens, qui, en général, étaient très liés aux communistes et des plus actifs dans les manifestations et les actions que nous organisions, mais nous portâmes aussi une attention particulière à notre jeunesse estudiantine qui poursuivait ses études à l'étranger. Par la voix de ses membres, le Parti appela les étudiants albanais à quitter les écoles fascistes, à boycotter l'UJUFA, montée de toutes pièces par les Italiens, à se dresser dans la lutte contre le fascisme et ses agents. [*L'UJUFA — «L'Union de la jeunesse universitaire fasciste albanaise», organisation que l'occupant fasciste tenta de créer pour corrompre les étudiants albanais.*] Ces étudiants répondirent pour la plupart à l'appel de notre Parti, car ils étaient eux-mêmes liés au peuple, surtout ceux qui ne descendaient pas de familles aisées et qui, grâce à quelque bourse obtenue avec mille peines ou à quelque petite somme que leur envoyaient les leurs, poursuivaient leurs études supérieures en Italie ou ailleurs. A ce propos, je me souviens d'une rencontre que j'eus à l'époque avec un jeune étudiant.

Je me trouvais un jour avec Qemal dans une de nos bases au 66, rue de Shëngjergj. C'était, si je ne me trompe, en avril 1942 (après la tenue de la Conférence consultative des cadres du Parti) et je m'y étais rendu déguisé en peintre en bâtiment, avec mes brosses et les autres instruments du «métier». Il n'y avait pas longtemps que nous avions commencé à discuter, lorsque Bijë Vokshi vint chercher Qemal pour lui dire qu'un de ses amis de Shkodër était venu et demandait à le voir.

«Qui est-ce ?» lui demanda-t-il et lorsque Bijë lui eut dit son nom, il lui permit de l'introduire dans la pièce où nous étions.

Le nouveau venu entra et nous salua.

Qemal se jeta aussitôt à son cou et lui demanda depuis quand il était rentré d'Italie, comment allaient les camarades et s'il avait rencontré ses parents. Après avoir répondu à ses questions, le visiteur se mit à son tour à interroger Qemal sur ses proches, sur Vasil et leurs autres connaissances communes, qui ne m'étaient nullement inconnues. Après que Qemal lui eut assuré qu'il pouvait parler sans crainte en ma présence, l'autre, qui étudiait la médecine en Italie, dit :

«C'est un groupe d'étudiants qui font leurs études là-bas qui m'a envoyé ici. Nous nous sommes réunis et avons décidé de rentrer en Albanie.»

Et il raconta à Qemal que, peu de temps auparavant, un des étudiants albanais, membre du groupe communiste de Shkodër, avait reçu une carte postale d'Hajdar Dushi portant cette phrase étrange: «Ta mère s'ennuie de toi», alors que celle-ci était morte depuis longtemps.

«Alors, dit-il à Qemal, nous nous sommes dit que quelque chose d'important se passait en Albanie. Nous avons donc fait venir quelques camarades de Florence, de Parme et de Sienne et nous avons décidé que je devais venir ici établir le contact avec le groupe. A Rome, j'ai rencontré Sami Baholli, qui m'a lu la Résolution de la Conférence de la fondation du Parti. Les camarades m'ont chargé de vous dire qu'ils sont prêts à venir ici pour passer dans la clandestinité.»

Qemal, qui avait suivi avec attention ces paroles se réjouit de la détermination de ces jeunes camarades. Je fis de même, mais, pour taquiner le nouveau venu, je dis :

«Il y a quelques jours, cinq ou six intellectuels d'ici, de Tirana, nous ont promis de passer dans la clandestinité, mais ils ont vite changé d'avis.»

Qemal ayant compris que je plaisantais esquissa un sourire, mais son camarade se tourna vers moi et, un peu froissé, me dit :

«Je ne vous connais pas et vous ne me connaissez pas davantage. Qemal, lui, nous connaît bien, moi et plusieurs de nos camarades là-bas. Mes paroles, ce ne sont pas des promesses creuses. Demandez-le-nous, et je vous promets sur ma tête qu'une trentaine d'entre nous sinon plus rentreront tout de suite. Nous ne voulons qu'une chose de vous, quand nous serons de retour, c'est que vous nous assuriez les bases et les contacts nécessaires, car nous ne savons pas nous orienter ni où loger.»

Je donnai une poignée de main chaleureuse à ce jeune qui s'appelait Nikolla Shurbani, vieil ami de Qemal et ancien membre du groupe communiste de Shkodër, et me mis à l'interroger sur l'activité des étudiants albanais en Italie, sur leur état d'esprit, sur la situation là-bas, etc. Je lui demandai également des nouvelles de certains étudiants qui avaient été membres du groupe communiste de Korçe et que j'avais connus personnellement. Puis je lui dis :

«Nous ne doutions pas de la bonne volonté de nos camarades et nous sommes certains qu'ils apporteront une précieuse contribution à la cause de la libération. En ce qui concerne votre retour en Albanie et votre passage dans la clandestinité, j'estime que cela se fera petit à petit, selon les recommandations et les instructions concrètes que nous vous donnerons en temps voulu.»

Nous causâmes encore un peu et, une fois Nikolla parti, Qemal et moi, nous reprîmes notre conversation. Le camarade de Shkodër ne s'était pas trompé : la majorité de nos étudiants en Italie, comme de dignes fils de leur peuple, répondirent à l'appel de la patrie et du Parti, rentrèrent en Albanie et se battirent courageusement pour la libération du pays.

Ainsi donc, le travail de propagande et d'organisation mené par le Parti trouvait un large appui chez les ouvriers, les artisans, les gens pauvres des villes et des campagnes, chez la jeunesse. Pas à pas et de façon sûre, se cristallisait autour du Parti l'union patriotique antifasciste des masses.

Cette union fut, dès le début, une union combattante qui était forgée et serait cimentée à travers nos actions, depuis les plus simples jusqu'à l'insurrection générale armée.

Les orientations données à l'époque disaient clairement que, avec les communistes, des sans-parti, issus des rangs des sympathisants et des éléments actifs, surtout des jeunes gens et des jeunes filles, devaient participer aux actions, aux attentats et aux actes de sabotage que nous organisions. De même, une grande importance fut attachée à l'organisation partout de manifestations de masse, au cours desquelles le peuple, en descendant dans la rue sous la direction des communistes, en s'opposant au fascisme et en se heurtant aux forces de l'ordre, devait prendre conscience de la force colossale qu'il recelait, raffermir son sentiment de l'union et son esprit combatif et signifier en termes clairs et nets aux pseudo-patriotes qu'ils devaient prendre parti soit pour le peuple en lutte contre le fascisme, soit pour le fascisme en lutte contre le peuple.

Des manifestations semblables eurent lieu après la fondation du Parti dans tout le pays, alors que l'on entendait toujours plus crépiter le fusil des partisans, et que de nouvelles forces venues des campagnes ou des villes grossissaient les rangs de leurs détachements.

Il va sans dire que les fascistes ne manquèrent pas de riposter à l'essor de notre lutte par une terreur accrue et une férocité sans bornes. Mais nous n'en étions pas intimidés. Nous ne pouvions pas nous battre autrement.

Un jour, juste au moment où, grâce au travail inlassable des communistes et à leurs actions, nous nous liions toujours plus au peuple, Koço Tashko fit irruption dans une de nos réunions et, l'air courroucé, nous lança sur un ton de «protestation» :

«Le Parti manifeste des tendances au sectarisme ! Nous nous causons un grand préjudice à nous-mêmes et au peuple.

— Mais qu'est-ce que tu nous racontes, lui demandai-je, où vois-tu ce sectarisme ?

— La manifestation du 7 avril [1942] à Tirana n'aurait pas dû avoir lieu, pas plus que celles de Durrës et d'ailleurs. Qu'y avons-nous gagné ? Avons-nous renversé le fascisme ?! Pas du tout ! Au contraire, il est devenu encore plus féroce et, par la terreur qu'il a déclenchée, il intimidera le peuple. Revenez sur terre, camarades ! Le sectarisme de certains compromet l'immense travail que nous menons nuit et jour, dans des discussions, par notre agitation et notre propagande.»

Tout était clair : Koço Tashko, cet opportuniste et «communiste» de salon, ne parvenait pas à comprendre que le travail dans les masses pouvait être mené plus à fond et revêtir d'autres formes que l'agitation orale, que lui et ses semblables ne faisaient du reste qu'avec tiédeur, comme une routine, uniquement auprès de certains intellectuels au chapeau mou et de certains politiciens de café.

«Non, lui répondis-je, avec indignation, nous n'agissons jamais suivant ta logique. Nous luttons pour gagner le peuple à notre cause mais pas seulement par des paroles ni pour obtenir simplement son approbation orale. Ce

qu'il nous faut, ce n'est pas la seule bénédiction du peuple, mais sa force, son esprit indomptable et combatif. Ce n'est qu'en lançant cette force colossale dans des actions, en l'orientant correctement et en la dirigeant dans la pratique, que nous pouvons mener notre lutte et chasser les fascistes d'Albanie.

— Je suis d'accord en principe, reprit Koço Tashko, mais il est trop tôt pour passer à des actions ouvertes. Convainquons d'abord le peuple en lui montrant que nous représentons une certaine force, faisons en sorte qu'il ait confiance en nous, puis nous le ferons descendre dans la rue. Sinon, nous perdrons toute emprise sur lui.

— Le peuple, lui dis-je, ne nous quittera pas, car nous le dirigeons dans ses actions, ses manifestations et sa lutte. Il ne nous quittera que s'il s'aperçoit que nous nous bornons à de belles paroles. Quant à ton idée que le peuple prendra peur, c'est un jugement erroné et qui ne correspond pas à la réalité. Dis-moi, qui nous cache lorsque les fascistes nous poursuivent, qui nous protège et nous escorte d'une base à l'autre ? C'est bien le peuple, le peuple qui nous connaît et nous suit précisément parce qu'il voit que nous nous dressons contre l'occupant. Le peuple s'éloigne des froussards, des parleurs, pas des hommes courageux.»

Le débat se poursuivit longuement et tous les camarades en général s'opposèrent avec force aux vues de Koço Tashko. Je tiens à souligner ici que, heureusement, dans les rangs du Parti nous n'avons pas eu beaucoup affaire à ce genre d'individus qui préconisaient une sorte de «lutte tranquille», sans «coups de feu», sans action, pour la bonne raison qu'il y en avait fort peu. Le peuple nous suivit dans nos manifestations et nos affrontements avec l'ennemi, le peuple et surtout la jeunesse nous firent confiance, ils s'unirent pour suivre ensemble la voie du Parti, justement et surtout parce que c'était la voie de la lutte, de l'action.

C'est ainsi que furent jetés les fondements du Front antifasciste du peuple albanais, bien que ce front n'eût pas encore défini ses propres formes d'organisation, ni élaboré complètement son programme.

2. Patriotes et pseudo-patriotes

Dès sa fondation, notre Parti indiqua à juste titre que le peuple tout entier, toutes les classes et les couches sociales, sans distinction de convictions politiques, idéologiques, religieuses et autres, devaient s'engager dans la lutte pour le salut du pays. Le plus important dans ce qui pouvait et devait unir ces forces, c'était leur attitude envers l'occupant étranger, leur lutte à outrance contre lui. C'est sur cette base que devait être organisé aussi le Front antifasciste de libération nationale, qui regrouperait, à part les masses laborieuses des villes et des campagnes, toutes les autres forces, tous ceux qui avaient à cœur la liberté et l'existence de l'Albanie et de la nation albanaise. A cet égard, nous dûmes fournir de gros efforts et mener un vaste travail, souvent très complexe, difficile et laborieux, auprès des patriotes ou de ceux qui se disaient tels, c'est-à-dire de tous ceux qu'à l'époque on appelait nationalistes.

Le terme de «nationaliste», que nous utilisions en ce temps-là, n'avait pas le sens qu'il a pris aujourd'hui dans la littérature politique pour désigner des éléments aux vues nationalistes bourgeoises contraires au principe marxiste-léniniste de l'internationalisme prolétarien. A l'époque, on qualifiait de «nationalistes» ceux qui, dans le passé, s'étaient battus contre les envahisseurs étrangers pour les empêcher de nous liquider en tant que nation. Nous avons employé ce terme pendant la guerre et c'est dans ce sens qu'on le trouve également dans mes écrits de l'époque.

A vrai dire, c'était une appellation qui englobait une vaste catégorie de gens, depuis les éléments au passé de patriote jusqu'aux intellectuels connus pour leurs sentiments patriotiques et démocratiques ou jusqu'à ceux qui se bornaient à afficher de tels sentiments. Ainsi, le terme de «nationaliste» nous permettait dans un certain sens de faire la différence entre les communistes et les gens avec qui nous avions des contacts pour les rallier à nous. Depuis l'époque des groupes communistes, mais surtout après la fondation du Parti, le travail auprès des «nationalistes» représentait une tâche pour tous les communistes. Certes, chacun le faisait selon ses possibilités, compte tenu de son milieu social, de ses connaissances et de son entourage. Aux réunions de nos cellules, nous rendions des comptes sur toutes nos actions, y compris notre travail auprès des intellectuels et des patriotes, nous échangeons des idées et nous donnions des conseils concernant nos actions. Si quelqu'un d'entre nous se heurtait à des difficultés dans son travail avec la personne qu'il était chargé de suivre, il trouvait le moyen de la présenter à un autre camarade qui la prenait en charge à son tour.

Le côté pratique de notre travail constituait lui aussi un problème à part : comment faire connaissance avec les gens, pénétrer dans leur milieu, participer à leurs conversations, deviner, par exemple, la tendance politique de tel ou tel, jusqu'où l'on pouvait aller, à quel moment il fallait avancer et à quel autre s'en tenir à une conversation de caractère général afin de ne pas se faire repérer par les espions. Il ne faut pas oublier que le régime de Zogu et, après lui, le régime fasciste, furent des régimes d'espions, qui surveillaient vos allées et venues, vos fréquentations avant de vous «classer». Sous cet aspect-là, il fallait mettre au point une stratégie et une tactique particulières, car, parmi les intellectuels, les enseignants, les commerçants et les nationalistes, il y avait d'honnêtes gens, mais aussi des indécis, des individus de toute espèce, y compris des délateurs et des collaborateurs de l'ennemi.

Dans les conversations que nous avons avec eux, après nous être assurés de leurs prédispositions, nous leur exposons notre attitude en tant que communistes et Parti communiste. Notre thèse fondamentale était la suivante : dans la grave situation que connaissait la patrie, les Albanais devaient tous poursuivre un seul et même but commun, la lutte contre l'occupant pour la libération du pays. Cet impératif reléguait au second plan toutes les différences de convictions idéologiques et de sympathies politiques, les clivages religieux et régionaux. Nous autres, communistes, disions que le moment était venu de réfléchir sur ces paroles d'un de nos poètes patriotes [*Pashko Vasa (1825-1892).*] : «La religion des Albanais, c'est l'amour de leur patrie».

Ce fut là une des tâches les plus ardues qui incombèrent au Parti et à ses membres, des dirigeants aux militants de base. Et cela, non seulement à cause du danger que présentait pour nous ce genre de travail, du fait que nous pouvions être trahis ou dénoncés, et que des agents de l'ennemi et des provocateurs pouvaient se faufiler dans nos rangs, etc. Certes, ces dangers étaient réels, mais y avait-il un travail que les communistes et les patriotes honnêtes pussent faire sans courir aucun risque ? Ils avaient envisagé tous les dangers possibles à l'instant même où ils avaient engagé le combat contre un ennemi farouche, cruel et rusé.

Les plus grandes difficultés venaient d'une autre direction, où la bravoure n'était pas d'une grande utilité, mais où il fallait du tact, du flair politique, du sang-froid et de la pondération. Nos camarades du Parti durent soutenir une grande tension non seulement physique, mais aussi nerveuse et psychologique, il leur fallut discuter et se disputer des heures entières, à maintes reprises, avec toutes sortes d'individus têtus, qui, loin de se laisser convaincre par nos arguments bien fondés et clairs comme le jour, cherchaient, par des arguties ridicules et des sophismes d'avocat, à nous convaincre du contraire. Ils devaient en outre se montrer patients et se maîtriser pour ne pas dire leur fait à ces «patriotes» ni les envoyer au diable. Mais l'action du Parti et la cause de notre lutte nous interdisaient tout acte Irréfléchi. Il arrivait qu'un camarade, révolté, vînt nous rendre compte d'un entretien qu'il avait eu avec un tel et insistât pour que nous le dispensions de cette tâche, nous demandant même notre approbation pour flétrir cette personne de l'épithète de traître.

«Non, lui disions-nous, c'est seulement le jour où la mesure sera comble que nous en arriverons là. Quant à toi, tu dois poursuivre ton travail, réfuter ses arguments, le démasquer et, lorsque tu seras convaincu qu'il ne veut vraiment pas lutter, alors oui, nous ne nous occuperons plus de lui.»

Les lecteurs et en particulier les jeunes peuvent s'étonner et se demander pourquoi nous usions de tant d'égards avec ces éléments, au lieu de les remettre à leur place. Naturellement, le moment viendrait où le Parti et le peuple lutteraient aussi contre tous ceux qui, par leurs paroles et leurs actes, se rallièrent aux nazis-fascistes, mais il fallait auparavant faire des efforts pour les détourner de la voie de la trahison et les rallier à la lutte contre l'occupant.

Dans son travail auprès des nationalistes, notre Parti avait toujours en vue les objectifs stratégiques de la lutte qu'il dirigeait, les intérêts suprêmes du peuple et de la patrie. Il partait en premier lieu de l'idée que plus le Front populaire serait large et revêtirait un caractère de masse, plus la lutte contre l'ennemi serait ardente et la victoire finale certaine. D'autre part, il ne faut pas oublier que nombre de nationalistes connus à l'époque avaient, certes à des degrés divers, de l'influence dans différentes villes et régions du pays ou dans les milieux intellectuels. Ce fut une victoire politique pour le Parti que d'avoir encadrés dans le Front des dizaines d'éminents patriotes, connus parmi le peuple pour leurs sentiments et leurs idées progressistes et démocratiques, connus aussi comme des combattants anti-zogistes. A part la contribution qu'ils pourraient apporter suivant leurs capacités à la cause de la lutte, ils jouissaient au sein du peuple d'une grande autorité qu'ils mirent à la disposition et au service de la Lutte de libération nationale.

Ce fut aussi une victoire pour notre Parti que d'avoir démasqué par sa lutte des pseudo-patriotes comme Lumo Skëndo, Ali Këlcyra, Qazim Koculi et d'autres. Beaucoup d'entre eux, loin d'être des imbéciles, n'étaient pas sans influence. Certains spéculaient sur leur nom de famille, d'autres sur le fait qu'ils avaient tiré quelques coups de feu à Vlore en 1920 [*Il s'agit de la bataille de Vlore livrée victorieusement en 1920 par le peuple albanais aux occupants impérialistes italiens.*], d'autres encore sur leur opposition à Zogu ou sur leur participation occasionnelle à la Révolution de Juin 1924.

Contrairement à ce que certains pourraient penser, nous aurions fait preuve de myopie politique en nous attaquant à tous ces gens-là dès 1941. Cela aurait nui à notre lutte comme au Parti. Il fallait traiter ce «minerais» humain, en rejeter la gangue et en recueillir le métal pur ; le temps et la lutte ne manqueraient pas de faire cette sélection. La ligne de notre Parti était juste: entraîner les patriotes dans la lutte et mettre à contribution leur influence parmi les masses au profit de cette lutte. Quant aux démagogues, aux valets masqués de l'occupant, il fallait bien les démasquer en leur posant la question : «Combattrez-vous pour l'Albanie, oui ou non ?» Et le peuple verrait alors quels étaient les vrais patriotes, comme il le vit en fait.

Dans le cadre du vaste travail que nous menions à l'époque auprès des nationalistes, nous attachâmes une importance particulière à l'intelligentsia, afin d'amener ses éléments patriotes et démocrates à s'engager dans la lutte contre l'occupant.

En ce temps-là, l'intelligentsia albanaise était numériquement réduite, en raison du faible développement économique et culturel du pays et de la politique obscurantiste du régime de Zogu. Le roi «auguste», comme on l'appelait, et son entourage, sans compter les autres plaies qu'ils causèrent au pays, mirent tout en œuvre pour laisser l'Albanie plongée dans les ténèbres de l'ignorance, le meilleur allié de ceux qui cherchent à opprimer et à exploiter les masses. Zogu et son régime ne firent rien pour promouvoir la culture, les arts et les sciences en Albanie. Certes, ce roi et ses sœurs dégénérées et corrompues jouaient aux mécènes et, quelle ironie! ces ignares se posaient en «protecteurs» des arts, de la culture et des sports, qui n'existaient pratiquement pas en Albanie.

Quoi qu'il en fût, grâce aux efforts du peuple, de ses fils et de ses filles, et contre le gré du régime féodalobourgeois, il fut possible de mettre sur pied un système d'enseignement comprenant des écoles primaires et secondaires, capables d'assurer l'instruction des enfants du peuple, que celui-ci, fort de son intuition infaillible et avec son sens aigu de l'histoire, forma pour l'avenir. Surmontant de grandes difficultés et s'imposant de lourdes privations économiques, certains de ces jeunes purent aller à l'étranger poursuivre des études supérieures. Tous ceux-là constituaient la partie la plus saine de l'intelligentsia albanaise, opposée à la partie antipopulaire et réactionnaire, qui tirait son origine des beys, des usuriers et des commerçants.

Parmi les intellectuels de l'époque dont je parle, la plupart étaient des instituteurs et des professeurs, alors que d'autres professions comme les médecins, les ingénieurs ou les juristes étaient en petit nombre. L'intelligentsia de chez nous ne constituait une masse homogène ni par son origine sociale, ni par ses convictions politiques, au demeurant mal définies. En outre, à l'exception de certains de ses éléments, notamment les instituteurs de campagne, elle n'était pas très liée au peuple et ne connaissait ses soucis que superficiellement, tout simplement par ouï-dire. Mais cela ne signifiait pas qu'elle n'aimait pas la patrie. Non, l'intelligentsia albanaise était en général patriote et anti-zogouiste, et elle devait montrer plus tard son patriotisme par son attitude envers l'occupant et par le combat qu'elle lui livrerait.

Les plus proches du peuple étaient les instituteurs, qui lui étaient attachés et connaissaient ses peines et ses soucis. Méprisés par l'«aristocratie» intellectuelle, regardés d'un œil suspect par le régime en place et fort mal payés, ils occupaient la base de la petite pyramide du système d'enseignement du régime de Zogu. De surcroît, ils ne touchaient leur indigne traitement que tous les cinq, parfois même tous les neuf mois, et pour pouvoir vivre, le négociaient en quelque sorte, aux usuriers, ce qui réduisait encore leurs revenus. C'est ce que j'ai fait moi-même pendant les quelques mois où j'ai enseigné au lycée de Tirana vers la fin de 1936 et le début de 1937, d'autant plus que j'étais, payé à l'heure. Ainsi, sans traitement fixe, je ne touchais pas un centime lorsqu'il m'arrivait de tomber malade ou pendant les vacances scolaires.

En général, les instituteurs avaient terminé leurs études, quand ils n'avaient pas été obligés de les interrompre, dans le pays même. Rares étaient ceux qui connaissaient une langue étrangère et, du reste, ils manquaient de livres en d'autres langues pour élargir leur champ de connaissances. Cette catégorie d'intellectuels était avec le peuple, elle vouait une haine implacable au régime de Zogu et à ses hauts fonctionnaires. Très liés à leurs élèves et aux familles de ceux-ci, ces enseignants étaient patriotes et démocrates. A l'occupation de l'Albanie, ils se dressèrent en même temps que les ouvriers et les lycéens dans des manifestations contre l'occupant et la plupart d'entre eux devaient prendre plus tard le maquis.

Dans la hiérarchie du système d'enseignement et, en général, de la couche de l'intelligentsia de l'époque, les professeurs occupaient un niveau supérieur. A la différence des instituteurs, ils étaient moins proches du peuple et le travail que nous devions mener auprès d'eux était plus complexe. Bien sûr, certains d'entre eux aimaient la patrie et le peuple, haïssaient le régime féodalo-bourgeois et l'occupation fasciste du pays et se lièrent par la suite avec le Mouvement de libération nationale et le Parti. Mais la plupart s'intégrèrent dans le système oppressif de Zogu et du fascisme. Satisfaits de leur situation, ils ne se souciaient guère de la condition des masses. Cette sorte d'intellectuels se proclamaient hautement l'«élite» de l'enseignement en Albanie, ils se vantaient d'être l'«intelligentsia du pays» et affirmaient que «le régime avait besoin d'eux». Nombre de ces «professeurs» avaient vécu à l'étranger, où ils avaient terminé leurs études supérieures, en Italie, en France, en Autriche, en Allemagne, en Grèce et certains même aux Etats-Unis. Il en était aussi parmi les anciens qui avaient fait leurs études en Turquie.

Dans cette «élite intellectuelle» s'intégraient aussi les médecins, les ingénieurs, les architectes et les agronomes, sans oublier ceux qui, ayant fait des études de droit, étaient devenus avocats ou magistrats, ainsi que les journalistes, parmi lesquels j'avais quelques connaissances. Certains journalistes avaient des tendances et des vues démocratiques et progressistes, les autres s'étaient mis entièrement au service des régimes réactionnaires et antipopulaires. Il va de soi que ce n'était pas le cas d'intellectuels comme Medar Shtylla, Orner Nishani, Xhafer Kongoli, Gaqo Tashko et de dizaines d'autres que j'évoque dans ces notes.

Ces derniers connaissaient bien la situation difficile des masses et ils agirent en vrais démocrates et patriotes. Mais les intellectuels qui avaient fini leurs études supérieures à l'étranger grâce à l'argent que leurs parents avaient gagné sur le dos des ouvriers et des paysans, et qui rentraient dans le pays en prétendant y apporter la culture et la civilisation, ne revenaient en fait que pour avoir leur part dans l'exploitation des masses. Ils n'avaient vraiment rien compris à la civilisation européenne, ils n'en rapportaient qu'une langue étrangère, quelques connaissances relatives à leur profession, une «étiquette moderne», un haut-de-forme ou un nœud papillon qu'ils portaient toujours dans la rue comme au café. Et ces intellectuels civilisés n'éprouvaient aucune gêne à se mettre aux enchères pour se marier, car presque tous étaient des coureurs de dot. Naturellement, nombre d'entre eux s'embourgeoisaient, se faisaient pistonner pour obtenir de hautes fonctions, servant ainsi de «modèle» à ceux qui avaient été moins heureux qu'eux. Ces gens-là étaient perdus pour la cause du peuple, c'étaient des «démocrates» superficiels, des «libéraux» seulement sous quelques aspects, résidus de l'éducation qu'ils étaient censés avoir reçue dans les pays où ils avaient fait leurs études.

Le plus souvent, les intellectuels dotés d'une instruction supérieure et promus à des postes élevés, ou bien s'étaient intégrés au régime et en étaient devenus les piliers, ou bien encore, même si c'étaient des démocrates et des anti-zogistes, n'avaient pas une vision claire de l'avenir du pays. Parmi eux, certains n'aimaient ni Zogu ni son régime, au fond de leur âme c'étaient des anti-zogistes, mais, loin d'agir dans ce sens, ils n'osaient même pas manifester ouvertement leurs vues. Très rares étaient ceux qui se prononçaient ouvertement, bien sûr pas en pleine rue, contre Zogu et son régime. Toutefois, ceux-ci aussi dissertaient de façon «académique» sur les lois en vigueur, les mesures à prendre, le niveau des prix, les ministres en place, etc., mais il y avait fort peu de chances de trouver chez eux un esprit de résistance conséquent ou même une velléité de résistance. Naturellement, cela s'expliquait aussi par le fait que Zogu, dont ils pensaient du mal, leur avait cloué le bec, car, en un temps où le peuple vivait dans la misère, et qu'un ouvrier taillait des pierres toute la journée sous un soleil brûlant pour 2 ou 3 leks par jour, cette catégorie de gens touchaient 10 à 15 napoléons or par mois, étaient bien vêtus, possédaient des maisons confortables, bien meublées, sans oublier la radio. Ainsi, même les éléments non dépourvus d'une pointe d'esprit démocratique et anti-zogiste jugeaient plus avantageux de s'assurer une position commode: jouir des avantages que leur procurait le régime en place et, dans le même temps souffler, de bouche à oreille, quelque critique contre lui. En général, une fois de retour, ces intellectuels cherchaient à obtenir de bons postes, surtout à Tirana. En ce temps-là, que vous eussiez fait des études d'agronomie ou obtenu un diplôme d'ingénieur, votre place était dans un ministère, et même s'il n'y avait pas de poste, on en créait un pour vous, car ni les agronomes ni les ingénieurs ne pouvaient travailler ailleurs. L'agriculture était très arriérée et on n'y faisait aucun investissement, quant aux constructions, on ne bâtissait guère autre chose que quelque prison ou des maisons pour les riches. Ainsi, l'agronome trouvait un travail dans un bureau, et l'ingénieur de Tirana élaborait le projet d'une maison pour quelque gros commerçant. Les médecins, de leur côté, commençaient à s'enrichir, alors que les professeurs briguaient tous un poste à Tirana, dans quelque ministère si possible, ou, faute de mieux, ils acceptaient d'être nommés dans une des rares villes dotées d'une école secondaire.

Il ne pouvait pas être question d'organisation dans les rangs de l'intelligentsia. Bien entendu, la partie la plus saine de nos intellectuels cherchait à faire quelque chose pour changer la situation, certains se lièrent avec les groupes communistes, mais ces liens étaient insuffisants, fondés sur des initiatives individuelles. Parmi les intellectuels, dans cette «élite» qui comprenait professeurs, médecins, juristes, journalistes et autres, il existait une sorte de cloisonnement, provenant des liens et des affinités de chacun avec la culture qu'il avait reçue dans tel ou tel pays étranger. On disait donc d'un tel qu'il était de «culture» allemande, française, italienne, etc., suivant qu'il avait étudié en Autriche ou en Allemagne, en France, en Italie ou ailleurs. Cette tendance à créer des affinités formelles au sein de chaque groupe encourageait un esprit de xénophilie parmi ces intellectuels, et les détournait des principaux problèmes qui préoccupaient la patrie et le peuple.

Lorsque j'étais à Tirana, avant l'occupation du pays par l'Italie fasciste, en dehors des liens que j'avais noués avec des intellectuels progressistes et démocrates, j'avais eu l'occasion de connaître les milieux, les idées et la psychologie des intellectuels cajolés par le régime. Dans la «rue Royale» il y avait un petit café, qui à l'époque paraissait pourtant assez grand, et avait pour enseigne «Bella Venezia». C'est là que venait l'«élite» de la capitale et les grands espions du régime, depuis Fuat Asllani, ministre des Affaires étrangères, et d'autres ministres jusqu'aux «hautes personnalités de la culture». Ils s'y réunissaient, selon la coutume anglaise, au *five o'clock*. Un camarade m'emmena deux ou trois fois à ce club de l'«élite» intellectuelle. Et qu'est-ce que j'y vis ? Un milieu de cosmopolites, d'arrogants et de vaniteux. Il était écoeurant de les voir déguster du cake et prendre leur thé en «aristocrates» avec des manières de dames de salon. On y entendait toutes sortes de langues, chaque groupe parlant sa langue de prédilection, et l'albanais était entrecoupé de longues phrases en langue étrangère, tout comme dans les œuvres de Tolstoï où l'on voit l'aristocratie russe alterner le russe et le français. Dans ces milieux on discutait de «grande politique» et d'art. On pouvait y entendre des jugements d'«une haute compétence» sur Chamberlain, Titulescu et Hitler, sur le «Zarathoustra» de Nietzsche, le «Faust» de Goethe et les Nibelungen, mais on n'y disait mot de la misère des paysans de la Myzëqé dépouillés par Zogu, les Vrioni et les Vërlaci, et décimés par la malaria.

H était dangereux de s'ouvrir à ces gens-là, ils vous dénonçaient à la police de Zogu ou à l'occupant, sinon directement, par des voies détournées. Mais, comme je l'ai déjà dit, tous nos intellectuels n'étaient pas comme eux. Je m'en étais rendu compte moi-même depuis le temps où j'avais établi des liens avec un large milieu d'enseignants et d'intellectuels de diverses professions pendant les années où j'avais enseigné au lycée de Tirana, puis à celui de Korçe. Mais le fait est que nos liens avec nombre d'intellectuels s'intensifièrent encore et s'établirent sur des bases plus solides après que le groupe communiste de Korçe eut porté le centre de gravité de son travail à Tirana, au début de 1940, en particulier quand, après la fondation du Parti, nous considérâmes le travail de persuasion à mener auprès des intellectuels comme un des aspects les plus importants de l'activité de notre Parti parmi les nationalistes.

Comme les autres camarades, je continuais de mon côté à multiplier les liens avec mes anciens collègues enseignants, anti-zoguistes et antifascistes, comme les frères Tashko (Aleko et Gaço), Aleks Buda, Minella Karajani, Nonda Bulka, Sotir Angjeli, Baltadori, Nexhat Peshkëpia (qui, plus tard, devint balliste et s'enfuit à l'étranger à la veille de la Libération), Vangjel Gjirkondi, Selim Shpuza et l'écrivain et publiciste Shevqet Musarai, qui devint par la suite membre actif du Comité régional du Parti pour Tirana et apporta, par son travail et ses écrits, une remarquable contribution à la propagande du Parti et de la Lutte de libération nationale.

Nous nous rapprochâmes de beaucoup d'autres intellectuels, comme les médecins Xhevdet Asllani, Fejzi Hoxha, Enver Zazani, Hasan Jero, l'architecte Luarasi, les ingénieurs Andon Lufi, Llazar Treska et Rrapi (dont je ne sais ce qu'il est devenu plus tard), l'économiste Pasko Milo, Naurn Stralla et certains autres encore. Il y en eut parmi eux qui au lendemain de l'occupation se rallièrent au peuple et au Parti pour lutter contre l'occupant. Je citerai, entre autres, Haxhi Kroï, mon compagnon de combat et de travail, le neveu d'Avni Rustemi, ce grand éducateur du peuple, dont il suivit avec dévouement la voie patriotique. Il se battit et il travaille encore comme mon secrétaire, avec compétence et une fidélité exemplaire, comme un des plus anciens membres du Parti.

Nous établîmes aussi des contacts avec Abaz Xhomo, un vieux camarade, que j'avais connu au lycée et en France, ainsi qu'avec des éléments antifascistes comme Ali Bakiu et Syrja Selfo, qui, bien que commerçants, contribuèrent à notre lutte. Syrja en particulier n'épargna rien pour aider la Lutte de libération nationale. Il était toujours prêt à nous trouver des maisons qui serviraient de bases aux camarades passés dans la clandestinité, et à en payer le loyer. Il a même aidé et entretenu matériellement ma famille, qui, pendant la guerre, fut privée de tout. Ainsi, notre milieu s'élargissait constamment d'intellectuels. Moi-même, j'en connaissais certains, Koço Tashko certains autres, bien qu'il travaillât surtout avec les vieux nationalistes qui avaient émigré sous le régime de Zogu, mais étaient revenus dans les «wagons» de l'Italie fasciste.

Parmi les meilleurs représentants de l'intelligentsia démocratique albanaise, je dois citer le docteur Medar Shtylla, qui dès le début, lia sa vie à la cause de la libération de la patrie. Medar était un patriote et un homme de progrès, lié au peuple. Il avait terminé ses études secondaires au Lycée de Korçe, mais avant moi, il n'y était plus quand j'arrivai du Lycée de Gjirokastër. Il se rendit ensuite en France, à Toulouse je crois, pour faire des études de vétérinaire. Le fait qu'il avait choisi précisément cette branche laissait entendre que c'était un homme du peuple, proche de la paysannerie, de la terre et des animaux; il n'avait pas porté son choix sur une profession à la mode et lucrative, comme celles de médecin ou d'avocat.

Je l'ai bien connu après mon retour de France, je l'ai apprécié et me suis attaché à cet homme instruit et d'une vaste culture, simple, placide, honnête et qui vous imposait le respect. Il était peu loquace, n'aimait pas se mettre «en vedette», détestait les vantardises et les poses. Certains intellectuels, qui se croyaient intelligents, ironisaient en disant de lui : «Il est peu communicatif, parce qu'il s'occupe d'animaux». Mais la vérité est que Medar Shtylla était un homme de caractère, courageux, sage et affable. Il aimait de tout cœur sa patrie et son peuple, et il le montra aux moments les plus difficiles.

Des camarades et des connaissances m'avaient parlé de la sympathie et du respect dont jouissait Medar dans les campagnes de Durrës. Comment les paysans de Durrës, de Kavaje et de Shijak, les ouvriers de la ferme de Xhafzotaj ne l'auraient-ils pas aimé, attaché comme il était à leurs soucis et préoccupations qu'il avait faits siens ! Il luttait pour les droits des ouvriers, qui ne recevaient pas régulièrement leur salaire, il les encourageait à protester et à faire entendre leur voix jusqu'au Ministère de l'Agriculture de l'époque. Medar connaissait bien la force que représentaient les ouvriers de la ferme de Xhafzotaj et les paysans, et il savait aussi que les gouvernants vendus redoutaient cette force. Ainsi, effrayés par une révolte éventuelle, les autorités étaient-elles obligées, à leur corps défendant, de satisfaire, fût-ce partiellement, les revendications des ouvriers de la ferme.

La société italienne «Italba», dont les terres confinaient avec celles de cette ferme, cherchait à étendre ses griffes sur ces dernières. Connaissant bien les desseins d'exploitation de l'impérialisme italien, Medar Shtylla lutta de toutes ses forces pour déjouer les plans de la société italienne, car il avait à cœur et la vie des paysans pauvres, et le sol de sa chère patrie. Par là même, il se gagna le cœur du peuple et l'inimitié des autorités. Très proche des ouvriers de la ferme, il s'efforçait d'améliorer leurs conditions de vie. Il avait toujours insisté pour qu'ils soient mieux payés et, en fait, ils l'étaient mieux que ceux qui travaillaient pour la société italienne.

Mais cela ne faisait pas l'affaire des exploités qui s'engraissaient de la sueur et du sang du peuple réduit à la misère et qui demandaient donc que les ouvriers de la ferme touchent le même salaire que ceux de la société italienne. Medar s'y opposa avec force. Cela ne manqua pas de le rapprocher des paysans et des ouvriers, qui venaient se confier à lui pour le moindre de leurs soucis. Mais ce qui les unissait encore plus, c'était leur grand attachement commun à la patrie et à la liberté, c'était leur haine prête à exploser, leur volonté de se battre pour chasser l'occupant du pays.

Lors de l'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste, le docteur Medar Shtylla travaillait comme vétérinaire à Durrës. C'était le temps où les groupes communistes avaient intensifié leur action en vue de la fondation du Parti. A cette époque, comme tous les autres camarades, j'étais constamment en contact avec des communistes, des ouvriers, des intellectuels connus, des «nationalistes», comme nous appelions alors et par la suite les patriotes qui n'étaient pas membres du Parti. Un jour, je me rendis à Durrës et rencontrai notre camarade Telat Noga pour discuter avec lui de certains problèmes de notre travail, notamment de la question de l'encadrement des intellectuels patriotes dans notre mouvement de libération. C'est là que je demandai à Telat :

«Je veux aller voir un de mes amis, Medar Shtylla, et l'amener à participer à notre action. Tu le connais ?

— Comme tu as eu une bonne idée, Enver, me répondit Telat, tout le monde l'apprécie beaucoup. A travers lui, nous pénétrerons encore plus dans les campagnes, car les paysans l'aiment.»

A ce moment, Medar avait déjà entamé, si l'on peut dire, la résistance, car il démasquait l'occupant, les traîtres et les collaborateurs, l'appareil d'Etat fasciste, les pseudo-patriotes et les pseudo-anti-zogistes, qu'il connaissait bien pour les avoir, entre autres, vu accueillir à bras ouverts les fascistes. J'étais convaincu que c'était cette attitude qu'adopterait Medar. Pour autant que je le connaissais et d'après ce que Telat m'avait dit de lui, j'étais sûr que nous nous entendrions très bien, que nous nous lierions très étroitement, comme deux simples soldats de notre peuple et de sa cause.

Je le cherchai et le trouvai assis dans un café, dans la rue qui menait au port. Comme je m'approchais de lui, il me vit et, avec sa gentillesse coutumière, se leva et m'invita à sa table :

«Viens, Enver, viens prendre un café avec moi.»

Je le remerciai et m'assis. Au début nous nous posâmes les questions habituelles des rencontres de ce genre, puis il me demanda si je tirais quelque gain de la vente de cigarettes au «Flora». Je lui répondis que je gagnais juste de quoi vivre, et lui demandai à mon tour comment allaient ses affaires.

«Eh bien, me dit-il, j'essaie de faire quelque chose, car je ne peux pas supporter cette oppression qui nous étouffe.

— Ils nous ont pris à la gorge, Medar et c'est pour cela que nous devons remettre à leur place ces *pepino*, lui dis-je en lui montrant quelques officiers italiens qui se promenaient en causant et en riant bruyamment. [*Pepino — C'est par ce sobriquet moqueur que les Albanais désignaient les fascistes italiens.*]

— *Les salauds !* [En français dans le texte.], dit Medar et nous poursuivîmes notre conversation à voix basse en français pour éviter que quelque espion saisisse nos propos, car le café où nous nous trouvions, comme tous les autres cafés à l'époque, devait sûrement en avoir en permanence.

«Nous devons lutter, dis-je à Medar. Nous sommes en train de nous réorganiser, le peuple nous suit et nous devons avoir pour objectif la lutte de libération. Certes, cette lutte comporte un certain nombre de dangers, nous pouvons y laisser notre tête, mais il faut envisager n'importe quel sacrifice pour la libération de la patrie, et cela jusqu'à celui de notre vie».

Nous continuâmes à discuter en tête à tête pendant une demi-heure environ.

A un moment donné, après m'avoir écouté attentivement, Medar me dit d'un ton résolu :

«Je suis prêt à combattre, rien ne pourra m'en empêcher. Maria, ma femme, que tu connais, est Italienne, c'est vrai, mais elle hait le fascisme tout comme nous. (Elle aussi donna des preuves de ses sentiments antifascistes et de son amour de l'Albanie, comme une fille du peuple, en vivant dans la clandestinité à Tirana pendant tout le temps que Medar était avec nous dans le maquis). Dis-moi, Enver, ce que je dois faire, insistait Medar, quelles actions je dois accomplir, avec qui je dois me mettre en liaison.

— Viens au «Flora», lui dis-je, soi-disant pour acheter un paquet de cigarettes et nous y causerons plus tranquillement.» Là-dessus, après nous être serré la main, nous nous quittâmes.

Autant que je m'en souviens, nous ne pûmes nous rencontrer au «Flora», car je fus obligé de quitter la boutique et de passer dans la clandestinité, mais je restai en contact avec Medar à travers d'autres camarades. Il se lia étroitement à notre lutte, et le Parti et le Front de libération nationale le chargèrent de travailler auprès des

paysans, des intellectuels, etc. Plus tard, quand l'ennemi se fut aperçu de son activité, Medar passa dans la clandestinité et devint un inlassable organisateur des conseils de libération nationale dans les villes et les campagnes. Nous devions nous rencontrer à Labinot, lors de la II^e Conférence de libération nationale, où il fut élu membre du Conseil général. Et il se montra aussi des plus actifs dans l'accomplissement de cette tâche. On le chargeait de diverses missions et il venait nous en rendre compte là où se trouvaient le Conseil et l'Etat-major général, que ce fût à Çermenike, à Shmil, à Gurakuq, à Orenje, à Shtylle ou ailleurs encore. Toujours aimable, souriant et modeste, Medar présentait son rapport, prenait note des tâches qui lui étaient assignées et des directives, puis s'en allait.

Entre-temps, dans tout le pays, les camarades poursuivaient leur travail et obtenaient des résultats auprès des intellectuels comme auprès des patriotes et autres éléments progressistes. Grâce à ce travail persévérant, les rangs des sympathisants du mouvement de libération grossissaient, en même temps qu'augmentait le nombre des vrais patriotes et démocrates qui étaient prêts à se battre aux côtés du peuple et des communistes pour libérer le sol sacré de la patrie du joug des fascistes de Mussolini. Le Comité central de notre Parti désigna Koço Tashko, Anastas Lula et Mustafa Gjinishi pour agir spécialement dans ce secteur du travail du Parti. Mais la vérité est que le gros du travail parmi les nationalistes fut accompli à travers les rencontres et les contacts de tous les camarades du Comité central et des autres camarades, à la base comme au sommet. Anastas Lula, plus qu'à accroître l'influence du Parti, songeait à la saper et à créer sa propre fraction avec Sadik Premte. [*Anastas Lula et Sadik Premte, anciens chefs de file du Groupe des «Jeunes», avaient tenté, en novembre 1941, d'entraver la formation du PCA. Après la fondation de celui-ci, ils combattirent par tous les moyens sa ligne politique et créèrent dans son sein une fraction trotskiste dangereuse. En juin 1942, au cours d'une Conférence extraordinaire, le Parti liquida leur groupe fractionniste et exclut ces éléments de ses rangs.*] Koço Tashko, lui, s'enfermait avec ses vieillards dans les cafés pour y faire de la «grande politique», alors que Mustafa Gjinishi se montrait plus actif, mais dans ses contacts et ses liaisons il y avait toujours quelque chose de suspect, de mystérieux. Si bien que cette «division du travail» ne fit pas en réalité long feu et, en fait, tout le monde s'occupait de ce problème. A Tirana et dans les autres villes du pays, ainsi que dans toutes les régions, les communistes menèrent une activité intense en prenant contact et en discutant avec nombre d'éléments qui semblaient prometteurs.

Dans mes mémoires, j'ai évoqué dans le détail les nombreuses rencontres que j'ai eues et les solides liens que j'ai établis avec le patriote démocrate et révolutionnaire Myslim Peza, qui fut un des premiers à se lier étroitement avec le Parti, à approuver son programme et à apporter une précieuse contribution à sa réalisation. En outre, mes camarades et moi, avant comme après la fondation du Parti, nous avons noué des liens et trouvé un langage commun, celui de la lutte pour la liberté et l'indépendance du pays, avec d'autres patriotes. L'un d'entre eux était Baba Faja Martaneshi [Mustafa Xhani], que je devais rencontrer à la Conférence de Peza. Les camarades m'avaient déjà parlé de son hostilité envers les Italiens, de son influence sur la population de la région de Martanesh. Certes il portait le turban et l'habit de derviche, mais dans son cœur il portait l'Albanie et dans sa main le fusil du combattant de la liberté. Son activité, ses conversations avec des amis, des connaissances, des pratiquants et des nécessiteux qui lui rendaient visite à sa *téqé*, les réunions organisées chez lui sous couvert de festins religieux, tout cela, les «chemises noires» en avaient eu vent. Plus tard, Baba Faja me raconta que, lorsqu'il était venu une fois à Tirana, Hilmi Leka, suivi d'une foule de carabiniers, était allé à l'hôtel où il était descendu, l'avait emmené et conduit chez le général Agostinucci, qui l'avait fait interroger, menacer et mettre aux arrêts quelques jours. [*Hilmi Leka — Directeur du journal fasciste «Tomorri» et ministre de la Culture dans le gouvernement quisling durant l'occupation fasciste du pays.*] Mais comme les preuves à sa charge étaient insuffisantes et qu'il avait de l'influence parmi le peuple, il avait été relâché.

Baba Faja retourna à Martanesh et poursuivit son travail dans ses *téqés*, car il en avait deux en fait, l'une au village, l'autre un peu plus haut, dans la montagne, où il passait l'été. Afin de le surveiller, les Italiens mirent sur pied un poste de carabiniers près de l'une des *téqés*, mais Baba Faja s'en alla et s'installa dans l'autre.

Notre Parti envoya des gens prendre contact avec Mustafa Xhani. Au lendemain de sa fondation, la direction de notre Parti dépêcha Qemal Stafaj et Sami Baholli à sa *téqé*, puis, plus tard, Ramadan Çitaku, Kadri Hoxha et d'autres.

Baba Faja, en vrai patriote, était enthousiaste et optimiste quant à la lutte que nous avons entreprise et, peu de temps après, il se mit à la tête des habitants de sa région qui prirent les armes, formèrent une guérilla et entamèrent la lutte armée contre l'ennemi. Mais lui ne quitta ni son habit, ni son turban, et il fit bien, car il servit ainsi encore mieux la ligne du Parti et du Front de libération nationale exhortant à l'union dans la lutte de tous les Albanais sans distinction de région d'origine, de convictions politiques et religieuses. Je n'oublie jamais le visage de cet homme bon, courageux et honnête : c'était un homme de belle prestance, aux sourcils épais et noirs, l'œil vif et avec une barbe qui s'adaptait bien à son large visage.

Par ailleurs, Myslim [Peza] nous mit en contact avec Haxhi Lleshi, qui, rentré clandestinement de Yougoslavie, s'était caché dans la région de Dibër. A Zerqan, à Homesh et dans d'autres villages, Haxhi se rendait de maison en maison pour faire de la propagande antifasciste, inciter les paysans à ne pas payer leurs impôts et à se dresser dans une insurrection armée. Les autorités fascistes ne ménagèrent pas leurs efforts pour le capturer, mais le peuple veillait à la sécurité de son fils, car il connaissait bien les traditions patriotiques de sa famille, ainsi que l'attitude politique de Haxhi avant l'occupation fasciste.

De même, les camarades de notre Parti à Elbasan, Korçe, Gjirokastrë, Vlore, Dibër, Skrapar, Shkodër, Tropoje, Berat, Kurvelesh, Kukës, dans la Myzëqë et ailleurs, multiplièrent les contacts avec les patriotes de ces régions, avec leurs vaillants habitants épris de liberté. Ainsi, dès le début, des patriotes comme Spiro Moisiu, Zylyftar Veleshnja, Riza Kodheli, Hysen Zaloshnja, Sinan Ylli, Hasan Pulo, Rexhep Sulejmani, Ali Niman Doçi, Hasan Gërxhalliu, Shaban Arra et beaucoup d'autres, rejoignirent les rangs du Mouvement de libération nationale.

Dans le cadre de tout ce travail, au cours de cette période, nous perdîmes quelque illusion sur certains éléments qui avaient pu réussir à garder faussement une réputation de patriote, mais nous nous rendîmes compte aussi qu'un nouveau danger apparaissait sur la scène de la lutte idéologique, politique et militaire, toujours plus intense : aux côtés des traîtres déclarés que Jacomoni avait nommés premiers ministres et ministres, sénateurs et préfets, se cristallisait, encore que sous des formes moins ouvertes, une garde prétorienne du régime fasciste, plus dangereuse et plus perfide que les Vërlaci et les Merlika, car ses membres, comme Mithat Frashëri, Ali Këlcyra et Kole Tromara bluffaient de façon éhontée, en se posant en démocrates, en patriotes et même en anti-Italiens. *[Francesco Jacomoni, ministre tout-puissant de l'Italie fasciste sous le régime de Zogu, représentant général du roi d'Italie en Albanie jusqu'en mars 1943.]*

Ce renom de «patriotes démocrates» et le rôle qu'ils prétendaient jouer en tant que tels, ces individus les avaient hérités d'un passé un peu lointain, du temps où l'Albanie, après avoir conquis son indépendance, cherchait, au prix d'efforts et de peines immenses, à s'engager dans la voie du progrès et à consolider son indépendance. De plus, les nombreux et très complexes événements des années 1920-1925 allaient exercer une influence considérable sur la vie de ces individus.

Ce fut une période d'une lutte politique intense d'où émergea toute une génération de révolutionnaires et de démocrates, qui appelaient à lutter pour abolir le féodalisme et sauver notre pays des griffes des puissances impérialistes. Les démocrates révolutionnaires comme, entre autres, Avni Rustemi et Halim Xrlelo étaient de vrais fils du peuple misérable, ils combattaient les féodaux, luttèrent pour une démocratie révolutionnaire, véritable et conséquente. Ils aspiraient à la libération des paysans du joug des féodaux et de la bourgeoisie et ils se battirent pour cela de toutes leurs forces, tout comme pour la réforme agraire et l'indépendance économique du pays. Se rendant bien compte du danger que présentaient pour le pays les puissances impérialistes, ces éléments soutenaient Luigj Gurakuqi qui était hostile à l'octroi de concessions pétrolières à des puissances étrangères, comme l'Angleterre et l'Italie. *[Luigj Gurakuqi — Eminente personnalité et démocrate révolutionnaire, ministre des finances du Gouvernement démocratique provisoire formé en juin 1924.]* Mais le mouvement démocratique de cette période n'était pas uni et il y avait en son sein des éléments et des groupes aux tendances et aux vues politiques diverses. Avni Rustemi et ses compagnons représentaient l'aile radicale de ce mouvement et ne croyaient guère aux «réformes» auxquelles aspiraient soi-disant les autres «démocrates» ; aussi, à juste titre, pensaient-ils qu'il fallait organiser les masses populaires et recourir, si besoin était, à la violence. Avni Rustemi était le fondateur et l'âme de l'organisation «Bashkimi» [L'Union], dont le programme était assez avancé pour son temps et qui déployait une vaste activité dans tout le pays. Par ses idées révolutionnaires et son action politique, cette organisation revêtait les traits d'un parti démocratique révolutionnaire qui aurait pour force principale la jeune génération. En fait, la société «Bashkimi» eut du succès et se ramifia dans diverses villes du pays où elle gagna influence et autorité. Ce fut elle qui organisa à Fier une manifestation du peuple, qui défila devant la résidence des Vrioni, beys féodaux, en portant un cercueil et en scandant des mots d'ordre révolutionnaires comme : «Enterrons le féodalisme !» et «Donnons la terre aux paysans !»

Conscients du danger qui les menaçait, les gros propriétaires terriens, les beys et les agas firent tout pour étouffer ce mouvement, et l'assassinat d'Avni Rustemi à Tirana fut un des actes désespérés de la réaction. Par cet acte, la coalition féodale croyait intimider le peuple et les éléments démocrates et révolutionnaires, priver le mouvement d'un de ses plus éminents dirigeants. Mais il n'en fut rien, le peuple s'indigna encore davantage en apprenant l'assassinat de son fils Avni. Transportée à Vlore, sa dépouille mortelle fut inhumée devant une foule nombreuse avec tous les hommages qui lui étaient dus. Je me souviens, comme si c'était hier, combien nous fûmes bouleversés par la nouvelle de l'assassinat d'Avni. Un jour, j'étais avec des amis sur la place du Marché de Gjirokastrë lorsque je vis s'approcher Bahri Omari, le mari de Fahrië, ma sœur aînée. Il me prit à part et me dit :

«Va vite à la maison chercher ma valise, apporte-la-moi et dis aux autres que je pars pour Vlore, car les beys nous ont tué Avni Rustemi.»

J'étais stupéfait. Je courus chercher sa valise et la lui rapportai d'une traite. A l'époque, Bahri Omari était député de Gjirokastër, représentant de l'«Opinga» [*Association progressiste et démocratique dont le centre se trouvait à Gjirokastër.*], le groupe de démocrates opposés à Mufit Libohova et à ses tenants. [*Mufit Libohova — Représentant des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire, à la solde de l'impérialisme italien.*]

Dès que la nouvelle se répandit, la branche de l'organisation «Bashkimi» à Gjirokastër mobilisa ses membres qui, armés de leurs fusils, montèrent sur des camions pour marcher sur Tirana. Nous, les plus jeunes, nous accourûmes aussi pour partir avec eux, mais ils nous en empêchèrent sous prétexte que nous étions encore trop jeunes, que nous n'avions pas d'armes, etc. Je me rappelle que Kiço Karajani et moi fûmes retenus par le docteur Karajani, son père.

L'assassinat d'Avni Rustemi exaspéra le peuple. Le signal de l'insurrection fut donné à Vlore et c'est ainsi qu'éclata la Révolution de Juin. De Krume et de Dragobi, de Vlore et de Gjirokastër, de Korçe et de tous les coins du pays, des milliers de volontaires partirent pour donner l'assaut aux féodaux à Tirana. Ils étaient conduits surtout par les membres de l'organisation «Bashkimi».

La révolution triompha et les insurgés, après avoir défait les mercenaires d'Ahmet Zogu qui s'enfuit en Yougoslavie, entrèrent à Tirana où fut formé le gouvernement démocratique bourgeois de Noli. Nous connaissons aujourd'hui le sort de ce gouvernement et son activité politique, nullement favorable aux réformes politiques et économiques proposées par les éléments «démocrates» de l'époque. Je ne m'étendrai pas là-dessus, mais je tiens seulement à souligner que le gouvernement de Noli ne s'appuya pas sur les masses, n'appliqua pas les grandes réformes qu'il avait promises, que les éléments bourgeois qui le composaient ne se montrèrent pas conséquents et combatifs dans la réalisation du programme qu'ils avaient présenté au peuple. Noli lui-même eut peur de pousser la révolution plus avant et de recourir à la violence, il ne s'appuya pas sur l'élan révolutionnaire des masses ni sur d'éminents patriotes et révolutionnaires comme Bajram Curri, Luigj Gurakuqi, Halim Xhelo et Riza Cerova. D'autre part, privée d'Avni Rustemi, son dirigeant révolutionnaire, la société «Bashkimi» vit s'étioler sa force révolutionnaire vive. Les éléments démocrates bourgeois, au parlement et au gouvernement, se mirent à jouer le jeu parlementaire comme des fantoches des puissances étrangères «démocratiques», mais en fait impérialistes, et tout ce jeu tragique et cette mascarade démocratique eurent la fin que l'on sait. Zogu et sa clique, avec l'appui de la Serbie et des gardes blancs de Wrangel, entrèrent à Tirana et les dirigeants de la Révolution de Juin, démocrates et éléments de diverses couleurs, furent contraints de gagner l'étranger, où ils formèrent une émigration politique anti-zoguiste qui s'éparpilla un peu partout, de l'Union soviétique à l'Amérique, en passant par la France, l'Italie, la Suisse, etc.

Je parlerai plus loin de cette émigration anti-zoguiste et du rôle qu'elle joua dans les événements qui suivirent, mais je voudrais souligner son caractère hétérogène, qui tenait tant à la diversité de l'origine sociale de ses membres qu'à celle de leurs tendances politiques, de leur action et de leur volonté de poursuivre dans la voie de la démocratie. Parmi eux se trouvaient aussi des éléments démocrates et mêmes communistes, qui œuvrèrent pendant ces années-là à propager les idées progressistes et combattirent le régime zoguiste. Ainsi, par exemple, de nombreux éléments à tendances démocratiques comme Fan Noli, Halim Xhelo, Riza Cerova, Omer Nishani et Hasan Prishtina, adhérèrent au CONARÉ. [*Le Comité national révolutionnaire, organisation ces émigrés politiques albanais, créée à Vienne en 1925.*]

A part le CONARÉ, qui, deux ans après sa création, prit le nom de Comité de libération nationale et tendit à adopter une ligne démocratique conséquente, il existait aussi un groupe appelé l'«Union nationale», qui, s'il se déclarait anti-zoguiste, n'en était pas moins pour le maintien du régime existant en Albanie, mais sans Zogu.

C'est justement dans ce dernier groupe d'émigrés que s'intégrèrent la plupart des éléments inconséquents de la Révolution de Juin, descendants de familles aisées, bourgeoises ou féodalo-bourgeoises, des hauts fonctionnaires et des anciens députés de l'opposition anti-zoguiste. S'ils avaient rallié le mouvement démocratique des années 1920-1924, ce n'était pas par amour pour le peuple et la démocratie véritable, mais certains pour défendre leurs intérêts de classe, en tant que représentants de la nouvelle bourgeoisie albanaise désireuse de se développer et de s'enrichir, d'autres pour s'opposer à Zogu et à son entourage et d'autres, enfin, pour avoir été «emportés» par la vague et le souffle révolutionnaires qui dominaient à l'époque en Albanie. D'autre part, le «Groupe de Zara», du nom de la ville dalmate où Mussolini gardait en réserve Mustafa Kruja et compagnie et les brandissait devant Ahmet Zogu chaque fois qu'il voulait faire pression sur lui, était très proche, par sa composition de classe et ses vues, de l'«Union nationale». Mustafa Kruja feignait d'être hostile aux chefs de file de l'«Union nationale», tels Ali Këlcyrja et consorts, car ceux-ci préféraient les francs français et les dinars yougoslaves aux liras italiennes.

Mais indépendamment de cela, le fait que ces éléments avaient participé au mouvement démocratique des années 1920-1924 et que surtout, après l'arrivée de Zogu au pouvoir, ils avaient presque tous émigré et étaient restés loin de leur patrie, ou plutôt de leurs propriétés, quinze années durant, leur avait valu un certain renom de «démocrates», de «patriotes» et de «politiciens».

Maintenant qu'ils étaient rentrés dans le pays, nous devions nous rapprocher d'eux également afin de mettre à l'épreuve leur patriotisme et de le leur faire manifester au grand jour.

Sinon, vu l'idée qu'ils avaient d'eux-mêmes et que le fascisme alimentait en eux, ils risquaient de devenir un grand, voire un des plus dangereux obstacles pour notre Lutte de libération nationale, pour l'union du peuple dans cette lutte et surtout pour l'avenir de l'Albanie.

C'est pourquoi nous décidâmes dès l'abord de contacter ces «patriotes politiques» et de les appeler à lutter, comme nous le faisons aussi avec les autres patriotes, intellectuels, nationalistes, etc.

Un des représentants les plus typiques et les plus dangereux de cette catégorie était Mithat Frashëri, alias Lumo Skëndo, comme il signait souvent ses «écrits» littéraires ou politiques. Si je dis «un des plus dangereux», c'est qu'il avait réussi, au fil des années, à s'entourer d'une auréole de grand «patriote». Il s'était montré assez intelligent pour ne pas se compromettre publiquement en collaborant avec l'occupant, et n'avait occupé aucun poste dans l'appareil administratif de l'«Etat albanais». Profitant de son nom et de sa qualité de fils d'Abdyl Frashëri, grand patriote et homme politique de notre pays, ce bâtard de l'illustre famille des Frashëri se disait l'héritier de l'esprit de la Renaissance nationale albanaise et s'érigait en arbitre absolu des destinées du peuple albanais. Il avait passé sa vie dans les cafés d'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, recevant des traitements et des subventions à gauche et à droite, versant des larmes de crocodile pour l'Albanie, qu'il «aimait» vraiment dans la seule intention de l'avoir pour lui afin de la brader. A la différence de beaucoup d'autres qui avaient tiré quelques coups de fusil pour l'Albanie avant de la trahir, tout ce que Lumo Skëndo avait fait pour elle se ramenait à la publication de deux ou trois brochures sans valeur littéraire ni politique ou à l'organisation de quelques causeries «alambiquées». La lutte de notre peuple et l'activité intense déployée par Lumo Skëndo au service de l'occupant enlevèrent tout vernis à ce «patriote», qui finit par s'enfuir sur un bateau de l'ennemi vaincu.

J'avais fait sa connaissance depuis un certain temps par l'intermédiaire de quelques-uns de ses amis qui fréquentaient les milieux intellectuels de la capitale. De temps en temps, j'avais l'occasion d'échanger des propos avec lui, quand j'allais acheter un livre à la librairie qu'il tenait à la «rue Royale», aujourd'hui «rue des Barricades». En fait, j'avais entendu dire et du bien et du mal de lui; certains le considéraient avec respect comme le «cerveau du patriotisme albanais», d'autres le tenaient pour un démagogue et un homme perfide, on disait même qu'Avni Rustemi l'avait démasqué comme tel et comme collaborateur d'Esat Pasha. [*Esat Pasha Toptani, représentant typique des féodaux albanais traîtres, fut un instrument aux mains des puissances impérialistes. Il fut tué à Paris en 1920 par le démocrate révolutionnaire Avni Rustemi.*] Toutefois, Mithat bey jouissait d'un grand renom, d'autant plus qu'il ne manquait pas de se prononcer de temps à autre contre le régime et contre l'occupant, en parlant les larmes aux yeux «de la patrie foulée aux pieds par l'ennemi». Quoi qu'il en fût, compte tenu du renom de sa famille, je pensais que cet homme pouvait servir la patrie. Mes camarades et moi jugeâmes donc que nous ferions bien de le rapprocher de nous.

Un beau matin, je n'étais pas encore passé dans la clandestinité, je me rendis à sa librairie. Je l'y trouvai seul. Il me tendit la main.

«Quoi de neuf, mon garçon ? me demanda-t-il.

— Et quoi d'autre, Mithat bey, si ce n'est le grand malheur qui s'est abattu sur nous. Nous, les jeunes, nous ne pouvons tenir en place, nous voulons nous battre, nous organiser. Nous sommes convaincus que vous nous aiderez.

— Je suis prêt à vous aider, mais à condition que vous suiviez mes conseils.

— Je vous écoute, monsieur Skëndo, vous savez bien le respect que j'ai pour vous.

— Viens par ici», me dit-il et, ouvrant une porte derrière lui, il m'introduisit dans une arrière-boutique remplie de livres, et aussi de vieux journaux et revues.

«Assieds-toi», me dit-il en m'indiquant une chaise et il s'assit lui-même en face de moi.

Il y eut un moment de silence. J'attendais. Lumo ruminait certes quelque chose ; il enleva ses lunettes et les essuya avec un morceau d'étoffe avant de les remettre sur son nez.

«Ecoute, jeune homme, dit-il en enlevant de nouveau ses lunettes, je parlerai avec toi et je t'aiderai si tu suis la voie du patriote que fut ton oncle, Hysen Hoxha.

— Mais c'est bien sa voie que je suis, lui répondis-je, et avec dévouement.

— Non, répliqua-t-il, ce n'est pas vrai. Lui était un ardent nationaliste, il se trouvait aux côtés d'Ismail bey [*Ismail Qemal (né en 1844), diplomate, politicien, patriote et combattant inflexible de la liberté de l'Albanie. Le 28 novembre 1912, jour de la proclamation de l'indépendance à Vlore, il hissa le drapeau national et présida le premier gouvernement albanais. Il fut empoisonné en 1919 par les impérialistes italiens. Héros du peuple.*] à

Vlore le jour de la proclamation de l'Indépendance, il s'est battu aux côtés de Çerçiz [*Çerçiz Topulli, commandant d'une guérilla de patriotes albanais qui se battirent contre les envahisseurs turcs dans le cadre du mouvement national albanais pour la liberté et l'indépendance du pays. Héros du peuple.*] et d'autres, alors que toi, son neveu, tu t'es engagé dans une mauvaise voie, une voie néfaste pour le pays, tu es bolchevik et le bolchevisme est l'ennemi de l'Albanie.»

Je demeurai interdit, j'eus la sensation que le sang m'était monté à la tête, mais je me retins et lui dis ;

«Monsieur Skëndo, vous m'offensez dans ce que j'ai de plus sacré, dans l'amour de la patrie et de mon peuple. Oui, je suis communiste albanais et je le resterai jusqu'à ma mort. Les communistes sont dévoués au peuple jusqu'à la mort. Moi-même je suis fier de l'œuvre de mon oncle, et pas seulement de la sienne, mais aussi de celle de votre père, Abdyl Frashëri. Ils ont lutté contre les envahisseurs étrangers et nous aussi, communistes, nous nous battons contre l'occupant de notre patrie, Mais à ce que je vois, vous, monsieur Skëndo, vous n'êtes pas disposé à suivre la voie de votre père et des frères Frashëri [*Abdyl Frashëri (1839-1892) personnalité éminente, dirigeant de la Ligue albanaise de Prizren ; Naim Frashëri (1846-1900), grand poète national albanais ; Sami Frashëri (1850-1904), idéologue, savant et statisticien célèbre.*], autrement dit vous n'êtes pas pour la libération de l'Albanie. Cela fait l'affaire de l'occupant et n'oubliez pas qu'une attitude «neutre» en ces temps difficiles mène à la trahison !»

Je sortis indigné de la librairie, laissant Mithat Frashëri seul, en train de chercher en vain une réponse, car, pris de court, il bégayait encore plus que de coutume.

C'était le temps où ces «patriotes démocrates» se permettaient de prendre un ton doctoral et arrogant dans leurs discussions avec nous, les communistes. L'idée qu'ils formaient «l'élite de la nation» s'était ancrée dans leur esprit, et ils ne manquaient pas de la propager eux-mêmes. Elle les empêchait de se rendre compte de la force inépuisable du peuple, de voir que les temps avaient changé et qu'ils étaient à la traîne de révolution de la société albanaise, qui, selon eux, marquait le pas depuis vingt ans. Ils pensaient et, dans une certaine mesure, déclaraient même ouvertement que nous, communistes, et notre Parti, qui avions pris sur nous d'organiser la lutte contre l'occupant, nous étions des gamins, incapables d'en assumer la direction. Certes, ils vouaient une grande haine au communisme, mais se rassuraient en se disant que «l'Albanie n'est pas la Russie» et que «le bolchevisme n'est pas pour les paysans et les loqueteux albanais».

Au cours de nos rencontres et de nos débats animés avec les représentants de cette catégorie de nationalistes, nous, communistes, eûmes l'occasion de connaître de près leurs vues et leurs objectifs véritables. Je parlerai plus bas dans le détail de l'origine, des traits caractéristiques et des aspirations de cette catégorie de pseudo-patriotes, mais je tiens à souligner ici que depuis le temps des groupes communistes et surtout après, quand le Parti nous chargea d'entamer le dialogue avec eux et, si possible, de les convaincre qu'ils s'étaient engagés dans une voie erronée, nous eûmes de longues discussions, alambiquées et lassantes, avec ces «pères patriotes», toujours prêts à tenir des discours interminables, truffés de sophismes, de pièges et de roueries.

Quand je vins à Tirana et qu'Esat Dishnica et moi ouvrîmes la boutique «Flora», j'allais souvent voir Bahri Omari. Après l'échec de la Révolution de Juin 1924, Bahri, comme beaucoup d'autres, avait émigré et, en 1939, il était rentré dans le pays avec tous les autres émigrés politiques. Comme il s'était installé à Tirana, il m'arrivait de lui rendre visite de temps à autre, surtout avant que je n'aie moi-même trouvé un logement et fait venir mon père, ma mère et Sano, ma sœur cadette. Bahri était un bourgeois libéral, d'une grande correction dans les rapports familiaux et sociaux, mais ses idées politiques étaient à l'opposé des nôtres. Toutefois, à chaque débat sur des questions politiques que j'avais avec lui, il s'efforçait de ne pas envenimer les choses. A l'époque j'espérais encore que Bahri pourrait se rapprocher de nous, car, en dépit des contacts qu'il avait avec des commerçants, des agas et des hauts fonctionnaires fascistes albanais, il se disait antifasciste et ne manquait pas de se prononcer parfois contre l'occupant. En outre, il m'était possible, par son intermédiaire, de nouer de nombreux liens et de prendre contact avec des nationalistes, de connaître mieux et de plus près les divers «courants», «tendances» et «groupes» ainsi que leur organisation, ce qui était une tâche importante qui m'incombait dans le cadre du travail du Parti.

En fait, durant la période qui précéda la fondation du Parti, et même par la suite, avant la convocation de la Conférence de Peza, et la formation du Front antifasciste de libération nationale, avant aussi la création du «Balli Kombëtar», il nous était difficile de deviner les tendances et les affinités des futurs chefs de file de cette organisation de traîtres. Nous savions qu'Ali Këlcyra, Kole Tromara, Bahri Omari, le Sheh de Karbunara, Sejfi Vllamasi et d'autres encore appartenaient au même «courant». Je n'avais jamais entendu Bahri parler avec sympathie ni de Lumo Skëndo, ni de Mehdi Frashëri, ni des autres individus du même acabit. Peut-être s'étaient-ils distribué les rôles entre eux, peut-être aussi Ali Këlcyra frayait-il avec eux, alors qu'ils laissèrent tel autre, comme par exemple leur compagnon Xhevat Korça, entrer dans le gouvernement quisling, cependant qu'Ali Këlcyra lui-même, gendre des Vrioni et leur allié, ainsi que celui des Vërlaci, n'occupa aucun poste, que je sache, et cela pour pouvoir se poser encore quelque temps en «patriote pur».

Quand j'allais donc chez Bahri, je profitais de cette visite de famille, pour discuter avec lui et tâcher de le convaincre de se lier au Mouvement de libération nationale. Mais, loin de se laisser persuader par nos arguments, Bahri prétendait que ses compagnons et lui-même, Ali bey Këlcyra en tête, étaient les antifascistes, les anti-Italiens et les démocrates les plus résolus que l'Albanie eût jamais vus ! Naturellement, il m'était facile de démolir tour à tour tous leurs «arguments», d'autant plus que les faits comme leurs actions apportaient de l'eau à mon moulin.

«C'est là notre politique, disait Bahri Omari, c'est notre tactique.

— Mais à qui servent cette politique et cette tactique ? lui demandai-je.

— Au peuple et à la démocratie !

— Bon, mais est-ce que vous raisonnez tant soit peu ? Le peuple ne peut jamais être avec vous ni suivre votre politique, parce qu'il hait l'occupant et condamne toute collaboration avec lui.

— C'est ce que vous dites, vous, communistes, répondait Bahri.

— Ce n'est pas nous qui le disons. Tout le monde voit que votre «tactique» est antipatriotique. Vous prétendez avoir le peuple de votre côté, mais vous vous trompez. Il est avec nous, parce que nous ne faisons pas de la «grande» politique, ni de la diplomatie «subtile», nous luttons simplement pour la libération du pays.»

Comme beaucoup d'autres faux patriotes, Bahri était membre du «Conseil d'Etat», créé expressément par le régime fasciste pour servir d'abri à ce genre d'éléments, qui étaient toujours pendus à ses basques et qu'il gardait en réserve pour les mauvais jours à venir. Nous, leurs «amis», cousins ou connaissances, nous faisons tout pour les éloigner des fonctions du régime fasciste et, dans ce cadre, nous usions aussi de l'ironie, avec ses traits blessants, mais en pure perte.

Cet organe, mis sur pied par la *Luogotenenza* [*C'est ainsi que s'appelait l'appareil administratif du régime d'occupation italienne en Albanie.*], était un simple élément de plus du décor de l'«Etat albanais». En faisait partie, entre autres, le docteur Orner Nishani, membre du CONARÉ et collaborateur d'Halim Xhelo au journal «Liria Kombëtare» [la Liberté nationale] [*Organe du Comité national révolutionnaire (1925-1935) qui paraissait à l'étranger, notamment à Vienne.*], que nous avons connu comme un démocrate. Mais le docteur Nishani n'était pas de l'espèce de ces collaborateurs. Sa participation au «Conseil d'Etat» fut, certes, une erreur, mais il ne devait pas tarder à la réparer et, comme je l'indiquerais par la suite, il devint un des militants les plus en vue du Front et de la Lutte de libération nationale.

Je me souviens qu'un après-midi, en entrant avec Esat Dishnica au café «Kursaal», nous vîmes plusieurs membres du «Conseil d'Etat» assis autour de quelques tables et en train de discuter entre eux.

«Viens, me dit Esat, mêlons-nous à eux et interrompons leur causerie.»

J'acquiesçai et nous nous approchâmes. ,

Esat avait le sens de l'humour. Après que nous les eûmes salués, il leur dit :

«Alors, vous venez de sortir de l'école? Excusez-nous de vous avoir dérangés, vous révisiez peut-être vos leçons ?»

Le docteur Nishani, que l'on appelait le «rouge», car c'était un de nos sympathisants, partit, à son habitude, d'un grand éclat de rire, et nous invita à prendre place. Nous nous assîmes. C'est alors que Kole Tromara, s'adressant à Esat, lui demanda :

«Passe encore, ces garçons-là, car ils n'ont pas le sou et ils ne peuvent qu'être communistes, mais toi, le petit-fils d'Ali bey, qui régnait sur la paysannerie de Korçe, tu as pris ce chemin pour te rendre intéressant ?

— Justement, lui répondit Esat, avec son calme habituel, c'est parce que je suis le petit-fils d'Ali bey que je cherche à racheter les péchés et les méfaits de mon grand-père».

A ce même café, je rencontrai parfois Kole Tromara et le Sheh de Karbunara, et nos conversations étaient des plus banales. Quand nous nous croisions dans la rue nous échangeions à peine un salut. Kole Tromara ne m'était pas inconnu; je l'avais vu quelques fois à Paris et j'avais été frappé par son arrogance et sa mégalomanie. Il marchait la tête haute, s'habillait de noir comme les quakers, portait des lunettes «à l'américaine», regardait les gens et leur parlait comme s'«il avait en charge le monde entier». Quant au Sheh de Karbunara, je l'avais rencontré à Bari. Je l'avais vu aussi chez Bahri, où je n'avais jamais rencontré Kole Tromara. Le Sheh était intelligent, roué et méfiant, peu ouvert par nature. Il résidait à Lushnje, ou plus exactement à Karbunara, dans sa *téqé*, où ses connaissances de Lushnje, Berat, Durrës, Tirana et d'ailleurs, lui rendaient visite. Sous son habit de démocrate, manifestant son autorité en politicien qui connaît et comprend bien les problèmes, le Sheh profitait sûrement de l'emprise du «turban et de la robe» et recevait de l'argent de plusieurs bourses.

D'après ce que j'avais appris à son sujet, il allait et venait un peu partout, non seulement à Tirana, chez ses vieux amis du temps de l'émigration, mais aussi chez des commerçants bien connus. Il était très dangereux, car sous sa *bonhomie* [En français dans le texte.] il cachait une nature diabolique.

Je ne saurais dire combien de rencontres et de discussions infructueuses j'eus à l'époque avec ces gens qui s'obstinaient dans leur voie de trahison. Il est inutile de les évoquer toutes ici (en fait, je ne prétends pas le faire), mais beaucoup de ces éléments, pour ne pas dire tous, devaient devenir des protagonistes de la réaction, des quislings ou des chefs de file du «Balli Kombëtar».

J'avais eu aussi l'occasion de connaître Vehip Runa, qui, avant la Révolution de Juin 1924, se disait démocrate. Mon père m'avait parlé de lui. Vehip Runa était originaire de nos régions de Labërie, plus précisément du Kurvelesh, si je ne m'abuse. Le fait est que la famille de Vehip était connue dans cette région comme une famille riche et influente. Vehip et son frère passaient pour des hommes de courage. Après le renversement du gouvernement de Noli par la réaction, Vehip Runa, en koulak retors et malin qu'il était, retourna immédiatement sa veste et mit toute son influence au service de Zogu, qui sut en profiter. Ainsi le «démocrate» Vehip Runa se métamorphosa en *bayraktar* du Sud de l'Albanie. Naturellement, il n'avait pas beaucoup d'hommes sous sa bannière et son influence était moins fondée sur la population du Kurvelesh et de la ville de Gjirokastër, que sur l'appui des riches éleveurs et aussi sur ses liens de famille et d'alliance. Grâce à ces liens et en récompense des services qu'il rendait à Ahmet Zogu, Vehip Runa réussit à se faire nommer préfet. Il quitta donc la campagne et devint ainsi une «personnalité civilisée» de la ville.

Lorsque Zogu abandonna l'Albanie, Vehip Runa le laissa tout naturellement tomber et tendit la main à l'Italie. Puis, sous le régime quisling, il tourna encore casaque et redevint préfet.

De haute taille, ni gros ni mince, avec des yeux intelligents, le visage allongé labouré de rides, le teint jaunâtre, il avait l'aspect et les manières des hautes personnalités du régime en place, un aspect répugnant qui s'alliait chez lui à la rouerie du paysan riche. Dans son regard luisant il y avait en même temps que la cruauté, la «gentillesse» d'un «homme civilisé» et la roublardise d'un aga. El parlait d'une voix basse, «douce», m'appelant tour à tour «monsieur» ou «mon garçon», usant aussi d'autres formules condescendantes, mais toujours soucieux d'affirmer sa supériorité et son influence sur les masses.

Vehip Runa avait maintenant renoué des liens avec ses vieux amis du temps de la «démocratie», rentrés d'émigration. Il était redevenu «anti-zogiste» et «démocrate». Haut fonctionnaire du régime fasciste, il disait à demi-mot à droite et à gauche que pas plus que ses amis il ne pouvait «faire autrement». «Il nous faut travailler du dedans pour renverser le fascisme par la voie pacifique», autrement dit «prendre la citadelle de l'intérieur» et, une fois le cheval mort, ces gaillards se précipiteraient pour lui enlever ses fers, prendre le pouvoir et «instaurer la démocratie» ! Telle était la thèse que Vehip, tranquillement et à voix basse, développa devant moi, «monsieur Hoxha», le fils de son «ami» Halil, comme il disait, et les autres de son espèce partageaient son avis. Cet entretien eut lieu au cours d'un déjeuner chez Bahri Omari. Vehip Runa y était invité ainsi que Skënder Pojani et moi. Skënder Pojani était un bey à l'allure plutôt négligée, grassouillet, portant lunettes et moustache, et il courait encore le jupon malgré son âge avancé. Actionnaire de la société «Stamless» [*Société actionnaire commerciale et industrielle albanaise du tabac et des cigarettes.*], disposant d'un portefeuille bien garni, il avait ses entrées chez les Italiens dont il était l'ami, comme il l'était des autres beys qui voltigeaient autour du «pot de miel» du fascisme. Naturellement, il était aussi l'ami des prétendus démocrates auxquels il fournissait des cigarettes «spéciales» et prêtait de l'argent. C'était un bey aventurier, mais, aux yeux de Kole Tromara, du Sheh de Karbutara et de toute cette engeance, c'était un homme «proche du peuple et démocrate».

Au cours de cette conversation, je fis savoir à Vehip Runa que je n'approuvais ni ses vues ni ses actes. Pendant tout le temps que dura notre discussion, je gardais un ton calme, m'efforçant de réfuter leur thèse par des arguments convaincants. A vrai dire, je ne fondais aucun espoir sur Vehip Runa et Skënder Pojani, mais j'avais plaisir à les mettre au pied du mur et à rejeter leurs arguments. Au fur et à mesure que je parlais, Vehip Runa, bien que connaissant depuis longtemps mes idées, faisait l'étonné et me contredisait.

«Monsieur Runa, lui dis-je, pourquoi voulez-vous compliquer les choses alors que tout est clair ? L'Italie fasciste a envahi notre pays, elle cherche à le coloniser et à nous liquider comme nation et comme peuple. Vous ne le voyez pas ou vous ne voulez pas le voir ? L'Italie et tous ceux qui avant elle ont occupé notre pays ont toujours visé cet objectif. Mais notre peuple n'a jamais cessé son combat pour la liberté et maintenant encore il combattra pour la conquérir une fois pour toutes. Pour nous le problème est clairement posé : ou bien combattre aux côtés du peuple, ou bien nous ranger du côté de l'occupant pour combattre le peuple. C'est de cette façon que je pose le problème, monsieur Runa, à vous de choisir. Quant à nous, nous avons déjà opté pour la première voie.

— Mais nous aussi nous avons choisi cette voie, monsieur Hoxha, me lança Vehip.

— Alors, renoncez à l'autre !

— Ecoute, c'est là une question de tactique, mon garçon, m'expliqua-t-il, et ici nous ne sommes plus d'accord. Nous pensons étouffer le régime fasciste à l'aide de nos hommes, prendre tout en main en travaillant dans la coulisse, bref, «plus fait douceur que violence».

Je lui coupai la parole :

«Nous désapprouvons votre politique de «douceur», parce que l'occupant ne donnera jamais rien au peuple, au contraire. Si nous voulons sauver notre peuple, nous ne devons nous montrer ni doux ni conciliants avec l'ennemi, mais être durs et impitoyables avec lui.»

A ces mots, Skëndo Pojani, qui jusque-là était resté muet et n'avait fait que manger et boire, monta à son tour sur ses ergots et dit :

«Mais non, monsieur Hoxha, nous ne pouvons admettre que des tas de gens se fassent massacrer, que des villes, des villages et des régions entières soient incendiés.

— Il a raison, intervint Vehip en se tournant vers moi. Si nous suivons la voie que vous nous indiquez, notre peuple, qui au fond se réduit à une poignée d'hommes, subira de grandes pertes. C'est cela que vous voulez ? Parle donc, Bahri, fit-il se tournant vers Bahri Qmari qui ne s'était pas encore mêlé à la conversation.

— J'ai très souvent discuté avec Enver, dit Bahri, mais nous n'arrivons pas à nous entendre. Essayez donc vous-mêmes» et il se replongea dans son silence.

«Nous aimons notre peuple et notre patrie, leur répondis-je. Nous n'avons jamais voulu que nos compatriotes soient massacrés et leurs maisons brûlées, au contraire, ce que nous voulons, c'est que notre pays soit libre, notre peuple souverain et maître chez lui. Mais nous n'y arriverons pas en restant les bras croisés ni en attendant de prendre la «citadelle de l'intérieur», comme vous le pensez. C'est seulement par la lutte qu'on peut conquérir la liberté et le bonheur du peuple. Voilà pourquoi nous avons décidé de contre-attaquer ceux qui nous ont attaqués et ont ravi notre liberté et la souveraineté de la patrie, nous voulons les chasser et libérer le peuple.

— Et nous, monsieur Hoxha, vous croyez que nous ne souhaitons pas cela ? me demanda Skëndo Pojani.

— La «tactique» que vous préconisez prouve que tel n'est pas le but de votre stratégie.

— Et pourquoi donc, mon garçon, intervint Vehip Runa, notre stratégie ne viserait-elle pas la libération de l'Albanie ?

— Excusez-moi de m'exprimer en termes un peu durs, fis-je, mais votre formule «plus fait douceur que violence», votre tactique qui consiste à «prendre la citadelle de l'intérieur» sans coup férir, tendent à nous faire croire qu'au lieu de vous soucier du sort de la patrie et du peuple, vous ne pensez qu'à vous emparer du pouvoir une fois le fascisme vaincu et à disposer de l'Albanie comme bon vous semble.»

Il y eut un instant de silence, troublé par les petits coups de fourchette que Skëndo donnait sur son assiette, jusqu'au moment où Vehip l'immobilisa d'un regard noir.

«Ecoute bien, jeune homme, me dit Vehip d'une voix où la douceur cédait la place à la menace. Nous savons ce qu'est la démocratie et nous avons combattu pour elle. Tu étais encore un gosse lorsque Bahri, le mollah Halil et moi-même nous votions pour l'«Opinga», nous avons toujours été des démocrates.

— Oui, j'étais peut-être jeune en ce temps-là, monsieur Runa, lui dis-je, mais maintenant je ne le suis plus et, quant à votre «démocratie», notre peuple, tout comme moi, son fils, nous l'avons éprouvée à nos dépens sous le régime de Zogu comme nous l'éprouvons maintenant sous le fascisme.

— Oui, c'est vrai, intervint Bahri, sur ce point seulement je suis d'accord avec toi, Enver, la démocratie n'a pas existé sous le régime de Zogu pas plus qu'elle n'existe aujourd'hui sous le fascisme !

— Alors, répliquai-je, soyez conséquents, cessez de collaborer avec les fascistes, comme vous avez refusé de le faire avec le régime de Zogu.»

Je fixai mon regard sur Vehip Runa, ancien préfet de Zogu. Mais celui-ci, feignant de ne pas avoir saisi mon allusion, baissa la tête et piqua sa fourchette dans une boulette de viande.

«Et puis, repris-je, vous ne devez pas oublier que le peuple veut se battre et que l'on ne peut, en invoquant des raisons tactiques, freiner longtemps ses aspirations à la liberté. C'est pour cela que nous devons nous unir et combattre ensemble, car, unis, organisés, nous réduirons nos pertes et connaîtrons plus vite la liberté.

— Monsieur Hoxha, dit Vehip en relevant la tête, nous connaissons le peuple mieux que vous et lui aussi nous connaît mieux. Ce que vous dites n'est pas tout à fait exact. Je ne vous parlerai que de la Labërie dont j'ai foulé

chaque pouce du sol. Zenel Gjoleka et moi y sommes allés, et le peuple lui-même nous a dit d'attendre, car nous n'avons pas d'armes et les Italiens brûleront nos foyers si nous ouvrons le feu contre eux.

— Je ne suis d'accord ni avec vous, monsieur Runa, ni avec ce Zenel Gjoleka, lui répliquai-je, car il fait le contraire de ce que le brave des braves Zenel Gjoleka de Labërie fit jadis contre les occupants ottomans. La Labërie, nous la connaissons bien aussi, et peut-être mieux que vous, parce que nous y connaissons le peuple et les vrais patriotes. Le peuple y bout de colère contre l'ennemi, les hommes veulent se battre et ils se battent déjà. Bien entendu, quelques riches comme les Shuko Qane, Bilal Nivica et Hasan Zagari [*En albanais : laquais.*], eux, ne veulent pas se battre ou, pire encore, ils se battent contre le peuple de cette région héroïque qui restera fidèle à ses traditions.

— A qui parlez-vous de ces traditions, monsieur Hoxha ? me demanda Vehip avec une pointe d'ironie. Nous sommes originaires de Labërie et ces traditions sont les nôtres; c'est à nous qu'il appartient de parler de Gjoleka, de Çelo Picari et d'autres patriotes.

— Et nous, qu'est-ce que nous sommes ? lui demandai-je, d'un ton irrité. Des Italiens ou leurs collaborateurs ? Les traditions héroïques de Gjolek le Lab et de tous les héros du pays, de tous les temps, appartiennent au peuple. Nous sommes les fils de ce peuple héroïque, nous avons le droit d'être fiers de ces héros et le devoir de suivre leur voie. Mais retenez bien ceci : si Gjolek le Lab et Çelo Picari sont célèbres c'est parce qu'ils se sont illustrés par leur bravoure, en luttant contre l'occupant, avec le soutien du peuple. Vous avez entendu, je crois, comment le peuple chante l'héroïsme de ces patriotes, comment il porte aux nues les hommes simples mais valeureux, issus de son sein. Ce peuple qui a toujours considéré la liberté comme le bien le plus sacré, qui a toujours eu le courage dans le sang, ne peut être de votre avis. Vos prétentions nous font du tort. C'est à nous et pas à vous que l'histoire donne raison.

— Mais personne ne vous suit dans la Labërie, monsieur Hoxha, à part quelques jeunes gens que nul ne connaît.

— Je crois que vous avez entendu parler de Balil Nesha, lui répondis-je. Personne ne le connaissait, lui, mais il s'est battu contre les hordes turques et il est devenu si célèbre que le peuple l'a immortalisé dans ses chants», et je leur citai quelques vers populaires :

*A Kuç, Kallarar et Bolène,
Tous, Balil en tête, se dressent,
Et livrent bataille au bord de la rivière.
Et la triste nouvelle va de porte en porte
Balil, le bon Balil, est mort.*

«Ce sont des camarades de cette trempe-là, poursuivis-je, que nous avons dans la Labërie, puisque vous avez mentionné cette région. Ils se battent et si vous persistez Sans votre «tactique», votre influence là-bas, qui vous semble prépondérante, va vite disparaître. Pour ne pas aller plus loin, votre frère en personne, monsieur Runa, est avec nous et non pas avec vous. Il se bat déjà contre l'occupant. J'ai entendu parler de votre courage et je sais que vous avez de l'influence dans la Labërie, mais il serait bon que vous les mettiez au service de la Lutte pour la libération de la patrie.» Et pour clore l'entretien, j'ajoutai :

«Monsieur Runa, renoncez à la voie où vous vous êtes engagés, elle est erronée, ne vous enfoncez pas davantage dans l'abîme, ralliez-vous à notre lutte populaire et mettez vous au service de la grande cause de la libération !»

Il me répondit :

«A notre manière, nous luttons aussi, pour la libération de l'Albanie, mais nous n'avons pas les mêmes vues.

— Vous avez le droit de vous en tenir à vos idées, lui répondis-je d'un ton sec. Mais je vous le répète : le peuple et l'histoire ne vous pardonneront jamais ce que vous faites. Je vous ai prévenus. Je vois que vous nous sous-estimez, mais nous ne mesurons pas notre valeur à votre aune ni à vos considérations. Le peuple est avec nous, il nous aime et nous soutient ; sans lui et sans nous, vous irez de défaite en défaite».

Cela dit, je me levai pour sortir, mettant un terme à la rencontre avec Vehip Runa qui nous était hostile et le resta, car il aida l'occupant jusqu'au bout, jusqu'à ce que le peuple lui eût infligé le châtement qu'il méritait.

Lors de nos entretiens avec ces gens-là nous étions frappés entre autres par leur confiance absurde dans l'«autorité» qu'ils croyaient avoir auprès du peuple. Cette confiance de mégalomanes en leur propre «valeur» était certainement due au fait qu'ils ignoraient le peuple et l'évolution qu'il avait connue dans sa conception du monde, sa psychologie et sa conscience politique. Ils s'imaginaient que, parce qu'ils avaient été des «députés» et avaient «travaillé» dans l'émigration, ils jouissaient encore d'une réputation d'hommes politiques anti-zogistes, de «démocrates purs» et que, par conséquent, ils avaient conservé un certain prestige. Ils avaient même partagé entre eux leurs sphères d'influence. Kole Tromara, étant originaire de Korçe, croyait que toute la région le suivrait, et qu'il lui suffirait de lancer un appel pour qu'elle se dresse «à l'instant» derrière lui (!).

Ali bey, non content de l'«autorité» qu'il exerçait à Këlcyra et dans la Dangëlli, se targuait de son influence auprès de tous les «démocrates» du pays. Il croyait même avoir toute la paysannerie pour lui, bien qu'il fût le rejeton d'une famille de beys extrêmement barbares, coupables, entre autres crimes, d'avoir jeté dans la Vjose des paysans du haut de la falaise où se dressait leur manoir. Apparemment, Ali bey croyait que ces détails de l'histoire de sa famille, ainsi que le fait qu'il était gendre des Vrioni, rehaussaient son autorité et il était persuadé que la paysannerie suivrait cette sorte de démocrate! Et les autres à l'avenant. Qazim Koculi, «le héros de Vlore» croyait pouvoir rassembler autour de lui le peuple de cette région quand il le voudrait, Sejfi Vllamasi, lui, serait le digne successeur de Zylyftar Poda [*Commandant d'une guérilla d'insurgés albanais sous l'occupation ottomane du pays.*] à Kolonje, tandis que Rexhep Mitrovica croyait incarner la Kosove même, que cette engeance prétendait avoir à cœur.

Mais l'histoire a montré que les titres et le pouvoir qu'ils s'attribuaient n'étaient que chimères, car le peuple, loin de les suivre, les balaya et les jeta à la poubelle.

Certains d'entre eux ne prenaient même pas la peine de camoufler leurs desseins et les véritables intérêts qui les liaient à l'occupant italien. Ceux-là avaient un ton menaçant et agressif même au cours de nos débats, car ils considéraient nos efforts et notre lutte comme un danger direct pour leurs postes et leurs profits.

Reiz Selfo, un gros commerçant de Gjirokastrë, me parlait un jour des «bienfaits» dont l'Italie fasciste avait comblé l'Albanie. Bien entendu, il versa quelques larmes de crocodile sur la «liberté perdue», sur notre «malheureux pays», mais le fond de son discours c'était que «ce mal a aussi ses bons côtés : des emplois nouveaux sont créés, le marché regorge de marchandises, les écoles albanaises ne sont pas fermées» et d'autres propos de ce genre.

Naturellement, je réfutai sa «thèse» en soulignant que l'ennemi avait occupé notre patrie, qu'il nous avait asservis, qu'il emprisonnait nos hommes, colonisait notre pays et l'exploitait aussi économiquement.

«Qui est pour l'occupation du pays par les étrangers est un traître, lui dis-je. Les avantages et les bienfaits dont tu nous parles, Reiz, vont aux collaborateurs du fascisme. Vous oui, les gros commerçants, vous réalisez des profits fabuleux, alors que le peuple moule des rachis de maïs pour se nourrir et qu'il est frappé par les balles de l'ennemi. Pourquoi ton ami Qemal Vrioni se plaindrait-il des Italiens du moment qu'il tire de gros bénéfices de la vente des terres de son pays aux sociétés agricoles italiennes ? Vous autres, gros commerçants, vous vivez comme des rois après avoir ruiné les petits commerçants. Regarde l'émeraude que tu portes au doigt (il portait une bague sûrement de très haut prix). Vous êtes les amis de Jacomoni et de Shuk Gurakuqi, le ministre des Finances, vous vous procurez facilement des licences d'importations qui vous rapportent gros et vous vous dites patriotes. De quel espèce de patriotisme s'agit-il ?»

Bahri Omari, chez qui avait lieu cette rencontre, sortit un moment de son mutisme pour dire :

«Reiz, laisse tomber cette discussion.

— Non, fit Reiz, je ne vais pas me taire et laisser ces rouges, ces loqueteux, se vanter de leur patriotisme comme s'ils allaient édifier l'Albanie.

— Oui, c'est nous, les rouges avec le peuple, qui l'édifierons, lui répliquai-je, et le peuple sera avec nous.

— Nous ne laisserons jamais votre graine germer sur notre sol, dit Reiz Selfo, en colère.

— Souviens-toi bien de ces mots, Reiz Selfo, dis-je, parce que moi, je ne les oublierai pas. Demain, lorsque le peuple sera au pouvoir, tu ne tiendras plus ce langage et tu rempliras ton pantalon», et je m'excusai aussitôt auprès de Bahri de l'expression que j'avais employée.

Bahri Omari nous supplia encore de clore ce débat. Reiz ferma le bec, je me levai et m'en allai. Je ne sais si le commerçant traître Reiz Selfo s'est souvenu de mes paroles, mais quand le pouvoir populaire confisqua ses biens et, plus tard, quand le tribunal du peuple le condamna à la peine capitale pour ses menées criminelles sous l'occupation nazie-fasciste et après la libération du pays, il apparut que cet ennemi enragé n'avait tiré aucune leçon du sort de ses amis, car il devait se livrer, entre autres, à des actes de terrorisme. Il fut un des organisateurs du groupe de terroristes qui lancèrent une bombe à l'ambassade soviétique à Tirana après la Libération.

Une autre fois, une âpre querelle m'opposa à Abaz Omari, cousin de Bahri, mais aussi le nôtre, car il était le neveu de mon oncle Hysen Hoxha par sa femme. Nous nous connaissions depuis notre enfance et quand nous étions jeunes il venait souvent chez nous. Nous avions à peu près le même âge (peut-être était-il de deux à trois ans mon aîné), lui aussi avait fait ses études secondaires au Lycée de Korçë et poursuivi ses études à Paris. Mais, après y avoir passé quatre ans, entretenu par son père qui était commerçant et propriétaire foncier à Fier, il était rentré sans diplôme et avait exercé pendant quelque temps le métier paternel. Plus tard, ayant épousé une fille richement dotée, il put, avec l'argent de sa femme, retourner en France et y terminer ses études de droit. Rentré en Albanie il exerça la profession d'avocat. Il y avait longtemps que je ne l'avais vu. Un jour, après l'occupation,

je le trouvai chez ma sœur Fahrié. Nous nous donnâmes l'accolade, je le félicitai d'avoir terminé ses études et, après les formules d'usage, nous engageâmes comme d'habitude une discussion sur des problèmes politiques. Je me souvenais que naguère Abaz se déclarait antiféodal, démocrate et homme de gauche. Mais je fus vite détrompé; quand je lui parlai de la nécessité de la lutte et d'autres impératifs urgents, il apparut qu'Abaz était passé de la «gauche» à la «droite», le démocrate était devenu un ardent défenseur des riches, autrement dit, il avait fait peau neuve. Nous nous querellâmes, et qui sait combien cela aurait duré si ma sœur ne s'était interposée. Je ne devais jamais plus revoir cet individu qui deviendrait un chien fidèle d'Ali Bey, membre du «Balli» et collaborateur déclaré de l'occupant allemand.

Je ne m'attarderai plus sur les discussions et les débats que j'eus avec ces gens-là, je tiens cependant à préciser que nos efforts pour les persuader furent vains, ils poursuivirent obstinément leur voie, comme nous la nôtre. Au reste, nous avions déjà perdu trop de temps avec eux et gaspillé notre énergie, notre patience était à bout. De multiples tâches nous attendaient que nous assumerions fort bien sans eux, car nous savions et voyions que le peuple était avec nous. Bien entendu, à l'avenir aussi nous continuerions à nous efforcer de les amener dans la juste voie de la lutte populaire contre le fascisme, mais en étant toujours bien conscients que le sort de notre lutte ne dépendrait pas de leur concours. Ils pouvaient bien rester les bras croisés et philosopher sur leur tactique «de la douceur». Sans tenir compte de leurs «décisions», la lutte avait commencé et s'intensifiait de jour en jour. Les patriotes honnêtes, dans tous les coins de l'Albanie, prenaient les armes. L'essentiel, c'était de voir les masses populaires, les ouvriers et les paysans, notamment les jeunes, se prononcer toujours plus ouvertement en faveur du programme de notre Parti communiste pour la lutte contre l'occupant fasciste.

Ce fut là, en quelque sorte, un travail préparatoire pour la réalisation de notre objectif: la création d'un front de tous les Albanais honnêtes. Naturellement, il allait falloir attendre quelque temps encore, jusqu'au 16 septembre 1942, pour que le Front de libération nationale fut assis sur des bases organisationnelles et politiques plus achevées en tant qu'union combattante des masses, et pour que, sous la direction du Parti communiste d'Albanie, il parvînt à libérer la patrie. Je tiens seulement à indiquer ici l'importance de cette première phase préparatoire où nous jetâmes les fondements du Front, car sans passer par elle, il aurait été impossible de convoquer la Conférence historique de Peza.

3. Vers la Conférence de Peza

Le travail mené dans tout le pays par le Parti pour sa consolidation idéologique, politique et organisationnelle, et pour la mobilisation du peuple dans la lutte, portait déjà ses fruits. On passait du stade des actions politiques et des manifestations à celui, supérieur, de la lutte armée. En particulier, pendant le printemps et l'été 1942, un grand nombre d'unités et de détachements de partisans opéraient dans diverses régions. L'union monolithique du peuple dans la bataille pour la libération nationale sous la direction du Parti devenait ainsi une réalité toujours plus tangible. Le Comité central provisoire suivait de près l'évolution de la situation et de la lutte grandissante. Tenant compte de cette évolution et des vastes perspectives qui s'ouvraient, il aboutit à la conclusion logique qu'il était temps de penser à l'ossature politique de la lutte de libération nationale, parallèlement à son organisation et à son extension.

Conscient du caractère et de l'objectif final de la Lutte de libération nationale, notre Parti comprenait bien que les organes de l'ancien pouvoir, ses formes et son contenu ne seraient plus appropriés ni efficaces. Nous devons mobiliser dans notre lutte les larges masses populaires, et nous ne pouvions nous acquitter de cette tâche avec les anciennes formes de gouvernement du régime de Zogu. Avec sa claire vision des choses, notre Parti était certain que le Mouvement de libération nationale gagnerait en ampleur et en force, que les guérillas, les bataillons et les brigades issus des masses populaires formeraient une véritable armée du peuple insurgé. Mais notre combat ne pouvait être livré uniquement dans les montagnes, et en fait nous le menâmes partout, dans les monts, les villes et les campagnes. Cette guerre devait être et elle fut une guerre populaire à laquelle tous apporteraient leur contribution, le petit pionnier en collant nos tracts et en distribuant notre courrier, la mère en recevant chez elle des partisans et des militants passés dans la clandestinité, le combattant en attaquant l'ennemi l'arme à la main. Il fallait organiser et diriger la lutte dans les arrières même de l'ennemi et cette tâche ne pourrait être confiée aux organes du pouvoir quisling, mais à des organes politiques nouveaux qui devaient sortir de la guerre populaire.

Ainsi, les multiples tâches à accomplir en vue de l'union des masses, de l'organisation et de l'extension de la Lutte de libération nationale de même que les perspectives de développement de la révolution rendirent indispensable de mettre sur pied, dans le cours même de la lutte, un pouvoir nouveau, populaire, qui n'aurait rien de commun avec le pouvoir des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Les formes concrètes d'édification de ce pouvoir devaient être créées graduellement, mais il est une chose que notre Parti vit clairement dès le début: la base sociale du nouveau pouvoir serait constituée par les larges masses populaires.

Chacun sait que les fondements de notre pouvoir populaire furent jetés pendant la lutte avec la mise sur pied des conseils de libération nationale qui constituaient une nouvelle forme de gouvernement considérée par notre Parti comme la plus appropriée au pays.

Selon une vieille tradition qui existait dans nos villages et nos régions, faute d'un pouvoir politique centralisé, les problèmes importants de la vie des campagnes étaient débattus dans des assemblées populaires et les décisions qui y étaient prises avaient force de loi. Cette forme de gouvernement populaire se retrouve dans les grands événements de notre histoire lorsque, à l'initiative de nos éminents patriotes, des assemblées élargies furent convoquées dans le but de défendre la patrie. Telles furent l'Assemblée de Lezhe [*Alliance politique et militaire créée en mars 1444 sous l'égide de Georges Kastriote Skanderbeg pour unir le peuple dans la lutte contre les envahisseurs turcs.*], la Ligue albanaise de Prizren, l'Assemblée de Gërçe [*Convoquée en juin 1911 dans le Nord du pays, afin de demander l'autonomie territoriale et administrative de l'Albanie.*], le Congrès de Lushnje [*Réuni le 28 janvier 1920, il rejeta le Traité secret de Londres de 1915 qui visait le démembrement de l'Albanie ; il réclama l'indépendance complète du pays, proclama le renversement du gouvernement traître de Durrës, où s'étaient introduits des agents albanais à la solde de l'impérialisme italien, et élut le nouveau gouvernement national.*], etc., où le peuple envoya ses représentants pour résoudre les problèmes qui l'assaillaient et défendre ses territoires et sa liberté contre les visées des impérialistes et les convoitises des chauvins.

Nous devons donc faire appel à cette saine tradition populaire, non sans en enrichir bien sûr le fond et la forme conformément aux tâches que posaient la lutte et l'avenir du pays.

C'est au début de février 1942 que le Comité central provisoire donna pour la première fois la directive de créer ces conseils. Je me souviens d'avoir longuement discuté avec les camarades de ce problème, en particulier des attributions de ces organes, mais aussi de la façon dont ils seraient mis sur pied. Il était tout à fait naturel que nous en discutions, car nous manquions tous de l'expérience et des connaissances nécessaires sur les fonctions et les prérogatives des organes du pouvoir. Quoi qu'il en soit, on avança avec précaution dans ce sens, car les fonctions de ces conseils devaient être fixées suivant les besoins de la lutte et les possibilités réelles qui s'offraient à eux à cette époque. L'essentiel, c'est que la directive du Comité central considérait expressément ces organes comme l'embryon du nouveau pouvoir. Pour la première fois dans l'histoire de notre peuple, la lutte de libération s'entrelaçait avec la lutte pour l'instauration d'un pouvoir politique nouveau après la victoire. Le mérite en revient exclusivement à la juste direction marxiste-léniniste de notre Parti grâce à laquelle la Lutte de libération nationale revêtit chez nous le caractère d'une révolution démocratique populaire.

Nous donnâmes aux dirigeants des organisations de base du Parti des instructions particulières pour que ces conseils regroupent tous ceux qui, par la parole comme par les actes, soutenaient la lutte de libération et agissaient en sa faveur, tous ceux qui s'étaient acquis le respect et l'amour du peuple. Au début, ces conseils s'emploieraient à unir les masses dans la lutte contre l'occupant, à envoyer des volontaires aux guérillas de partisans, à exercer le pouvoir judiciaire, à veiller à l'ordre dans les zones libérées et à organiser la propagande ainsi que la collecte d'aides en faveur du Mouvement de libération nationale. On s'attela aussitôt à la tâche et, dans quelques zones libérées, surtout au Sud, les premiers conseils furent mis sur pied.

Tous ces succès que nous obtenions pas à pas, marquaient toujours plus nettement la vie du pays et menaçaient sérieusement «la sécurité» et «la tranquillité» tant vantées par les occupants.

Les communistes et le peuple albanaise se réjouissaient de ces succès et approuvaient la voie juste et sûre dans laquelle s'était engagée la Lutte de libération nationale sous la direction du PCA. Mais le clan des «pères» galonnés de la nation réagit, lui, à sa manière. Le chenil des «patriotes», des «démocrates» des «anti-zogistes» et des «anti-Italiens», tous anticommunistes enragés subventionnés en fait par Jacomoni, fut désorienté et sérieusement troublé par le cours que prenaient les événements.

A leur étonnement et à leur grand effroi, ces «gamins» qu'ils avaient hier encore sous-estimés et gratifiés de toutes sortes d'épithètes, c'étaient justement eux qui prenaient en main la direction de la lutte, gagnaient le peuple à leur cause et le rassemblaient autour d'eux pour réaliser leur programme. «Pire» encore, ils renversaient les organes du pouvoir fasciste et créaient des organes d'un pouvoir nouveau, les conseils de libération nationale ! Tous ces nouveaux facteurs, et surtout la question des conseils, avaient alarmé à l'extrême les «pères» de la nation. Et, si les événements continuaient à suivre le même cours, ils risquaient de se trouver Gros-Jean comme devant. Le moment vint donc où, justement ceux qui jusque-là avaient craché leur fiel sur nous et nous avaient déconsidérés, se virent contraints, par intuition personnelle comme sur l'ordre de Jacomoni, de demander, naturellement avec leur politesse condescendante, à nous rencontrer, nous les «gamins», pour «discuter et trouver un langage commun».

Bien entendu, conformément à la ligne que nous avons définie et à la plate-forme de notre Parti, nous ne refusâmes pas de prendre contact et de discuter avec eux, mais nous étions convaincus, et ce sentiment se renforça, qu'ils ne cherchaient pas à collaborer avec nous pour combattre le fascisme, mais que s'ils désiraient trouver un «langage commun» c'était pour nous détourner de notre voie et nous intégrer dans leur politique capitulaire et collaborationniste !

Un jour, vers le début de l'été 1942, je travaillais dans une de nos bases lorsqu'on vint me dire qu'un camarade voulait me rencontrer parce qu'il avait quelque chose à me communiquer personnellement. Je le connaissais, il était de Korçe, et je dis de le faire entrer. Il vint, nous nous embrassâmes, je lui demandai comment allaient les choses quand il avait quitté Korçe et je m'enquis de mes anciens camarades. Puis il me dit :

«Il y a deux ou trois jours, Fazlli Frashëri est venu me trouver pour me déclarer :

«Je te prie de trouver le moyen d'avertir monsieur «le professeur que monsieur Fazlli Frashëri veut le rencontrer. Je suis prêt à me rendre là où voudra «monsieur le professeur». Je lui ai répondu, poursuivit le camarade, que je ne savais pas où se trouvait le professeur, mais que si par hasard je le rencontrais, je lui transmettrais ce message.

— Le vieux renard !» m'exclamai-je et j'ajoutai :

«Viens me voir demain, je te donnerai une réponse.»

Fazlli bey Frashëri, qui se posait en démocrate, était de ces éléments de la féodalo-bourgeoisie qui, avec cent drapeaux dans leur poche, avaient l'habitude de tourner avec le vent. J'avais entendu parler de lui et je l'avais connu même personnellement quand j'étais à Korçe, surtout pendant les journées où nous cherchions à organiser la résistance à l'occupation italienne. Homme sans scrupules et dénué de principes, il cherchait à rehausser son autorité parmi les intellectuels et la bourgeoisie marchande de la ville, à être en bons termes avec les grands propriétaires terriens, comme Maliq bey Frashëri et beaucoup d'agas de la région, à préserver son influence auprès des politiciens zoguistes et pseudo-démocrates, laquais du tyran. Il passait pour un libéral anti-zoguiste, mais en réalité c'était un zoguiste camouflé. Des rumeurs, dans l'intérêt du régime, couraient dans la ville, comme quoi Zogu le convoquait de temps à autre dans son palais pour le consulter.

Cette «renommée» était alimentée par ses hommes et ceux du régime qui déclaraient : «A Korçe, Zogu marche sur deux jambes, la jambe musulmane de Fazlli Frashëri et la jambe chrétienne de Koço Kota et de Pandeli Evangjeli». Ces deux derniers étaient des conseillers déclarés de Zogu, ils furent même nommés premiers ministres, tandis que Fazlli se tenait à l'ombre, comme *l'éminence grise* [En français dans le texte.] du roi satrape. A l'époque où je fis sa connaissance à Korçe, il se rendait rarement à Tirana, mais à Korçe il était l'ami de tous les préfets qui allaient et venaient.

Fazlli bey et son frère Qazim, ou Qazka [Déformation de Qazim, qui, en albanais, prend une nuance péjorative.], comme l'appelait le peuple, l'un des plus grands entrepreneurs et commerçants exploités de Korçe, s'étaient bien distribués les rôles. L'influence de Fazlli sur Zogu, Krosi et Koço Kota passait par Qazka, qui recevait les faveurs du régime, bénéficiait d'adjudications, faisait des affaires avec les gros commerçants de Korçe, avec les beys et les agas, tandis que Fazlli bey feignait de ne pas se mêler aux affaires de son frère et prétendait que les questions matérielles ne l'intéressaient pas. Fazlli se posait en idéaliste, en grand politicien, homme de culture et philosophe. Ah, sous cet aspect «il n'avait pas son pareil» !

Chez Qazka, où il habitait, puisqu'il était célibataire, Fazlli ne ménageait pas ses conseils, nouait et dénouait des intrigues avec Tefik Mborja, qui devint, après l'occupation, ministre du parti fasciste «albanais», avec son frère Selim Mborja (gros commerçant, copropriétaire, avec un Italien, d'une brasserie), et avec Petraq Katro, un autre gros commerçant, fasciste de la première heure. Ceux-ci et leur entourage étaient les vrais amis de Fazlli Frashëri, mais ce dernier évitait de s'exposer, de s'adonner au jeu, ou de courir le jupon comme eux. En vieux renard de la bourgeoisie, Fazlli ne fréquentait que rarement les lieux de prédilection des bourgeois dégénérés. Il n'allait qu'au café proche de l'église de Shëngjergj où se réunissaient de vieux patriotes de Korçe comme Gavril Pepo et Idhomené Bratko. Il s'en tenait soigneusement à cette «ligne» soucieux de se gagner un renom de «patriote».

On le voyait tous les après-midi, hiver comme été, déambuler sur l'avenue principale de la ville, presque toujours en train de discuter avec les mêmes professeurs du lycée, surtout avec Stavri Skëndi, qui devint l'un des chefs du «Balli Kombëtar» à Korçe, avec un certain Niko Stralla, avec Vili Jatru, agent des Italiens, qui fut exécuté au nom du peuple par une de nos sections de guérilla urbaine, avec Andonaq Frashëri, agent des Américains et homme dépravé. Voilà quel était son entourage permanent d'«intellectuels» d'élite. On ne le voyait que très rarement en public en compagnie de commerçants, de beys ou d'agas ; quant aux étudiants, aux ouvriers et aux artisans, il était hors de question pour lui de les fréquenter.

Fazlli Frashëri faisait figure de philosophe péripatéticien, non qu'il fût le successeur d'Aristote, car il ne connaissait pas sa philosophie. Fazlli n'avait emprunté au célèbre penseur de l'antiquité que l'habitude d'exposer ses «idées» à ses «disciples» au cours de longues promenades. Lorsqu'ils étaient fatigués de leurs allées et venues comme des raisonnements du maître, les membres de cette école «philosophique» se rendaient au café de Nando où ils s'abattaient, buvaient du thé et mangeaient du cake. Là aussi Fazlli Frashëri continuait «ses cours» et, frottant parfois son visage boutonéux comme s'il étrillait un cheval, il continuait à pérorer et ses disciples

buvaient ses paroles. Stavri Skëndi et Foto Bala, enseignant au lycée, ardent sympathisant du Duce et fasciste de la première heure, étaient les «rossignols» qui chantaient sur le même ton que Fazlli, mais bien entendu après lui. Tous deux étaient les «disciples» de Fazlli, mais peut-être aussi quelque chose de plus. Le premier, Stavri Skëndi, notre ennemi juré, agent des Américains, s'enfuit à la veille de la libération de l'Albanie et s'installa aux Etats-Unis d'où il poursuit sa lutte contre l'Albanie socialiste, alors que Foto Bala fut emprisonné comme agent de l'Italie fasciste. Quant à Dhimiter Bala, son père, lui aussi ennemi actif de notre pouvoir populaire, il fut condamné à mort par nos tribunaux populaires.

J'eus l'occasion, deux ou trois fois tout au plus, de rencontrer Fazlli, quand je me promenais avec mes collègues du lycée sur l'avenue. Nous nous trouvions parfois nez à nez avec lui et il se joignait à nous. Au cours de ces promenades il m'arrivait d'entendre le genre de propos qui s'échangeaient dans son milieu. Lorsque ses «collègues» me le présentèrent, il fit semblant de s'en réjouir. Naturellement, il me connaissait de vue seulement, tandis que nous, du Groupe communiste de Korçe, nous savions ce qu'il avait dans le ventre. Pendant ces courtes allées et venues, j'entendais le bey «philosophe» commenter la «grande» politique de l'Angleterre, de l'Amérique, de l'Allemagne et de l'Italie. Une fois, je l'interrompis :

«Et que pensez-vous, monsieur Frashëri, de la politique de la Russie ? Vous êtes libéral et démocrate, et je sais que vous nous donnerez votre avis sans réserve» et j'appuyai sur les derniers mots que lui-même répétait souvent. Mais ma question eut un effet de surprise sur les autres, ils se regardèrent un moment et attendirent, curieux, de voir comment le «professeur» se tirerait d'embarras. Fazlli fit une pause, se frotta le menton et répondit d'un air grave :

«Nous ne savons pas beaucoup de choses à ce sujet, monsieur Hoxha, parce que les Soviétiques et Staline font une politique fermée et secrète.

— Pourquoi ? lui demandai-je. La politique de Lénine et de Staline a toujours été claire, alors que l'Amérique, l'Angleterre, la France et les autres ont signé des traités et conclu des accords secrets au détriment des peuples, notamment du nôtre. Nous, Albanais, nous savons bien que c'est Lénine qui a rendu publiques leurs menées dans la coulisse. Aujourd'hui, d'après ce que nous entendons dire, toute la bourgeoisie et le fascisme attaquent l'Union soviétique, et ils ont leurs raisons, car ils se rendent compte que la politique soviétique entraînera leur défaite.

— C'est votre opinion, me dit Fazlli, mais pas la nôtre. Nous sommes des démocrates, nous ne sommes pas des extrémistes.

— Je le vois bien», lui répondis-je d'un ton ironique et je me tus.

Fazlli bey s'efforça de jouer jusqu'au bout son rôle de «démocrate». Dès que le trotskiste Zaï Fundo eut mis les pieds à Korçe, peu avant l'occupation, les premières personnes avec lesquelles il prit contact furent Fazlli Frashëri, le fasciste Petraq Katro, l'agent des Américains Stavri Skëndi et le pseudo-communiste Koço Tashko. Ce dernier proposa au Groupe communiste de Korçe de collaborer avec Zaï Fundo, mais sa suggestion fut rejetée. Celui-ci était venu en Albanie uniquement pour saper la fondation du Parti communiste et notre lutte contre l'ennemi. Mais il n'y parvint pas. Plus tard, il se rallia aux Anglais et à Gani Kryeziu [*Agent des Anglais.*], et reçut le châtement qu'il méritait.

Voilà quel personnage était Fazlli Frashëri, ce représentant de la bourgeoisie marchande et de cette fraction arrogante de l'intelligentsia de Korçe qui, déjà gravement corrompue, se corrompit encore plus et alla jusqu'à se mettre entièrement au service de nouveaux patrons, les occupants fascistes.

Je consultai donc les camarades, qui connaissaient Fazlli aussi bien que moi, et nous jugeâmes opportun que je le reçoive. Le lendemain je fis appeler le camarade qui m'avait rapporté ses propos, et lui dis :

«Tu vas aller voir Fazlli et tu lui diras : «Le professeur vous attend chez quelqu'un à telle heure». Emmène-le, mais fais-le tourner un peu à travers les ruelles avant de le faire entrer chez les Gabrani».

Les membres de la famille de notre inoubliable camarade Sabaudin Gabrani étaient de mes amis et leur maison abritait l'une de nos bases pendant la Lutte. Le père de Gabrani, un très brave homme, originaire de Libohove, était un ami de mon père. Ses enfants se rallièrent à notre cause et devinrent des militants très actifs de notre jeunesse. Ils se lancèrent tous sans hésitation dans le feu de la lutte de libération. Sabaudin lui-même tomba en martyr tandis que ses sœurs revinrent saines et sauvées de la lutte. Elles sont aujourd'hui des militantes actives du Parti. La mère de Gabrani, elle aussi, était une très brave femme, affable, tranquille, discrète et courageuse. Elle nous recevait chez elle sans manifester la moindre crainte. Ce vieil homme et cette vieille femme comptent parmi des milliers de patriotes qui non seulement ont envoyé leurs enfants servir la cause du Parti et de la Lutte de libération nationale mais qui l'ont servie eux-mêmes. Malgré tout, ils nous répétaient : «Ce que nous faisons n'est rien. Pourvu seulement que vous vous en sortiez sains et saufs». Ces gens simples ne se rendaient pas compte de l'aide précieuse qu'ils apportaient à la lutte de libération.

C'étaient eux le peuple, sans l'appui duquel nous n'aurions pu nous battre, sans lequel, nous, les combattants armés, nous aurions été «comme un poisson hors de l'eau».

Je quittai le camarade que j'avais envoyé chercher Fazlli et me rendis chez mes amis. J'y trouvai le père de Sabaudin qui me reçut comme toujours, avec chaleur.

«Quelqu'un viendra me voir ici sous peu, lui dis-je. Il s'appelle Fazlli Frashëri. Ça ne vous gêne pas ?

— Non, pas du tout, notre maison est aussi la vôtre», me répondit tranquillement le vieil homme et il poursuivit : «Je ne connais Fazlli bey que de nom, mais ouvrez bien l'œil et n'oubliez jamais Myfit Libohova, le bey de nos régions. Il faut toujours se méfier des beys.

— Ne vous en faites pas, lui dis-je, nous le connaissons bien lui et ses semblables, ils sont en effet comme vous le dites, mais nous ouvrirons l'œil et aurons l'esprit en éveil.

— Quand il viendra, ajouta-t-il, je vous apporterai du café et vous m'excuserez d'interrompre votre entretien».

Je le remerciai et j'attendis Fazlli bey. A un moment donné, la porte grinça et je vis entrer dans la cour notre camarade suivi de Fazlli. Je lui tendis la main et nous échangeâmes les salutations d'usage avant d'entrer dans une pièce. Une fois assis, Fazlli se frotta le visage et, après s'être enquis de ma santé, il dit d'un air affligé, en hochant la tête :

«Nous vivons des temps difficiles, monsieur le professeur, les étrangers ont occupé notre pays.

— C'est l'œuvre de Zogu et de ses amis, lui dis-je. Après avoir bien dépouillé le peuple, ils ont vendu le pays à l'Italie. Je crois, Fazlli bey, que vous vous souvenez de la réunion organisée à l'époque à la mairie de Korçe ? Lorsque nous avons demandé des armes pour combattre l'occupant, c'est bien votre ami, le préfet Vasjari, qui nous a répondu par des menaces et a posté des troupes sur la route de Kapshtice pour couvrir le passage de Zogu qui s'app préparait à fuir à l'étranger en emportant aussi l'or du peuple, n'est-ce pas ?

— Je m'en souviens, dit Fazlli, mais vous savez que je suis un démocrate, et je veux voir ma patrie libre.

— Alors qu'avez-vous l'intention de faire pour libérer le pays ? lui demandai-je. Nous aimerions beaucoup le savoir, et si nous arrivons à nous entendre, nous passerons l'éponge sur le passé. C'est le présent qui nous préoccupe puisque l'ennemi est dans nos foyers. Chassons-le d'abord avant de régler nos désaccords, car nous en avons, monsieur Frashëri, n'est-ce pas ?

— C'est vrai, monsieur, et je suis moi-même d'avis de centrer notre échange de vues justement sur la situation présente.

— Je vous écoute, monsieur Frashëri», lui dis-je, tout en me demandant ce qu'il allait me débiter. Il commença alors à m'exposer son analyse de la situation internationale. Il mit d'abord l'accent sur la puissance et la cruauté des fascistes italiens, il évoqua la montée d'Hitler, son attaque contre l'Union soviétique, s'exprima en termes dithyrambiques sur la puissance de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique, sans pour autant oublier de rappeler «la force des Soviétiques qui se battent», comme il le dit lui-même.

Après cette tirade d'une bonne demi-heure, satisfait de son analyse de la situation, il en vint enfin au but de sa mission:

«Compte tenu de tout cela, poursuivit-il, nous considérons que l'heure est grave, car, étant un petit pays, nous avons au-dessus de notre tête de grandes puissances qui nous écraseraient si nous tentions de dire le moindre mot.

— Autrement dit, monsieur Frashëri, dis-je avec impatience, nous, les petits, nous devons rester muets ?!

— Non, se hâta-t-il de répondre, il va de soi que nous devons nous battre, car sans lutte on ne parvient à rien, et jusque-là je suis de votre avis. Mais, comme nous sommes un petit pays, nous devons, et c'est très important, savoir mener une politique intelligente. La politique, monsieur, et Fazlli éleva la voix en prenant un ton magistral, se frottant à son habitude le visage, revêt actuellement pour nous une grande importance. Avec l'Italie nous devons adopter une politique astucieuse, rusée, nous devons endormir sa méfiance pour ensuite avancer petit à petit nos revendications de façon à «attiser le feu sans se brûler les doigts» comme le dit aussi Mithat bey, notre illustre patriote.

— Ah bon, vous parlez aussi au nom de Mithat bey ? lui demandai-je.

— Bien sûr, fit-il, au nom de Mithat bey et de beaucoup d'autres.

— Continuez, s'il vous plaît, lui dis-je.

— Voilà, excusez-moi, mais je vous parlerai franchement. Vous êtes communistes, et nous ne le sommes pas; vous avez formé un parti, nous n'en avons pas et nous ne sommes pas pour la création d'un parti à nous; vous êtes en train de mener une vaste propagande parmi le peuple pour le dresser tout de suite dans la lutte, nous avons une autre tactique ; vous posez aussi des jalons pour la prise du pouvoir, quant à nous, nous imaginons différemment l'avenir. Nous n'approuvons pas tout ce que vous faites, mais c'est votre affaire. Je vous prierais toutefois, monsieur Hoxha, de bien me comprendre : il nous semble que vous vous êtes trop mis à couteaux tirés avec les Italiens. Vous les tuez, mais eux aussi ils tuent et emprisonnent nos compatriotes par milliers. Nous, monsieur Hoxha, nous avons à cœur le sort de la jeunesse, la fleur de notre pays. Comment peut-on la laisser massacrer par l'ennemi ? Vous rendez-vous compte du grand tort que cela cause à l'avenir de l'Albanie ? C'est cela qui nous touche, monsieur Hoxha.

— Mais, d'après-vous, que devons-nous faire, monsieur Frashëri ? lui demandai-je, bouillant de colère.

— Voilà, monsieur, nous pensons que pour le moment vous devriez suspendre votre action. Organisons d'abord quelques rencontres entre nous pour mettre au point une politique commune à suivre envers les Italiens, car nous aussi, nous sommes nombreux, et permettez-moi de vous le dire, nous sommes plus âgés et le peuple nous connaît davantage. Ainsi, nous nous mettrons d'accord et le peuple aussi nous approuvera, car nous lui éviterons de se faire massacrer, de voir brûler ses foyers, etc.

— Et Qazka, votre frère, fait-il encore du commerce avec les Italiens ? lui demandai-je.

— Qu'est-ce que le commerce de Qazka a à voir ici ? sursauta Fazlli bey, l'air étonné, mais piqué au vif par ma question.

— Si je vous pose cette question, monsieur Frashëri, lui dis-je en souriant, c'est parce que je voudrais résumer l'analyse politique que vous venez de m'exposer. Faire une politique intelligente et pondérée, signifie pour vous faire du commerce avec l'Italie fasciste, car, par «politique», vous entendez le «commerce de Qazka».

— Qazim, répondit Fazlli, s'occupe de commerce et ne fait pas de politique. Ce sont là deux choses bien distinctes, monsieur.

— Pas aussi distinctes que vous le croyez, lui répliquai-je. Mais si vous n'avez plus rien à ajouter je peux vous dire comment notre Parti considère cette question.

— Je vous en prie, dit Fazlli, j'ai fini.

— Nous, communistes, nous étions sûrs que la fondation de notre Parti serait une balle au cœur des occupants italiens et de leurs amis, qui savent bien quelle grande importance revêt, pour un peuple en lutte, l'existence d'une force dirigeante, et particulièrement, un parti communiste. Mais maintenant nous avons aussi la certitude, pour l'avoir entendu de votre bouche, que vous non plus, qui vous dites nationalistes, vous n'avez pas vu d'un bon œil la fondation de notre Parti, pas plus que la lutte que nous menons pour l'application de son programme qui prévoit la libération du pays. Vous me l'avez dit vous-même, mais vous ne m'avez pas pour autant avancé le moindre argument qui prouve que nous, communistes, avons commis une erreur en fondant notre Parti.

— Nous estimons, monsieur, que le moment n'est pas venu de former des partis. Voilà, vous avez formé votre Parti, nous aussi, nous pouvons former le nôtre, d'autres encore peuvent en former un troisième et ainsi de suite. A quoi cela conduira-t-il, sinon à la division du peuple ? Ne serait-ce pas au détriment de la lutte et au profit de ceux qui veulent du mal à l'Albanie ?

— Non, répliquai-je à Fazlli bey. S'il en était ainsi, les fascistes et leurs amis ne s'inquiéteraient pas autant qu'ils le font. Si nous avons créé notre Parti, c'est justement pour unir le peuple et non pas pour le diviser, et nous y parviendrons à tout prix, car notre programme a l'approbation du peuple. Mais vous, monsieur Frashëri, qui nous reprochez à nous, communistes, d'avoir formé un parti, vous ne m'avez pas encore dit si vous êtes pour ou contre le parti fasciste «albanais» créé par vos amis !»

Fazlli se gratta la joue et répondit : «Nous y sommes aussi hostiles.

— Vous l'êtes seulement en paroles, lui dis-je, car tous vos amis se sont hâtés de s'y inscrire.

— Il faut bien qu'ils assurent leur pain quotidien, monsieur Hoxha, s'ils refusaient on les mettrait à la porte.

— Vraiment ! Et le peuple, et nous, ses fils, nous ne voulons pas gagner notre pain ? Nous aussi, nous mangeons, mais nous mangeons le pain rassis du peuple et non pas les brioches du fasciste Giro et de ses amis. [*Giovanni Giro, haut fonctionnaire fasciste italien. Spécialiste des affaires albanaises dans les plans du gouvernement fasciste italien pour l'occupation de l'Albanie.*] Vous venez de dire que vous, nationalistes, vous ne voulez pas créer un parti. Pourquoi ? Parce que vous n'êtes pas à même de le faire, parce que vous avez beau vous poser en hommes influents, le peuple ne vous croit ni ne vous suit. En outre, et cela je ne le dis pas à votre seule adresse,

vous ne voulez pas contrarier l'occupant. C'est lui qui ne vous permet pas de créer un parti à vous, et il vous indique un seul chemin, celui de l'adhésion au parti fasciste.

«Un autre motif essentiel de votre refus de fonder un parti c'est que vous n'avez pas l'intention de combattre l'ennemi. Vous lancez des slogans réactionnaires comme «on ne fait pas une bergerie avec des lièvres», «on ne trouve pas deux Albanais capables de s'entendre», etc. Nous autres, nous avons pleinement confiance dans l'unité du peuple, qui n'a jamais hésité à lutter contre les occupants étrangers. Les féodaux, les beys, les marchands et les espions ont toujours cherché à diviser notre peuple. Aujourd'hui encore, ils s'efforcent de jouer le même jeu. Mais désormais le peuple albanais a sa direction dévouée, le Parti communiste. Vous, vous voudriez que le peuple soit privé de direction, qu'il ne se soulève pas contre l'ennemi et ne sache où aller. Or, sachez que sans le parti communiste il n'y a pas de lutte possible, et que sans lutte, il n'y a pas de parti communiste. Monsieur Frashëri, poursuivi-je, notre Parti communiste est pour une lutte à mort contre l'Italie fasciste et ses collaborateurs. Avec les fascistes italiens nous n'employons que nos balles et nos grenades, avec eux il n'est pas question de diplomatie ni de compromis. Nous vous avons appelé tant de fois, vous et vos amis, à rallier vos forces aux nôtres dans la lutte contre le fascisme, mais vous voulez faire de la «politique» avec lui. Nous sommes en désaccord sur cette question essentielle, cardinale. Maintenant nous jugeons nécessaire de vous prévenir : trois voies seulement s'offrent à vous.

«La première, c'est de vous rallier à nous dans la lutte contre l'occupant et les traîtres au pays, et quand je dis vous rallier à nous, j'entends un ralliement sans mensonges ni subterfuges, comme ceux dont vous avez usé jusqu'à maintenant, mais étayé par des faits concrets. C'est une question que vous devez considérer avec sérieux et soyez certains que vous ne réussirez jamais à nous bernier. C'est la voie de l'honneur, la seule voie patriotique que nos pères nous ont appris à suivre.

«La deuxième voie, c'est celle qui consiste à vous croiser les bras, à rester neutres, ni avec nous ni avec les Italiens. Mais ce n'est pas une voie honnête, patriotique et, à l'époque actuelle, alors que le monde entier est en flammes et que notre peuple se bat contre l'ennemi, il est difficile d'adopter une pareille attitude. C'est seulement celle des froussards.

«La troisième voie, c'est celle de la trahison, de la collaboration, camouflée ou déclarée, avec l'occupant, contre le peuple en lutte. Les traîtres ont beau changer de masques, nous les leur arracherons. La force du peuple écrasera impitoyablement la trahison.

«Le Parti communiste d'Albanie a opté pour la première voie et il ne pouvait en être autrement. Vous nous avez proposé de «faire de la politique avec les Italiens». Nous rejetons cette proposition et vous invitons à suivre notre voie, la seule voie digne de patriotes authentiques.

— Vous êtes entêtés et vous ne savez pas faire de la politique, dit Fazlli.

— C'est ce que nous a dit aussi Mithat bey, lui répliquai-je, le lendemain de l'occupation du pays, lorsque je n'étais pas encore passé dans la clandestinité et que je tenais une boutique où je vendais des cigarettes.

— Mithat bey voulait venir vous rencontrer personnellement, dit Fazlli, et il sera contrarié quand je lui rapporterai notre conversation.

— Mithat bey a dû être gêné de venir me rencontrer, lui dis-je, d'ailleurs je ne vois pas pourquoi il l'aurait fait, car c'est lui-même qui a coupé les ponts et pas moi. De toute façon, il vous a envoyé et je vous ai reçu, je vous ai écouté; vous-même m'avez écouté et je suis sûr que vous transmettez à Mithat bey tout ce que nous nous sommes dit. Mais, poursuivi-je, je voudrais souligner, et je parle là au nom du Parti communiste, que nous serons avec tous ceux qui suivront la voie de la lutte. La lutte nous unirait même à Lumo Skëndo et à ses compagnons, s'ils s'engageaient dans la lutte contre les Italiens et les traîtres. Je voudrais également, monsieur Frashëri, ajouter quelque chose sur ce que vous m'avez dit tout à l'heure, à propos du peuple qui serait avec vous, puisque «c'est vous et pas nous qu'il connaît et écoute». *Primo*, c'est votre opinion, mais pas la nôtre. *Secundo*, et c'est le plus important, sachez bien que vous vous trompez. Qui plus est, si vous avez demandé à me voir, c'est parce que vous voyez bien que le peuple est et sera tout entier avec nous, avec le Parti communiste d'Albanie. Il ne vous restera que les beys dégénérés, les agas, les commerçants sanguinaires, les espions et les traîtres. Voilà quelle est et quelle sera votre «armée», si vous vous obstinez à suivre la même voie. Ne prenez pas mes propos pour une menace. Considérez-les plutôt comme une perche qui vous est tendue pour la dernière fois. Rendez-vous bien compte de votre situation: ce n'est pas nous qui avons besoin de vous, c'est vous qui avez besoin de nous, car le peuple, le bon droit et la force sont de notre côté.

«Vous m'avez dit, monsieur Frashëri, que notre jeunesse sera décimée et le pays mis à feu et à sang. Mais sachez que toute lutte de libération a ses martyrs et ses héros. Il se peut que notre pays soit brûlé, mais le peuple et la jeunesse, eux, ne seront pas anéantis, c'est les fascistes qui le seront. De cette guerre, le peuple et la jeunesse sortiront trempés comme l'acier, ils seront solides comme le silex qui fait jaillir des étincelles. Le Parti et la lutte

les aguerriront et leur apprendront à ne pas se laisser duper par des gens qui ont cent drapeaux dans leur poche. Le peuple prendra lui-même le pouvoir et l'on verra se réaliser ce que Naïm Frashëri a dit de l'Albanie: «Heureux qui vivra, «pour la voir maîtresse chez elle».

«Voilà notre réponse, monsieur Frashëri, Je regrette que cette discussion ait été un peu vive, mais elle a au moins l'avantage d'avoir été franche. Réfléchissez à nos propositions et je souhaite que nous puissions nous revoir dans la lutte contre les occupants.»

Je me levai pour lui donner à entendre que je n'avais plus rien à lui dire. Nous nous séparâmes et je ne le revis jamais plus.

Une fois Fazlli parti, le maître de maison entra dans la pièce. Lisant une certaine lassitude sur mes traits, il me mit la main sur l'épaule pour me dire, en me montrant les tasses sur la table :

«Le café que tu as pris avec le bey ne compte pas. Prenons-en un autre ensemble, tu verras que ça ira mieux.

— D'accord», répondis-je au bon vieillard. Et nous fîmes un brin de conversation. Quand je me levai pour partir, j'avais oublié et le bey politicien et toute sa sale engeance.

Cette rencontre que les éléments pseudo-patriotes avaient sollicitée avec les représentants du Parti communiste ne fut ni la première ni la dernière pendant cette période. Comme je l'ai dit, les politiciens de café qui faisaient le jeu du fascisme étaient effrayés par la montée de notre force parmi le peuple, et ils devaient continuer de faire tout leur possible pour nous détourner de la voie où nous nous étions engagés. Dans ce «souci» de «s'entendre» avec les communistes, nous discernions un autre indice du rôle et de l'autorité accrus de notre Parti. Toutefois, prudents et conséquents dans la ligne que nous nous étions tracée, nous continuerions de les recevoir et de leur donner la réponse qu'ils méritaient.

Dans le même temps, nous poursuivions avec ardeur notre travail pour élargir et renforcer nos liens avec les larges masses citadines et rurales, avec des intellectuels et des patriotes de tous âges, et à dire vrai, c'est dans ce «secteur de travail», le plus important, que nous obtenions les plus grands succès.

En ce qui me concerne, parmi les nombreuses personnes avec lesquelles je me liai d'amitié pendant cette période, je garderai un souvenir inoubliable de la figure d'un ancien instituteur, toujours animé d'un ardent patriotisme et d'une haine implacable contre les féodaux, les traîtres et les envahisseurs. Je l'avais vu et avais appris certaines choses sur sa vie passée lorsque j'avais été enseignant au lycée de Tirana.

Je prenais un jour un café dans un petit bar proche du Vieux marché de la capitale, en compagnie d'un de mes collègues, lui aussi enseignant au lycée, lorsqu'un homme d'un certain âge, petit de taille, portant un costume bleu élimé et un chapeau mou d'une couleur incertaine, passa près de nous. Il salua mon ami, qui se leva et le salua à son tour très respectueusement; je fis machinalement le même geste. Dès qu'il se fut éloigné, je demandai à mon collègue : «Qui était-ce ?

— Tu ne le connais pas ? fit-il. C'est Xhafa Zelka, un instituteur patriote de l'école albanaise de Tirana. On l'appelait «Xhafa le Rebelle», car il a été «secrétaire» et compagnon d'armes de Haxhi Qamil.» [*Dirigeant de l'insurrection de la paysannerie en Albanie centrale (1914-1915), qui avait un caractère démocratique, antiféodal et anti-impérialiste.*]

Curieux d'en savoir davantage sur ce Xhafa Zelka, surnommé «Xhafa le Rebelle», je dis à mon collègue :

«C'est intéressant, dis-moi ce que tu sais de lui, et si tu peux, je voudrais que tu me fasses faire sa connaissance un de ces jours.»

Mon collègue, qui était assez renseigné sur la vie simple, le combat et les épreuves de Xhafa, m'apprit que celui-ci était un ennemi des féodaux, qu'il avait combattu contre les Toptani et Verlaci [*L'un des plus grands féodaux du pays, agent du fascisme italien, chef du premier gouvernement quisling d'Albanie (1939-1941).*] et que plus tard, en tant que démocrate, il avait soutenu le gouvernement de Noli. Quand Zogu s'empara du pouvoir, Xhafa eut mille tracas, il fut à plusieurs reprises révoqué et réintégré avant d'être définitivement abandonné à son sort.

«Il faut l'entendre raconter lui-même les exploits du père Qamil, me suggéra mon camarade, mais, je vais t'en raconter un, tel que me l'a rapporté Xhafa lui-même :

«Le père Qamil et ses soldats avaient gagné la côte de Shëngjin ; là, prenant la longue-vue qu'il portait sur lui, Qamil, se mit à observer la mer. A l'horizon, il aperçut un gros navire qui s'approchait de la côte. C'était un de ces navires marchands qui fréquentaient les ports de l'Adriatique.

«Xhafa, l'appela le père Qamil, viens ici, prends «une feuille de papier et écris à ce fils de putain de «capitaine qui dirige ce navire de ne pas s'approcher «de la côte albanaise, sans ça, mes canons vont le réduire en miettes au point qu'il ne pourra même pas «servir de nourriture aux poissons.»

«Xhafa avait fixé le père Qamil dans les yeux, mais ayant rencontré son regard sévère, il se hâta d'écrire ce qui venait de lui être dicté. Puis le père Qamil donna l'ordre à trois de ses hommes de monter dans une petite barque qui se trouvait là, et d'aller remettre la lettre au capitaine du navire. «S'ils vous font «prisonniers, leur dit-il, essayez d'en tuer quelques-uns «et faites vos prières, parce que vous serez abattus par «les obus de nos canons, comme nos ennemis. Je ne «peux pas faire autrement, il faut bien défendre ce «peuple. De toute façon, vous irez au paradis». Mais ils n'y allèrent pas, car ils revinrent sains et saufs, tandis que le bateau fit machine arrière et alla se perdre à l'horizon.

«Voilà une histoire que m'a racontée Xhafa, mais il doit en connaître beaucoup d'autres, conclut mon collègue.

— Toi, tu n'en connais pas d'autres ? lui demandai-je. Je m'intéresse beaucoup au mouvement des «rebelles», surtout au soulèvement de la paysannerie de l'Albanie centrale.

— Si tu veux en savoir plus, me proposa-t-il, tu n'as qu'à interroger Xhafa. Je te le présenterai un de ces jours, mais ne crois pas que dès que tu auras fait sa connaissance il se mettra à te raconter une de ces histoires, il faudra d'abord gagner sa confiance, sinon il ne dit mot.»

Le temps passait, mais mon collègue n'eut pas l'occasion de me présenter Xhafa Zelka, et moi-même, chaque fois qu'il m'arrivait de le croiser dans la rue de Dibër, je le saluais respectueusement, mais à haute voix pour attirer son attention.

Il me regardait d'un air étonné, puis répondait à mon salut et continuait sa marche. Malgré mon vif désir de le connaître de près, je n'y parvins pas, car à l'époque je fus transféré à Korçe. Je ne le connus qu'après l'occupation du pays, lorsque je me mis à travailler à la boutique «Flora». Pendant toute cette période, je ne perdais aucune occasion d'apprendre le plus de choses possible sur l'insurrection des paysans de l'Albanie centrale guidés par Haxhi Qamil. Un de nos camarades érudits, Selim Shpuza, me décrivait en détail les phases de cette époque, que les beys, les, féodaux et la bourgeoisie naissante avaient qualifiés d'«époque des rebelles».

Après la libération du pays, j'ai développé dans un écrit (Publié en albanais dans : Enver Hoxha, *Œuvres*, t. 23, pp. 128-175.) mes idées sur cette période importante de l'insurrection paysanne. J'ai essayé d'y analyser, à la lumière de la philosophie marxiste-léniniste, les facteurs objectifs qui provoquèrent ce mouvement et de rejeter, comme non fondées et antiscientifiques, aussi bien les conceptions et les élucubrations dénigrantes propagées sur le mouvement des «rebelles» par les ésadistes [*Tenants de la politique antinationale d'Esat Pacha Toptani.*], les zoguistes et la bourgeoisie usurière qui remplaça les féodaux et exploita encore plus la paysannerie pauvre, que les idées erronées de certains éléments progressistes de l'époque, qui n'arrivaient pas à saisir l'essence de classe et la complexité de ce mouvement.

Mais je reviens à Xhafa Zelka.

Un jour, je l'aperçus à travers la vitrine de ma boutique «Flora». Il s'apprêtait à entrer. Je me mis debout et lui demandai :

«Que désirez-vous, monsieur Zelka ?

— Comment sais-tu mon nom, mon garçon ? me demanda-t-il.

— Les instituteurs vous connaissent et ils ont du respect pour les anciens éducateurs patriotes, comme vous.

— Pourquoi, toi aussi, tu es enseignant, tu n'es donc pas un buraliste ? me demanda-t-il, sans cacher le plaisir que lui causaient mes paroles de respect.

— J'ai été enseignant, mais les occupants m'ont révoqué et maintenant je vends des cigarettes», lui répondis-je.

Il me regarda droit dans les yeux et me demanda : «Peux-tu me vendre une cartouche de paquets de cigarettes ?

— Deux, si vous en voulez, lui répondis-je.

— Je n'ai pas assez d'argent pour m'en acheter deux.

— Nous faisons crédit à nos amis, monsieur Zelka, lui dis-je. Vous me réglerez quand vous aurez de l'argent. Vous avez un magasin ?

— Non, mon fils, je fais le marchand ambulant pour nourrir mes enfants».

Je lui offris trois cartouches, le priai de les prendre et de m'apporter l'argent après qu'il aurait vendu les cigarettes.

Il me regarda de nouveau droit dans les yeux et me dit :

«C'est une faveur que tu me fais là !

— C'est seulement un petit service que l'élève rend à son maître, et c'est si peu de chose qu'il ne vaut même pas la peine de me remercier».

Xhafa Zelka porta sa main à son chapeau, en signe de remerciement, prit les cartouches et me dit: «Au revoir, mon garçon».

Certes, j'avais toujours souhaité me renseigner auprès de lui sur l'insurrection paysanne dirigée par Haxhi Qamil, mais je voulais aussi l'amener à s'engager dans la lutte que nous avions entreprise. Un instituteur et patriote honorable comme lui pouvait être très utile à notre action dans les milieux qu'il connaissait. Sa parole, inspirée par notre lutte, produirait son effet surtout chez les jeunes, qui verraient que cette lutte ravivait même les personnes âgées. La parole et l'exemple d'hommes comme Xhafa Zelka, pourvus d'une riche expérience de vie et de combat, contribueraient à coup sûr à dénoncer aussi les faux patriotes qui croyaient pouvoir vivre à l'ombre de leur «glorieux» passé, mais qui n'avaient pas fait le dixième de ce qu'avait fait Xhafa Zelka. Naturellement, je ne pouvais m'ouvrir à lui dès le premier jour. Je comptais le rapprocher de nous, me comporter avec lui comme il le méritait, de façon que, avec le temps, notre amitié prît un cours naturel.

Quelques jours après, Xhafa Zelka revint m'apporter l'argent qu'il me devait. Je lui avançai trois autres cartouches.

«Alors toujours généreux ? fit Xhafa.

— Non, lui répondis-je, ce n'est plus de la générosité, cette fois, vous venez de payer; tenez, vous avez mis l'argent sur la table.

— Mais comment t'appelles-tu, jeune homme ? me demanda Xhafa, en fixant sur moi ses yeux vifs et attentifs.

— Je m'appelle Enver Hoxha, je suis originaire de Gjirokastër. Voici aussi mon père.»

Mon père, assis sur une chaise, avait suivi silencieux notre conversation. Xhafa se dirigea vers lui et le salua. Mon père, qui était très simple, se mit debout et lui rendit son salut.

«Longue vie à ton fils ! lui dit Xhafa.

— Merci, vous êtes très bon,» répondit mon père, qui, curieux, lui demanda à son tour:

«Et vous, monsieur, d'où êtes-vous, vous avez des enfants ?»

Xhafa lui dit qu'il avait des filles et des garçons, et après avoir pris les cartouches il s'éloigna en nous saluant et en nous remerciant.

Lorsqu'il sortit de ma boutique, mon père me demanda :

«Qui est-ce ? Il a un magasin ?

— Un magasin, le pauvre vieux, il n'a pas un sou. Il était avec Haxhi Qamil quand a été incendié le sérail d'Esat Toptani.

— Vraiment ! fit mon père. Alors, on est quitte, lui a mis le feu au palais d'Esat Toptani, et Avni Rustemi a mis un terme aux forfaits de l'odieux pacha». Puis mon père se tut et se plongea dans ses réflexions.

«Mais où ce vieil homme, demanda-t-il au bout d'un moment, trouve-t-il l'argent pour s'acheter trois cartouches à la fois ?

— Je lui fais crédit, lui expliquai-je.

— Ah, j'ai compris», dit-il.

Lorsque Xhafa revint la fois suivante, ce n'était plus pour chercher des cigarettes. Il passait par là, par hasard, mais je ne le laissai pas repartir tout de suite, je l'invitai à prendre un café. Il ne refusa pas.

«Monsieur Hoxha, me demanda-t-il, vous avez tant de respect pour moi et vous me faites toutes ces faveurs par simple solidarité d'enseignant ?

— C'est en partie vrai, monsieur Zelka, mais c'est aussi et surtout pour l'attachement que vous vouez à la patrie et pour la lutte que vous avez menée pour le bien du peuple qui est dans la misère. Vous ressentez profondément le joug que l'Italie fait peser sur nous et vous pensez sûrement que notre peuple ne le supportera pas et qu'il se dressera pour le secouer. L'esprit de révolte des Albanais ne s'est jamais relâché. Bien sûr, les temps ont changé, l'ennemi est plus féroce, mieux armé, mais est-ce que cela nous fera peur ? Je dis que non, monsieur Zelka. Je ne sais pas ce que vous en pensez, vous, un ancien combattant de la révolte de Haxhi Qamil.»

En sage et honnête homme qu'il était, le patriote Xhafa Zelka réfléchit un peu avant de me répondre :

«Xhafa Zelka n'est plus jeune, monsieur Hoxha, et s'il était jeune, il ne traînerait pas comme il le fait.

— La lutte pour la patrie, monsieur Zelka, lui dis-je, ne connaît pas de limites d'âge. Chacun peut y contribuer», et après l'avoir fixé, j'ajoutai en accentuant mes mots, «et chacun doit œuvrer pour la liberté de la patrie. Voilà pourquoi je regrette de vous avoir entendu dire que vous êtes vieux. Xhafa Zelka ne vieillit pas si facilement, il trouvera un remède pour combattre vieillesse de son corps, car son cœur reste jeune.»

Xhafa but son café en silence, en me lançant, de temps à autre, un regard comme pour lire dans ma pensée. Je jugeai opportun de ne pas pousser plus loin notre entretien ce jour-là. L'esprit de révolte de Xhafa Zelka était tel qu'un rien suffisait pour le faire éclater.

«Ce que tu viens de me dire me donne à réfléchir, affirma Xhafa et, baissant la tête, il ajouta d'une voix qui m'émut : — Au revoir et tous mes vœux, mon garçon !»

J'eus à peine le temps de répondre à son salut et pendant un long moment je le suivis des yeux, qui marchait lentement à sa façon.

Xhafa Zelka était un éminent patriote, un démocrate, il avait le sentiment que l'«aide» que je lui prêtais me pesait. Cet honnête vieillard s'imaginait que je me privais pour lui.

Un autre jour, il revint à ma boutique, et de nouveau je lui demandai :

«Combien de cartouches vous voulez aujourd'hui ?

— Aucune, monsieur Hoxha, me répliqua-t-il.

— Voyons, monsieur Zelka, ne craignez pas de me gêner.

— Ce n'est pas ça, mon garçon, mais je suis fatigué, et je me contenterai d'un café».

Je demandai à Mali, le patron d'un petit café juste à côté, de nous apporter deux cafés. C'était un ami qui nous avertissait chaque fois que des espions venaient dans son petit local pour nous épier. D'un certain âge, il était toujours vêtu à la tiranoise. Lorsqu'il apporta nos cafés, Xhafa, qui le connaissait sans doute, lui dit :

«Mali, veille bien sur mes garçons !

— Ne t'en fais pas, père Xhafa», lui répondit-il. En sirotant son café, Xhafa me dit avec un hochement de tête :

«Je sais ce que tu rumines dans ta tête.

— Moi aussi, je sais ce que vous retournez dans la vôtre», lui répliquai-je en plaisantant.

Nous rîmes tous les deux.

«Ecoute, mon garçon, dit-il, maintenant je ne suis pas en état de vous aider comme je l'aurais voulu, parce que j'ai du mal à marcher. Mais personne ne peut m'empêcher de parler et je ne cesserai d'attaquer ces chiens de fascistes.

— Monsieur Zelka, lui dis-je, la langue entame même le fer, vous vous êtes battu pour les simples gens et vous n'avez pas renoncé à ce combat. Nous ne faisons que suivre votre voie pour le salut de la patrie.

— Vous savez mieux que nous comment combattre l'ennemi et je vous en félicite. Et maintenant écoute-moi. Approche un peu, me dit-il, ajoutant à voix basse: Moi, je ne peux pas devenir communiste, mais je tiens absolument à ce que vous appreniez à mes enfants à le devenir un jour.

— Ils le deviendront sans faute, lui répondis-je. Eux, comme tous les fils du peuple, ils poursuivront dans la voie de leur père, ils profiteront de son expérience, la lutte les aguerrira et le Parti veillera sur eux et les éduquera pour qu'ils deviennent des hommes utiles à la patrie».

En effet, l'un de ses fils devint membre du Parti et bon journaliste, alors que l'une de ses filles, comme me l'a dit Nexhmije [Xhuglini Hoxha], qui avait été dans la même classe qu'elle à l'ancien Institut féminin de Tirana, devint une institutrice active aussi bien pendant les années de la Lutte que plus tard. Les trois autres enfants de Xhafa Zelka, d'après ce que j'en ai entendu dire, sont des gens modestes, des ouvriers honnêtes, selon le vœu de leur père, qui toute sa vie durant lutta pour le peuple pauvre, pour le progrès et la liberté, et qui, après la libération du pays et jusqu'à la fin de ses jours, eut une vieillesse heureuse.

Les patriotes de cette trempe, qui, malgré leur âge avancé, mirent toutes leurs énergies au service de la patrie et du Parti, devinrent, tout comme leurs enfants, des militants, des combattants résolus de la liberté et de l'indépendance du pays, étaient nombreux dans toute l'Albanie. Ainsi, en dépit des manœuvres et des tentatives des pseudo-patriotes, nous poursuivions avec plus d'élan notre travail en vue de mobiliser et d'organiser les masses, de porter ce travail à un niveau supérieur et de l'asseoir sur des bases plus solides.

Dans une réunion que nous organisâmes au mois de juin 1942, à laquelle assistaient Ramadan Çitaku [Baca], Nako Spiru, Koço Tashko, Mustafa Gjinishi et peut-être quelqu'un d'autre aussi dont je ne me souviens plus, alors que nous étions en train de discuter de nos liens avec les éléments nationalistes, je dis aux camarades :

«Notre travail gagne chaque jour en ampleur et notre lutte connaît un nouvel essor. Ne croyez-vous pas que le moment soit venu pour que tout ce mouvement soit organisé et centralisé ?

— Il est déjà organisé, intervint Koço.

— Dans un certain sens, oui, lui répondis-je. Le travail que nous menons en tant que Parti avec les masses, les nationalistes, est organisé et centralisé, car c'est le Comité central provisoire qui le dirige. Mais il nous reste encore à faire dans ce sens, car il y a des camarades qui ne tiennent pas la direction au courant de leurs liaisons, de leurs déplacements et de leurs contacts», et après ces mots je jetai un regard du côté de Mustafa, mais il ne réagit pas. «Je veux dire par là, poursuivis-je, que les larges masses du peuple, les patriotes doivent s'organiser, avoir une direction politique et militaire unique pour que le Front de libération nationale ou le Front populaire, peu importe son appellation, que nous sommes en train de former, prenne corps dans certaines formes organisationnelles qui lui soient propres, qu'il ait ses organes dirigeants qui organiseront le travail de mobilisation du peuple dans la lutte.

— Mais c'est le Parti qui dirige la lutte et les masses, dit à nouveau gravement Koço Tashko.

— C'est là, lui répondis-je calmement, un de nos principes fondamentaux. Le Parti dirigera et le Front et la jeunesse. Mais nous devons avoir en vue qu'à cette lutte ne participeront pas seulement les membres et les sympathisants du Parti. Du point de vue théorique comme du point de vue tactique, il nous faut regrouper les masses dans une organisation combattante dotée d'un programme visant à réunir tous ceux qui veulent se battre.

— Taras [*L'un des pseudonymes du camarade Enver Hoxha pendant la Lutte de libération nationale.*] a raison», dirent Baca et Nako ; quant à Mustafa, il se prononça aussi dans mon sens. Il voyait là une possibilité qui lui était offerte de travailler à ses propres fins et de se soustraire au contrôle du Parti.

«Réunissons-nous et prenons une décision au plus tôt sur cette question, proposa Gjinishi, créons un état-major qui dirigera cette organisation et rendons cette décision publique dans une proclamation.

— Non, dis-je. Nous ne devons pas nous hâter. Nous n'avons que faire d'états-majors et de présidences qui n'existent que sur le papier, personne ne les reconnaîtrait. A mon avis, il faut d'abord convoquer une conférence avec la participation des représentants de notre Parti, en tant qu'unique parti dans le pays, ainsi que de divers patriotes, et c'est là que nous déciderons de la meilleure façon d'agir.

— Je vous ferai venir toute l'Albanie centrale et septentrionale, se vanta Mustafa. Myslim Peza ne me refuse rien, pas plus que...

— Ecoute Mustafa, dis-je pour ramener à la raison Gjinishi exalté par sa «propre influence». C'est au Parti que Myslim ne refuse jamais rien, car c'est avec lui qu'il s'est lié, et non pas avec toi ni avec personne d'autre. Cependant, ce que je viens d'avancer n'est qu'une idée à moi dont nous discuterons et, en dernière analyse, c'est le Comité central qui décidera».

En fait, c'était une idée qui me martelait depuis longtemps la cervelle et dont j'avais fait part, sous une forme ou une autre, à certains de mes camarades. J'étais convaincu, et le temps le démontrait, qu'après avoir déployé son activité pendant six ou sept mois, notre Parti communiste se devait de prendre des initiatives concrètes afin de consacrer l'union du peuple albanais sur les plans aussi bien politique qu'organisationnel. Je discutai également de ce problème avec d'autres camarades que je rencontrai ces jours-là et nous décidâmes de le traiter plus amplement à une prochaine réunion régulière du Comité central, où seraient définies les mesures à prendre en vue de fixer l'ordre du jour de la conférence en question, ainsi que la date et le lieu de sa tenue.

Aussitôt après, nous donnâmes pour instruction aux camarades de considérer leurs contacts avec les nationalistes et d'autres éléments, et leur travail auprès d'eux, en fonction aussi de l'idée qui se cristallisait dans l'esprit des dirigeants de notre Parti, à savoir la nécessité de convoquer une conférence où seraient jetés les fondements politiques de l'union du peuple albanais dans la lutte contre le fascisme. Nous recommandâmes en particulier à nos camarades en province de recueillir, d'étudier et de nous envoyer des renseignements sur les éléments susceptibles de participer à cette conférence.

Nombre de ces éléments ne nous inspiraient pas confiance, mais nous nous efforcions pourtant de les convaincre de la justesse de notre cause, car notre objectif était d'organiser une vaste conférence, où seraient représentées toutes les couches et les forces politiques prêtes à se battre. Il était important que les organes émanant de cette conférence aient une base représentative aussi large que possible et que leurs décisions aient force de loi. Nous assumâmes donc cette nouvelle tâche et moi aussi, comme tous les camarades, je m'engageai directement à contribuer à sa réalisation.

A cette fin, je me rendis à Peza pour y rencontrer le père Myslim.

Comme en toute autre occasion, Myslim se déclara favorable et prêt à participer à cette conférence proposée par le Parti communiste. Qui plus est, grâce à ses relations et à ses connaissances et aussi au crédit qu'il avait parmi divers éléments nationalistes, il nous aida à multiplier nos liens avec beaucoup de gens. A ma demande, Myslim me recommanda quelques personnes que nous pourrions inviter à la conférence et se montra disposé, une fois que nous aurions arrêté notre choix, à les contacter et à leur en parler lui-même, si toutefois nous le chargions de cette mission. Parmi ceux qu'il me cita, les premiers furent Haxhi Lleshi et Mustafa Xhani, qui s'étaient depuis longtemps prononcés en faveur du programme du Parti. Je demandai donc à Myslim de nous mettre en contact avec eux et, si possible, de les faire venir à l'avance à Peza pour que nous puissions les rencontrer.

Peu de temps après mon entretien avec Myslim, il m'envoya un message où il m'annonçait l'arrivée de Haxhi Lleshi à Peza. Le lendemain ou le surlendemain, je partis pour Peza et je gagnai la maison de Myslim où Haxhi Lleshi logeait ces jours-là.

Je donnai l'accolade à Haxhi ainsi qu'à Mustafa Kaçaçi, qui était venu à Peza avec lui. Haxhi, bien qu'encore jeune, faisait plus que son âge à cause de la vie dure et pleine de tracas qu'il avait menée. Petit de taille, il portait une veste en cuir sous laquelle on devinait un corps vigoureux. Son parler calme et pondéré me fit une bonne impression.

Je lui dis que Myslim et d'autres camarades m'avaient mis au courant de l'activité qu'il avait déployée pour le bien du peuple, tant contre le régime de Zogu que contre les occupants italiens. Je lui parlai plus longuement du programme du Parti, de l'organisation de notre lutte qui devait aboutir à l'insurrection générale du peuple albanais tout entier, des efforts que nous avons faits jusque-là pour atteindre nos objectifs, des succès que nous avons obtenus et des lacunes de notre travail dans certains domaines, en soulignant que le Parti souhaitait consolider son travail surtout dans le Nord du pays, et cela en fondant son action sur le peuple et les patriotes honnêtes de ces régions-là. Au fil de la conversation, j'évoquai aussi l'idée de la convocation d'une large conférence des représentants du peuple albanais et je voulus savoir ce qu'il en pensait.

Haxhi m'écoutait attentivement répondant aux questions que je lui posais de temps à autre. Comme je m'y attendais, dans ses réponses il se prononça une fois de plus en faveur du programme du Parti pour une lutte à outrance contre l'ennemi et soutint l'idée de la tenue d'une conférence appelée à réaliser l'union du peuple albanais dans la lutte.

Comme je lui demandai de me brosser un tableau de la situation à Dibër, il me parla des diverses tendances qui y existaient, soulignant le fait qu'en dépit de l'activité de sape des notables et des *bayraktars*, le peuple de Dibër ne tarderait pas à s'engager dans une lutte armée organisée. L'analyse que Haxhi Lleshi fit de la situation ainsi que les renseignements précis qu'il me fournit, nous furent d'une grande utilité dans le travail que nous devons mener par la suite. Je lui demandai, entre autres, de nous recommander des éléments nationalistes parmi ceux qu'il connaissait, pour que nous puissions établir des liens avec eux et les engager, eux aussi, dans notre lutte.

Haxhi Lleshi m'en cita quelques-uns, mettant surtout l'accent sur Mustafa Xhani.

«Nous le connaissons, lui dis-je, nos camarades sont entrés en contact avec lui et je me réjouis que toi aussi, tu aies une bonne opinion de lui.

— Et que penses-tu de Bazi i Canes [Abaz Kupi] ? lui demanda Myslim, qui jusque-là n'avait rien dit, se contentant de suivre notre conversation.

— En fait, dis-je à Haxhi, nous savons qu'Abaz Kupi est un ancien officier de Zogu et qu'il garde encore ses sentiments zoguistes, mais on dit aussi qu'il est au nombre de ceux qui veulent combattre.

— Avant de venir à Peza, dit Haxhi après un instant de réflexion, je suis passé par Kruje. J'y ai rencontré Bazi. Je suis un peu son ami, car au moment de l'occupation, je l'ai hébergé quelques semaines, lui, sa famille et certains de ses amis. Quand je lui ai parlé de l'occupation du pays, il s'est prononcé contre, il a dit du mal de Merlika et de Jacomoni ; j'ai voulu savoir aussi ce qu'il pensait d'une lutte organisée contre l'occupant. [*Mustafa Merlika (Kruja), ancien agent du fascisme italien, premier ministre du gouvernement quisling depuis décembre 1941 jusqu'en janvier 1943.*] Il m'a répondu : «C'est trop tôt Haxhi, les Italiens ont tous les atouts en main. Ils nous «écraseront». Bref, dit Haxhi, il m'a paru ne pas y être tellement disposé.»

Je m'entretins longuement avec Haxhi et Myslim, et après avoir passé une nuit à Çikallesh, chez Arif Xhafa et Qerim Shima, paysans patriotes et amis de Myslim, je partis le lendemain matin pour Tirana. Le même jour, Haxhi et Kaçaçi, sur notre recommandation, se mirent en route pour Martanesh, où ils devaient prendre contact avec Baba Faja et lui soumettre l'idée du Parti communiste sur l'organisation d'une conférence. Après avoir écouté attentivement Haxhi Lleshi, Baba Faja, ayant relevé le bord d'une peau de mouton sur laquelle il s'était assis, avait découvert une arme à feu et dit :

«Vous n'êtes pas seuls à avoir pris les armes pour combattre l'étranger. Moi non plus, je ne peux pas supporter le joug que Zogu nous a apporté en vendant notre pays à l'Italie. Toute la région de Martanesh et moi, sommes avec vous.»

Le patriote qu'était Baba Faja ne devait pas être le seul homme de religion à faire cause commune avec nous pendant la guerre. Plus tard, d'autres aussi s'engagèrent corps et âme dans la Lutte de libération nationale et se battirent les armes à la main. L'action de Baba Faja eut un grand effet de propagande parmi le peuple, car elle montrait que les convictions religieuses sont une chose et l'amour de la patrie en est une autre. Par le combat qu'il menait, Baba Faja semblait dire à tous les Albanais, fussent-ils musulmans, orthodoxes ou catholiques, qu'ils devaient, avant tout, lutter pour la libération de l'Albanie. Et cela épousait entièrement la ligne que suivait notre Parti communiste pour l'union du peuple albanais tout entier dans la lutte pour la liberté.

Alors que nos camarades, sur la base des orientations et des instructions que nous leur avions données, continuaient leur travail aux quatre coins du pays, étudiant chaque problème à fond et avec une lucidité de communistes, la direction du Parti décida d'analyser dans une réunion spéciale les résultats obtenus et de définir les tâches à accomplir et les mesures à prendre pratiquement en vue de l'organisation d'une Conférence nationale des représentants du peuple albanais. Cette réunion du Comité central provisoire du PCA fut tenue au début de juillet 1942. Elle adopta, entre autres, une série de décisions importantes afin de neutraliser les menées hostiles et fractionnelles d'Anastas Lulo et de Sadik Premte. [*Le camarade Enver Hoxha a traité largement de cette question dans son livre Quand naquit le Parti (Souvenirs), éd. alb., Tirana, 1983.*] C'est donc dans cette réunion que nous lançâmes et examinâmes aussi l'idée de la convocation de la Conférence en question qui déciderait officiellement de l'union du peuple albanais dans une organisation militante, le Front de libération nationale. A cette fin, et conformément à un plan comportant plusieurs points, j'exposai aux camarades présents à la réunion le projet de plate-forme politique que le Parti communiste d'Albanie devait présenter à la Conférence dont il serait le promoteur, je leur parlai de la nécessité d'un programme bien étudié et très précis, ainsi que des mesures à adopter pour que les travaux de la Conférence se déroulent normalement.

«Nous devons avoir en vue deux choses, indiquai-je aux camarades. *Primo* : nous exposerons notre plateforme, notre programme à la Conférence, mais en réalité nous les présenterons au peuple et c'est lui qui las approuvera; peu nous importe si trois ou quatre personnes trouvent cela plutôt amer. *Secundo*, nous devons expliquer à tous ceux qui peuvent nous interroger sur la question du futur régime en Albanie, que c'est le peuple lui-même qui en décidera après la libération du pays, et cela par des élections régulières et démocratiques. D'autre part, soulignai-je, nous devons nous présenter à la Conférence en tant que parti et non pas à titre personnel, nous y enverrons une délégation dont les membres seront désignés d'un commun accord, alors que les autres seront des nationalistes qui combattent déjà l'ennemi ou dont on a lieu de s'attendre qu'ils se joindront à notre combat. A la Conférence doivent également participer des représentants de la Jeunesse communiste et des Femmes antifascistes.»

Quand j'eus terminé, tous les camarades intervinrent à leur tour, approuvant, dans les grandes lignes, la plate-forme de la Conférence. Il fut décidé d'y présenter un rapport principal, dont me fut confiée la rédaction, ainsi que deux autres communications, l'une portant sur le travail à mener auprès de la jeunesse et l'autre auprès des femmes. Quant à la participation à la Conférence, nous convînmes en principe des critères à suivre, et un groupe de camarades fut chargé de rédiger les listes des invités.

A cette réunion il fut également question du lieu où se réunirait la Conférence. J'y avais déjà réfléchi, et, après en avoir discuté avec quelques camarades, nous avons conclu que la Conférence devait se tenir à Peza e Madhe. Je soumis cette proposition à la réunion du Comité central en l'étayant de certains arguments :

«En organisant cette Conférence à Peza, tout près de Tirana, soulignai-je entre autres, nous lançons un cuisant défi à l'occupant et à Merlika. Nous leur dirons par là : «Voilà, c'est à votre barbe que nous avons «organisé une conférence du peuple entier pour discuter de l'insurrection armée». Nous montrerons ainsi à l'ennemi et aux traîtres la force politique, organisationnelle et combattante du Parti communiste d'Albanie. Ils en seront terrifiés et furieux, tandis que le courage et la confiance du peuple s'en trouveront accrus».

C'était là l'aspect politique de la question ; quant à l'autre aspect, la sécurité des participants et le déroulement sans incidents des travaux de la Conférence, Peza remplissait toutes les conditions requises. C'était le pays natal et le champ de bataille du père Myslim. A Peza e Madhe, les forces de nos maquisards, comprenant des communistes et des paysans patriotes, ainsi que la population de la région, engagée tout entière dans la lutte armée contre l'occupant, assureraient la tranquillité nécessaire au déroulement des travaux de cette Conférence qui devait adopter des décisions d'une portée historique.

Les camarades ayant accepté notre proposition, il fut décidé de tenir la Conférence à Peza e Madhe ; quant à la date de son ouverture, si je ne m'abuse, elle fut fixée vers la mi-août.

Aussitôt après, nous nous mîmes au travail pour organiser la Conférence, conscients qu'elle serait un événement de grande importance dans notre histoire, qu'elle matérialiserait certains aspects de la ligne marxiste-léniniste du Parti communiste d'Albanie et aurait un grand retentissement dans le pays.

Dès la réunion de juillet, nous avons décidé de demander aux patriotes et aux «nationalistes» s'ils voulaient participer à la Conférence, et de leur en expliquer le but dans les grandes lignes, afin de leur donner ainsi la possibilité de se préparer pour y prendre la parole, mais nous avons également décidé, pour des raisons de secret, de ne leur indiquer ni le lieu ni la date de la tenue de la Conférence. Ce devait être une conférence élargie, non pas par le nombre des participants, mais par leur représentativité, car, pour les mêmes motifs de secret, une réunion de 50 ou 100 personnes aurait été inopportune. L'essentiel, c'était que les participants fussent des hommes jouissant d'une véritable influence parmi les masses populaires, c'est-à-dire des patriotes qui représenteraient les régions entières, du Nord au Sud du pays. Les noms de certains éminents patriotes comme Myslim Peza, Haxhi Lleshi et Mustafa Xhani, figuraient depuis longtemps sur la liste que nous avons dressée et aucune question ne se posait quant à leur attitude envers la Lutte de libération nationale et le Parti communiste. Pour ce qui est des autres, nous en discutons constamment.

«Abaz Kupa doit absolument y participer, me dit un jour Mustafa Gjinishi.

— Pourquoi absolument ? lui demandai-je, plutôt pour attédir son enthousiasme, car nous avons effectivement déjà décidé de l'y inviter.

— C'est un grand patriote, me répondit-il, baissant un peu le ton. Il s'est battu à Durrës le 7 avril [1939].

— Je sais bien qu'il se trouvait à Durrës ce jour-là, lui dis-je. Il se peut aussi qu'il se soit battu. Mais s'il s'est battu pour l'Albanie ou pour Zogu, cela, je ne le sais pas. Ce que je sais, par contre, c'est que depuis lors il ne fait plus rien, et que, curieusement, les Italiens le laissent tranquille. Tu saurais, toi, me dire pourquoi ?

— Il a de l'influence à Kruje et Merlika le craint, me répondit Mustafa.

— On verra bien», lui dis-je et je baissai la tête sur les papiers que j'avais devant moi, lui laissant ainsi entendre que j'étais occupé.

Mais comme il s'apprêtait à sortir, j'ajoutai :

«Ecoute Mustafa, à ton avis, si l'on invitait Abaz Kupa à la Conférence, y viendrait-il ?»

Gjinishi s'anima brusquement et s'approcha de la table où je travaillais.

«Laisse-moi faire, je m'en charge, Taras !

— Bon, lui dis-je, parles-en d'abord avec lui, mais à titre personnel, sans lui laisser entendre rien de concret. Et prends bien garde, lui recommandai-je, il ne doit surtout pas penser que nous le prions de venir. S'il veut venir, qu'il vienne, sinon, tant pis pour lui.

— Je t'assure qu'il viendra». Et sur ces mots, Mustafa Gjinishi s'en alla. Comme cela fut avéré par la suite, il alla accorder ses violons avec Abaz Kupa, l'autre agent de l'Intelligence Service. (Voir Enver Hoxha, *Les menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs)*, Editions «8 Nëntori», Tirana 1982, pp. 182-313, éd. fr.) Entre-temps, nous avons tâté le terrain et savions déjà qu'Abaz Kupa «t d'autres éléments pro-zoguistes avaient déclaré qu'ils viendraient à la Conférence.

Au beau milieu de ces préparatifs, les camarades de Vlore nous proposèrent d'inviter à Tirana Skënder Muço pour avoir un entretien avec lui. J'avais entendu parler de lui, mais je ne le connaissais pas personnellement. Dans les cercles intellectuels de Tirana, on disait du bien de lui, il passait pour un avocat habile, pour un homme cultivé, érudit, intelligent et non corrompu. A Tirana, à Vlore et ailleurs, il jouissait d'une réputation de démocrate et les camarades de Vlore nous l'avaient recommandé comme un élément d'avenir. Skënder devait être de quelques ans mon aîné, et il avait fait son droit en Italie. Il n'était pas de ceux qui manifestaient ouvertement leurs sentiments anti-zoguistes, mais il ne s'affichait pas non plus en faveur du régime de l'ancien roi. C'était pour ainsi dire un conformiste «malgré lui» et l'on disait que c'était précisément à cause de cela qu'il avait préféré devenir avocat plutôt que magistrat, voulant ainsi, selon ses ternies, être «libre et non engagé». Au su de tous ces éléments et ayant reçu aussi des informations particulières d'Hysni Kapo [*A l'époque, secrétaire politique du Comité régional du PCA de Vlore.*] et d'autres camarades de Vlore, nous acceptâmes d'avoir une rencontre avec lui, et nous fîmes savoir aux camarades qu'il pouvait venir à Tirana. Mentor [*Pseudonyme d'Ibrahim Dervishi.*], un des camarades les plus actifs de la région de Vlore, devait l'accompagner. Skënder Muço, accompagné donc de Mentor, fut ponctuel au rendez-vous fixé à l'une de nos bases. Pour impressionner un peu cet avocat de la bourgeoisie, lui donner la possibilité de voir la réalité telle qu'elle était et lui montrer que nous entretenions des rapports étroits avec des patriotes connus, sans craindre les représailles de l'occupant, nous avons choisi comme lieu de rencontre la maison d'un ami patriote qui n'était pas dans la clandestinité.

Nous nous rencontrâmes, échangeâmes les salutations d'usage et, voyant que Skënder attendait que j'entre dans le vif du sujet, je lui dis :

«Monsieur Muço, ni vous ni moi n'avons de temps à perdre, c'est pourquoi je pense commencer par vous exposer les vues du Parti communiste sur la situation présente et sur nos tâches futures. Puis, en ma qualité de représentant de ce Parti, je voudrais aussi connaître votre avis sur tout cela.

— D'accord», me répondit Skënder Muço.

Cela dit, je fis un résumé de la situation politique et militaire à l'étranger, attirant son attention sur les crimes monstrueux perpétrés par les nazis allemands et les fascistes italiens, puis je m'arrêtai sur notre situation intérieure et lui expliquai longuement comment nous la jugions.

«Nous estimons, lui dis-je enfin, et nous avons fait des pas concrets dans ce sens, que nous devons tous nous dresser dans la lutte contre l'occupant, renouveler l'épopée de Vlore de 1920 et toutes les luttes héroïques que les Albanais ont menées contre leurs divers envahisseurs depuis le temps de Skanderbeg.

— Mais, monsieur Hoxha, intervint tout à coup Skënder Muço, permettez-moi de vous rappeler que l'Italie d'aujourd'hui n'est pas celle de 1920. Maintenant...

— Je sais ce que vous voulez dire, l'interrompis-je, mais nous ne devons pas être intimidés par la force de l'Italie fasciste. Si nous nous référons à l'histoire des luttes de notre peuple, nous verrons que de tout temps nos ennemis ont été beaucoup plus nombreux et plus puissants que nous, armés jusqu'aux dents, mais notre petit peuple n'a jamais eu peur d'eux. C'est un fait historique. Notre peuple s'est soulevé, il s'est battu et il est sorti victorieux des batailles qu'il leur a livrées, autrement dit, malgré son petit nombre, il les a vaincus, tout comme David abattit Goliath. Et n'oublions pas, monsieur Muço, que dans le passé nous nous sommes battus seuls contre nos ennemis. Aucun pays ne nous a soutenus, ni matériellement, ni politiquement, ni moralement. L'histoire nous apprend que seuls quelques écrivains ou poètes devaient écrire plus tard quelques articles ou poèmes sur les exploits de Skanderbeg et des Albanais, ainsi que sur le grand rôle qu'ils jouèrent dans la défense de la civilisation occidentale contre l'invasion ottomane. Aujourd'hui, poursuivis-je, il en va autrement: le monde démocratique tout entier, tous les pays progressistes, l'Union soviétique au premier chef, mais aussi l'Angleterre, les Etats-Unis, etc., se sont dressés dans la lutte contre le fauve nazi-fasciste. Ainsi donc, nous ne sommes plus seuls dans notre combat, comme ce fut le cas jadis. Toutefois, nous devons penser à nous organiser, car, comme le dit notre peuple, «une mère n'allait son nourrisson que si celui-ci s'agite»; si nous ne nous préparons pas à la lutte ni ne nous battons contre l'ennemi, nous ne saurions conquérir la liberté, l'indépendance et la souveraineté de la patrie.

«Telle est la manière dont notre Parti communiste voit les choses et nous travaillons depuis longtemps à forger l'unité combattante de notre peuple, nous lui expliquons les objectifs de notre lutte et le persuadons que ce n'est qu'à travers ce combat que la patrie sera libérée, que ses aspirations et ses vœux seront comblés. Comme les camarades de Vlore ont dû vous en informer, nous avons tout fait pour rassembler le peuple dans une organisation antifasciste et rallier à la plate-forme du Parti communiste d'Albanie tous les patriotes honnêtes, où qu'ils soient, sans distinction de lieu d'origine, de confession ou de convictions politiques. Mais il n'y aura pas de place dans ce front pour les fascistes albanais et les traîtres au pays. Ce sera un front de combat où notre peuple tout entier sera uni pour chasser les fascistes hors du pays. Je crois que vous comprenez bien cela, monsieur Muço, car vous êtes originaire de la ville héroïque de Vlore.

— Je comprends, dit l'avocat, mais pour mener cette lutte, dont vous parlez, il faut aussi des armes. Ces armes où les trouverons-nous ?

— Nombreux ont été ceux qui nous ont posé cette question, lui répondis-je. N'oublions pas que ni nos aïeux, ni nos pères, ni nous, nous n'avons jamais eu de fabriques d'armes. Et pourtant nous avons toujours eu des armes et nous en aurons. Nous commencerons par nous battre avec les vieux fusils dont nous disposons, puis nous enlèverons leurs armes à nos ennemis, dans le feu du combat et en attaquant leurs arsenaux.

«Voilà pourquoi, monsieur Muço, poursuivis-je, nous considérons la situation créée comme propice à notre lutte. La patrie est le bien de tous, aussi devons-nous tous la défendre et combattre pour sa libération.

La question de la libération du pays, pensons-nous, n'est pas le monopole du Parti communiste d'Albanie et de ses membres, mais un devoir qui incombe à notre peuple tout entier. Pour réaliser cet objectif, notre Parti et ses membres sont en train de contacter un certain nombre de patriotes démocrates et antifascistes partout dans le pays, et ils discutent ouvertement avec eux pour organiser une rencontre ou plutôt réunir une assemblée ou une conférence, naturellement à l'insu de l'ennemi, où nous discuterons en frères, en camarades qui servent une grande cause, la cause de la lutte contre l'occupant pour la libération du pays. A cette conférence nous débattons de tout cela et déciderons de combattre ensemble, nous confronterons nos vues sur la façon dont nous devons mener notre lutte : par les armes, par la plume et par l'action politique, sur la manière de l'organiser et de la

diriger, et aussi pour discuter des organes militaires et politiques à mettre sur pied afin de remporter la grande victoire que sera la libération de la patrie. Comme je viens de le dire, notre Parti a ses propres idées sur ces problèmes et ce que je vous ai dit en constitue dans les grandes lignes l'essence et l'aspect principal. Si je vous les ai exposées, c'est pour que nous procédions en principe à un échange de vues afin d'organiser cette rencontre historique. Bien entendu, vous nous ferez part, vous aussi, de vos idées et je vous écouterai très attentivement et avec la plus grande bienveillance.»

Skënder Muço avait écouté mon exposé avec attention, je l'en remerciai et lui dis pour terminer :

«Nous avons la conviction que vous, en patriote et démocrate que vous êtes, vous vous prononcerez en faveur de cette rencontre et nous espérons que vous mettrez votre autorité au service de cette mission sacrée. Maintenant, je vous cède la parole. J'aimerais entendre votre opinion sur ce que je viens de vous exposer».

En avocat qu'il était, Skënder Muço commença et termina un laïus d'une logique apparemment brillante, mais en fait d'un faux éclat. Tantôt il recourait à un style grandiloquent, tantôt il discourait posément, tantôt il énonçait des jugements simples, tantôt il utilisait un langage métaphorique, posant indirectement ses questions ou revenant astucieusement sur ce qu'il venait de dire pour ne pas se compromettre par quelque affirmation tranchante. Dans mon entretien avec lui, je compris que sa réputation d'«homme intelligent et capable» était fondée sur la ruse, l'incohérence des jugements, les affirmations et les contradictions dépourvues de principes. Son «intelligence» et sa «capacité» n'étaient que fictives, c'étaient des qualités d'avocat, qui, usant d'artifices et d'une rhétorique creuse, défendait les coupables devant un tribunal bourgeois, qui représentait seulement la bourgeoisie avec ses brigands et ses criminels, une bourgeoisie dont les clients de Skënder Muço étaient le produit. Au cours de notre conversation aussi il chercha à briller en usant d'un langage choisi et courtois, mais sa rhétorique ne pouvait nous convaincre ni nous impressionner, nous qui étions forts de la logique marxiste-léniniste.

Voici l'essentiel de ses idées : Il reconnut que le pays vivait une situation grave et condamna l'occupant fasciste, se posant en démocrate antifasciste, sans manquer toutefois de tenter de me persuader par une longue tirade, bien que ce ne fût ni le lieu ni le moment, que le peuple italien était un peuple «talentueux, sage, travailleur et démocrate» et qu'on ne devait aucunement l'assimiler aux fascistes italiens (!). J'intervins pour lui dire :

«L'Italie fasciste a occupé notre pays et elle nous a imposé le joug d'armées entières. Ces armées, nous devons les combattre. Ce que représente en principe le peuple italien, c'est une autre question, mais actuellement Mussolini l'a lancé dans une guerre contre nous, et nous devons par conséquent nous battre.»

— Dans l'ensemble, je suis d'accord, dit Skënder Muço, mais je ne partage pas tout à fait votre opinion, selon laquelle l'Allemagne et l'Italie seront vaincues facilement. Regardez comment elles mettent à rude épreuve et l'Union soviétique, et l'Angleterre, et la France. Quant aux Etats-Unis, ils ne s'engagent toujours pas à fond, nous devons donc bien réfléchir avant d'agir et mesurer notre vol à nos ailes.

— Je ne peux pas souscrire à l'appréciation que vous faites de la situation, lui dis-je. Il est vrai que les pays de l'Axe bénéficient d'une supériorité temporaire, mais il ne faut cependant pas oublier que la «Blitzkriegs de Hitler a échoué et que ses armées s'engagent maintenant dans une guerre longue et difficile. Le temps travaille pour les alliés. En attendant, les arrières de l'occupant, et je pense ici aussi à l'Albanie, sont en train de devenir et deviendront toujours moins sûrs. Je suis certain que la coalition antifasciste des peuples triomphera.»

Skënder Muço m'écoutait avec le sourire de quelqu'un qui est sûr de sa «compétence».

«Monsieur Hoxha, me dit-il, vous savez que je suis démocrate et à ce titre je souhaite la victoire de l'Angleterre et des Etats-Unis, de la Russie également, mais à mon avis, il nous faut encore attendre et éviter les coups destructeurs que l'on pourrait nous porter, attendre que nos alliés consolident leurs positions et passent victorieusement à l'offensive. Alors seulement nous pourrions entrer dans la danse.»

— Bon, monsieur Muço, lui dis-je, mais même du point de vue de la solidarité avec les alliés il n'est pas loyal que nous restions les bras croisés, alors qu'eux se battent. Vous voulez que les alliés stabilisent le front, et, par ailleurs, vous demandez que les fascistes restent tranquilles sur leurs arrières. Cela n'est pas très logique, et c'est même néfaste sur le plan national. L'ennemi est dans nos foyers, il nous opprime, il nous ensanglante. Nous ne devrions pas combattre ni nous défendre ? Mais si Skanderbeg, comme vous le savez, s'est enfui d'Anatolie et a regagné sa patrie, c'est bien pour engager sa lutte contre les Turcs, alors que nous, dans notre pays même, nous devrions refuser de combattre ? Ce serait une erreur tragique et impardonnable.»

Skënder Muço intervint :

«Ne vous méprenez pas sur ma pensée, je veux bien me battre, mais nous ne sommes pas organisés.»

— L'appel que nous avons lancé a précisément pour but notre organisation, et pour nous organiser, nous devons nous réunir, discuter et prendre des décisions. C'est cela que nous proposons.

— Mais nous ne serons pas sur un pied d'égalité à cette rencontre proposée. Vous y irez en tant que parti, et nous, à titre individuel.

— Y a-t-il un autre parti dans le pays, monsieur Muço ? lui demandai-je en le regardant droit dans les yeux.

— Non, murmura l'avocat.

— Alors nous sommes obligés de faire appel à des personnes isolées. Nous savons que les personnes auxquelles nous lançons notre appel ont de l'influence sur d'autres gens et nous nous en réjouissons, de même que vous aussi vous devez vous réjouir de l'existence de notre Parti.

— C'est juste, mais nous ne pouvons pas souscrire au programme de votre Parti, car vous êtes pour le pouvoir des Soviétiques.

— Vous vous trompez, lui répliquai-je. Notre Parti a son propre programme, qui définit clairement ses objectifs. Il n'y est pas dit que nous instaurerons le pouvoir des Soviétiques comme en Union soviétique. Nous avons toujours déclaré que c'est le peuple lui-même qui résoudra la question du pouvoir en Albanie et qu'il en décidera quand il aura conquis sa liberté. En fait, monsieur Muço, Je peux vous dire que des éléments zoguistes ont accepté de venir à cette réunion, c'est pourquoi les raisons que vous invoquez ne justifient pas un refus d'y participer.

— Comprenez-moi bien, monsieur Hoxha, je n'ai pas encore dit si je viendrai ou non, j'éclaircis seulement certains points et pose quelques questions.

— Fort bien, je suis aussi pour que l'on clarifie les choses.

— Tenez, par exemple, reprit Skënder Muço, pourquoi vous, communistes, vous portez sur vos calots l'étoile et non pas l'aigle et pourquoi sur vos drapeaux l'aigle est-il surmonté d'une étoile rouge ? Zogu, excusez-moi, avait ajouté au drapeau national la couronne, l'Italie y a mis les deux faisceaux, et vous, maintenant, vous y mettez une étoile rouge ?

— Monsieur Muço, lui dis-je, nous, communistes, nous nous sommes bien battus, Zogu a tué et emprisonné nos camarades, et nous le haïssons, et lui, et la couronne qu'il avait ajoutée à notre drapeau et à l'aigle. D'autre part, personne ne peut ignorer l'âpre lutte de notre Parti contre l'Italie fasciste avec ses faisceaux du licteur.

«Notre étoile est l'étoile de la liberté, de cette liberté qui se conquiert au prix du sang versé dans le combat, c'est le symbole d'un nouveau monde, d'une Albanie démocratique, le signe distinctif des partisans qui se battent en arborant le drapeau de l'Albanie, avec l'étoile rouge surmontant l'aigle. Notre peuple lorsqu'il veut caractériser un homme valeureux ne dit-il pas que c'est «un aigle avec une étoile au front» ? De toute façon, c'est notre droit, une question qui nous concerne, et cela ne doit empêcher qui que ce soit de participer à cette rencontre. Vous pourrez y soulever ce problème aussi, vous êtes libre de le faire, mais en votre qualité de juriste, vous devez savoir que c'est l'Assemblée constituante, qui se réunira après la libération du pays, qui définira la forme du régime à instaurer, tranchera la question du drapeau et décidera s'il portera une étoile ou non.

— C'est clair, dit Skënder Muço, je vous remercie de votre exposé et de votre invitation, mais je ne peux vous donner dès maintenant une réponse affirmative, car je dois d'abord retourner à Vlore pour y consulter mes amis.

— J'espère, lui dis-je, que dans dix jours nous aurons une réponse affirmative.

— Oh, dans dix jours, certainement.»

Ainsi prit fin mon entretien avec Skënder Muço. Dès lors, j'étais convaincu que ni le peuple ni sa Lutte de libération nationale ne pouvaient attendre rien de bon de lui, et j'en fis part à mes camarades aussi. C'était un bourgeois intellectuel, imprégné jusqu'au plus profond de lui-même des traits des bourgeois qu'il jugeait et des coupables qu'il défendait, mais il s'était affublé d'un masque de démocrate et, puisque sa profession lui assurait de gros revenus, il se posait en homme de profession libérale, indépendant de tout pouvoir, avec une «indépendance de jugement» dont il chercha à faire étalage devant moi aussi.

Plus tard, le «démocrate» Skënder Muço tourna son fusil contre le Parti et le peuple, mais eux aussi lui ripostèrent par les armes.

Ces jours-là justement les camarades me chargèrent de proposer à Bahri Omari et à son groupe de participer à la conférence.

«J'ai déjà beaucoup discuté avec lui et son clan, leur dis-je, et je suis convaincu qu'ils ont tous choisi leur voie.

— Tentons une nouvelle fois, Enver, me dirent-ils, et personne ne peut le faire mieux que toi.

— Puisque vous m'en chargez, leur répondis-je, j'accepte.»

J'allai le voir et lui dis entre autres que nous jugions opportun d'échanger nos vues, d'aplanir nos divergences pour organiser, dans l'intérêt du pays, une réunion commune et nous dresser ensemble contre l'occupant ainsi que nos patriotes l'avaient déjà fait par le passé. Bahri, comme je m'y attendais, rejeta cette proposition. Je n'insistai pas davantage.

Je rapportai aux camarades l'échec de cette nouvelle entrevue, et il fut décidé que désormais, nous chercherions à obtenir quelque résultat du côté de Kole Tromara et du Sheh de Karbunara. J'acceptai aussi cette mission malgré les doutes que j'avais sur sa réussite. Je pensai plutôt contacter le Sheh avec qui j'étais en «bons» termes, certain qu'il m'aurait été impossible de m'entendre avec Kole Tromara que je ne pouvais souffrir.

Le Sheh de Karbunara ne se trouvait pas à Tirana, mais dans son siège religieux de Lushnje. Je cherchai donc à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire de son fils Hysen, que je connaissais pour être le beau-frère de Syrja Selfo. Nous étions en bons rapports et j'avais déjà été chez lui et devais y aller aussi plus tard quand j'étais dans la clandestinité, car à l'époque Hysen passait pour un des nôtres. Pendant la lutte de libération aussi il se posait en sympathisant de notre combat, mais après la libération, il se mit à biaiser et se lia aux traîtres au pays comme Shefqet Beja.

J'allai chez Hysen et lui dis :

«Ecoute, tu iras à Lushnje, chez le Sheh et tu lui diras que je veux les rencontrer lui et Kole Tromara. S'ils le veulent, ils peuvent amener aussi Sejfi Vllamasi.»

Hysen, étonné, écarquilla les yeux ; il accepta pourtant de faire la commission. Mais, brûlant apparemment d'envie d'apprendre lui aussi quelque chose, il me demanda :

«Si le Sheh me demande de quel genre de rencontre il s'agit que dois-je lui dire ?

— Que je veux discuter avec lui de quelque chose d'important. C'est tout.»

Je savais que le Sheh, intrigué, accepterait de venir me voir. Le «borgne», c'est ainsi que nous appelions Hysen parce qu'il avait perdu un œil, partit donc pour Lushnje.

Quelques jours après, dans la base clandestine où je m'étais abrité, on me fit savoir que Hysen cherchait à me contacter. Un soir, je me rendis à l'improviste chez lui. Il m'apprit que le Sheh acceptait en principe de me rencontrer, mais qu'il voulait d'abord en discuter avec ses amis à Tirana et qu'il me préviendrait.

On m'annonça enfin que le Sheh de Karbunara, Kole Tromara et Sejfi Vllamasi avaient accepté la rencontre qui aurait lieu chez Kole Kuqali, un de leurs amis qui était aussi le mien. J'y consentis. Au jour et à l'heure fixés j'allai les voir. Gjike Kuqali était un camarade à nous, Kole, son père, un de nos sympathisants. Lorsque j'entrai dans la pièce où nous allions nous réunir, ils étaient déjà là.

«Je vous laisse seuls ? demanda Kole Kuqali.

— Non, lui dis-je, pour moi tu n'es pas de trop, à moins que les amis ne pensent le contraire.

— Mais pas du tout, vous avez pour vous les branches, alors que le tronc est avec nous», répliqua Kole Tromara, faisant ainsi allusion à Gjike et à Kole, son père. «Nous sommes amis des Kuqali, reprit-il, depuis le temps où nous étions en Amérique, nous sommes de la «Vatra». [*Association fondée par des émigrés albanais aux Etats-Unis d'Amérique.*]

— Je me réjouis que Kuqali soit à la fois votre ami et le nôtre, lui dis-je, et je pense que le vrai gagnant est celui qui a pour lui et le tronc et les branches.

— Alors, camarade rouge, fit Kole Tromara, qu'est-ce que vous avez à nous dire, pour nous avoir réunis ici ?»

Je me mis ainsi à leur parler de la nécessité d'engager la lutte contre l'occupant et les traîtres, de la nécessité également d'organiser une rencontre commune où nous exposerions ouvertement nos vues sur l'organisation de cette lutte, etc.

Quand j'eus fini, Kole Tromara prit la parole et me fit un «cours» où revenaient les mêmes idées que j'avais déjà entendues de la bouche de Bahri et des autres, mais avec plus de morgue et d'arrogance, sans hésiter parfois à user de formules blessantes comme «je vous connais bien, vous les rouges», «j'ai eu affaire avec vous», «vous écoutez Staline», etc.

J'intervins pour lui dire :

«Monsieur Tromara, je ne suis pas venu ici discuter de questions idéologiques, je n'ai pas fait mention de vos vues politiques, parce que moi aussi, j'ai beaucoup à dire sur votre compte.

— Allez-y, répliqua Kole, nous pouvons marcher le front haut.

— Nous aussi, lui dis-je, nous avons le front haut mais à la fois pur et sans tache ; si j'ai voulu vous rencontrer, ce n'est pas pour que nous nous querellions, car, si vous y tenez, je ne crains pas de le faire, mais c'est pour m'entendre avec vous, laisser de côté nos désaccords au nom de la grande cause de la libération.

— Mais, d'après vous, qui est-ce qui libérera la patrie et comment ? demanda-t-il.

— Le peuple, lui répliquai-je, et nous tous avec lui, dans une lutte sans compromis.

— Ha ! Ha ! Ha ! rit-il avec ironie, sans compromis ! Mais dites-moi, monsieur le rouge, et ce qu'a fait Staline avec Hitler, qu'est-ce que c'était ?»

Tromara faisait allusion au pacte de non-agression que le gouvernement soviétique avait conclu en 1939 avec l'Allemagne, après que l'Angleterre et la France eurent rejeté toutes les propositions qu'il leur avait avancées pour faire face ensemble au péril nazi. Cette action intelligente de Staline, qui réduisit à néant les desseins de ceux qui voulaient assister en spectateurs à la destruction de l'Union soviétique par l'Allemagne hitlérienne, mit en rage les réactionnaires, qui recoururent aux calomnies, dont l'écho se fait entendre de nos jours encore, pour faire croire que Staline avait passé un compromis avec Hitler, que l'Union soviétique et l'Allemagne s'étaient partagé les zones d'influence, et d'autres inventions de ce genre.

«Staline, répliquai-je à Kole, a tendu la main à Chamberlain et à Daladier, l'ami d'Herriot, votre idole, mais eux, non contents de repousser son geste, ont fait tout leur possible pour dresser Hitler contre l'Union soviétique.

— Oh, ça va, fit Kole, j'ai déjà lu tant de fois ces boniments sous la plume de Thorez à Paris !

— Monsieur Tromara, lui dis-je en essayant de garder mon calme, vous m'avez posé une question et je vous ai répondu. Ce n'est pas de ma faute si vous ne connaissez pas bien l'histoire, même la plus récente. Mais reprenons notre conversation. Je vous ai dit que c'est le peuple et nous tous avec lui qui mènerons la lutte. Qu'est-ce que vous en pensez ? Vos façons de changer de sujet au cours de la conversation et de sauter de branche en branche, non seulement sont blâmables, mais elles montrent que vous ne voulez pas répondre à ma question. Combattons-nous, oui ou non, l'Italie fasciste et son alliée l'Allemagne nazie, contre lesquelles s'est dressé le monde entier ?»

Kole Tromara s'ébroua, mais se tut. Le voyant dans l'embarras, le Sheh de Karbunara s'entremet :

«Nous combattons. Puisque l'Angleterre se bat, nous aussi, nous nous battons.

— Alors, leur dis-je, nous sommes d'accord sur l'essentiel, et c'est ce qui importe le plus.»

Kole, grincheux, sursauta :

«C'est avec cinq sous en poche que nous ferons la guerre ? Vous avez des armes ?

— Qu'est-ce que monsieur Tromara vient nous dire là, Baba, fis-je en m'adressant au Sheh, j'ai l'impression qu'il est contre la lutte, même en principe.»

Je pensais ainsi enfoncer un coin entre eux, mais je n'y réussis pas, car le Sheh, se frottant le menton, lança :

«Ce que Kole vient de dire est juste. Est-ce que nous avons des armes ? L'Italie, elle, en a plein ses dépôts.

— Enlevons-les aux Italiens, lui répliquai-je, mais pour le faire il faut avoir le courage de se battre. Monsieur Tromara, vous connaissez le mot de Danton : «Du courage, encore du courage, toujours du courage».

— Nous, dit Kole, nous sommes cartésiens et nous mettons la raison, la logique, au-dessus de tout.

— Il me semble que vous n'êtes cartésiens qu'en paroles, car, si vous étiez quelque peu raisonnables et que vous analysiez la situation, comme le faisait Descartes, nous aboutirions à un certain résultat. Alors, lui dis-je, si vous êtes rationaliste, comme vous le prétendez, monsieur Tromara, faites table rase, ne la surchargez pas comme vous le faites et montrez-vous pour le moins nationaliste !»

Mais Kole avait lancé le mot «cartésien» pour impressionner le Sheh et Sejfi, qui n'avaient jamais entendu parler de Descartes. Sejfi Vllamasi intervint en reprenant la vieille rengaine des «pères» pseudo-patriotes du pays :

«D'accord, Enver, mais avez-vous pensé que si l'on engage le combat notre peuple va se faire tuer, il verra incendier ses foyers ? Nous aurions là une grande responsabilité.

— Monsieur Vllamasi, lui dis-je, lorsqu'on a décidé de se battre on peut aussi tomber au combat ; mais on fait tomber aussi des ennemis. Ils feront brûler nos foyers, mais nous les brûlerons aussi de notre feu. Le monde entier est en flammes. Pourquoi ? Pourquoi se bat-on ? Pour se libérer du joug nazi-fasciste. Monsieur pense faire exception à cette loi de la guerre ?

— Non, répondit l'autre, nous voulons à la fois lutter et faire de la politique, c'est-à-dire manœuvrer pour allumer le feu sans nous brûler les doigts.

— C'est la voie la plus sage, intervint le Sheh, et c'est celle-là que nous devons suivre.

— Mais cela ce n'est pas combattre l'ennemi, mais collaborer avec lui, Baba Sheh. C'est suicidaire, lui dis-je. Non, nous, communistes, nous sommes pour une voie tout à fait opposée à la vôtre.

— Alors, que voulez-vous de nous ? s'écria Kole, rouge de colère en relevant la tête, allez vous battre, personne ne vous en empêche.

— Nous n'avons demandé et nous ne demanderons jamais votre permission pour aller nous battre, mais notre Parti vous lance un appel pour que nous nous battions tous ensemble, et nous considérons cela comme un devoir patriotique.

— Monsieur Hoxha, demanda Sejfi Vllamasi, comment irons-nous à cette rencontre ?

— Dans la clandestinité», lui répondis-je et je lui expliquai en gros les principales idées que notre Parti y exposerait. Pendant que je donnais mes explications, Kole intervint :

«Et vous, comment irez-vous à cette rencontre, à titre personnel, comme nous, ou en tant que parti ?

— En tant que parti, cela s'entend.

— Ils ne sont pas bêtes, les rouges ! Es iront là-bas en tant que parti, alors que nous, nous y irons comme des imbéciles que l'on mène par le bout du nez, s'écria Tromara en s'adressant à ses compagnons.

— Ce que vous dites n'est pas juste, lui répliquai-je, ce n'est pas de notre faute si vous n'avez pas un parti à vous.»

Kole m'interrompit :

«Attendez alors que nous ayons fondé, nous aussi, notre parti et que nous traitions d'égal à égal.

— Laissez-moi terminer, dis-je à Tromara. Sachez que nous ne pensons mener personne par le bout du nez, et que nous ne nous permettrons jamais d'agir ainsi. Quant à attendre que vous ayez fondé votre parti, que vous en ayez ou non l'intention, ce n'est pas une condition à mettre à une pareille rencontre.

— Mais quels seront les autres participants ? demanda le Sheh.

— Nous y avons invité, répondis-je, tous les patriotes qui, à notre avis, seront prêts à se battre pour la patrie. Certains d'entre eux ont déjà accepté, nous en discutons encore avec certains autres. Moi, par exemple, j'ai été chargé de recevoir votre approbation.

— D'accord, Enver, dit le Sheh, mais attendons encore un peu, voyons comment évoluera la situation, on avisera ensuite. Pourquoi nous réunir ? Et, en plus, dans la clandestinité !

— Baba Sheh, lui dis-je, notre peuple n'a jamais pris de décisions historiques au pied levé. Auriez-vous oublié le Congrès de Lushnje qui a eu lieu près de votre *téqé* ? Voulez-vous que je vous rappelle pourquoi *ce* congrès a été convoqué, à quoi il nous a été utile et pourquoi nous n'en avons pas renvoyé la tenue à une date ultérieure ? Non, Baba Sheh, vous avez tort de vous exprimer ainsi».

Tromara, furieux, voyant que son ami avait mis les pieds dans le plat, dit :

«Monsieur Hoxha, vous voulez notre réponse ? Je vous la donne: nous n'acceptons pas votre proposition, nous ne pouvons pas être d'accord ni collaborer avec vous.

— C'est clair, lui dis-je, mais vous assumez ainsi une lourde responsabilité devant le peuple et l'histoire. Nous sommes quittes envers vous. Nous vous déclarons .que nous lutterons contre les envahisseurs et les traîtres, que nous tiendrons notre conférence même sans vous et que le peuple est et sera avec nous !» (J'en avais par-dessus la tête de leur ergotage, mais pendant tout le temps que dura l'entretien, cinq heures environ, je gardai mon sang-froid). Je me levai, remerciai Kole Kuqali, notre ami, tendis froidement la main aux autres et m'en allai. Il n'y avait plus rien à attendre de ces individus-là. Mais alors que ces faux patriotes demandaient des délais pour «réfléchir» et qu'ils trouvaient mille et une «justifications» pour saboter l'union du peuple et sa lutte à outrance contre l'ennemi, le peuple lui-même et les communistes avec lui ne perdaient pas leur temps dans ce genre de «réflexions» ni à des entretiens académiques. La réalité montrait, par de multiples exemples, que, sous la direction du Parti communiste, la lutte armée et l'organisation politique des masses étaient portées à un niveau supérieur, qu'un des points essentiels du programme du Parti était en voie de réalisation, la création du Front de libération nationale. Le moment de sanctionner *de jure* sa fondation était venu.

4. Le 16 septembre 1942

Le peuple avec les communistes à sa tête écrivait des pages glorieuses de son histoire séculaire. A Vlore, Skrapar, Kurvelesh, Elbasan, Permet, Dibër, Shkodër, Mat et ailleurs étaient organisées des actions et créés des guérillas et des détachements de partisans ; à Tirana les femmes s'étaient dressées dans de vigoureuses manifestations contre les fascistes qui déportaient leurs fils dans les îles d'Italie ; le 24 juillet 1942, les câbles du réseau téléphonique et télégraphique furent coupés dans tout le pays; la guerre populaire devenait une réalité, comme la panique qui avait gagné l'ennemi.

Au cours de cette période nous devions éprouver à la fois la joie des victoires que nous remportions et la grande douleur de voir nos camarades tomber au champ de bataille et d'honneur. A Shkodër, Perlât Rexhepi, Branko Kadija et Jordan Misja [*Ces trois communistes, encerclés en juin 1943 dans une maison de Shkodër, tombèrent en luttant héroïquement contre des centaines de carabinieri et de miliciens, qui, après avoir échoué dans leurs tentatives pour s'emparer de cette maison-forteresse des communistes, furent obligés de faire intervenir leur aviation.*] renouvelleraient l'exploit d'Oso Kuka [*Commandant d'une unité de volontaires albanais dans les années '60 du XIX^e siècle. Se battant pour la défense des territoires albanais, il se trouva, avec 23 de ses compagnons, encerclé par des bandes de Monténégrins, dans une kulla près du lac de Shkodër et se fit sauter avec, pour ne pas tomber dans les mains des ennemis, leur infligeant ainsi de lourdes pertes.*] ; des militants communistes comme Myzafer Asqeriu à Gjirokastër, Teli Ndini à Vlore, Misto Marne et Mihal Duri à Tirana exalteraient l'héroïsme de notre peuple et de nos partisans.

Les nouvelles de leur fin héroïque me parvinrent alors que les préparatifs de la Conférence de Peza battaient leur plein. Je maîtrisais ma douleur et m'asseyais pour reprendre la rédaction de mon rapport. Chacune de ses phrases devait être un écho de la lutte que le peuple avec les communistes à sa tête avait engagée et qui, après la conférence, devait devenir encore plus vigoureuse. C'était aux communistes, plus qu'à nul autre, que l'époque assignait la tâche de dresser le peuple dans une lutte à mort contre l'ennemi envahisseur, ils étaient seuls à pouvoir entrer la tête haute et avec honneur dans la nouvelle histoire que les meilleurs fils du peuple écrivaient avec leur sang.

Vers le début du mois d'août, je terminai le rapport que je devais présenter à la Conférence; j'avais également mis sur le papier le projet de Résolution qui serait soumis à l'approbation des participants. Entre-temps, nous avons reçu des réponses affirmatives d'un grand nombre d'invités, tandis que de notre côté nous désignâmes la délégation qui représenterait le Parti communiste, la Jeunesse communiste et les Femmes antifascistes d'Albanie. Toutes les mesures nécessaires à cette fin ayant été prises, nous étions prêts. Le père Myslim, Haxhi Lleshi, Mustafa Xhani et quelques autres attendaient seulement que nous fixions la date de l'ouverture de la Conférence. Nous décidâmes de la tenir vers la mi-août ou un peu plus tard, mais de nombreux «nationalistes», comme Lumo Skëndo et C^{ie}, soit faisaient «attendre» leurs réponses, soit nous demandaient de remettre à plus tard l'ouverture des travaux de la Conférence, car, à leurs dires, ils n'étaient pas «préparés». Ainsi, avec ces manœuvres dilatoires, le temps passait.

Mais nous ne pouvions tout de même pas renvoyer la Conférence aux calendes grecques.

«Nous attendrons encore un peu ces messieurs, «les pères de la nation», dis-je un jour aux camarades. S'ils ne viennent pas, nous nous réunirons sans eux».

Ainsi la décision fut finalement prise de réunir la Conférence vers la mi-septembre.

Dans les dix premiers jours de ce mois je m'établis à Peza avec quelques camarades; nous ne nous déplaçons qu'en cas d'extrême nécessité. Nous y avons installé une petite imprimerie où devaient être reproduits les documents qu'approuverait la Conférence, sa Résolution, des appels, des tracts ou des communiqués. Ces journées-là aussi étaient pleines de tension, car, malgré les mesures déjà adoptées, des problèmes surgissaient jusqu'au dernier moment. A la veille de la Conférence, nous réunîmes le Comité central pour discuter essentiellement de l'événement politique que nous organisons. Outre les membres du Comité central provisoire Kristo Themelko, Ramadan Çitaku, Tuk Jakova et moi, y participaient Nako Spiru, en tant que secrétaire politique de la Jeunesse communiste d'Albanie et Koço Tashko, chargé du travail auprès des nationalistes. La réunion approuva mon rapport ainsi que les deux autres.

Des mesures spéciales furent arrêtées par la cellule du Parti et par le commandant du détachement Myslim Peza, pour assurer le déroulement normal des travaux de la Conférence et neutraliser toute attaque éventuelle de l'ennemi. A cette fin, des patrouilles de partisans furent postées partout où l'on pouvait observer ou contrecarrer les mouvements des forces ennemies. L'approvisionnement en vivres constituait aussi un problème. Nos camarades de Tirana et les paysans patriotes de Peza eux-mêmes firent tout leur possible pour que rien ne manquât ces jours-là aux participants à la Conférence. Quand je dis «rien» il ne faut pas croire que les camarades nous servaient des viandes rôties et des gâteaux, mais nous eûmes chaque jour du pain, un plat simple et même du fromage.

La première décade de septembre passée, on vit arriver les premiers invités, et, le 15 au soir, la plupart des participants était là. Nous décidâmes de ne plus attendre que ceux qui pouvaient arriver dans la nuit, la Conférence devant entamer ses travaux le lendemain matin.

C'est à Peza que je rencontrai pour la première fois Baba Faja Martaneshi, qui était venu avec Haxhi Lleshi. Je fus aussitôt conquis par son air franc et son parler tranquille. Quant à Haxhi Lleshi, il eut, lors de son séjour à Peza, une rencontre à laquelle il ne s'attendait pas.

Au cours d'une pause, Haxhi me parlait de la situation à Dibër, de l'influence des *bayraktars* comme Fiqri Diné et Selim Kaloshi, du fanatisme qui régnait dans cette région surtout à l'égard des jeunes filles et des femmes.

«Cette influence sera détruite, lui dis-je, et le peuple patriote de Dibër se liera à la lutte et à notre Parti. Les femmes et les jeunes filles de la région s'éveilleront et donneront libre cours à leurs énergies.

— Il y a quelque temps, me dit Haxhi, Haki Stërmilli m'a parlé d'une jeune fille qui lui avait écrit une belle lettre à propos de son livre «Si j'étais un garçon». Il me l'a lue, elle était signée «Flaka» [la Flamme], un pseudonyme sans doute, et il m'a dit : «Regarde, Haxhi, «les élans que recèle la femme albanaise»».

Moi, qui connaissais déjà Flaka, je dis en riant à Haxhi :

«Tu veux la voir ?

— Où est-elle ?» demanda-t-il, surpris. J'envoyai un camarade l'appeler et Nexhmije ne tarda pas à venir.

«Tiens, dis-je à Haxhi. Je te présente Nexhmije Xhuglini ou Flaka, dont t'a parlé Haki Stërmilli.

— Mais tu es de Dibër !» lui dit avec joie Haxhi, qui connaissait bien sa famille.

Tous deux se réjouirent de cette rencontre et je vis que Haxhi fut content d'apprendre qu'une jeune fille de Dibër prenait une part aussi active aux affaires de la lutte et du Parti.

Le lendemain matin, le 16 septembre 1942, commença la réunion qui est entrée et restée dans l'histoire sous le nom de Première Conférence de libération nationale du peuple albanais, ou, plus brièvement, Conférence de Peza. Ce fut un jour mémorable pour tout le peuple albanais et pour nous, communistes, en particulier. De nombreuses années ont beau s'être écoulées depuis, cet événement historique garde toujours sa signification, son immense importance, qui apparaissent toujours plus clairement des hauteurs où le Parti a porté notre patrie bien-aimée.

La Conférence eut lieu dans une salle ou plus exactement dans une grande pièce de la maison du père Myslim Peza, avec une table au fond, des chaises et des bancs de chaque côté. Les camarades chargés de l'organisation de la Conférence avaient fait de leur mieux pour la décorer tant soit peu. A l'entrée, au-dessus de la porte, ils avaient fixé un épais carton portant les mots «Soyez les bienvenus !» à l'adresse des délégués. Sur les murs de la salle ils avaient déployé notre drapeau national et accroché les portraits de Skanderbeg, Ismaïl Qemal, Naïm Frashëri, Luigj Gurakuqi, Bajram Curri, Avni Rustemi, héros et figures éminentes de l'histoire de notre peuple, évoquant ainsi les luttes incessantes qu'il avait menées au cours des siècles pour sa liberté, contre tout occupant et oppresseur.

Nous prîmes place sur les chaises et les bancs, chacun près de ses amis et connaissances. Il n'avait été fixé aucun ordre de préséance, mais, bien évidemment, la place qu'occupait chacun indiquait sa position. Le père Myslim Peza, Haxhi Lleshi, Mustafa Xhani étaient assis près de nous, les délégués du Parti communiste; Abaz Kupi près de Ndoc Çoba, tous deux représentants du «courant zogouiste». Les «nationalistes» de l'école de Mithat bey s'étaient regroupés dans un coin à part, et ainsi de suite. On comptait en tout 17 délégués. La délégation du Parti communiste comprenait Enver Hoxha, Ramadan Çitaku, Ymer Dishnica, Koço Tashko et Mustafa Gjinishi. Nako Spiru représentait la Jeunesse antifasciste et Nexhmije Xhuglini la Femme antifasciste. La «Jeunesse nationaliste» avait pour représentant Halim Begeja, qui était en même temps l'envoyé du «père du patriotisme», Lumo Skëndo, absent. Outre les délégués, assistèrent aux séances de la réunion, en tant qu'invités mais sans droit de vote, d'autres camarades également, comme Mustafa Kaçaçi et Pandi Dardha, le responsable de la cellule du détachement de Peza, ainsi que des partisans de cette unité.

A l'ouverture de la Conférence, au nom du Parti communiste qui en avait pris l'initiative, je remerciai les délégués de leur participation et proposai qu'elle fût présidée par notre doyen d'âge Ndoc Çoba. Il avait été membre du gouvernement issu du Congrès de Lushnje et s'était acquis, depuis, un renom d'ardent patriote. Il devait devenir par la suite l'un des chefs de file du «Legaliteti» et se mettre ouvertement au service de l'occupant.

Un autre délégué proposa que Nexhmije Xhuglini fasse office de secrétaire de la Conférence, pour en tenir les procès-verbaux, etc.

Ces propositions furent approuvées et Ndoc Çoba présida la première séance. La Conférence historique de Peza venait ainsi de commencer ses travaux.

Au début, tous les participants, debout, chantèrent en chœur l'Hymne au Drapeau, puis fut observée une minute de silence à la mémoire des martyrs de notre Lutte antifasciste. A ce moment-là, un partisan du détachement de Peza, muni d'un appareil photographique, entra dans la pièce pour prendre en photo les participants, mais Ndoc Çoba l'en empêcha.

Après quelques discussions, une fois approuvé l'ordre du jour, on me donna la parole pour présenter le rapport principal sur les conseils de libération nationale. Puisque ce rapport a été perdu, j'essaierai de résumer les questions essentielles qui y étaient traitées et qui constituaient les principes fondamentaux et mobilisateurs que notre Parti exposa à la Conférence des représentants du peuple albanais. Ces principes sont désormais devenus historiques. La Lutte de libération nationale et la pratique en démontrèrent entièrement le bien-fondé.

L'idée maîtresse énoncée par le Comité central du Parti communiste d'Albanie à la Conférence de Peza, était l'union de tout le peuple albanais et son organisation dans la lutte contre l'occupant. C'était le point cardinal que je développai dans mon rapport à la Conférence, comme m'en avait chargé le Comité central.

J'y indiquai en particulier :

«Les moments que nous vivons sont dramatiques pour les destinées de la patrie et du peuple. Face à la cruauté de l'occupant fasciste, le peuple doit s'unir comme un seul homme, nous devons laisser de côté tout ce qui peut nous diviser sur le plan des convictions idéologiques, religieuses et autres, il faut nous mobiliser et nous unir pour une grande cause : la libération de la patrie, son salut en tant que nation, annihiler les visées rapaces de nos ennemis, qui ont de tout temps cherché à démembrer notre pays et à en nier l'existence. Quiconque aime vraiment voir son peuple et sa patrie libres, indépendants et souverains doit maintenant le démontrer, indépendamment de ses convictions politiques, de ses croyances religieuses ou de son lieu d'origine.

«La lutte contre l'occupant fasciste italien et ses collaborateurs est la seule voie pour les patriotes authentiques. Toute autre voie conduit à l'asservissement et à la misère pour l'ensemble de la nation comme pour chacun de ses fils. L'ennemi italien et les traîtres cherchent à nous diviser, et leur but principal est de couper le Parti communiste d'Albanie du peuple et de la lutte de libération. La réalisation de cet objectif est déterminante pour l'ennemi envahisseur. Mais l'existence et la lutte du Parti communiste d'Albanie à la tête du peuple qui se bat et résiste sont tout aussi déterminantes pour sa libération et celle de la patrie.»

Quand j'arrivai à cette partie de mon rapport, je remarquai que certains délégués réagirent en esquissant quelque geste inquiet, d'autres se mirent à chuchoter. Bien entendu, je m'attendais à ce que certains d'entre eux, comme Bazi, et les éléments «nationalistes», comme Halil Begeja, fussent contrariés de voir notre Parti assumer un rôle dirigeant, mais nous avons décidé de souligner avec force ce facteur et nous étions préparés à répliquer à leurs réactions ouvertes. Mais il n'y en eut aucune de ce genre et je poursuivis mon rapport, en me fixant pour but d'éclairer les éléments plus ou moins contaminés par l'abjecte propagande anticomuniste de l'occupant et des traîtres.

Je traitai par la suite des problèmes concrets de l'organisation politique et militaire de notre lutte et dis en substance :

«Notre lutte est une Lutte de libération nationale qui a pour principal objectif la libération complète de la patrie et l'instauration d'un régime démocratique, dont la forme sera définie par le peuple lui-même après la libération. Notre lutte aura donc un caractère à la fois politique et militaire.

«La réalisation de ce double et important objectif exige l'organisation d'un Front antifasciste de libération nationale qui aura ses conseils dans tout le pays, et de détachements de partisans, qui seront la force armée de ce Front. Par la suite, nous passerons à de plus grosses unités et créerons aussi un Etat-major général.

«Le Front antifasciste de libération nationale, à travers les conseils de libération nationale, étendra son action dans les zones libérées comme dans les zones non encore libérées. Dans les régions encore occupées, poursuivis-je dans mon rapport, les conseils de libération nationale s'occuperont du travail politique et de la propagande parmi la population pour la mobiliser dans la lutte et la résistance, ils prendront en charge l'approvisionnement des détachements de partisans en matériel de toute sorte, alors que dans les régions libérées où l'ancien pouvoir d'oppression aura été entièrement liquidé, ils s'affirmeront comme un pouvoir nouveau, démocratique et populaire, différent par la forme et le contenu de l'ancienne administration d'Etat féodalo-bourgeoise comme des conseils des temps passés. Ce seront des conseils d'un contenu et d'un esprit nouveaux, parce qu'ils seront composés de gens du peuple, de combattants issus de toutes les couches de la population sans distinction de confession ou de convictions politiques, d'antifascistes qui lutteront contre l'occupant.»

Je traitai ensuite de l'organisation et de la direction concrètes des détachements de partisans qui seraient l'embryon de l'Armée de libération nationale du peuple albanais.

«Les détachements de partisans, soulignai-je, seront dirigés par des commandants communistes ou des patriotes sans parti ainsi que par des commissaires politiques qui, eux, devront être membres du Parti. Les décisions seront prises par le commandant et le commissaire d'un commun accord et en parfaite harmonie. Personne, ni eux-mêmes ni quiconque, ne doit faire la moindre discrimination entre eux. Les détachements de partisans combattront avec à leur tête notre drapeau national, le drapeau de Skanderbeg, le drapeau qu'Ismaïl Qemal hissa à Vlore. Les partisans porteront sur leurs calots l'étoile rouge à cinq branches, symbole d'une époque nouvelle et radieuse qui commence pour notre patrie et notre peuple.»

A propos des conseils de libération nationale, je soulignai, comme un point essentiel, le fait que c'était le Parti communiste d'Albanie, l'unique parti existant dans le pays, qui guiderait le Front antifasciste de libération nationale, que celui-ci ouvrirait ses portes à quiconque voudrait se battre contre l'ennemi, et que chaque combattant devrait considérer lui-même le Front comme sa propre organisation, où il pouvait exprimer librement ses idées et faire des suggestions en faveur de la Lutte de libération nationale.

En ce qui concernait l'admission d'autres partis dans le Front, ce problème ne se posait pas, aucun autre parti n'existant à l'époque. Aucune classe, aucune couche ni aucun groupement politique ne s'était manifesté avec un parti qui lui fût propre, ni avec un programme pour la libération du pays. L'organisation du «Balli Kombëtar» par exemple, qui fut créée après la Conférence de Peza, n'était autre chose que l'instrument des occupants fascistes et d'autres étrangers qui entendaient s'en servir pour empêcher la libération de la patrie.

Dans mon rapport je m'arrêtai particulièrement sur le rôle et les tâches concrètes des conseils de libération nationale ainsi que sur l'organisation pratique de notre travail, pour accélérer la mise sur pied de ces conseils dans tout le pays. Après avoir rendu compte de notre action et des résultats que nous avons obtenus jusque-là, j'indiquai entre autres :

«Les conseils seront créés dans les régions libérées ou encore occupées, par la libre volonté du peuple lui-même. Dans les villes et les villages encore entre les mains de l'ennemi, on ne peut évidemment pas procéder à des élections publiques et massives, mais nous chercherons à faire en sorte que les élections secrètes soient d'une représentativité aussi large que possible afin que les conseils soient composés de personnes élues par le peuple et que celui-ci connaisse et respecte».

Une fois mon rapport terminé, on passa aux discussions. Myslim appuya fermement les thèses de notre Parti. S'attaquant aux subterfuges des «nationalistes» qui ne voulaient pas s'engager concrètement dans la lutte contre l'occupant, il posa la question suivante :

«Quand engagerons-nous le combat ? Nous n'avons plus rien à attendre. Il n'existe aujourd'hui que deux voies à suivre : ou bien se battre aux côtés du peuple contre l'occupant, ou bien se dresser contre le peuple. La vérité est que le peuple ne croit plus aux «nationalistes» qui nous conseillent d'attendre».

Baba Faja Martaneshi, Haxhi Lleshi et d'autres adoptèrent la même attitude. Quelques autres camarades, membres de la délégation du Parti communiste, brossèrent dans leurs interventions un tableau de la situation internationale et en soulignèrent les répercussions sur notre situation intérieure.

A part nos camarades, d'autres délégués prirent la parole, mais, ainsi qu'il apparut plus tard, ils étaient venus à Peza avec de mauvaises intentions. Dans l'ensemble, ils souscrivirent au rapport que j'avais présenté et se prononcèrent pour la lutte contre l'occupant, mais ils s'efforcèrent, par leurs objections de pure forme, d'empêcher la conférence de prendre des décisions concrètes pour engager le combat.

Un représentant «démocrate» et nationaliste qui devint par la suite balliste [*Membre du «Balli Kombëtar».*] se prononça pour le Front, mais, prisonnier de ses conceptions étroites et erronées, il tenta de limiter le rôle de la Conférence de Peza en la comparant au Congrès de Lushnje qui se réunit contre le gouvernement de Durrës. Il penchait plutôt pour la création d'un «gouvernement démocratique» et le renversement du gouvernement de Mustafà Merlika, mais il «oubliait» ainsi de mettre l'accent sur la lutte contre l'occupant.

«Votre proposition, lui dis-je, est un non-sens, de quelque manière qu'on la considère. Croyez-vous que l'occupant permettra qu'on renverse Merlika et instaure un gouvernement démocratique ? C'est lui au contraire qui peut juger opportun de démettre Merlika et de lui substituer un autre Merlika. Ce n'est pas par des combinaisons gouvernementales qu'on peut aider le peuple à résoudre ses problèmes, mais par la lutte contre l'occupant et les traîtres. Quand notre lutte aura gagné en ampleur et que nous aurons notre armée, quand nous aurons mis sur pied et consolidé les conseils de libération nationale, alors oui, nous formerons notre gouvernement et cela non pas avec l'approbation du Duce et de Hitler, mais avec l'aval du fusil du peuple.»

Halim Begeja, représentant de la «Jeunesse nationaliste», mais qui, en fait, était l'œil et l'oreille de Mithat Frashëri et de ses tenants, se prononça lui aussi soi-disant en faveur de la lutte et du Front. Mais, pratiquement, il demandait que l'une et l'autre ne soient pas sous la direction du Parti, qui leur insufflerait un esprit combatif et militant.

«Nous reconnaissons, avoua-t-il, que le Parti communiste déploie une vaste activité...»

C'est précisément ce qui effrayait l'occupant et les traîtres. Ils devaient donc, par le biais de leurs instruments, chercher à minimiser, voire même à annihiler le rôle du Parti dans le Front de libération nationale. A cette fin, le porte-voix de Mithat bey proposait :

«Le Front ne doit pas avoir de parti dirigeant. C'est dans le cours même de notre lutte que s'affirmera celui qui doit en prendre la tête. Si le communisme l'emporte, aucune force ne pourra l'en empêcher. Il en va de même du nationalisme.»

Craignant de voir notre jeunesse participer à la lutte, ce «dirigeant de la jeunesse», qui devint plus tard l'un des chefs de file de la jeunesse balliste, ce «patriote» qui abandonna sa patrie et s'enfuit à l'étranger avec les occupants allemands, ajouta :

«Nous estimons, et nous insistons là-dessus, que la jeunesse ne doit pas être engagée dans la lutte armée, car, à cet âge, on n'est maître ni de ses impulsions ni de ses actes.

— Mais alors qui est-ce qui se battra ? demanda un de nos camarades, les vieux seulement ?»

Une atmosphère d'hilarité se répandit dans la pièce où nous nous étions réunis, parce que tous comprenaient bien que la lutte pour la libération de la patrie était inconcevable sans la participation de la jeunesse. Anticipant ici sur l'ordre des questions traitées à cette Conférence, je tiens à souligner que le problème de la jeunesse fut développé largement dans le rapport «La jeunesse en lutte contre l'occupant». Ce rapport, ainsi que celui de Nexhmije sur la situation déplorable des femmes et des jeunes filles et leur activité patriotique et révolutionnaire, mirent en évidence, arguments à l'appui, le rôle important que jouaient dans cette grande lutte la jeunesse ouvrière, paysanne et scolaire de même que la femme ouvrière, paysanne ou ménagère. Dans ces deux rapports, il fut démontré que sans réveiller la jeunesse, les femmes et les jeunes filles, et sans les unir pour réaliser le grand objectif de la libération de la patrie, sans les dresser dans une lutte et une résistance actives, notre action serait sans vigueur, les forces saines et vives de la nation, loin de se tremper, s'affaibliraient, et qu'il fallait donc «travailler auprès des femmes et de la jeunesse de façon que l'action politique corruptrice de l'ennemi n'ait aucune prise sur elles».

La majorité des participants à la Conférence approuvèrent avec enthousiasme dans leurs interventions les idées et les propositions du Comité central du Parti communiste d'Albanie concernant les problèmes essentiels posés.

Même Abaz Kupi, en tant que représentant du courant zoguiste et quelques autres approuvèrent la plate-forme de Peza, non pas qu'elle leur plût, mais parce qu'ils pensaient ainsi se camoufler pour pouvoir agir par la suite, comme ils le firent, contre le Front et la Lutte de libération nationale.

La Conférence traita également de la question du régime qui serait instauré en Albanie après la guerre. C'était là une question névralgique et notre Parti avait une claire vision de l'avenir. La lutte du peuple albanais, sous la direction du Parti communiste, avait pour objectif non seulement de libérer complètement la patrie, mais encore d'en finir une fois pour toutes avec les régimes d'oppression féodalo-bourgeois. Le peuple ne combattrait pas pour débayer le chemin à Zogu ou à ses valets, à ses amis ou «ennemis». L'histoire évoluait, le peuple s'était dressé et, guidé par ses meilleurs fils et filles, les communistes et les vrais patriotes, il aspirait à voir l'Albanie libre de toute oppression intérieure ou étrangère.

C'est pourquoi, lors du débat sur cette question, je déclarai que notre Parti jugeait opportun de proclamer comme objectifs de notre lutte à la fois la libération du pays et la création d'une Albanie démocratique et populaire. Quant à la forme du futur régime, elle serait définie par le peuple lui-même après la guerre. Quelqu'un proposa que la Conférence proclame comme forme du futur régime en Albanie la «république démocratique», mais nous, représentants du Parti communiste, rejetâmes cette suggestion l'estimant pour le moment inopportune. Lancer à ce stade un tel mot d'ordre aurait nui à l'union de toutes les forces dans la lutte et créé dès le début une opposition inutile et préjudiciable au Front.

Abaz Kupi aussi adhéra à notre formulation. Il déclara d'un ton solennel :

«Moi, j'aime d'abord l'Albanie, puis Zogu. Après la guerre, si le peuple veut de lui il reviendra».

Mais nous avions deviné ce qu'Abaz Kupi et les autres zoguistes avaient dans le cœur et nous ne fûmes pas surpris lorsqu'ils firent le premier pas contre nous. Abaz Kupi s'unit aux notables *bayraktars* du pays et collabora avec l'occupant allemand. Il n'accepta pas l'étoile, symbole des partisans (on avait discuté de cette question et du

terme de «partisan» à la Conférence) et cela, non seulement parce qu'elle portait prétendument atteinte à ce qui était le symbole de la nation, mais surtout parce qu'il s'agissait pour lui d'une question de principe : l'Albanie d'après-guerre serait-elle une vraie démocratie nouvelle, ou la continuation de l'ancien régime de Zogu, des féodaux et des *bayraktars* ? Assurément, Abaz Kupi pensait au retour de Zogu et il travaillait pour cela, mais nous connaissions déjà le caractère complexe de cet homme, nous avions nos doutes et nos réserves en ce qui le concernait et, avec le temps, nous le connaîtrions encore mieux et nous nous convaincrions pleinement qu'il avait toujours été l'agent et l'homme de Zogu, envoyé clandestinement en Albanie par l'Intelligence Service, qui le subventionnait et lui transmettait ses consignes. Il avait donc reçu pour instruction d'accepter notre invitation, de participer au Front, de se poser en combattant, mais de ne pas tirer un coup de feu contre l'occupant et d'attendre des ordres sur le moment et la façon de passer à l'action.

Les discussions se poursuivirent tard dans la nuit et le lendemain matin. Après les discussions, Nexhmije Xhuglini, en tant que secrétaire de la Conférence, lut aux participants le projet de Résolution que nous avions déjà préparé. Comme il n'y eut pas d'objections essentielles, la Résolution fut approuvée. Ce document étant publié et connu, je ne m'attarderai pas sur sa teneur. Nous procédâmes ensuite aux élections. La Conférence élut le Conseil antifasciste de libération nationale provisoire composé de sept membres, des trois représentants du Parti communiste d'Albanie, Enver Hoxha, Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi, de Myslim Peza et des délégués «nationalistes» Abaz Kupi, Ndoc Çoba et Kamber Qafmolla (ce dernier en son absence).

Tout avait bien marché dans l'organisation de la Conférence. Les habitants de Peza veillèrent à satisfaire tous nos besoins et le secret en particulier fut parfaitement gardé. L'enthousiasme des paysans et des partisans s'observait surtout dans les intervalles entre les séances quand les délégués s'entretenaient avec eux. Ce fut au cours d'une de ces pauses que se produisit un épisode qui nous fit rire, mais qui vexa beaucoup Abaz Kupi.

Nous étions en train de faire un concours de tir, quand Abaz Kupi arriva, épaula son fusil, tira deux ou trois fois mais sans parvenir à atteindre la cible. Alors, pour le taquiner, Nexhmije lui dit :

«Si j'essayais une fois, monsieur Kupi, je n'ai jamais tiré avec un fusil».

Et voilà que du premier coup elle fit mouche.

Le visage d'Abaz se rembrunit de voir une jeune fille l'emporter sur lui qui passait pour un tireur d'élite. Et Haxhi de lui dire :

«Ne t'en fais pas, Abaz. Chez nous, à Dibër, les filles aussi savent se servir d'un fusil».

Myslim, de son côté, pour humilier encore plus Abaz, le railla :

«Ton fusil s'est peut-être rouillé, mon vieux».

Ainsi se termina la Conférence de Peza, qui sanctionna la fondation de l'organisation combattante du peuple albanais, le Front antifasciste de libération nationale. L'appellation même de Front antifasciste de libération nationale avait une profonde signification politique et militaire, ces quatre mots résumant l'idée de l'union du peuple. Mais pour quoi faire, demanderait-on ? Pour créer un front de combat. Le mot «Front» suggérait à la fois une idée et une action. Par ce terme, on entendait le rassemblement des forces vives du peuple organisé dans un front de combat qui nécessitait du courage, de l'héroïsme, une politique avisée, une stratégie et une tactique diversifiée face à un ennemi farouche. Mais quel était le but de ce combat ? Il n'était pas difficile de répondre à cette question : la libération de la nation. C'était donc un Front de libération nationale qui mobiliserait et organiserait dans son sein toutes les forces antifascistes qui combattraient pour la libération de la patrie. A la suite de quoi, notre patrie changerait de visage, elle aurait un nouveau régime choisi par le peuple lui-même qui, après s'être battu les armes à la main et avoir consenti d'immenses sacrifices, aurait le droit de définir la forme du régime qui lui conviendrait. Nul autre, aucun ennemi intérieur ou extérieur, ne se verrait permettre ni ne serait en mesure d'imposer sa volonté au peuple albanais. Et la nouvelle situation qui se créait ainsi était l'œuvre glorieuse du Parti communiste d'Albanie, dont la Conférence de Peza venait de confirmer le rôle dirigeant.

Lorsque la Conférence eut terminé ses travaux, on vit arriver les «invités» retardataires Skënder Muço, Azis Çami, Musa Puka et Kamber Qafmolla. Nous les accueillîmes cordialement, conversâmes avec eux et leur rapportâmes en détail le déroulement des travaux de la Conférence et les décisions qu'elle avait prises. Nous leur donnâmes également à lire la Résolution que nous avions adoptée. Ils firent semblant d'être satisfaits, exprimèrent leur regret de ne pas être arrivés à temps, et souscrivirent et aux décisions et à la Résolution de la Conférence.

Comme je l'ai déjà dit, nous avons pris toutes les mesures pour faire imprimer les documents de la Conférence. Ces jours-là, nous travaillions aussi à la publication de deux numéros du «Zëri i popullit» qui annonceraient cet événement historique et feraient écho à la Résolution de la Conférence de Peza. [Il s'agit des numéros 3 et 4 du «Zëri i popullit» (octobre 1942.), dans lesquels furent publiés l'article «Le peuple albanais et sa lutte pour la

liberté» (pp. 7-11), qui annonçait que la Conférence de Peza s'était tenue avec succès et traitait en détail de l'importance de cet événement, ainsi que l'«Appel du Conseil général de libération nationale» (pp. 11-13) invitant le peuple albanais à s'unir et à se dresser dans la lutte pour la liberté, pour une Albanie libre, démocratique et indépendante.] La Résolution fut imprimée rapidement et tous les participants à la Conférence en emportèrent des exemplaires pour les analyser et les distribuer parmi le peuple. Certes, c'était à Tirana que nos camarades en distribueraient le plus grand nombre, mais ils les diffuseraient aussi dans les autres villes et dans les villages du pays.

Sur ces entrefaites, certains de nos camarades et moi-même, après avoir terminé ce qui nous restait encore à faire, décidâmes de rentrer à Tirana. Nous devions nous déplacer dans le plus grand secret parce que l'ennemi pouvait être au courant de notre Conférence et avoir renforcé son dispositif de contrôle. Nous emporterions aussi une bonne quantité de documents à l'intention des camarades de Tirana et des autres districts.

Le père Myslim nous promit de nous trouver une auto avec un conducteur de confiance, qui avait déjà effectué de pareilles missions, surtout lors des préparatifs de la Conférence de Peza, il était attaché au Parti et au Mouvement de libération nationale, il s'appelait, me semble-t-il, Meti [Muhamet Qoli].

Un ou deux jours plus tard, vers midi, il vint avec une «onze cents» qu'il avait empruntée à un ami, et, l'après-midi même, nous partîmes pour Tirana avec Dishnica et Gjinishi. Nous avions tous trois une allure d'«intellectuels». Je portais des lunettes de soleil noires, à ma ceinture, sous mon gilet, un pistolet, et dans ma serviette une autre arme automatique à vingt coups. Dans le coffre nous avons placé deux sacs pleins de documents et de tracts ainsi que de nombreux exemplaires de la Résolution de la Conférence.

Nous fîmes le chemin de Peza à l'entrée de Tirana sans incident, mais au moment où nous dépassions le poste de contrôle de l'ennemi et pensions avoir échappé au danger, Tafari [*Pseudonyme de Mustafa Gjinishi.*], sans nous consulter, dit au chauffeur.

«Tourne à droite !

— Où ça ? demandai-je, étonné. Tu veux nous conduire chez les Italiens comme on va à l'abattoir ? et je lui montrai du doigt les casernes proches de l'endroit vers où il avait eu l'idée de diriger notre auto.

— Les casernes sont loin, me répondit-il calmement, mais tout près d'ici se trouve l'auberge d'un ami à moi. Nous allons y laisser les sacs pour pouvoir rentrer en ville sans rien de compromettant sur nous.»

Je n'eus pas le temps de le contredire, car l'auto s'était arrêtée devant une sorte d'auberge sale et délabrée. Il ne nous restait qu'à descendre en vitesse, Nous cachâmes les sacs dans un recoin de l'auberge avant de regagner notre voiture.

Apparemment, notre halte de quelques minutes attira l'attention des soldats et des miliciens, qui se trouvaient près de là, et quand nous repartîmes vers la rue de Kavaja (aujourd'hui rue de «La Conférence de Peza») deux ou trois carabiniers nous firent signe de nous arrêter.

C'était un samedi, et les fascistes avaient quartier libre. Des soldats et surtout des officiers italiens se promenaient dans les rues ou remplissaient les cafés et les restaurants. La circulation intense nous empêchait de manœuvrer facilement. Tout à coup, nous nous rendîmes compte que deux motards s'étaient mis à notre poursuite. Mais, Meti, loin d'arrêter l'automobile, manœuvra si habilement que nous parvîmes à nous dérober aux miliciens. Nous échappâmes ainsi une fois de plus à un grand danger et réussîmes enfin à gagner Kodra e Kuqe.

Les fascistes, furieux de nous avoir laissé glisser entre leurs doigts, étaient revenus à l'auberge de l'ami de Gjinishi où, après avoir bien fouillé, ils avaient mis la main sur tous les documents que nous avions emportés de Peza. Certes, ces documents ne leur étaient pas destinés, mais nous nous «consolâmes» à l'idée que les fascistes étaient parmi les premiers à apprendre la grande nouvelle que le peuple albanais avait décidé de s'unir dans la lutte et de les anéantir. Nous apprîmes par la suite que Nako Spiru aussi, avec deux autres camarades, après avoir quitté Peza et pris la route de Durrës, étaient tombés à Ndroq sur des patrouilles ennemies qui les avaient arrêtés. Pour autant que je m'en souviens, Nako ne resta pas longtemps en prison, car il réussit à s'évader.

Deux ou trois jours après notre départ de Peza, les Italiens, soutenus par les forces du gouvernement quisling, déclenchèrent une opération de représailles dans la région. Les fascistes, déjà au courant de la tenue de la Conférence, et sentant le danger que leur faisait courir l'existence d'une pareille base de la Lutte de libération nationale près de Tirana, avaient décidé de nettoyer Peza des partisans et des sympathisants de notre Mouvement. Ainsi quelque trois milliers d'Italiens et de traîtres donnèrent l'assaut à Peza après l'avoir encerclée. Notre détachement de partisans de la région, sous la conduite de Myslim Peza et soutenu par les paysans qui l'avaient rejoint, réussit par des manœuvres et des attaques surprises à rompre l'encerclement, ne subissant que de légères pertes. L'ennemi féroce déchargea sa colère sur les habitants, femmes et enfants. Il incendia leurs

maisons, notamment celle de Myslim, où avait eu lieu la Conférence de Peza. Mais aujourd'hui on l'a reconstruite et elle se dresse sur ses anciennes fondations telle qu'elle était à l'époque, comme un glorieux souvenir qui rappellera cet événement aux générations futures.

De Tirana nous suivions, attentifs et inquiets, le cours des événements à Peza, mais nous étions fermement convaincus que les communistes, les partisans et le peuple de cette région affronteraient avec courage et intelligence cette situation. C'est en effet ce qui se produisit: l'ennemi, vaincu, se retira de Peza.

La Conférence eut un énorme impact parmi le peuple, elle raviva ses espoirs et sa confiance dans le Parti communiste d'Albanie, dans la lutte et la victoire et suscita d'autre part l'exaspération et l'effroi dans les rangs de l'ennemi. La tenue de la Conférence et ses décisions furent pour les fascistes italiens un vrai soufflet, politiquement et militairement. Leurs positions en Albanie étaient ébranlées. Ils allaient, certes, accentuer encore leurs mesures de terreur, emprisonner et tuer des communistes, des patriotes, des gens du peuple, incendier des villages et des régions entières, recourir à de nouvelles manœuvres de concert avec les chefs de file de la réaction locale, avec les pseudo-patriotes et les pseudo-démocrates, mais tous leurs efforts seraient vains. La lutte du peuple albanais sous la direction du Parti communiste devait être toujours mieux organisée, plus acharnée, l'occupant serait petit à petit chassé du pays et les ordures à sa solde trouveraient la place qui leur revenait dans la poubelle de l'histoire.

II. DE PEZA À LABINOT (septembre 1942 — septembre 1943)

Le succès obtenu par la I^{ère} Conférence antifasciste de libération nationale du peuple albanais nous encouragea. Ce fut un important pas vers la victoire finale sur les envahisseurs et les traîtres. Malgré tout, nous étions pleinement conscients de n'avoir jeté que les fondations de la citadelle que nous devons maintenant ériger. La lutte et les tâches qui nous attendaient maintenant étaient plus urgentes, plus ardues et plus complexes. Conformément à la ligne du PCA et se fondant sur le programme de combat approuvé par la Conférence de Peza, notre peuple, les communistes et les véritables patriotes devaient décupler leurs efforts pour faire du Front de libération nationale une force de choc invincible et des conseils de libération nationale de véritables organes propres à mobiliser, à défendre et à représenter le peuple insurgé.

1. A la pointe de la lutte

Quand nous étions encore à Peza, nous avons défini les tâches qui nous incombaient et les avons réparties entre nous. Pour ma part, je devais travailler essentiellement à Tirana où, en dehors des tâches de Parti (qui ne furent naturellement pas évoquées, car il n'y avait aucune raison qu'elles le fussent à la réunion du Conseil), on m'avait assigné des missions relevant du Conseil antifasciste élu à Peza; je devais travailler à l'organisation du conseil de libération nationale clandestin de la capitale et veiller en particulier à l'action menée auprès de l'intelligentsia; Ymer Dishnica devait travailler auprès de quelques nationalistes aux tendances prometteuses, mais qui ne s'étaient pas encore liés au mouvement de libération nationale ; Mustafa Gjinishi avait sous son «patronage» l'Albanie centrale ; Abaz Kupi, cela allait de soi, les régions de Kruje et de Mat, et ainsi de suite. On ne fixa pas de tâches spéciales à Myslim Peza parce que, commandant le détachement de Peza, il assumait une fonction d'une grande responsabilité qui rendait ses mouvements plus difficiles.

Tous les membres du Conseil ainsi que les autres participants à la Conférence reçurent pour instruction de transmettre au peuple, une fois rentrés dans leurs villes ou leurs villages, l'esprit et les décisions de la Conférence de Peza, de faire connaître sa Résolution, d'appeler à mettre sur pied les conseils de libération nationale, les guérillas et les détachements de partisans et de diriger le travail concret à cette fin. Il fallait clairement expliquer au peuple l'importance de la Conférence et le mobiliser pour qu'il traduise dans les faits les décisions qu'elle avait prises. En outre, on recommanda aux camarades d'intensifier leurs contacts avec les éléments nationalistes influents, de leur parler de la plate-forme que nous avons approuvée et de les inviter, sur cette base, à s'unir à tout le peuple albanais dans la Lutte de libération nationale.

Naturellement, le grand succès que nous avons obtenu à Peza, l'élection du Conseil général de libération nationale qui se mit immédiatement au travail, ne signifiait nullement qu'il serait dorénavant seul à prendre en charge les problèmes du Front et des conseils de libération nationale. Juger et agir de la sorte revenait à considérer que les travaux de la Conférence de Peza mettaient un terme à notre activité pour le Front, et à laisser tout à la charge du Conseil général ; c'eût été là une erreur fatale aussi bien sur les problèmes cardinaux de la lutte et du peuple que pour les destinées de notre Parti communiste. Et cela, non pour la simple raison que le Conseil, aux côtés des représentants du Parti communiste et de quelques vrais patriotes conséquents, comprenait des éléments hésitants, indécis ou qui s'étaient ralliés à nous dans l'intention de saboter plus tard notre mouvement. Non, même si tous les membres du Conseil général avaient été des éléments éprouvés, conséquents, des combattants résolus, le travail et le rôle du Parti devaient à tout prix demeurer irremplaçables.

Seul le Parti communiste, par sa juste ligne, son programme clairement défini, le militantisme de tous ses membres et son esprit de suite, permettrait au Conseil général de mieux s'acquitter de ses tâches et de ses fonctions, au Front de grossir ses rangs, d'étendre son influence et de se renforcer sur des bases plus solides encore, aux conseils de se constituer et d'agir de manière conséquente dans tout le pays, et à la lutte de gagner en ampleur, de revêtir le caractère d'une véritable guerre générale et populaire et d'être couronnée de succès.

Pour que cette norme et ce principe du marxisme-léninisme concernant le travail du Parti au sein du Front trouvent une juste application dans les conditions concrètes de notre pays, il nous fallait assumer de nombreuses tâches et de multiples responsabilités.

Certes la Conférence de Peza affirma le rôle dirigeant de notre Parti dans la Lutte de libération nationale, mais on ne doit pas s'imaginer qu'une fois ses travaux achevés, tout était définitivement réglé. Il y avait des zones entières, surtout dans le Nord, où nous n'étions pas encore arrivés à faire connaître autant qu'il le fallait notre programme combatif et notre conception de la lutte, nous n'y avons pas non plus obtenu les résultats escomptés pour l'union et la mobilisation du peuple. Par ailleurs, même là où nos succès étaient évidents, certaines couches et certains groupes ne se rendaient pas encore compte du rôle et des tâches qui leur incombaient à cette heure.

Il ne nous restait donc qu'à travailler et à lutter pour que le nom du Parti, sa parole et son action soient connus partout, pour que le peuple se range à ses côtés. Car sans une lutte concrète, sans des efforts laborieux et continus on ne peut s'assurer le rôle dirigeant. Ce rôle, personne ne vous en fait cadeau.

Le fait que le Parti communiste d'Albanie était l'unique parti politique dans le pays a joué un rôle positif qui a facilité notre travail. Mais cette vérité que nous évoquons souvent ne doit pas donner à penser que le rôle dirigeant dans la lutte, dans le Front et ailleurs serait mécaniquement attribué à notre Parti, du moment qu'aucun parti «rival» n'aurait pu l'assumer ! Non, la réalité fut tout autre, très complexe, difficile, et grosse d'importants problèmes.

Certes, il n'y avait pas chez nous de partis politiques bourgeois de diverses couleurs, mais il existait toutes sortes de groupes et de groupuscules, de milieux et de courants aux multiples nuances et tendances, qui disposaient de plus ou moins d'influence et d'appuis. Le fait est que ces groupes et ces courants ne se dressaient ni ne se prononçaient contre l'occupant, mais ils ne pouvaient pas non plus demeurer inactifs, en dehors de la politique et de l'action, ce que d'ailleurs personne ne leur aurait permis. Puisque dans l'ensemble ils n'étaient pas contre le fascisme, il va sans dire qu'ils étaient contre nous, contre notre Parti, son programme et sa ligne relative au Front, aux conseils de libération nationale, à la lutte, etc.

Il nous fallait faire face à tous ces éléments et cet affrontement devenait très compliqué du fait qu'au début la plupart d'entre eux ne se prononcèrent ouvertement ni contre l'occupant, ni contre nous, se bornant à tergiverser, à manœuvrer.

N'oublions pas non plus que l'état arriéré et l'ignorance hérités du passé, les mentalités rétrogrades, depuis les coutumes féodales jusqu'à la mentalité bourgeoise et, dans ce cadre, la propagande fiévreuse que Zogu et le fascisme avaient menée depuis de longues années contre le communisme, constituaient aussi de grands obstacles à notre travail.

Avec le fascisme, tous ces groupes, tendances et mentalités s'opposaient donc, en tant qu'expression de l'esprit de parti bourgeois et féodal, à notre Parti communiste. Sans buter dans notre travail sur des partis politiques organisés de la bourgeoisie et de la réaction, nous devions toutefois nous heurter à leurs intérêts de classe farouches, complexes, hostiles, nocifs et tortueux, affronter leurs menées pour conserver leurs positions dominantes, et combattre les mentalités et les survivances du passé afin d'éclairer l'esprit et le cœur du peuple et de lui faire prendre conscience de la juste voie à suivre.

Il était indispensable que le Parti décuplât ses efforts pour étendre dans tout le pays son rôle de dirigeant du Front et des conseils de libération nationale et, surtout, pour le garder et le renforcer sans cesse en empêchant quiconque de s'en emparer. Nous savions bien et nous avions prévu que même la fraction de la réaction intérieure qui ne s'était pas encore affichée en tant que telle, s'organiserait et tenterait de liquider le Front et les conseils de libération nationale afin de saper la lutte du peuple pour la liberté et la démocratie. On imagine la catastrophe qui se serait produite dans cette nouvelle situation si notre Parti, après la Conférence de Peza, avait considéré comme «accompli» son devoir vis-à-vis du Front et des conseils et avait employé ses forces, disons, uniquement comme des «forces de choc» et d'«action». Avec des Abaz Kupa et des Halim Begeja on n'arriverait jamais à démasquer Ali Këlcyra et compagnie, au contraire, le «Balli Kombëtar», qui allait regrouper tous ces criminels et ces «effendis», prendrait les rênes et notre Parti se trouverait soudain devoir faire face à l'attaque organisée et meurtrière des forces du fascisme et de la réaction.

Vu les perspectives de la lutte que nous étions en train d'organiser avec la large participation des masses, des ouvriers, des paysans, de la jeunesse, des femmes, des patriotes, etc., il était indispensable que le Parti assume le rôle de direction dans tous les domaines. Le patriotisme, l'attachement de notre peuple à la liberté avaient été et restaient une force motrice et un facteur important pour l'union et la mobilisation du peuple dans la lutte, mais à présent cela ne suffisait plus. Il fallait tenir compte aussi d'autres facteurs et impératifs, des intérêts vitaux et à long terme des ouvriers et des paysans. Si nous parvenions donc à les convaincre qu'après la Libération leurs intérêts seraient satisfaits comme il se devait, il est hors de doute que cette union se réaliserait dans un plus bref délai et qu'ils seraient plus déterminés à se battre. Le facteur fondamental qui amènerait les masses à croire dans un nouvel avenir, différent du passé, était justement l'existence du Parti communiste à la tête du Front et de la lutte, son rôle dirigeant. Et en cela, nous ne nous permîmes aucune erreur, aucun compromis, aucun accord ni tentative en vue d'une éventuelle distribution des rôles.

Il ne faut jamais croire que cela fût clair pour tout le monde ni que ce fût une tâche facile. Au contraire, nous devions nous heurter à de grands obstacles et à d'immenses difficultés, subir des attaques, des accusations et des pressions de toutes parts. Non seulement les fascistes et leurs collaborateurs, Merlika et compagnie, mais aussi nombre de ceux qui s'étaient tenus à «l'écart» en attendant que «leur heure sonne» nous accusaient, nous, notre Parti, notre idéologie, en usant de tout leur arsenal anticommuniste élaboré depuis des années. En particulier après la victoire que nous avons remportée à la Conférence de Peza, cette campagne anticommuniste menée «au niveau des principes» et, très concrètement, contre le PCA, devint encore plus violente. «L'épouvantail du communisme» était agité dans chaque discours du traître Merlika, on «plaignait» le peuple de se laisser désorienter par quelques «vendus» à Moscou et à Staline et l'on prétendait, que nous bafouions l'honneur, la famille, la religion, la fraternité, la patrie, etc., etc.

Les raisons du déclenchement de cette campagne sont faciles à comprendre: nos ennemis étaient plus effrayés que jamais à l'idée que le PCA devenait la force principale qui, graduellement, rassemblait autour d'elle les masses, le peuple et les dressait dans la lutte. Face à cette attaque anticommuniste, il y eut même quelques camarades (je ne parle pas des pseudo-patriotes qui se ralliaient entièrement à Merlika) qui, sous la pression de la réaction ouverte et camouflée et en raison de leur manque de clairvoyance et de formation, où de la persistance de vieilles idées opportunistes, nous «demandèrent» de ne mentionner ni le nom ni le rôle du Parti communiste parmi les masses et dans le Front car cela nous aurait soi-disant porté préjudice, nous aurait éloignés du peuple et surtout des nationalistes !

«A votre avis, demandai-je un jour à un de ces éléments, nous devrions cacher l'existence de notre Parti communiste, le fait que c'est lui qui a créé le Front, convoqué et organisé la Conférence de Peza et qu'il conduit la lutte ?

— Nous pouvons en parler entre nous, me répondit-il, au niveau du Parti et parmi nos sympathisants, mais pour le moment du moins parmi les masses, non ! Ne prêtons par le flanc aux accusations calomnieuses de l'ennemi. Agissons dans le cadre du Front et ne mettons en avant comme organe dirigeant que le Conseil antifasciste !»

Notre camarade était allé trop loin, mais je me rendis compte aussi que les autres camarades, bien qu'ils l'eussent contredit, devaient être éclairés pour comprendre plus à fond et correctement ce problème. Je poursuivis donc :

«Du point de vue des principes, un parti communiste ne dissimule son existence en aucune circonstance. Sinon quelle serait sa raison d'être ? L'ennemi doit tout ignorer du mode d'organisation d'un parti communiste, de ses points d'appui, de sa documentation, de ses plans et de ses actions, mais son existence, ses principaux mots d'ordre à une étape ou à un moment donnés ne doivent en aucun cas rester secrets. A présent, notre mot d'ordre principal est le suivant :

«Lutter contre les occupants et les traîtres pour la libération du pays !» Il n'y a aucune raison de dissimuler que c'est nous, les communistes, qui avons lancé les premiers ce mot d'ordre, l'avons exalté, appliqué avec esprit de suite, au prix du sang versé par nos camarades. Les fascistes ont peur de ce mot d'ordre de combat. Ceux qui y renoncent sont des traîtres, mais le peuple et les vrais nationalistes l'ont adopté à tout jamais. Nous avons lancé un autre mot d'ordre : «L'union de tout le peuple au sein du Front antifasciste !» Et ce n'est pas là une raison pour que le peuple et les vrais nationalistes s'éloignent de nous, au contraire c'est justement parce que nous avons mis ces mots d'ordre au premier plan que le peuple nous aime et nous suit,

«Mais ce n'est pas l'unique raison pour laquelle nous devons clamer bien haut le nom et l'action du Parti, poursuivis-je. Voyez les calomnies et les odieuses accusations que la réaction vomit sur nous, sur le communisme en général. Si nous reculons, nous nous cachons ou nous taisons, nous donnerons à nos ennemis déclarés et camouflés la satisfaction dont ils rêvent, et nous laisserons les gens qui n'ont pas encore une claire vision des choses à la merci des diffamations de Mussolini et de Merlika. C'est pourquoi nous devons par tous les moyens et de toutes nos forces, plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent, expliquer au peuple ce qu'est le communisme et ce que nous sommes, nous, communistes, pourquoi nous luttons, quelle idée nous nous faisons de la patrie, de la famille, de la société, du présent et de l'avenir du pays.

— D'accord, cela produit son effet sur les simples gens, mais les nationalistes ne seront pas rassurés, objecta pour sa «défense» le camarade avant de passer de nouveau à l'attaque. Peut-être faudrait-il se montrer plus réservés au moins dans la popularisation de l'Union soviétique.

— Et pourquoi ?

— Parce qu'indirectement ou directement nous laissons entendre que nous sommes pour le système soviétique, que nous nous prononçons donc dès maintenant pour la forme du futur régime. Cela est en opposition avec la plate-forme de la Conférence de Peza.

— Il ne faut pas confondre ni compliquer les choses ! lui dis-je. Populariser l'Union soviétique, la grande guerre livrée par la glorieuse armée de Staline est une chose, et vouloir instaurer chez soi le régime soviétique en est une autre. A ce qu'il paraît vous n'avez pas bien lu les articles que nous publions dans le «Zëri i popullit». Pas plus que par les autres moyens de propagande, nous n'y avons posé ni ne posons actuellement la question du régime qui sera instauré chez nous après la Libération. Mais nous défendons l'Union soviétique, Staline, le bolchevisme et nous les défendons ouvertement parce que les ennemis, eux, les accusent publiquement. Nous devons dire la vérité pour que le peuple, les patriotes sachent qu'ils ont à leurs côtés un allié puissant, le peuple soviétique dirigé par Staline. D'autre part, poursuivis-je, il est vrai que nous nous en tenons de manière conséquente à la plate-forme de la Conférence de Peza relative à la Lutte antifasciste de libération nationale et c'est là notre objectif immédiat, mais nous ne devons jamais oublier que les classes pauvres, les ouvriers et les paysans se dressent dans cette lutte pour libérer certes la patrie, mais aussi pour secouer tout joug qui pèse sur eux. Comment et quand on y parviendra, c'est une autre affaire. Quand le moment sera venu, nous donnerons au

peuple toutes les possibilités de se prononcer lui-même, en toute liberté, sur le régime de son choix. Mais, en tant que communistes hostiles à n'importe quel joug, il nous incombe, en suivant les voies indiquées et compte tenu du problème fondamental de l'heure, de préparer les masses et d'assurer leur prise de conscience afin qu'elles choisissent elles-mêmes la voie qui leur assurera l'avenir le plus sûr. Nous ne leur disons pas actuellement que la propriété privée et les classes riches seront liquidées comme en Union soviétique, mais nous leur montrons simplement comment est organisée la vie en Union soviétique, comment y vivent les ouvriers, les kolkhoziens. Dans tout cela, dis-je en conclusion, il n'y a rien qui dépasse le cadre des mots d'ordre du moment. C'est pourquoi notre Parti, par la ligne qu'il suit et grâce au travail concret de ses membres, agit et doit agir très activement au sein du Front et dans la lutte, mais l'essentiel c'est qu'il 'doit être le promoteur du Front et de la lutte, leur âme et leur véritable force dirigeante.»

En même temps, nous avons bien soin de stigmatiser sévèrement toute manifestation d'extrémisme et de sectarisme, tout écart relatif aux tâches à accomplir et aux mots d'ordre à suivre à l'époque que nous vivions. Si nous nous montrions complaisants, ces attitudes et ces actes auraient des conséquences fâcheuses et nocives pour l'image et le rôle du Parti en particulier et pour son travail auprès des masses en général.

Malheureusement, l'organisation du Parti de Tirana se trouva confrontée à un pareil danger, aussitôt après la clôture de la Conférence de Peza. C'était l'époque où Jacomoni, Merlika et la réaction pseudo-patriotique, furieux du succès que nous venions d'obtenir à Peza, intensifiant et coordonnant leur campagne pour discréditer notre Parti communiste, se mirent à l'accuser de se livrer à des actes de «terrorisme», de «semer la discorde», d'avoir prétendument «incité le peuple à une guerre d'extermination», de «troubler l'ordre public», de «conduire à leur perte les masses et surtout la jeunesse», etc., etc.

Et justement un de ces jours-là un des cadres d'alors du comité régional de Tirana vint me voir (nous devions l'exclure peu après du Parti pour de graves erreurs) pour me dire qu'ils avaient décidé d'effectuer une grande action de sabotage pour riposter aux représailles des fascistes.

«En principe, je suis d'accord, lui dis-je. Mais, plus concrètement peux-tu me dire en quoi consistera cette action ?

— Nous allons faire sauter une école, répondit mon camarade avec désinvolture.

— Une école ? La faire sauter ? m'écriai-je stupéfait, mais, pour voir jusqu'où en étaient arrivées les choses, j'ajoutai «calmement» : Bon, bon ! Mais quelle est cette école ?

— Elle est tout près de l'aéroport de Tirana et l'important, c'est que les fascistes ont aménagé en dépôts un certain nombre de ses salles» et il essaya de me donner des indications sur l'endroit où se situait cette école.

«En aucune façon ! l'interrompis-je. Nous parlons chaque jour de l'importance de nos actions et de nos actes de sabotage, alors que vous vous êtes mis dans la tête de faire justement quelque chose qui nuit à notre cause.

— Il peut y avoir là-dedans plus de 100 m³ de planches en bois de pin en calculant les bancs et les tableaux, fit-il en cherchant à me convaincre. Sans parler des dégâts matériels, imagine un peu les flammes que ça fera ! Tirana va être illuminée pendant toute la nuit et cela produira un grand effet sur le peuple !

— Bien sûr ! lui dis-je ironiquement. La nuit on verra les flammes monter dans le ciel et le matin on devra essuyer le «feu» des Merlika : «Regarde, ô peuple, comment agissent les communistes ! s'écrieront les traîtres. Ils mettent le feu aux écoles des enfants ! Heureusement que nous, fascistes, avons réussi à empêcher que les élèves y soient brûlés aussi.»

— Mais c'est une école fasciste ! insista l'autre.

— Alors, tu crois que les fascistes vont expliquer qui fréquente cette école ?! Ils profiteront de cet incendie volontaire d'une école pour clamer :

«Les communistes sont contre les écoles, contre les «enfants, contre toutes les bonnes choses...» Tu vois quelle belle action vous avez projetée de faire !» lui dis-je et pendant que j'expliquais le tort qu'une telle action nous causerait, je constatai qu'il ne tenait pas en place.

«Qu'est-ce que tu as ? lui dis-je. Tu n'es pas d'accord ?!»

Il se tut un moment, se tordit les lèvres et articula à mi-voix :

«Le pire c'est que notre section de guérilla en a reçu l'ordre. J'ai pensé que vous seriez d'accord et j'ai approuvé le plan.

— Cours vite, lui criai-je, fais annuler l'action tout de suite et qu'on nous informe sur-le-champ de ce qu'il en est.»

Je l'ai attendu, inquiet, mais il n'est pas revenu et je n'ai pas vu non plus la nuit les flammes «illuminer» la capitale. Plus tard, nous apprîmes que l'action avait eu lieu et s'était terminée honteusement : l'un des membres de l'unité avait été blessé et capturé, à la suite de quoi l'ennemi avait déclenché une vague d'arrestations et de perquisitions.

Dans le style de cette action blâmable, nous fûmes, à peu près à la même époque, confrontés à une autre action désastreuse : on vint me dire un jour que deux ou trois camarades de l'organisation de Tirana, des aventuriers et des fractionnistes comme «Beaverbrook» et Fiqret Sanxhaktari (fiancée à l'aventurier Agron Çorati, avant de devenir la fiancée, puis la femme de Mehmet Shehu), qui voulaient soi-disant «sauver» un camarade qu'on venait d'arrêter, avaient enlevé la petite fille de Man Kukaleshi, le commandant de la gendarmerie de Tirana, et envoyé à son père ce petit mot : «Notre camarade, ou ta fille».

Quand on m'informa de cette abomination, j'eus peine à croire qu'une idée semblable ait pu germer dans la tête d'un Albanais, et encore moins d'un communiste albanais, mais les camarades vérifièrent les faits sur-le-champ et me dirent que c'était exact.

«C'est à la fois de l'aventurisme et du terrorisme ! m'écriai-je et je me levai. — Qu'on libère tout de suite l'otage et que les terroristes soient jugés par le Parti. La sanction la plus clémente sera leur exclusion de nos rangs ! Cela, s'ils ont agi bêtement ou par myopie politique et idéologique. Mais s'ils ont été mus par d'autres motifs (et j'envisageai dans ce cas-là l'éventualité d'un piège ou d'une provocation) le jugement et le châtement seront différents.»

Grâce à notre intervention immédiate, cet incident odieux, unique dans son genre, même dans l'histoire de nos ennemis intérieurs (un tel acte était étranger aux conceptions du Parti), fut étouffé dans l'œuf.

Quelques jours après, nous allions apprendre en effet que l'espion et criminel Man Kukaleshi n'avait pas hésité à répondre à la «demande d'échange» de type terroriste de «Beaverbrook» et de Fiqret Sanxhaktari par un ultimatum digne d'un fasciste : «Si à telle heure, vous ne relâchez pas ma fille, nous ferons pendre en plein cœur de Tirana dix de vos camarades emprisonnés.» Et pour montrer qu'en matière de crimes, ils conformaient leurs actes à leurs paroles, les fascistes et leurs laquais donnèrent le jour même l'ordre de dresser les sinistres potences.

Voilà donc quelles conséquences funestes aurait entraînées l'action aventureuse que je viens d'évoquer si nous ne l'avions pas arrêtée à temps et condamnée sévèrement ! Non seulement nous aurions perdu dix de nos camarades, mais nous aurions aussi fourni à nos ennemis un «motif» et un «argument» de plus pour déclencher une nouvelle vague de terreur fasciste et de démagogie anticommuniste parmi le peuple. En tout cas, bien que les complications à redouter eussent été évitées, nous avons analysé à fond et avec rigueur cet incident en soulignant que des actions et des tentatives de ce genre sont non seulement odieuses et étrangères aux communistes, mais encore très préjudiciables à l'unité de notre Parti avec le peuple. Nous avons recommandé à toutes nos cellules et sections de guérilla d'être très réfléchies dans leurs actions, d'attaquer sans arrêt l'ennemi, de lui empoisonner l'existence, mais de ne jamais agir selon les caprices de tel ou tel.

«Les actions que nous menons pour le moment dans les villes, indiquai-je aux camarades, visent à éprouver l'ennemi et à créer autour de lui un climat d'insécurité, mais elles ont aussi un autre grand objectif: elles veulent faire voir au peuple notre force, notre capacité et le courage que nous avons de frapper l'ennemi même dans ses principaux repaires. Aussi les actions, les attentats, les sabotages doivent-ils être bien étudiés, préparés attentivement et organisés le mieux possible de manière à être absolument couronnés de succès. Faute de quoi, les conséquences qu'ils entraîneront auront un impact négatif, surtout parmi le peuple. Nous ne devons tolérer en aucun cas qu'une action, si nuisible soit-elle à l'ennemi, alimente tant soit peu les calomnies à l'adresse de notre Parti et de sa ligne.»

Ces deux actions préjudiciables qui se succédèrent en peu de temps, et le fait qu'à la même époque l'ennemi réussit à capturer quelques camarades des organisations du Parti et de la Jeunesse de Tirana, entravèrent le travail tout juste entamé pour appliquer les décisions de la Conférence de Peza. Bien plus, elles créèrent, comme je viens de le dire, une atmosphère tendue et lourde de dangers. Nous devons immédiatement remédier à cette situation pénible, éviter toute conséquence négative, stimuler et consolider encore le travail du Parti sur tous les fronts.

Dans une réunion du comité régional du Parti de Tirana que nous organisâmes ces jours-là pour discuter des tâches qui nous incombaient afin de mettre en œuvre la plate-forme de la Conférence de Peza, l'accent fut mis, entre autres, sur les problèmes qui avaient surgi récemment, des critiques sévères furent adressées aux fautifs et des sanctions prises contre eux. *[Cette réunion décida entre autres d'exclure du Parti Agron Çorati, «Beaverbrook» et Fiqret Sanxhaktari en tant qu'éléments animés d'un esprit de clan et fractionnistes ainsi que pour leurs conceptions et leurs actes aventuristes et terroristes.]* D'autre part, afin de consolider le travail au sein du comité régional ainsi que toute l'activité de l'organisation du Parti de la capitale, nous décidâmes également de démettre son secrétaire à l'organisation (c'était justement celui de «l'action» des planches de pin, mais il avait

commis des erreurs et manifesté des tendances déviationnistes dans d'autres cas aussi) et je proposai d'élire à sa place Kozma Nushi, mon camarade et compagnon d'armes inoubliable, un ouvrier communiste de la première heure. De même, Nexhmije Xhuglini, secrétaire politique du comité régional de la Jeunesse pour le district de Tirana fut élue membre du comité régional du Parti à la place de Misto Mame, tombé héroïquement au combat en août [1942].

«Nous sommes un Parti d'action, le Parti des actions incessantes, dis-je aux camarades, mais, si nous voulons toujours réussir, nous devons agir avec pondération et bien faire nos calculs. N'oublions pas que le peuple a les yeux tournés vers nous. Il ne croit pas aux calomnies et aux accusations des Merlika et autres écumeurs de marmites contre le communisme et les communistes, mais imaginez quelles conséquences négatives entraînerait une telle action ou prise de position erronée de la part de nos camarades. Non seulement nous ne pouvons nous permettre aucune action irréfléchie, aucun acte sectaire ou terroriste, mais nous devons nous méfier des provocateurs et prendre garde aux provocations que l'ennemi et ses agents peuvent monter contre nous.»

Je soulignai tout cela parce qu'il nous paraissait étrange et suspect que le coup des planches de pin et celui de l'enlèvement de l'enfant aient eu lieu sur coup aussitôt après la Conférence de Peza et juste au moment où une vague de terreur mêlée de démagogie fasciste déferlait contre notre Parti et sa ligne.

Il nous fallait donc être constamment en action, avec vigilance et prudence, pour affronter les nombreux problèmes de cette période, veiller à ce que l'image de notre Parti et son rôle dirigeant restent sans taches aux yeux du peuple, les rehausser et les renforcer toujours plus, car c'était là une condition décisive de l'union du peuple et de sa mobilisation dans la lutte.

La vérité est que le renom et le rôle du Parti acquièrent toujours plus de prestige, car il avait gagné l'amour et la confiance des masses. L'acte héroïque de nos vaillants camarades Vojo Kushi, Sadik Stavaleci et Xhoxhi Martini tombés en octobre de la même année au cours d'un combat sanglant qui dura six heures, nous affligea, mais donna en même temps un nouvel éclat au renom du Parti et de ses militants dans la conscience du peuple.

C'est à ce moment-là, dans le flot même de ces événements, que nous dûmes travailler à mettre en œuvre les décisions de la Conférence de Peza. Comme je l'ai déjà indiqué, même après ces événements, nous porterions l'essentiel de notre attention sur la classe ouvrière, la paysannerie et leurs composantes, les femmes et les jeunes, qui constituaient la base sociale du Front, sans toutefois négliger le travail auprès des nationalistes, des intellectuels, etc.

Certes, nous soulignions que la classe ouvrière et la paysannerie reconnaissaient dans le PCA le parti qui exprimait et défendait leurs intérêts, mais il ne faut absolument pas penser que toutes leurs couches étaient, dès ce moment-là, conscientes du rôle du Parti et de celui du Front de libération nationale. Il nous restait encore beaucoup à faire pour attirer et engager ces classes dans le Front et dans la lutte, et nous en étions parfaitement conscients.

Tant le Front que les conseils de libération nationale avaient des difficultés à s'établir dans les campagnes et surtout dans certaines zones du Nord. Cette situation était due à l'influence des *bayraktars*, au retard économique, social et culturel de ces régions, à la mentalité rétrograde qui y régnait etc., etc., mais, en même temps, aux lacunes de notre travail et, plus précisément, des comités régionaux et des organisations du Parti qui y déploierent leur activité. Le Comité central provisoire du Parti, sérieusement préoccupé par cette situation, analysa à maintes reprises son travail, celui des comités régionaux et de ses envoyés dans ces zones, et il donna des instructions pour l'améliorer. Bien entendu, nous ne nous attendions pas à ce que la situation évoluât en notre faveur en un ou six mois, mais nous insistions pour que l'action soit poursuivie, que les communistes, les idées du Parti et les décisions de la Conférence de Peza pénètrent partout et avec eux le chant du fusil des partisans.

Je me souviens que, lors d'une rencontre avec quelques camarades revenus des zones du Nord, alors que nous discutons des résultats obtenus et des difficultés encore à surmonter, l'un d'eux nous dit :

«Il est difficile de s'entendre sur des questions politiques avec les montagnards des zones reculées. L'ignorance et le conservatisme ont un tel pouvoir sur eux qu'ils ne vous écoutent même pas quand vous leur parlez.

— Bien sûr, lui dis-je, si nous allons chez notre paysan pour faire de la «grande politique», si nous l'entraînons dans des raisonnements sans fin, il a raison de ne pas nous entendre et même de nous fermer la porte au nez. Toute sa vie durant, les députés, les fonctionnaires des régimes antipopulaires, les plumitifs réactionnaires et autres charlatans lui ont cassé les oreilles avec la «grande politique». Le paysan n'écoute pas ce genre d'individus et il n'a aucune raison de le faire. Mais si on s'assoit avec lui devant la cheminée, si on lui parle franchement de ses récoltes, de ses soucis, de ses souffrances, de la patrie asservie, des lâchetés, des meurtres, des pillages qui sont le fait de l'occupant et de ses hommes, il ne considérera pas cela comme de la politique, mais comme une causerie sur ses tracas quotidiens et tu t'apercevras qu'il sait parler de ces choses-là mieux que toi. Laissons les subtilités politiques aux «politiciens», les simples gens, les ouvriers et les paysans, eux, sont pour l'action, pour

l'action contre ce qui leur fait mal, et le plus grand mal pour eux, la source de tous leurs maux, c'est maintenant l'occupation, qui étouffe la patrie. Comment faire pour secouer ce joug, voilà ce dont nous devons discuter avec le paysan et l'ouvrier, c'est cela qui leur tient à cœur et leur cœur bat pour la cause pour laquelle nous nous battons !»

Malgré tout, fort heureusement, des justifications et des «arguments» de ce genre étaient rarement avancés. Les prendre au sérieux, aurait conduit à se croiser les bras et à tout laisser tomber. Chaque fois que, sous une forme ou une autre, se manifestaient des tendances à sous-estimer le travail à la campagne ou dans les villes, nous les critiquions sévèrement et le fait est que, petit à petit, nous commençâmes à obtenir des résultats dans notre lutte, même dans les régions les plus reculées du pays. Le travail mené par les communistes et les centaines de patriotes désormais étroitement liés à la ligne du Parti et au programme du Front, accrût le rôle et rehaussa l'autorité de notre Parti, renforça et consolida encore l'union combattante du peuple dès les premiers mois qui suivirent la Conférence de Peza.

Les mois écoulés depuis la Conférence de Peza avaient confirmé une fois de plus la justesse de la ligne de notre jeune Parti, de sa stratégie et de ses tactiques. Les résultats étaient évidents : les rangs de notre Parti avaient grossi, tandis que les larges masses populaires, ouvriers, paysans, intellectuels, patriotes, jeunes albanais affluaient dans le Front de libération nationale, cette organisation combattante dirigée par notre Parti.

Le Mouvement de libération nationale était devenu à présent un large mouvement de masse pourvu d'une puissante base politique, comme les conseils de libération nationale, et d'une puissance militaire toujours croissante. Ces conseils remplissaient leurs fonctions dans les villes et les campagnes, dans les zones occupées et libérées, et leur autorité ne cessait de monter parmi le peuple. Le feu de la lutte armée avait gagné le Sud et le Nord du pays, les unités de partisans et les sections de guérilla brûlaient le sol sous les pieds des occupants et des traîtres. Essuyant les coups incessants que nous lui portions sur les plans idéologique, politique et militaire, le sinistre régime qu'avaient instauré les chemises noires traversait une crise profonde. Après Vërlaci, le bourreau Merlika fut rejeté comme une écorce de citron et on porta au pouvoir Eqrem Libohova, mais ni ce bey de Libohova, ni ses successeurs ne parviendraient à conduire à des ports tranquilles le navire en perdition du régime fasciste, car autour de lui se déchaînait l'océan de la lutte et de la haine populaires.

Ces situations ne manquèrent pas d'ébranler nos ennemis qui tentèrent désespérément de retourner la situation en leur faveur. Ainsi, à part les changements de marionnettes au gouvernement et dans l'administration «albanaise», à part l'intensification des mesures militaires et policières, un nouveau chapitre du combat que nous livrait l'ennemi allait s'ouvrir avec la mobilisation totale et le rassemblement de la réaction, surtout de la fraction que l'Italie fasciste avait jusque-là gardée en réserve. Comme le Parti communiste l'avait prévu et comme l'histoire le confirmerait par la suite, l'organisation «nationaliste» traîtresse du «Balli Kombëtar» aurait à jouer un rôle principal dans ce rassemblement. Notre lutte contre ce groupement de la réaction allait devenir un autre chapitre de la lutte héroïque de notre Parti et du Front de libération nationale du peuple albanais.

2. Le front des traîtres

En un temps où notre travail pour appliquer les décisions de la Conférence de Peza battait son plein, surtout vers le mois de novembre, nous reçûmes de nos camarades de Tirana et aussi de ceux des autres districts, plusieurs informations sur les nombreux déplacements, réunions et rencontres de certains chefs de file «nationalistes», en particulier de Mithat Frashëri. Nous étions sûrs qu'ils mijotaient quelque coup, c'est pourquoi nous recommandâmes à nos camarades de se montrer très vigilants et de nous tenir au courant du moindre fait.

Peu de temps après, vers la fin de novembre ou le début de décembre, le premier numéro de la feuille de chou «La lutte pour la libération nationale» [*Organe du «Balli Kombëtar»*], publiée et distribuée «clandestinement», nous apprit la nouvelle de la création d'une organisation «nationaliste» dénommée le «Balli Kombëtar». Une fois informés de la création de cette organisation, de l'identité de ses dirigeants ainsi que, un peu plus tard, de son programme, le «décalogue» de triste mémoire, nous eûmes la conviction d'avoir affaire à un produit de l'occupant, qui lançait cette «réserve» dans la lutte contre le Parti communiste d'Albanie, contre le Front antifasciste de libération nationale et la guerre de partisans pour la libération nationale.

L'appellation de «Balli Kombëtar» en dit long sur les projets de la réaction féodalo-bourgeoise du pays et les objectifs de l'occupant. Le terme de «Balli» n'est pas une simple traduction littérale de «Front», pas plus que «Kombëtar» n'est une simple traduction du mot «national». Non, cette appellation n'a pas un caractère patriotique, et l'on ne peut non plus l'expliquer par la linguistique; le terme de «Balli» avait un caractère profondément idéologique. Pour la réaction, «Balli» ne signifiait pas «lutte» contre l'ennemi, comme c'était le sens de notre «Front». Le «Balli» pour eux, c'était la «tête», la «direction prédestinée de la nation», c'est-à-dire l'ancien monde, «éternel», immobile, le monde conservateur avec ses oppresseurs et ses opprimés, le monde «national albanais» qui s'opposait au progrès, au communisme et les combattait. Telle était la signification du «Balli Kombëtar» créé par les occupants italiens et à travers lequel les chefs de file de la réaction albanaise

rêvaient d'organiser l'Albanie de demain. L'idée de «lutte» n'existait donc ni dans le nom de cette organisation ni dans son contenu, car celle-ci représentait un monde à l'agonie. Cependant, le «Balli» se battrait par la propagande comme par les armes, mais pas contre l'occupant, il se battrait contre le Parti communiste d'Albanie, contre l'Armée de libération nationale, contre le pouvoir nouveau des conseils de libération nationale. C'est Mithat Frashëri, un archi-traître, qui fut mis à la tête de ce ramassis d'individus de triste mémoire comme Ali bey Këlcyra, Kole Tromara, Faik Qufcu, et Nuredin Vlora, suivis d'autres comme Fuat Dibra, Hasan Dosti et Lef Nosi. Mais en fait, le «Balli Kombëtar» était dirigé par Jacomoni, le représentant du roi Victor Emmanuel III, et par le général Dalmazzo, commandant de l'armée italienne en Albanie.

Quant à la lie du pays qui créa et dirigea cette organisation en l'affublant de l'épithète «patriotique» (!), elle était en majeure partie constituée d'éléments nationalistes et pseudo-patriotes que nous nous étions efforcés de notre mieux, pendant plus de deux ans, de rapprocher de notre lutte, du Front de libération nationale, de la cause de la liberté et de l'indépendance de la patrie.

En évoquant plus haut les rencontres et les vifs débats que nous avons eus avec eux, j'ai donné aussi quelque indication sur leur caractère, leur origine et leur formation politique et idéologique. Le moment est maintenant venu de m'arrêter un peu plus longuement sur cet aspect, afin de montrer ce qu'étaient au fond et d'où venaient ces hommes qui, à la fin de 1942, se disaient la «tête», la «fine fleur» de la nation, et ce que l'Albanie pourrait attendre de leur organisation, le «Balli Kombëtar».

La plupart de ces «patriotes patentés» faisaient partie de la caravane d'éléments «anti-zoguistes», qui après une période d'exil de quinze ans à l'étranger, étaient rentrés en Albanie avec les troupes italiennes et sous la protection de leurs baïonnettes. Autrefois, avant l'avènement du gouvernement de Fan Noli, ils avaient été députés au parlement albanais, ils avaient assisté à l'enterrement d'Avni Rustemi et participé à la Révolution de 1924. Leurs convictions politiques différaient par certaines nuances, ce qui était déjà apparu dans une série de journaux qu'ils publièrent sous le régime démocratique bourgeois renversé par la coalition des beys et des féodaux avec à leur tête Ahmet Zogu. Les vues démocratiques de certains d'entre eux étaient superficielles et eurent vite fait de disparaître, alors que la plupart de ceux qui avaient passé pour des partisans de l'«Oping» n'étaient en fait que les défenseurs des agas et de la bourgeoisie marchande qui se consolidait en s'emparant des terres des féodaux déclassés qu'elle achetait à vil prix. Tous ces gens, y compris ceux qui prétendaient être plus à «gauche», étaient encore bien loin des démocrates révolutionnaires comme Avni Rustemi, Halim Xhelo et d'autres fils dévoués du peuple et combattants conséquents de la démocratie.

Tous les éléments de l'émigration «anti-zoguiste et démocrate», à l'exception des communistes ou des «rouges», comme les appelait cette émigration, passaient pour des fanolistes. [*Partisans de Fan Noli.*]

Fan Noli lui-même, écrivain érudit, après l'échec de la Révolution de 1924, se rendit un peu partout, visita l'Union soviétique, dit et écrit du bien de ce pays, s'établit pour un certain temps en Allemagne, y composa de beaux vers anti-zoguistes d'une grande force, puis s'installa aux Etats-Unis d'Amérique où il devint patriarche de l'Eglise orthodoxe albanaise, s'embourgeoisa davantage, arbora toute sorte de couleurs, abjura son anti-zoguisme et se réconcilia avec Zogu et ses amis. Il ne devint pas vraiment un zoguiste docile et actif, mais le fait est qu'il accepta l'argent de Zogu. Il ne comprit pas tous les aspects de notre Lutte, ne se montra pas disposé à la défendre jusqu'au bout, et au moment où notre peuple était en train de chasser l'occupant et les traîtres et d'instaurer son propre pouvoir, il approuvait les plans des Anglais en vue de la formation d'un «gouvernement albanais en exil». Malgré tout, nous l'apprécions comme un écrivain et un politicien démocrate bourgeois, aux vues certes limitées, mais qui, au fond, aimait l'Albanie.

Les «partisans de Fan Noli» en exil n'étaient même pas de purs fanolistes et, avant de se soucier de l'Albanie, ils n'eurent qu'une hâte, trouver les râteliers où manger. Certains d'entre eux recevaient de l'argent de l'Italie de Mussolini, d'autres de la Yougoslavie d'Alexandre, d'autres encore de la France, de l'Intelligence Service, de l'Asphalie grecque, des Etats-Unis et ainsi de suite. Ils se divisèrent en groupes, mais non pas selon leurs tendances et leurs conceptions politiques, car ils n'avaient ni programme à eux, ni organisation à proprement parler, ni journaux ou autres publications. En dépit de leurs dissensions qu'ils s'efforçaient de présenter comme une opposition de points de vue politiques, ils s'étaient en fait regroupés suivant l'origine de leurs subventions et de leurs revenus. Chaque groupe fréquentait un café où les membres des autres «groupes» ne mettaient pas les pieds. Toute leur activité de «grands politiciens» se réduisait à la lecture du journal auquel était abonné le patron du café où ils passaient des journées entières à palabrer inutilement, à se perdre dans des discussions «académiques» sur les questions internationales, le tout émaillé d'invectives contre Zogu. Et lorsque leur réservoir de paroles et leur esprit d'«opposition» tarissaient, ils se mettaient à jouer au poker et au bridge, cherchant à se plumer l'un l'autre.

Naturellement, les chefs de file faisaient la politique de l'argent, en le distribuant selon les ordres reçus de leur centre, mais aussi selon leurs sympathies personnelles. Certains avaient les poches bien garnies, mais d'autres pouvaient passer des journées entières sans manger. Cela conduisait inévitablement à des accrochages entre les

groupes qui mangeaient au même râtelier et fréquentaient le même café. Certes, ceux qui couraient d'un râtelier à l'autre, émergeaient du lot et lorsqu'on leur demandait où ils se procuraient tout cet argent, ils répondaient : «Je l'ai gagné au baccara». Mais, en fait, c'étaient des espions à la solde de plusieurs services secrets.

Il n'y a là rien d'exagéré. A l'époque où j'étais étudiant en France, chaque fois que je rentrais en Albanie pour les vacances ou que j'en repartais, je faisais une halte tant au port de Bari qu'à Paris. Pendant ces brefs séjours il m'est arrivé de voir de mes yeux quelle vie ils menaient là-bas. Ainsi, par exemple, je suis allé quelquefois au café «Stopani» de Bari, un des cafés les plus en vue de cette émigration, où se réunissaient les *onorevoli*, les anciens députés et autres éléments de l'«opposition à Zogu», comme Bahri Omari, le Sheh de Karbunara, Muharrem Vllamasi, Qa-mil Cela, qui était considéré comme un «rouge», un officier nommé Leke Margjini et d'autres du même acabit. A Bari, il y avait aussi d'autres émigrés qui erraient un peu partout, mais ceux dont je viens de parler étaient les principaux, «les épigones de la politique anti-zoguiste», et le café «Stopani» était leur «parlement». Afin d'assurer soi-disant leur protection, le gouvernement italien avait attaché à chacun d'eux un policier qui le suivait partout comme son ombre. Quand je passais par Bari pour aller en France, ils me demandaient : «Qu'est-ce qui se passe là-bas ? Est-ce qu'on aime Zogu ou pas ? Est-ce que sa fin est proche ?» et me posaient d'autres questions du même genre. Je ne me souviens pas de les avoir jamais entendu m'interroger sur les peines du peuple, des ouvriers et des paysans, se révolter de les savoir dépouillés et exploités. Lorsque je leur parlais de ces choses-là, ils ne m'écoutaient que d'une oreille distraite, car la situation des masses et leur mouvement n'avaient aucune importance aux yeux de «ces partisans de l'Opinga». Ce qui leur importait le plus, c'était d'entendre dire que Zogu était malade, ils croyaient ainsi que s'ouvrait à eux la voie vers la prise du pouvoir en Albanie.

Au café «Stopani» on faisait de la «grande» politique. Dans ces conversations se manifestaient aussi les tendances et les sympathies de chacun. Ainsi, par exemple, le Sheh de Karbunara, qui était à la solde de l'Italie, admirait par-dessus tout les Anglais. Très vif dans la discussion, le Sheh se notait par son parler dans le dialecte de la Myzëqë et son rire franc. Intelligent et roué, mais inculte, il attendait toujours que Bahri Omari, qui connaissait plusieurs langues orientales et occidentales, lui lise le journal. Mais, la culture de Bahri était celle d'un touche-à-tout, peu approfondie. Se disant radical-socialiste, à cause de sa grande admiration pour Edouard Herriot, un des leaders des radicaux-socialistes français, c'est dans «Le Temps», journal libéral fort influent dans la France de l'époque, qu'il puisait ses informations et ses interprétations. Le Sheh de Karbunara et les autres l'attendaient toujours au café «Stopani», «Le Temps» déplié devant eux.

«Lis nous ça ! lui demandait le Sheh.

— Mais attends donc, lui répondait Bahri, que je prenne d'abord un café *alla panna*» [*En italien : (café) crème.*], et il se mettait ensuite à parcourir les titres et à leur résumer en quelques mots les nouvelles ou les articles du journal.

Mais le Sheh ne manquait pas de lui demander :

«Bon, mais maintenant regarde un peu ce que disent les Anglais sur ce problème et laisse tomber le reste. Il n'y a que leur avis qui compte».

Dans leurs conversations ils se posaient en anti-zoguistes et formulaient aussi à voix basse quelques critiques contre Mussolini, alors que Zogu était devenu la cible de leur logorrhée. Mais ce dernier s'en moquait bien et, loin de les craindre, il les ignorait, car il savait que ces gens ne présentaient aucun danger pour lui.

Chaque fois que je rentrais de France, je demandais aux *onorevoli* : «Quelque nouvelle d'Albanie ?» Mais ils ne m'apprenaient rien de substantiel, à part les potins et les chroniques scandaleuses du régime.

Je me souviens de les avoir trouvés une fois de très bonne humeur.

«Les affaires vont à merveille, me dirent-ils.

— Qu'est-ce qui est donc arrivé ? leur demandai-je.

— Zogu, dit le Sheh, est mourant. Nous savons de source sûre qu'il est atteint d'un cancer et que deux grands médecins viennois ont été appelés à son chevet.

— Mais voyons donc, Baba Sheh, lui dis-je, avons-nous, dans le pays même, quelque organisation capable de le renverser ? C'est cela qui importe.»

Le Sheh me regarda droit dans les yeux et dit : «Oui... nous y avons un mouvement, mais vous, les «rouges», vous voulez tout savoir, alors que vous nous cachez ce que vous faites», et il regarda du côté de Qamil Çela qui passait pour un communiste.

Ces pseudo-politiciens, ces soutiens de la bourgeoisie marchande et des agas, avaient la haine du communisme dans le sang, comme ils le prouvèrent par la suite. Par ailleurs, ils étaient dépourvus de toute organisation à eux

dans le pays, et, qui plus est, ils n'avaient introduit en Albanie même pas un journal, une brochure ou un tract. Leur «activité» ne pouvait être en rien comparée à l'activité de militants communistes et révolutionnaires comme Ali Kelmendi, Halim Xhelo et Riza Cerova qui travaillaient à l'étranger, mais entraient aussi en Albanie soit clandestinement soit légalement, risquant toujours la prison, l'internement ou l'élimination physique, et pas même à celle d'éléments démocrates de l'émigration comme Omer Nishani ou même Fan Noli, dont ils se disaient les disciples. Mais quelle organisation les clients de «Stopani» pouvaient-ils prétendre avoir dans le pays, alors que leurs liens avec l'Albanie étaient inexistantes ? Personne ne se souvenait d'eux en Albanie si ce n'était quelques vieilles connaissances, hommes de la bourgeoisie, agas, hauts fonctionnaires ou vieux intellectuels.

Ces derniers avaient jugé plus commode de se réconcilier avec Zogu plutôt que d'errer dans les villes d'Europe, ils s'étaient soumis au régime, vivaient et déployaient leur activité à l'ombre des Kroisi et des ministres de Zogu, ils avaient obtenu quelque poste dans la capitale ou avaient été nommés préfets dans diverses régions. C'était le cas de Skënder Pojani, Reiz Selfo, Vehip Runa, Qemal Vrioni et de beaucoup d'autres de la même espèce. Leurs vues aussi s'étaient maintenant unifiées, ils étaient devenus des zoguistes convaincus. Bien sûr, certains d'entre eux se disaient apolitiques, certains autres neutres, mais lorsqu'ils se rendaient à l'étranger, surtout en Italie, car c'est là qu'ils se livraient à des transactions avantageuses ou faisaient du commerce, ils n'oubliaient pas leurs vieux amis. Ils les rencontraient au café «Stopani», échangeaient quelques mots avec eux, se posaient en démocrates, leur rapportaient les derniers scandales du régime et, en tant que «vieux amis», leur glissaient quelques subsides en espèces.

Ainsi donc, les liaisons des «politiciens» émigrés avec l'Albanie se réalisaient par l'intermédiaire des hommes du régime zoguiste, fonctionnaires, gros commerçants, grands propriétaires fonciers et agas, qui voyageaient à l'étranger. S'ils maintenaient ces liaisons, c'était non pas pour conspirer ou faire quelque chose contre le régime, mais pour recevoir de lui une certaine aide économique et garder l'illusion de ne pas avoir rompu leurs liens avec l'Albanie. Et, il n'y avait là rien d'étonnant. Même à l'époque du gouvernement de Fan Noli, lorsqu'ils y participaient ou étaient députés, ils n'avaient pas de contacts avec la masse du peuple, mais essentiellement avec les hautes couches libérales des villes et, dans une certaine mesure, avec les notables des campagnes. De plus, ce n'était pas le souci du développement de l'Albanie qui les rattachait à ces derniers, mais les liens de sang, les alliances, les amitiés occasionnelles, autant de rapports très courants dans la vie sociale de l'époque.

Les «démocrates anti-zoguistes» de Paris constituaient un autre groupe de l'émigration politique albanaise. Il était composé d'Ali Këlcyra, Kole Tromara, Qazim Koculi, Rexhep Mitrovica, Sejfi Vllamasi et autres. Les quatre premiers se prenaient tous pour des chefs, car aucun d'eux n'admettait qu'un autre que lui puisse «diriger», mais au fond leur leadership n'était que du vent, tous les quatre n'étaient que des commandants sans soldats.

Je n'ai pas eu l'occasion de bien les connaître, car j'étais un étudiant non boursier, j'arrivais à peine à joindre les deux bouts et il m'arrivait rarement de visiter un musée, d'aller voir une pièce de théâtre ou de prendre une tasse de café dans un bar. Parfois mon père m'envoyait quelque argent, parfois des amis me venaient en aide et pendant un certain temps je donnai des cours d'albanais contre une rémunération fort modique. Mais pour autant que je pus les connaître et d'après ce que j'entendais dire d'eux de la bouche d'autres Albanais, ils passaient leur temps dans les cafés, les maisons de jeu, allaient aux courses, fréquentaient les cinémas, etc. Apparemment, ils avaient de l'argent plein les poches.

«Mais où se procurent-ils tout cet argent ? demandai-je un jour à Remzi Fico, un étudiant en médecine qui connaissait Kole Tromara.

— C'est le gouvernement français qui les subventionne abondamment comme réfugiés politiques», me répondit-il.

Ils se réunissaient à «La Coupole», à «La Source» et dans d'autres cafés à la mode. Ils s'adonnaient au jeu, faisaient de la politique, «renversaient Zogu», «soulevaient le peuple albanais», et se partageaient en même temps les francs et les dollars que leur procurait la voie de la trahison où ils s'étaient engagés. Les «anti-zoguistes» du café «Stopani» étaient en bons termes avec ce groupe, alors qu'ils se disputaient avec le groupe de Mustafa Merlika que Mussolini gardait en Dalmatie et qu'il entraînait dans le cadre de ses plans d'occupation de l'Albanie.

Dès que l'Italie fasciste occupa le pays, tous ces individus quittèrent les cafés d'Europe pour rentrer en Albanie. Naturellement, ils eurent hâte de retrouver leurs amis, et établirent des contacts politiques avec d'autres «démocrates anti-zoguistes» qui étaient restés au pays sous le règne de Zogu ou qui y étaient rentrés avant eux. Avec l'occupation du pays, ces derniers ou bien gardèrent les postes qu'ils avaient occupés à l'époque de Zogu, ou bien en obtinrent de plus importants et, avec le soutien du fascisme, s'enrichirent toujours plus aux dépens du peuple.

Les «illustres patriotes» revenus de l'étranger sondaient le terrain, essayaient de deviner d'où et comment venaient les lires, tâtaient le pouls du gouvernement quisling, des hiérarques fascistes italiens et albanais, se posaient en hommes politiques «sans tache», «capables», qui avaient «consenti des sacrifices pour le bien du peuple» et «languis» en exil; et maintenant que «la table était mise» on devait leur donner non pas une cuiller, mais une louche. Installés dans des logements confortables, ils continuaient à toucher leur traitement, sans que l'on sût par quelle voie. L'occupant avait intérêt à ce que ces appointements fussent légalisés, mais «les pères de la nation» s'y opposaient, car ils se seraient compromis aux yeux du peuple et trouvés ainsi engagés. L'Italie fasciste devait leur permettre de garder leurs masques dans la mesure où elle y aurait intérêt, car, dans ses plans d'occupation de l'Albanie, elle comptait aussi sur le rôle des chefs de file réactionnaires de l'émigration politique albanaise. Ce n'était pas pour rien que l'Italie, «la grande amie» de Zogu, avait travaillé depuis longtemps à les organiser, les entretenant et les subventionnant, pas trop secrètement du reste, car de toute façon Zogu n'aurait osé souffler mot. Le fascisme les avait considérés et il devait les utiliser comme une réserve dans la réalisation de ses objectifs de domination de l'Albanie et comme un important atout dans le jeu italien de «la libération de l'Albanie du joug de Zogu». Ces éléments étaient devenus des marionnettes et, en tant que telles, ils n'auraient pas voix au chapitre quant à leur rôle dans le scénario préparé par d'autres. Et le fascisme distribua les rôles entre les éléments de cette espèce d'émigration politique. Il utilisa certains d'entre eux, comme Mustafâ Kruja et quelques autres, pour gouverner «sa colonie», et garda, toujours les autres en réserve.

Ce n'est pas que l'Italie fasciste n'avait pas besoin d'eux, mais elle savait qu'elle ne pouvait les utiliser face aux Vërlaci, Mustafâ Merlika, Eqrem bey Libohova, Maliq Bushati, etc. Ceux-là étaient les «premiers violons», les autres devaient se soumettre au régime quisling et à l'occupant, tout en versant, dans un premier temps, quelques larmes pour l'Albanie et l'amour de la patrie. Tout cela était donc un jeu de marionnettes, mais l'Italie fasciste ne l'avait pas monté en vain. De la sorte, ces pseudo-patriotes, pseudo-démocrates et fascistes entrèrent dans la ronde de l'occupant fasciste italien. Certains d'entre eux firent partie du «Conseil d'Etat» créé à leur intention, d'autres, comme je viens de le noter, devinrent des hiérarques du fascisme, d'autres encore recevaient «pensions» et pots-de-vin, sans occuper pour autant des postes bien définis, et cela afin de pouvoir conserver encore pour un certain temps leur réputation de «patriotes sans tache», tout en se livrant à une propagande camouflée contre la résistance populaire. Ces éléments, gardés pour le moment en réserve, étaient étroitement liés à l'Italie fasciste. Ils avaient pour mission de mener une action subversive contre la lutte du peuple albanais, de coordonner leur démagogie avec la cravache que Mustafâ Merlika maniait ouvertement. Ils devaient, avec des mensonges et des menaces, lier au char du fascisme le plus grand nombre de gens possible, gagner à leur cause la paysannerie et les intellectuels. Cette action néfaste eut surtout prise sur les éléments hésitants et les lâches. Ainsi, pour mettre le peuple sous le joug et réprimer sa lutte, l'occupant fasciste agissait de deux côtés : à travers les gouvernants hiérarques albanais affirmés et occupant des postes leur permettant d'opprimer et d'exploiter le peuple, et à travers aussi les pseudo-patriotes, les pseudo-démocrates et les zoguistes, tombés soi-disant en disgrâce. Ces derniers étaient les «politiciens» du café «Kursaal», qui fréquentaient aussi des maisons de jeu, comme le club «Savoia» et d'autres locaux malfamés.

Les services secrets fascistes, omniprésents et au courant de tout, fermaient un œil et se bouchaient une oreille chaque fois qu'un de ces «politiciens» lançait quelque «critique» contre les personnalités au pouvoir et le régime fasciste en place. Tous ceux-ci ne constituaient qu'un marais fétide d'où il aurait été difficile de tirer ne fût-ce qu'un petit «poisson» non contaminé. Bien entendu, nous connaissions tous ces gens-là avant l'occupation, mais nous nous fîmes d'eux une idée plus exacte lors de nos nombreuses tentatives pour «ranimer» leur patriotisme, c'est à dire pour les rallier à la lutte, au Front, à la grande cause de la patrie. Mais eux, comme je l'ai déjà décrit en détail, au début nous sous-estimaient, ils condescendaient à peine à discuter avec nous, les «jeunes», les «fougueux bolcheviks». Leur attitude, pendant la première phase de nos contacts avec eux, s'expliquait essentiellement par deux raisons : *Primo*, ces «nationalistes-démocrates», en fait ni nationalistes ni démocrates, qui mangeaient au râtelier du fascisme, s'imaginaient être les hommes les plus «capables», des «politiciens éprouvés», «aimés et respectés» par le peuple ; ils se croyaient donc destinés à prendre le pouvoir le moment venu et à gouverner le pays. Se berçant ainsi d'illusions absurdes, ils rie pouvaient se faire à l'idée et encore moins admettre que leur temps était révolu et que des hommes nouveaux, prêts à prendre en main les destinées de la patrie, étaient en train de sortir du sein des masses. *Secundo*, cette attitude dédaigneuse à notre égard pendant cette première phase de notre lutte, leur était dictée par l'occupant fasciste et la réaction déclarée, qui pensaient par là nous faire hésiter, nous les «jeunes», face à leurs «profonds raisonnements», nous décourager, nous ramener donc à la raison selon leurs conseils. Nous devons, toujours selon eux, nous accommoder de l'état de choses existant et, indifférents aux malheurs de la patrie, «profiter des bienfaits du régime fasciste».

Mais, habitués depuis de longues années à des palabres et à des chimères de cafés, ces éléments poussaient leurs calculs encore plus loin : l'occupation du pays par l'Italie fasciste n'était à leurs yeux qu'un phénomène transitoire, et ils pensaient que, même au cas où les Italiens s'en iraient, «ils resteraient pour nous un appui si nous ne leur cherchions pas noise comme le font ces gamins». «Si l'Allemagne nazie prend la place de l'Italie tant mieux, car elle aussi, nous aidera ; par ailleurs, même si l'Italie et l'Allemagne sont vaincues, l'Angleterre et

les Etats-Unis seront victorieux, ce seront eux qui feront la loi et là encore toutes les chances seront de notre côté».

Ces vues pernicieuses ainsi que leurs intérêts économiques et politiques conduisaient ces éléments à voir avec effroi la lutte du peuple albanais contre l'occupant, cette lutte pour la poursuite de laquelle nous multiplions nos appels et nos efforts. Ils ne voulaient absolument pas que l'on combatte l'occupant fasciste, et ils mettaient tout en œuvre pour étouffer la révolution dans l'œuf.

Naturellement, nous poursuivîmes notre travail, indépendamment du «manque de considération», des «piques» et des «supplications» de ces vieillards attelés à la charrue des fascistes, et nous serions témoins de toutes leurs métamorphoses, apparemment ridicules, encore que téléguidées. Lorsqu'ils constatèrent, à leur grand étonnement, que nous étions vraiment en train de prendre en main les rênes de la lutte, ils furent contraints, comme ils en reçurent d'ailleurs l'ordre, de chercher eux-mêmes à entrer en contact avec nous pour nous convaincre de renoncer à notre «aventurisme», et cela, «pour le bien de la malheureuse Albanie». Nous leur dîmes une fois de plus ce que nous pensions, et même avec beaucoup de patience et de pondération, et nous poursuivîmes dans notre voie.

Mais lorsque tous leurs trucs et tentatives pour nous «amadouer» s'avèrent vains, lorsque nous organisâmes la Conférence de Peza et remportâmes victoire sur victoire, alors les «pères de la nation» reçurent l'ordre de changer aussitôt de tactique : on vit naître, ou plus exactement, monter de toutes pièces dans les officines de la *Luogotenenza*, le «Balli Kombëtar» de triste renom pour faire contrepoids au Front, aux conseils et à la Lutte de libération nationale dirigés par notre Parti communiste.

Près de deux ans plus tard, à la veille de la libération du pays, alors que nous étions en train de régler une fois pour toutes les comptes avec l'occupant et la réaction intérieure, nous devions entendre, parmi tant d'autres, l'absurdité suivante : Le «Balli Kombëtar» aurait été formé par suite du travail prétendument insuffisant du PCA (!), voire en raison de l'attitude sectaire que nous aurions soi-disant adoptée envers les éléments qui ne tarderaient pas à devenir les chefs de file de cette organisation (!).

Cette «perle», sortie d'abord de la bouche de Tempo en mars 1943 à Labinot, et que nous avait débitée à Odriçan et plus tard à Berat, l'autre envoyé de Tito, Velimir Stojnic, fut également reprise par Sejfulla Malëshova, Koçi Xoxe, etc., qui s'efforcèrent de l'étayer d'«arguments».

«Mais qu'est-ce que vous appelez donc du sectarisme ? leur dis-je, à la fois indigné et troublé. Le fait que nous tous sans exception avons eu des rencontres sans fin, passant souvent des journées et des nuits entières avec toute cette lie de l'histoire et du patriotisme ? Le fait que nous les avons entendus et supportés alors même qu'ils méritaient d'être envoyés au diable pour leurs insinuations et leurs odieuses accusations contre nous ?

— Mais alors pourquoi au lieu de vous rallier se sont-ils regroupés pour former une organisation à part ? me demanda Stojnic cherchant par là à me «coincer» : «Qu'est-ce qui les a poussés à droite ? Pourquoi se sont-ils opposés à votre Front et à votre Parti ?

— Je peux vous répondre, lui dis-je, mais comme vous avez plus d'expérience que nous, nous aimerions d'abord connaître votre avis sur la question suivante : Pourquoi les Mihailovic [*Draza Mihailovic, agent de l'impérialisme anglais, ministre de la guerre en 1942, membre du gouvernement fantoche yougoslave à Londres. Il collabora avec les envahisseurs allemands contre le mouvement de libération nationale yougoslave et sema la terreur en Kosove.*], les oustachis, les tchetniks et d'autres gens du même acabit sont-ils devenus les ennemis du Front de libération nationale et du PC de Yougoslavie ? Qu'est-ce qui les a détournés de la voie patriotique et les a fait passer à droite ?»

Stojnic me fixa d'un air hébété. Et ce n'était pas seulement à cause de la colère et de l'ironie dont étaient imprégnées mes paroles. Il ne savait pas quoi répondre. Sejfulla vola à son secours :

«Tout problème concret doit être traité et analysé dans les conditions concrètes de chaque pays. L'Albanie n'est pas la Yougoslavie. Il s'agissait de notre pays...

— Je connais ce principe du marxisme, rétorquai-je à Sejfulla, mais, en cette question du moins, vous vous livrez à des sophismes. Bien que je n'aie pas connu de près les conditions concrètes de la Yougoslavie, ni le travail du PCY auprès des «nationalistes» et d'autres, je peux en principe vous affirmer que ce sont les mêmes facteurs, les mêmes conditions, les mêmes forces sociales, les mêmes influences et intérêts qui ont provoqué l'apparition et des tchetniks et des oustachis en Yougoslavie, et des zervistes en Grèce, et des ballistes en Albanie. Mais je ne veux pas trop parler de l'expérience des autres, car je ne la connais pas de près. Cependant je suis convaincu d'une chose: notre Parti s'est comporté avec la plus grande pondération avec les éléments nationalistes. Dans nos relations et notre travail avec eux, avant leur regroupement en une organisation distincte, il se peut qu'il y ait eu de notre part des illusions, des exigences excessives et même une certaine surestimation de tel ou tel autre, mais jamais de sectarisme».

Je ne voudrais pas m'attarder sur ces longs débats qui avaient lieu en ces jours difficiles. (Je m'y suis arrêté de façon plus détaillée dans mon livre «Les Titistes») [*Ce livre a été publié en français et dans quelques autres langues étrangères par les Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.*], mais si j'ai évoqué ce fragment de l'automne 1944, c'est pour le confronter à l'époque et à la situation concrète correspondante, c'est-à-dire à l'époque où le «Balli Kombëtar» apparut sur la scène vers la fin 1942. Cette confrontation entre l'accusation titiste de «sectarisme» et notre attitude concrète, prouve clairement à quiconque, même au plus malinformé et au plus malveillant à notre égard, la justesse de notre attitude, l'ampleur du travail et des efforts que nous avons dû mener auprès de toutes sortes de pseudo-patriotes, la maturité et la patience dont nous fîmes preuve pour les persuader de se dresser dans la lutte en même temps que le peuple. Plus haut, j'ai surtout évoqué mes efforts, dans mes rencontres et débats avec les nationalistes (naturellement pas tous et non dans tous leurs détails). Mais qui sait combien de rencontres de ce genre les autres camarades du Comité central, des comités régionaux, d'autres cadres et communistes, des patriotes honnêtes et révolutionnaires partout dans le pays, ont dû avoir avec de pareils éléments !

L'apparition du «Balli Kombëtar» n'était pas due à l'attitude erronée ou à l'insuffisance de notre travail avec eux, mais à la seule «faute» que le PCA était apparu bien avant eux sur la scène de l'histoire, avec une ligne juste et un programme clairement défini, une volonté, une détermination et des capacités qui lui permettaient de pénétrer parmi les masses et de les gagner à sa cause. Si notre Parti n'avait pas existé, si, en moins d'un an d'existence et d'activité, nous n'avions pas obtenu les succès que nous connaissions, autrement dit, si nous nous étions tus sur ce qui se passait, alors là, oui, la réaction n'aurait peut-être pas songé à se regrouper et à s'organiser. Bref, le «Balli Kombëtar» ne fut pas créé afin de s'opposer à l'occupant, mais comme contrepoids au PCA, au Front de libération nationale, aux conseils de libération nationale, aux guérillas, unités et détachements de partisans dont le nombre ne cessait d'augmenter partout dans le pays.

Nous avons prévu dès le début une telle «évolution» de la réaction et, avant même d'apprendre la création du «Balli», nous avons discuté l'éventualité d'un regroupement de la réaction pseudo-patriote contre nous.

Maintenant, nous devons nous montrer pondérés, vigilants et justes pour faire triompher notre cause, en dépit des organisations et des groupuscules que pourrait mettre sur pied la réaction intérieure.

Notre Parti eut le mérite de s'acquitter avec honneur de cette tâche ardue et très complexe sans permettre que l'on verse ni dans le sectarisme ni dans l'opportunisme, en sorte que les décisions adoptées fussent les plus réalisables possibles et les solutions les plus satisfaisantes pour ces années de guerre, l'essentiel étant qu'elles assureraient à l'avenir le salut de la patrie, du peuple et du socialisme en Albanie.

Le travail que notre Parti mena dans ce sens constitue une riche expérience d'une valeur et d'une portée politiques et idéologiques immenses. L'histoire l'a confirmé et, depuis cette époque j'ai souvent écrit et parlé de cette âpre lutte complexe, mais vraiment salvatrice que nous avons dû livrer en même temps que nous nous battions contre l'occupant. Conscients dès le début que la réaction s'organisait non pas pour lutter contre l'occupant mais contre nous, convaincus que si jamais elle prenait les armes, elle les dirigerait contre le PCA, le Front, l'Armée et les conseils de libération nationale (comme cela s'est produit), nous nous appliquâmes en premier lieu à définir et à suivre envers les organismes de cette réaction une ligne et des tactiques qui nous permirent d'éviter une guerre fratricide, la scission et la désintégration de l'union patriotique des masses.

Par ailleurs, cette main que la réaction avait tendue à l'occupant, il fallait l'empêcher, (le plus longtemps possible) de s'abattre sur le Parti et sur le peuple. Pourtant, nous ne tolérâmes à aucun moment que sous prétexte de ne pas troubler «la paix qui régnait entre nous», l'on ternît la Lutte de libération nationale du peuple, le rôle dirigeant du Parti au sein du Front, dans les conseils, dans l'Armée de libération nationale ni qu'on leur portât tant soit peu atteinte. Rejetant toute idée d'union ou de «fraternisation» opportuniste, social-démocrate, etc., avec le «Balli» et les autres, nous ne tolérâmes aucune déviation par rapport au programme du Parti.

Enfin, grâce à la juste ligne ni sectaire ni opportuniste suivie à l'égard de la réaction et, plus concrètement, à l'égard du «Balli», nous parvînmes à faire une grande et nette différenciation dans ses rangs ; à écarter et à sauver les éléments fourvoyés en les ralliant à notre cause; à neutraliser ceux qui s'en tenaient au principe du «juste milieu»; à découvrir et à mettre à nu devant le peuple l'odieux visage et l'œuvre contre-révolutionnaire des chefs de la réaction. Et, au moment où nous disposions de nombreuses preuves dénonçant l'activité des collaborateurs, alors qu'ils s'étaient discrédités aux yeux des masses, leur trahison même les poussa à jouer leur dernier acte : réduit à une poignée de débris, à une lie privée de tout appui et espoir, de tout soutien auprès du peuple, ils se lancèrent ouvertement aux côtés des unités nazies, contre nos forces partisans et contre le peuple dressé dans l'insurrection générale. Dès lors, la lutte armée devait parfaire cette différenciation. Grâce à la ligne suivie par notre Parti, la libération de la patrie du joug des occupants nazis-fascistes allait coïncider avec l'élimination de la scène albanaise de tous ces criminels, anciens représentants des classes exploiteuses. Ainsi, la Lutte de libération nationale qui se transformait en une révolution populaire allait vers son couronnement.

C'est justement dans cette expérience particulière acquise dans l'affrontement et le démantèlement de la réaction que réside l'un des plus grands mérites du Parti communiste d'Albanie, qui a eu des répercussions importantes et décisives tant sur le développement de la lutte que sur l'avenir heureux de la révolution en Albanie.

Comment le PCA a-t-il pu, au cours de ces années difficiles, définir mais aussi appliquer cette juste ligne envers la réaction intérieure, ses organismes et ses groupements contre-révolutionnaires ?

Le Parti y parvint parce qu'il s'appuya avant tout sur une politique juste et conséquente, qui eut pour mot d'ordre du début à la fin de la guerre : combattre jusqu'au bout et à outrance l'occupant étranger et ses collaborateurs, unir toutes les forces vives de la nation dans cette lutte à mort !

C'est justement en renouvelant ce mot d'ordre que nous accueillîmes l'apparition du «Balli Kombëtar», que nous devons mettre au pied du mur jusqu'à sa destruction et sa dégénérescence totales.

Ainsi, après avoir appris la création du «Balli Kombëtar» et pris connaissance aussi de son soi-disant décalogue où il exposait son programme, nous en discutâmes longuement et décidâmes de porter nos attaques sur son point le plus faible, sur sa démagogie, sur ses serments de «patriotisme».

Le «décalogue» balliste comportait des points évoquant «l'Albanie libre», la «suppression de l'exploitation» et même, certes en passant et timidement, la «lutte contre l'occupant», mais, apparemment, le «Balli» s'apprêtait à se battre contre les Martiens car il ne faisait pas mention des occupants italiens. Les chefs de file de cette organisation escomptaient par là préserver leurs couleurs nationalistes pour mieux jouer le rôle de cheval de Troie au sein du peuple albanais, qui haïssait et combattait les envahisseurs.

C'est précisément ce «glissement forcé» du «Balli» vers le «patriotisme» que nous avons mis à profit. Au moment opportun, lors d'une rencontre organisée à Tirana avec ses représentants nous leur déclarâmes :

«Nous avons entendu parler de votre organisation et nous avons lu votre programme. Vous vous y prononcez aussi pour «l'Albanie libre», pour l'expulsion des étrangers, etc. Ce sont des objectifs qui nous unissent. Depuis deux ans nous combattons et versons notre sang pour les atteindre. Comme vous le savez, il y a longtemps que le Front de libération nationale du peuple albanais a été créé et il regroupe en son sein toutes les masses, tous les courants et les organisations nationalistes antifascistes. Suivant la plate-forme du Front vous aussi, vous devez y adhérer.

— Nous ne reconnaissons pas votre Front!» répondirent les représentants du «Balli».

Nous leur parlâmes patiemment de la Conférence de Peza, de ses participants et de ses décisions, mais eux sursautèrent à nouveau :

«Nous ne reconnaissons ni la Conférence de Peza ni ses décisions !».

Voyant qu'ils feignaient l'ignorance, il nous fallut leur rappeler, sans perdre notre sang-froid, que même leurs chefs comme Mithat Frashëri, Kole Tromara, Ali Këlcyra, etc., étaient au courant des travaux de cette Conférence, que monsieur Frashëri en personne y avait envoyé ses représentants, que Skënder Muço lui-même, bien qu'avec du retard, était venu à Peza et avait accepté la plate-forme de la Conférence, etc.

Déconcertés, les représentants du «Balli» jouèrent une autre carte :

«Bon, bon, cela on le sait, dirent-ils, mais vous y êtes allés en tant que Parti alors que vous nous y avez convoqués, nous, nationalistes, à titre individuel. Nous n'y avons pas participé en tant qu'organisation, nous ne reconnaissons donc ni la Conférence de Peza ni le Front de libération nationale !

— Nous n'aurions pas manqué de vous convoquer en tant qu'organisation également, fut notre réponse. Mais comment pouvions-nous le faire alors que votre organisation n'existait pas au moment où la Conférence de Peza a tenu ses travaux ?

— Mais le «Balli» existait et comment ! Nous étions bien vivants, intervint un de ces pseudo-patriotes.

— Que vous étiez vivants, cela, nous le savions, puisque nous vous avons invités. Mais nous n'avons pas lu dans le marc de café qu'existait une organisation qui n'avait donné aucun signe de vie, qui n'avait tiré aucun coup de feu ni émis aucun tract ou communiqué, une organisation, enfin, dont personne d'entre vous ne nous a parlé !»

Mais les délégués du «Balli Kombëtar» ne l'entendaient pas de cette oreille. Alors nous leur dîmes : «Vos objections ne tiennent pas debout, elles sont purement formelles. A notre avis, peu importe que vous soyez allés ou non à Peza. L'essentiel est de nous entendre pour lutter ensemble contre le même ennemi. Vous acceptez ?

— Bien sûr, «acquiescèrent» les représentants du «Balli».

— Alors qu'est-ce qui vous en empêche ? Nous vous présentons une plate-forme concrète de lutte et d'union que des milliers de gens de toutes les régions du pays ont fait leur depuis des mois, et c'est sur cette base que nous devons discuter. Nous vous demandons d'adhérer au Front et de vous battre contre l'ennemi.

— Le Front de libération nationale dont vous nous parlez, n'est rien d'autre que votre Parti communiste camouflé sous cette appellation. En nous demandant d'adhérer au Front, vous cherchez, bon gré mal gré, à nous intégrer dans votre Parti !

— Non, nous ne vous le demanderions ni ne vous le permettrions jamais, même si vous nous en conjuriez, fut notre réponse. Vous cherchez en vain à embrouiller des choses qui sont claires comme le jour : le Parti communiste est un parti politique. Il ouvre ses portes uniquement à ceux qui ont embrassé une idéologie donnée, l'idéologie communiste ; à ceux qui acceptent et appliquent des principes et des normes scientifiquement et rigoureusement définis. Cela, vous n'êtes pas en état de le faire, et du reste personne ne vous le demande.

Quant au Front, messieurs, il est une vaste organisation de masse, ouverte à tous les vrais patriotes, à tous les courants et organisations antifascistes qui sont prêts à combattre l'occupant l'arme à la main. Pour le moment, l'important c'est de nous unir tous pour conquérir la liberté. Cette union combattante, c'est le Front.

— Même s'il en est ainsi, nous ne pouvons pas y adhérer parce que le Front, dans son combat, applique le programme et les mots d'ordre du Parti communiste ! prétextèrent les représentants du «Balli» cherchant toujours à justifier leur attitude.

— Mais savez-vous quels sont concrètement notre programme et nos mots d'ordre ? leur demandâmes-nous. Ils se confondent avec les paroles mêmes de notre hymne national : «Unis autour de notre drapeau, avec la même volonté et dans le même but». Luttons contre l'occupant pour la libération du pays ! Si vous voulez nous présenter un meilleur programme ou mot d'ordre de combat, susceptible de mieux servir la cause de la patrie et du peuple, alors, d'accord, nous les accepterons.»

A cette suggestion, les représentants du «Balli» furent déconcertés, ils se regardèrent et l'un d'eux, le plus vieux, se mit, calmement et avec bonhomie, à nous «faire un cours» de «grande» politique «subtile». La «leçon», en substance, se ramenait à ceci :

«Nous connaissons le Parti communiste comme un parti qui ne veut pas du fascisme, nous non plus, au «Balli», nous n'en voulons pas, mais nous le combattons à notre manière. Vous, communistes, vous êtes trop pressés, vous jetez de l'huile sur le feu. Vous mettez en rage les Italiens qui sont très forts et feront retomber leur colère sur le peuple, sur la jeunesse. Nous devons préserver ces forces, parce que nous en aurons besoin plus tard ; et puis, enfin, n'est-il pas dommage de faire couler tout ce sang», dit le représentant du «Balli» et il conclut : Le «Balli» estime qu'il faut attendre le moment opportun et ne pas entreprendre d'actions irréflechies.

— Et quel serait ce moment ?

— Celui où le fascisme sera à bout de forces, avec un pied dans la tombe. Alors nous nous soulèverons et lui porterons le coup de grâce. Ainsi, nous obtiendrons la liberté sans verser beaucoup de sang ! nous répondit un autre représentant du «Balli».

— Drôle de stratégie ! dit quelqu'un de nous. Mais il y a une chose que nous n'arrivons pas à comprendre : si nous devons rester les bras croisés, si tous les peuples asservis doivent, eux aussi, rester les bras croisés, qui réduira alors le fascisme à cet état pour que nous lui portions le coup de grâce ?»

Après cette question, les représentants du «Balli» demeurèrent comme pétrifiés. Puis nous les vîmes chuchoter entre eux et, tout à coup, l'un d'eux éleva la voix :

«On ne peut pas discuter avec vous. Vous cherchez à jouer sur les mots ! C'est tout ce que vous voulez !

— Non, ce que nous voulons, c'est de vous appeler à vous unir à nous dans la lutte contre le fascisme, à vous convaincre de la nécessité de cette union, puisque vous prétendez être une organisation nationaliste qui ne veut pas du fascisme. Pour nous il n'y a pas d'autre ligne ni d'autre logique à suivre. Réfléchissez donc bien et décidez. Les portes du Front sont ouvertes, il vous attend, mais toute attente a aussi une limite.

— Non, non, insistaient les ballistes. Nous ne reconnaissons que votre Parti et nous acceptons de discuter avec vous de parti à parti de ce qu'il nous appartient de faire.

— Ce qu'il nous appartient de faire, le Parti communiste l'a décidé dès sa fondation : lutter contre l'occupant. Nul ne nous permet de revenir à une période depuis longtemps révolue. Le voudrions-nous, l'histoire, elle, ne revient pas en arrière. Bref, si vous pensez sérieusement ce que vous dites, vous n'avez qu'une voie à suivre : rejoindre l'union combattante qui s'est créée depuis longtemps ; sinon il est vain de discuter encore.»

Voilà donc comment se déroula en substance la première rencontre des représentants du Conseil général de libération nationale avec les représentants du «Balli Kombëtar», rencontre qui fut organisée à l'initiative du PCA à Tirana, en janvier 1943.

Nous nous attendions à une telle attitude de leur part ; s'ils étaient venus nous rencontrer, c'était dans l'espoir de nous embarquer dans une suite de discussions et de «consultations» sans fin, où seraient donnés des coups d'épée dans l'eau pour qu'ils puissent, entre-temps, par la ruse et la démagogie, désintégrer les rangs du Front, saper l'autorité que le Parti s'était acquise parmi les masses et, partant, étouffer la Lutte de libération nationale que nous devions intensifier de jour en jour. C'était tout ce que le fascisme demandait à ce groupement contre-révolutionnaire, qui avait pour but, dans une première étape, de neutraliser nos actions, de détourner «par la douceur» notre Parti de la juste ligne qu'il suivait et de l'amener à renoncer au rôle qu'il avait gagné. C'aurait été une grande victoire et un précieux cadeau pour Jacomoni et Merlika et, en même temps, un succès pour les chefs de file traîtres du «Balli», qui écarteraient ainsi de la scène le plus redoutable adversaire de leurs visées et de leurs intérêts vitaux.

Mais, bien entendu, ces desseins et ces calculs ne faisaient que reprendre ceux de l'occupant et de la réaction, que non seulement nous avions prévus depuis longtemps, mais que nous contrecarrions de toutes nos forces, comme nous l'avions fait jusque-là, sans céder sur aucun point de notre programme ni de nos prises de position.

On pourrait se demander : puisque le Parti savait dès le début ce que représentait le «Balli» et les sombres desseins dans lesquels il avait été créé, pourquoi accepta-t-il de discuter avec ses représentants ? Pourquoi le Parti et les forces partisans ne s'opposèrent-ils pas tout de suite avec acharnement à cette organisation à la solde de l'occupant ?

A première vue, on peut s'étonner que nous n'ayons pas considéré dès le début et en bloc le «Balli» comme une organisation ennemie et ne l'ayons pas combattu comme telle. Mais on ne peut pas juger les choses sur la seule base des turpitudes et des infamies du «Balli», que le peuple, n'apprit à connaître et dont il ne subit les effets que pendant l'été ou l'hiver 1943 et 1944, ni à partir de faits que tout le monde connaît aujourd'hui. Il faut les juger dans le cadre des conditions concrètes de l'automne 1942 et du début de 1943. C'étaient les premiers mois de l'apparition du «Balli» sur la scène nationale, mais ces jours, bien qu'on fût en hiver, furent ceux du premier et du dernier printemps de sa «floraison».

Bien que l'épine dorsale du «Balli» fût essentiellement constituée d'éléments de la bourgeoisie réactionnaire liés à l'occupant, de gros propriétaires terriens et d'intellectuels antipopulaires, il ne faut pas oublier que ceux-ci, profitant de leur bonne réputation de naguère et usant aussi de machinations, de la corruption et de la ruse, réussirent à duper et à rallier au «Balli» un certain nombre de personnes provenant des couches pauvres ainsi que d'autres éléments aux idées confuses. Cette réalité, notre Parti en tenait bien compte et il ne pouvait pas la sous-estimer. Entre-temps, le «Balli» se mit à travailler «d'arrache-pied» pour rattraper le temps perdu : il forma ses «détachements», ses «conseils», organisa lui aussi ses «comités régionaux», publia son journal et fit distribuer ses tracts prétendument en cachette, mais en fait au su et avec l'approbation des quislings et de l'occupant. Et pour donner à cette organisation, qui comprenait tous les échantillons possibles de traîtres et de faux patriotes, ne fût-ce qu'une toute petite nuance «révolutionnaire», il fut convenu que les «communistes» du groupe du «Zjarri» [le Feu] [*Groupe trotskiste formé en Grèce en 1936 et qui déploya en Albanie une activité foncièrement hostile aux groupes communistes et au PCA. Il fut définitivement liquidé au début de 1943.*], Hysni Lepenica et C^{ie} viendraient rejoindre ce repaire de voleurs et de bandits au chapeau mou et au nœud papillon.

Ce ne fut pas tout. Peu de temps après, les dirigeants du «Balli» avancèrent la prétention absurde comme quoi leur organisation avait été créée avant le Front de libération nationale, ce qui ne manqua pas de fausser les idées dans certains milieux malinformés qui se mirent à penser que dans le pays il n'y avait pas une seule, mais deux organisations nationalistes et antifascistes.

Déclarer sur-le-champ et ouvertement la guerre au «Balli» signifiait engager la Lutte de libération nationale et ses destinées sur des sentiers très dangereux : nous aurions ainsi à affronter un nouvel ennemi déclaré, alors que jusque-là nous ne nous battions ouvertement que contre l'occupant étranger. Pire encore, cela aurait provoqué une véritable guerre fratricide, ce qui aurait comblé les vœux de l'occupant qui s'y employait par tous les moyens.

Ces raisons entre autres nous incitèrent à définir et à suivre une ligne aussi juste et pondérée que possible envers ce groupement de la réaction. Du bien-fondé de cette ligne dépendraient aussi, dans une grande mesure, tant le salut des éléments fourvoyés que la neutralisation d'une partie des éléments hostiles au renforcement du Front, des conseils et de notre Armée de libération nationale.

C'est précisément pour cela que nous donnâmes à toutes les organisations du Parti l'instruction de suivre une tactique pondérée et souple à l'égard du «Balli Kombëtar», sans verser dans l'opportunisme ni dans le sectarisme, celui-ci paraissant à l'époque le danger le plus menaçant.

On sait que le «Balli» fut créé en un temps où le prestige du PCA et du Front s'était accru, où le nombre des guérillas et des unités de partisans ne cessait d'augmenter, où le peuple voyait et se convainquait toujours plus, dans les faits, que c'étaient les seules forces réelles de la lutte contre l'occupant. Par ailleurs, les positions internationales du Mouvement de libération nationale albanais se trouvaient consolidées, surtout après décembre 1942, lorsque les ministres des Affaires étrangères des trois grandes puissances de la coalition antifasciste, Union soviétique, Etats-Unis et Grande-Bretagne, reconnurent par des déclarations publiques la lutte du peuple albanais et l'indépendance de l'Albanie après la guerre. C'était là un coup porté à la réaction intérieure, qui prétendait à cor et à cri que les puissances de l'Axe garantiraient la liberté et la souveraineté de l'Albanie. Cette reconnaissance ne faisait pas l'affaire non plus des chefs de file du «Balli» en ce qu'elle rehaussait l'autorité du Front de libération nationale.

Dans un entretien que j'eus avec un des principaux responsables du comité régional du Parti de Gjirokastër (c'était, si je ne me trompe, lors de sa venue à Labinot pour participer aux réunions et aux rencontres organisées à la veille de la I^{ère} Conférence nationale du PCA) [*Tenue du 17 au 22 mars 1943 en vue d'examiner la question de la préparation de l'insurrection générale populaire et de l'organisation de l'Armée de libération nationale albanaise.*] nous étions en train de parler de l'attitude à adopter à l'égard du «Balli», quand il me dit :

«Nous n'avons pas à perdre notre temps avec les ballistes. S'ils se mettent avec nous, tant mieux, sinon il n'y a pas à tortiller. Voilà ce qui nous sépare d'eux», et il frappa de la paume de sa main la crosse de son fusil.

«Je ne sais pas ce que vous entendez par «tortiller», mais voici quelle est notre ligne : nous faisons tout pour entraîner le «Balli» dans une lutte réelle contre l'occupant, sans nous laisser prendre à aucun moment par sa «tactique» d'interminables entretiens creux et stériles. Quant à tourner nos fusils contre lui, nous ne le ferons que s'il se rallie ouvertement à l'occupant.

— Peut-on convaincre Ali Këlcyra à travers des discussions ? insista l'autre. Ses paroles ne finissent jamais, tout comme ses terres.

— S'il s'agissait d'un seul Ali Këlcyra ou même de dix autres de son espèce, lui dis-je, je crois qu'il ne serait même pas nécessaire d'entrer en discussion avec eux. Mais ceux que nous visons, ce sont les éléments égarés que lui et ses acolytes ont trompés. C'est ces éléments de la base que nous devons gagner à notre cause et cela ne se fait pas par des palabres ou des appels creux, ni en recourant aux armes. Il ne faut pas oublier non plus, poursuivis-je, que le «Balli Kombëtar» se déclare une organisation nationaliste, dotée d'un programme démagogique ; contrairement aux quislings, il ne s'oppose pas ouvertement à la lutte pour la libération de la patrie. Nous savons bien pourquoi les Ali Këlcyra et compagnie ont adopté cette attitude ; par ailleurs, il ne faut pas penser que tous, et en particulier certaines couches de la population, lisent dans leur jeu comme nous. Une prise de position mal calculée, sectaire et extrémiste à l'égard du «Balli» nous causerait en ce moment un grand tort.»

A l'organisation du Parti du district de Korçe aussi, s'étaient manifestées à l'époque des idées «avancées» ou plutôt hâtives à propos de ce problème. Certes, les camarades de Korçe, où le «Balli Kombëtar» jouissait d'une influence relativement considérable, étaient excédés de l'activité de ses chefs de file, des détachements de bachibouzouks et de criminels de Safet Butka et consorts, qui faisaient de la propagande contre le Parti et le Front de libération nationale, cherchant ainsi à saper notre lutte et notre travail dans cette région. La colère des camarades de Korçe était justifiable, mais du moment qu'il s'agissait d'une question d'ordre politique bien délicate, la colère et l'indignation, qui sont souvent mauvaises conseillères, devaient céder la place à une juste analyse de la situation, à une claire vision des choses, à une tactique souple. Le Comité central, donc, interdit toute action armée contre le «Balli Kombëtar», en ce qu'elle aurait été néfaste à notre lutte. Au contraire, dans une lettre aux dirigeants du Parti de Korçe, il attira leur attention sur ce problème et leur donna les explications nécessaires sur la ligne à suivre à l'égard du «Balli». [*Cette lettre, envoyée à l'époque à toutes les organisations du Parti des districts du pays a été publiée dans : Enver Hoxha, Œuvres choisies, t. 1, Editions «8 Nëntori», Tirana 1974, p. 82, éd. fr.*]

Notre prise de position serait la suivante : connaissant la stratégie et la tactique du «Balli Kombëtar», nous nous devons de leur opposer notre stratégie et notre tactique justes et clairvoyantes pour le dénoncer et l'affaiblir. Le «Balli Kombëtar» subirait ainsi un phénomène d'érosion, et, alors que notre lutte s'intensifierait, les chefs de file de cette organisation seraient démasqués publiquement comme des collaborateurs, elle verrait ses rangs se désintégrer et devenir clairsemés, autrement dit sa base, les éléments honnêtes, mais fourvoyés, l'abandonneraient, comme ils ne manquèrent pas de le faire. Nous recommandâmes également aux camarades dans les divers districts d'intensifier encore le travail du Parti et du Front, d'organiser des rencontres, des réunions et des conférences avec le peuple, l'intelligentsia, etc., afin de faire connaître et d'expliquer toujours mieux la ligne du PCA et le programme du Front de libération nationale.

Ainsi, grâce à l'application d'une juste stratégie et d'une tactique habile et souple, nous primes dès le début l'initiative, obligeant les chefs de file du «Balli» à montrer chaque jour plus leur vrai visage. Après leur refus catégorique d'adhérer au Front et de s'engager dans la lutte contre l'occupant, nous leur fîmes une autre proposition «plus avantageuse» pour eux :

«Créons une commission d'initiative comprenant des délégués du Parti communiste, du Conseil général de libération nationale et du «Balli Kombëtar» et organisons une conférence élargie où vous exposerez vos vues et nous, les nôtres sur l'organisation de la lutte.

— Non, répondirent-ils, nous n'acceptons pas, car là aussi vous serez en majorité.

— Tenter de déterminer qui a raison et qui a tort, leur répliquâmes-nous, n'est pas une question de majorité ou de minorité. Mais, puisque vous vous méfiez d'une rencontre bipartite, allons donc au peuple. Présentons-nous devant lui, exposons-lui nos vues respectives, il nous jugera !»

Curieusement, soit parce qu'ils avaient une confiance aveugle en leur pouvoir et en leur influence sur les masses, ou qu'ils mesuraient les masses à leur aune, ils acceptèrent au début notre proposition. C'est ainsi que furent organisées quelques rencontres et réunions au cours desquelles les chefs de file du «Balli» se présentèrent devant le peuple en se rengorgeant et, préparés à des litanies interminables, ils se mirent à faire des serments, à verser des larmes, à pousser des soupirs, mais furent finalement contraints de s'en aller la queue basse. En revanche, nos camarades, membres et cadres du Parti, n'étant pas sortis d'écoles ou d'académies de rhétorique, s'adressèrent aux gens avec la parole simple mais ardente du Parti, et, évoquant son appel à la lutte pour la liberté et son amour de la patrie, se gagnèrent le cœur du peuple qui hua les démagogues et les traîtres avant de les chasser.

Sur l'ordre de son «centre», le «Balli» renonça tout de suite à cette «forme de travail» et décida d'«éclairer» lui-même le peuple, et cela en l'absence de toute «opposition» !

Le «Balli» s'engagea dans une nouvelle phase de son «évolution», celle des calomnies et des accusations contre le Front, contre les conseils de libération nationale et la ligne de notre Parti communiste. Mais c'en était fait de lui. Le peuple n'avait pas besoin de serments ni d'«expressions de sollicitude», il cherchait à s'organiser et à intensifier sa lutte armée contre l'occupant, il se prononça donc en faveur de la ligne du Parti et du Front de libération nationale. De plus, dans «ses rencontres avec les masses», le «Balli» se montra au grand jour non seulement sous les traits d'une organisation de traîtres, mais aussi comme un ramassis de brigands qui ne pensaient qu'à voler tout ce qui leur tombait sous la main, des poulets aux vêtements féminins. Notre dénonciation du «Balli Kombëtar» et le discrédit qu'il jetait lui-même sur lui s'accroissaient maintenant toujours plus. Non seulement le peuple, mais aussi des éléments égarés dans ce dépôt d'ordures, commencèrent à prendre leurs distances à l'égard des chefs du «Balli», des truands et des criminels. Entre-temps, nous-mêmes, mettant en œuvre tous nos moyens et toutes nos formes de propagande : tracts, journaux, appels adressés au peuple, causeries par groupes, etc., sans nous en prendre nommément au «Balli Kombëtar», nous défendions et propagions la juste ligne du Parti concernant la lutte, rejetions fermement les accusations et les calomnies du «Balli» et dénoncions surtout ses slogans attentistes et démagogiques.

Mais notre meilleure propagande, c'était l'action des sections de guérilla, des détachements et des bataillons de partisans, qui rendaient la vie impossible à l'ennemi, c'était l'activité des conseils de libération nationale dans les zones libérées, où le peuple voyait naître le pouvoir nouveau, son pouvoir à lui. Cette propagande était très efficace et le peuple, les larges masses, s'attachaient de plus en plus à la lutte, au Front, au Parti, ce qui revêtait pour nous une immense importance.

C'est surtout après la 1^{ère} Conférence nationale du PCA de mars 1943 que nous dûmes accélérer et intensifier notre travail en vue d'accroître la différenciation dans les rangs du «Balli». L'élément essentiel qui nous obligeait à agir ainsi au sein de cette organisation, était la directive donnée par la Conférence de consolider l'union du peuple, des conseils et des unités de partisans à la veille de l'insurrection générale armée. Ainsi qu'il fut décidé à la Conférence et comme le prescrivait le Comité central, dans le travail ou sein du «Balli» il fallait en priorité s'occuper des simples gens que rien, si ce n'est la traditionnelle influence des chefs de file ballistes et leur propre manque de clairvoyance politique, ne liait à l'activité traîtresse de cette bande. Il fallait pour ce faire, utiliser tous les moyens: la propagande, les discussions, les contacts directs avec ces gens, le travail de persuasion patiemment mené. De même, il fut décidé de déployer de nouveaux efforts à travers des négociations avec les dirigeants du «Balli».

La direction du Parti soulignait constamment que ces discussions devaient, comme toujours, avoir pour base la lutte à outrance contre les occupants et les traîtres et la plate-forme du Front de libération nationale. A travers ces entretiens, qui, comme nous nous en persuadions chaque jour davantage, approchaient de leur fin, nous visions à attiser les contradictions qui existaient au sein de cette organisation et jusqu'à sa direction et, d'autre part, à démasquer toujours plus le «Balli» aux yeux du peuple pour lui faire perdre le peu de crédit qu'il pouvait avoir conservé.

Conformément à la directive du Bureau politique, j'eus moi-même à l'époque deux ou trois rencontres avec des représentants du «Balli Kombëtar». Pour autant que je m'en souviens, l'une d'entre elles eut lieu à la maison de Bahri Omari, à Tirana. J'avais avec moi Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi, le «Balli», lui, était représenté par Bahri Omari et Kole Tromara. Nous arrivâmes chez Bahri entre chien et loup. Nous y trouvâmes les deux autres qui nous attendaient. Nous nous saluâmes et prîmes place.

«Tu peux parler, nous t'écoutons», me dit Bahri.

Après avoir allumé une cigarette je pris la parole. Au début je leur exposai notre point de vue sur l'évolution de la situation dans notre pays, évoquant les succès remportés par le Mouvement de libération nationale, la crise économique, politique et militaire grave que connaissait la coalition fasciste non seulement en Albanie, mais partout dans le monde.

«Comme vous voyez, leur indiquai-je entre autres, c'est à nous et pas à vous que le cours des choses a donné raison. Contrairement à ce que vous nous avez dit lors de nos précédentes discussions, non seulement notre lutte a commencé et a soulevé le peuple, mais elle a mis l'occupant en difficulté et elle l'accule à la défaite. Et si le peuple nous a suivis, ce n'est pas pour nos beaux yeux, mais parce que notre programme répondait à ses intérêts et au patriotisme toujours vivace dans le cœur de tout Albanais honnête.

«Le char du fascisme, poursuivis-je, est en train de verser dans l'abîme et aucune force au monde ne pourra le sauver de la destruction définitive. Les os de Hitler craquent sous les coups que lui assène l'Armée de Staline, tandis que l'empire du Duce s'effrite jusque dans ses fondations. Le jour de la victoire des peuples est donc proche, c'est alors que notre peuple portera son jugement et distinguera les vrais patriotes des traîtres et des lâches».

J'évoquai ensuite les perspectives de développement de notre lutte et soulignai qu'à ces moments-là la passivité et la division équivalaient pour le peuple à une trahison. En conclusion, je les invitai une fois de plus, au nom du Conseil général de libération nationale, à abandonner la voie dans laquelle ils s'étaient engagés et à rallier le Front de libération nationale dans sa lutte pour chasser l'ennemi.

«Nous ne le ferons jamais, intervint Kole Tromara, sursautant dans son fauteuil. Nous l'avons déjà dit. Nous n'entrerons jamais dans le Front.

— Bon, lui répondis-je calmement, n'y adhérez pas. Mais combattons ensemble au moins, vous en tant que «Balli Kombëtar», nous en tant que Front. Seulement, nous voulons que vous vous battiez vraiment et ne vous perdiez pas en palabres. Sachez aussi que nous ne permettrons à personne de nous mettre des bâtons dans les roues au cours de la lutte.

— Mais nous ne sommes pas contre l'action commune», s'empressa de dire Bahri Omari, qui me demanda : «Vous-mêmes, vous êtes venus ici comme représentants du Front ou du Parti communiste ?

— Nous sommes les délégués du Conseil général de libération nationale, c'est-à-dire les représentants du Front, lui répondis-je.

— Alors non, fit-il. Nous vous avons déjà dit que nous n'acceptons pas de discuter dans ces conditions. Nous ne discuterons qu'avec le Parti communiste, de parti à parti.

— Mais vous n'êtes pas un parti, objecta Ymer Dishnica.

— Alors, qu'est-ce que nous sommes ? protestèrent, froissés, nos deux interlocuteurs.

— Pour nous, leur expliquai-je, le «Balli» est une organisation composée de nationalistes de diverses tendances politiques. Tandis qu'un parti, suivant notre conception, est doté d'une plate-forme idéologique et politique unique et d'un programme à court et à long terme. Le Front lui-même n'est pas et ne peut être un parti, mais une organisation à laquelle participe tout le peuple ; il comprend des communistes, certes, mais aussi des nationalistes qui peuvent avoir sur bien des points des opinions différentes des nôtres.

— Oui, mais tout le monde sait que le Front est dirigé par les communistes.

— Nous ne l'avons jamais caché. Nous vous l'avons déclaré ouvertement, leur dis-je. Mais le Parti communiste vous fait-il tellement peur ? Jusqu'à hier vous nous traitiez de gamins que personne ne suit, alors que maintenant l'existence du Parti à la tête du Front vous effraie. Et puis, pas plus aujourd'hui que demain nous ne vous invitons à combattre pour le communisme, mais pour la libération de l'Albanie.

— C'est pour l'Albanie que nous luttons, dit Bahri ; nos détachements sont partout. Mais nous savons aussi faire de la politique, et faire de la politique c'est, comme on dit parfois, utiliser «sept doses d'intrigue, une dose de courage».

Rendons aux chefs du «Balli» ce qui leur est dû : en matière d'intrigues ils n'avaient pas leurs pareils. Quant au courage, pour autant qu'ils en avaient, ils l'utilisèrent contre le peuple albanais. Toute cette discussion se poursuivit ainsi jusque tard dans la nuit. Nous parlions et eux usaient de faux-fuyants, en sorte que nous n'aboutîmes à rien.

Dans une de mes dernières rencontres avec Bahri Omari, après un âpre débat, je lui lançai, énervé (car il était difficile de garder son sang-froid avec des gens comme lui) :

«Notre peuple ne pourra jamais suivre la voie de la trahison, il se battra contre les occupants et les traîtres et il vaincra !»

Ayant compris que je m'en prenais directement à lui, Bahri intervint :

«On verra bien qui sont les traîtres !

— On le verra, lui dis-je, mais je tiens à préciser que ceux qui feront obstacle à la lutte du peuple et collaboreront avec l'ennemi sont des traîtres.

— Je t'en prie, Enver, me dit Bahri. Je ne veux plus discuter de politique avec toi. Il est évident que nous sommes dans deux camps opposés.

— C'est vrai, lui dis-je. Cependant je tiens à ce que tu quittes cette voie qui ne te mènera qu'à l'abîme. Ça me fait de la peine pour toi, mais je te le dis franchement je suis encore plus peiné pour ma sœur et vos deux enfants».

Ma pauvre sœur Fahrié avait baissé la tête et pleurait ; elle était déchirée dans un conflit tragique. D'un côté, son mari, de l'autre, son frère, chacun décidé à ne pas céder à l'autre. Fahrié était une sœur attachante, une femme intelligente et aimable avec tout le monde. Je l'aimais beaucoup et elle me faisait de la peine.

Un soir que Bahri n'était pas chez lui j'allai la voir. Elle me dit :

«Je t'en supplie, Enver, dis-moi comment iront les choses.

— Il faut sauver Bahri, le détourner de cette voie, lui dis-je, car c'est la voie de la trahison. Il n'y a pas d'autre solution : ou bien avec le peuple et sa lutte contre l'occupant, ou bien avec l'occupant.

— Mais qu'est-ce que je dois faire, moi ? me demanda-t-elle. Je ne cesse de lui dire : «Laisse tomber Ali Këlcyra, c'est un bey, démet-toi de tes fonctions, on s'arrangera pour vivre, comme on pourra, comme tout le monde». Mais tu sais, il est têtue.

— Têtue ou pas, peu importe, lui expliquai-je. La seule chose qui compte à nos yeux aujourd'hui c'est la vie et la liberté du peuple qu'il faut sauver. Si je fais cela, c'est que je m'y sens obligé envers toi, et, tant que je pourrai, je me battrais pour sauver Bahri, mais s'il persiste dans sa voie, je te préviens, ce sera entre nous une lutte à mort».

Elle me dit en pleurant :

«Mon fils Luan ira se battre avec toi, Enver, mais Bahri, je ne puis le convaincre». Et, en fait, ni sa femme, ni moi ne réussîmes à le persuader. Il alla même plus loin, participant au gouvernement quisling durant l'occupation allemande. Quand à Luan, il avait dès le début rallié la Lutte de libération nationale ; il travaillait activement au sein de l'organisation de la Jeunesse communiste, aux côtés de Gjike Kuqali et d'autres. Quand je me trouvais chez eux, c'est par son entremise que je correspondais avec mes camarades ; il prit le maquis et devint plus tard membre du Parti et un de ses cadres dotés d'une vaste formation. Fatos, son frère cadet, était encore enfant pendant la guerre, mais lui aussi fit plus tard des études et il est actuellement ingénieur.

A cette époque, nous eûmes encore deux autres rencontres avec les chefs de file du «Balli». L'une, à laquelle assistèrent Bahri Omari et Halim Begeja, eut lieu chez Nexhat Peshkëpia, l'autre chez Muharrem Vllamasi, où, à part Bahri et Kole Tromara se trouvait le Sheh de Karbunara qui faisait fonction d'«intermédiaire». Roué, il essayait de garder l'équilibre en maintenant des rapports avec le «Balli Kombëtar», sans pour autant couper les ponts avec le Mouvement de libération nationale.

J'étais allé naguère plusieurs fois chez Nexhat Peshkëpia, car des liens de parenté nous unissaient, sa femme était en effet une nièce des Hoxha de Gjirokastër. C'est pourquoi j'avais souvent été déjeuner et dîner dans sa maison que nous considérions comme la nôtre et, en ces occasions, nous avions de vifs débats politiques. Ses vues politiques comme celles de son frère Manush qui se posait en écrivain, en poète, et s'était lié d'amitié avec Shefqet Musaraj n'étaient pas si opposées aux miennes. A l'époque où j'étais sans emploi et ne touchai aucun traitement, Nexhat me prêtait quelquefois de l'argent jusqu'au jour où je fus nommé enseignant. Féro, la femme de Nexhat et notre nièce, était une brave femme, d'une grande simplicité. Nexhat lui-même, à l'époque, parlait en anti-zoguiste et en antifasciste, il se disait même «de gauche», ses idées étaient quelque peu anarchistes. Quand je pris le maquis, je l'invitai à plusieurs reprises à se rallier à notre mouvement, mais, pas plus que Bahri, il ne

voulut m'entendre et devint balliste. A la veille de la libération, Nexhat Peshkëpia, avec d'autres traîtres, s'enfuit aux Etats-Unis, d'où il nous combattit farouchement jusqu'à sa mort.

Ces deux dernières rencontres que nous organisâmes avec les chefs de file du «Balli» à Tirana se déroulèrent et s'achevèrent de la même façon que les précédentes, avec toujours la même ruse de leur part et la même attitude juste et intransigeante de la nôtre. Mais cette fois nous leur dîmes en guise de conclusion :

«Laissant de côté un passé amer, nous vous avons de nouveau tendu la main pour vous sauver, mais vous ne voulez toujours pas suivre la bonne voie. Très bien, le temps est en train de montrer qui de nous a raison. Que vous vouliez combattre ou pas l'occupant, c'est votre affaire, mais au moins ne faites pas sa politique, ne cherchez pas à vous opposer à notre lutte, à la lutte du peuple albanais contre le fascisme et ses collaborateurs. Cessez immédiatement votre campagne de calomnies et d'attaques contre le Front et les conseils de libération nationale, défendez à vos gens de voler et de dépouiller nos paysans. Prenez cela comme vous voudrez, comme un conseil ou comme une mise en garde, mais notre patience et notre tolérance ont des limites».

Quelque jours après ces rencontres, qui eurent lieu à Tirana vers la mi-mai 1943, je partis d'urgence pour Vlore où je devais dénoncer et démanteler définitivement la dangereuse fraction antiparti de Sadik Premte. [Voir *Enver Hoxha, Œuvres choisies, t. 1, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1974, pp. 134-155, éd. fr.*] En traversant les régions montagneuses de Vlore et de Mallakastër, je profitai de l'occasion pour rencontrer, par le biais de Hysni Kapo, Tahir Hoxha (l'un des chefs de file du «Balli Kombëtar» à Vlore) et Hysni Lepenica, officier et *zjarriste* [C'est ainsi que s'appelaient les membres du groupe trotskiste du «Zjarri»] qui, à la tête d'une certaine «guérilla» de 10 à 15 combattants, s'était rallié au «Balli» en tant que «force de choc». L'objectif de cette rencontre était toujours le même : appeler de nouveau les principaux éléments du «Balli», qui agissaient dans diverses régions, à réfléchir et à décider finalement s'ils s'engageraient dans la voie de la lutte et du vrai patriotisme ou s'ils s'enfonceraient plus profondément dans le borbier de la trahison et de la collaboration avec l'ennemi.

Mais, même cette rencontre qui eut lieu au village de Shkoze, dans la maison de Gani Aliko, comme je l'ai d'ailleurs évoquée en détail dans mon livre «Quand naquit le Parti» (Enver Hoxha, *Quand naquit le Parti (Souvenirs)*, 3^e éd., alb., Tirana 1983, p. 429.), s'acheva sans aucun résultat.

Tahir Hoxha et Hysni Lepenica cherchèrent à se dérober à l'appel que nous leur avions lancé et aux arguments de poids que nous apportâmes à l'appui de la nécessité pour le «Balli» de s'engager dans la lutte, en reprenant la même rengaine que les autres chefs de file du «Balli» : «On ne peut pas se battre comme vous le faites», «on ne fait pas la guerre avec des blancs-becs», «conservons nos forces pour pouvoir porter le coup de grâce à l'ennemi», «la situation n'est pas encore mûre», etc., etc.

Après quelques heures de débat, alors que Tahir Hoxha essayait de jeter de l'eau sur le feu, il apparut clairement que les chefs de file ballistes de cette région suivraient la ligne de leur direction centrale. Je leur dis donc pour conclure :

«La lutte bat son plein, vous le savez, Tahir Hoxha, mais vous ne voulez pas vous rendre à l'évidence. Elle est organisée et dirigée par le Parti communiste d'Albanie, par le Conseil général de libération nationale, qui représente le peuple, et c'est justement pour cette raison que l'occupant italien est aux abois. Cela aussi, vous le savez, mais vous ne voulez pas l'admettre. Nous vous appelons à vous dresser sans réserve, tant qu'il n'est pas trop tard, contre les occupants et les traîtres, car les intérêts de la Lutte de libération nationale veulent que nous nous unissions. Vous êtes libres de choisir votre voie, mais nous devons vous dire que si vous allez à l'encontre des intérêts du peuple, vous serez perdus.»

Nous nous levâmes et, quand nous étions sur le point de sortir, Hysni Lepenica nous dit :

«Je voudrais avoir un entretien à part avec vous.»

Nous acceptâmes. Nous prîmes congé de Tahir Hoxha, et partîmes tous les trois, Hysni Kapo, Hysni Lepenica et moi pour Dushkarak, où nous eûmes cet entretien avec Hysni Lepenica, dans la maison du père Murât. Certaines apparentes hésitations de Lepenica lors de notre débat avec Tahir Hoxha, le fait qu'il était un *zjarriste*, qu'il commandait une certaine guérilla et prétendait avoir tiré quelques coups de fusil, nous firent croire qu'il se détacherait du «Balli» pour se rallier au Front et au Mouvement de libération nationale. Peut-être, pensâmes-nous à un moment, s'était-il senti gêné d'abandonner le «Balli» en présence de Tahir Hoxha et c'est pour cette raison qu'il avait sollicité cet entretien. Mais, dès le début de la conversation, il apparut clairement que Hysni Lepenica visait autre chose. Il nous souleva deux questions : premièrement, celle du groupe du «Zjarri» dont il avait été membre, comme il nous le dit, avec Fetah Butka et d'autres, et deuxièmement, celle de Sadik Premte.

Hysni Lepenica était contre l'attitude que notre Parti avait adoptée envers le groupe des archio-marxistes du «Zjarri» et contre la lutte que nous lui avions livrée, ainsi que contre la manière dont nous et le comité régional de Vlore, nous avions traité l'affaire Sadik Premte.

Je lui donnai la réponse qu'il méritait sur ces deux questions en soulignant que nous n'admettions rien de ce qu'il venait de dire, que nous rejetions ces points de vues et que nous les combattrions.

«Vous vous trompez, me répondit-il. Vous perdrez la partie et provoquerez une effusion de sang.

— Ce n'est pas nous qui nous trompons, mais vous, lui dis-je. C'est vous qui poussez les gens à la guerre fratricide, et pas nous. Nous avons engagé le combat contre les envahisseurs et leurs collaborateurs et nous le mènerons jusqu'au bout. Nous vous appelons encore une fois, monsieur Lepenica, à vous unir à nous sans hésiter dans la Lutte de libération nationale.

— Alors, c'est fini, dit Lepenica. Nous ne pouvons nous entendre sur aucune question. Vous me menacez de votre fusil.

— Ce n'est pas vrai, lui dis-je, il dépend de vous que nous en venions aux mains ou pas, mais nous ne dévions pas de notre chemin. Aucune force ne pourra nous ébranler dans notre attitude de principe ni nous écarter des objectifs sacrés que le Parti s'est fixés.

— Nous non plus, dit Lepenica, nous ne changerons pas de chemin».

Nous nous séparâmes ainsi de cet autre balliste arrogant pseudo-nationaliste et collaborateur des Italiens, qui fut tué à Gërhot de Gjirokastër par ses amis fascistes, au lendemain même de la capitulation de l'Italie. Ce furent là pour moi les dernières rencontres que j'eus avec les éléments du «Balli», cette organisation de traîtres. Maintenant je me séparerai d'eux pour ne jamais plus les revoir.

Entre-temps nous poursuivions notre tâche dans tous les autres secteurs pour appliquer le programme du Parti dans son ensemble, mettre en œuvre notamment les décisions de la I^{ère} Conférence nationale du PCA et réaliser les objectifs qu'elle nous avait fixés. En fait, le travail du Parti allait s'intensifiant, la lutte gagnait en ampleur; le peuple s'organisait et s'armait. Dans le feu de cette lutte, se créa l'armée du peuple insurgé dont les coups de feu retentirent dans de nombreuses batailles où l'ennemi reçut des coups écrasants.

D'autres grands événements nous attendaient.

3. Une réunion historique (Labinot, 4-10 juillet 1943)

Les événements survenus depuis la Conférence de Peza et les grandes tâches auxquelles nous étions confrontés nous amenèrent, au début de l'été 1943, à convoquer une réunion régulière du Conseil général provisoire du Front de libération nationale. Cette réunion était indispensable, aussi bien parce qu'il fallait procéder à une analyse du travail accompli par le Conseil dans son ensemble et par chacun de ses membres en particulier, que parce qu'il fallait prendre une série de décisions imposées par les circonstances historiques. La décision la plus importante concernait la proposition du CC du PCA relative à la formation de l'Etat-major général de notre Armée de libération nationale et l'organisation de cette Armée. Cette tâche avait été fixée par la Conférence de Peza en septembre 1942, et maintenant toutes les conditions étaient réunies pour son accomplissement.

Compte tenu de ces circonstances, nous décidâmes de tenir la réunion du Conseil dans les premiers jours du mois de juillet et d'aviser à temps ses membres.

Bien que ce fût la première réunion régulière du Conseil depuis septembre 1942, tous ses membres étant présents, il convient de souligner que pendant ce temps cet important organisme n'était pas resté les bras croisés. Au contraire, ses membres avaient poursuivi leur activité, ils s'étaient réunis et avaient discuté entre eux de tous les problèmes pressants, selon les possibilités que leur offraient les situations. Des membres du Conseil général ou d'autres camarades désignés par lui avaient suivi de près le travail des conseils à la base, ils s'étaient employés à créer de nouveaux conseils, avaient donné des instructions, rédigé et fait imprimer des tracts, lancé des appels au peuple. Or, l'expérience montrait que certains membres du Conseil général provisoire élu à Peza, loin de justifier la confiance qu'on leur avait faite, entravaient, ou pire encore, sabotaient notre travail.

Mais à l'époque il s'agissait pour nous de diriger notre travail dans une plus large perspective et d'apporter une aide plus efficace au développement de la lutte et à la consolidation du pouvoir des conseils de libération nationale.

Nous nous réjouissions aussi de voir le Front, les conseils et les unités de partisans grossir leurs rangs non seulement d'ouvriers et de paysans, mais encore d'un grand nombre d'intellectuels et de patriotes honnêtes, désormais conscients qu'il ne suffisait pas de haïr l'ennemi et de refuser de pactiser avec lui, mais que chacun d'eux devait apporter sa contribution à la grande lutte qui était menée.

Ce fut justement au cours de cette période que de nombreux lycéens se mirent à abandonner leurs études, en application de la directive de la I^{ère} Conférence du Parti à l'échelle nationale sur une plus large participation de la jeunesse scolaire à la guerre de partisans. Le 1^{er} mai 1943, cent élèves des dernières années de l'Ecole normale d'Elbasan furent les premiers à quitter les cours de façon organisée et démonstrative pour prendre le maquis et

rejoindre les guérillas et les bataillons de partisans. Ils seraient un peu plus tard suivis par les lycéens de Korçe et de nombreux autres groupes d'élèves et de professeurs de toutes les écoles du pays. Ainsi, à mesure que la lutte gagnait en ampleur et s'intensifiait, se creusait le fossé entre les masses travailleuses des villes et des campagnes, les intellectuels, les patriotes et les démocrates honnêtes et sincères, d'une part, et les pseudo-patriotes et les pseudo-démocrates, de l'autre.

C'est grâce au PCA, à sa clairvoyance, à sa fermeté et à sa juste ligne que des patriotes et des hommes progressistes du Sud et du Nord, comme Abaz Bekteshi, Musa Ohri, Avni Kapinova, Miltiadh Papa, Haki Fejzo, Bal Marku, Hasan Xhiku, Xhevdet Nepravishta, Mahmut Bedalli et Rasim Guri, se rallièrent à lui pour mettre en œuvre son programme de lutte en vue de la libération du pays. Des centaines de patriotes et d'intellectuels progressistes apportèrent une contribution considérable à la Lutte de libération nationale, mais le Parti aussi leur apporta beaucoup ; il ne cessa d'élever leur niveau de formation, de les éduquer toujours mieux pour parfaire leur vision des choses et leur conception du monde. Ils réussirent ainsi à assimiler non seulement le programme du Parti, mais aussi sa future stratégie pour l'instauration du système socialiste en Albanie.

Ils ne firent qu'un avec le Parti et beaucoup d'entre eux y adhérèrent, militèrent et militent encore dans son sein en tant qu'hommes dévoués et cadres dignes de lui.

Je me souviens comme si c'était hier du jour où, au bout d'un long entretien qui eut lieu dans sa *téqé* de Martanesh (j'y suis allé quelques fois en diverses saisons), Mustafa Xhani me fit part de son intention de rejoindre les rangs du Parti communiste d'Albanie.

«Camarade Taras, je veux adhérer au Parti», me dit-il.

Je fus si heureux de l'entendre me dire cela que je lui répondis sur-le-champ :

«Tu le mérites parfaitement, formule une demande, présente-la aux camarades de la cellule et dis leur que moi aussi, je suis d'accord. J'appuierai ta demande, parce que je suis sûr que tu ne crois pas à la religion, tu crois seulement au Parti.

— Si le Parti me le demande, dit Baba Faja Martaneshi, je suis prêt à jeter le froc aux orties.

— Non, garde ton habit religieux, lui dis-je. Il ne s'agit pas de tromper le peuple, mais tu as porté cet habit déjà avant la guerre, avant la fondation du Parti, il vaut donc mieux que tu le gardes pour que nous ne blessions pas les sentiments des croyants. De plus, nous devons mettre à profit la sympathie que le peuple nourrit pour toi et pour ta *téqé*. Puisque tu es déterminé à te battre jusqu'au bout, puisque tu aimes le Parti, que tu respectes et appliques sa ligne, je juge juste que tu en deviennes membre».

Et la cellule de sa guérilla admit Mustafa Xhani dans les rangs du Parti communiste d'Albanie. Ce fut un jour de joie pour lui. Il me serra dans ses bras, m'embrassa sur les deux joues en me chatouillant de sa barbe noire qu'il se peignait avec les doigts.

J'ai évoqué un peu plus particulièrement dans ces notes Baba Faja Martaneshi, son rôle remarquable en ces années-là et les nombreux contacts que j'eus avec lui, mais j'ai pour devoir de souligner que les prêtres patriotes qui se lièrent étroitement au Mouvement de libération nationale, qui embrassèrent le programme du Parti et n'épargnèrent rien pour la liberté et l'indépendance de la patrie, se comptaient par dizaines dans les quatre coins du pays. J'en citerai un, Ismaïl Tufa, de Tirana, ou le hodja Tufa, comme tout le monde l'appelait. Je l'avais connu, ce brave vieillard patriote, à l'époque difficile où je vivais dans la clandestinité à Tirana, quand on avait installé chez lui une petite imprimerie du Parti et qu'il montait lui-même la garde en nous conseillant de placer des couvertures aux fenêtres et aux autres ouvertures pour étouffer le bruit.

«Il est vrai que tu es un prêtre musulman, lui disais-je, mais je ne te vois jamais porter le Coran sous ton habit. Tu l'as remplacé par un pistolet, tu es donc un prêtre armé.»

Il souriait avec douceur et me disait :

«Nous aurons à nous battre, Enver, et vous, les garçons, vous nous enseignez qu'on ne se bat pas avec le Coran, mais avec une arme à feu.»

Et, en fait, c'est ainsi que le patriote Ismaïl Tufa passa toute les années difficiles de la guerre. Il donna tout ce qu'il avait au Parti et à la lutte de libération, ses fils, sa maison et se mit lui-même à leur disposition. Meti, un de ses fils, un camarade à nous, sacrifia sa vie sur l'autel de la liberté, alors que le vieux hodja Tufa, âgé de 75 ans, fut arrêté et torturé par les nazis, mais il resta muet. Il était prêt à mourir plutôt que de fournir des renseignements aux bourreaux du peuple. Ce fut le grand mérite de notre Parti d'avoir su, par sa ligne et sa politique justes, gagner à la cause du peuple et de la patrie des prêtres patriotes comme Baba Laze et Baba Fejzo, les hâfiz Halil Tophana et Zaganjori, les pères Paisi Vodica et Kokoneshi, Dervish Muço et les papas Ziu et Ilia Zagali, ainsi que le hodja Këmbora et beaucoup d'autres dans toutes les régions d'Albanie.

Se détachant définitivement, avec haine et mépris, des hauts dignitaires de l'Eglise catholique, des évêques orthodoxes et des muftis réactionnaires qui encensèrent les envahisseurs et les oppresseurs de notre pays, les prêtres progressistes et patriotes issus du peuple et proches de lui, apportèrent par leur parole, leur attitude et leurs actions, l'arme à la main et l'étoile rouge au front, une précieuse contribution à la cause de l'union du peuple autour du programme du Parti et du Front antifasciste de libération nationale.

Pendant ce temps-là, d'autres patriotes et intellectuels et notamment Orner Nishani, apportèrent leur contribution au renforcement du Front et du Mouvement de libération nationale.

Je connus Orner Nishani à son retour de l'émigration après l'occupation italienne, mais j'avais entendu parler de lui bien avant, quand j'étais encore élève à Gjirokastër. Son frère, Beso Nishani, avait été mon instituteur. Ses neveux aussi, Emin et Ferik Shtino, les fils de tante Alo, la sœur du docteur, une vieille femme qui, comme son frère, avait beaucoup d'humour, étaient mes camarades. J'ai évoqué cette vieille femme quelque part dans mes souvenirs d'enfance. [Il s'agit du livre *Années de mon enfance — Souvenirs de Gjirokastër*, éd. alb., Tirana, 1983.] Chacun d'eux me parlait parfois du docteur, mais je ne l'avais jamais vu à Gjirokastër.

En décembre 1924, lorsque Zogu à la tête des forces contre-révolutionnaires s'empara du pouvoir, j'avais entendu dire que le docteur Nishani se mêlait de politique. Quand j'étais élève au lycée de Korçe, on nous disait qu'il était communiste. Quelques années plus tard, nous, les membres du Groupe de Korçe, apprîmes que le docteur Nishani vivait surtout à Genève où, avec Halim Xhelo, Naun Prifti, Ali Kelmendi, Riza Cerova, Selim Shpuza et d'autres camarades révolutionnaires, communistes ou de gauche, il publiait le journal «Liria Kombëtare» [la Liberté nationale]. Les membres de ce groupe avaient des idées plus claires que les autres et ce furent eux qui organisèrent le CONARÉ, qui fut sapé et combattu par le groupe d'Ali Këlcyra, Mustafa Kruja, Azis Çami et Cie. Dès notre jeune âge, nous avons éprouvé une grande sympathie pour Halim et le docteur Nishani, que le groupe nationaliste d'Ali Këlcyra, Qazim Koculi, etc., traitait de «rouges».

Je ne sais pas très bien si le docteur émigra d'abord en Grèce, à l'île de Zante, ou s'il se rendit plus tard de Suisse en Grèce. Quoi qu'il en fût, il demeura un certain temps à Genève, où, comme il me le dit pendant la guerre quand nous nous trouvions à Labinot et à Orenje, il s'était lié d'amitié avec un dirigeant des sociaux-démocrates suisses de «gauche», qui s'appelait Nicole.

Lorsque, après l'occupation fasciste du pays, j'appris que le docteur était rentré en Albanie (il avait terminé ses études de médecine, mais il n'exerça jamais sa profession), j'eus envie de le rencontrer, tout en regrettant sa participation avec d'autres au «Conseil d'Etat». Et en fait il me fut facile de faire sa connaissance. Bahri me présenta à lui.

«Eh bien, docteur, lui dit-il, je te présente En ver, un «rouge» comme toi. C'est le frère de Fahrié et le fils de Halil.

— Ah bon, fit le docteur, souriant, tu es le fils de Halil ? Ton père est un brave homme.

— On souhaite toujours ressembler à son père, c'est ce que nous disons ici, à Gjirokastër.»

Le docteur se mit à rire et, montrant le bout de la langue (nous devons découvrir plus tard que c'était un tic), il émit un «pst-pst» comme s'il crachait:

«Il y a une seule chose en quoi tu ne ressembles pas à ton père, tu ne bégayes pas comme lui».

Il me posa quelques questions sur ma famille et ma situation, me demanda si j'avais trouvé un emploi et, apprenant que j'étais sans travail, il voulut savoir pourquoi. Puis il me dit:

«Nous, les anciens, nous avons fait notre temps, nous ne sommes plus bons à rien. Place à la jeunesse, c'est elle qui est l'espoir du pays. Je n'ai pas fait grand-chose, mais en tout cas j'ai combattu Zogu de toutes mes forces. J'avais aussi de bons camarades au journal, qui m'ont beaucoup aidé. Je n'ai pas déposé les armes, mais que devais-je faire, mourir en exil ? J'avais le mal du pays, la nostalgie de nos gens. Je suis rentré, et je hais comme la peste les fascistes, les envahisseurs et tous les scélérats à leur solde. Mais, tu me demanderas (et il m'interrogea de nouveau sur mon prénom) pourquoi je suis entré au «Conseil d'Etat». Par nécessité, je n'ai pas de quoi vivre, j'ai aussi ma femme. Voilà à quoi j'ai été réduit.

— Docteur, lui dis-je, je viens seulement de vous connaître, mais il y a longtemps que mes camarades et moi avons entendu parler de vos idées et du combat que vous avez mené. Nous vous avons apprécié et vous apprécions toujours. Vous m'avez dit que vous êtes entré au «Conseil d'Etat» pour pouvoir vivre. Certes, il aurait mieux valu ne pas y entrer, mais nous sentons que d'esprit et de cœur vous êtes en dehors de ce Conseil, que vous êtes avec le peuple, avec la jeunesse antifasciste et que vous n'avez rien de commun avec Kole Tromara, Ali Këlcyra et C^{ie}.

— Ah, vous les avez percés à jour ? fit-il. C'est important, n'attendez rien d'eux.

— Nous nous efforcerons, docteur, lui répondis-je, d'entraîner tout le monde dans la lutte contre l'occupant, même eux, s'ils sont pour la liberté du peuple.

— Essayez si vous avez de la patience, quant à moi, j'ai tout tenté, mais il n'y a rien eu à faire. Ils ont pour seuls soucis de toucher leur paye, de bien boire et manger et ils se prennent pour le nombril du monde, mais vous, Enver, continuez votre travail, vous pourrez peut-être les convaincre.

— Docteur, lui dis-je, la lutte contre l'occupant fasciste exige que le peuple soit uni et organisé. Pour chasser l'occupant il faut consentir de très grands sacrifices. C'est nous, les communistes, qui devons le faire en premier lieu, et nous le ferons. Moi-même, docteur, je suis communiste. Nous sommes prêts à sacrifier notre vie pour la libération de la patrie et du peuple.

— Enver, me dit-il, je te remercie de la confiance que tu m'as témoignée en me disant que tu es communiste, quand on sait que les fascistes cherchent à vous exterminer. Moi, je ne suis pas communiste, mais j'ai vécu et travaillé avec des communistes, je les ai respectés, ils m'ont eux-mêmes respecté. Et je ne te dis qu'une chose : le chemin que vous suivrez n'est pas parsemé de fleurs, mais battez-vous, car c'est seulement par la lutte que l'on sauvera l'Albanie.

— Camarade docteur, lui répondis-je, (excusez-moi, mais je ne peux vraiment pas vous appeler «monsieur»), nous, communistes, peu nombreux encore, nous sommes déterminés à nous battre, persuadés que nos rangs grossiront dans la lutte contre l'occupant, parce que la jeunesse et le peuple tout entier sont avec nous. Quand nous aurons fondé notre Parti, tous, jeunes et moins jeunes, seront avec lui, parce que ce sera le parti des petites gens. C'est pourquoi je ne suis pas de votre avis quand vous disiez tout à l'heure : «Nous, les anciens, nous avons fait notre temps». Non, tout le monde a sa place dans la lutte pour le peuple. Le concours de gens comme vous avec leur maturité et leur passé de patriote sera précieux pour la lutte. Je vous appelle à mettre toutes vos capacités au service de notre cause, au service du peuple.

— Enver, me répondit le docteur, tes paroles et ces marques de confiance me touchent profondément. Tu es le premier à me parler ainsi depuis mon retour dans le pays.

— Je suis un fils de notre peuple, qui aime pardessus tout la liberté et l'indépendance, lui répondis-je.

— Ecoute, Enver, n'oublie jamais ce que je vais te dire: le docteur Nishani est avec vous à la vie et à la mort. Quand vous le jugerez utile, prévenez-moi, je serais prêt à faire ce que la jeunesse me dira.»

Ce fut là notre premier entretien.

Je mis les camarades du Groupe de Korçe au courant de ma rencontre avec le docteur Nishani et leur dis que sa contribution nous serait très utile. Ils s'en réjouirent, m'approuvèrent et me chargèrent de maintenir la liaison avec lui, de l'informer régulièrement sur la situation générale, sur l'intensification de la résistance et l'extension de notre mouvement.

Je rencontrai le docteur Nishani à plusieurs reprises avec une sympathie et un respect grandissants. Il possédait une vaste culture et connaissait bien plusieurs langues occidentales et orientales. Au cours de ces entrevues, je lui parlais de la nécessité d'unir toutes les forces du peuple, de mobiliser les hommes et leurs capacités dans la lutte difficile mais glorieuse que nous avions à mener. Le docteur manifesta ouvertement sa joie quand je lui fis savoir la voie où nous nous étions engagés, et il ne manquait pas d'exprimer aussi des jugements sages et pondérés très précieux pour notre travail. Ainsi, épousant nos idées et nos objectifs, il fut entièrement acquis à notre cause, ce qui me confirma une fois de plus dans ma conviction qu'avec des patriotes de sa trempe la lutte du peuple irait toujours plus de l'avant.

Après la fondation du Parti, j'eus avec lui un long entretien où je mis en relief l'importance de cet événement pour les destinées du pays, le rôle que le Parti jouerait dans l'extension de notre Lutte de libération nationale. Je lui parlai également du travail que nous devions mener dans les masses et auprès de certains patriotes et nationalistes afin de les rallier à nous dans la lutte contre le fascisme. Enthousiasmé, il me dit combien cela le réjouissait, me félicita et me rappela qu'il était prêt à servir notre cause.

Je le rencontrai de nouveau à la veille de la Conférence de Peza. Je lui en expliquai par le détail les objectifs, lui citai les noms de ceux que nous y avions invités et de ceux qui avaient accepté de venir. Nous avions pensé ne pas l'y inviter pour ne pas le compromettre (et je le lui expliquai) ; ses relations et la propagande qu'il menait en faveur du mouvement sous les dehors d'un homme du régime, fréquentant les «pères» du «Conseil d'Etat», devaient nous être encore utiles pour un certain temps.

Le docteur Nishani appuya pleinement l'initiative du Parti communiste et la plate-forme de la Conférence, puis, après avoir souhaité plein succès à ses travaux, il me dit :

«Moi aussi, je ferai de la propagande en faveur des décisions que vous prendrez, je jeterai le trouble à ma façon chez les ennemis et rapprocherai du Front mes amis. Et, souligna-t-il enfin, quand vous aurez besoin de moi, je serais prêt à vous rejoindre».

Orner Nishani tint sa parole en travaillant à Tirana comme militant actif du Mouvement de libération nationale. Mais l'heure vint où, ayant discuté avec les camarades, nous pensâmes qu'il nous serait plus utile au Conseil général, où il s'occuperait, avec sa maturité, son patriotisme et sa culture, de notre travail de propagande, de l'organisation de notre pouvoir, etc. Nous le lui fîmes savoir et il quitta Tirana pour prendre le maquis où il resta jusqu'à la libération du pays.

Orner Nishani nous amena aussi Koste Boshnjaku, un autre sympathisant de la Lutte de libération nationale que je connaissais seulement de nom. Si je ne m'abuse, il avait émigré à Vienne, mais dans sa jeunesse il était allé travailler, seul ou avec sa famille, en Russie tsariste où il avait, je crois, bien appris le russe.

L'air grave, se posant en «politique expérimenté» et pénétré de sa propre importance, il disait, naturellement, du mal de Zogu et d'Ali Këlcyra, défendait le communisme, Lénine, Staline et notre Parti.

Ainsi récoltions-nous de jour en jour les fruits du grand travail que le Parti avait accompli auprès des nationalistes. Un grand nombre de patriotes, qui avaient compris la ligne du Parti et du Front de libération nationale, grossissaient les rangs du Mouvement de libération nationale, du Front, des guérillas et des bataillons de partisans. Je citerai, entre autres, Qirjako Harito et Ali Shtëpani à Tirana, Hasan Pulo et Jaho Gjoliku à Vlore, Spiro Bakalli à Durrës, Gavril Pepo à Korçe, le docteur Popa, Fetah Ekmekçiu et hâfiz Musa Basha à Elbasan, et Pasho Hysi à Skrapar, que j'ai connus personnellement et dont je garde de très bons souvenirs. De même des dizaines d'enseignants, de médecins, d'ingénieurs, d'agronomes, d'écrivains et autres employés dans le Sud et le Nord du pays rejoignirent les rangs du Front et du Mouvement de libération nationale aux côtés de combattants et patriotes respectés comme Shpend Balia et Sali Mani à Tropoje, Gjon Marashi et Hajdar Alia à Shkodër, Llazi Bozo à Myzëqë, Haki Stërmilli à Dibër, Muharrem Butka à Kolonje, Siri Shaplo et Kadri Baboçi à Gjirokastër, Stefan Thomagjini à Sarande, Haxhi Seseri et Babe Rexha à Kruje, Ollga Plumbi, le Dr. Jorgji Jorgoni et Ela Gjirkondi à Tirana, Hoxhë Deliu à Elbasan, Ali Kame et Koço Stefani à Permet, et Tafil Tërpani à Berat.

Le Parti mena dès le début un travail attentif auprès des anciens officiers de l'armée de Zogu, persuadé que, contrairement aux anciens officiers supérieurs qui étaient enclins à se mettre au service de l'occupant, bon nombre d'entre eux et notamment les officiers patriotes et progressistes se rallieraient à notre lutte. Certes, nous savions bien qu'il était difficile de travailler auprès de ces gens-là qui avaient naguère formé une caste privilégiée, éduquée suivant des conceptions antipopulaires et payée pour assurer le pouvoir du «souverain auguste». Pourtant, nous étions au courant de l'attitude réfractaire des officiers de bas rang à l'égard de Zogu. Quelques-uns d'entre eux avaient même créé une organisation secrète, le «Groupe des officiers», dirigée par Bedri Spahiu, où l'on parlait et discutait du communisme; ce groupe se qualifiait même de communiste, mais il s'agissait plutôt d'une organisation de militaires, repliée sur elle-même, sans aucun lien avec le peuple, et dont l'action était vouée à l'échec, comme il advint effectivement. Il y avait aussi dans leurs rangs, nous le savions, des éléments attirés par les idées patriotiques et démocratiques et que nous avions pour devoir de gagner à notre lutte.

A l'occupation du pays, tous les officiers réactionnaires devinrent des instruments de l'occupant, gardèrent leurs galons et reçurent des traitements ronds, mais un bon nombre d'autres, en particulier les officiers de grade inférieur, se rallièrent à la Lutte de libération nationale. Certains d'entre eux, comme Mustafa Matohiti, Reshit Çollaku, Mémo Meto, Asim Zeneli et Pano Xhamballo, se battirent, commandèrent des bataillons et des brigades de partisans et tombèrent héroïquement dans la lutte sacrée pour la liberté. Des rangs des anciens officiers de Zogu provenaient aussi des camarades comme Spiro Moisiu, que le Comité central du Parti et le Conseil général nommèrent chef de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale, ou le camarade Shefqet Peçi, qui, dès les premiers jours de l'occupation, s'engagea dans la lutte contre l'envahisseur, pour devenir, après la fondation du Parti, un des cadres les plus éminents des formations de notre Armée de libération nationale.

Dali Ndreu, Tahir Kadaré, Hulusi Spahiu et d'autres encore se battirent eux aussi et le Parti leur assigna, pendant comme après la guerre, diverses tâches importantes, mais sous l'effet de conceptions héritées du temps où ils avaient été officiers de l'armée de Zogu et contaminés par d'autres maux politiques, idéologiques et moraux, ils s'engagèrent, surtout après la Libération, dans une voie erronée, certains d'entre eux se lièrent aux services secrets étrangers et finirent par devenir des ennemis du Parti et du peuple. Avec le temps, tout cela se clarifierait. Mais ce que je voudrais souligner c'est que le Parti sut mener auprès des officiers de l'ancienne armée, comme dans les autres couches de la population, un travail efficace et fructueux, il gagna à lui et dressa dans la lutte tous ceux qui pouvaient être mobilisés. La plupart d'entre eux constituèrent alors au printemps et au début de l'été 1943, quand le travail pour agrandir la taille des unités de notre armée de partisans battait son plein, un renfort très précieux pour le Parti et la lutte.

C'est à ce moment, c'est-à-dire au début de l'été 1943, alors que nous nous préparions à réunir le Conseil général, qu'arriva en Albanie, tel un pèlerin attardé, Sejfulla Malëshova. Pour ma part, je ne l'avais jamais vu, mais Ymer Dishnica et Koço Tashko, qui avaient fait sa connaissance pendant leur séjour, le premier en France et le second en Union soviétique, m'avaient parlé de lui. Malgré tout, il m'était difficile de me faire une image cohérente de Sejfulla, en me fondant seulement sur les dires d'Ymer et de Koço, qui le jugeaient sous des angles diamétralement opposés. Koço Tashko, qui ne donnait pas l'air d'avoir de la sympathie pour lui, m'apprit que Sejfulla insistait pour que le groupe des communistes albanais, organisé par les jeunes aux tendances démocratiques qui étaient allés en Union soviétique après l'avènement de Zogu, ait son centre en Europe occidentale, à Paris, à Vienne ou à Genève, mais pas en U.R.S.S. (et encore moins en Albanie). Lorsque j'eus mieux connu Sejfulla Malëshova, je donnai raison à Koço et je me persuadai que le nouvel arrivé avait plus de goût pour les cafés de Paris que pour le travail et la lutte dans son pays. Quant à Ymer Dishnica, il m'avait raconté tout autre chose sur Sejfulla. Il l'avait connu en France, il lui vouait toujours une admiration particulière, me parlait des heures entières de son «intelligence», de «ses talents» et de son «activité».

A vrai dire, nous fûmes impressionnés par certains aspects de ce que Ymer nous racontait sur Sejfulla, et nous pensâmes qu'un camarade comme lui, qui «avait travaillé au Komintern», qui avait été «professeur» à Moscou et était doté d'une certaine expérience et de connaissances théoriques, un homme de plume et poète, nous serait utile. Lors du premier entretien que j'eus avec lui quand il rentra en Albanie, en juin 1943, Sejfulla ne me fit pas une grande impression, je fus même déçu de ses réponses à mes questions sur la Russie soviétique ou sur l'expérience du Parti bolchevik et du parti communiste français. En pareil cas, Sejfulla prenait l'air d'un philosophe excédé par les questions que lui posaient ses disciples, répandait autour de lui comme un voile de mystère et lâchait un «nous y reviendrons». Petit, rondlet, parlant d'une voix qu'il grossissait à dessein, il vous regardait et vous écoutait comme quelqu'un d'agacé par des vécilles. Dès les premiers jours de son arrivée, il ne manqua pas de nous donner des «conseils» ni de nous faire des critiques pour laisser entendre que maintenant qu'il était rentré, on remédierait à tout cela. Pour ma part, je lui posai quelques questions sur la situation en France, sur certains de mes amis et de mes connaissances membres du parti communiste français, mais visiblement il était peu renseigné.

«Alors, me demanda le docteur Dishnica après mon premier entretien avec Sejfulla, comment tu l'as trouvé ?

— Je crois qu'il nous aidera», lui répondis-je, mais apparemment sans l'enthousiasme qu'il attendait de moi, car je vis que le docteur avait l'air fort déçu. J'ajoutai donc :

«C'est dans le travail et dans la lutte que nous apprendrons à mieux le connaître.

— C'est un bon camarade et bien formé, Enver.

— On verra bien» répliquai-je et je me tus. Mais, comme on l'apprit, je ne fus pas le seul à porter un jugement «réservé» sur le «professeur» Malëshova. Après son arrivée en Albanie, lors d'un entretien que j'eus un jour avec lui, le docteur Nishani me dit en riant à propos de Sejfulla :

«Je crains de ne pas bien m'entendre avec Sejfulla.

— Pourquoi ? lui demandai-je, curieux, car je savais que le docteur, qui avait connu Sejfulla dans l'émigration, voyait juste dans ses jugements.

— A cause de quelques vieilles histoires entre nous, me dit le docteur», et il poursuivit : «Quand nous publiions le «Liria Kombëtare» dans l'émigration, je demandais parfois à Sejfulla de nous envoyer de Moscou un article. Mais crois-tu qu'il se donnait la peine de me répondre ? Il fallait que je lui écrive cinq fois de suite pour qu'il daigne enfin me faire parvenir le papier en question : le titre et deux ou trois points à développer, c'est-à-dire les «thèses» de l'article. Et c'était seulement après cinq autres lettres où je ne lui ménageais pas mes reproches qu'il nous envoyait finalement l'article. Parfois je ne le publiais pas du tout, parfois, avec Halim, nous le réécrivions dès le début. Un paresseux qui n'a pas son pareil, voilà ce qu'il est», poursuivit le docteur, qui partit de son petit rire habituel, avant de continuer. «Il écrivait des platitudes, «le prolétariat ceci, le prolétariat cela...»

— Mais, pourquoi, vous étiez contre le prolétariat, vous ? lui demandai-je pour le taquiner.

— Mais non, je n'étais pas contre le prolétariat, mais ce qu'écrivait Sejfulla était vide de sens. Il recopiait des passages d'un journal soviétique et les mettait dans l'article destiné à l'Albanie : «Le prolétariat industriel en Albanie, surtout celui des usines «et des chantiers, doit se mettre à l'avant-garde des «masses» et autres histoires de ce genre. Je lui écrivis, irrité : «A quel prolétariat t'adresses-tu, Sejfulla, au prolétariat industriel de ta Malëshova [*Village au sud de l'Albanie.*] ou «à celui de mon Dunavat [*Quartier de Gjirokastër.*] à Gjirokastër ? Nous sommes «bien bêtes de compter sur des idiots comme toi pour «continuer à publier notre journal». Je te jure, Enver, sur l'idéal de notre Parti, que c'est bien ce que je lui ai écrit. Demande-lui si ce n'est pas vrai», et le docteur riait, et je riaais avec lui.

Entre-temps, Sejfulla «se mettait au courant de la situation», il avait des entretiens académiques, surtout avec Ymer et Koço Tashko, cherchant à donner l'impression qu'il avait toujours brûlé d'impatience de rentrer en Albanie pour participer à la lutte (je me demande toujours pourquoi il attendit l'été 1943 pour retourner dans le pays), et nous, faisant confiance à Ymer et à Koço, et influencés aussi par le fait que Sejfulla «venait du Komintern», nous décidâmes de le coopter au Comité central, naturellement comme membre suppléant et non comme membre à part entière.

Voilà dans quelles conditions et circonstances eurent lieu les préparatifs de la réunion du Conseil général que nous convoquâmes le 4 juillet 1943 à Labinot, dans la maison où au mois de mars de la même année la I^{ère} Conférence nationale du Parti avait tenu ses travaux. Nous y avions invité, outre les membres du Conseil général provisoire élu à Peza, Haxhi Lleshi et Sejfulla Malëshova, que nous présenterions au Conseil pour qu'il les coopte. Nous étions huit en tout car Ndoc Çoba et Kamber Qafmolla, pourtant avertis, n'étaient pas venus.

Je proposai que les travaux de la Conférence fussent dirigés par le vaillant combattant Mustafa Xhani, et ma proposition fut approuvée à l'unanimité. Puis on vota l'ordre du jour qui commençait par un rapport sur la situation intérieure et extérieure, présenté par Ymer Dishnica.

Après la lecture de ce rapport, nous discutâmes de l'évolution de la situation politique et militaire en Europe et surtout de la lenteur des Anglo-Américains à ouvrir le second front. Dans mon intervention, je soulignai que les alliés pouvaient débarquer en Italie afin de la détacher de l'Allemagne, elle et les pays balkaniques, mais il se pouvait bien aussi que l'Allemagne fût attaquée à partir de la France ou de quelque autre pays.

«En ce qui concerne les Balkans, indiquai-je, je pense que c'est aux forces de libération nationale des pays de la péninsule qu'il appartient d'ouvrir le «second front» dans ce secteur. La croissance des mouvements de libération nationale, les victoires qu'ils ont remportées en Albanie, en Yougoslavie et en Grèce montrent bien que ces mouvements peuvent s'acquitter avec succès de cette tâche».

Je me souviens que Sejfulla aussi intervint sur ce point de l'ordre du jour, car il avait décidé de nous émerveiller par son premier discours public, à grand renfort de prophéties et de citations des nouvelles diffusées par diverses agences et radios. Il évoqua même un général d'Afrique du Sud qui aurait commenté le cours des événements sur le théâtre de guerre européen !

Après la discussion sur cette question, je suggérai aux camarades de faire un bref exposé sur la situation dans les régions d'où ils venaient. Je me souviens que le débat s'anima lorsque Haxhi parla de la situation à Dibër. Après nous avoir mis au courant des succès de notre lutte dans cette région, il s'arrêta sur l'attitude des notables de cette région envers le Mouvement de libération nationale et dénonça, faits à l'appui, le jeu que menaient certains notables comme Fiqri Dine, Ali Maliqi et Myftar Kaloshi.

«Ce qu'ils font sent mauvais, camarades, dit franchement Haxhi. S'ils entretiennent des rapports avec nous, c'est pour entraver nos actions. Le peuple commence à se rendre compte de leurs machinations, le mensonge court vite mais ne va pas loin ; beaucoup de gens ont quitté leurs rangs pour participer bénévolement à nos actions. Les notables ont également entravé notre travail pour la mise sur pied des conseils de libération nationale dans toute la zone. Mais maintenant leurs manœuvres ont été percées à jour, ils sont démasqués. Ecoutez comment ils cherchent à nous intimider», dit enfin Haxhi et il lut deux ou trois lettres menaçantes, véritables ultimatums, que Fiqri Dine avait envoyées à la guérilla de partisans de Dibër pour la contraindre à cesser ses attaques contre l'ennemi. «Nous ne perdrons pas patience, mais nous mènerons notre lutte sans compter sur eux. Il se peut même qu'un jour nous nous trouvions face à face», dit Haxhi et il s'assit.

— Ne vous emportez pas, mes amis, intervint Bazi i Canes, on n'abat pas un chêne d'un coup de hache. Nous cherchons à nous unir et non à nous diviser, à moins que nous ne voulions faire le jeu de l'ennemi.

— C'est avec des balles et pas avec des paroles que l'on règle son compte à l'ennemi», dit Myslim.

Bazi bougea un peu et se cala sur son siège.

— Vraiment, je n'arrive pas à comprendre mon ami Haxhi. Il descend d'une famille des plus honorables de Dibër e Madhe. Nous sommes tous frères, bon sang ! et nous devons être unis. Si nous sommes unis, le peuple aussi s'unira.»

Ce triste sire, tout en sachant bien ce qu'était la réaction à Dibër, prêchait la collaboration avec elle pour renvoyer la lutte contre l'occupant aux calendes grecques, car c'était là, en fin de compte, la mission dont on l'avait chargée. Pas plus que les autres notables de Dibër, il n'avait tiré un coup de feu contre l'ennemi, mais à la différence des autres, il était venu à Peza avec certains desseins et faisait partie du Conseil.

— A quoi bon les grands mots, monsieur Kupi, lui dis-je, c'est dans la lutte que se manifeste la véritable union. C'est là qu'aujourd'hui se rencontrent les vrais hommes. Quel sens aurait ce que nous disons ici si cela ne nous servait pas demain à intensifier les coups portés à l'ennemi ?

— Et la *bessa* alors ? insista Bazi, avec sa rouerie coutumière. L'homme se lie par sa parole...

— Aujourd'hui l'Albanais ne se lie que par ça, dit Myslim, et il tapa de la main sur le pistolet qu'il portait à sa ceinture. Je pense que c'est dans la lutte qu'on connaît les vrais hommes. Il est vrai qu'à Peza et à Shijak, je n'ai pas pu rallier à moi les notables, mais j'ai gagné à moi les gens pauvres. Nous avons frappé le fascisme et nous voilà plus forts, le peuple a confiance en nous, et pourquoi ? Parce que nous nous battons pour de bon. Est-ce que je dis vrai ?

— Bravo ! lança Baba Faja, il n'y a rien à y redire. A Martanesh nous avons mis sur pied des conseils dans chaque village, et le peuple tout entier s'est uni autour d'eux. Nous frappons l'ennemi partout et de toutes nos forces. Nous accueillons quiconque veut se joindre à nous. Cela nous fait toujours un combattant de plus!»

C'était la meilleure réponse aux vues d'Abaz Kupa.

Après les interventions des autres camarades, en particulier sur le développement de la lutte dans leurs régions respectives, nous fîmes une petite pause avant de passer à l'autre point de l'ordre du jour : l'activité et les tâches des conseils de libération nationale. C'est moi qui devais présenter un rapport sur cette question.

Je soulignai l'importance de la Conférence de Peza, le travail que nous avons fait jusque-là pour mettre sur pied partout des conseils de libération nationale et les faire fonctionner en tant qu'organes de la lutte et du pouvoir politique; je parlai aussi des obstacles que nous avons rencontrés dans notre action, obstacles dressés sur notre chemin par l'occupant et les autorités quislings, mais aussi par les «nationalistes» regroupés dans le «Balli Kombëtar».

J'analysai ensuite concrètement la situation et l'activité des conseils de libération nationale dans diverses régions et villes du pays, entre autres à Tirana, à Durrës, à Vlore et à Mallakastër où, en dépit des difficultés, les affaires allaient bien. J'indiquai aussi que dans quelques autres régions, notamment à Shkodër, à Mat, à Dibër et à Krujë, la réaction ne cessait d'entraver notre travail. Je critiquai également quelques défauts observés dans notre action en vue d'assurer une direction centralisée des conseils par le Conseil général, en soulignant que nos contacts avec la base n'avaient pas été aussi réguliers que l'exigeaient la situation et notre lutte.

«Le rassemblement de nos forces, indiquai-je entre autres, se cristallise. L'intensification de notre lutte accélérera encore ce processus. Il incombe donc au Conseil général de mieux aider la base, d'organiser le peuple dans le Front de libération nationale, de consolider les conseils dans les villages et les hameaux, dans chaque ville et chaque quartier, dans toutes les régions du pays.»

Pour que cette tâche fût accomplie comme il convenait, il fallait rédiger un document où seraient clairement définis les droits, les attributions et les fonctions de ces conseils. C'est pourquoi je soulevai le problème des statuts des conseils de libération nationale, dont nous avons élaboré au préalable un projet que nous allions discuter au Conseil général. Ces statuts et le règlement intérieur des conseils de libération nationale seraient approuvés définitivement par la II^e Conférence de libération nationale.

Ensuite, procédant à une analyse du travail accompli par le Conseil général provisoire, je soulignai que les membres de cet organe important de la Lutte de libération nationale ne s'étaient pas tous montrés à la hauteur de la tâche que leur avait assignée la Conférence de Peza.

«L'inactivité totale de Ndoc Çoba et de Kamber Qafmolla, membres nationalistes du Conseil général, indiquai-je dans mon rapport, a nui à notre action. Dans la région où opère Abaz Kupa, les conseils n'ont pas bien fonctionné non plus, ils ont même été entravés dans leur activité. Nous avons appris aussi que Ramazan Jarani, qui, bien que n'étant pas membre du Conseil, était chargé d'aider Myslim Peza dans les affaires du Conseil, a tourné casaque et s'est rallié au «Balli». Il en ressort donc que les membres du Conseil ne se sont pas tous acquittés de leur tâche comme il fallait.»

Ramazan Jarani était un instituteur de Tirana, connu naguère pour son opposition à Zogu et aux Italiens. Je le connaissais peu, certains de mes amis enseignants me l'avaient seulement présenté. Lors des préparatifs de la Conférence de Peza, je demandai à le contacter et ce fut Mustafa Gjinishi, qui n'avait cessé de m'y inciter, qui nous ménagea une entrevue. Je m'entretins avec lui à deux reprises, lui expliquai clairement notre point de vue sur la réunion que nous avions décidé d'organiser avec les nationalistes ainsi que sur la plate-forme de cette réunion. Comme il exprima son accord et nous promit de nous soutenir, nous le chargeâmes de la propagande contre l'occupant parmi les nationalistes de Tirana. Il accepta et me dit même qu'en cas de danger je pourrais aller chez lui, dans sa modeste maison de Tirana qui se trouvait dans la même rue que celle où Vojo Kushi et ses camarades étaient tombés en combattant. Je me réjouis de sa disponibilité à notre égard, chaque engagement dans la lutte de libération signifiant un nouveau succès dans le travail du Parti. Pendant un certain temps, nous eûmes l'impression qu'il tiendrait ses promesses; il participa à la Conférence de Peza, approuva ses décisions et se montra prêt à les appliquer. Mais il ne tarda pas à perdre son enthousiasme et Myslim se plaignit que, loin de s'acquitter des tâches qui lui avaient été fixées, il avait pratiquement coupé tout contact avec lui.

«Qu'en est-il de Ramazan Jarani ? demandai-je un jour à Mustafa Gjinishi.

— Je le tiens pour quelqu'un de bien, me répondit-il. Je vais le voir et lui parler».

Peu de temps après, j'étais alors à Labinot, les camarades de Tirana m'apprirent que Ramazan Jarani avait changé son fusil d'épaule et abandonné le Front pour se rallier au «Balli».

Telle fut la métamorphose de ce renégat, que je dus également expliquer aux membres du Conseil général présents à la réunion.

En étroite liaison avec ces problèmes et avec le stade atteint par notre lutte, la réunion de juillet 1943 traita largement de la nécessité de créer un Etat-major général de toutes les forces armées du peuple insurgé.

La Conférence de Peza déjà avait décidé, après en avoir débattu, de créer au moment opportun, à la suite de l'extension de la résistance armée contre l'occupant fasciste et de l'accroissement du nombre de guérillas et d'unités de partisans, un Etat-major qui serait le centre dirigeant des opérations militaires de la nouvelle armée que le peuple formerait.

Après un an de lutte et d'efforts dans tous les domaines, nous jugeâmes ce moment venu.

Pendant l'été 1943, la lutte armée du peuple albanais prit une grande ampleur. Les derniers mois, le nombre des guérillas de partisans avait sensiblement augmenté, elles s'étaient consolidées et portaient à l'ennemi des coups écrasants dans tout le pays. Ces guérillas, considérées comme des unités régulières parce qu'elles opéraient de façon permanente, comptaient à elles seules environ 10 000 combattants, à part les 20 000 combattants des détachements territoriaux *[Unités d'auto-défense composées de volontaires et organisées dans les régions libérées en même temps que les unités de partisans pour harceler l'ennemi et tenir tête à ses opérations. Elles aussi servaient à grossir les formations régulières de partisans.]* et des sections de guérilla urbaines. Sur la recommandation du Comité central du Parti, on était passé à l'organisation de bataillons en tant qu'unités plus importantes et plus puissantes, capables de déclencher de plus vastes opérations contre l'ennemi. En même temps, des directives avaient été données et des mesures prises en vue de la mise sur pied, dans un très proche avenir, des premières brigades de partisans.

Chargé par le Comité central du Parti de traiter devant le Conseil général de libération nationale de toutes ces questions, je pris la parole au cours d'une de ses séances, et dis aux camarades :

«Le Comité central du Parti communiste, après avoir analysé la situation et l'état de nos forces, a abouti à la conclusion que le degré atteint par la Lutte de libération nationale et l'approche de la victoire définitive sur l'ennemi rendent indispensable et urgent le regroupement organique de toutes les unités de partisans en une armée nationale dirigée par un seul centre. Nous proposons à ce Conseil d'examiner et d'approuver la proposition du CC du PCA sur la création de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale albanaise. Une fois cette tâche accomplie, la lutte armée de notre peuple se trouvera mieux organisée et atteindra avec beaucoup plus de succès ses objectifs politiques et militaires».

Poursuivant, je soulignai que la création de cet organe qui s'occuperait spécialement des questions militaires de notre lutte, nous était également dictée par la nécessité de collaborer avec les autres pays de la coalition antifasciste, surtout avec nos grands alliés, l'Union soviétique, les Etats-Unis et l'Angleterre et en particulier avec les mouvements de libération nationale des peuples des Balkans, et de coordonner notre Lutte de libération nationale avec celle de ces pays.

Les membres du Conseil général saluèrent la proposition de créer l'Etat-major général et se déclarèrent confiants dans son action pour renforcer la Lutte de libération nationale et rapprocher le jour de notre victoire sur l'ennemi. Après avoir adopté cette décision historique, nous passâmes, après discussion, à l'élection de l'Etat-major général de l'armée de libération nationale, composé de douze membres, Spiro Moisiu, Enver Hoxha, Myslim Peza, Haxhi Lleshi, Mustafa Xhani, Ramadan Çitaku, Abaz Kupi, Ymer Dishnica, Dali Ndreu, Mustafa Gjinishi, Sejfulla Malëshova et Bedri Spahiu. Le Conseil général de libération nationale décida également de laisser à l'Etat-major général le soin de définir, à sa prochaine réunion, sa structure organisationnelle.

Ce fut fait dès le lendemain dans une réunion de cet Etat-major où en même temps que sa structure furent définies ses tâches. Comme toutes nos unités de partisans, l'Etat-major général serait dirigé par un commandant et un commissaire politique. Je proposai que le poste de chef de l'Etat-major général fût confié au camarade Spiro Moisiu, un patriote, spécialiste des questions militaires. Le major, c'est ainsi que nous l'appelions, était un de ces officiers patriotes chez qui l'amour de la patrie et du peuple et la haine de l'ennemi asservisseur avaient toujours été plus forts que le désir d'accéder à un poste important ou de monter en grade, par quoi Zogu et le fascisme avaient cherché à les attirer.

Pour ses mérites patriotiques et son expérience militaire, il fut donc nommé chef de l'Etat-major général et moi-même en fus désigné commissaire politique.

Le 10 juillet 1943 nous rendîmes publique la décision historique de la création de l'Etat-major général et de l'organisation de l'Armée de libération nationale albanaise. Ce jour constitue un des événements les plus marquants non seulement de la Lutte de libération nationale mais de toute l'époque du Parti, il s'inscrit dans l'histoire comme le jour de notre Armée populaire, qui a libéré notre patrie et défend glorieusement les victoires du socialisme.

Dans une autre réunion que nous fîmes en juillet 1943, à part les décisions relatives à l'organisation de notre armée, à la mise sur pied des commandements des districts de la I^{ère} zone d'opérations et à l'instauration du pouvoir militaire des partisans dans les arrières, nous accordâmes une attention particulière à la question de l'attitude à adopter désormais à l'égard du «Balli Kombëtar».

Dans le rapport que je présentai à cette réunion, je fis une analyse minutieuse du travail et des efforts que nous avions déployés jusque-là pour convaincre le «Balli» de s'engager dans la lutte contre le fascisme et d'embrasser la ligne politique que nous avons approuvée à la Conférence de Peza. Par cette large analyse du problème, je visais essentiellement deux buts. *Primo*, informer en détail les membres du Conseil général qui n'avaient pas été constamment en contact avec le Conseil sur la ligne suivie jusqu'alors et les actions effectivement menées, et, *secundo*, définir la plate-forme des entretiens que nous envisagions d'avoir avec le «Balli Kombëtar» pour l'appeler une dernière fois à s'engager réellement dans la lutte, à renoncer à sa collaboration avec l'ennemi et à cesser de combattre le Front de libération nationale et le Parti communiste.

Ceux qui prirent la parole après moi approuvèrent la ligne suivie et firent une juste appréciation de tous les efforts que nous avons menés jusque-là. Nous décidâmes finalement d'organiser une autre rencontre avec les représentants du «Balli» pour savoir d'une manière claire et définitive s'il participerait ou non à la lutte.

Autant que je m'en souviens, le premier à intervenir sur cette question fut Ymer Dishnica.

«Je pense, dit-il en terminant, qu'à cette rencontre nous devons dire aux ballistes : «Avec ou sans vous, «nous poursuivrons notre lutte jusqu'au bout» et les appeler de nouveau à une union combattante pour anéantir l'occupant et édifier une Albanie libre et démocratique.»

Si je mentionne ici l'intervention d'Ymer Dishnica, c'est pour souligner qu'avant même d'être désigné comme chef de la délégation du Conseil général qui devait rencontrer à Mukje les représentants du «Balli Kombëtar», il connaissait fort bien la position qu'il devait y soutenir, et pour noter que lui-même, à en juger du moins par ses propos, donnait l'impression d'avoir des vues justes sur cette organisation et sur l'attitude à observer à son égard.

Après Ymer, je pris moi-même la parole et dis en substance : «Notre but est de dresser dans la lutte tous ceux qui n'ont pas encore compris son caractère. Parmi les chefs de file du «Balli Kombëtar» aussi, nous devons distinguer ceux qui ne se sont pas encore compromis et nous employer à les convaincre de se battre en leur expliquant ouvertement le caractère de la Lutte de libération nationale.

«En ce qui concerne les entretiens que nous entendons avoir avec eux, envoyons-leur une lettre contenant notre proposition et fixons-leur un bref délai, pas plus de cinq ou six jours, pour qu'ils nous répondent s'ils consentent ou non à rencontrer notre délégation. Nous nous en tiendrons à ce délai et s'ils ne viennent pas à cette réunion ou conférence, nous n'attendrons plus et nous ferons publier notre lettre dans le journal «Bashkimi» [*Organe du Conseil général de libération nationale qui commença à paraître en mars de 1943.*] pour que le peuple voie une fois encore de ses propres yeux qui est contre l'union et contre la lutte de libération.

«Avec le «Balli Kombëtar», poursuivis-je, nous n'aurons plus tant d'égards. Nous fixerons comme conditions de l'accord que nous lui proposons : «de participer à la lutte armée, organisée et à outrance contre l'occupant ; de reconnaître les conseils de libération nationale comme l'unique pouvoir populaire et démocratique ; d'épurer ses rangs des collaborateurs, des criminels, des espions et des spéculateurs ; de cesser immédiatement sa lutte et sa propagande contre le Front et le Parti communiste ; d'intégrer ses éléments méritants dans le Front et de dissoudre ses «conseils», etc. Voilà donc, dis-je pour terminer, quelle devra être la plate-forme des entretiens que notre délégation, que nous désignerons ici, aura avec les représentants du «Balli».» Les membres du Conseil général et de l'Etat-major général, invités à cette réunion, approuvèrent mes propositions, considérées comme la base des entretiens que nous engagerions prochainement avec le «Balli Kombëtar». Apparemment tout était clair pour Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi aussi, mais quelques jours après cette réunion, ils devaient jouer un rôle de capitulards en signant l'accord de Mukje de triste mémoire.

4. Un piège et une trahison aux graves conséquences

Aussitôt après la réunion du Conseil général, conscient de l'importance de l'ultime rencontre que notre délégation aurait avec les représentants du «Balli» et des difficultés qu'elle présentait, je convoquai à plusieurs reprises Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi, je leur parlai longuement pour bien leur faire comprendre que leur mission était délicate ainsi que pour préciser très en détail les points marquants de ces entretiens.

«Dans votre attitude et dans votre présentation des problèmes, leur dis-je, vous ne devez pas laisser apparaître la moindre velléité de vous écarter tant soit peu de notre plate-forme. Vous devez également avoir bien en vue qu'en aucune manière nous ne devons prier le «Balli» de se rallier à nous. Nous ne l'avons pas fait au début, quand nous étions peu nombreux, et nous avons encore moins de raisons pour le faire maintenant. C'est nous qui devons donner le ton aux entretiens et eux doivent bien se rendre compte que nous leur tendons la main une dernière fois pour les tirer de l'impasse où ils se sont fourrés et les amener à réparer leurs fautes.

— Bien sûr, bien sûr» répondit Dishnica alors que Mustafa Gjinishi, hochant la tête, ajouta :

«Ne vous en faites pas, nous agissons comme il se doit !»

Après une longue discussion avec les camarades dirigeants du Parti, qui se trouvaient ces jours-là à Labinot, nous décidâmes de désigner aussi Abaz Kupa comme membre de la délégation du Front de libération nationale.

«Tu l'as vu toi-même, dis-je à Ymer, Abaz a souscrit à la plate-forme des entretiens que tu dirigeras, à la tête de la délégation du Front, avec les chefs de file du «Balli», mais Mustafa et toi vous devez avoir l'œil sur lui, pour empêcher tout manège de sa part.

— Ne t'en fais pas, me répéta Mustafa Gjinishi, qui cacha mal sa satisfaction d'apprendre qu'Abaz Kupa ferait partie de la délégation. Abaz peut influencer les délégués du «Balli».

— Nous avons appris que les chefs de file du «Balli» ont entre eux des désaccords dont vous devez tirer parti. Quant à l'influence qu'Abaz peut exercer sur eux, c'est à voir. Je vais m'entretenir moi-même avec lui. Si le besoin s'en fait sentir, dis-je à Ymer, tu peux faire aussi appel à des camarades du Parti et du Front de Tirana et de Durrës.

— Ce ne sera peut-être pas nécessaire, fit Ymer, sûr de lui.

— On ne sait jamais, lui dis-je, pense-y quand même !»

Je rencontrai aussi Abaz Kupa avant son départ de Labinot.

«Monsieur Kupa vous ferez partie de la délégation et nous espérons que votre autorité et vos connaissances vous permettront d'exercer une bonne influence sur les chefs de file du «Balli Kombëtar».

— Je ferais de mon mieux», «promit» Bazi, qui ajouta :

«J'avais une demande à vous faire.

— Je vous écoute, lui dis-je.

— Je voudrais que le major Jahja vienne avec moi.

— Je n'y vois pas d'inconvénient, lui répondis-je. Je connais personnellement Jahja Çaçi. Parlez-en avec le docteur [Y. Dishnica] et décidez-en vous-mêmes.»

Mais qui était ce Jahja Çaçi ? Sous le régime de Zogu, il avait été officier supérieur, mais après l'occupation du pays on disait de lui qu'il était patriote et qu'il voulait se battre ; nous avons donc cherché à le rallier à notre Mouvement. Nous étions favorisés en cela par le fait que sa femme était une sympathisante de notre Parti et prenait une part active à la Lutte de libération nationale, ce qu'elle fit d'ailleurs jusqu'au bout. Leur fils aussi, Hektor, nous était dévoué, il travaillait activement au sein de l'organisation de la jeunesse. Par la suite, il devait passer dans la clandestinité, prendre le maquis, devenir un bon membre et bon cadre du Parti. Vu tout ce qu'on savait sur Jahja, et connaissant la participation de sa femme et de son fils au Mouvement de libération nationale, j'allais le voir un jour Chez lui : «Monsieur Hoxha, me dit-il, je ne peux me séparer de ma femme et de mon fils, et de plus je pense que vous avez choisi la juste voie, je combattrai donc à vos côtés.»

Mais, en réalité, ce n'est pas ce qu'il fit. Il ne suivit pas la voie de sa femme et de son fils dans la Lutte de libération nationale. Il ne resta dans notre camp que pour la forme. Il devenait toujours plus évident qu'il faisait cause commune avec Bazi i Canes et, lorsque tous les ponts furent coupés avec ce dernier et qu'il fut exclu du Front, Jahja Çaçi le suivit et s'engagea définitivement à ses côtés, il fut nommé par lui «chef de l'Etat-major des forces zoguistes», de ces forces qui devaient nous opposer une résistance armée et que nous liquidions quand notre 1^{ère} division passerait dans le Nord. [La 1^{ère} division de choc passa, en juin 1944, dans les régions de l'Albanie centrale et septentrionale dans le cadre de l'offensive générale déclenchée par l'ALNA pour libérer toute l'Albanie.] Telle fut donc la fin de Jahja Çaçi. Mais, à l'époque dont je parle, pendant l'été 1943, nous n'avions rien contre lui, hormis quelques réserves quant à ses affinités avec Bazi qui, comme nous l'avons dit, ne nous inspirait guère confiance et sur lequel nous ne nous faisions pas d'illusions.

Nous avons certes traité de ces questions sous tous leurs aspects, mais j'étais quand même inquiet, car je soupçonnais quels pièges les «diplomates» ballistes pouvaient nous tendre. C'est pourquoi je rencontrai à nouveau Ymer avant son départ pour Tirana et m'entretins avec lui.

«Ce n'est pas par hasard que tu as été désigné pour conduire la délégation, dis-je à Ymer Dishnica. Nous avons participé ensemble plusieurs fois à des rencontres avec divers nationalistes, tu dois donc avoir acquis suffisamment d'expérience pour ne pas tomber dans les pièges qu'ils pourront te tendre. D'autre part, tu n'es pas un inconnu dans leurs milieux. Mais l'essentiel, c'est que tu es membre du Bureau et par conséquent tu assumes une grande responsabilité devant le Parti. Il faut que tu aies bien à l'esprit deux choses. *Primo*, le Front de libération nationale est la force unique qui a lutté et lutte contre l'ennemi, *secundo*, n'oublie jamais que notre Parti a été et demeurera toujours l'organisateur et le dirigeant de la Lutte de libération nationale...

— Bien sûr, bien sûr, approuvait de temps à autre le docteur.

— Si nous nous en tenons fermement à la plateforme que nous avons définie, le travail de notre délégation, partant le tien, sera facile, sinon la situation se compliquera. C'est pourquoi vous ne devez pas céder d'un pouce sur les thèses que nous avons approuvées. Ne te laisse pas surprendre et pour tout problème, poursuivis-je, mets-toi en contact avec le comité régional du Parti de Tirana et tiens-nous au courant de tout par l'intermédiaire des camarades qui y travaillent. Pour notre part et dans la mesure de nos moyens, nous t'aiderons, bien que tu aies déjà une claire vision des choses. N'oublie pas que c'est seulement une rencontre préliminaire, ce qui facilite beaucoup ta tâche, car vous n'aurez pas à prendre de décisions. Tu n'auras qu'à exposer à ceux du «Balli Kombëtar» les questions dont nous avons si souvent discuté et que tu connais certainement par cœur.

— Mais si les délégués du «Balli Kombëtar» déclarent qu'ils acceptent nos propositions ? me demanda Dishnica.

— Je ne crois pas que les chefs de file du «Balli Kombëtar» les acceptent, lui répondis-je. Il se peut que dans les rangs du «Balli Kombëtar» il y ait encore des éléments qui veulent se battre, mais, à mon avis, tous ceux ou presque qui viendront à cette rencontre rejeteront nos propositions. Quoi qu'il en soit, nous exposerons notre plate-forme au grand jour et cela aura son effet dans les rangs du «Balli Kombëtar» Et parmi le peuple. Ils n'accepteront certes pas nos propositions, nous les démasquerons publiquement comme des traîtres et le peuple comprendra une fois de plus que la responsabilité de cette «guerre fratricide», comme les traîtres se plaisent à l'appeler, retombe sur Lumo Skëndo et C^{ie}.

— D'accord, dit Ymer, mais supposons que la délégation du «Balli Kombëtar» accepte notre plate-forme.

— Dans ce cas, vous devez considérer votre mission comme accomplie, car c'est là précisément votre tâche, et vous demanderez aux délégués du «Balli Kombëtar» de déclarer publiquement qu'ils acceptent de s'engager dans la lutte contre l'ennemi, qu'ils reconnaissent les conseils de libération nationale comme le seul pouvoir politique du peuple en Albanie. Ensuite vous leur demanderez de s'engager pratiquement dans la guerre, c'est-à-dire de lancer leurs unités contre les Italiens, la gendarmerie et l'armée du gouvernement de Tirana, de chasser les criminels des rangs de leurs détachements, de retirer tous les membres du «Balli Kombëtar» des institutions créées par les traîtres et de dissoudre leurs «conseils». Nous verrons d'abord comment ils appliqueront tout cela dans la pratique car nous en avons assez de leurs mensonges; ensuite seulement il pourrait être question d'une conférence à l'échelle nationale, comme nous en sommes convenus, à laquelle participera aussi le «Balli Kombëtar» et où seront donc débattues et résolues toutes les questions relatives à l'union du peuple albanais. Mais cela appartient à l'avenir et à ce propos tu dois dire aux délégués ballistes que vous ne pouvez en discuter pour le moment car le Conseil ne vous a pas autorisés à le faire.

— Je t'assure que tout ira bien, dit Dishnica.

— Je ne demande pas mieux, dis-je en souriant, seulement n'oublie pas que «qui dort avec les chiens, attrape des puces». Tu auras affaire à de vieux renards...

— Leurs ruses sont proverbiales, m'interrompit le docteur, souriant lui aussi, mais cette fois-ci ils seront eux-mêmes pris dans le poulailler et n'auront pas d'issue.

— Maintiens-toi toujours en contact avec Gogo Nushi [*A l'époque membre du CC du PCA et secrétaire politique du Comité régional du PCA pour la ville de Tirana.*] à Tirana et tiens-nous au courant de tout, lui répétai-je encore une fois pour conclure.

— Compte sur moi», promit Ymer.

Il partit donc pour Tirana alors que nous autres, nous prîmes la route pour Korçe et nous arrêtàmes en chemin à Shtyllë, à Kucake et à Vithkuq pour suivre de près les derniers préparatifs de la formation de la I^{ère} brigade de choc.

Quelques jours après le départ d'Ymer, Gogo nous dépêcha un messenger, avec une lettre d'Ymer pour moi. Il y décrivait en quelques lignes la situation à Tirana et dans les milieux «nationalistes», l'enthousiasme qu'avait suscité au sein du peuple la proclamation du Conseil général sur la formation de l'Etat-major de notre Armée, le désarroi des milieux ballistes et réactionnaires, il nous informait également de la création d'un comité antifasciste des étudiants albanais et nous donnait d'autres nouvelles, qu'il nous était naturellement utile de savoir. Mais quant à la question essentielle pour laquelle il était allé à Tirana, il la passait presque sous silence. Il nous parlait très brièvement d'une rencontre qui avait eu lieu entre Mustafa Gjinishi d'une part, et Lumo Skëndo et Hasan Dosti de l'autre, mais ne soufflait mot sur la teneur de cet entretien.

«Probablement, me dis-je, ils ont dû discuter de la prochaine rencontre de leurs délégués avec les nôtres.»

Le 25 juillet au soir, nous apprîmes par la radio (j'avais un poste dont je ne me séparais jamais), le coup d'Etat de Badoglio en Italie et l'arrestation de Mussolini. C'était un événement qui confirmait bien la profonde crise politique, économique et militaire dont souffrait le régime fasciste qui cherchait, en sacrifiant le Duce, à prolonger son existence. Quoi qu'il en soit cet événement devait avoir des répercussions même dans notre pays et nous devions y être préparés. Quelques jours après, comme nous n'avions reçu d'informations ni d'Ymer ni du comité régional de Tirana, j'envoyai une lettre à Gogo où j'attirais son attention sur notre manque d'informations tant sur la rencontre avec le «Balli Kombëtar» que sur les réactions que le renversement de Mussolini avait provoquées parmi le peuple, dans les milieux des collaborateurs et au sein du «Balli». De même, au nom du Comité central, je recommandai de mieux organiser et de stimuler le travail du Parti, la presse et la propagande, d'effectuer des actions rapides et adroites adaptées aux conditions et aux circonstances. «C'est dans l'action, soulignais-je dans ma lettre, que nous nous secouons de la bureaucratie, sinon nous perdrons la partie.»

Finalement, vers le début du mois d'août, nous reçûmes une lettre de Shafingo [*Pseudonyme d'Ymer Dishnica.*], où il nous «informait» de la première rencontre qu'ils avaient eue avec les représentants du «Balli Kombëtar». Je lus la lettre d'une traite et, quand j'en arrivai au bout, j'eus l'impression de l'avoir parcourue un peu trop vite, car à vrai dire je n'y compris pas grand-chose. Je la relus et me convainquis alors que les informations d'Ymer, bien que comprenant entre autres le «procès-verbal» d'une rencontre qui avait eu lieu à Tapize, un village proche de Tirana, bien que citant des noms et des faits sans oublier ni Lumo et Dosti, ni Bazi et Mustafa et décrivant également l'exode des ballistes de Tirana vers la «montagne» etc., ne nous rendaient pas compte clairement de ce que nous attendions. Les questions principales dont Dishnica devait traiter dans sa lettre étaient évoquées évasivement, en deux ou trois points plutôt nébuleux qui ne nous éclairaient en rien.

Je fus particulièrement frappé par un point qui évoquait la création d'un «Comité commun». Il n'était pas difficile de comprendre que cette idée cachait un piège, un traquenard.

«A Tapize on projette d'enfanter une créature bizarre, dis-je en levant la tête vers les camarades qui se trouvaient près de moi.

— De quoi s'agit-il ? demanda mollement Sejfulla comme s'il avait du mal à se dégager des réflexions dans lesquelles il était plongé.

— Le docteur nous écrit qu'à Tapize ils ont rédigé un procès-verbal sous la forme d'un accord en quatre points, dont un envisage la création d'un «Comité commun».

— Ah, oui», fit Sejfulla, et, après avoir réfléchi un peu il ajouta : «Tout de même...»

Je perdis patience et l'interrompis :

«Pour le moment, tant que le «Balli Kombëtar» ne remplit pas les conditions que nous avons posées pour réaliser notre union, qu'il ne s'est pas réellement engagé dans la lutte et qu'il n'a pas chassé les criminels de ses rangs, il ne peut être question d'aucun organe ou «Comité commun» du Front et du «Balli Kombëtar».

— Excusez-moi, intervint Sejfulla, Ymer explique-t-il clairement de quelle manière ils ont discuté ce problème ?

— Non, lui dis-je, mais je ne vois pas pourquoi Ymer devrait s'engager dans de telles négociations, du moment que personne ne l'y a autorisé, et que je l'avais même clairement mis en garde contre une pareille éventualité.

— Ecrivit-il quelque chose sur les réactions qu'a provoquées le renversement du Duce, demanda Nako.

— Apparemment, dis-je aux camarades, cela a augmenté encore l'appétit des ballistes pour occuper au plus tôt les fauteuils du gouvernement, car, comme Ymer l'indique dans sa lettre, les chefs de file du «Balli Kombëtar» ont quitté leurs fauteuils de Tirana et «se hâtent» de gagner le maquis.»

Il s'agit ici d'un épisode de l'histoire tragi-comique de ces chefs de file, qui eut lieu à la fin de l'été 1943. C'est une histoire que tout le monde connaît et notre camarade et compagnon de combat, l'écrivain révolutionnaire Shevqet Musarai devait, un peu plus tard, la décrire fort joliment, avec précision et humour dans son célèbre poème «L'épopée du «Balli Kombëtar»».

Dès qu'ils eurent appris la nouvelle du renversement du Duce, et surtout après s'être assurés que le cheval fasciste était bien mort, les matamores du «Balli Kombëtar» furent pris d'une grande euphorie, croyant avoir le vent en poupe et venu le moment de se partager les fauteuils du gouvernement. Mais afin de cacher leur trahison sous un vernis de «libérateurs», les ballistes, en proie à la fièvre du pouvoir, abandonnèrent pendant quelques jours leurs bureaux «clandestins» et les cafés de Tirana pour ostensiblement «prendre le maquis», sans oublier, naturellement, d'emporter leurs services à café, raki et liqueurs, pyjamas et lits pliants. Bardés de cartouchières croisées sur leur poitrine, de pistolets, de jumelles, de grenades et de cantines d'officiers d'état-major, les ballistes étaient venus avec leurs détachements sur les lieux de la rencontre avec le Front, pour faire une démonstration de «force». Cette meute de loups vivaient encore à l'ancienne et s'imaginaient que, même sans avoir tiré un coup de feu, c'était à eux qu'il appartenait de gouverner le pays. Tant pis pour le peuple, les partisans et les communistes, pensaient-ils, s'ils ont versé et continuent de verser leur sang pour la liberté, le plus fort est celui qui sait se faire tirer les marrons du feu. D'après eux, il suffisait au moment voulu de quelques parades patriotiques et de quelques rododromes pour pouvoir, une fois l'Italie partie, entrer en «libérateurs» à Tirana et ailleurs et prendre les rênes du pouvoir. Toujours selon eux, l'élite restait une «élite» et puis quel autre travail pourraient-ils faire si ce n'était d'exercer le pouvoir et de gouverner! Quant au peuple, qui, croyaient-ils, était au courant des hauts faits du «Balli Kombëtar» «nous pouvons lui jeter de la poudre aux yeux avec nos «exploits» tardifs et, si cela ne suffit pas, nous pourrions monter un «acte historique»: nous proclamerons l'indépendance, révoquerons les décisions de «l'Assemblée» du 12 avril 1939 qui a sanctionné l'union de l'Albanie à l'Italie et offert la couronne de Skanderbeg à Victor Emmanuel de Savoie !»

On connaît bien la fin de cette première «sortie» du «Balli» vers le maquis : à peine les blindés allemands furent-ils entrés à Tirana, que les «braves» de la dernière heure s'en retournèrent l'oreille basse et se hâtèrent de revenir à leur «clandestinité» de cafés en faisant savoir au commandement nazi que, s'ils avaient gagné la montagne, ce n'était pas pour se battre, mais pour une cure d'air !

Mais ces choses-là ne devaient se produire que plus tard. Revenons au moment où nous reçûmes la première lettre d'Ymer Dishnica et où nous nous efforcions d'imaginer ce que nos envoyés faisaient et tramaient avec les traîtres Mithat Frashëri, Hasan Dosti et autres.

Au ton ironique dont Ymer Dishnica nous décrivait la proposition de Hasan Dosti sur «la proclamation de l'indépendance», j'eus l'impression que sur ce point au moins, notre délégation ne tomberait pas dans le piège tendu par le «Balli». Malgré tout je dis aux camarades :

«Telle qu'elle est écrite, la lettre d'Ymer ne nous apprend rien de concret, c'est pourquoi nous devons bien lui enjoindre de rejeter catégoriquement cette proposition. D faut dire aux ballistes que «l'indépendance de l'Albanie ne se conquiert pas à coups de paperasses et d'accords». «Par votre proposition, leur indiquerons-nous, vous cherchez à couvrir et à racheter l'acte honteux de l'occupation du pays le 7 avril 1939, dont vous et vos compagnons qui avez donné votre bénédiction aux fascistes italiens avez été directement les complices. Maintenant, vous voulez que nous aussi nous vous aidions à faire oublier cette ignominie. Non!» Nous leur dirons haut et clair : l'indépendance, nous la conquerrons de haute lutte, c'est donc de la lutte et seulement de la lutte que nous acceptons de discuter.»

Ces préoccupations et d'autres que les informations confuses d'Ymer Dishnica éveillèrent en moi, nous poussèrent à demander au plus tôt des explications détaillées, et nous décidâmes de lui envoyer une lettre urgente. Mais je n'avais pas encore terminé ma réponse à sa première lettre, que nous en parvint une autre, qui m'inquiéta et, à dire vrai, m'irrita.

«Il me semble, dis-je aux camarades, que le docteur perd son temps là-bas», et je leur passai la lettre d'Ymer Dishnica.

Sejfulla la prit et la parcourut du début à la fin d'un air apparemment soucieux.

«Les questions traitées sont importantes, Enver, répondit-il et il n'y a rien de mal à ce qu'ils en discutent, qu'ils procèdent à un échange de vues.

— Qu'est-ce que tu nous sors là Sejfulla ? intervins-je, à bout de patience. Nous avons recommandé à Ymer et à Mustafa de discuter de certaines questions, alors qu'ils se sont mis à en discuter d'autres. Ecoute ce qu'il écrit. Et reprenant la lettre d'Ymer j'en lus un passage : «Au cours des pourparlers ils nous ont embarrassés en lançant l'idée de la proclamation de l'indépendance et de l'Albanie ethnique». Je n'arrive vraiment pas à comprendre pourquoi il s'est fourré dans des questions de ce genre.

— C'est le «Balli» qui a dû soulever ces problèmes, fit Nako.

— Bien sûr que c'est le «Balli». Mais Ymer et Mustafa n'avaient pas à discuter de ces questions-là. Ils auraient dû se contenter de leur exposer notre plate-forme et demander leur opinion là-dessus.

— Tu as raison», me dit Nako. Quant à Sejfulla, il se tut.

La seconde lettre d'Ymer Dishnica ne nous apprenait pas grand-chose non plus et, comme je devais m'en apercevoir quelques jours plus tard, il ne nous informait pas avec précision sur le cours des pourparlers. Une seule chose pourtant était claire : à Mukje, près de Tapize, où s'était déroulée la «seconde phase» des pourparlers, c'était le «Balli Kombëtar» qui avait dirigé l'orchestre, alors que notre délégation et surtout Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi, au lieu de donner le ton à la rencontre et de demander une réponse aux questions que nous avions soulevées, avaient permis à Mithat bey et à Hasan Dosti d'amener ces entretiens sur la plate-forme qui leur convenait. Cela suffisait pour conclure que nos délégués n'étaient pas en train d'appliquer les instructions que la direction du Parti et la présidence du Conseil général leur avaient données. Ymer ne nous écrivait pas qu'entre-temps un accord avait été conclu; non seulement il avait été embarrassé, mais il était tombé en plein dans le piège que le «Balli Kombëtar» lui avait tendu.

Le jour même, je me mis à écrire une longue lettre qui a déjà été publiée (Enver Hoxha, *Œuvres*, t. 1, 2^e éd. alb., p. 419.), et je ne citerai donc ici que les questions principales que je posais à Ymer Dishnica.

«Il nous semble, indiquai-je, que les pourparlers se sont engagés dans une voie erronée. Vous n'êtes pas allés là-bas pour discuter de l'indépendance et de l'Albanie ethnique, mais pour mettre le «Balli» face à ses responsabilités et demander à ses délégués de se prononcer sur son engagement immédiat dans la lutte, sa collaboration au sein des conseils et, seulement après, sa participation éventuelle à l'Etat-major et à une conférence organisée à l'échelle nationale, où seront invités des patriotes de toutes les régions du pays.

«C'est ce qui doit constituer le fond des pourparlers. Ceux-ci ne doivent pas porter sur des absurdités comme la proclamation de l'indépendance du pays avant que l'occupant en ait été chassé. Et le plus beau, faisais-je remarquer à Dishnica, c'est que ce sont les ballistes qui soulèvent cette question, eux qui n'ont pas tiré un seul coup de feu et n'ont apparemment pas l'intention de le faire».

Dans cette lettre, je disais également à nos délégués de ne pas considérer l'insistance du «Balli Kombëtar» à vouloir «proclamer l'indépendance» et à «révoquer la décision de l'Assemblée du 12 avril» comme une simple marque d'entêtement d'un juriste formaliste et scolastique.

«Si vous jetez un regard sur la liste des participants à Rassemblée» en question, écrivais-je en substance à Ymer vous verrez qu'il y a là tout le «Balli Kombëtar». Ni le peuple ni nous n'avons jamais reconnu cette «décision», aussi ne voyons-nous pas pourquoi nous devons nous associer au «Balli», qui cherche, par un acte soi-disant juridique, à racheter les péchés qu'il a commis».

Plus bas, je lui donnais pour instruction de ne pas discuter des questions soulevées par le «Balli Kombëtar», et de ne plus perdre son temps aux sophismes juridiques de ses chefs de file et je lui résumai le tout en quelques points pour lui indiquer une fois de plus nos objectifs à atteindre dans les pourparlers en cours.

A la fin de ma lettre, je conseillais à Ymer de garder toute sa lucidité et son sang-froid dans ses jugements, de ne pas se laisser entraîner par les événements, mais de les utiliser en notre faveur ; je dénonçai aussi le slogan lancé par Mustafa Gjinishi selon lequel le «fascisme était mort» et je soulignai que nous avions encore à nous battre contre lui. En outre je l'informai de l'activité hostile des bandes du «Balli Kombëtar» contre nos forces et je lui glissai dans la même enveloppe certains documents prouvant que le «Balli» poursuivait sa lutte contre nous et sa collaboration avec l'ennemi. Ymer et Mustafa disposaient de nombreux faits à ce propos, mais dans ma lettre je leur en fournissais d'autres qui s'étaient produits dans la région de Korçe où nous nous trouvions pendant qu'eux flirtaient avec les délégués du «Balli Kombëtar» à Tapize et à Mukje.

La lettre avec nos instructions à l'adresse d'Ymer Dishnica partit immédiatement et parvint à destination très rapidement, compte tenu des conditions de nos liaisons à l'époque, mais entre-temps Ymer et Mustafa s'étaient hâtés de conclure un accord avec le «Balli Kombëtar», sans attendre de connaître l'opinion et les orientations de la direction de notre Parti.

A peine deux jours après, nous apprîmes que le «Comité pour le salut de l'Albanie» avait fait distribuer un tract où il était question de l'union réalisée entre notre Front de libération nationale et le «Balli Kombëtar» ! Cette nouvelle nous alarma et nous jugeâmes sur-le-champ qu'en dépit du contenu du tract, la proclamation d'une union avec le «Balli Kombëtar» et la création d'un «comité» alors que cette organisation n'avait fourni aucune preuve de sa bonne volonté, constituaient un acte tout à fait erroné, très néfaste et diamétralement opposé à notre ligne. Nous demandâmes aux camarades de Tirana de nous envoyer d'urgence une copie du tract en adressant en même temps aux organisations du Parti une circulaire condamnant l'accord de Mukje. (Enver Hoxha, *Œuvres*, t. 1, 2^e éd., alb., p. 428.) J'y prescrivais, au nom du Comité central du Parti, de considérer l'accord conclu comme nul et non avenue, de ne plus en faire mention et d'expliquer dans notre propagande notre ligne et les conditions que nous posions à la réalisation d'une union véritable.

Après avoir rédigé cette circulaire, je la donnai à lire à Nako et à Sejfulla.

«Si nous attendions un peu, me dirent-ils, d'avoir vu ce tract avant de juger de cette affaire.

— Absolument pas, leur répondis-je d'un ton tranchant. Le peu que nous savons jusqu'à présent suffit pour que nous dénoncions cet accord le plus tôt possible, sans quoi nous ne ferons que semer la confusion dans les rangs du Parti et du peuple. Nos délégués ont-ils, oui ou non, enfreint la ligne du Parti ?

— Apparemment oui, dit Nako, alors que Sejfulla se contenta de hocher la tête.

— Avez-vous des remarques sur la teneur de cette lettre ?

— Non, dirent-ils.

— Alors envoyons-la, puis, quand nous aurons reçu le tract, nous jugerons jusqu'où Ymer et Mustafa se sont embourbés dans cette affaire.»

C'est ce qui fut fait.

Le lendemain, lorsque nous reçûmes un exemplaire du tract de triste mémoire, rédigé d'un commun accord sous les oliviers de Mukje, nous comprîmes encore mieux le gâchis qu'avaient fait Ymer et Mustafa, leur trahison impardonnable et le piège dangereux qui avait été tendu au Parti, au peuple et à notre Lutte de libération nationale.

Enervé, je frappai du poing sur la table où je travaillais assis au bureau de l'Etat-major à Vithkuq, et je me mis à écrire sur-le-champ à Ymer une lettre (Enver Hoxha, *Œuvres*, 2^e éd. alb., t. 1, p. 432.) où je donnais libre cours à ma colère face à cette abjecte trahison envers notre lutte, notre sang versé, nos privations, nos victoires, et enfin, envers l'idéal suprême que nous avons éveillé dans le cœur du peuple et des partisans. Connaissant bien les conséquences néfastes que pouvait entraîner l'accord de Mukje, je ne pus retenir la colère qui bouillait en moi. Je savais bien que l'erreur de Mukje n'était pas une erreur de notre Parti, mais d'une ou deux personnes; seulement le «Balli» la mettrait à profit, comme il était en train de le faire, sans même attendre qu'ait séché l'encre avec laquelle Ymer avait signé cet accord honteux. Si cette démarche impardonnable, cette grave erreur n'étaient pas réparées au plus tôt, elles entraîneraient des conséquences extrêmement graves pour la masse du peuple, pour les destinées de notre lutte et de notre révolution.

J'écrivais entre autres à Ymer Dishnica : «Tu as épousé totalement les positions du «Balli», qui s'efforce de passer l'éponge sur son passé. Dans votre tract il n'est question que de l'Albanie ethnique et il n'y a pas un seul mot sur notre lutte contre le fascisme, ni sur le Parti communiste. Vous avez mis le signe d'égalité entre le «Balli Kombëtar», qui n'est qu'un panier de crabes, une organisation restreinte, et le Conseil général de libération nationale qui représente le Front antifasciste de notre peuple».

Je lui indiquais également que par cet acte de compromis ils avaient, d'un coup de plume, rayé les conseils de libération nationale, notre Etat-major et notre armée que nous avons mis sur pied au prix de tant de sang versé et de sacrifices consentis, leur substituant un «Comité pour le salut de l'Albanie», qui allait en fait creuser la tombe de l'Albanie !

Pour conclure, je signifiais à Ymer Dishnica que le Comité central condamnait fermement l'accord opportuniste de Mukje comme étant une grave violation de la ligne politique du Parti, et lui intimais l'ordre d'interrompre toute sorte de pourparlers et de ne passer aucun autre accord ; je signifiais à Ymer, à Mustafa et aux autres qu'ils étaient tous démis de leur mandat de représentants du Front de libération nationale et que, si besoin, le Parti enverrait à Mukje un autre délégué.

Dans cette situation, il était indispensable d'agir sans délai, car chaque jour qui passait après la signature de l'accord de Mukje, que la propagande balliste ne tarda pas à vanter à grand bruit, ne pourrait que nuire à notre lutte et à notre travail, et semer la confusion parmi les membres du Parti et les autres participants au Mouvement de libération nationale. C'est pourquoi, sans attendre une réunion du plénum du Comité central ou du Bureau politique, ce qui, dans les conditions de la guerre, aurait demandé du temps, je discutai de ce problème avec les membres de la direction du Parti qui se trouvaient à Kucake. A part Nako, qui était membre du Bureau politique, Sejfulla, qui avait été coopté membre suppléant du Comité central et certains autres camarades de la direction du Parti qui se trouvaient dans la région de Korçe à ce moment-là, je fis venir aussi Koçi Xoxe, qui, après avoir accompagné Tempo en Grèce (Voir Enver Hoxha, *Les Titistes*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, pp. 42-76, éd. fr.), était revenu et errait par les villages de la région de Korçe où il s'occupait de futilités. Sur l'attitude à observer envers l'action d'Ymer Dishnica et de Mustafa Gjinishi, il n'y eut pas de désaccords. Sejfulla lui-même, l'ami dévoué d'Ymer, n'eut pas le courage de prendre sa défense et se solidarisa avec l'opinion unanime des autres. Seul Koçi Xoxe lança, comme en passant, une pilule empoisonnée :

«Il aurait mieux valu ne pas engager du tout ces pourparlers, nous aurions été tranquilles maintenant.»

Sejfulla tendait l'oreille.

«Ton raisonnement ne tient pas, rétorquai-je à Koçi. La décision de discuter encore une fois avec le «Balli Kombëtar» était juste et conforme à la ligne du Parti. La plate-forme des pourparlers que nous avons approuvée était juste également, mais Ymer et Mustafa ont tout gâché.

— Oui, et ils ont compromis notre ligne, dit Koçi Xoxe.

— Ils ont compromis les pourparlers, lui répondis-je, mais pas la ligne du Parti et du Front. Et nous dénonçons l'accord de Mukje justement parce qu'il entache notre ligne politique.»

Le temps devait montrer combien était juste et salutaire l'attitude tranchante et intransigeante que nous adoptâmes après ce qui fut ourdi à Mukje. Si le Parti avait accepté la trahison de Mukje, il se serait trouvé pieds et poings liés, obligé de faire d'autres concessions opportunistes. En proie à la confusion et divisé, il aurait perdu tout ce qu'il avait gagné jusque-là, et, notamment, la confiance des masses. Accepter cet accord et le prétendu Comité pour le salut de l'Albanie aurait menacé et remis tragiquement en question l'avenir de la patrie. Ce «comité» qui, selon l'acte signé par Ymer Dishnica, devait comprendre un nombre égal de représentants des deux parties, tendrait à s'ériger en organe suprême de la lutte et du pouvoir ; les représentants du «Balli» feraient tout pour évincer le Conseil général, l'Etat-major et surtout le rôle dirigeant du Parti communiste. La création même de cet organisme signifierait le partage du pouvoir avec la grande bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers qui, par le truchement de leurs représentants, comme Ali Këlcyra et Mithat Frashëri, tenteraient de satisfaire leurs propres intérêts. Au début, ils seraient contraints de nous reconnaître comme leurs partenaires et s'efforceraient de se mettre sur le même rang que nous, mais, par la suite, ils chercheraient à se débarrasser de nous et à prendre eux-mêmes les rênes du pouvoir, afin d'instaurer en Albanie un régime féodal-bourgeois modéré, sous des dehors démocratiques.

L'histoire ne manque pas d'exemples montrant combien les erreurs opportunistes coûtent cher aux moments-clés de la lutte et de la révolution. Ainsi, le peuple grec et le Parti communiste de Grèce ont payé cher les actes de capitulation des dirigeants du Parti face aux organisations et aux groupements réactionnaires du pays, homologues du «Balli Kombëtar». Jusqu'à cette époque-là, le Parti communiste constituait en Grèce la plus grande force d'organisation et de direction de la lutte pour la libération du pays des envahisseurs allemands. Les communistes grecs furent à l'origine de la création, en septembre 1941, de l'EAM, le Front pour la libération de la Grèce. Dans ce Front, auquel participèrent également le Parti démocratique populaire et d'autres patriotes, le Parti communiste de Grèce jouait le rôle dirigeant et il parvint à soulever le peuple dans la lutte pour la libération nationale et sociale, il engagea et intensifia la lutte armée, créa l'ELAS, l'Armée populaire grecque de libération. Mais, par la suite, les dirigeants du PC de Grèce furent désorientés, ils cédèrent à la pression de la réaction et se soumirent aux «amis» anglo-américains. En l'absence de Niko Zahariadhis, déporté dans un camp de concentration, Siantos, le secrétaire général du Parti, agit en provocateur et agent des Anglais, mais les autres ne réagirent pas à la signature des accords du Liban et de Caserte, qui stipulaient leur réconciliation avec la réaction et la formation d'un gouvernement de coalition. On connaît bien la suite des événements en Grèce et il n'est pas difficile de comprendre que les dirigeants du Parti communiste de Grèce avaient commis par là une faute impardonnable. Je tiens à noter ici que dès cette époque, notre Parti exprima son jugement sur les accords de Varkize et d'autres encore, les considérant comme des actes de trahison envers le Parti communiste et le peuple de Grèce. Je fis part de ce jugement et d'autres réserves que j'avais sur les vues et les actions de la direction de ce parti à Zahariadhis et à Partzialidhis eux-mêmes, soit lors de mes rencontres avec eux, soit au cours de l'entretien que nous eûmes ensemble en présence de Staline et de Molotov en janvier 1950. (Voir Enver Hoxha, *Avec Staline (Souvenirs)*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984, pp. 171-210, 2^e éd. fr.)

Notre Parti ne tomba pas dans de pareils pièges, et il ne permit pas que l'on joue avec les intérêts du peuple et de la patrie. Bien que jeune et numériquement petit, il agit avec courage et pondération. Il possédait la grande force du peuple qui lui avait donné le jour, il était confiant dans la justesse de la théorie infallible du marxisme-léninisme, il avait le courage, la sagesse et la capacité d'éviter en temps voulu toute sorte d'erreur ou d'acte de trahison d'éléments isolés, comme ce fut le cas, entre autres, de la grave trahison de Mukje.

III. LES CONSEILS DE LIBÉRATION NATIONALE, UNIQUE POUVOIR EN ALBANIE

A la fin de l'été 1943, il était évident que les occupants italiens et leurs collaborateurs étaient à l'agonie. Se voyant perdus à jamais, ils étaient fous de rage, alors que la réaction «en réserve», qui comptait mettre à profit la situation pour prendre les commandes de l'Albanie sans coup férir, voyait ses appétits s'accroître et intensifiait son action. Notre Parti, l'unique force politique organisée dans le pays et qui, à la tête du peuple, avait contribué au suprême degré à acculer l'occupant à l'agonie, était maintenant confronté à d'autres tâches et à d'autres épreuves, difficiles et déterminantes.

Il ne fallait absolument pas permettre à ceux qui jusque-là n'avaient fait que se prélasser dans leurs fauteuils de se prévaloir du sang versé et des sacrifices consentis par le peuple, les communistes et tous les vrais patriotes. Le Parti, le Front et les conseils de libération nationale ne devaient point, en ces moments décisifs, céder à d'autres le rôle et l'autorité incontestables qu'ils s'étaient acquis dans la lutte. Ils devaient au contraire les préserver et les consolider non seulement *de facto*, à travers la lutte armée, mais encore *de jure*, à travers les décisions inébranlables des représentants du peuple. Les conditions nécessaires pour effectuer un pas important et déterminant vers cette consolidation étaient donc réunies. Le moment était venu d'organiser la II^e Conférence de libération nationale du peuple albanais.

1. Moment décisif vers la prise du pouvoir (La Conférence de Labinot, 4-9 septembre 1943).

La II^e Conférence de libération nationale du peuple albanais, ou comme nous l'appelons plus couramment, la II^e Conférence de Labinot, occupe sans aucun doute l'une des places les plus marquantes dans la succession des événements historiques de notre Lutte de libération nationale. L'organisation de cette Conférence et les décisions qui y furent adoptées ont toujours eu une importance incalculable en particulier dans l'histoire de la création du pouvoir populaire en Albanie, et elles devaient en avoir encore plus pour son renforcement et sa consolidation.

Bien entendu, cet événement était important, mais il ne faut nullement s'imaginer que l'idée de l'organisation de cette conférence surgit d'elle-même vers la fin du mois d'août 1943, ni que nous y ayons été poussés par ce qui s'était produit à Mukje. Certes, la situation créée en août 1943 et les événements de Mukje rendirent nécessaire, voire urgente, la réunion de cette conférence, mais l'idée et la nécessité de l'organiser s'étaient fait jour depuis longtemps.

A la Conférence de Peza tenue en septembre 1942, où nous jetâmes les fondements du Front et des conseils de libération nationale, nous avons souligné qu'à l'avenir, après que les conseils auraient été mis sur pied et se seraient répandus dans tout le pays, après que leur rôle et leur autorité auprès du peuple se seraient accrues et consolidés, il faudrait organiser la II^e Conférence de libération nationale pour dresser le bilan de ce qui avait été réalisé et déterminer les tâches à accomplir. Appréciant l'énorme travail qui avait été fourni dans cette direction importante de la lutte, la I^{ère} Conférence du PCA réunie en mars 1943 avait abouti à la conclusion que les conditions nécessaires à la tenue de la II^e Conférence de libération nationale du peuple albanais étaient réunies, tandis que quelques mois plus tard, à la réunion du Conseil général provisoire de juillet 1943 à Labinot, il fut définitivement décidé de convoquer, dans un proche avenir, une conférence des représentants du peuple albanais. Nous assignâmes d'ailleurs pour tâche essentielle et urgente à la «présidence» ou au «secrétariat» du Conseil général que nous avons élu en juillet à Labinot, de préparer la future conférence, et nous nous mêmes aussitôt au travail à cette fin.

Si j'ai souligné tout cela, c'est pour insister une fois de plus sur une grande vérité : nous ne permîmes pas que nos réunions, et encore moins lorsqu'il s'agissait de réunions à l'échelle nationale, eussent lieu, comme on dit, au pied levé, simplement parce que «l'occasion s'en était présentée» ou que «nous y avons été conduits par le cours des choses». Non, notre Parti, tout comme il avait pris l'initiative de réunir la Conférence de Peza au moment où il avait jugé que les conditions étaient réunies et les possibilités existaient à cette fin, estima maintenant le moment venu de convoquer la II^e Conférence. Nous n'acceptâmes jamais d'organiser des réunions ou des conférences inutiles, hâtives, tenues juste pour la forme ou pour y adopter des décisions prématurées.

Le problème fondamental sur lequel se pencherait la Conférence, serait le renforcement du rôle des conseils de libération nationale, la reconnaissance de ces conseils par tous ceux qui se prononçaient pour une lutte véritable et effective contre l'occupant. En rapport avec cette question essentielle, on définirait, après en avoir discuté, les tâches en vue de l'extension et de l'organisation plus poussées d'une lutte de grande envergure et totale contre le joug étranger.

C'est justement dans le cadre de ces tâches et préparatifs que nous fîmes une dernière tentative pour discuter avec les représentants du «Balli Kombëtar» à Mukje. Comme je l'ai écrit plus haut, les conditions que nous décidâmes de poser aux représentants du «Balli» étaient formulées en fonction des problèmes dont discuterait la II^e Conférence de libération nationale. Si le «Balli» acceptait nos conditions (ce que ses dirigeants traîtres ne

feraient jamais), nous lui laisserions le temps de prouver au cours de la lutte dans quelle mesure il honorait ses engagements, puis, nous l'inviterions à participer à la Conférence. Dans le cas contraire, nous rendrions compte à la Conférence de nos efforts et de notre travail intense auprès des chefs de file de cette organisation, nous fournirions des preuves et des arguments pour bien montrer que le «Balli» était une organisation de traîtres. La Conférence des représentants du peuple déciderait ainsi en dernier ressort de l'attitude à adopter à son égard.

Cela dit, au moment requis et au terme d'une analyse et d'un jugement pondérés, nous décidâmes d'organiser la II^e Conférence régulière de libération nationale et, dès le mois de juillet, parallèlement aux autres tâches à accomplir, nous engageâmes les travaux préparatoires.

Les événements et les situations futurs devaient confirmer à quel point notre décision de convoquer cette Conférence était juste et bien pesée.

Le premier fait aux répercussions les plus profondes sur l'évolution complexe de la situation à cette époque, fut la chute, le 25 juillet 1943, du dictateur fasciste Benito Mussolini. Cette nouvelle laissait prévoir la capitulation imminente de l'Italie fasciste et nous nous en réjouîmes immensément, car notre peuple lui aussi, aux côtés des autres peuples, avait apporté une importante contribution à cet effondrement du fascisme italien. Mais cette situation nous confrontait à de nouvelles tâches. Nous devions, d'une part, mobiliser et diriger plus énergiquement les masses populaires afin d'accélérer la capitulation du fascisme, et, d'autre part, faire preuve d'assez de vigilance et de fermeté pour que le peuple combattant put cueillir lui-même les fruits d'une victoire qui ne revenait qu'à lui.

A cet égard, les dangers et les difficultés s'accroissaient et se compliquaient. La chute de Mussolini obligea tout d'un coup ses marionnettes albanaises à se produire dans une nouvelle farce «antifasciste». Ceux qui jusque-là engraisaient en mangeant au râtelier de l'empereur et priaient pour Mussolini, gagnèrent la montagne et cherchèrent à présenter le crépuscule du fascisme comme la «fin du monde» ; se posant en «combattants valeureux», ils croyaient le moment venu pour s'emparer du pouvoir qui leur était «exclusivement et à jamais destiné». Et qui leur livrerait ce pouvoir ? Ces mercantis politiques n'avaient pas leur pareil en matière de calculs et de marchandages : s'il n'y avait aucune intervention étrangère, ils étaient sûrs que les fascistes italiens le leur offriraient comme un pourboire, dans le fond de leurs borsalinos ; si les Allemands entraient dans le pays, comme des signes avant-coureurs le laissaient prévoir, ils iraient à leur rencontre en «libérateurs de l'intérieur», et, sous les baïonnettes nazies, exécuteraient les ordres de la Gestapo jusqu'au moment où Hitler tomberait et où ils hériteraient du pouvoir. Ils auraient tout autant à gagner et leur honneur serait sauf (!) dans le cas où le vide créé par le départ des Italiens serait comblé, comme on le disait, par les alliés anglo-américains. Ils savaient fort bien que Churchill n'était pas moins anticommuniste que Mussolini et Hitler. Certes, si les Anglais et les Américains, membres de la coalition antifasciste, mettaient les pieds en Albanie après la guerre, ils prendraient eux-mêmes les commandes, mais aux yeux du front de la trahison nationale ce petit «mal» présentait un énorme avantage: sous l'égide des Anglais, l'ancien monde assurerait et consoliderait son pouvoir. Peu importait qui en paierait la rançon.

Ainsi donc, dans n'importe laquelle de ces situations et quels que fussent les étrangers qui viendraient en Albanie, les «pères de la nation» ne seraient menacés d'aucun danger : ils avaient arboré tous les drapeaux de la honte. Leur seul ennemi mortel était le Mouvement de libération nationale du peuple albanais guidé par le Parti communiste. Dans la situation créée à la suite de la chute de Mussolini, les chefs de file du «Balli» voyaient plus nettement que jamais dans le PCA, le Front et les conseils de libération nationale le principal danger, immédiat et futur, qui menaçait leur rêve de la prise du pouvoir. Aussi, avec de louches manœuvres et mille artifices, mobilisèrent-ils toutes leurs forces pour s'emparer de ce pouvoir que le peuple, guidé par le Parti, avait créé et qu'il renforçait au prix de sacrifices et par le sang versé.

Il nous fallait donc tenir tête à tout prix à ce grand danger qui avait existé depuis longtemps, mais dont nos ennemis nous menaçaient maintenant ouvertement avec toute leur férocité et leur perfidie. Nous devions affirmer et centraliser ce pouvoir réel que nous avions créé et que nous consolidions au prix d'une lutte sanglante, afin d'empêcher les bandes de ballistes de mettre en scène leur farce de la «libération».

Et, précisément quand nous envoyâmes nos représentants à Mukje avec la recommandation claire et nette de mettre le «Balli» au pied du mur, ce qui aurait encore renforcé notre autorité et nous aurait été utile dans nos prochaines prises de position, il se produisit ce que l'on sait : Y. Dishnica et M. Gjinishi, au lieu de mettre le «Balli» au pied du mur, se laissèrent eux-mêmes entraîner sur ses positions. Cet acte grave et impardonnable de capitulation et de trahison compliqua extrêmement la situation et la réalisation de nos tâches, fournissant pour un moment aux chefs de file du «Balli» une nouvelle arme pour pousser plus avant leur manège contre-révolutionnaire afin de s'emparer du pouvoir.

Certes, nous dénonçâmes et condamnâmes tout de suite l'accord de Mukje, mais cela n'amènerait sûrement pas la réaction intérieure, et encore moins les chefs de file du «Balli Kombëtar» traître, à renoncer à leurs manœuvres

et à leurs tentatives fiévreuses pour s'approprier les fruits de la lutte du peuple. En débarquant éventuellement sur notre côte, surtout dans la situation complexe d'alors, les Anglo-Américains auraient pour objectif essentiel non pas de combattre les Italiens, déjà à l'agonie, mais de soutenir et de garantir précisément les positions de la réaction intérieure, afin que, par son intermédiaire, l'impérialisme parvint à conserver en Albanie l'ancien état de choses et maintenir la dépendance et les liens qui avaient assujéti le pays.

Il était donc plus nécessaire que jamais de dénoncer les manœuvres «anti-italiennes» de la réaction intérieure et d'annihiler les efforts et les visées de tous ceux qui cherchaient à ravir au peuple les victoires historiques pour le triomphe desquelles il continuait à verser son sang. Dans le même temps, il était nécessaire de renforcer et d'étendre à tout le pays l'union du peuple albanais dans la Lutte de libération nationale, et surtout de renforcer, à tous les niveaux, le pouvoir des conseils de libération nationale, en tant qu'unique pouvoir politique légitime du peuple en Albanie.

Le peuple lui-même était mieux placé que quiconque pour discuter de ces nécessités historiques par l'intermédiaire de ses représentants légitimes. Le moment propice à la convocation de la II^e Conférence de libération nationale, à laquelle nous nous préparions depuis longtemps, était arrivé.

Au lendemain de la formation de la Première brigade de choc, je quittai Vithkuq avec plusieurs autres camarades, et, après une marche prolongée à travers Gore-Opar et les régions de Librazhd, pendant les dix derniers jours du mois d'août, nous arrivâmes à Labinot, où nous trouvâmes Ymer Dishnica qui venait de rentrer. Nous y convoquâmes une réunion du Bureau politique à laquelle participaient les camarades qui furent en mesure d'y venir, et demandâmes à Ymer de nous présenter un rapport détaillé sur l'action de la délégation à Mukje. Bien qu'ayant reconnu ses torts, Ymer Dishnica chercha à se justifier en alléguant les «situations imprévues» l'absence d'instructions, etc., etc. Nous proposâmes, à cette réunion, de l'exclure du Bureau et convînmes d'analyser cette question et d'en décider à une session régulière du Comité central du Parti, envisagée pour le début de l'automne (mais le cours des événements fit que ce plénum ne put se réunir qu'en mai 1944).

Ces jours-là, dans une de ses réunions, le Conseil général de libération nationale rejeta l'accord opportuniste de Mukje et décida que la II^e Conférence de libération nationale, dont tous les préparatifs étaient à peu près terminés, entamerait ses travaux le 4 septembre. Cette Conférence ne serait pas une réunion parmi d'autres, mais une large assemblée des représentants de la population des diverses régions et des conseils de libération nationale, organes du pouvoir populaire. Les représentants seraient des délégués réguliers à une assemblée qui adopterait des décisions importantes pour les destinées de la patrie.

Nous avons pris depuis longtemps les mesures nécessaires pour assurer une organisation aussi parfaite que possible de la Conférence. Les conseils de libération nationale dans les régions et les districts avaient été informés de cet important événement, des problèmes essentiels qui y seraient discutés ; ils avaient également reçu les instructions relatives à la procédure à appliquer pour l'élection des délégués. Les organisations du Parti dans les districts avaient aussi reçu du Comité central l'instruction de considérer cette question avec tout le sérieux requis, d'arrêter toutes les dispositions nécessaires pour que l'élection des délégués, leur départ et leur arrivée à destination aient lieu sans le moindre incident. Le nombre de délégués de chaque district serait proportionnel au nombre des conseils existants dans ce même district. De la sorte, les districts et les régions où le travail de mise sur pied de conseils n'avait pas été fructueux auraient une représentation numériquement inférieure. Chaque délégué devait être muni d'un mandat délivré par le conseil de libération nationale de la région ou du district. Glissé dans une enveloppe cachetée, ce document devait être soigneusement gardé, faute de quoi aucun délégué ne serait autorisé à participer aux travaux de la Conférence.

C'est justement au cours de cette phase préparatoire de la II^e Conférence de libération nationale, ou un peu plus tôt, que les camarades de Tirana nous firent parvenir une invitation d'Ali Këlcyra, qui nous informait de la tenue d'une réunion du «Comité pour le salut de l'Albanie».

J'avais eu une fois l'occasion de rencontrer ce féodal «démocrate» avant la guerre, lorsque j'étais étudiant en France. Si je me souviens bien, je venais de partir d'Albanie, où j'avais pris mes vacances et, à Bari, je rencontrai Omari, qui me remit une lettre pour Ali Këlcyra, à Paris. Je me rendis donc chez le bey, à l'adresse indiquée. Il était installé dans un appartement très confortable, ce qui m'impressionna et me parut étrange étant donné sa situation d'émigré. Il m'accueillit froidement et, prenant de grands airs condescendants, m'introduisit dans son salon. Mais ayant appris le nom de la personne qui m'avait envoyé chez lui, il changea de ton, m'offrit une cigarette et sonna pour appeler sa femme de chambre, une Française, à qui il dit de me préparer un café. Pendant que je buvais mon café, il m'interrogea sur les études que je faisais et sur les nouvelles d'Albanie. Le Bey de Këlcyra m'écoutait avec indifférence et avec une pointe d'agacement. A mon tour, prenant un air froid, je répondis très sèchement aux autres questions qu'il me posa, et, ayant bu mon café, je m'en fus. Depuis lors je ne le revis plus ni à l'étranger, ni en Albanie, où il rentra avec les occupants. Quoi qu'il en soit, nous avons entendu parler de ses «hauts faits». Ali Këlcyra était l'un des propagandistes les plus en vue de la réaction et du «Balli», de ceux qui distillaient le plus de fiel contre la lutte de libération, contre les communistes et les partisans. Mais le

traître Ali Këlcyra allait encore plus loin: avec ses bachibouzouks, il appuyait les troupes italiennes dans leurs expéditions punitives contre les régions où nos guérillas et nos bataillons livraient combat, il mettait ces zones à feu et à sang, nous frappait dans le dos. Nous étions au courant de tous ces méfaits et l'avions mis en garde. Un jour même nous le capturâmes, puis le relâchâmes en lui conseillant de ne pas recommencer, l'avertissant que la prochaine fois il ne s'en tirerait pas à si bon compte. A la veille de la Conférence de Labinot, au moment où Ali bey Këlcyra nous invitait à son «Comité» à lui, nous avons mis la main sur un nouveau document prouvant sa trahison et celle du «Balli Kombëtar». C'était le «protocole» de la honte, qu'Ali Këlcyra avait signé à l'hôtel «Dajti» avec le général Renzo Dalmazzo, et par lequel les ballistes s'engageaient ouvertement à collaborer avec les troupes fascistes.

Nous savions fort bien quelle réponse nous donnerions à l'invitation du «Balli Kombëtar», mais malgré tout j'avertis d'autres camarades, qui se trouvaient ces jours-là à Labinot, de venir me rejoindre. Je ne convoquai pas une réunion particulière sur cette question, mais profitai, pour en discuter, de la présence de quelques camarades dans la pièce où j'étais en train de travailler. Je crois me souvenir qu'il y avait Spiro Moisiu, Nako Spiru, Orner Nishani qui nous avait rejoints depuis quelques jours, peut-être quelqu'un d'autre encore. Je leur parlai de l'invitation d'Ali Këlcyra et leur donnai mon avis:

«Comme nous l'avons décidé, je vais écrire à Hysen [*Pseudonyme du camarade Gogo Nushi.*], pour qu'il fasse savoir une fois de plus au «Balli Kombëtar» que nous ne tenions aucun compte de l'accord de Mukje ni du soi-disant «Comité pour le salut de l'Albanie» et songions encore moins à y participer. Je crois que nous sommes tous d'accord là-dessus».

Tous les camarades exprimèrent leur accord avec moi. Pendant que nous discutons, Sejfulla Malëshova entra dans la pièce et nous lui expliquâmes notre prise de position.

«Alors, c'est ce que vous avez décidé ? demanda-t-il en promenant son regard sur nous pour chercher quelqu'un qui désapprouvât notre décision.

— Pourquoi, tu n'es pas d'accord ? lui dit Spiro Moisiu.

— Je suis d'accord dans les principes, s'empressa-t-il de répondre, mais je me demande quand même pourquoi ils nous ont envoyé cette invitation.

— Tu n'as pas à te creuser la cervelle, lui dis-je sur-le-champ en coupant court à ses velléités de discuter. A mon avis, l'invitation d'Ali Këlcyra, qui en fait vient du «Balli Kombëtar», n'est qu'une provocation. Ils savent fort bien que nous avons rejeté l'accord de Mukje, mais en nous invitant à leur fameux «Comité», ils souhaitent que nous nous réunissions une fois de plus pour discuter, que nous nous querellions entre nous et finissions par nous diviser. C'est là un des aspects de la question. L'autre aspect, c'est qu'ils veulent faire croire qu'ils respectent les accords passés, et déclarer à gauche et à droite : «Voilà, nous voulions l'union, «mais les communistes n'ont pas tenu parole».

— C'est justement ce que je veux dire, intervint Sejfulla, par là-même nous donnons prise à une pareille attitude.

— Allons Sejfulla, lui dit Nako. Pour ce qui est de calomnier et de palabrer, le «Balli» trouve toutes les occasions qu'il veut, ne te fais pas de souci là dessus».

Sejfulla se tut et c'est ainsi que l'affaire du «Comité pour le salut de l'Albanie» fut close.

Entre-temps, nous poursuivions intensément notre travail pour accueillir les délégués à la Conférence et prendre les dernières mesures pour en parfaire l'organisation. Au début, nous pensâmes qu'il ne fallait pas tenir cette Conférence à Labinot, où nous nous étions déjà réunis, mais dans une zone plus reculée, à Shmil, par exemple, le danger d'une attaque éventuelle de la part de l'ennemi ou de la réaction n'étant pas à exclure. Nous en fîmes part à Sami Baholli et lui suggérâmes de nous réunir dans l'école du hameau nommé Qafë e Shmilit. Mais Sami et un autre camarade, après s'être rendus sur place, conclurent que le bâtiment en question, peu spacieux et mal entretenu, ne convenait pas à une réunion d'une telle importance. Finalement nous décidâmes de tenir cette Conférence chez les Baholli à Labinot.

Les camarades chargés de loger au mieux les délégués s'affairèrent sans se ménager. Se faisant aider par les camarades d'Elbasan et des villages environnants, ils apportèrent des vivres, des couvertures, et trouvèrent même un bon cuisinier. Quant à Sami, qui se déplaçait partout dans les environs, il se montra infatigable. Nexhmije, Ollga Plumbi et Ela Gjirkondi, qui arrivèrent à Labinot deux ou trois jours plus tôt que les autres délégués, mirent, surtout du point de vue esthétique, la dernière main à ces préparatifs.

Nous aménageâmes en salle de réunion, tout comme nous l'avions fait à la I^{ère} Conférence nationale du PCA, une partie du grand vestibule de l'étage supérieur de la maison, que nous séparâmes d'un rideau rouge de la partie où débouchait l'escalier. Des deux côtés de la cage d'escalier se trouvaient deux petites pièces où nous travaillions et nous couchions. En haut du rideau nous accrochâmes les portraits de Skanderbeg et d'Ismail Qemal.

Les premiers délégués arrivèrent dans l'après-midi du 2 septembre, presque tous les autres dans la journée du lendemain. La Conférence de Labinot entama ses travaux le 4 septembre. Y participaient environ 50 délégués élus par les conseils de libération nationale de tout le pays, des délégués des organisations antifascistes qui avaient adhéré au Front de libération nationale, et ceux de l'Etat major de notre armée, ainsi que les membres du Conseil général provisoire. Le seul d'entre eux à n'être pas venu était Abaz Kupa, auquel nous avons envoyé une invitation et fait connaître à temps les questions qui seraient débattues, mais, comme il devait s'en justifier, «certaines affaires l'avaient empêché de venir». Quoi qu'il en fût, la II^e Conférence de libération nationale tint ses assises du 4 au 9 septembre. Les délégués de toutes les régions du pays, suivant un ordre du jour très chargé (souvent les séances, qui commençaient le matin, se poursuivaient jusqu'à minuit) discutèrent de problèmes d'une importance historique et prirent les décisions afférentes.

Le problème essentiel sur lequel se pencha la Conférence et qu'elle traita à fond, fut la question du pouvoir politique en Albanie, qu'elle rattacha étroitement aux résultats concrets obtenus par les conseils de libération nationale depuis leur création, ainsi que, bien naturellement, à la nouvelle situation créée pendant l'été 1943 et aux tâches auxquelles nous étions confrontés. Les six rapports présentés à la Conférence et les nombreux discours traitant chacun plus largement de problèmes particuliers, étaient tous animés d'une idée commune: centraliser et affirmer comme unique pouvoir du peuple en Albanie, le pouvoir réel que nous avons réussi à instaurer à travers la lutte armée, à travers notre propagande et notre travail concret auprès des masses; déployer tous les efforts pour que ce pouvoir s'acquitte au mieux de ses tâches, de son rôle dans le pays tout entier, pour qu'il se renforce et soit défendu comme le pouvoir intangible du peuple insurgé.

Ainsi, par exemple, le rapport traitant de la situation dans le pays et à l'étranger, qui fut présenté à la première séance, rattacha étroitement les questions relatives à la poursuite de la lutte antifasciste à l'échelle internationale aux développements de notre Lutte de libération nationale et surtout aux résultats importants obtenus au cours de cette lutte.

«Notre lutte, fut-il souligné entre autres, a porté à l'ennemi fasciste et à ses collaborateurs des coups incessants, elle les a plongés dans un véritable enfer, nous sommes fiers de voir notre peuple apporter une contribution considérable à la défaite définitive qui menace l'Italie fasciste. C'est précisément ce qui a permis à notre Mouvement de libération nationale d'affirmer son autorité et de rehausser son prestige dans l'arène internationale».

«Nous n'avons pas obtenu notre reconnaissance dans cette arène à travers des ambassadeurs et des missions diplomatiques, souligna un des intervenants, mais par notre lutte contre l'occupant. C'est sa lutte de libération qui est et demeurera le ministre des Affaires étrangères du peuple albanais.»

Ce camarade illustra ainsi de façon imagée une grande vérité incontestable : la reconnaissance de la lutte armée de notre peuple dans l'arène internationale constituait en même temps un facteur important et une garantie pour la reconnaissance et l'affirmation des autres acquis considérables obtenus au cours de cette lutte. Cet aspect des choses revêtait, surtout à l'époque, une importance particulière. Comme je l'ai déjà écrit plus haut, il était alors fortement question d'un débarquement anglo-américain dans les Balkans. Certes nous connaissions et évoquions le rôle des Anglo-Américains dans l'alliance antifasciste, mais dans le même temps nous n'ignorions pas leurs objectifs et leurs intérêts secrets et ténébreux à rencontre de l'Albanie et des autres pays. Il importait donc, même s'ils débarquaient à ce moment-là, qu'ils nous trouvent non seulement à la pointe de la lutte contre le fascisme, mais aussi à la tête des affaires du pays en tant que ses vrais maîtres. Il fallait qu'ils voient de leurs yeux et soient contraints de reconnaître non seulement un peuple mobilisé dans la lutte, mais aussi un peuple qui, grâce à cette lutte, avait maintenant réussi à exercer effectivement son pouvoir à travers ses conseils de libération nationale.

Ce problème fut traité encore plus clairement à la Conférence lorsqu'on y discuta du rapport sur la situation, l'activité et les tâches immédiates et à long terme des conseils de libération nationale. Les délégués de Tirana, Shkodër, Durrës, Vlore, Gjirokastër, Elbasan et d'autres régions traitèrent, faits concrets à l'appui, de l'extension et du renforcement des conseils de libération nationale dans les districts, les villes et les campagnes, du rôle important qu'ils jouaient dans la mobilisation du peuple dans cette lutte, de l'aide qu'ils prêtaient aux formations de l'Armée de libération nationale et de leur contribution à la solution des problèmes vitaux du peuple, surtout dans les zones libérées.

«Notre peuple, dit entre autres Medar Shtylla, se voit dans les conseils de libération nationale non seulement comme une force en lutte, mais aussi comme une force au pouvoir. Dans la mesure où s'accroîtront le rôle et l'action des conseils, le peuple se mobilisera toujours plus dans la lutte, car les gens se persuadent ainsi que leur sang versé et leurs sacrifices ne sont pas inutiles.»

Koço Tashko prit lui aussi la parole. Il commença son intervention en critiquant les «remarques» et le «mécontentement» exprimés par Sejfulla Malëshova dans son rapport sur la situation et l'activité pratique des conseils.

«Sejfulla ne doit pas oublier, déclara Koço, que Paris ne s'est pas fait en un jour».

Mais après cet aphorisme, il trouva opportun de formuler à son tour une «critique» à l'adresse non plus des conseils de «la base», mais de leurs organes «supérieurs».

«Au Conseil général prévaut un esprit de clocher, dit-il (lui-même ne faisait pas partie de ce conseil), Baba Faja ne pense qu'à la région de Martanesh, Myslim à celle de Peza, Haxhi Lleshi à celle de Dibër.

— Nous avons travaillé là où nous nous battons, et nous irons nous battre là où le besoin s'en fera sentir», lui répliqua Haxhi.

Il va de soi que ce n'est pas «l'esprit de clocher» de Haxhi, Myslim ou de Mustafa Xhani qui préoccupait Koço Tashko. Son objectif était de dénigrer ces camarades actifs qui faisaient partie du Conseil général, dont lui-même estimait qu'il devait absolument être membre, tout comme il prétendait avoir sa place à la direction du Parti.

«Nous avons toujours eu, dans toutes les régions du pays, dis-je à Koço Tashko, des membres du Conseil général ainsi que des envoyés et des camarades investis des attributions et des compétences des membres du Conseil. Que chacun de nous fasse le mieux possible son travail dans sa zone et son secteur et personne n'aura à nous reprocher un esprit de clocher. Il est vrai que Myslim s'intéresse davantage à la situation et au rôle des conseils de la zone où il se bat, seulement il ne le fait pas pour son pouvoir personnel, mais pour le pouvoir des conseils de libération nationale de la zone. Il en va de même de Haxhi dans la région de Dibër, de Hasan Pulo dans celle de Vlore, de tel autre à Korçe, à Gjirokastrë ou ailleurs. Le travail mené par nous tous conformément à la plateforme de la Conférence de Peza, aux orientations et aux directives données d'un commun accord, forme un tout. Et j'estime que l'ensemble, en général et pour l'essentiel, a progressé et progresse toujours».

Quoi qu'il en fût, les «remarques» et le «mécontentement» exagérés de Sejfulla à propos de l'activité pratique des conseils, aussi bien que les «observations» de Koço sur l'«esprit de clocher», demeurèrent deux épisodes qui, malgré un certain débat et l'hilarité qu'ils provoquèrent, n'influèrent nullement sur la discussion judicieuse et pondérée des problèmes dont nous avions à traiter. Nous jugeâmes leurs interventions plutôt comme une méconnaissance de la situation réelle, comme une expression d'insatisfaction personnelle, comme une envie et une manie impatientes de réaliser en quelques mois ou en un an, ce qui exige en fait un travail, des efforts, et une expérience de plusieurs années, voire de décennies entières.

Je ne veux pas dire par là que l'activité des conseils de l'époque était exempte de défauts et de lacunes. Au contraire, nous étions bien au fait de ces défauts, nous nous efforcions d'améliorer autant que possible notre travail, conscients que tous nos objectifs ne pouvaient pas être atteints d'un seul coup, et que n'importe quel maniaque aurait maintes occasions par la suite également d'avoir quelque chose «à redire» au nom de la «perfection» absolue ! L'essentiel pour nous c'était que les conseils existaient, qu'ils faisaient leur travail, qu'ils étaient effectivement reconnus par le peuple et remplissaient les fonctions du pouvoir populaire en Albanie.

Ce résultat devait donc être maintenant proclamé et légitimé, pour empêcher que d'autres ne s'emparent de ce pouvoir que le peuple avait créé dans le feu de la lutte. Et comme je l'ai dit, à propos de ce problème de fond, les dangers n'étaient pas hypothétiques. Le moment était venu d'adopter une nouvelle attitude, tranchante et résolue, envers la réaction qui se posait maintenant en «antifasciste», et de lui signifier clairement que le peuple ne lui permettrait plus de jouer sur son dos.

J'avais préparé, sur ce sujet d'une importance primordiale, un rapport intitulé : «De l'attitude à adopter envers les différents courants se trouvant en dehors du Mouvement de libération nationale», que je présentai à la Conférence. Je ne m'arrêterai pas sur le contenu de ce rapport qui a été publié (Voir Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, t. 1, Editions «8 Nëntori», Tirana 1974, pp. 185- 204, éd. fr.), mais je tiens à en souligner une fois de plus quelques moments essentiels qui expliquent plutôt les raisons pour lesquelles ce document fut rédigé et présenté à la Conférence, les appréciations et les décisions de celle-ci sur les problèmes qu'il soulevait.

Bien que mon rapport fût centré sur notre attitude envers les divers courants et organisations nationalistes dans le pays, j'y brossai un tableau d'ensemble de la ligne suivie et du travail accompli par notre Parti dans la création et le renforcement du Front et des conseils de libération nationale. J'exposai chronologiquement à la Conférence, en analysant les problèmes, le cours des choses avant comme après la Conférence de Peza, en soulignant que si la masse des simples gens et les patriotes honnêtes et authentiques s'étaient unis au Front de libération nationale et s'étaient dressés dans la lutte, tout un groupe de pseudo-patriotes aux idées et aux tendances les plus diverses avaient pris leurs distances par rapport au Front et à la Lutte antifasciste et s'y étaient opposés.

Dans ce rapport je traitai en particulier de la question du «Balli Kombëtar», des conditions et des facteurs qui en avaient déterminé l'apparition, de notre travail intense, de notre patience et de nos efforts pour l'engager dans la lutte et je conclus :

«Le «Balli Kombëtar» a mené une lutte idéologique, politique et armée de grande envergure contre le Mouvement de libération nationale. Il a cherché à le diviser, à dresser le peuple contre les communistes et les vrais patriotes. De surcroît, ses chefs de file ont, moralement, toujours fait cause commune avec l'Italie et l'Allemagne, ils ont soutenu les quislings, de Mustafa Kruja à Maliq Bushati, qu'ils ont eux-mêmes recommandés à Jacomoni. Le «Balli Kombëtar» a soutenu toutes les manoeuvres politiques de l'occupant, comme celles de «l'Albanie ethnique», «l'armée albanaise» et la «gendarmerie albanaise». Les chefs du «Balli» se posent en patriotes mais, soulignai-je, les villages brûlés de Vlora, de Mallakastër et d'autres régions, où ils ont permis aux légions fascistes d'agir en toute tranquillité et ont même collaboré avec elles, sont la preuve de leur patriotisme. Et ces mêmes collaborateurs du fascisme, qui ont trempé leurs mains dans le sang des meilleurs fils du peuple, ont le front de nous appeler à «retrouver l'attachement à l'Albanie» !»

Dans le cadre de cet exposé, j'évoquai en détail la rencontre de Mukje, les raisons qui nous avaient poussés à organiser cette dernière et ultime entrevue avec les chefs du «Balli», le compromis honteux et inacceptable consenti par nos représentants, je m'arrêtai en particulier sur les graves conséquences politiques qui en découlaient, et j'énumérai les raisons pour lesquelles nous avions dénoncé immédiatement l'accord de Mukje et l'avions déclaré nul et non avenu.

«Les camarades qui devaient s'acquitter de cette tâche, dis-je entre autres, n'ont pas su défendre la ligne du Conseil général, ils ont glissé dans le giron du «Balli Kombëtar», en ont accepté la plate-forme et voilà que, inopinément, le «Balli Kombëtar» se présente comme un parti organisé, qui aurait combattu tout autant, si ce n'est plus, que le Front de libération nationale.

Dans la situation particulière que connaît le pays, soulignai-je, les chefs de file du «Balli», qui jusqu'à présent n'ont pas tiré un coup de fusil contre l'occupant, et qui se rendent bien compte de la force du pouvoir que nous avons créé, feignent d'accepter un simple rôle de partenaire dans l'exercice de ce pouvoir, qu'ils cherchent cependant toujours à accaparer. Nous ne devons en aucun cas nous laisser entraîner dans cette erreur tragique. Le pouvoir des conseils de libération nationale est le pouvoir du peuple insurgé et non pas celui des bandes de traîtres et de contre-révolutionnaires. Maintenant que nous avons rejeté l'accord de Mukje, elles s'efforcent de trouver d'autres voies d'accès au pouvoir. Nous devons leur barrer toutes ces voies et l'une des premières mesures à prendre à cet égard, c'est que la présente Conférence proclame les conseils de libération nationale unique pouvoir du peuple en Albanie. L'adoption de cette décision n'est pas seulement un pas en avant que nous faisons au moment opportun, mais aussi une nécessité impérieuse. En dernière analyse, nous légalisons une réalité vivante, confirmée par notre lutte et notre travail, reconnue par le peuple et qui est mise effectivement en œuvre en Albanie. En adoptant cette décision, nous tenons en échec les manoeuvres de la réaction intérieure et extérieure qui cherche à prendre le pouvoir.»

Le rapport que je présentai au nom du Conseil général de libération nationale fut applaudi par les participants à la Conférence. C'était le témoignage que, tout comme le peuple qu'ils représentaient, ils approuvaient la juste ligne politique de notre Parti et du Front de libération nationale, car l'application de cette ligne juste et conséquente était à l'origine de tous les résultats que nous avons obtenus dans notre activité pratique. Le pouvoir nouveau qui voyait le jour, ce pouvoir des conseils de libération nationale, le pouvoir du peuple, était justement l'une de nos plus importantes victoires. Nous nous trouvions au seuil d'une ère nouvelle pour l'Albanie.

L'attitude observée par le Conseil général à l'égard du «Balli Kombëtar» et des autres courants, en général, et à propos de l'accord de Mukje en particulier, fut approuvée à la quasi-unanimité. Nombreux furent les représentants du peuple qui discutèrent de cette question. Ils soutinrent la ligne suivie par le Conseil général, dénoncèrent l'opportunisme d'Ymer Dishnica et de Mustafa Gjinishi, apportèrent nombre de faits et d'arguments établissant que le «Balli Kombëtar» avait rejoint définitivement le camp de la trahison.

«Le «Balli», dit l'un d'eux, attend la capitulation de l'Italie comme un «fils aîné» cupide attend la mort de son père. Son objectif est de rassembler ses forces pour l'emporter dans la lutte pour le pouvoir.

— Le «Balli Kombëtar», affirma un autre, s'est déjà entendu avec les Allemands, qu'il considère comme des occupants éventuels.»

Dans son intervention, Ymer Dishnica reconnut dans l'ensemble la grave erreur qu'il avait commise, encore qu'il cherchât à la justifier en invoquant les circonstances.

«Lorsque nous avons appris la chute du Duce, dit-il entre autres, nous avons été troublés et nous n'avons pas apprécié comme il se devait la situation créée. Nous avons considéré comme un grand succès le fait que le «Balli» acceptait officiellement de se réconcilier avec le Conseil de libération nationale».

Quant à Mustafa Gjinishi, il chercha, cette fois encore, à fuir ses responsabilités en recourant à toutes sortes de justifications comme «nous n'avons pas eu de contacts avec le centre», «nous manquions de faits», etc., etc.

Gjinishi ne se fit pas faute non plus de critiquer l'attitude du Parti et du Front de libération nationale envers le «Balli Kombëtar», dont il eut même l'audace de prendre la défense.

«Les camarades, dit-il, affirment maintenant avec une entière conviction que le «Balli» n'a été formé que pour nous combattre. Alors pourquoi sommes-nous allés les rencontrer ? Ce n'est pas vrai, le «Balli», au début n'avait pas cette intention. Il ne faut pas non plus se méprendre sur le mot d'ordre du «Balli», «Mort aux traîtres», en pensant que c'était nous qu'il visait. J'estime que nous aurions mieux fait de ne pas avoir du tout de contacts avec le «Balli Kombëtar».

— Tu es le seul, intervins-je, à n'avoir pas appris que le «Balli Kombëtar» est une organisation créée justement pour s'opposer au Mouvement de libération nationale. Les autres camarades et le peuple le savent déjà, mais moi je crois que tu cherches à faire partager au Conseil général tes erreurs et celles d'Ymer Dishnica. Ce Conseil savait fort bien ce que représentait le «Balli» et tu as assisté toi-même aux réunions où nous avons discuté de ce problème. Nous n'avons pas commis d'erreur en envoyant une délégation à Mukje, c'est vous qui en avez commis une et le Conseil a désapprouvé votre action».

Les autres camarades qui intervinrent directement ou indirectement sur ce point, donnèrent à leur tour à cet agent secret des Anglais, d'Abaz Kupi et de toutes les forces réactionnaires, la réponse qu'il méritait.

«La ligne que nous avons suivie, fut-il souligné dans diverses interventions, a été juste et ses résultats apparaissent au grand jour; le «Balli» s'est discrédité aux yeux du peuple, beaucoup de gens s'étant aperçus qu'ils s'étaient trompés, ont rejoint notre Mouvement. La rencontre de Mukje elle-même aurait été bénéfique pour la Lutte de libération nationale si notre délégation s'était tenue sur de solides positions.»

Sur ce point de l'ordre du jour on vit se prononcer notamment Nako Spiru, Sejfulla Malëshova, Haxhi Lleshi (qui s'arrêta en particulier sur le travail mené auprès des chefs des clans de Dibër), Abdyl Agalliu (délégué de Vlore), Mustafa Xhani et Orner Nishani. Tous, exprimant la volonté de la population des zones qu'ils représentaient, affirmèrent, arguments à l'appui, le rôle important que jouaient les conseils de libération nationale et proposèrent que ces conseils fussent proclamés unique pouvoir politique du peuple.

Les interventions terminées, je pris à nouveau la parole et, mettant l'accent sur les nombreuses et importantes tâches auxquelles les conseils de libération nationale seraient confrontés, je soulignai :

«Maintenant que le pouvoir des conseils se centralise et s'impose comme l'unique pouvoir du peuple, il est nécessaire que le Conseil général qu'élira cette Conférence, établisse partout un réseau d'organismes et de sections en vue d'organiser le travail dans tous les domaines, l'économie, l'enseignement, la propagande, etc. Le travail ne doit clocher dans aucun domaine, le rôle des conseils doit se faire sentir et s'affirmer partout, sinon la lutte et l'avenir même du peuple en souffriront.»

La Conférence analysa les problèmes propres au renforcement du pouvoir en les rattachant étroitement au raffermissement du Front antifasciste de libération nationale, à la consolidation de toutes les organisations de masse créées par le Parti et ralliées à ce Front.

Les camarades Nexhmije Xhuglini, Ollga Plumbi et Ela Gjirkondi traitèrent en détail du combat des femmes et mirent l'accent sur la nécessité de mieux organiser les Albanaises antifascistes.

Ymer Dishnica, qui ne manquait pas d'intervenir sur n'importe quel point de l'ordre du jour, prit à deux ou trois reprises la parole à propos de ce problème :

«La femme albanaise, déclara-t-il, ne porte pas sur elle de petits mouchoirs parfumés à offrir à ses soupirants, mais des documents secrets !»

Après s'être prononcé en faveur de l'idée de la création de l'organisation de la Femme antifasciste, il avança l'idée que cette organisation soit intégrée dans le Conseil général comme une section distincte. Cette idée de Dishnica était fondamentalement erronée, je me levai donc pour la rejeter :

«Le Mouvement et le Front de libération nationale, accueillent dans leurs rangs tous ceux qui combattent l'ennemi, c'est-à-dire aussi les femmes. Il n'y a donc aucune raison pour que les femmes soient représentées au Conseil dans une section à part, nous ne pouvons pas créer au Conseil de libération nationale des sections distinctes réservées aux hommes, aux femmes, aux gens âgés et aux jeunes. Agir ainsi nous conduirait à admettre un jour aux conseils des sections réservées à des groupes, suivant leurs tendances politiques, religieuses, etc, ce qui est contraire à l'esprit et aux décisions de cette Conférence».

Ramadan Çitaku, qui soutint mon idée, expliqua que le conseil aurait des sections couvrant divers secteurs de la vie du pays, les finances, l'enseignement, etc., mais pas d'organisations à part. Quant au rapport que présenta Nako Spiru sur la jeunesse antifasciste albanaise, il donna lieu à de nombreuses interventions concernant son organisation, son esprit militant, son enthousiasme et ses aspirations révolutionnaires.

«La jeunesse, fut-il souligné, participe en masse à la lutte et demande à être libre et à réaliser ses aspirations dans une Albanie libre. La lutte de libération permettra de former une jeunesse qui ne cessera d'illustrer les plus hautes vertus de notre nation, pour le plus grand bien de la patrie».

La Conférence analysa également des problèmes relatifs au renforcement de la lutte armée et, partant, de l'Armée de libération nationale du peuple albanais, en les rattachant étroitement à son thème principal et aux autres questions dont elle eut à débattre.

Le fait est que, dès le début, depuis la création des premiers conseils de libération nationale, existait et s'était raffermi un lien naturel et organique entre les conseils et les guérillas, les unités et les formations plus importantes de notre armée. Si, pendant cette période et par la suite, les conseils consacraient une partie considérable de leur travail et de leur activité à la mobilisation des masses dans la lutte, les unités de partisans, de leur côté, partout où elles opéraient et livraient combat, prêtaient une attention toute particulière à la question des conseils, à leur création, à leur défense et à leur consolidation. Maintenant que les conseils étaient proclamés le seul pouvoir du peuple en Albanie, notre Armée de libération nationale elle-même s'était accrue et renforcée, elle comptait des dizaines de guérillas et de bataillons qui se battaient dans tous les coins du pays, la 1^{ère} brigade de choc livrait déjà combat à l'ennemi, les II^e et III^e brigades de choc et les zones d'opérations militaires étaient en cours de formation, sous la conduite de l'Etat-major général de notre armée.

Des camarades, tels Haxhi Lleshi, Spiro Moisiu, Ramadan Çitaku, Ethem Barhani et Hulusi Spahiu, soulignèrent la nécessité de grossir les rangs et d'augmenter le nombre des bataillons et des brigades de partisans, d'améliorer l'organisation et l'efficacité de ces formations pour qu'elles soient en mesure d'écraser les envahisseurs nazis qui pénétraient en Albanie, et de défendre les victoires remportées,

Si je me souviens bien, Ethem Barhani parla de la bataille livrée au début d'août à Burrel. A l'attaque lancée par les partisans avaient participé aussi les volontaires venus de Mat et de Kruja, et, chose «surprenante», les guérillas d'Abaz Kupi qui, voyant l'Italie courir à sa perte, faisait preuve d'un curieux esprit «combatif». Mais c'est justement à cause de la participation de ses guérillas que la ville ne put être libérée.

«C'est curieux, mon cher, lui répliqua ironiquement Kadri Hoxha, nous, dans la région d'Elbasan, qui disposons de tant de guérillas, nous n'arrivons pas à les grossir d'un grand nombre de volontaires, alors que dans la zone de Mat vous en avez rallié 2500.

— Les volontaires, répliquai-je aussitôt à Kadri, ne se recrutent pas si l'on se tapit à Orenje et chez Beg Balla, comme tu le fais. Et puis, ne compare pas l'afflux de volontaires dans notre armée avec une ou cinq personnes que tu cherches à mobiliser. Elbasan, Librazhd et Gramsh sont essentiellement des foyers de partisans !»

Ainsi se poursuivirent les débats sur ce problème. A la fin de cette séance, Ymer Dishnica déclara d'une voix solennelle, comme s'il voulait clore la discussion «en beauté»:

«Je demande au poète national de nous composer un poème, un hymne à l'armée !» le regard fixé sur Sejfulla.

Le poète «national» se rengorgea, hésita un instant, puis consentit :

«J'accepte !» dit-il.

Je ne sais pas ce qu'il en fut de la poésie de Lame Kodra [*Pseudonyme de Sejfulla Malëshova.*], s'il la composa ou y renonça, comme il avait coutume de le faire quand on le chargeait de quelque chose. Toutefois, ce dont je suis sûr, c'est que notre armée poursuivit son combat sans se soucier de savoir si Sejfulla avait composé ou non cet «hymne».

Il va sans dire que, pendant les longues journées et les nuits de travail de la Conférence, les interventions pertinentes, d'un riche contenu et d'un sentiment élevé de responsabilité sur ce qui était dit et décidé, seraient parfois émaillées de quelques phrases sentencieuses ou de notes d'humour. Mais le comble à cet égard fut la proposition «originale» d'Hulusi Spahiu, qui demanda que l'on instituât une décoration, ce qui provoqua l'hilarité dans la salle. Hulusi, qui n'avait pas encore commencé à se battre en Albanie, pensait déjà aux médailles.

«Comment as-tu eu cette idée ? lui demandai-je entre deux séances.

— C'est nécessaire, répondit-il, pour distinguer ceux qui se battent mieux, qui...

— Le moment viendra où nous aurons nos décorations, lui dis-je, mais maintenant nous avons d'autres chats à fouetter. Sache seulement, ajoutai-je en plaisantant et en promenant mon regard sur les camarades présents, qu'il ne t'en reviendra aucune.

— Pourquoi ? me demanda-t-il.

— Parce que tu la perdrais au jeu», lui répondis-je, puis je racontai aux camarades, naturellement pour plaisanter, une vieille histoire de jeu entre Hulusi et Tahir Kadaré, que j'ai déjà dû rapporter dans un de mes écrits.

Une fois les interventions sur les rapports terminées, la Conférence élut la commission qui rédigerait définitivement la Résolution et l'appel adressé au peuple albanais. Nous avons formulé préalablement un projet de résolution, mais maintenant il fallait l'enrichir dans l'esprit des interventions et des décisions de la Conférence pour que ce document servît à mieux éclairer le peuple, les conseils de libération nationale, etc. Le docteur Nishani, Nako, Sejfulla, Medar et moi, nous nous enfermâmes dans une pièce, où, tenant compte des rapports et des débats, nous rédigeâmes la Résolution.

Pendant que cette commission travaillait dans une des pièces du premier étage, l'un des membres du Conseil général lisait aux délégués les statuts et le règlement des conseils de libération nationale. C'étaient des documents importants, les premiers actes fondamentaux, la première «Constitution», pour ainsi dire, du pouvoir nouveau, populaire.

Il se faisait tard, dix heures du soir étaient passées, et quelqu'un proposa de remettre au lendemain la clôture des travaux de la Conférence, mais étant donné qu'il ne nous restait pas beaucoup à faire, nous décidâmes de continuer. Ainsi, le lendemain matin, les délégués pourraient repartir pour leurs régions. Nous leur donnâmes donc lecture de la Résolution et de l'appel que nous venions de rédiger, puis nous passâmes aux élections. La Conférence désigna une commission chargée de dresser une liste de candidats et, pendant que cette commission se mettait au travail, les délégués prirent un peu de repos. Ceux-ci étant descendus au rez-de-chaussée, la salle se vida. Deux ou trois personnes, dont Spiro Koleka et Dhimitër Evangjeli, un autre camarade du secrétariat, furent les seuls à rester. Ils s'affairaient autour d'un poste de radio «Philips», installé dans un coin de la salle, sur une table près du balcon.

Nous préparâmes la liste qui serait présentée à la Conférence, puis je proposai aux camarades :

«Si l'on sortait prendre un peu l'air et fumer une cigarette avec les délégués, parce que le docteur [Omer Nishani] nous a assez torturés en nous empêchant de fumer à notre aise ?»

Nous descendîmes dans la cour, et à peine avions-nous commencé à discuter avec des délégués et des partisans, que Koleka sortit sur le balcon pour crier d'une voix très émue :

«Camarade Enver! Camarades! L'Italie a capitulé!»

Ce que l'on attendait s'était enfin produit. L'Italie fasciste avait pris fin. Les «huit millions de baïonnettes» qui avaient eu pour mission d'assurer à l'impérialisme italien un *spazio vitale* [En italien, espace vital.], de faire renaître l'Empire romain, avaient jeté leurs drapeaux aux pieds des vainqueurs. Et parmi ces vainqueurs, nous aussi, partisans et combattants albanais, qui, avec de simples fusils, étions parvenus à défaire les légions de Mussolini, nous avions notre place.

Tous les camarades jubilaient à l'annonce de cette nouvelle. Ils s'embrassaient; on les vit jeter en l'air calots, casquettes et chapeaux, et malgré nos mises en garde on entendit des coups de feu. Deux ou trois camarades parmi ceux qui se trouvaient près de moi se mirent à discuter de la possibilité de descendre dans les villes pour prendre le pouvoir et se mettre au travail pour édifier une Albanie nouvelle, démocratique.

«Et les Allemands ? leur demandai-je.

— Les Allemands ?» répétèrent-ils avec un certain étonnement, puis se ressaisissant, ils ajoutèrent : «Eux aussi s'en iront un jour, nous restons en guerre avec eux.

— Nous devons tous nous en persuader, leur dis-je, les nazis ne manqueront pas d'occuper l'Albanie ; ils occuperont même les régions d'Italie où les alliés ne sont pas encore entrés. La libération de l'Albanie menacerait leurs positions en Grèce et dans d'autres pays des Balkans. Voilà pourquoi nous devons renforcer notre pouvoir sans nous imaginer que la guerre est finie, car un combat encore plus acharné nous attend. Il nous faut donc garder nos armes chargées.»

La capitulation de l'Italie créait ainsi une nouvelle situation à laquelle nous devons être préparés. Aussi décidâmes-nous de procéder aux élections la nuit même, et le lendemain, 9 septembre, de discuter des mesures à prendre en vue d'affronter la situation politique et militaire nouvellement créée.

La Conférence élut le Conseil général de libération nationale composé de 62 membres. Le Conseil, de son côté, choisit sa présidence composée de 16 membres, et précisément de Mustafa Xhani, Myslim Peza, Orner Nishani, Enver Hoxha, Koste Boshnjaku, Ymer Dishnica, Ollga Plumbi, Liri Gega, Haxhi Lleshi, Fetah Ekmekçiu, Medar Shtylla, Nako Spiru, Sejfulla Malëshova, Ramadan Çitaku, Abaz Kupi et Spiro Moisiu,

Une fois les élections terminées, les camarades se mirent à discuter de la situation. Tout le monde était à la fois heureux et préoccupé mais il était 4 heures du matin, nous avions besoin de nous reposer. Après avoir consulté les camarades du présidium, je me levai et dis aux participants à la Conférence :

«Le présidium estime qu'il faut mettre un terme à ces débats, parce qu'il se fait tard et les camarades doivent se reposer. Nous continuerons demain matin, ou plutôt aujourd'hui, à dix heures» Nous nous séparâmes et allâmes nous coucher. Pour ma part, je restai encore quelques instants à discuter avec Omer, Medar et d'autres de cet événement. Les autres aussi en faisaient sûrement autant. Le lendemain nous fîmes la dernière séance de la Conférence. Le premier à prendre la parole fut Omer Nishani :

«La logique veut, affirma le docteur, que l'ennemi se rende à nos forces armées, c'est-à-dire, à notre Armée de libération nationale, qui est liée aux alliés. C'est pourquoi je propose d'envoyer aux généraux italiens une note leur demandant la reddition inconditionnelle de leurs troupes avec armes et bagages. Après quoi, je propose de rédiger un tract ou un appel à l'intention des soldats italiens.»

D'autres camarades prirent aussi la parole. Puis nous décidâmes de lancer au peuple albanais un appel soulignant que l'insurrection générale armée contre l'occupant allemand et les traîtres ainsi que l'instauration du pouvoir des conseils de libération dans tout le pays étaient plus que jamais à l'ordre du jour. La proposition du docteur Nishani d'adresser un tract aux soldats italiens pour les inviter à combattre les nazis fut acceptée et notre Etat-major général fut chargé de présenter nos demandes au commandement des troupes italiennes en Albanie.

Une fois ces décisions prises, Ramadan Çitaku, au nom du présidium du Conseil général, parla de l'organisation des sections et de leurs fonctions. Elles devaient comprendre la section sociale, destinée à subvenir aux besoins des régions, des familles et des personnes très éprouvées par la guerre et à leur assurer une existence normale; la section de la santé, la section de l'économie et des finances, la section de la presse et de la propagande et celle de l'enseignement. Nous nous engageâmes ainsi dans la voie de la construction de notre Etat nouveau, démocratique.

Voilà donc comment la II^e Conférence, qui adopta des décisions très importantes sur la lutte armée du peuple albanais et son pouvoir acheva ses travaux. L'insurrection générale armée et le pouvoir des conseils, unique pouvoir du peuple en Albanie, furent les deux principaux mots d'ordre d'une importance vitale pour notre pays et pour son avenir, approuvés par cette Conférence et que les délégués, en partant, devaient faire connaître et appliquer dans toute l'Albanie.

2. Face à la grande épreuve

La situation créée à la suite de la capitulation de l'Italie fasciste exigeait que nous entreprenions des actions rapides et que nous arrêtions des mesures immédiates. Rien ne devait échapper à notre vigilance, surtout maintenant que l'initiative passait entièrement de notre côté. Nous ne tardâmes donc pas à donner aux forces de notre Armée de libération nationale l'ordre d'occuper toutes les zones et les villes qui avaient été entre les mains des envahisseurs italiens et d'y instaurer le pouvoir des conseils de libération nationale. En outre, nous décidâmes de frapper sans cesse, comme nous le fîmes à Barmash et ailleurs, les unités nazies qui ne s'étaient pas encore répandues en Albanie. Il importait en particulier de libérer les agglomérations dont nos forces pouvaient s'emparer plus facilement et d'y instaurer le pouvoir des conseils de libération nationale.

Indépendamment du cours que devaient prendre les événements (et qui dépendrait du degré de la poussée allemande ou des alliés anglo-américains), l'instauration du pouvoir des conseils dans les villes et les autres agglomérations aurait une grande importance politique. Le peuple se rendrait compte de la force, de l'autorité et des capacités de son pouvoir, alors que la réaction pseudo-patriotique et la réaction anglo-américaine verraient mieux encore que leurs manœuvres politiques avaient fait fiasco et ne leur servaient plus à rien. Aussi, renforcer partout notre pouvoir, nos conseils et notre Armée de libération nationale, mobiliser le peuple autour de ces conseils et dans les rangs de cette armée, dénoncer le «Balli Kombëtar» pour l'empêcher d'exercer la moindre influence sur le peuple, étaient autant de tâches d'une importance vitale. Nous aurions ainsi la force nécessaire et le droit de dire aux alliés, si jamais ils débarquaient: si vous êtes venus en Albanie, c'est pour combattre l'Allemagne hitlérienne, mais le pays est et sera gouverné par le Mouvement de libération nationale !

Dans le cadre de toutes ces mesures et de ces tâches, l'Etat-major général projeta, conformément à la situation, une attaque éventuelle sur la capitale, afin de la libérer et d'y instaurer notre pouvoir à tous les niveaux.

A cette fin, dès que la II^e Conférence de libération nationale eut achevé ses travaux et que les délégués partirent pour les régions et les zones qu'ils représentaient, une partie de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale quitta Labinot pour s'installer près de la capitale, à Arbane, où depuis quelques jours se trouvait le commandement du Groupe de Peza. C'est là que serait organisée la cérémonie de la formation de la III^e brigade de choc, à laquelle assisteraient Spiro Moisiu, plusieurs camarades de l'Etat-major général et moi-même. Or, comme je viens de le dire, notre arrivée et notre séjour dans cette zone dépendraient surtout de la situation politique et militaire qui se créerait chez nous à la suite d'un éventuel débarquement des alliés dans les Balkans et en particulier en Albanie.

Dès que nous nous installâmes à Arbane, j'appelai le camarade Gogo Nushi. Je m'enquis de la situation de nos forces et de celles de l'ennemi dans la capitale et discutai avec lui des tâches à accomplir.

«Dis-moi, lui demandai-je, combien d'hommes armés nous pouvons regrouper à Tirana même pour soutenir une attaque coordonnée des forces de partisans à partir des collines environnantes ?

— A part les sections de guérilla urbaines, me répondit Gogo, qui sont armées et prêtes à se lancer à l'attaque à n'importe quel moment, je suis convaincu que la jeunesse et la population de la capitale participeraient bien volontiers à la bataille pour la libération de leur ville. Mais le malheur, c'est que nous manquons d'armes.

— Tu connais bien ce chant célèbre qui dit entre autres : «Si vous n'avez pas d'armes, trouvez-en, arrachez-les à ce chien d'ennemi» [*Chant populaire de la période de la Lutte de libération nationale du peuple albanais.*], lui suggérai-je et pour le rassurer j'ajoutai : «Ne vous faites pas de souci pour les armes. Nous vous aiderons, et puis le peuple sait lui-même comment se les procurer.

— C'est vrai, dit Gogo. Ni le courage ni la vaillance ne nous feront défaut. Le peuple brûle d'impatience de voir Tirana libérée.

— Mais naturellement, repris-je, cette question est très délicate, très importante, elle ne peut être discutée qu'au niveau du comité régional. L'attaque sur Tirana n'aura lieu que lorsque nous serons persuadés qu'elle est nécessaire, qu'elle sera couronnée de succès et surtout dans la seule éventualité où les alliés débarqueraient en Albanie pour se poser en libérateurs. Nous apprécions leur lutte, mais c'est nous qui sommes les vrais libérateurs de notre pays et le pouvoir restera toujours entre nos mains».

Après avoir discuté avec moi en détail de tous ces problèmes, Gogo partit immédiatement pour Tirana, afin de mettre au courant le comité régional du Parti de notre discussion, pour que, si l'on décidait de donner l'assaut à la capitale, sa population et ses sections de guérilla soient mobilisées et prêtes à se battre.

Dans le même temps, outre les forces du Groupe de Peza et de la III^e brigade de choc qui était en cours de formation, un certain nombre de bataillons et de guérillas avaient gagné les environs de Tirana. Par ailleurs, nous donnâmes l'ordre à la I^{ère} brigade de choc de se déployer dans la zone intermédiaire entre Tirana et Elbasan pour couper les communications entre les deux villes et frapper les colonnes motorisées allemandes. A l'attaque de Tirana participeraient aussi les forces de partisans commandées par Haxhi Lleshi, après qu'elles auraient libéré la ville de Kruje. Nous appelâmes aussi l'armée italienne à se rendre au commandement des partisans, à prendre le maquis pour combattre le nazisme et à ne plus servir les Allemands, car elle finirait par se retrouver dans leurs camps de concentration. Nous lui fîmes parvenir cet appel à travers nos tracts et nos camarades que nous envoyâmes discuter avec ses représentants, car, à l'époque, nous ne disposions pas d'émetteurs radios. Notre appel fut en partie pris en considération.

Nous nous trouvions à Arbane, quand un certain nombre d'officiers supérieurs italiens, dont le commandant de l'aérodrome de Shijak, vinrent prendre contact avec nous. Il y avait aussi un colonel, le fils du général Pirzio Birolli, qui commandait les troupes italiennes au Monténégro. Vêtus de costumes d'été blancs et de chemises en soie, ils arrivèrent à notre Etat-major et se présentèrent à nous. Au nom des camarades, je les félicitai de ne pas s'être rendus aux Allemands. Mais, entre-temps, une batterie italienne continuait à tirer sur nous, les obus éclataient un peu au-dessus d'Arbane. Je dis alors au colonel, le fils de Pirzio Birolli :

«Toute l'armée italienne est en train de se rendre, faites-vous donc accompagner par un ou deux de vos officiers, et allez dire à ceux de votre batterie de cesser le feu et de se rendre.»

Il accepta, et alla se porter à un endroit découvert et cria à la batterie :

«Rendez-vous aux commandements des partisans albanais. L'Italie a capitulé ! Nous aussi, nous nous sommes rendus.»

Mais alors, cette batterie, au lieu de tirer sur Arbane, prit pour cible le fils de Pirzio Birolli et ses compagnons, qui furent déshabillés. Je ne sais pas ce que devint Pirzio Birolli lui-même, mais il est probable qu'il a trouvé la mort au Monténégro, des mains des partisans yougoslaves.

Les officiers italiens, dans leurs casernes ou dans leurs résidences, avaient l'habitude de prendre chaque jour un bain. L'un d'eux, un colonel d'aviation, demanda à un de nos partisans de lui préparer un bain chaud.

«Quoi, qu'est-ce que tu veux ? lui demanda notre combattant.

— Un bain, répondit calmement l'Italien.

— Ah, monsieur veut prendre un bain ! lui répliqua le partisan, qui ajouta d'un ton railleur : Tiens, voilà, tu peux prendre ton bain dans l'Erzen. [*Fleuve des environs de Tirana.*] Tu peux y plonger tant que tu voudras, il n'y a pas d'autre bain ici. Nous sommes en guerre maintenant, et ici c'est la pleine campagne. Mais quand nous aurons libéré l'Albanie, nous aurons aussi nos bains. D'accord, signore ?»

L'Italien, qui avait demandé à prendre un bain, n'était pas un mauvais homme, et il resta jusqu'au bout auprès de nos forces. Après la guerre, de retour en Italie, comme je devais l'apprendre par la suite, il monta en grade, puis fut mis à la retraite et de temps à autre il se rendait à notre ambassade. Il s'était lié d'amitié avec nous.

Ainsi, après la capitulation de l'Italie, un certain nombre d'unités italiennes se rendirent à nos forces, ce fut le cas d'une division, la division «Firenze», sous le commandement du général Azzi. Nos forces la désarmèrent et conduisirent Azzi et son Etat-major à Arbane selon la consigne que nous avions donnée. Je sortis pour les recevoir, puis, après les salutations d'usage, je leur parlai des derniers changements qui s'étaient produits au sein du gouvernement italien dont Badoglio avait pris la tête ainsi que de la situation de l'armée et du commandement italiens en Albanie. Je dis également au général Azzi que les Italiens qui s'étaient rendus à nos forces, devaient pour racheter leurs erreurs et leurs méfaits, participer à nos côtés à la lutte contre les Allemands.

«Nous pouvons, lui dis-je entre autres, signer ensemble une déclaration conjointe dans laquelle nous appellerons les troupes italiennes qui ne se sont pas encore rendues à se joindre à nous. Puis nous demanderons à chaque soldat ce qu'il entend faire ; ceux qui veulent combattre n'ont qu'à garder leurs armes, ceux qui ne veulent pas devront les déposer et rester en des lieux reculés de nos zones libérées où ils pourront travailler auprès de nos paysans pour gagner leur vie et aider également notre mouvement».

Je m'entendis donc avec Azzi sur ce problème.

Une partie des Italiens qui s'étaient rendus exprimèrent leur volonté de combattre et ils combattirent effectivement. Nous les incorporâmes dans quelques unités de l'Armée de libération nationale ; un certain nombre d'entre eux formèrent dans la I^{ère} brigade un bataillon, que nous désignâmes du nom d'Antonio Gramsci, fondateur du Parti communiste italien.

Après la capitulation de l'Italie, ayant désarmé les unités italiennes, nous parvînmes à nous procurer une bonne quantité de fusils, de mitrailleuses et de grenades pour en pourvoir quelques bataillons de partisans et des bataillons territoriaux que nous venions de former, nous en gardâmes également pour renforcer la III^e brigade, mais surtout la II^e, qui était la moins pourvue.

De même, nous nous approvisionnâmes autant que possible dans les entrepôts des Italiens et transportâmes rapidement beaucoup de matériel, notamment des vivres et des vêtements en des lieux reculés de nos zones libérées. Une partie considérable de ce matériel fut distribuée à la population de Peza, qui avait combattu et vu brûler ses foyers, le reste fut mis de côté. Notre lutte et nos forces de partisans en auraient besoin.

Ainsi donc, après de longues années d'une lutte âpre et sanglante, notre peuple, numériquement petit, mais vaillant et invincible, mobilisé et guidé par notre Parti communiste, réussit à vaincre les troupes de l'Empire italien. Mais, même après sa victoire, il sut montrer envers ses anciens assassins et envahisseurs les vertus d'un grand peuple : il fit ses compagnons d'armes de ceux qui voulaient racheter leurs méfaits et contribuer à la lutte contre le nazi-fascisme, quant aux autres, à ceux qui n'eurent pas le courage de s'engager dans cette voie de l'honneur, il leur ouvrit les portes de ses maisons et de ses chaumières dans les campagnes et les protégea contre la férocité des nazis jusqu'à la fin de la guerre.

Après la Libération, en mars 1945, Mario Palermo, sous-secrétaire d'Etat italien à la guerre, vint en Albanie pour veiller au rapatriement des troupes italiennes qui s'étaient rendues à nous. C'était un communiste, car à ce moment-là les communistes participaient au gouvernement italien et Togliatti lui-même était ministre de la Justice. Nous fîmes un bon accueil à cet homme, pas tellement comme une personnalité gouvernementale que comme un camarade communiste. Nous discutâmes avec lui des positions de notre Parti, de notre nouvel Etat, de l'avenir de notre pays et de ses perspectives. Nous lui rappelâmes également la guerre acharnée que le fascisme italien avait menée contre notre pays, les immenses dévastations qu'il nous avait causées, et nous lui parlâmes de notre combat sans merci contre lui. Nous lui dîmes ensuite que, malgré tout, après la capitulation de l'Italie, nous nous étions comportés humainement avec son armée, que nous avions appelé les militaires italiens à prendre le maquis et à se battre à nos côtés s'ils le voulaient, mais en fait seul un petit nombre d'entre eux combattirent. Nous signâmes aussi avec Palermo un protocole qui définissait la procédure du transfert des troupes italiennes d'Albanie en Italie. Tous les Italiens qui n'avaient pas d'armes s'embarquèrent sur des navires venus d'Italie, quant aux partisans du bataillon «Gramsci», nous leur rendîmes tous les honneurs et les laissâmes partir avec armes et bagages. Je ne sais si l'ancien sous-secrétaire d'Etat italien à la guerre est toujours vivant mais, bien que très âgé et membre du parti révisionniste italien, chaque fois qu'il rencontrait nos camarades, il leur parlait avec sympathie et amour du Parti du Travail d'Albanie et des entretiens qu'il avait eus avec nous. Il publia même plus tard un livre sur sa mission en Albanie, où il évoque amicalement les entretiens qu'il eut avec moi et mes camarades sur le problème du rapatriement des troupes italiennes. Il s'agit ici du rapatriement des survivants, car celui des tués devait être effectué plus tard. Lorsqu'il fut question de transférer les restes de l'armée morte vint chez nous un autre général, mais c'était un fasciste qui n'emporta que des ossements de fascistes.

Revenons maintenant à l'automne 1943, qui commença par la capitulation de l'Italie fasciste et fut l'une des périodes de notre activité politique et militaire des plus intenses. Nous fûmes confrontés alors aux plus grandes difficultés, aux plus graves dangers, aux plus dures épreuves.

Je tiens à souligner en particulier qu'à l'époque nous installâmes toute une structure d'organes du pouvoir dans presque tout le pays : depuis les conseils de quartier jusqu'au Conseil général de libération nationale et à sa présidence en passant par les conseils au niveau des villes, des districts et des villages. Dans les régions et les villes libérées, les conseils de libération nationale devinrent les seuls organes de pouvoir qui géraient les affaires du pays et gouvernaient au nom du Front de libération nationale et des intérêts du peuple. Ils assuraient la bonne marche de notre vie de tous les jours, dirigeaient l'économie, l'enseignement, contrôlaient l'approvisionnement de la population, menaient la propagande et organisaient des collectes pour aider concrètement le Mouvement et dépêcher des volontaires aux unités de l'Armée de libération nationale qui ne cessait de frapper l'ennemi nazi. C'était là une sorte de répétition générale du nouvel Etat albanais qui naissait dans le feu de la lutte. Nous recevions de tous les coins du pays de bonnes nouvelles sur le travail et le combat mené par nos camarades, sur l'enthousiasme du peuple et sa détermination à avancer dans la voie que lui indiquait le Parti.

C'est justement dans cette atmosphère tendue, mais optimiste, que nous parvinrent de Gjirokastër, comme une fausse note désagréable, des nouvelles selon lesquelles Bedri Spahiu, secrétaire politique de la région, avait fait une curieuse salade politique. Contrairement aux instructions clairement définies du Comité central et de la présidence du Conseil général de libération nationale, les camarades de Gjirokastër, après la capitulation de l'Italie avaient permis aux bandes de ballistes d'entrer dans la ville, avant même nos unités. Au lieu de chasser les bachibouzouks du «Balli Kombëtar» et d'instaurer dans la ville le pouvoir unique et sans partage du conseil de libération nationale, Bedri Spahiu avait permis la cohabitation de ce pouvoir avec celui du «Balli Kombëtar» cependant que lui-même exhibait ses dons oratoires en polémique contre Ali Bey à Qafa e Pazarit. Pendant que celui-ci et d'autres ballistes se pavanaient dans les rues et les cafés comme s'ils étaient les maîtres de la ville de Gjirokastër, se livrant à toutes sortes de méfaits, Bedri Spahiu se bornait à les «démasquer» verbalement. C'était là un flirt politique condamnable, qui violait gravement la ligne du Parti et du Front de libération nationale. A peine la nouvelle m'en fut-elle parvenue, je me mis à écrire au Comité régional de Gjirokastër une lettre sévère où je condamnais sa façon d'agir et lui expliquais une fois de plus l'attitude que nous devons alors observer envers le «Balli Kombëtar». Voici ce que je disais en substance aux camarades de Gjirokastër :

«Aucun autre pouvoir à part celui des conseils de libération nationale ne doit être permis. Vous avez laissé le «Balli Kombëtar» s'installer dans la ville et vous vous contentez de soi-disant le démasquer. Vous devez bien savoir qu'il ne s'agit plus de s'unir au «Balli» mais de liquider cette organisation réactionnaire et traîtresse. Nous devons agir énergiquement, non seulement à travers l'action politique mais aussi par des opérations militaires. Il faut nous débarrasser de ces ordures et instaurer partout notre pouvoir.»

Selon les informations que nous recevions, à Berat également s'étaient produits des faits analogues sur lesquels nous avions attiré l'attention des camarades dirigeants du Comité régional. Nous pensions qu'ils remédieraient à cette situation, lorsque, étrangement, quelques jours après, on nous communiqua une autre nouvelle encore plus scandaleuse, et même si incroyable que nous demandâmes à la vérifier d'urgence. Il fut établi effectivement que le commandement de nos troupes dans le district de Berat avait passé un odieux compromis avec les forces allemandes d'occupation. Non seulement les ballistes faisaient la loi à Berat, où le criminel Abaz Ermeni se pavanait et déchirait de ses mains trempées de sang nos affiches et les bulletins du «Zëri i popullit», mais Gjin Marku, qui était délégué du Comité central et Mestan Ujaniku, commandant du district à l'époque, permettaient aux soldats allemands d'avoir accès à la ville sous la «surveillance» de nos gardes à l'entrée de Berat ! Les nazis y pénétraient tranquillement, observaient, recueillaient des informations, feignaient de faire des achats dans les magasins, alors que le commandement partisan les regardait agir en spectateur. Lushnje connaissait la même situation. Nous demandâmes aussitôt des explications à Gjin Marku. Dans sa réponse à l'Etat-major général, celui-ci admettait que la situation était telle qu'on nous l'avait décrite et il écrivait même que «les Allemands sont venus jusque dans nos bureaux» ! Une pareille situation, sans précédent dans ces années de la lutte de libération nationale, exigeait de notre part une attitude ferme et intransigeante. Ainsi, Spiro Moisiu et moi, nous écrivîmes au commandement du district de Berat une lettre où, après lui avoir reproché de ne pas nous avoir tenu régulièrement au courant de la situation, nous soulignions que cette erreur était politiquement très grave. En un temps où nous combattions le «Balli» et la réaction l'arme à la main et menions une propagande intense contre eux, où nous les accusions de collaborer avec les nazis, un commandement partisan consentait lui-même à un compromis avec ces derniers. Nous lui écrivîmes :

«Vous n'auriez jamais dû passer un compromis avec nos ennemis les plus farouches, même si toute notre armée devait être anéantie en se battant contre eux !»

Cet acte grave, dont Gjini Marku était le principal responsable, nous en discutâmes aussi au niveau du Parti et décidâmes de traiter de ce problème, ainsi que de la capitulation d'Y. Dishnica à Mukje, à la prochaine réunion du plénum du Comité central et de les exclure l'un et l'autre de celui-ci.

Dans cette période il était important de frapper non seulement ces actes opportunistes, aux antipodes de la ligne du PCA et du Front de libération nationale, mais aussi les manifestations d'euphorie constatées dans quelque organisation ou chez certains camarades en particulier. Le Comité central recommandait que, en même temps que serait instauré le pouvoir des conseils de libération nationale dans tout le pays, le secret fût gardé sur l'identité des cadres du Parti et du Mouvement, et que seuls les camarades qui devaient nécessairement se manifester ouvertement comme des dirigeants du pouvoir fussent exposés. Cette recommandation du Comité central fut bien appliquée dans les grandes lignes, mais dans certains cas nous dûmes faire des observations à certains camarades qui n'avaient pas su garder le secret, ou à des camarades dans la clandestinité qui s'étaient déplacés en plein jour en voiture, comme si leur action avait été légale.

En particulier, nous reprochâmes sévèrement au Comité régional du Parti d'Elbasan d'avoir laissé la situation lui échapper des mains à cet égard. Peu après, les camarades de cette organisation, du fait même de l'euphorie qui les avait gagnés, essayèrent un coup sévère : un certain nombre de communistes et de cadres du Mouvement de libération nationale, dont Tomorr Sinani, secrétaire politique du Comité régional, furent arrêtés par la Gestapo, avec l'aide des balistes. Ainsi, en menant une lutte et une activité ininterrompue, en faisant preuve d'une grande vigilance et en adoptant à tout moment une attitude juste et conséquente, nous surmontions avec succès tour à tour les dures épreuves auxquelles nous fûmes confrontés dans la situation créée après la II^e Conférence de Labinot. Pour tout un chacun, il devenait clair que l'autorité du Mouvement de libération nationale s'était accrue. Dans ce cadre, le pouvoir des conseils de libération nationale lui-même se montrait toujours plus apte à diriger le pays, à délibérer et à agir au nom du peuple. Mais bien plus, et c'était là l'essentiel, ce pouvoir était décidé à ne permettre à personne de porter atteinte aux victoires remportées.

C'est précisément à ce moment-là, en plein travail que nous eûmes à faire face à un nouveau danger et à une nouvelle tentative de la réaction pour nous attaquer de front, pour diviser le peuple et lui ravir ce qu'il avait conquis de haute lutte.

Nous nous trouvions à Arbane lorsque nous eûmes connaissance d'un tract lancé par un prétendu parti national-zogouiste dont on n'avait jamais entendu parler jusque-là, mais signé par des *bayraktars* «connus» comme Fiqri Dine, Muharrem Bajraktari, Myftar Kaloshi et Abaz Kupi. Dans ce tract, le soi-disant parti national-zogouiste sorti encore chaud des arrières cuisines de la réaction, rendait publique son existence et apportait à la «population» des nouvelles sensationnelles: «l'astre de la nation», le satrape Ahmet Zogu, ne s'était pas encore éteint, il se portait à merveille en Angleterre, s'entretenait avec sir Winston Churchill en personne et préparait avec lui des plans pour la «libération» du pays, les services secrets anglais s'étant mobilisés pour trouver ces malheureux *opingas* [*Chaussures de cuir typiquement albanaises aux bords relevés.*] que le souverain n'avait pas eu le temps de chauffer en avril 1939 ! [*Allusion ironique au bruit répandu par les hommes de Zogu à la veille de l'agression fasciste en Albanie, en avril 1939, afin de tromper l'opinion publique du pays, selon lequel «en cas d'agression, Zogu chausserait ses opingas et irait à Durrës pour attendre les agresseurs italiens l'arme à la main.»*] Ainsi le parti «national-zogouiste» claironnait : «Réjouis-toi, ô nation, car ton sauveur descendra (du ciel dans un ballon anglais) et, jusqu'à ce qu'on lui trouve des *opingas*, rassemblez-vous tous, patriotes et simples gens, autour du parti de l'«auguste» roi, battons-nous (naturellement contre le Front et le Mouvement de libération nationale), car nous avons notre avenir assuré : la royauté et le roi !»

Ce jour-là, à Arbane, faisant aux camarades un bref commentaire sur ce tract et les absurdités qu'il contenait, je leur dis :

«Tout cela témoigne d'un coup monté contre nous par la réaction intérieure et extérieure. Conscients d'avoir raté leur coup avec le «Balli», les réactionnaires ont exhumé Ahmet Zogu, ils ont maquillé et parfumé son cadavre pour donner l'impression qu'en Albanie la monarchie et le roi ont été et restent le pouvoir légitime ! Il est facile de deviner leur but: Inutile, selon eux, d'instaurer un autre pouvoir ni de reconnaître les conseils de libération nationale ; il faut donc combattre ces derniers au nom de la monarchie et non pas combattre l'occupant au nom de l'Albanie !

— Ils ont bien choisi leur moment, les malins ! dit, les yeux éclairés d'un sourire sournois, Mustafa Gjinishi, qui se trouvait alors dans la zone de Peza. Ça va nous causer bien des ennuis et des tracas !

— Bien sûr, cela va alourdir notre tâche, lui dis-je, mais quant au moment choisi, il est plutôt défavorable à la réaction. L'apparition subite des zogouistes va jeter encore plus le désarroi dans les rangs du «Balli Kombëtar». N'oublions pas que les chefs de file du «Balli» ont été, indépendamment de leurs mobiles, hostiles à Zogu de longues années durant et, à présent, la mise en avant de Zogu comme le sauveur et l'héritier du pouvoir va effrayer un bon nombre des éléments du «Balli», qui abandonneront cette organisation et se rapprocheront de

nous. Mais cela est une autre affaire, le temps montrera ce qu'il adviendra des divers courants et groupements de la réaction. En ce qui nous concerne, le moment de l'apparition des zoguistes sur la scène nous est plutôt favorable. Nous avons maintenant notre Front de libération nationale, nous avons nos conseils et notre armée partout dans le pays, nous nous sommes acquis une autorité, un pouvoir reconnu et agissants. Nous adopterons à l'égard de ce «parti» réactionnaire la même attitude catégorique que nous avons observée envers le «Balli» réactionnaire !

— C'est justement ce qui complique les choses pour nous, intervint Gjinishi, sûr, cette fois, que je ne pourrais pas trouver de faille à son raisonnement. Le «Balli» est discrédité, mais le parti zoguiste vient de faire apparition. Si nous l'attaquons tout de suite, on nous dira : «Êtes-vous pour la lutte contre l'occupant, comme vous le prétendez, ou pour une lutte de partis ?» Cela nous mettrait dans un grand embarras !...

— Je ne te suis pas, lui dis-je, contenant mal ma colère. A partir de quelles positions parles-tu ?»

Il se tut un moment, me regarda d'un air offensé et poursuivit avec calme :

«Les camarades et moi, nous vous comprenons bien, camarade Taras, et, au fond, les choses sont comme vous les présentez. Mais à mon avis, nous devons nous montrer circonspects dans notre tactique, c'est-à-dire ne pas nous écarter de la plate-forme que nous avons définie et proclamée à Peza et même à Labinot.

— Pourquoi ? lui demandai-je. En quoi, selon toi, nous en éloignons-nous ?

— Attaquer dès maintenant le parti zoguiste sans lui laisser le temps de se discréditer aux yeux du peuple comme collaborateur de l'occupant, cela, à mon avis, sera considéré comme une violation de la plate-forme de la Conférence de Peza. Nous avons déclaré que nous ne sommes pas contre les divers partis et organisations nationalistes, n'est-ce pas ?

— De deux choses l'une, Mustafa, lui dis-je. Ou bien tu n'as pas bien compris la plate-forme de Peza et de Labinot, ou bien, impulsif comme tu es, tu te laisses aller à des erreurs et à des interprétations que l'on ne pardonnerait pas à un novice. Nous avons été et nous sommes pour la collaboration avec tout parti progressiste, nationaliste, etc., qui accepte la plate-forme de la Conférence de Peza, qui adhère au Front de libération nationale, qui reconnaît les conseils de libération nationale et qui, tout en gardant son indépendance en tant que parti, combat, dans le cadre du Front, contre les occupants et les traîtres, pour la libération de l'Albanie, n'est-ce pas ?

— C'est juste ! Vous avez raison ! balbutia Gjinishi.

— Alors, poursuivis-je, dis-moi s'il est une seule de ces conditions fondamentales que remplisse le «parti national-zoguiste». Non, aucune ! Au contraire, il va jusqu'à appeler le Front de libération nationale à se mettre sous sa houlette, pis encore, il soulève dès maintenant le problème du régime dont il aurait même défini la forme et désigné le chef : la monarchie et Ahmet Zogu ! Et avec toutes ces tares, qu'est-ce que cette espèce de parti aurait de moins «discréditant» que le «Balli Kombëtar» pour que nous devions, d'après toi, avoir pour lui des égards et lui faire des courbettes ?

— Il n'y a rien à redire à cela, intervint Spiro Moisiu, arrachons le masque au «parti national-zoguiste» et découvrons son sinistre visage tout comme nous l'avons fait avec le «Balli» !

— Je me rends à votre logique, camarade Taras ! dit Mustafa Gjinishi, battant en retraite. Je n'ai vu que la surface des choses, car je n'ai pas eu le temps de bien y réfléchir. Ce qui a faussé mon jugement, c'est le fait que ce tract est signé par Bazi i Canes lui-même, et ce qu'on y dit de Churchill. Pensant que Bazi i Canes est membre de la présidence de notre Conseil et Churchill premier ministre de l'Angleterre, notre grande alliée, je me suis dit que nous ne pouvions pas nous dresser contre eux aussi ouvertement que contre les Ali Këlcyra et Mehdi Frashëri. Mais je vois bien maintenant que je m'étais hâté dans mon jugement.

— Quant à Abaz Kupa, dis-je aux camarades, il doit, en sa qualité de membre de la présidence du Conseil et de l'Etat-major général, nous rendre compte de ce qu'il a fait. Par ce tract qu'il a signé, il a révélé au grand jour qu'il a rallié nos rangs avec d'autres objectifs et une mission différente des nôtres. En ce qui concerne Churchill et ses entretiens avec Ahmet Zogu, nous n'avons pas à nous en inquiéter. Nous allons dire ouvertement au peuple, qui connaît bien le satrape Ahmet Zogu, que Churchill, s'il en a le temps et l'envie, peut bien discuter de notre question avec ce satrape, mais que c'est nous seuls qui déciderons de l'avenir de l'Albanie».

Puis, après avoir débattu de ce problème, nous prescrivîmes à toutes les organisations du Parti de district et en particulier à celle de Tirana d'observer une attitude ferme et conséquente envers les zoguistes.

En même temps, nous recommandâmes tant aux organisations du Parti qu'aux conseils de libération nationale de ne pas considérer ni mener la lutte contre les zoguistes et les chefs de file du «Balli» comme une lutte à part ou comme le front principal de notre combat. Nous rappelions à nos camarades :

«D'autres ennemis, les nazis allemands, ont envahi notre patrie, et nous devons concentrer toutes nos forces dans la lutte contre le nouvel occupant et contre les traîtres ballistes et zoguistes qui collaborent avec lui. N'oublions pas non plus que c'est à Londres que sont maniées les ficelles qui ont fait apparaître sur la scène les «zoguistes» et qu'elles peuvent l'être aussi depuis les couloirs de la Gestapo. Les nazis s'efforcent de semer la discorde, ils cherchent à nous abuser, à nous obliger à concentrer notre lutte contre les groupes et les partis réactionnaires du pays qui poussent et disparaissent comme les champignons. Soyons donc vigilants et pesons bien chacune de nos actions! Faisons brûler le sol sous les pieds des nazis et de leurs instruments, les «bachibouzouks» du pays».

C'est ainsi, à travers tant d'épreuves, qu'à l'automne 1943 nous engageâmes et poursuivîmes avec courage et esprit de suite la lutte contre les zoguistes, cet autre instrument de l'occupant et de la réaction locale et étrangère. Un peu plus tard, cette espèce de parti, véritable nid de criminels et de mercenaires, allait organiser à Tirana un prétendu congrès d'où il sortirait avec l'appellation symbolique de «Legaliteti», tiré du fond des vieux bahuts. En un mot, les ordures qui le composaient voulaient laisser entendre par là qu'ils étaient soi-disant les représentants et les héritiers «légaux» d'un régime «légal» qui existait quelque part... (dans les projets des Anglais et dans les rêves de ces tristes sires de la nation) et qui faisait maintenant sa réapparition pour restaurer la monarchie en Albanie.

Mais dans le cas du «Balli Kombëtar» comme dans celui du «Legaliteti», la réaction avait mal fait ses comptes. Comme je viens de le dire, nous eûmes vite fait de percer à jour et de définir avec exactitude le caractère et les desseins réactionnaires de ce groupement. Nous nous appliquâmes à le démasquer et à l'attaquer ouvertement sur tous les terrains. En raison de la juste attitude qu'adopta immédiatement notre Parti à son égard et de l'aversion que les masses populaires éprouvaient en général pour l'époque du régime zoguiste, le «Legaliteti» ne réussit pas à prendre racine dans le peuple, il demeura plutôt un groupement de chefs de file, agents des Anglais et de l'ancien régime, soutenus par des bandes de «bachibouzouks» dont l'avant-garde était constituée par les troupes mercenaires d'Abaz Kupa et celles de quelques autres bayraktars.

Par ailleurs, l'apparition du «Legaliteti» ne tarderait pas à confirmer nos prévisions. En effet, le trouble et la scission devaient se faire jour dans les rangs des «pères de la nation», notamment chez un certain nombre d'éléments du «Balli Kombëtar». Convaincus que le «Balli» avait perdu la partie et effrayés à l'idée d'une réapparition éventuelle de Zogu, les divers éléments pseudo-nationalistes se virent obligés de tourner enfin leurs regards vers le Front de libération nationale et se rongeaient les sangs quant à la meilleure façon d'agir. Ils firent même savoir à nos camarades de Tirana qu'ils avaient l'intention de quitter le «Balli», de créer «un parti démocratique», qui adhérerait en tant que parti distinct au Front, de reconnaître les conseils et de combattre l'occupant par les armes !

«Dites-leur qu'ils seront les «bienvenus» répondîmes-nous à nos camarades de Tirana, mais qu'ils tiennent leurs promesses, car le Front n'est pas un refuge d'intrigants, c'est une organisation de lutte.»

Nous les attendîmes, naturellement sans grand enthousiasme, parce que, en fin de compte, c'étaient eux qui sollicitaient notre aide et espéraient que nous les sauverions, mais ils ne donnèrent plus signe de vie. Ayant échoué sur tous les plans, certains d'entre eux s'accommodèrent de la situation existante et firent cause commune avec le nouvel occupant, d'autres décidèrent de «renoncer à la politique», d'autres encore cherchèrent à ménager la chèvre et le chou.

Bien qu'il ne vaille pas la peine que je m'étende plus longuement sur ces «étendis» d'une époque révolue, j'évoquerai encore un épisode qui les concerne, mais qui concerne surtout une «idée» et un «projet d'initiative» de certains de nos camarades.

Nous nous trouvions dans les environs de Tirana lorsqu'un jour, venant de la ville, Sejfulla Malëshova, ayant réussi à circonvier Nako Spiru, me fit part d'une idée «lumineuse».

«Les hésitants dans les rangs de la réaction, me dit-il, sont incapables de faire quoi que ce soit par leurs propres forces. Ils ne parviennent toujours pas à créer le parti démocratique à travers lequel ils entendent adhérer au Front. Nous avons pensé les encourager et les aider à créer un parti, certes pas social-démocrate, mais quelque chose de plus progressiste, un parti... démocratique, ou, encore mieux un parti républicain démocratique.

— C'est intéressant ! lui dis-je avec une pointe d'ironie pour ne pas couper son élan. Mais pourquoi faut-il que nous les «aidions» dans ce sens ?

— Pour profiter des contradictions qui existent chez nos adversaires, approfondir la scission en leur sein et amplifier la différenciation dans leurs rangs, me répondit Sejfulla avec désinvolture.

— Et c'est nous, les membres et les cadres du Parti communiste, qui devons leur apprendre à fonder un parti et les y encourager ?

— Nous avons jugé que c'est une solution offrant de grandes perspectives, insista le «professeur». Imagine un peu l'effet que produirait la défection d'une partie des membres du «Balli» pour créer un parti à part qui accepterait publiquement d'adhérer au Front ! La plate-forme de la Conférence de Peza...

— Excuse-moi, Sejfulla, de t'interrompre, lui dis-je, mais en l'occurrence vous avez jugé tout à fait comme les sociaux-démocrates des régimes parlementaires. Nous sommes membres du Parti communiste et il ne nous est pas permis (d'autant plus que rien ne le justifie), de prendre cette initiative, d'encourager la création artificielle d'autres partis. Si des éléments ou des groupes de divers éléments nationalistes, démocrates, etc., réussissent à former eux-mêmes un parti qui approuve la lutte contre l'occupant et y participe réellement, qui adhère au front et reconnaisse les conseils de libération nationale, alors nous n'avons rien contre ce parti, nous respecterons son indépendance et, s'il s'en montre capable et si nous devenons gâteurs, qu'il assume même le rôle dirigeant dans le Front ! Nous avons fait connaître à tout le monde cette prise de position juste et claire et nous nous en tiendrons avec esprit de suite à ces principes léninistes. Mais quant à nous livrer à des marchandages et à chercher nous-mêmes à pousser ceux qui ne sont en état de rien faire à fonder leur parti, cela est antimarxiste sur le plan des principes et très néfaste dans la pratique !

«Bref, notre position reste inchangée : même s'ils en ont envie et en sont capables, qu'ils créent eux-mêmes leur parti et l'appellent comme ils voudront. Mais nous leur avons dit et nous leur répétons que s'ils veulent vraiment combattre, ils n'ont pas à se perdre dans des histoires de partis. Qu'ils adhèrent au Front individuellement ou par groupes, qu'ils s'engagent donc dans la lutte et nous les respecterons, de même que nous leur demanderons à titre individuel ou en tant que parti non seulement de reconnaître et de respecter l'indépendance du Parti communiste dans le Front mais aussi le rôle dirigeant que notre Parti s'y est acquis de haute lutte au prix d'immenses efforts».

Sejfulla feignit d'être convaincu par mes arguments et pour un certain temps il ne fut plus question de ce «parti».

Mais cinq ou six mois plus tard quand, après avoir rompu l'encerclement ennemi de l'hiver, nous venions de nous installer à Panarit, je reçus une lettre de Nako Spiru où, à mon étonnement, il renouvelait la proposition de Sejfulla d'encourager la fondation d'un «parti républicain démocratique» comprenant même, cette fois, des membres du Front (!) Je donnai une réponse sévère et catégorique à Nako et, par son intermédiaire, à Sejfulla, le promoteur de l'idée de «la création d'autres partis», en leur recommandant de ne plus perdre leur temps avec des futilités pareilles, mais de travailler utilement.

Plus tard, je devais comprendre le vrai sens de la proposition de Sejfulla Malëshova en l'insérant dans le cadre de toutes ses vues opportunistes de droite. Sejfulla Malëshova envisageait l'avenir de l'Albanie dans l'instauration d'une démocratie bourgeoise et avec un parlement où les divers partis joueraient chacun son jeu, où l'on se livrerait à des marchandages sur les portefeuilles à répartir et sur les réformes. Dans cette farce, au cas où le Parti communiste ne se conformerait pas à la ligne de Sejfulla et ne satisferait pas ses appétits, il pouvait «fort bien» devenir le chef du «parti républicain démocratique» ou de quelque autre parti, qu'enfanterait son esprit. Il manifesta ses vues ouvertement après la libération du pays, jusqu'au jour où le Parti le dénonça définitivement comme étant un opportuniste et le défenseur des intérêts de la bourgeoisie.

Auparavant déjà, peu après son retour en Albanie, j'avais eu avec lui un entretien au cours duquel il s'attacha à «éclairer» de son expérience notre Parti communiste et notre Mouvement de libération nationale. En ce temps-là, il s'imaginait devoir être reçu par nous comme une cruche d'eau par des assoiffés, il croyait que nous boirions chacune de ses paroles, et il discourait sur son «activité» sans aucune réserve. Il ignorait la maturité marxiste-léniniste de notre Parti et il croyait pouvoir nous faire adopter facilement ses vues opportunistes. Ainsi, lors d'une discussion que j'eus avec lui, il se vanta d'avoir tenté, de son propre chef, de rencontrer Zogu à Paris, pour s'entretenir avec lui et conclure une alliance avec ce brigand. Il me parla ensuite, sur un ton fermement convaincu, de sa «ligne politique géniale» et demeura interdit lorsque je lui dis qu'il avait commis une grave erreur en cherchant à contacter Zogu, car nous ne conclurions aucune alliance avec ce dernier.

«Quant à Zogu, dis-je entre autres à Sejfulla, nous avons pour devoir de lui couper la tête non pas une, mais dix fois».

Sejfulla, avec ses petits yeux qu'il gardait toujours baissés, car il avait peur de vous regarder bien en face, et avec cette pose de «grand homme» qui «venait de Moscou», un complexe qu'alimentait sans doute en lui sa petite taille, me répondit:

«Qu'est-ce que tu me dis là, camarade Enver, moi aussi je suis contre Zogu, mais c'est une tactique politique et tu ne la comprends pas.

— Je la comprends, lui répondis-je, mais je ne conçois pas la tactique comme toi, pas plus que tu ne la conçois comme moi.» Alors Sejfulla Malëshova sortit son «argument» massue :

«Cette politique, cette tactique, c'est Moscou qui me les a recommandées, et tu dois t'y conformer.

— C'est toi qui le dis, lui coupai-je court, mais je suis certain que ce n'est pas vrai et que tu as inventé tout cela. Le Parti bolchevik et le Komintern ne peuvent pas nous conseiller de tomber dans les bras du bourreau de notre peuple, celui qui prépara le 7 avril et fit venir chez nous les occupants italiens, celui qui, lorsque le peuple demandait des armes pour résister aux envahisseurs, prit la fuite comme un voleur. Et puis, Zogu demeure après l'occupation ce qu'il a été, un bourreau de notre peuple et de notre patrie, un ennemi juré de notre Lutte de Libération nationale. Il est donc inutile de continuer à discuter sur cette question, et je t'ordonne de ne plus en parler à personne sinon nous te démasquerons devant le Parti comme un saboteur de la Lutte de libération nationale.»

Rouge de colère, Sejfulla me dit :

«J'écrirai à Moscou à propos de ton attitude.

— Ecris à qui tu veux, lui répondis-je. Et ne crois pas que tu peux m'effrayer par tes dires ! Que mon Parti et mon peuple me jugent et, s'il le faut, le Komintern aussi.»

Mais revenons à l'automne 1943, rempli de tant d'événements, d'épreuves et de dangers que nous eûmes à affronter et que nous surmontâmes avec succès.

Comme je l'ai dit, notre attitude et notre combat à rencontre de la réaction balliste et zoguiste ne constituaient pas une «lutte à part», mais une composante de notre lutte dans son ensemble, de cette lutte immense et acharnée que nous livrions chaque jour et à chaque heure à l'occupant nazi qui, au lendemain même de la capitulation de l'Italie, fit irruption en Albanie avec toute sa cruauté.

Comme nous l'avions prévu, les nouveaux occupants accompagnèrent l'occupation militaire du pays d'une propagande démagogique fébrile. Les «thèses» fondamentales de cette démagogie commencèrent à être interprétées par la propagande des quislings et des ballistes, jetant ainsi un voile honteux sur leur collaboration avec les nouveaux envahisseurs. On ressortit des tiroirs et des coffres-forts des occupants italiens les plans de «l'Albanie ethnique», on monta de toutes pièces l'armée et la gendarmerie de l'Etat «souverain» albanais etc.

Les nouveaux occupants s'empressèrent de mettre sur pied non pas un gouvernement, mais un comité exécutif provisoire avec à sa tête Ibrahim Biçaku et, après avoir réuni quelques-uns des «pères» de la nation dans une prétendue assemblée, ils créèrent la Régence avec Mehdi Frashëri qu'ils firent venir en avion de Rome, Lef Nosi, Pater Anton Harapi et Fuat Dibra. Nous envoyâmes Orner Nishani à Tirana pour qu'il tente de rallier Mehdi Frashëri au Mouvement de libération nationale, mais Mehdi le traître avait pris son parti de servir docilement ses généreux employeurs.

Le «Balli Kombëtar» s'intégra ouvertement dans l'appareil de répression créé par l'occupant, qui mit à sa disposition les meilleurs bâtiments dans les villes. Les comités régionaux du «Balli» recommandaient aux organes quislings les hommes à nommer à divers postes, etc. Et l'on ne tarderait pas à assister aussi à la collaboration armée germano-balliste. Entre-temps, la propagande des quislings et des ballistes redoubla d'intensité.

Certes, il se trouva aussi parmi nos hommes des éléments qui sous l'ouragan de cette propagande furent d'abord ébranlés et finirent par céder. Il ne pouvait pas en être autrement. La lutte et la révolution sont pénibles, elles exigent des sacrifices et un esprit d'abnégation: dans le cours de la révolution, il y a des gens qui se lient avec elle par hasard, qui se lassent, s'effrayent et capitulent. Ces gens-là s'en écartent, mais la révolution n'y perd rien, au contraire, elle s'en trouve renforcée.

Ce fut le cas, entre autres, de Sotir Kondi qui était membre du Conseil de libération nationale de Tirana. Après la capitulation de l'Italie et l'arrivée des Allemands, Sotir Kondi déclara que la guerre était finie ! D'après lui, le départ des Italiens signifiait que l'Albanie avait déjà reconquis sa liberté et son indépendance tandis que les Allemands étaient «de passage», qu'ils n'étaient pas venus occuper notre pays. Il estimait donc que notre lutte avait pris fin.

Certes, ces vues que nous avions dénoncées et que nous dénoncions chaque jour, devenaient particulièrement dangereuses si elles étaient exprimées par un adhérent à notre Mouvement, surtout parce qu'il y occupait un poste important.

Je fis appeler Medar Shtylla, membre de la présidence du Conseil général de libération nationale et je le mis au courant de ces vues.

«Tu vas partir pour Tirana, lui dis-je, comme délégué du Conseil général et tu vas convoquer une réunion du Conseil de libération nationale de Tirana sur cette question.

— D'accord, répondit Medar, toujours prêt à servir.

— Dans cette réunion, poursuivis-je, tu dois écouter avec patience Sotir Kondi. Tu tâcheras ensuite de le persuader que ses conceptions sont erronées et tu lui expliqueras la ligne du Front de libération nationale. Eclaire-le, arguments et faits à l'appui, sur ce que sont les Allemands et sur notre devoir envers le peuple et envers la coalition antifasciste. Aie bien soin d'avancer des arguments convaincants parce que, à part Sotir Kondi d'autres aussi peuvent avoir une idée fautive de cette question.

— Je n'y manquerai pas, camarade Enver, me dit Medar.

— A part ça, ajoutai-je, profite de l'occasion pour discuter avec les membres du conseil de Tirana des tâches immédiates à remplir, explique-leur une nouvelle fois la signification des décisions prises à Labinot. Ecoute les autres camarades du Conseil, écoute aussi Sotir, et si ce dernier ne revient pas sur ce qu'il a dit, alors il n'aura plus place ni dans le conseil de Tirana ni dans le Front.»

Quelques jours après, Medar me mit au courant de la réunion du Conseil de libération nationale de Tirana qui avait eu lieu chez Aleks Buda, un des intellectuels patriotes qui se lia à la lutte de libération nationale et qui est aujourd'hui une des personnalités les plus en vue de la science albanaise. Les efforts et les arguments, de Medar et des autres camarades avaient été vains. Ils n'avaient pas réussi à convaincre Sotir Kondi, qui fut qualifié dès lors de renégat du Mouvement de libération nationale. Comme devait nous le dire plus tard Qirjako Harito, un des camarades les plus méritants et les plus actifs du Conseil de libération nationale de Tirana, dont je garde un très bon souvenir, Sotir Kondi avait abandonné la lutte parce que le traître Mehdi Frashëri avait fait pression sur lui en l'avertissant que la Gestapo était au courant de son action.

Grâce à notre intervention et à l'intense activité dirigeante du Comité régional de Tirana, le Conseil de libération nationale de la capitale poursuivit son travail normalement et, même dans les conditions de la terreur sauvage semée par les nazis, il s'affirma comme un digne représentant et un ferme défenseur du peuple et de la grande cause de notre lutte.

Depuis près d'un mois, des environs de Tirana, nous suivions de près l'évolution de la situation, nous travaillions et luttons pour éviter tout désarroi et empêcher que fût portée la moindre atteinte à la grande œuvre que nous avions réalisée et que nous consolidions grâce à notre combat et à nos sacrifices sans nombre. Entre-temps, les événements suivaient rapidement leur cours.

Pour des raisons qui leur étaient propres, les alliés anglais remirent à plus tard le débarquement dans les Balkans, et Tirana devint, pendant ce temps, le principal centre où se retrancha la «fine fleur» des nazis-ballistes ; si bien que notre projet de libération de la capitale fut automatiquement annulé. Dans les nouvelles conditions, l'attaque de la capitale non seulement nous aurait coûté de grosses pertes, mais encore, et c'était là l'essentiel, même si nous parvenions à la libérer, nous n'aurions pas encore été en mesure de la garder longtemps. Y entrer pour un ou deux jours puis nous en retirer eût été une aventure et une action démonstrative aux effets plutôt négatifs. Nous attaquions Tirana au moment opportun et nous savions que ce moment ne saurait tarder.

Nous dûmes donc renoncer à notre projet d'attaque de Tirana et nous nous apprêtâmes à nous mettre en route vers des régions plus reculées, vers Shëngjergj, puis vers notre «siège» principal, la zone montagneuse d'Elbasan.

Précisément un de ces jours-là, le 9 octobre au matin, si je ne me trompe, nous étions encore à Arbane quand nous entendîmes des coups de fusils et des rafales de mitrailleuses. Nous nous levâmes, demandâmes aux camarades qui montaient la garde dehors s'ils avaient appris quelque chose et comme les détonations continuaient toujours plus fortes, nous passâmes rapidement un vêtement, empoignâmes nos armes et nous nous préparâmes à passer à l'attaque. A ce moment, nous vîmes accourir en hâte vers nous un courrier envoyé par Myslim. Il nous dit qu'Arbane était attaquée par les Allemands qui, renseignés apparemment par leurs informateurs, avaient appris que nous nous trouvions dans ce village. Il faut reconnaître que nos forces étaient prises au dépourvu, alors que l'ennemi, très rapidement, avait préparé une attaque de front à la fois à partir des collines en face d'Arbane, et des deux rives de l'Erzen, du nord et de l'ouest, de Mullet et du pont de Beshir. Ses chars franchissaient l'Erzen par le pont de Beshir et près du village de Mullet, tandis que son infanterie dévalait des collines en direction du fleuve.

Nous descendîmes aussitôt vers la route, la traversâmes et ayant parcouru un terrain couvert d'arbousiers nous rejoignîmes Myslim, qui nous fit un rapport sur la situation de sorte que nous pûmes aussitôt renforcer les positions de nos troupes. Et nous le fîmes dans le cours même du combat. Myslim passa sur l'aile gauche, face aux Allemands; moi-même avec quelques partisans nous portâmes sur la droite, toujours face aux Allemands, près d'un moulin dont ils voulaient s'emparer pour pouvoir, de là, attaquer Arbane et passer de l'autre côté. La bataille continuait, acharnée.

Il nous fallait neutraliser cette action des Allemands non seulement en conservant nos positions, mais aussi en contre-attaquant. Nous décidâmes d'attaquer à la fois sur la droite c'est-à-dire vers le nord, pour prendre les

Allemands à revers, et de front, en franchissant l'Erzen, pour lancer une violente attaque du côté du moulin. A cette fin, nous envoyâmes chercher Kajo Karafili et lui donnâmes l'ordre de se mettre à la tête d'une escouade, de prendre les Allemands à revers, de franchir l'Erzen, de gagner les positions clés dominant le fleuve après quoi, nous passerions à l'attaque sur les deux flancs. Ce que nous fîmes.

Notre attaque concertée empêcha les Allemands de franchir l'Erzen, mais ils concentrèrent sur nous le feu de leurs mortiers, installés sur la gauche du pont de Beshir et dont les obus passaient au-dessus de nos têtes pour exploser 100 ou 150 mètres plus loin. Ainsi notre attaque obligea les Allemands à battre en retraite et l'après-midi les combats avaient pris fin. Nous fûmes aidés dans cet affrontement par des paysans des alentours qui, l'arme à la main, se battirent courageusement en première ligne.

Puis, avec quelques camarades, je me rendis sur l'autre rive de l'Erzen pour voir de près ce qui s'était passé. Je vis une dizaine de cadavres d'Allemands. Je donnai l'ordre de les enterrer immédiatement et de les couvrir de chaux pour éviter toute épidémie.

A ce moment, je vis des partisans qui amenaient un prisonnier civil, venant de Shijak en direction d'Arbane, après être passé par Alitât.

«Qui est-ce ? demandais-je aux camarades.

— Un espion allemand, de nationalité tchécoslovaque.

— Interrogez-le !»

Avec l'aide de l'un de nos camarades qui connaissait un peu l'allemand, on interrogea l'espion. Dès qu'on le menaça de le fusiller séance tenante, il avoua que les Allemands l'avaient envoyé observer nos positions, car ils pensaient accompagner cette attaque d'Arbane d'une action lancée de derrière ce village. Cet espion fut jugé par un tribunal partisan et fusillé.

Les nazis allemands laissèrent sur le champ de bataille une quarantaine de tués, plusieurs mortiers, des mitrailleuses lourdes et légères, des fusils et des mitraillettes. Parmi les nazis morts, on trouva le corps d'un officier supérieur qui fut identifié par la suite grâce à une bague qu'il portait au doigt et que les partisans remirent à Myslim. Il s'agissait du neveu de Goering, qui laissa ainsi ses os à Arbane. Le docteur Nishani pria Myslim de lui donner cette bague pour sa femme, qui était Autrichienne et la garderait en souvenir de la lutte des Albanais contre les nazis. Naturellement, Myslim ne la lui refusa pas.

C'est ainsi que s'acheva la bataille d'Arbane, une bataille violente qui se solda par notre victoire.

Peu de temps après, nos camarades du Comité régional du Parti pour le district de Tirana nous informèrent qu'une assemblée de traîtres se réunirait bientôt sous l'égide de l'occupant. Au nom des camarades de Tirana, Gogo Nushi proposa que nous bombardions avec notre artillerie le bâtiment où se tiendrait cette assemblée. Nous approuvâmes sur le champ cette proposition et fîmes nos recommandations pour que cette action fût couronnée de succès.

Dans la matinée du 18 octobre 1943, des collines environnantes de Tirana nous bombardâmes donc le palais où s'étaient rassemblés les «pères de la nation», alors que le tract du Parti faisait écho à l'enthousiasme du peuple : «Comment le peuple répond-il à l'assemblée de la Gestapo ? A coups de CANON !» Les «pères de la nation» ne se remirent de leur émotion que deux ou trois jours plus tard et se réunirent à nouveau dans une salle de cinéma de Tirana sous la protection des baïonnettes allemandes. Des décisions y furent prises sur l'«indépendance» du pays, et un message fut envoyé au «héros national» Abaz Kupi !

Durant toute cette période, le Conseil général de libération nationale, en tant qu'organe supérieur du nouveau pouvoir qui s'instaurait et se consolidait grâce au fusil des partisans, se mit au travail avec tous les camarades, dirigeants ou non, du Parti, de l'Armée et du Front, afin de traduire dans les faits la directive historique de la Conférence de Labinot sur la formation des conseils de libération nationale partout dans le pays. Je garderai toujours vivant dans ma mémoire le souvenir des camarades infatigables que furent Medar Shtylla, Spiro Moisiu, Orner Nishani, Fetah Ekmeçiu, Haki Stërmilli, etc. Allant de village en village, d'une unité de partisans à l'autre, ils créaient et dirigeaient les conseils de libération nationale à la base, promouvant avec tous les camarades le travail du Parti. Confronté à cette activité intensive et efficace, ou, peut-on dire, à l'offensive de notre Mouvement de libération nationale, le «Balli Kombëtar» préféra renoncer à la «clandestinité». Au début, il tenta de s'implanter dans les villes, puis il se mit à la remorque de l'armée hitlérienne et ses chefs de file se manifestèrent au grand jour dans tout leur éclat «patriotique» (!) comme ministres et préfets, criminels et bourreaux. L'intégration publique du «Balli» dans l'administration et dans l'appareil de répression, sa propagande abjecte contre notre Parti et le Front, les attaques armées des bandes de ballistes contre notre Armée de libération, tout cela nous fit conclure que cette organisation avait pleinement consommé le crime de haute trahison contre le peuple et la patrie. Il n'y avait plus qu'un seul langage qu'on pouvait lui tenir, celui du fusil.

Tout en déclarant une guerre ouverte au «Balli Kombëtar» par la presse, par la propagande et par les armes, le Comité central prescrivait aux organisations du Parti dans le secteur civil et dans notre armée de faire preuve de pondération à l'égard des éléments qui, n'ayant pas les mains tachées du sang du peuple, étaient en mesure de se rendre compte de l'impasse où ils s'étaient engagés en raison de leur ignorance, des influences de leur passé et de leur naïveté politique. Les organisations du Parti ne devaient jamais cesser leurs efforts pour faire sortir du borbier de la trahison les dupes et les éléments fourvoyés. Elles ne devaient jamais mettre dans le même sac les Lumo Skëndo, les Kole Tromara, les Safet Butka et autres criminels du «Balli», et les paysans pauvres qui vivaient dans la misère et qui, trompés par eux, leur emboîtaient le pas. Et, en général, c'est cette politique qu'elles suivirent et elle donna de bons résultats; nombre de ces éléments virent, avant qu'il ne fût trop tard, où les conduisaient le «Balli Kombëtar» et les autres traîtres. Ils rompirent donc avec eux et rachetèrent leurs fautes en combattant côte à côte avec le peuple. Comme je l'ai déjà dit, nous adoptâmes la même attitude envers le «Legaliteti», qui tout comme le «Balli» flirtait avec les quislings et avec les Anglais. Mais en ce qui concernait ce «parti», nous avons encore une tâche à mener à son terme: qu'Abaz Kupi un de ses chefs, rende des comptes sur sa trahison envers le Front, le Conseil général et l'Etat-major général de notre Armée.

Nous demandâmes donc à Abaz Kupi de venir nous rendre compte de ses actions, mais il tergiversait. Nous reçûmes enfin vers la fin d'octobre une lettre «officielle» adressée à la présidence du Conseil général de libération nationale, dans laquelle Kupi, «le petit Zogu», nous informait avec «sérieux» que, ce sont ses termes : «Le parti zoguiste dont je suis membre a été fondé dans le but de combattre l'ennemi comme nous l'avons fait jusqu'aujourd'hui» (!) Plus bas il exprimait la disponibilité de son «parti» à s'entendre et «à collaborer sincèrement et loyalement» avec le Front de libération nationale, et demandait que nous lui fixions la date et le lieu d'une rencontre éventuelle avec nous.

«Bazi, dis-je aux camarades après avoir lu la lettre du *bayraktar* de Kruje, veut, comme on dit, passer le gué sans se tremper les pieds, il cherche à se dérober au châtement que lui vaut sa trahison ; qui plus est, il demande que nous lui reconnaissons ses «mérites de patriote» et discussions avec lui d'égal à égal !

— Qu'il vienne rendre des comptes à la présidence du Conseil et à l'Etat-major, dit Spiro Moisiu. C'est là où nous verrons quand il s'est battu, comme il le prétend, contre l'occupant».

Nous discutâmes longuement de ce problème et, résumant notre pensée commune, je conclus :

«Disons à Abaz Kupi de ne pas se donner des airs en demandant à discuter avec le Front. Qu'il vienne rendre des comptes à la présidence du Conseil général sur tout ce qu'il a fait, sinon, qu'il sache que nous le frapperons sans pitié».

Alors que nous attendions d'avoir une rencontre avec lui, Abaz s'assurait l'appui de la Gestapo, de la Wehrmacht, de Mehdi Frashëri, de Davies et de McLean, resserrait ses liens avec les chefs de file du «Balli Kombëtar» et réunissait même «le congrès du parti zoguiste» où il prenait des «décisions» concernant l'avenir de l'Albanie. [Edmond Davies et Bill McLean, *envoyés de l'Intelligence Service en Albanie à la tête des missions militaires anglaises qui se livrèrent à des menées hostiles à la Lutte de libération nationale du peuple albanais. (Voir Enver Hoxha, Les menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs), Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, pp. 29, 85, 237, éd. fr.] Mais voyant notre ferme insistance, Bazi promit de venir à Orenje le 25 novembre. Nous l'attendîmes le jour convenu, mais il ne vint pas. Cela étant, nous lui envoyâmes une mise en demeure, le prévenant que nous le frapperions comme un ennemi et un traître à notre cause, à la suite de quoi il prit peur et promit de se présenter le 7 décembre à Shëngjergj à la présidence du Conseil général.*

A Shëngjergj, je trouvai Ymer et Sejfulla qui étaient arrivés dès le 6 décembre au soir. Ils me dirent qu'ils avaient rencontré Bazi et étaient convenus que la réunion aurait lieu le lendemain.

«Fort bien, leur dis-je, c'est pour cela que nous sommes venus ici. Faites dire à Bazi que nous sommes prêts et que nous attendons qu'il vienne nous donner des explications sur son attitude».

Nous envoyâmes un de nos camarades à la maison où logeait Abaz Kupi pour le prévenir que nous l'attendions. Peu après, notre messenger revint.

«Alors, qu'a-t-il dit ? lui demandai-je. Quand est-ce qu'il viendra ?

— Il ne veut pas venir à la réunion de la présidence, me répondit-il. Il m'a dit : «J'ai donné ma démission du Conseil, et je n'accepte de discuter avec le Mouvement de libération nationale qu'à titre de délégué du parti zoguiste»».

Je le voyais venir avec ses gros sabots. Ce *bayraktar* rusé cherchait à se soustraire à sa culpabilité de parjure et à assurer en même temps la reconnaissance de son «parti» par le Front de libération nationale.

«Qu'il ne vienne pas à la présidence s'il ne veut pas, dis-je aux camarades, mais qu'il le veuille ou non, il rendra compte de ses actions et nous lui dirons en face ce que nous pensons de lui. D'autre part, nous l'avertirons de se

tenir tranquille et de ne pas s'aboucher avec les Allemands et Mehdi Frashëri, de cesser ses flirts avec le «Balli», sinon nous le mettrons dans le même sac que ce dernier. Quant à sa démission, nous lui répondrons en l'excluant du Conseil général et nous rendrons cette décision publique afin que le peuple puisse le flétrir lui-même comme un traître. En ce qui concerne la reconnaissance du «Legaliteti» par le Front, nous lui ferons savoir que cela ne se produira jamais et que tout parti qui n'adhère pas au Front sera frappé comme un instrument des traîtres et de l'ennemi».

Il fut convenu que Dishnica, Fetah Ekmekçiu et moi nous irions rencontrer Abaz Kupi. L'entrevue eut lieu dans une maison de Shëngjergj, pour autant que je m'en souviens, une maison à un étage. Quand nous arrivâmes, Bazi était déjà là, tandis que ses «braves» avaient encerclé la maison et nous lançaient des regards menaçants.

«Bazi cherche à nous intimider», dis-je aux camarades et nous poursuivîmes notre chemin sans faire attention aux gardes. Nous montâmes l'escalier ensemble et entrâmes dans la pièce où attendait Bazi, tandis que les trois partisans qui nous accompagnaient montaient la garde dehors.

J'ai décrit le déroulement de ces entretiens dans mon livre «Les menées anglo-américaines en Albanie» [Voir *Enver Hoxha, Les menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs), Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, pp. 262-273, éd. fr.*], et je n'ai pas l'intention de m'attarder là-dessus, j'y ai évoqué les thèses absurdes d'Abaz Kupi selon lesquelles il fut le premier à engager la lutte et à libérer Kruje, sa mégalomanie ainsi que sa prétention que tous les partis (entendez le Front de libération nationale) se fondent dans le «parti de sa Majesté», etc., etc. Mais lorsqu'à la fin nous l'avertîmes qu'au cas où il agirait contre nos forces nous l'anéantirions lui et ses valets, ce bravache prit peur et s'en alla en disant : «Je ne provoquerai personne si personne ne me provoque». Nous revînmes chez Ali Shtëpani où nous avions logé à Shëngjergj. Nous y tîmes une réunion de la présidence du Conseil général et nous en exclûmes Abaz Kupi. Ce fut là notre rupture définitive avec Bazi i Canes, qui connut, comme ses homologues, le sort réservé à tous les traîtres: ils s'incorporèrent entièrement dans les formations militaires de l'occupant nazi afin de s'assurer (mais sans renoncer pour autant aux tractations avec les Anglais), son appui durant la guerre et le pouvoir après.

Naturellement, l'union armée de la réaction et de l'occupant étranger au cours de la guerre nous rendrait la tâche plus difficile et ferait couler encore plus le sang de nos camarades, mais précisément cette union nous faciliterait dans une certaine mesure les choses à l'avenir, lorsque nous aurions libéré l'Albanie. La différenciation entre le peuple et la réaction, entre les classes opprimées et les oppresseurs, avait atteint son comble, ce qui nous permettrait de régler plus facilement nos comptes avec les exploiters. C'est en fait ce que nous devons faire. Mais, alors déjà, nous commençâmes à régler nos comptes avec eux, et cela de façon radicale; bon nombre d'entre eux furent liquidés dans les affrontements avec nos forces, d'autres déguerpirent avec les Allemands, quelque temps avant et à la veille de la Libération, d'autres encore furent capturés par nos forces et condamnés par les tribunaux du peuple pour leurs crimes contre lui. Bazi lui-même, conscient qu'il ne lui restait plus qu'à «jouer des jambes», parvint à s'enfuir, avec l'aide des Anglais, pour se jeter dans les bras de «l'astre» de la nation, toujours en exil.

Après avoir fini notre travail à Shëngjergj, nous regagnâmes Çermenike, au moment où les Allemands déclenchaient leur offensive de l'hiver 1943-1944. Après tant et tant de difficultés et d'épreuves que nous avons surmontées avec succès, le peuple, le Parti communiste, notre Mouvement de libération nationale, le Front et les conseils devaient être confrontés à une autre épreuve, des plus dures et des plus dangereuses. Mais nous surmonterions aussi cette grande épreuve générale, montrant un courage sans pareil et opposant une résistance exemplaire à l'ennemi. L'histoire a dit son mot sur ce que nous dûmes affronter durant ce rude hiver, où il nous fallut éprouver tout à la fois la furie nazie, balliste et zoguiste, l'inclémence du temps et la perfidie de nos «alliés» anglais. J'ai moi-même évoqué plus d'une fois dans d'autres écrits ces jours et ces nuits inoubliables. (Enver Hoxha, *Les menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs)*, Editions «8 Nëntori», Tirana 1982, pp. 151-132, éd. fr. *Parmi les simples gens*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984, pp. 195-313, éd. alb.)

Mais je voudrais rappeler encore ici le souci que nous avions, au début de cette offensive, d'assurer des conditions aussi peu pénibles que possible aux «vieux» comme nous appelions Omer Nishani, Kosta Boshnjaku etc., qui étaient plus âgés que nous autres. Voyant qu'ils avaient du mal à nous suivre sur les sentiers difficiles que nous devons emprunter pour échapper à l'encerclement et étant donné l'hiver rigoureux de cette année, je chargeai deux camarades de porter des couvertures et des matelas ainsi qu'un poêle dans une grotte du mont dit Guri i Muzhaqit que nous choisîmes comme abri pour Omer, Sejfulla et Kosta Boshnjaku, en attendant que passe la première vague de l'offensive allemande. J'étais allé moi-même plusieurs fois au Guri i Muzhaqit. Cette grotte formait comme une pièce. Pendant l'hiver le mont se couvrait de neige et les sentiers par où on pouvait y accéder devenaient impraticables. Nous prîmes toutes les mesures nécessaires pour pourvoir aux besoins de nos camarades, leur assurâmes des provisions et leur attachâmes en permanence deux partisans. Je parlai à Omer Nishani, et lui dis qu'il vaudrait mieux, vu le cours que prenaient les opérations et la rigueur de l'hiver, qu'ils passent un certain temps dans cette grotte.

«Naturellement, leur dis-je, vous ne vous y trouverez pas aussi bien que chez notre ami Ali Shtëpani à Shëngjergj, mais vous serez en sûreté jusqu'à ce que passe la première vague des attaques de l'ennemi. Avec toute cette neige, il vous serait impossible de nous suivre à travers les forêts et encore moins dans une zone grouillant d'Allemands et des ballistes d'Azis Biçaku.

— Eh bien alors, comme vous voudrez», dit le docteur.

Nous fîmes ensemble un bout de chemin dans la neige et puis nous nous embrassâmes avant de nous séparer. Ils partirent en direction de Guri i Muzhaqit, alors que nous, l'Etat-major, nous commençâmes notre odyssée.

Nous devons revoir Omer Nishani et une bonne partie des membres de la direction du Parti, du Front et de notre armée au printemps 1944, lorsque le peuple et ses forces armées, sous la direction du Parti, avaient surmonté avec plein succès la rude épreuve que j'ai évoquée plus haut. Les difficultés et la lutte nous avaient trempé davantage et le moment était maintenant venu d'écraser définitivement les occupants et les traîtres, l'heure avait sonné pour nous de réunir dans la petite ville héroïque et inoubliable de Permet, le Congrès antifasciste de libération nationale du peuple albanais, dont les décisions devaient écrire une nouvelle page et inaugurer une nouvelle époque dans l'histoire séculaire de l'Albanie.

IV. LES FONDEMENTS DU NOUVEL ÉTAT

Les espoirs que les ennemis avaient fondés sur leur offensive de l'hiver 1943-1944 pour détruire le Mouvement de libération nationale et liquider sa direction «avant que les bourgeons n'éclatent» [*Allusion ironique à une expression utilisée par la réaction intérieure.*] s'effritèrent face à la résistance héroïque de notre peuple et de notre Armée. Dans les conditions difficiles de la guerre, dans les graves situations qu'elle avait créées, le Front, notre Armée et les conseils de libération nationale non seulement avaient réussi à survivre, mais ils s'étaient politiquement et militairement consolidés davantage, avaient grossi leurs rangs et acquis une précieuse expérience.

Au cours de cette pénible épreuve, nous essayâmes des pertes humaines et matérielles : les combats sanglants avec les nazis-ballistes nous enlevèrent de vaillants camarades ; tenaillés par la faim, nous eûmes aussi à affronter un hiver très rigoureux ; d'autre part, des conseillers et des militants du Front et de nos conseils de libération nationale furent fusillés par l'ennemi, qui se livra dans nos villes à des massacres atroces, comme celui du 4 février 1944 à Tirana, mais tout cela ne signifiait nullement que nos forces fussent affaiblies et encore moins que l'occupant étranger et la réaction locale nous eussent infligé une défaite. [*La nuit du 4 février 1944, les nazis et leurs valets albanais semèrent la terreur parmi la population de la capitale ; en vrais barbares, ils tuèrent 84 personnes, jeunes gens et jeunes filles, en torturèrent des centaines d'autres.*] Au contraire, le peuple, les communistes et les partisans tirèrent de la douleur qu'ils ressentaient pour la mort de leurs camarades une force nouvelle, une capacité de résistance et de mobilisation encore plus grandes, ils ripostèrent à la cruauté de l'ennemi en serrant encore plus leurs rangs et en en grossissant le nombre. Notre Armée de libération nationale, qui comptait déjà plusieurs brigades de choc, des dizaines de bataillons et de détachements de partisans réguliers ainsi qu'un grand nombre de guérillas et d'unités de volontaires dans tout le pays, fit face avec un héroïsme sans égal à l'offensive générale déclenchée par l'ennemi pendant l'hiver 1943-1944.

De surcroît, dans les premiers mois de 1944, juste au moment où cette offensive avait atteint son paroxysme, où les nazis et la réaction balliste et légaliste menaient grand bruit sur l'anéantissement de notre Mouvement de libération nationale, nous formâmes trois autres grandes unités, les V^e, VI^e, et VII^e brigades de choc, ainsi que d'autres bataillons et guérillas, qui vinrent grossir les effectifs de notre Armée. Il fut définitivement démontré que le Mouvement de libération nationale était invincible. Mais le plus important, c'était que, durant cette période, notre Parti communiste, l'état-major dirigeant de la lutte et de la révolution, avait grandi et s'était trempé davantage. Il avait rempli ses fonctions, dirigé et organisé la lutte, il s'était battu et avait guidé le peuple avec héroïsme, courage, maturité.

C'est ainsi qu'au printemps de la dernière année de notre lutte nous nous trouvions encore plus forts. Peu de temps après, le 5 avril, l'Etat-major général donnerait l'ordre aux unités de partisans de passer à l'offensive, annihilant ainsi les atouts que les Allemands et la réaction croyaient avoir en main et qui les avaient amenés à juger le moment opportun de déclencher une nouvelle offensive.

En fait, c'était pour nous que le moment était venu de nous lancer dans une «offensive» de plus grande envergure sur tous les fronts et dans toutes les directions.

1. À la veille d'événements historiques

Une fois rompu l'encerclement ennemi de l'hiver, nous eûmes pour préoccupation majeure de nous installer dans une base sûre, d'établir des liens avec les organisations du Parti et les organes du pouvoir à la base, les unités de l'Armée partout où elles se trouvaient et d'intensifier notre travail. Au début, nous demeurâmes quelques jours à Panarit, un important village du district de Korçe, confinant à Skrapar, attaché au Parti et à la Lutte de libération nationale. Nous y avions organisé à l'époque un cours à l'intention des cadres du Parti, notre première école du Parti, où ses cadres et ceux de la Lutte de libération nationale recevaient une formation idéologique et politique, étudiaient la théorie marxiste-léniniste, apprenaient les principes et les normes de l'édification, de l'organisation et du fonctionnement d'un parti de type léniniste de la classe ouvrière, comme le nôtre. Nous passâmes quelques jours dans ce village, y reprîmes des forces, nous informâmes en gros sur les faits advenus pendant que nous avions été encerclés, sur l'activité des camarades et discutâmes avec les stagiaires et les «professeurs» de cette école du Parti. Vu que Panarit réunissait toutes les conditions requises pour notre travail, nous pensâmes d'abord y rester, mais, comme je viens de l'écrire, c'était un gros village visé par les Allemands et les matamores du «Balli Kombëtar». En outre, par sa position géographique, Panarit était un point que l'ennemi pouvait facilement atteindre, même par une attaque surprise. Il ne s'agissait pas ici seulement du danger auquel seraient exposés les camarades de la direction du Parti, du Front et de l'Etat-major général de notre armée (ce qui aurait déjà été extrêmement grave), mais aussi des documents importants et secrets qui pouvaient tomber aux mains de l'ennemi. Nous convînmes donc de quitter Panarit et de nous installer à Skrapar, au village de Backe, séparé de Panarit par le col de Marte.

Backe était aussi un grand et plaisant village, situé dans un vallon au bord d'un torrent. Ses habitants étaient connus pour leur courage, leur hospitalité et leur fierté. Au cours de la Lutte de libération nationale, Backe fut entièrement attaché au Parti et je ne crois pas me tromper en disant que le «Balli Kombëtar» ne put jamais y pénétrer. Backe était aussi le village natal de Riza Kodheli, notre compagnon d'armes, combattant valeureux, fils fidèle du Parti et du peuple. Père Riza, comme nous l'appelions à cause de son âge avancé, avait engagé le combat contre les étrangers dès le début de notre siècle et, quand le Parti dressa le peuple dans la lutte de libération, il se rallia à lui et devint un vaillant commandant de notre Armée de libération nationale.

Arrivés à Backe, nous fîmes un petit tour et j'aperçus au loin un groupe de maisons situées sur un plateau, quelque part sur une colline.

«Quel est ce village ? demandai-je aux camarades qui étaient avec moi.

— C'est Helmës, me répondit un habitant de Backe.

— C'est loin, d'ici ? demandai-je encore.

— Une demi-heure, à pied», me répondit-il.

La position géographique de Helmës me plut du fait aussi que c'était un petit village isolé, où notre présence ne devait pas attirer l'œil. Je fis part aux camarades de ce que je pensais et quelques-uns allèrent voir la situation sur place, les possibilités d'hébergement, etc. Les camarades rentrèrent satisfaits de leur «inspection» et nous dirent que les habitants de Helmës étaient prêts à nous héberger «jusqu'à la libération du pays», c'étaient là leurs termes.

Dès le lendemain, nous nous installâmes donc à Helmës, qui ne comptait que 10 à 12 maisons, entourées de pommaraies. Ce fut là, au milieu des pommiers, que nous dressâmes nos tentes où s'abritèrent une partie de nos camarades et nos sentinelles, alors que nous fûmes logés dans les deux seules maisons comportant un étage. Entre-temps, nous établîmes, à travers nos courriers et la radio, la liaison avec nos camarades du secteur civil et notre armée, et nous nous plongeâmes dans notre travail, suivant de près l'évolution quotidienne de la situation.

Petit à petit, les camarades furent mieux informés de la situation existante et du travail que le Parti et le Front de libération nationale avaient mené l'hiver passé, du bilan des combats livrés par les unités de notre Armée de libération nationale, de l'état de ses forces, de son armement, de ses cadres, etc. D'autre part, les informations et les rapports que nous firent parvenir les camarades du secteur civil nous renseignèrent encore mieux sur la situation politique du pays, et, grâce à toutes ces données, nous nous fîmes aussi une idée plus ou moins plus complète de la situation des conseils de libération nationale.

Certes, ces conseils avaient résisté aux coups de la réaction et mené une activité intense, mais le flot furieux de la réaction qui avait déferlé sur eux n'avait pas été sans conséquences. Des éléments des conseils, hésitants, avaient fini par céder. Dans certains villages ces conseils n'avaient pas fonctionné. C'est pour remédier à cet état de choses que la présidence du Conseil général prit un certain nombre de mesures, dont la décision d'organiser de nouvelles élections aux conseils de libération nationale.

Cette décision était indispensable car une période de temps relativement longue s'était écoulée depuis la première consultation. Des événements importants s'étaient produits et il en était résulté une situation difficile où tous les éléments élus aux conseils avaient été mis à l'épreuve pour justifier la confiance du peuple. Mais les nouvelles élections ne devaient cependant apporter aucun changement radical à la composition des conseils de libération nationale. Le peuple déciderait si tel ou tel ancien membre du conseil avait mérité sa confiance. Dans les organes de la lutte et du pouvoir nouveau, démocratique, il n'y aurait pas de place pour les traîtres, les lâches et les opportunistes.

D'autre part, les conseils de libération nationale des districts reçurent pour instruction d'organiser des conférences de libération nationale là où ces conférences n'avaient pas encore eu lieu après la réunion de Labinot. La présidence du Conseil général attachait une importance particulière à ces réunions qui seraient de véritables écoles pour tous les délégués venus des campagnes et des villes de tout le pays.

Durant toute cette période, les organes dirigeants du Parti et du Front de libération nationale procédaient à une juste analyse de la situation et, sur cette base, définissaient les mesures à prendre sur les plans politique, organisationnel et militaire.

Par-dessus tout, nous devions absolument, tout en intensifiant nos attaques contre les hordes nazies et leurs collaborateurs, faire l'impossible pour arriver à la libération du pays dans un état de préparation politique avancée. Autrement dit, il nous fallait concrétiser et sanctionner, sous forme de lois ou d'autres dispositions approuvées par le peuple, toutes les grandes victoires que nous avions remportées. Le moment était venu de mettre en œuvre le mot d'ordre de notre Lutte de libération nationale : «Pour une Albanie libre, démocratique et populaire». Ces décisions, qui seraient naturellement discutées et arrêtées par la direction du PCA et le Conseil

général antifasciste, seraient sanctionnées en dernier ressort par une réunion élargie, par une grande assemblée nationale des représentants du peuple albanais, dont elle exprimerait les vœux et les aspirations. C'est ainsi que se fit sentir le besoin de préparer et d'organiser le premier Congrès antifasciste de Permet.

Ce devait être un congrès constitutionnel qui sanctionnerait le pouvoir des conseils de libération nationale comme le seul pouvoir en Albanie. Sur cette base politique, il jetterait les fondements d'un Etat nouveau, démocratique et élirait les organes législatifs et exécutifs suivant la volonté du peuple. De la sorte, la voie serait barrée aux manœuvres de la réaction intérieure et extérieure et aux efforts déployés par les impérialistes anglo-américains pour imposer au peuple le régime à leur convenance et un «gouvernement» qu'ils pourraient éventuellement créer dans le pays ou à l'étranger.

Nous discutâmes de l'idée de la convocation du I^{er} Congrès antifasciste au Bureau politique et décidâmes de la soumettre à la présidence du Conseil général de libération nationale dans une réunion organisée le 15 avril 1944 à Helmës, dans une des pièces de la maison de Mehmet Myslimi, qui servit, durant toute cette période, de siège aux organes dirigeants du Parti et de la lutte et où logeaient aussi Ymer Dishnica, le docteur Nishani et d'autres. Avec quelques camarades, je m'étais installé chez Novruz Bilimani. Je garde de bons souvenirs de nos hôtes, toujours prêts à nous servir, en particulier de Nurihan, qui, toujours douce et aimable, prenait soin de nous et nous préparait à manger. Presque tous les camarades assistèrent à cette réunion de la présidence. Y étaient absents Myslim Peza et Mustafa Xhani, qui ne pouvaient s'éloigner des lieux des combats, Nako Spiru et Ollga Plumbi, qui se trouvaient à Tirana, car il leur était difficile de se déplacer, ainsi que Fetah Ekmekçiu, dont nous n'avions aucune nouvelle. Je pris la parole au nom de la direction du PCA et je soumis aux participants la proposition de la convocation du Congrès antifasciste de libération nationale.

«Notre Mouvement de libération nationale, dis-je en substance aux camarades, est reconnu en Albanie et dans le monde entier comme la seule force politique et militaire représentant les intérêts suprêmes de la nation albanaise. C'est grâce à notre juste politique et à la lutte héroïque de notre Parti et de notre peuple que nous en sommes arrivés là. Aujourd'hui que notre lutte de libération nationale s'est engagée dans une nouvelle phase, plus avancée, la direction du PCA a abouti à la conclusion qu'il est indispensable de créer des formes d'organisation supérieures de notre Mouvement, d'avoir donc, avant tout, une assemblée législative et un gouvernement provisoire. Pour y parvenir, nous devons organiser un congrès des représentants du peuple albanais, qui décideraient librement de l'avenir de la patrie, en se faisant les porte-parole de la volonté du peuple qui les aura élus. Le Congrès produira dans le pays un grand effet politique et le peuple souscrira à ses décisions pour lesquelles il s'est battu pendant quatre ans. Il aura également un grand retentissement à l'étranger, influera sur nos rapports avec les alliés. Le Congrès dotera le pays d'un gouvernement légitime en mettant fin par cet acte aux manœuvres de la réaction intérieure et aux complots ourdis en secret par les alliés.»

Les camarades accueillirent avec enthousiasme mon discours et approuvèrent à l'unanimité, dans leurs interventions, la proposition de convocation du Congrès et la procédure d'élection des délégués.

Tout de suite après, nous nous occupâmes des préparatifs concrets en vue de la réunion du Congrès, qui, comme je le dirai plus loin, tiendrait ses assises dans la ville de Permet. Le lendemain, nous envoyâmes aux conseils de libération nationale des districts la Résolution adoptée à notre réunion et une lettre contenant des instructions de la présidence du Conseil général de libération nationale qui recommandait que les délégués devaient être élus parmi les militants et les combattants, les véritables représentants du peuple, sans permettre que des ennemis du peuple se fauflent en fraude parmi eux.

Le même jour nous envoyâmes aux comités régionaux du PCA et aux sections politiques des brigades de l'ALNA une circulaire spéciale sur cet événement marquant, où nous soulignions l'importance du Congrès et de ses décisions qui auraient de profondes répercussions en Albanie comme à l'étranger. C'est pourquoi, les camarades du Parti, au nom du Comité central, devaient s'employer de toutes leurs forces à contribuer au succès du Congrès antifasciste.

Tous les camarades travaillaient sans relâche du matin au soir. Nous devions nous occuper des affaires courantes du Parti et du pouvoir, suivre l'évolution de la situation militaire, répondre chaque jour aux lettres et aux autres messages que nous apportaient les estafettes des comités régionaux, des conseils, de nos brigades et de nos bataillons. En outre, nous avions à résoudre une multitude d'autres problèmes relatifs à l'organisation du Congrès antifasciste. Toutes ces activités nous demandaient beaucoup de temps, et des efforts intellectuels et physiques considérables, mais à l'époque nous étions jeunes et pouvions travailler des journées entières en sautant même quelques repas. Mais l'essentiel, c'était que nous travaillions le cœur léger et la joie dans l'âme, constatant que notre action et notre lutte n'étaient pas vaines, convaincus d'œuvrer pour l'avenir lumineux de la patrie et du peuple. A la vérité, d'autres camarades aussi, comme Omer, Medar et Baca cherchaient à me faciliter la tâche en se chargeant des questions d'ordre organisationnel, en quelque sorte «techniques», mais qui causaient elles aussi pas mal de tracas.

Entre-temps, nous convînmes en principe des personnes que nous devions inviter au Congrès et nous préparâmes les invitations. Le docteur Nishani avait, comme on dit, retroussé ses manches et s'était sérieusement attelé à la tâche. Il s'occupait lui-même des invitations, des «billets», comme nous appelions les mandats des délégués, il les signait au nom de la présidence du Conseil général de libération nationale, vérifiait les listes des délégués, leurs noms et une foule d'autres détails, avec toute l'attention voulue. Le docteur Medar Shtylla était lui aussi précis et scrupuleux. Tous deux étaient admirablement éduqués au travail et ils accomplissaient à la perfection toutes les tâches qu'ils assumaient.

Au nom de la présidence du Conseil général de libération nationale, nous envoyâmes nos premières invitations à la présidence du Conseil général de libération nationale de Kosove et du Plateau de Dukagjin, à nos frères auxquels nous étions liés par les idéaux de notre lutte commune mais aussi par la langue, le sang et la conscience d'appartenir à une seule et même nation. Dans la carte d'invitation signée par Orner Nishani, nous informions nos frères kosoviens de la décision d'une grande importance historique de convoquer un Congrès antifasciste national, qui marquerait une nouvelle étape dans notre lutte et exprimions le vœu qu'une délégation du Conseil et de l'Etat-major principal de Kosove et du Plateau de Dukagjin participât à ce Congrès. «La venue de cette délégation, écrivions-nous à nos frères, sera pour notre Congrès le plus vivant témoignage de notre fraternité et de nos traditions de lutte pour la liberté». *[Une copie de ce document est conservée aux Archives centrales du PTA.]*

Nous attendîmes jusqu'au jour de l'ouverture du Congrès les représentants du Mouvement de libération nationale de Kosove et du Plateau de Dukagjin, et espérâmes qu'ils pourraient encore arriver durant le déroulement de ses travaux, mais en vain. Nous ne savons pas quel cours prirent les événements là-bas, mais nous ne reçûmes ni la délégation ni non plus de réponse. Pendant le peu de temps libre dont nous disposions quand nous nous rassemblions dans ma chambre ou pendant les repas, à la cantine, nous discutons de nombreux problèmes, notamment de la préparation du Congrès, de l'élection des délégués dans les districts et les régions du pays, des mesures prises pour leur permettre de nous rejoindre, etc. Dans nos ateliers de Lavdar, nous fîmes confectionner des banderoles, des drapeaux, des portraits des animateurs de notre Renaissance nationale, des héros de la lutte, etc., et eûmes aussi le souci de trouver un photographe.

Bref, nous prenions toutes les mesures nécessaires pour que tout marche avec une régularité d'horloge. Nous fîmes tous les préparatifs nécessaires, et à la mi mai 44, convoquâmes le plénum du Comité central du PCA qui, parmi les problèmes les plus importants, discuta des questions dont traiterait le Congrès de Permet, des décisions que le Parti proposerait d'y arrêter, etc., en considérant cet événement comme un moment-clé permettant d'enrichir encore les victoires remportées et d'éclairer les perspectives de développement de la révolution sous la direction du Parti. Dans le rapport (Paru dans Enver Hoxha *Œuvres choisies*, Editions «8 Nëntori» Tirana, 1974, t. 1, p. 312, éd. fr.) que je présentai au plénum, je soulignai entre autres à propos de ce problème fondamental :

«L'essor de la lutte de libération nationale et les proportions qu'elle a prises, la situation politique extérieure et les conjonctures intérieures à l'heure actuelle, exigent que nous adoptions des décisions importantes et convoquions un congrès pour élire le Conseil antifasciste de libération nationale qui sera investi des attributions d'un pouvoir législatif et exécutif, dont sortira le Comité antifasciste avec les attributions d'un gouvernement provisoire.»

Expliquant en détail aux camarades du plénum du Comité central les raisons qui nous avaient conduits à convoquer ce Congrès ainsi que l'importance qu'il revêtait, j'attirai une fois de plus leur attention sur le fait que nous devions être tous préparés à affronter les événements à venir.

«Dans les situations qui se créeront, soulignai-je, il nous faudra adopter des positions déterminantes. C'est pourquoi nous devons avoir un parti fort, des cadres sains, bien formés politiquement et militairement, nous devons donc renforcer et cimenter l'unité de la classe ouvrière et de la paysannerie autour de notre Parti communiste.»

Je mis en particulier l'accent sur plusieurs éventualités auxquelles nous devions être préparés : le débarquement des alliés dans les Balkans et le départ rapide des forces nazies d'Albanie.

«Il nous faut, dis-je aux camarades, être très vigilants et ne permettre en aucune façon aux alliés de s'ingérer dans nos affaires intérieures. Les décisions du Congrès de Permet, qui fournira au peuple les organes du pouvoir législatif et exécutif et jettera les fondements du nouvel Etat albanais démocratique et populaire, joueront un rôle important à cet égard. Il est indispensable, d'autre part, de combattre jusqu'au bout la mentalité de beaucoup de camarades et de partisans selon laquelle, une fois les nazis allemands anéantis, notre tâche serait accomplie, nous n'aurions plus qu'à déposer les armes et à rentrer chez nous. Nous devons leur expliquer clairement que ces armes, nous ne les déposerons jamais, même quand il n'y aura aucun ennemi sur notre sol, et que le peuple albanais aura conquis toutes ses libertés, et même pas après. Le nouvel Etat que nous sommes en train de fonder doit être défendu, et c'est nous, ses fondateurs, qui devons le défendre.

«L'unité du Parti est le gage le plus sûr de notre victoire. Nous avons des obligations envers le Parti, des obligations envers le peuple, il nous faut donc nous mettre au travail et accomplir jusqu'au bout et avec détermination les tâches qui nous incombent, fût-ce au prix de notre vie.»

Tous les travaux du plénum, le rapport que j'y présentai au nom du Bureau politique du Comité central du Parti ainsi que les interventions pertinentes et enthousiastes des camarades attestaient bien que notre lutte était parvenue à sa phase décisive, que nous étions entrés dans une période où le Parti et le peuple allaient cueillir les fruits de leur combat de plusieurs années. La libération de la patrie était proche et de nouveaux horizons s'ouvraient à la révolution.

Entre-temps, les préparatifs du Congrès battaient leur plein non seulement dans la ville de Permet, mais aussi dans tout le pays, on procédait à l'élection des délégués et on prenait des mesures pour assurer leur venue. Conformément à la décision de la présidence du Conseil général, les zones occupées comme les zones libérées, les bataillons et les brigades de notre armée, l'Union de la jeunesse antifasciste et l'Union des femmes albanaises, devaient être représentés au Congrès. Dans les régions libérées, les délégués seraient élus démocratiquement par le peuple au scrutin public, et dans les zones occupées par le Conseil de libération nationale de district. Dans les bataillons et les brigades de partisans, les délégués seraient élus au scrutin public par l'assemblée générale des combattants.

L'élection des délégués au Congrès dans les zones libérées se transforma en une véritable fête. Y participaient des hommes, des femmes, des jeunes, qui avaient le droit d'élire un nombre déterminé de représentants à proportion de la population de leur région. Ainsi toute la population des zones libérées se prononçait pour ses fils les plus méritants, chargés de transmettre à la grande assemblée ses aspirations à un avenir radieux, sa confiance en cet avenir. Partout étaient organisées des réunions très animées émaillées d'interventions pertinentes, où étaient élus délégués des patriotes, des braves qui s'étaient battus toute leur vie durant pour l'Albanie et de jeunes cadres apparus dans la Lutte de libération nationale. Mais ce qui devait être considéré comme une nouvelle et importante victoire, c'est qu'il y avait aussi parmi les délégués élus des femmes, qui auraient l'occasion d'exprimer au Congrès leur ardent amour de la patrie, du peuple et du Parti.

Dans les villes et les zones non libérées, c'est dans une atmosphère tout à fait différente, en apparence calme, mais qui recelait le même esprit enthousiaste, que les membres des conseils antifascistes de district organisaient des réunions pour élire les délégués qui les représenteraient au Congrès. Ils se rendaient un à un, en se montrant très vigilants, dans les maisons qui servaient de bases à notre lutte, où après des débats animés empreints de l'amour et du respect de leurs compagnons d'armes, ils désignaient les délégués.

Ainsi, l'élection des délégués eut lieu au moment voulu et conformément aux instructions données. Mais ces délégués, surtout ceux du Nord du pays, de Tirana, de Korça, etc., avaient un grand obstacle à surmonter : l'ennemi, sans doute au courant qu'une grande assemblée se préparait dans le sud de l'Albanie, avait doublé ses sentinelles et ses espions aux postes de contrôle et interdit aux gens de voyager en auto si ce n'est encadrés dans un convoi allemand. Mais aucun obstacle ne devait empêcher les délégués de se rendre au Congrès. A la barbe des Allemands et de leurs indicateurs, passant à gué fleuves et rivières et se frayant de nouveaux sentiers, la grande majorité d'entre eux réussit à venir au Congrès.

Le plus grand secret fut gardé sur la ville où se tiendrait le Congrès pour éviter une violente attaque éventuelle de l'ennemi. Seul un petit nombre de camarades savaient où aurait lieu cet événement historique. Pour assurer la venue des délégués à Permet, nous avons chargé quelques camarades de leur servir de guides et de les accompagner à travers monts en les faisant escorter d'une formation à l'autre. Alors que les délégués des régions du Sud devaient se rendre directement à Permet, ceux des régions du Nord, dirigés par les camarades de Tirana, se rassembleraient à Peza avant de poursuivre leur chemin vers le Sud.

Nous avons déjà discuté des mesures à prendre pour que le Congrès tînt ses assises en toute sécurité et, au nom de l'Etat-major général, j'avais donné l'ordre à un certain nombre de brigades et d'unités de notre Armée de libération nationale d'occuper les points stratégiques, de bloquer les routes conduisant à Permet afin d'empêcher l'ennemi de lancer une attaque en direction de cette ville. Quelques jours avant l'ouverture du Congrès, les partisans des V^e, XII^e, VII^e et VIII^e brigades de choc, l'arme à la main et toujours sur le qui-vive, s'étaient égrenés depuis le lieu dit Tri Urat jusqu'à Berat, Skrapar, Tepelene, la Zagoria et la Lunxhëria, Kolonje et Vithkuq. D'autres brigades de notre armée veilleraient sur un plus large rayon d'action à la défense du Permet historique. Les camarades de l'Etat-major général étaient pleinement convaincus que nos partisans héroïques s'acquitteraient avec dévouement de la haute tâche qui leur avait été confiée et il en fut effectivement ainsi. Le Congrès historique de Permet procéda donc à ses travaux en toute tranquillité.

Quand tout fut prêt nous partîmes pour Permet. Il faisait beau, le printemps se sentait partout, et en descendant vers la vallée de la Vjose, on apercevait sur les versants abrupts des collines et des montagnes, des chaumières et des maisons. Les gens luttèrent même contre le roc pour lui arracher un bout de terre. Le sol et le climat y étaient

favorables aux plantations, mais les régimes antipopulaires du passé n'avaient rien fait pour cette région et ses habitants, pas plus que pour le reste de l'Albanie. Je discutais avec les camarades des grandes richesses que recelait notre pays, de notre peuple merveilleux, courageux, généreux, et travailleur, qui méritait vraiment de connaître des jours de bonheur.

Après la Libération, le Parti a reconstruit Permet depuis ses fondations et en a fait une des plus belles villes de notre patrie, mais en mai 1944, nous trouvâmes Permet ravagé et incendié. Par trois fois l'ennemi avait réduit en cendres cette petite ville au bord de la Vjose, mais lorsque nous y entrâmes nous fûmes profondément émus de l'accueil enthousiaste que nous firent ses habitants, qui ne nous ménagèrent pas leurs acclamations. Le peuple de Permet avait le cœur en liesse de recevoir ses fils, les combattants, les délégués, les partisans, tous les jeunes, qui donnaient à la ville une animation qu'elle n'avait jamais connue. Le grand événement qui s'y produisait et l'histoire elle-même firent de Permet ces jours-là la capitale de l'Albanie nouvelle qui surgissait de la lutte.

Si le Premier Congrès antifasciste du peuple albanais avait porté son choix sur Permet, ce ne fut pas par hasard. Nous avons pris cette décision depuis Helmës. Nous aurions pu nous réunir aussi ailleurs, mais nous choisîmes Permet pour deux raisons essentielles : d'abord, pour montrer au peuple que le Parti et l'Armée de libération nationale étaient près de remporter la victoire définitive, que notre lutte était déjà entrée dans la phase de la libération des villes et que nous pouvions convoquer un Congrès d'importance historique non seulement dans les zones montagneuses mais aussi dans une ville. Ensuite, si j'ai proposé Permet c'est aussi parce que cette région englobait celles de Dangëlli et de Frashër, où étaient nés des hommes des plus éminents et des plus illustres de notre Renaissance nationale. Le Parti honorait les grands patriotes nés sur le sol de Permet, Naïm le poète, Sami le philosophe et Abdyl le grand politique. Nous connaissions déjà les poèmes de Naïm, le livre de Sami intitulé «L'Albanie, ce qu'elle a été, ce qu'elle est et ce qu'elle deviendra», et les efforts d'Abdyl pour l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Albanie. En honorant ces héros célèbres de notre Renaissance nationale, qui s'armèrent à la fois de la plume et du fusil, nous montrions une fois de plus au peuple que ses fils les plus dignes étaient les partisans, les communistes et non pas les traîtres comme Lumo Skëndo et Mehdi Frashëri, bien qu'ils fussent eux-mêmes des descendants des Frashëri. Nous montrions au peuple que le Parti appréciait et honorait les patriotes et les traditions patriotiques, que leurs vrais héritiers étaient le peuple et les communistes et non pas les traîtres et les vendus à l'étranger.

Dès qu'il s'était mis à la tête du peuple pour le guider dans son combat, le Parti s'était appuyé sur les brillantes traditions de lutte et d'héroïsme. Notre Lutte de libération nationale n'était pas à nos yeux un maillon détaché de la chaîne des batailles que notre peuple avait livrées pour défendre sa patrie et assurer son existence en tant que nation, avec sa langue, sa culture et ses traits propres. Elle en était le prolongement, mais dans une autre époque et dotée d'un contenu plus riche. Nous, communistes, et le peuple tout entier, nous rendions hommage aux héros des luttes du passé, nous célébrions leur œuvre. Certains n'étaient pas d'accord avec cette juste attitude du Parti, mais nous combattions leurs vues comme étant erronées et pernicieuses.

«Nous n'avons que faire de Skanderbeg et de Naïm Frashëri. Au fond c'étaient des féodaux !» disait Koçi Xoxe, la «conscience prolétarienne» du Parti, qui, comme cela s'avérerait par la suite, visait par sa politique dure, sectaire et trotskiste, à détruire le Front.

— Ils furent de grands combattants de la cause de l'Albanie, lui disais-je. Leur nom et leur œuvre resteront gravés à jamais dans la mémoire du peuple. Nous, les communistes, nous sommes les continuateurs de leur œuvre dans ces temps nouveaux.»

Notre Renaissance nationale avait glorifié le grand nom de Georges Kastrioti Skanderbeg et fait de lui un symbole de la résistance et de la lutte pour la liberté. Pendant la Lutte de libération, notre Parti fit de même en ce qui concerne non seulement notre Héros national, mais encore d'autres patriotes et hommes célèbres comme les frères Frashëri, Ismail Qemal, Luigj Gurakuqi, Bajram Curri, et Avni Rustemi, exaltant leur héroïsme et leur œuvre. Mais revenons au Permet de ces jours inoubliables, évoquons le Congrès historique qui ouvrit une nouvelle époque dans l'histoire de l'Albanie, l'époque du socialisme.

2. Le Congrès historique de Permet

Je me rappelle toujours avec nostalgie le Permet de mai 44, plongé dans une atmosphère de fête, la salle décorée où se tint le Congrès, le réfectoire aux longues tables, les camarades qui heurtaient leurs fusils en se donnant l'accolade. Tout cela venait défier les ruines de la guerre et remplissait nos cœurs de joie. Je revois mes camarades, tels qu'ils étaient à cette époque-là, jeunes, vifs, souriants et enthousiastes, je me souviens de Hysni Kapo, ce pilier de granit du Parti et de la Lutte de libération nationale, de Babe Myslim, le combattant valeureux, intelligent et dévoué, de Gogo Nushi, si peu loquace mais travailleur inlassable. Je me rappelle également Spiro Moisiu, Medar Shtylla, le docteur Nishani, Esat Dishnica, Musa Ohri et Hasan Pulo, mes compagnons d'armes et mes collaborateurs des années de la lutte, ainsi que tant d'autres qui s'engagèrent, eux aussi, dans la voie lumineuse où nous guidait le Parti.

Aujourd'hui, en écrivant ces lignes, je me sens rajeunir au souvenir du Permet de ces jours héroïques. Bien sûr, je n'ai plus assez bonne mémoire pour me rappeler en détail tout ce que j'ai vécu à l'époque. Mais le «fluide» merveilleux de ces temps héroïques et durs, le grand enthousiasme des journées inoubliables du Congrès, ce feu qui brûlait dans nos cœurs me fait encore vibrer et baigne tout mon être, me donnant la sensation d'être encore jeune.

Nous passâmes la soirée et la nuit du 23 mai dans une atmosphère joyeuse. Les danses et les chants, les discussions cordiales battaient leur plein et, pendant tout le déroulement des travaux du Congrès, les partisans jouaient, sur les ruines même de la guerre, des sketches empreints d'un esprit militant. Ces jours-là à Permet fut aussi présentée la semaine de l'art révolutionnaire. Les meilleurs acteurs partisans mirent sur pied une troupe de théâtre qui marqua les commencements de notre art du réalisme socialiste.

Le dîner offert aux délégués fut servi dans une ancienne caserne de l'ennemi, nettoyée et bien aménagée où l'on avait installé de longues tables avec des couverts. Parfois le dîner était même précédé de *mézés* et de raki. Pour le déjeuner on nous servait deux plats, et parfois même pour dessert du halva !

Et voilà que le 24 mai, les délégués et les invités, entourés de l'enthousiasme du peuple et des partisans, se dirigèrent vers la salle où allait se tenir le Congrès historique. Il était dix heures quand nous, les camarades de la Présidence du Conseil général antifasciste de libération nationale et de l'Etat-major général, entrâmes dans la salle. Délégués et invités, jeunes et vieux, combattants et commandants, prêtres, patriotes, hommes et femmes, tous debout, nous accueillirent par des applaudissements et des ovations qui se prolongèrent plusieurs minutes.

La salle venait d'être blanchie à la chaux. Un grand drapeau national drapait le mur opposé à l'entrée, alors que sur les côtés avaient été accrochés les portraits de Skanderbeg et d'Ismail Qemal. A un mètre du sol, la salle était entourée d'un cordon, entrecoupé de banderoles portant écrit en gros caractères le mot d'ordre «Mort au fascisme — Liberté au peuple».

A l'ouverture des travaux du Congrès nous observâmes une minute de silence à la mémoire des camarades tombés sur le champ de bataille et, après cet hommage solennel rendu à ceux qui avaient fait don de leur jeunesse et de leur vie à la liberté de la patrie, Omer Nishani prononça son discours d'ouverture. Dressant rapidement un tableau des efforts du peuple albanais pour conquérir sa liberté, il évoqua ses combats pour défendre son pays et mit l'accent sur les injustices qu'il avait subies du fait des traités impérialistes, il rappela la lutte du peuple albanais pour la défense de ses territoires dans le Nord comme dans le Sud du pays et la Ligue albanaise de Prizren. Il indiqua également qu'à des moments clés de son histoire, notre peuple avait toujours envoyé aux assemblées organisées à l'échelle nationale ses meilleurs fils pour discuter et décider du sort de la patrie. C'est ce qui s'était produit à la Ligue albanaise de Prizren de même qu'au Congrès de Lushnje en 1920, qui prit des décisions sur la défense et la consolidation de l'indépendance de l'Albanie.

«C'est ce qui s'est produit encore ces dernières années, dit le docteur Nishani, lorsque notre pays a été exposé au plus grand des périls et aux attaques de ses ennemis les plus féroces. Les représentants du peuple se sont réunis à Peza pour établir notre lutte sur des bases solides et plus tard à Labinot pour centraliser l'autorité du pouvoir que nous avions conquis de haute lutte ; aujourd'hui nous nous trouvons ici, à Permet pour discuter et arrêter des décisions importantes et historiques. Je passe maintenant la parole au camarade Enver Hoxha, qui vous dira comment nous sommes arrivés à ce jour mémorable. Il vous parlera de l'ampleur de notre lutte, des obstacles et des difficultés que nous avons dû surmonter ainsi que des décisions qu'il appartient de prendre à cette assemblée sans précédent dans l'histoire de notre pays. Au nom du Conseil général de libération nationale, il présentera un rapport sur «Le développement de la Lutte de libération nationale du peuple albanais et la situation internationale».

Pendant quatre années de suite, j'avais participé et pris la parole à différentes réunions et conférences importantes du Parti, du Front et du pouvoir j'en avais aussi dirigé les travaux, j'y avais senti, outre l'assurance et la détermination que m'inspirait la force du Parti et de notre lutte, de profondes émotions, mais l'émotion que j'éprouvai cette fois, en lisant les premières lignes de mon rapport, était si vive qu'elle ne s'effacera jamais de ma mémoire. Cependant, les applaudissements et les ovations continues des délégués, leurs cris enthousiastes et incessants, me donnèrent le temps de me ressaisir et ma voix retentit avec l'assurance et la force qu'exigeait ce grand événement.

Le rapport que je présentai à ce Congrès étant publié [*Voir Enver Hoxha, Œuvres choisies, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1974, t. 1, p. 349, éd. fr.*], je n'en citerai que quelques fragments ou passages qui, à l'époque, revêtaient une importance particulière.

Parlant en détail de l'évolution de la situation et de notre lutte depuis le 7 avril 1939, des étapes qu'elle avait traversées et des obstacles surmontés, etc., je m'attachai surtout à faire ressortir le rôle historique fondamental qu'avait assumé notre Parti communiste dans l'union du peuple et les victoires remportées par notre Lutte de libération nationale.

«Le Parti communiste d'Albanie, déclarai-je au Congrès, a mis au service de la patrie et du peuple la vie de ses membres et tout ce qu'il lui appartient. Il est devenu le véritable organisateur et dirigeant de l'insurrection armée contre l'occupant et la réaction la plus enragée, il a toujours été à la pointe de la lutte et a travaillé à l'union des masses populaires, de tous les nationalistes honnêtes et des patriotes dans un front commun contre les envahisseurs.»

Cette déclaration, qui fut accueillie par des acclamations enthousiastes, reflétait un fait historique indéniable. Auparavant aussi, au cours de la lutte, nous avons souligné le rôle dirigeant du Parti communiste dans le Front et l'Armée de libération nationale et surtout nous en avons assuré la réalisation dans la pratique. Mais ce qui était particulièrement important à ce moment-là, c'était l'affirmation du Parti à l'occasion de ce grand événement que fut le Congrès de Permet, comme le facteur déterminant de notre victoire. Par là même nous réaffirmions et sauvegardions en théorie et en pratique le rôle dirigeant du Parti à l'avenir également.

J'évoquai ensuite dans mon rapport les tentatives de la réaction pour saper la Lutte de libération nationale et détacher le peuple du Parti et du Front. J'analysai la chronologie des menées hostiles de la réaction et les formes qu'elles avaient revêtues, ainsi que les tactiques démagogiques auxquelles avaient recouru les divers groupements réactionnaires et les collaborateurs, depuis les quislings déclarés comme Kruja, Verlaci, Bushati et Libohova, jusqu'aux nouveaux quislings comme Mehdi Frashëri et Ibrahim Biçaku en passant par le «Balli Kombëtar», Abaz Kupa et le «Legaliteti».

Je prouvai leur trahison arguments et faits à l'appui, et mentionnai comme une nouvelle «fraîche» les efforts de la réaction de chez nous pour nouer des alliances avec la réaction balkanique, non seulement pour étouffer notre lutte, mais aussi pour vendre notre patrie aux chauvins de pays voisins.

Ce jour-là, des documents authentiques prouvant cette collusion étaient tombés dans nos mains et nous les avons exposés dans un coin de la salle du Congrès. On y trouvait une lettre signée Mithat Frashëri, «président du Comité central» du «Balli» et adressée au renégat Dhimitër Fallo, où il le chargeait de s'entendre avec les autres membres d'une certaine «commission» pour ménager à celle-ci une entrevue avec des représentants de la réaction grecque. Cette espèce de commission était composée de Fallo, représentant du «Balli», de Xhavit Leskoviku, représentant du gouvernement quisling et de Koço Kota, envoyé du «parti zoguiste». Ils se seraient adjoints aussi des «représentants de la Kosove». Les documents saisis comprenaient un passeport délivré récemment par les gouvernants quislings, une lettre de recommandation signée par le «ministre des Affaires étrangères» Bahri Omari à l'adresse du «gouvernement ami», ainsi qu'une autre lettre contenant huit ou neuf «points» sur la base desquels on devait aboutir à un «accord» avec les réactionnaires grecs. Suivant ces «points», le «Balli Kombëtar» consentait à ce que les forces armées albanaises et les forces réactionnaires grecques soient fondues en une armée commune commandée par les Grecs pour réprimer les mouvements de libération nationale en Albanie et en Grèce. De surcroît, ces traîtres s'étaient montrés prêts à signer un accord avec le gouvernement grec au Caire pour céder à la Grèce ce qu'Athènes appelait le Vorio-Epire, ils étaient disposés à incorporer notre pays dans le royaume de Grèce, en lui laissant une certaine «autonomie», c'est-à-dire, à vendre la patrie aux chauvins grecs ! *[Ces documents sont conservés aux ACP.]*

Mais la réaction vit s'envoler cette «carte» comme toutes les précédentes parce que nous dénonçâmes à temps ses tractations abjectes au détriment des destinées de la patrie. Du reste, des machinations de ce genre n'avaient plus cours. Les réactionnaires du pays ne pouvaient détourner de sa voie un peuple dressé dans la lutte et dirigé par son Parti communiste. Nous infligeâmes sans tarder au traître et criminel Dhimitër Fallo le châtement qu'il méritait et le fimes exécuter en plein centre de la ville de Korçe, au grand désarroi des traîtres et de la réaction qui couvrirent les murs d'affiches annonçant son «assassinat»; ils ordonnèrent que des funérailles d'une «solenité exceptionnelle» lui fussent faites «aux frais de la mairie». Après la libération du pays, Xhavit Leskoviku et Koço Kota, ancien président du conseil des ministres zoguiste, furent capturés par nos hommes dans le trou où ils s'étaient terrés et conduits, avec d'autres criminels au banc des accusés, devant le tribunal du peuple pour rendre compte de leurs forfaits. Après avoir fait un exposé sur notre lutte contre les occupants et les traîtres, je traitai dans mon rapport des mesures et des décisions indispensables à prendre pour assurer la libération du pays et son avenir à la lumière des événements internationaux.

«La situation actuelle est telle, soulignai-je, que notre peuple, qui a souffert, consenti des sacrifices et versé son sang, est en droit d'exiger un système politique qui lui assure la liberté et la démocratie véritables», et dans ce cadre je définis les tâches qui incombaient au Congrès historique de Permet.

«Il appartient aux délégués de ce Congrès, poursuivis-je, élus par la volonté souveraine du peuple et qui représentent toutes les couches de notre société, de prendre les mesures nécessaires pour mener la lutte jusqu'à la victoire et garantir l'avenir de la patrie. Il appartient à notre Congrès d'instituer des organes politiques, législatifs et exécutifs, capables de surmonter tout obstacle qui se dressera sur leur chemin, de représenter dignement notre peuple dans le pays et à l'étranger, de neutraliser toute tentative visant à entraver la réalisation des aspirations pour lesquelles il se bat et verse son sang dans cette grande lutte de libération.»

Quand j'eus terminé la lecture de mon rapport, les délégués applaudirent et leurs acclamations exprimaient leur optimisme révolutionnaire, leur joie et la détermination d'aller de l'avant dans la voie où les conduisait le Parti.

L'enthousiasme émouvant des délégués, leurs ardent interventions demeureront à jamais gravés dans ma mémoire. Les représentants du peuple évoquaient les victoires de notre Armée, l'activité intense de notre pouvoir populaire, ils apportaient des faits nouveaux sur les agissements des réactionnaires, approuvaient les décisions proposées, etc. Et je peux dire sans exagérer que la salle était électrisée. Dans cette atmosphère de fête, l'enthousiasme des participants éclatait chaque fois que le docteur Nishani, au début ou pendant les séances, leur communiquait les dernières nouvelles sur les succès obtenus par nos unités de partisans sur le front des combats, ou lorsqu'il lisait les lettres de salutations adressées au Congrès. C'est ainsi qu'il lut, entre autres, celles de nos compagnons d'armes Baba Faja et Haki Stërmilli qui n'avaient pas pu venir à cette assemblée historique.

Les discussions sur le rapport durèrent presque deux jours. Le camarade Hysni Kapo, que le Parti avait désigné comme commissaire politique de la V^e brigade de choc, prit aussi la parole, il évoqua dans son intervention la naissance et l'extension de la lutte armée du peuple albanais en soulignant que c'était le Parti communiste d'Albanie qui avait uni le peuple et l'avait dressé dans la lutte.

«Notre lutte, dit-il entre autres, est d'un type nouveau, elle mobilise le peuple et l'éduque politiquement. Nous l'avons commencée en partant de petites unités avant de passer à la formation des guérillas, des bataillons et des brigades de partisans. La création de l'Etat-major général de notre armée a renforcé l'organisation de notre lutte. Depuis, notre Etat-major a su diriger au mieux notre Armée de libération nationale. Nous disposons actuellement de 12 brigades et nous aurons bientôt nos divisions et nos corps d'armée. Les succès que nous avons remportés ont encore accru la confiance du peuple dans la victoire finale et dans l'instauration d'un gouvernement démocratique et populaire». Spiro Moisiu, intervenant à son tour, parla lui aussi de l'Armée de libération nationale, de son organisation, des équipements et des armements que les partisans étaient obligés d'enlever à l'ennemi, «aide» des alliés n'étant qu'une bulle de savon. Il apporta aux délégués un autre fait témoignant de l'accroissement de la force de frappe de notre lutte ainsi que de la ferme attitude de principe de notre Parti à rencontre de tout compromis de trahison.

«Le commandement allemand, dit-il a dépêché un officier pour proposer à notre Etat-major général d'envoyer des représentants à Tirana afin de discuter et de s'entendre avec lui. Mais nous avons déclaré aux Allemands que nous nous battons jusqu'à l'anéantissement du fascisme. Notre Armée de libération nationale a été créée dans l'intention de combattre pour le peuple et la liberté et elle mènera cette lutte jusqu'à la victoire, sans consentir à aucun compromis avec les occupants ni avec leurs instruments. Nous avons engagé notre lutte et nous la mènerons à bien avec l'appui du peuple».

Dans son intervention, le docteur Medar Shtylla évoqua avec fougue les traditions progressistes de notre peuple et les efforts incessants qu'il avait déployés pour conquérir sa liberté et faire régner la justice. Il souligna le droit du peuple à disposer de lui-même, droit qu'il avait conquis grâce à sa lutte armée.

C'est justement ces traditions merveilleuses que notre Parti communiste a enrichies et dotées d'un nouveau contenu dans le cours même de la lutte. L'union combattante du peuple éduqué et trempé par le Parti à l'exemple des communistes était le gage de notre liberté. C'était dans les liens multiples du peuple avec le Parti que résidait notre force.

«Nous avons combattu de toutes nos forces, les occupants et les traîtres, dit dans son intervention Myslim Peza. Bien entendu, ils ont tué des nôtres, ils ont brûlé nos foyers, mais personne dans le peuple ne nous a rien reproché ni ne nous a dit : «le Parti se trompe», car tous savent que la voie de la lutte est la voie juste, la voie du salut du peuple, et la voie du Parti est aussi la mienne. Nous avons commencé la lutte sans être organisés, mais le Parti nous a unis et organisés. Le peuple de Peza a ouvert ses portes jour et nuit aux jeunes partisans et partisanes. Tous m'appellent «Babe». [*En albanais : père.*] Pourquoi m'appelle-t-on comme ça ? Si j'ai aimé le peuple ou non, cela, c'est vous qui pouvez le dire.»

Dans la salle éclatèrent les applaudissements :

«Tu l'as aimé ! Vive Babe !»

C'était avec une joie et une fierté extrêmes que l'on voyait tous ces hommes, certains aux cheveux blancs, d'autres entre deux âges, parmi la foule des jeunes, mais qui, malgré leur âge, s'étaient tous dressés dans la lutte comme un seul homme. Le congrès était donc l'expression la plus vivante de la puissante union du peuple forgée par le Parti.

«Ce Congrès représente tout le peuple albanais, dit Haxhi Lleshi dans son intervention, c'est pourquoi tous reconnaîtront ses décisions, et le nouveau gouvernement, car ce sera leur gouvernement. Quand à la mission anglaise, elle a aidé la réaction. Nous la considérerons donc elle aussi comme réactionnaire, car nous sommes les alliés des peuples, et non pas de ceux qui aident la réaction. Des unités et des bataillons de partisans combattent

L'occupant et les réactionnaires à Dibër, à Mat, et à Lume et ces unités ne sont aidées que par le peuple, car celui-ci sait bien qu'elles se battent pour sa liberté. Mais curieusement, quand Radio-Londres traite de notre lutte, elle cite la plupart du temps des noms d'éléments réactionnaires comme si c'est eux qui se battent. Nous disons à Radio-Londres, qui considère le «Balli Kombëtar» comme une organisation combattante, de mieux s'informer dorénavant. De même, les Anglais doivent bien savoir que le «Legaliteti», cette organisation qu'ils soutiennent, ne représente rien. Au nord du pays, à Dibër, à Mat etc., le peuple voue la haine la plus profonde au «Legaliteti» et au régime de Zogu qui s'attachait surtout à construire des prisons, sans se soucier du nombre insuffisant d'écoles et d'hôpitaux dans le pays. Le peuple a pu voir de ses propres yeux comment les zoguistes ont pillé Burrel sans jamais combattre l'occupant.»

L'intervention «la plus violente» contre Bazi i Canes et le «Legaliteti» fut celle de... Mustafa Gjinishi. Mais je n'en fus pas surpris. Nous avons maintenant la preuve qu'il était l'agent des Anglais. Comme je l'ai évoqué dans mon livre «Les menées anglo-américaines en Albanie», au moment où nous quittions Helmës en direction de Permet, Mustafa Gjinishi sortit le dernier de la maison du père Mehmet en pensant sûrement que nous étions déjà partis avec la colonne et qu'il n'y avait personne derrière lui. Nous venions de nous engager dans un coude du chemin d'où l'on n'apercevait plus Helmës, quand nous avisâmes un soldat anglais qui marchait à pas rapides. Etonnés par cette apparition soudaine et par la hâte de l'Anglais, nous le suivîmes des yeux et le vîmes remettre promptement une lettre à Gjinishi. Nous rejoignîmes ce dernier et lui demandâmes de nous donner ce papier, mais il refusa fermement. Nous lui dîmes son fait, l'accablâmes de reproches, mais il se bornait à dire : «Vous pouvez faire ce que vous voulez, je ne vous remettrai jamais ce papier».

«Nous en reparlerons à Permet», dis-je à cet agent des Anglais qui avait sûrement reçu de ses patrons l'ordre de saboter le Congrès de Permet. Mais il était trop tard, car nous l'avions désormais percé à jour.

Et maintenant qu'il était fait comme un rat, et sur le point d'être démasqué au grand jour, il tentait de camoufler par sa «violente intervention» la mission dont ses patrons l'avaient chargé et de se réserver pour l'avenir. Il se leva et accusa Bazi de s'être enfui en Yougoslavie avec deux sacs remplis d'or et d'en être revenu avec douze (il connaissait bien ces choses-là car il était lui-même entré dans cette ronde), il déclara que le «Legaliteti» était la création de Mehdi Frashëri et de la Gestapo, car les membres de ce groupement étaient trop bêtes pour pouvoir mettre sur pied eux-mêmes une organisation quelconque; il dit aussi que Bazi s'est attaché aux Anglais et qu'il entend recevoir les alliés avec des fleurs.

Dans le ton pathétique et les appels vibrants de «colère» de Gjinishi contre Bazi et le «Legaliteti», dans ses paroles «dithyrambiques» à l'adresse du Parti communiste et de sa grande œuvre, je devinais clairement les tentatives désespérées de cet agent secret des Anglais pour nous jeter de la poudre aux yeux. Mais il était trop tard. Désormais aucune de ses manœuvres n'avait plus prise. Dès ces années difficiles, nous apprîmes beaucoup de ce genre d'agissements. C'était là une précieuse école pour les jours à venir.

Le temps allait montrer que d'autres Gjinishi, par leurs «appels» et leur «fidélité» à la «cause», par leur «dévouement» excessif, allant jusqu'à un sectarisme flagrant, ne faisaient que s'efforcer de rentrer leurs griffes pour gagner la confiance du Parti et du peuple, s'assurer des postes clés dans les appareils du Parti et du pouvoir et, de là, jouer plus facilement le jeu ignoble de leurs patrons étrangers. Mais rien ne pouvait échapper à l'œil vigilant de notre Parti. Tôt ou tard, ils sortiraient leurs griffes et le Parti et le peuple les leur arracheraient.

Mais c'étaient là des voix isolées que la situation créée, la lutte et la vigilance du Parti avaient dépouillées de leur accent trompeur. Les interventions vivantes des délégués montraient une fois de plus la situation lamentable de Mustafa Gjinishi.

Bien que nous sachions maintenant à partir de quelles positions Gjinishi s'était «trompé» à Mukje et pour qui il travaillait et «combattait», nous lui permîmes non seulement de participer et de prendre la parole au Congrès de Permet, mais aussi de garder ses fonctions dans les organes du Front et du Conseil antifasciste de libération nationale. Et nous le fîmes, en quelque sorte, pour des raisons d'opportunité politique, en particulier pour ne pas donner aux alliés anglais l'occasion de durcir leur attitude envers notre Mouvement de libération nationale, surtout maintenant que nous étions en train de créer le Comité antifasciste investi de toutes les attributions d'un gouvernement démocratique populaire, qui demanderait, entre autres, à être reconnu et appuyé par les alliés.

La question d'Ymer Dishnica et les motifs pour lesquels il participa en tant que délégué au Congrès de Permet et fut réélu aux organes dirigeants du Front et du pouvoir étaient quelque peu différents.

Comme je l'ai évoqué plus haut, nous avons écarté Ymer Dishnica de la direction du Parti dès septembre 1943 à cause de sa grave erreur de capituler à Mukje, alors que le 1^{er} plénum du CC du Parti du 15 mai 1944 décida officiellement de le relever des hautes fonctions qu'il remplissait au sein du Parti. Mais il conserva cependant ses fonctions dans les organes dirigeants du Front et du pouvoir, il participa au Congrès de Permet, fut même élu et travailla pendant un certain temps au Comité antifasciste de libération nationale, en tant que chef du département de la Santé. Nous agîmes ainsi en partant du fait que si Ymer Dishnica avait commis à Mukje la grave erreur que

l'on sait, il était mû non pas par des mobiles propres à un agent comme Mustafa Gjinishi, mais par des conceptions idéologiques et politiques erronées et peu réfléchies. Si Ymer Dishnica fut donc poussé à son acte de capitulard par sa modération petite-bourgeoise et par son opportunisme, Mustafa Gjinishi, lui, s'y livra pour accomplir la mission dont ses patrons de l'Intelligence Service l'avait chargé.

Au cours d'une des séances du Congrès, Zylyftar Veleshnja vaillant combattant de la région de Skrapar, prit la parole. Grièvement blessé lors d'un récent combat, il était installé à la tribune du présidium du Congrès et c'est de là qu'il prit la parole, debout, en s'appuyant sur une canne.

«Camarades, fit-il, je vous salue en disant «Mort au fascisme !» Je suis un paysan de Skrapar, un ancien meunier. J'ai trimé toute ma vie, je me suis battu comme j'ai pu, je me sentais en moi un révolutionnaire, mais je ne savais pas dans quel sens agir. Mais heureusement pour le peuple et pour moi, le Parti communiste d'Albanie a été fondé et il a su nous guider dans la lutte contre les occupants et les traîtres. Maintenant je me sens ressuscité et beaucoup plus fort qu'avant.»

J'avais beaucoup entendu parler de Zylyftar Veleshnja, de son activité patriotique, du combat qu'il avait mené jadis et qu'il poursuivait maintenant dans le cadre de la Lutte de libération nationale. Adversaire résolu de Zogu et de son régime arriéré et féroce, ami et compagnon d'armes de Riza Cerova, ayant participé au Mouvement de Fier, il avait connu la dure épreuve de la prison et subi les tortures les plus cruelles. Par la suite, il s'était rendu en Grèce afin d'échapper aux persécutions, mais là aussi il avait souffert la misère, avait été politiquement persécuté, était resté sans travail et affamé. Après l'occupation fasciste de l'Albanie, Zylyftar, rentré chez lui, fut un des premiers à répondre à l'appel du Parti communiste et à prendre les armes pour combattre.

Dès que j'appris qu'il se trouvait parmi les délégués, je l'envoyai chercher. Nous nous embrassâmes. Je l'aidai à s'asseoir car il avait le bas d'une jambe dans le plâtre et se tenait difficilement debout.

«Je suis si heureux du succès de notre lutte et de notre Congrès. Jouissons de la vie libre dans l'Albanie libre», me dit-il et ses yeux brillaient.

Je lui parlai de la situation intérieure, de nos victoires ainsi que de la proche libération de notre pays et il jubilait comme un enfant. A son tour il me parla du patriotisme du peuple de Skrapar, de l'amour et de la confiance qu'il avait dans le Parti communiste; je le priai de me dire quelque chose des combats auxquels il avait participé, mais sur ce sujet, Zylyftar fut peu loquace. Je m'enquis de l'état de sa jambe et je lui donnai un conseil.

«Prends soin de toi-même. Fais-toi soigner.

— Ça passera, me répondit-il, mais je regrette que ça me soit arrivé en ce moment. Ma jambe me gêne, et je me déplace difficilement. Voilà, par exemple, c'est à dos de mulet que je me suis rendu à Çorovoda où nous avons élu les délégués au Congrès. Quel enthousiasme ! Une foule de gens étaient venus des villages de la région. Les discussions allaient bon train, c'était passionnant de les suivre. Remarques et observations pleuvaient de toutes parts et très justement deux candidatures n'ont pas été approuvées. J'étais ravi et, quant à ma jambe, je n'y pensais même plus à ce moment, je me sentais capable non seulement de marcher, mais même de m'envoler, tellement j'étais heureux. J'ai la même sensation maintenant, c'est pourquoi je pense que ma jambe ne tardera pas à guérir.»

Quelque deux mois plus tard, nous l'envoyâmes en même temps qu'un groupe de partisans grièvement blessés avec notre mission militaire qui devait se rendre à Bari [*La délégation de l'Etat-major général de l'ALNA y eut en juillet et août 1944, des entretiens avec les représentants du Commandement des forces anglo-américaines en Méditerranée. Notre délégation demandait une aide accrue en matériel militaire que celui-ci devait fournir à l'Armée de libération nationale, et la rupture des relations du Commandement anglais avec les forces réactionnaires d'Abaz Kupi. Les Anglo-Américains ne satisfirent pas ces justes demandes et, après les entretiens, ils poursuivirent leurs agissements hostiles à la Lutte de libération nationale du peuple albanais.*] pour avoir des pourparlers avec l'Etat-major allié en Méditerranée.

Après cette première rencontre, j'eus plusieurs fois l'occasion de le revoir et c'est avec un vif plaisir que je causai avec lui, car il était plaisant, parlait posément et avait le sens de l'humour. Un jour, il nous raconta une histoire qui nous fit rire aux larmes. Lors de son séjour à l'hôpital de partisans de Zabëzhan, Zylyftar avait vu comment les Anglais «satisfaisaient» nos demandes. Nous leur demandions des armes, de la poudre, des médicaments, des bandes ou du plâtre et ils nous larguaient des pots de chambre. Les blessés avaient baptisé «churchill» ces innombrables vases de nuit. Ils y jetaient les bandes et les pansements déjà utilisés, les restes de leurs repas, etc. Un jour un médecin anglais était venu à l'hôpital voir les blessés. Juste au moment où il passait entre les lits, un des blessés avait demandé à la camarade qui était de service.

«Apporte-moi un «churchill», s'il te plaît.» Ayant entendu prononcer ce nom, l'Anglais avait demandé au médecin de l'hôpital qui l'accompagnait :

«Qu'est-ce qu'il dit de Churchill ?

— Il dit que c'est lui qui nous envoie tout ça, lui avait répondu laconiquement notre médecin.

— *All right*, avait dit l'Anglais, *all right*.»

Mais laissons les «aides généreuses» du Premier ministre britannique à nos hôpitaux de partisans, et revenons aux séances du Congrès de Permet. Comme je viens de le dire, les discussions sur le rapport que j'avais présenté se poursuivirent pendant deux jours et pouvaient se prolonger encore plus, car tous les délégués voulaient parler de la lutte dans leurs propres régions, exprimer leur joie et leur confiance dans leur Parti, approuver les décisions historiques du Congrès de Permet. Les représentants des villes, des villages et des unités de partisans croyaient manquer à la mission que le peuple et les partisans leur avaient confiée s'ils ne prenaient pas la parole pour exprimer leurs sentiments les plus profonds.

Les participants accueillirent avec sympathie l'intervention d'un camarade délégué de la minorité grecque en Albanie. Il parla du juste travail de direction du Parti communiste d'Albanie qui avait réalisé l'union du peuple et accordé à la minorité grecque les mêmes droits qu'aux Albanais.

«Notre union dans la lutte armée pour la liberté, dit-il entre autres, atteste la communauté de notre objectif et de notre destin : votre liberté est en même temps la nôtre.»

L'intervention de Nexhmije Xhuglini, déléguée de l'Union de la Jeunesse antifasciste, produisit, elle aussi, une bonne impression. Elle parla de la lutte et des efforts de la jeunesse albanaise qui, sous la direction du Parti, avait grandi et reçu une bonne formation pour devenir une grande force dans la lutte de libération. Puis elle cita les nombreux jeunes qui avaient sacrifié leur vie à notre cause sacrée, elle exprima la douleur de notre jeunesse et de notre peuple de n'avoir plus parmi eux Qemal, Misto, Margarita, Mihal et d'autres camarades qui nous étaient si chers à tous. Elle souligna aussi le fait que c'était le Parti communiste qui dirigeait la jeunesse, qui l'avait dotée de l'idéal pour lequel elle se battait.

«Après l'appel du Parti à la lutte, dit-elle, la jeunesse a intensifié son combat dans les campagnes, dans les villes et dans les écoles, elle a pris le maquis, ravivant ainsi le feu de la lutte de libération. Lycéens et étudiants interrompirent leurs études non pas pour devenir des forgerons, comme le disait Lumo Skëndo, mais pour se battre. Ici, à Permet, nous jetons les fondements de l'Albanie nouvelle sur les ruines des villages brûlés et des terres en friche. Notre jeunesse sait bien ce que le peuple veut et ce dont il a besoin. Elle s'engagera donc dans l'édification de l'Albanie démocratique populaire avec le même élan et le même amour qu'elle s'est engagée dans la lutte. Notre jeunesse n'oublie jamais les héros tombés au champ d'honneur et elle continuera de lever toujours plus haut le drapeau pour lequel ils ont combattu.»

La poursuite de la lutte jusqu'à la victoire, l'élection du Conseil de libération nationale et du Comité antifasciste, ainsi que l'adoption d'autres décisions d'importance nationale, furent l'objet des interventions de nombreux délégués, qui, par leurs paroles, déclenchèrent l'enthousiasme des participants. Hasan Pulo, délégué de Vlore, fit, lui dans un langage simple, une intervention analogue, émaillée de détails concrets.

«Le jour mémorable du Premier Mai, dit-il, a été aussi chez nous le jour de l'élection des délégués à ce Congrès. A Mesaplik, plus de 500 hommes et 200 femmes ont voté, émus jusqu'aux larmes, pour élire leurs représentants, car c'était la première fois que ce peuple avait la possibilité, grâce aux sacrifices consentis et au sang versé, de voter librement suivant leur propre volonté et non sous la menace des baïonnettes de Taf Kaziu et des gibets d'Ahmet Zogu. Je ne veux pas m'attarder beaucoup là-dessus, mais le peuple est pour la lutte et il m'a chargé de faire savoir au Congrès et au nouveau gouvernement qui en sortira, que la ville de Vlore tout entière a confiance dans le Front de libération nationale et dans le Parti communiste. Il m'a aussi chargé de demander au gouvernement de faire tout son possible pour solliciter la venue en Albanie d'une mission militaire soviétique.»

Ses derniers mots furent couverts des applaudissements et des cris des délégués : «Nous voulons la mission militaire soviétique».

C'était là un souhait que nous avons formulé depuis longtemps et qui traduisait notre amour pour la patrie de Lénine et de Staline, ces titans de la révolution, et pour le premier pays socialiste au monde, notre respect pour l'Armée soviétique qui avait résisté héroïquement à l'attaque hitlérienne et maintenant, guidée par l'art militaire stalinien, portait des coups écrasants au fauve nazi en l'obligeant à se replier vers l'Allemagne. La venue d'une mission militaire soviétique devait être une nouvelle réjouissante pour notre peuple et notre armée. Des missions anglaises s'étaient déjà établies en Albanie mais c'étaient des intruses que nous avons accueillies à notre corps défendant, par respect pour les alliés, alors que les officiers soviétiques seraient reçus chez nous non pas en amis simplement officiels mais en amis véritables chers à nos cœurs. Nous avons déjà tenté d'établir des contacts avec les Soviétiques, et demandé à cette fin aux camarades yougoslaves de faire part de notre souhait au commandement soviétique. Ils nous avaient répondu que leur parachutage aurait été risqué et que, d'autre part, il leur était très difficile d'entrer en contact avec eux, etc., etc. Toutefois, nous invitâmes à assister aux travaux du

Congrès un officier soviétique qui se trouvait ces jours-là auprès de notre Etat-major. Il exprima le désir de saluer le Congrès et bien entendu nous accédâmes aussitôt à son vœu.

«Ce Congrès, dit-il, montre une fois de plus au monde entier que les peuples opprimés par le fascisme se sont dressés dans la lutte.»

Il parla ensuite de la société soviétique qui ne connaissait ni oppression ni exploitation, de la lutte héroïque de son peuple contre les hordes nazies ; puis il fit un bref exposé sur les victoires de l'Armée rouge, qui se trouvait maintenant aux portes des Balkans.

«Seuls les peuples qui luttent pour la liberté, dit-il en concluant, méritent de vivre. Votre Congrès atteste que le peuple albanais est convaincu que la liberté ne se conquiert qu'au prix du sang versé.»

Le 26 mai, après deux jours de discussions, nous passâmes aux élections des organes législatifs et exécutifs de notre pouvoir populaire. C'était un moment historique d'importance décisive pour les destinées de la patrie et du peuple, le couronnement de la lutte du peuple pour la liberté et pour une Albanie populaire. Le moment était venu pour le peuple albanais de jeter lui-même les fondements de son nouvel Etat, qui lutterait pour défendre les intérêts fondamentaux des masses populaires, des travailleurs, des paysans et de l'intelligentsia patriotique. Le Conseil antifasciste, en fait notre première assemblée constituante, ainsi que le Comité investi des attributions d'un gouvernement, ne seraient pas les produits des machinations des chancelleries européennes, et encore moins des fantômes du passé que les puissances impérialistes avaient soutenus et subventionnés pour les utiliser contre les peuples. Le nouvel Etat que nous étions en train d'édifier en Albanie avait le soutien et la confiance du peuple, il était pourvu d'une armée qui se battait héroïquement et ne tarderait pas à chasser l'ennemi hors du pays. Il comportait tout un système d'organes effectivement investis de fonctions de direction et d'administration. Notre Congrès, cette grande assemblée des représentants du peuple venus de tous les fronts de notre lutte, mettait ainsi sur pied les principaux organes de cet Etat.

«J'ai l'insigne honneur, dit le docteur Nishani, ému, d'ouvrir cette séance, une des plus historiques de ce Congrès. Le moment est venu de procéder à l'élection du Conseil antifasciste de libération nationale, qui, en vertu de son rôle et de ses fonctions, procédera à son tour à l'élection du Comité antifasciste, le premier gouvernement démocratique dans l'histoire de l'Albanie».

Puis le docteur Nishani exposa aux délégués la procédure des élections, il annonça le nombre des membres à élire, etc. Afin de désigner les candidatures qui seraient présentées au Congrès, il fut proposé de créer une commission composée de camarades qui s'étaient signalés dans la lutte et jouissaient d'autorité.

«Combien de membres comprendra cette commission ? demanda quelqu'un.

— Elle ne devrait pas, selon moi, en comporter plus de dix à quinze», dit le docteur Nishani.

Le premier à prendre la parole, de sa place et avec arrogance, fut Mehmet Shehu, délégué de la première brigade de choc.

«Je ferai quelques propositions, dit-il, qui seront peut-être approuvées. Je pense que cette commission doit comprendre les membres du Conseil général et de l'Etat-major général, mais aussi certains d'entre nous, la «multitude»».

Cet homme était animé d'une forte dose de présomption mêlée à un sentiment de frustration qui le rongait. La bonne opinion qu'il avait de lui-même égalait son mépris et son dédain des autres camarades, simples membres du Parti et combattants de la liberté, qu'il appelait avec condescendance la «multitude», les considérant donc comme une masse amorphe, sans valeur, ayant pour simple mission d'approuver les jugements et les décisions des autres. Mehmet Shehu prétendait que l'on n'avait pas reconnu ses mérites en le laissant dans la «multitude», indépendamment du fait qu'il avait été élu membre suppléant du plénum du Comité central et nommé commandant de brigade. Mais il visait encore plus haut, à la fois pour satisfaire ses ambitions personnelles et pour exécuter les instructions de ses patrons. Et, précisément au vu de ces manifestations d'arrogance et d'autres erreurs qu'il avait commises, j'eus ces jours-là avec lui une conversation en tête à tête où je le critiquai sans ménagements ; et lui, comme il en avait l'habitude, devait me servir sur le champ une «sévère autocritique». Mais n'«interrompons» pas le déroulement de la séance.

Après qu'eurent été entendues les propositions sur les membres de la commission, Orner Nishani demanda aux participants :

«Voulez-vous que d'autres noms soient ajoutés à la liste ou que nous en restions là ?»

Les délégués levèrent le poing, car c'était de cette manière que l'on votait, et la liste fut approuvée. La Commission ainsi élue se retira pour dresser la liste des candidats membres du Conseil antifasciste de libération nationale [CALN].

Nous nous étions à peine mis au travail dans la pièce où nous nous étions réunis, que nous entendîmes, venant de la salle du Congrès, une tempête d'applaudissements.

Le docteur Nishani, penché sur ses papiers releva ses lunettes avec son index et demanda: «Qu'est-ce qui se passe ?»

Nako se leva promptement de sa chaise, se dirigea vers la salle et revint au bout d'un moment en riant :

«Le professeur Sejfulla est en train de distraire les délégués avec sa muse», dit-il en s'adressant au docteur Nishani, peut-être parce qu'il usa d'un parler de Gjirokastër pour dire «distraire».

«Ts, ts !» fit Omer Nishani et nous poursuivîmes notre travail.

De la salle nous parvenait la voix imposante du «poète révolutionnaire», comme Dishnica le baptisa à cette occasion devant l'assistance, pour donner, ensuite, sur un autre ton, les explications de circonstance, comme «écrit en telle année», «écrit dans les conditions de la longue émigration politique», etc., etc. Il y avait quelques jours que Sejfulla, pourtant paresseux invétéré, se montrait actif, inlassable même. Il discutait, théorisait, rencontrait des délégués, déclamait, nous demandait s'il y avait quelque tâche à lui confier, etc. On voyait clairement qu'il voulait à tout prix se poser en théoricien, en homme qui s'entendait aux affaires de l'Etat, et même en poète.

Après quelque deux heures de discussions, notre commission finit par dresser une liste de 115 candidats et nous regagnâmes la salle où la séance reprit. Le docteur Nishani lut par deux fois la liste et éclaira l'assistance sur la personnalité de chacun des candidats proposés. Au moment où ils entendaient prononcer leur nom, les délégués se levaient pour se «présenter» aux camarades. En général, toutes les candidatures proposées furent bien accueillies. C'était naturel, car nous avions veillé à ce qu'au Conseil soient élus des patriotes honnêtes, membres du Parti ou non, des militants de la Lutte de libération nationale qui s'étaient distingués par leur activité et leur lutte dans le secteur civil et dans l'armée. Néanmoins, bien entendu, certaines rectifications s'imposaient. Dans la rédaction de la liste des candidats, nous avons également tenu compte d'une série de critères, comme le rapport entre les camarades membres du Parti et ceux qui ne l'étaient pas, la répartition des candidats selon leur région d'origine, selon leur confession, car cette dernière revêtait à l'époque une grande importance. Ainsi donc, en ce qui concernait les candidatures soumises, il n'y eut pas de réserves essentielles, on entendit seulement proposer quelques autres noms. Mais le nombre des membres du Conseil antifasciste de libération nationale ne pouvant dépasser une certaine limite, il fut décidé de ne pas augmenter le nombre des candidats mais seulement de discuter si certains d'entre eux pouvaient être remplacés par d'autres. Et, en fait, après les arguments convaincants avancés par les camarades, quelques candidatures furent changées. Ainsi par exemple, à un moment donné, le camarade Hysni Kapo se leva et dit :

«Je n'ai rien contre le candidat qui vient d'être proposé, ce camarade mérite bien d'être élu. Mais étant donné que c'est un militaire et que pour la zone qu'il représente d'autres candidatures de militaires ont déjà été approuvées, je suis d'avis qu'il soit remplacé par un autre venant du secteur civil.»

Presque tous les assistants soutenaient ce point de vue, lorsque Mehmet Shehu intervint : «Ici se joue une intrigue. Je ne trouve pas juste que le fait d'être militaire empêche quelqu'un d'être élu au CALN !

— Tu as quelques observations sur le camarade en question ? lui demandâmes-nous, ou tu soulèves une question de principe ?

— J'ai à redire sur le cas en question, mais je pense surtout que c'est une question de principe, répondit-il.

— Alors tu te trompes, lui dis-je. Nous ne savons pas si tu es bien au courant des propositions qui ont été faites ni si tu as bien entendu la liste qu'a lue le docteur Nishani, mais comme Hysni vient de le dire, il y a là les noms de beaucoup de camarades venant de l'Armée».

En réalité, déjà à l'élection des délégués, nous avons bien tenu compte du fait qu'au Congrès devaient participer surtout des camarades incorporés dans l'armée. Cela allait de soi. En luttant armes à la main et en versant leur sang, ces camarades avaient fait leurs preuves devant le peuple et la patrie. Les délégués de l'armée représentaient plus de 40 pour cent du total des délégués. Même sur la liste des candidats au Conseil, le rapport entre les camarades de l'armée et ceux du secteur civil était juste, c'est pourquoi l'«observation de principe» de Mehmet Shehu était tout à fait déplacée. Il pensait donc «concrètement» aux candidatures «concrètes» et, l'on comprend bien qu'il cherchait à se frayer un chemin pour s'assurer une place au Comité antifasciste.

Après les discussions et les explications nécessaires, la composition du Conseil antifasciste de libération nationale fut approuvée. Le conseil nouvellement élu fut longuement applaudi.

«Maintenant, dit le docteur Nishani en clôturant la séance, nous demandons à tous les délégués de garder le secret sur les noms des élus qui sont encore dans la clandestinité dans les zones encore occupées par l'ennemi.»

Après avoir déjeuné en conversant cordialement avec mes anciens amis, Mina Lako, le père Myslim et Esat Dishnica, je participai dans l'après-midi à la première réunion du nouveau CALN.

Il y fut pris des décisions très importantes sur les fonctions et les tâches du Conseil antifasciste de libération nationale et de sa présidence, sur les fonctions du Comité antifasciste de libération nationale qui devait interdire le retour de Zogu en Albanie, sur l'institution des grades dans l'Armée de libération nationale. Par les attributions et les prérogatives dont il se voyait investi, le Conseil antifasciste de libération nationale serait l'organe législatif suprême du nouvel Etat albanais, il serait son assemblée, l'Assemblée populaire du temps de guerre et des premiers mois de la Libération, jusqu'au jour où auraient lieu en Albanie les élections générales à l'Assemblée constituante, laquelle, en tant que prolongement du CALN, devait décider définitivement de la forme du régime, désigner le nouveau gouvernement et approuver la Constitution. La décision qu'adopteraient les représentants du peuple au Congrès de Permet permettrait de définir en même temps les fonctions et les compétences de la présidence du Conseil et du Comité antifasciste de libération nationale, en tant qu'organe exécutif suprême investi de toutes les attributions d'un gouvernement populaire provisoire.

Après la lecture, la discussion et l'approbation des projets de décisions que je viens d'évoquer, la première réunion du Conseil antifasciste de libération nationale passa à l'élection des membres de sa présidence. A la suite d'une heure de discussions, la commission chargée de désigner les candidats dressa une liste de trente noms, dont le docteur Nishani donna lecture.

«Voilà la liste que propose la commission, dit-il, y a-t-il des objections ?»

Il n'y eut aucune remarque sur les camarades proposés par la commission et toutes les candidatures furent approuvées à l'unanimité.

«Alors, dit Orner Nishani, je vous prie de ne pas, oublier que l'élection des quatre derniers camarades figurant sur la liste ne doit pas être rendue publique jusqu'à ce qu'ils soient avertis, car ils se trouvent dans des villes qui ne sont pas encore libérées. Maintenant, que seuls les camarades élus à la présidence restent dans la salle».

Quelques minutes après, commença la première réunion de la présidence du Conseil antifasciste de libération nationale.

«Maintenant vous pouvez fumer, car nous ne sommes plus nombreux», nous dit Omer Nishani, qui, au cours de toutes les séances du Congrès et de la réunion du CALN nous avait catégoriquement défendu de fumer. A cette réunion où manquaient cinq des membres de la présidence, qui n'avaient pu venir à Permet, à savoir Baba Faja, Qirjako Harito, Ollga Plumbi, Gaço Tashko et Gjergj Kokoshi, nous procédâmes à l'élection du président et de trois vice-présidents. Le docteur Omer Nishani fut élu président et Baba Faja Martaneshi, Hasan Pulo et Koçi Xoxe vice-présidents.

Il était huit heures du soir.

«Elirons-nous le Comité aujourd'hui ou demain ? demanda Nako Spiru.

— Je pense qu'il vaut mieux remettre cela à demain, proposai-je, car cette élection peut se prolonger et, puis nous aurons aussi à examiner certaines lois».

Ma proposition fut acceptée. Nous sortîmes tous ensemble de la salle et gagnâmes par petits groupes les rues de la ville, très animées par la population, les partisans et les délégués qui s'y pressaient. Sur la grande place une foule de gens assistait à des spectacles de chansons, de danses et de sketches préparés par nos écrivains partisans qui travaillaient et luttait aussi pour la libération de l'Albanie. Mais, malgré notre envie de rester longtemps parmi nos amis et nos camarades, nous ne pouvions le faire car, bien que provisoirement «désœuvrés», il nous restait encore beaucoup à faire. Justement, lors d'une de ces soirées «libres», je convoquai Mehmet Shehu pour discuter avec lui de certains problèmes qui avaient surgi dans la brigade qu'il commandait et surtout de ses rapports avec d'autres camarades de sa formation.

J'avais reçu auparavant une lettre d'un cadre dirigeant de la 1^{ère} brigade de choc, qui se plaignait de l'attitude dénigrante, dédaigneuse et despotique de Mehmet Shehu envers lui et certains autres.

Pour tous ces motifs et en raison aussi de son mécontentement qu'il ne cachait pas, de ses interventions et de ses répliques étranges qu'il laissait échapper de temps à autre, y compris lors des travaux du Congrès, je le fis appeler pour avoir avec lui un entretien en tête à tête et je lui reprochai ces attitudes indignes d'un commandant d'une unité de partisans. Je lui rappelai, entre autres, les rapports qui devaient exister entre le commandant et le commissaire, ainsi que leurs relations avec les autres camarades, même avec ceux chargés de hautes fonctions, en lui expliquant également le tort que ses conceptions et ses actions erronées pouvaient causer au Parti et à la Lutte de libération.

Comme je l'ai écrit à une autre occasion, Mehmet Shehu, lorsqu'il était commandant de la 1^{ère} brigade de choc, avait été critiqué sévèrement pour ses actions sectaires, contraires à la ligne du Parti, tant dans la Myzeqe qu'à Çermenike pendant l'offensive générale déclenchée par l'ennemi l'hiver d'avant. Nous l'avions aussi critiqué pour sa conception erronée et dénigrante qui apparaissait dans une de ses lettres à propos de l'affectation par l'Etat-major d'un ancien officier de l'Armée de Zogu à un poste militaire important dans la lutte de libération nationale. Contrairement à la juste ligne suivie par notre Parti envers les anciens officiers de tendances progressistes et révolutionnaires, Mehmet Shehu les appelait avec mépris *zabits* [*En turc, militaire, employé ici péjorativement.*] en s'exprimant contre leur nomination à des postes de responsabilité.

Mehmet Shehu «reconnut» ses erreurs, fit son «autocritique» et promit qu'«il ne les renouvellerait plus». Plus tard, il m'envoya même une lettre où il écrivait qu'il n'oubliait jamais l'entretien que nous avions eu à Permet. Mais l'encre en serait à peine séchée que Mehmet Shehu, par ses menées d'agent, s'opposerait à l'ordre de l'Etat-major enjoignant à la 1^{ère} division de passer dans le Nord du pays, alors qu'un peu plus tard, en décembre 1944, dans une lettre au Comité central du Parti ou plus précisément à Koçi Xoxe (car c'était à lui qu'il s'adressait nommément), il distillerait tout son fiel sur notre Parti, sa ligne et sa direction saine, joignant ses accusations à celles que Velimir Stojnic, Koçi Xoxe, Sejfulla Malëshova et autres avaient crachées au plénum de Berat, en novembre de la même année. J'ai évoqué tout cela de façon détaillée dans un autre livre (Enver Hoxha, *Les Titistes, Notes historiques*. Editions «8 Nëntori», Tirana 1982, pp. 619-627 éd. fr.), mais je voudrais seulement souligner que cette lettre adressée à Koçi Xoxe explique dans une certaine mesure la raison pour laquelle Mehmet Shehu paraissait si nerveux et irrité au cours des travaux du Congrès de Permet et même après (dans une lettre écrite de sa propre main, il se plaint de ne pas avoir été promu au grade de général ni choisi membre de l'Etat-major général de notre armée !)

Mais revenons à nouveau aux ardues et inoubliables journées du Congrès de Permet. Le lendemain matin, après la première réunion de la présidence du CALN, nous nous rassemblâmes pour désigner les membres du Comité antifasciste de libération nationale, c'est-à-dire du premier gouvernement démocratique d'Albanie. La réunion était présidée par Omer Nishani qui donna la parole aux membres de la présidence afin qu'ils présentent leurs propositions. Le premier à prendre la parole fut Ramadan Çitaku. Il proposa que le Comité comprenne onze départements, à savoir l'Intérieur, les Affaires étrangères, l'Economie, la Reconstruction, la Justice, les Finances, la Presse et la Propagande, l'Education, la Santé, la Guerre et les Travaux publics.

«J'aurais aussi quelques noms à proposer, dit-il pour finir.

— Mais attends donc, intervint Omer Nishani, entendons-nous d'abord sur le nombre des départements».

Bien sûr, auparavant déjà, nous avons souvent discuté de l'organisation de l'appareil d'Etat, du gouvernement, etc., nous avons eu des échanges de vues et nous nous étions creusé la cervelle, car pour la plupart de nos camarades c'était une *terra incognita*, aucun de nous ou presque n'ayant jamais eu précédemment à s'occuper de tels problèmes. Bien entendu, nous avons une idée générale des fonctions des organes législatifs et exécutifs, nous connaissions plus ou moins certains aspects de l'organisation de l'Etat, de la structure décentralisée des organes locaux du pouvoir, etc. Nous avons lu des livres traitant des diverses formes de régime, monarchie ou république bourgeoise, nous voulions être toujours mieux informés sur l'organisation de l'Etat socialiste soviétique. Nous avons aussi parmi nous Omer Nishani, qui possédait de bonnes connaissances en matière juridique ainsi qu'une certaine expérience de l'administration des affaires d'Etat et c'est à lui que nous nous adressions pour éclaircir bien des questions. Il nous aidait dans la mesure de ses connaissances et, quand un problème ne lui était pas familier, il se creusait la cervelle en même temps que nous. Nous avons aussi recours à Sejfulla et à Koço Tashko, pensant qu'ils nous apprendraient quelque chose de neuf sur l'expérience de l'Union soviétique, mais ils ne faisaient qu'exposer des théories, surtout Sejfulla, qui se croyait maître en la matière, mais qui souvent montrait, outre son opportunisme, sa totale incompetence.

Nous nous fondions aussi sur une certaine expérience acquise au cours de notre travail pour renforcer et centraliser l'activité des conseils de libération nationale. A la base, dans le secteur civil, ce travail était très fructueux, mais quand il s'agissait des hautes instances nous manquions d'expérience. Jusque-là, nous ne possédions que l'expérience acquise au cours de la brève période qui avait suivi la Conférence de Labinot, pendant laquelle nous avons fait quelque progrès en investissant la présidence du Conseil général de certaines fonctions et compétences qui lui confieraient les traits d'un embryon de gouvernement; nous avons mis sur pied aussi plusieurs sections qui dirigeraient le travail dans divers domaines de l'activité de notre pouvoir. Mais il y avait encore tant de choses que nous ne connaissions pas bien. Par exemple, Baca, sur la base des discussions que nous avons eues auparavant, proposa le nombre des départements et leur donna un nom. Mais avons-nous bien réfléchi aux fonctions de ces départements et en avons-nous une vision claire ? Nous croyions que oui, car en général la structure que nous avons définie se justifia, à quelque amendement près, dans la pratique. Mais il arrivait aussi que, lorsque nous croyions avoir trouvé une solution adéquate à un problème, un des camarades de la présidence se levât et demandât :

«Mais qu'est-ce que le département de la Reconstruction ?

— Il s'occupera de la reconstruction des ouvrages détruits par la guerre, expliquait Baca, des logements, des ponts, etc.

— Bon, mais nous avons déjà un département des Travaux publics et un autre de l'Economie, disait un autre. Leurs attributions ne s'entremêleront-elles pas ?»

Nous débattions à nouveau le problème ainsi posé et non seulement nous répondions à chaque question ou à chaque remarque, mais nous nous faisons nous-mêmes une idée plus claire des choses, nous définissions de façon plus complète et plus précise les tâches d'un département donné. Ces discussions se muèrent ainsi pour nous en une sorte de débat théorique sur l'organisation et la structure du nouvel Etat.

Nous nous «querellâmes» longuement surtout sur les appellations à donner aux différents départements.

«Mais pourquoi cette appellation de «département de la Guerre» ? demandait Sejfulla Malëshova. Nous ne sommes pas pour la guerre, appelons-le donc plutôt «département de la Défense populaire», sautant ainsi sur l'occasion pour nous parler du caractère de notre lutte du moment et de l'avenir, de la politique étrangère de notre Etat, etc.

— Eh, bien, alors, appelons-le département de la Guerre et de la Défense nationale», proposait-on, ce qui fut approuvé.

De même fallait-il dire «le département de la Presse et de la Propagande» ou «le département de la Culture populaire», de «l'Economie» ou de «l'Economie populaire», etc ?

Une fois ce problème résolu, nous passâmes aux propositions sur les membres à élire au Comité antifasciste. Un camarade nous soumit une liste de douze noms, comprenant un président, qui dirigerait en même temps le département de la Guerre et de la Défense, un vice-président et d'autres membres qui assumeraient chacun la direction d'un département.

«Y a-t-il d'autres propositions ? demanda le docteur Nishani.

— Je pense qu'il nous faudrait deux vice-présidents du Comité, dit Mustafa Gjinishi, et je propose le major Spiro Moisiu. Sa désignation sera bien accueillie d'autant plus qu'il est de confession orthodoxe !

— Spiro Moisiu est déjà chef de l'Etat-major général, il ne pourra donc pas assumer d'autre fonction, objectâmes-nous, Orner Nishani et moi.

— La religion de la personne proposée, intervint Sejfulla en jetant un coup d'œil autour de lui, ne doit pas entrer en ligne de compte dans notre lutte. Ici il nous faut partir d'autres critères, comme le travail, les capacités et la détermination de chacun.»

Orner sourit. Il avait compris que Sejfulla pensait à sa propre candidature.

«Je crois, dit-il, que pour le moment, nous n'avons pas besoin de plus d'un vice-président du Comité et nous devons donc nous contenter de la candidature du père Myslim.

— Dans ces conditions je retire ma proposition», fit Gjinishi. D'autres discussions suivirent. Il était naturel et nécessaire qu'on en discutât, le but de notre réunion étant d'élire des camarades dévoués, compétents et déterminés, capables de diriger, mais dans les observations et les discussions de quelques membres de la présidence, se décelaient ça et là, de la part de certains, des tendances malsaines et le désir mal caché d'être eux-mêmes nommés aux postes en question.

«Si nous examinons un peu le cas du docteur Nishani ? Est-il juste qu'il assume à la fois la direction de la présidence et les affaires étrangères ?» intervint Liri Gega. Et Koço Tashko d'enchaîner aussitôt :

«Je me demande si la charge des affaires étrangères ne relègue pas au second plan celle de la présidence du Conseil.

— Moi aussi, je pense qu'il y a là un cumul à éviter», dit en haussant les épaules Orner Nishani, modeste mais également scrupuleux sur les questions juridiques.

Tout comme Liri et Koço, Sejfulla jugea l'occasion magnifique et il se rua sur le «portefeuille» de ministre des Affaires étrangères. Ainsi se présentèrent trois candidats à ce poste, chacun d'eux se jugeant plus compétent que les autres.

J'intervins pour expliquer pourquoi nous proposons Orner Nishani à ce poste et leur dis :

«J'estime que la candidature du docteur Nishani aux Affaires étrangères, surtout en ce moment, est très indiquée. Vu la situation de notre pays, il n'y a aucun mal à ce qu'une figure connue comme la sienne soit à la fois à la tête de la présidence du CALN et membre du gouvernement; au contraire, cela produira un bon effet parmi le peuple.»

De même, nous avons jugé que le docteur Nishani, en sa qualité de personnalité démocrate connue dans le pays et à l'étranger, apporterait par sa réputation et son travail une grande contribution au renforcement de nos liens avec d'autres pays. Quelques années plus tard, en 1947, m'étant rendu en Bulgarie à la tête d'une délégation gouvernementale pour signer le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la RP d'Albanie et la RP de Bulgarie, j'appris, au cours des entretiens que j'eus avec Dimitrov à Sofia ou ailleurs, qu'il connaissait et respectait Orner Nishani. Dimitrov avait connu Halim Xhelo et Ali Kelmendi. Il était au courant de l'action de communiste et de membre du Komintern de ce dernier et il déplora sa perte. Je l'entretins longuement de l'émigration «anti-zogiste» de jadis et des efforts de notre Parti pour convaincre ces émigrants de s'unir dans la lutte suivant les directives historiques données par Dimitrov lui-même en tant que secrétaire général du Comité exécutif de l'Internationale communiste, et je lui expliquai ensuite comment certains d'entre eux s'étaient laissés glisser dans le borbier du fascisme.

L'inoubliable Dimitrov me dit : «La ligne de votre Parti a été juste». Le vieil homme se réjouit quand je lui dis que Noli et le docteur Nishani avaient réagi comme il convenait. J'appris avec un vif plaisir qu'une personnalité de la stature de Dimitrov connaissait le docteur et s'intéressait à cet homme que nous avions mis à la tête du Présidium de l'Assemblée populaire.

Ainsi, donc, notre insistance finit par avoir le dessus et le nom d'Orner Nishani fut maintenu sur la liste comme candidat aux Affaires étrangères.

«Nous pouvons maintenant mettre aux voix la liste nom par nom et *en groupe* [En français dans le texte.], dit Omer Nishani.

— Un moment, s'il vous plaît, intervint un des participants. Comment s'appelleront les camarades membres du Comité qui dirigeront les départements ?»

Encore un autre «problème» qui donnerait à nos «théoriciens» l'occasion d'ergoter. «Cela va nous prendre encore une heure», pensai-je, c'est pourquoi je proposai :

«Qu'on les appelle membres du Comité, chargés des affaires de l'Economie, de l'Enseignement et ainsi de suite.

— Chargés d'affaires, dit Sejfulla en faisant la grimace, je ne trouve pas que ça sonne bien.

— Alors, qu'est-ce que tu proposes ? lui demandai-je.

— Je dirais plutôt «commissaire», mais on pourrait prendre ça comme un terme de gauche, c'est pourquoi je propose qu'on les appelle «membres du comité pour les affaires...» C'est peut-être un peu long, mais ça a l'avantage d'être clair.

— Je ne vois pas en quoi ce terme est différent de celui proposé par le camarade Enver», objecta Ramadan Çitaku. Et Nako Spiru d'intervenir à son tour:

«J'ai une idée, mais je sais qu'elle ne sera pas acceptée. Pourquoi ne les appellerait-on pas «secrétaires» ?

— C'est en Amérique qu'on les appelle comme ça», lança Sejfulla, tandis que Koçi Xoxe, le futur ministre de l'Intérieur, «trancha» :

«Moi, je les appellerais plutôt «préposés à» ! Ce problème fut enfin résolu, car on convint de les appeler «chargés des affaires de...»

Ensuite on mit aux voix chaque candidature à part et la liste en bloc. On élut ainsi à l'unanimité un Comité antifasciste de libération nationale composé de Enver Hoxha, président et chargé des affaires de la Guerre et de la défense nationale, Myslim Peza, vice-président, Haxhi Lleshi se voyait confier les affaires intérieures, Orner Nishani les affaires étrangères, le docteur Medar Shtylla l'économie, Bedri Spahiu la reconstruction, Manol Konomi la justice, Ramadan Çitaku les finances, Sejfulla Malëshova la presse et la propagande, Gjergj Kokoshi l'enseignement, l'ingénieur Spiro Koleka les travaux publics, et le docteur Ymer Dishnica la Santé.

Le lendemain, 28 mai, était le jour de clôture du Congrès antifasciste de Permet. La dernière séance, où seraient approuvées des décisions d'une importance historique pour le peuple albanais, fut fixée pour l'après-midi ; le soir, les délégués célèbreraient l'événement avec la population patriote et hospitalière de Permet puis prendraient congé d'elle et le surlendemain matin chacun partirait là où l'appelait son devoir envers le pays.

Ce jour-là régnait une atmosphère de joie et d'optimisme. On la sentait dans les maisons et dans les rues de Permet, on la lisait sur les visages et dans les yeux riants des délégués, des commandants et des commissaires qui

venaient discuter de leur travail, apportaient rapports et renseignements, recevaient des instructions et repartaient, prêts à accomplir leur mission. Entre-temps, d'autres encore venaient nous voir pour causer à bâtons rompus; des amis venaient nous saluer affectueusement une dernière fois avant de partir, en disant : «Qui sait, peut-être on ne se reverra plus.» Comme les autres camarades, j'étais moi-même très occupé et n'aimais pas qu'on me dérange dans mon travail mais si la porte s'ouvrait et que dans la pièce entrât, disons, Hasan Pulo pour m'inviter à prendre un café, ou à fumer une cigarette, je n'en étais pas contrarié, car ces rencontres avec de chers camarades et de bonnes gens du peuple nous tonifiaient l'esprit, nous réjouissaient le cœur et nous donnaient du courage.

L'après-midi, quand nous entrâmes dans la salle, les délégués qui avaient pris place et s'étaient mis à chanter par petits groupes, nous accueillirent avec des applaudissements et des ovations à l'adresse du Parti, du Front et de l'Armée de libération nationale. Ces acclamations se prolongeaient des minutes entières à tel point qu'Orner Nishani lui-même ému invitait les délégués à se rasseoir. Enfin, lorsque l'«ordre»-fut quelque peu rétabli, le docteur déclara la séance ouverte et passa la parole au secrétaire de la présidence du CALN, qui donnerait lecture des projets de directives à approuver définitivement par le Congrès. Cette lecture, qui normalement aurait dû prendre moins d'une heure, dura beaucoup plus longtemps, car les applaudissements éclataient après chaque décision et parfois après renonciation de certains articles. En effet, comment les représentants de ce peuple qui avait lutté durant des siècles pour la liberté et la justice auraient-ils pu ne pas exprimer leur joie en entendant scander : «Edifions l'Albanie nouvelle, démocratique et populaire, suivant la volonté du peuple !» Pour eux, ces articles de loi étaient le couronnement d'une longue et âpre lutte, l'objectif finalement atteint, pour lequel des milliers de camarades avaient versé leur sang, sacrifié leur jeunesse et leur vie.

Les délégués approuvèrent à l'unanimité la décision interdisant au satrape et traître au peuple albanais Ahmet Zogu et à sa famille de retourner en Albanie. Après la lecture de cette décision, Orner Nishani qui présidait la séance demanda:

«Y a-t-il des objections ?»

Cette fois il n'y eut pas d'applaudissements. Les délégués pour exprimer leur approbation, se mirent à crier : «A bas Zogu !» en frappant le sol du pied.

Les décisions de ne reconnaître aucun autre gouvernement qui pourrait être créé dans le pays ou à l'étranger, de poursuivre avec encore plus d'acharnement la lutte contre les occupants, les quislings, le «Balli Kombëtar», le «Legaliteti» et tout autre groupement réactionnaire, furent aussi adoptées à l'unanimité. Le Congrès approuva également la ligne politique du Conseil général de libération nationale et l'action de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale, et émit le vœu de voir détachées auprès de celui-ci des missions militaires de l'Union Soviétique et des Etats-Unis. Puis il fut donné lecture des autres décisions du Conseil antifasciste de libération nationale et de sa présidence, notamment de celle prévoyant la révision et l'annulation des accords politiques et économiques asservissants conclus par Zogu avec d'autres pays, et définissant les fonctions et les compétences du CALN et de sa présidence.

La décision sur la désignation et la composition du Comité antifasciste ayant les attributions d'un gouvernement provisoire prise par la présidence du Conseil antifasciste de libération nationale fut applaudie et ovationnée par les participants.

Ainsi, grâce à ces décisions d'une extrême importance, qui ouvraient une nouvelle époque glorieuse dans l'existence pluriséculaire du peuple albanais, le Congrès antifasciste de Permet s'était acquitté de sa mission historique. Le poing levé, comme nous nous saluions pendant la lutte de libération, les délégués scellèrent les actes fondamentaux marquant la naissance du nouvel Etat albanais et traçant la voie que suivrait l'Albanie de demain.

L'esprit révolutionnaire du Congrès de Permet, les décisions historiques qui y furent prises et l'expérience de notre Lutte de libération nationale se reflétaient dans la Déclaration du Congrès qui fut lue par Sami Baholli, saluée et approuvée par acclamation.

Cette Déclaration que le peuple allait bientôt connaître faisait la synthèse de la lutte du peuple albanais depuis le 7 avril 1939, des étapes et des moments cruciaux de cette lutte. Elle soulignait le rôle antinational et antipopulaire du régime de Zogu, du gouvernement quisling, des traîtres et des collaborateurs ballistes, zoguistes et autres, ainsi que le rôle de dirigeant et d'inspirateur du Parti communiste dans la Lutte de libération nationale.

La Déclaration procédait aussi à une analyse des facteurs extérieurs. Considérant la lutte des peuples soviétiques et de l'Armée Rouge dirigés par Staline comme le facteur essentiel de la victoire de la coalition antifasciste des peuples, elle faisait cependant une juste appréciation de la lutte menée par les Anglo-Américains et les peuples des Balkans. Après la lecture de la Déclaration et de quelques messages, en ma qualité de président du CALN, je pris la parole pour clore les travaux :

«Ce Congrès, disais-je entre autres dans ma brève intervention, est l'un des plus grands succès de notre Mouvement, il constitue la tribune d'où, pour la première fois dans l'histoire de l'Albanie, le peuple a exprimé librement ses idées et ses aspirations, où ont été prises des décisions importantes pour les destinées de notre pays, pour la poursuite de la lutte et l'édification d'un avenir heureux.

«Conscients de la lourde tâche dont le peuple nous a chargés, poursuivis-je, nous devons mettre toutes nos forces et notre vie au service de la patrie et respecter jusqu'à la mort la volonté de notre peuple de voir édifier une Albanie indépendante et démocratique.

«Nous devons faire connaître au peuple les décisions prises par notre Congrès le plus tôt possible et œuvrer avec lui à les appliquer en bravant même la mort, mobiliser toutes ses forces vives et, unis autour du Conseil et du Comité antifasciste de libération nationale, nous engager avec encore plus d'élan dans la lutte pour hâter la libération de notre pays.»

Après mon intervention, les délégués apposèrent à tour de rôle leur signature au bas des décisions dans le livre du Congrès, ce livre où nous avons symboliquement refait la même chose chaque fois qu'à l'occasion des anniversaires de ce glorieux événement nous nous sommes rendus à Permet.

C'est ainsi que fut clos le Congrès de Permet, l'un des plus importants événements de l'épopée de notre Lutte de libération nationale, un des monuments érigés grâce à la lutte et à la clairvoyance du Parti et du peuple, une œuvre d'une importance fondamentale pour l'avenir de l'Albanie.

A Permet, l'Albanie, dirigée par son héroïque Parti communiste, montra à ses amis comme à ses ennemis qu'elle était décidée à poursuivre dans sa juste voie. D'autres ne feraient plus leurs comptes sur son dos comme naguère, ce temps-là était révolu à jamais. L'histoire ne se répéterait plus, comme nos ennemis le souhaitaient ; le peuple était devenu maître de ses destinées.

3. Vers la victoire définitive

Aussitôt après le Congrès nous prîmes nos quartiers à Odriçan, un village bâti sur le versant d'une colline, à près d'une heure de marche de Permet. C'était un petit mais plaisant village, noyé dans la verdure et parcouru de ruisseaux aux eaux fraîches. Le village n'avait pas été incendié en sorte que les maisons où nous pouvions être hébergés ne manquaient pas. Les habitants nous accueillirent à bras ouverts et nous offrirent l'hospitalité. Je fus logé au bout du village chez des habitants patriotes qui, comme tous les autres villageois, étaient liés au Parti et au Front de libération nationale et vouaient une haine profonde au «Balli Kombëtar», à Ali bey et au baba réactionnaire de la *téqé* de Suka proche du village.

Mes hôtes, mère Viktori Jorgji surtout, se mettaient en quatre pour que je ne manque de rien et m'assurer les meilleures conditions possibles de travail et de repos. Après la Libération, j'ai rencontré plusieurs fois le vieux à Permet aux commémorations de la date du Congrès. Je ne sais plus si ces braves gens sont encore en vie, mais j'ai appris que leur fils, à l'époque encore enfant, est devenu un bon cadre et travaille actuellement dans les organes du pouvoir à Permet.

Attente à la maison de mère Viktori, était celle de Kostandina Londari ou mère Koce, comme on l'appelait au village et comme nous l'appelâmes aussi. J'y allais souvent pour travailler ou pour passer aussi un moment avec elle. Dès qu'elle me voyait arriver elle me demandait, avec une tendresse et une sollicitude maternelles, si j'avais besoin de quelque chose. Elle n'avait pas d'enfants mais pendant notre séjour à Odriçan elle nous traita tous comme si nous étions ses fils. Elle mit toute sa maison à notre disposition et alla elle-même s'installer dans une petite cuisine, aménagée dans la cour. Je garde dans mon cœur la plus grande affection pour cette vieille femme si attachante et les meilleurs souvenirs des jours passés auprès d'elle.

Déjà durant le déroulement du Congrès, et surtout après notre installation à Odriçan, nous discutâmes longuement de la situation politique et militaire du pays en vue de prendre de nouvelles décisions et mesures afin de renforcer l'Armée de libération nationale grâce à la création d'autres brigades, divisions et corps d'armée, etc. La décision de former la 1^{ère} division de l'ALNA, fut l'une des plus importantes qui furent prises durant notre séjour à Permet. Elle prouvait le haut degré de maturité et d'organisation atteint par notre armée.

Avec un sentiment de fierté légitime le Parti et le peuple voyaient croître et se consolider dans le feu de la lutte pour la liberté notre armée héroïque devenue si chère au peuple et si redoutable pour l'ennemi.

A l'époque, nos brigades de choc dont la plupart avaient été formées après l'offensive ennemie de l'hiver ainsi que des dizaines de bataillons, de détachements et d'unités régulières ou territoriales menaient de vastes opérations conduites par des commandants, des commissaires et d'autres cadres politiques et militaires éprouvés, comme Hysni Kapo, Shefqet Peçi, Adil Çarçani, Haki Toska, Manush Myftiu, Ramiz Alia, Rita Marko, Teki Kolaneci et Jaho Gjoliku.

Les fils et les filles du peuple, jeunes et moins jeunes, grossissaient sans arrêt les rangs de nos formations de combat, ce qui prouvait pleinement la force de notre armée et l'autorité incontestable dont elle jouissait auprès de la population. Non seulement elle parvenait à défaire partout les forces nazies-ballistes, libérant successivement des villes et des régions entières, mais tout comme auparavant et même avec encore plus de vigueur, elle jouait un très grand rôle dans le processus de consolidation des conseils de libération nationale et le perfectionnement de leur fonctionnement, dans la défense et l'affirmation du nouveau pouvoir qui décidait déjà des destinées de l'Albanie.

Peu après, dans l'élan sans précédent de l'insurrection générale, nous devons former de nouvelles divisions ainsi que le 1^{er} corps d'armée de l'Armée de libération nationale albanaise, qui eut pour commissaire Hysni Kapo, vaillant fils de la Labëri, dévoué corps et âme au Parti.

Ainsi, notre peuple, notre Parti et le gouvernement à peine formé à Permet possédaient une arme et une défense sûres et puissantes, l'Armée de libération nationale, devenue dès cette époque une armée régulière qui ne cessait de perfectionner ses méthodes et ses formes de combat.

Il devint dès lors partout possible de projeter et de mener à bien des opérations coordonnées entre les grands états-majors, puis de passer de la tactique de la guerre de partisans à celle de la guerre frontale.

C'est dans ce cadre que s'inscrit aussi l'ordre de passer à l'offensive dans le Nord pour attaquer et défaire l'occupant et toute la réaction, ballistes, zoguistes et *bayraktars* à Mat, Dibër et ailleurs, ordre que nous donnâmes au lendemain du Congrès historique de Permet à la 1^{ère} division de l'Armée de libération nationale albanaise.

Cet ordre était d'une portée particulière car il devait offrir au gouvernement créé à Permet la possibilité d'exercer son pouvoir dans le Nord, surtout dans certaines régions où la réaction intérieure, soutenue et encouragée par les Anglais, s'efforçait de maintenir sa domination et de garder son ancien pouvoir. Comme je l'ai écrit ailleurs, la réaction allait jusqu'à projeter de «diviser le pays en deux» de manière que l'Albanie du Nord restât entre les mains du «Balli» et du «Legaliteti», et sous l'influence des Anglais.

Mais, une fois de plus, la réaction faisait mal ses calculs. En dépit de l'influence des *bayraktars* et du clergé, le Mouvement de libération nationale avait de puissants points d'appui dans le Nord, de Tropoje à Shkodër, de Dibër à Mat et à Mirdite. La population de ces régions, soumise à l'oppression des *bayraktars*, du clergé réactionnaire et surtout de l'Eglise catholique, bouillait d'impatience de transformer son existence pour pouvoir enfin vivre libre. Ses aspirations coïncidaient pleinement avec le combat que menait le Parti, c'est pourquoi la résistance aux étrangers et à leurs instruments s'intensifiait chaque jour davantage dans ces régions. Le peuple se rendait bien compte que la Lutte antifasciste de libération nationale traçait la voie qu'il devait suivre pour édifier son avenir. Le cours des événements devait confirmer la justesse de la ligne du Parti, et la bravoure des fils des régions reculées du Nord devait briller d'un vif éclat. Dès le début de notre lutte, des unités et des guérillas de partisans, comme celles de Dibër, de Shkodër, de Has, de Mat, de Çermenike et de Martanesh opéraient dans le Nord du pays, et elles avaient intensifié et étendu leur action.

Les guérillas, puis les bataillons de partisans comme les bataillons de Dibër et de Mat, les bataillons «Perlât Rexhepi» et «Bajram Curri», etc., avaient remporté plusieurs victoires à Dibër, Tropojë, dans la Malësi e Gjakovës, dans la Malësi e Madhe, à Mat et à Martanesh. Avec des commandants et des combattants valeureux comme Ismail Poga, Din Bajraktari, Dulejman Cela et Idriz Mulosmani, ces unités avaient rendu la vie impossible aux occupants italiens et allemands et à la réaction du pays étroitement liée aux étrangers. Souvent, à la demande de leurs frères de Kosove et sur notre ordre, elles poussaient leurs attaques bien avant dans le territoire de Kosove et du Monténégro en vue d'aider le mouvement de libération nationale de la population albanaise de ces régions et des peuples yougoslaves.

Du reste, les meilleurs fils du Nord agissaient et militaient partout en Albanie, là où le Parti les avait envoyés, faisant preuve de bravoure, d'intelligence et de dévouement. Propagandistes zélés de la ligne du Parti, intrépides militants clandestins, hardis auteurs d'attentats et ardents communistes, on les trouvait partout, dans les brigades de partisans ou à la tête des comités régionaux du Parti. Compte tenu de toute cette lutte que menait la population du Nord et de son profond patriotisme, nous étions certains que, malgré leurs efforts intenses dans ce sens, la réaction et les étrangers ne parviendraient jamais à détacher le Nord du reste du pays.

D'autre part, bien que ces «idées» et ces «plans» témoignaient bien de la situation désespérée que connaissait la réaction et du désarroi qui s'était emparé d'elle, nous ne devons sous-estimer aucun facteur et nous n'avons pas une minute à perdre. En même temps donc que nous donnâmes l'ordre à notre armée de passer à l'offensive dans le Nord, nous prescrivîmes aux camarades du Parti d'être impitoyables pour les chefs de file de la réaction, et très chaleureux avec la population, en veillant bien à ne jamais perdre patience, et en tenant bien compte de l'ignoble propagande que l'occupant et la réaction avaient menée dans le peuple.

Par notre lutte, par nos prises de position et par notre parole, nous devions montrer à la population du Nord que nous étions différents de l'image calomnieuse que les traîtres, les *bayraktars* et Abaz Kupi et C^{ie} leur avaient brossée de nous, que nous étions au contraire les vrais libérateurs, ceux qui avaient porté le peuple au pouvoir.

C'est juste ces jours-là que fut déclenchée la seconde opération d'envergure de l'ennemi, celle de juin 1944. Elle empêcha pour un temps l'exécution de l'ordre que j'avais signé à Permet enjoignant à l'Armée de libération nationale de passer à l'offensive générale. Certes, l'opération de juin fut éprouvante, mais elle mit en valeur la force, le courage et l'intelligence de nos partisans, de nos commissaires et commandants, ainsi que la capacité du Parti et du Haut commandement à diriger l'Armée de libération nationale. A Odriçan nous étions dans la zone même où l'ennemi menait son offensive et nous pouvions à chaque moment être l'objet d'une attaque, surtout si les Allemands et les ballistes apprenaient que la direction du Parti et le Haut commandement avaient pris leurs quartiers dans les parages. C'est pourquoi nous avons recommandé à nos camarades et aux habitants du village de garder le secret le plus absolu à ce sujet. En même temps, nous avons pris les mesures nécessaires pour pouvoir nous déplacer rapidement en cas de danger. Une nuit, Behar Shtylla et Stefo Grabocka arrivèrent en toute hâte pour m'apprendre que les forces allemandes, franchissant les montagnes de Korçe, se dirigeaient vers Permet. Je pris une carte. Nous y marquâmes le lieu d'où les Allemands étaient partis, et l'heure de leur départ. Dans quelques heures les Allemands seraient à Odriçan ou pas loin du village. Nous avertîmes le bataillon de Riza Kodheli qui avait pour commissaire Misto Treska et lui ordonnâmes de gagner rapidement le bois en face d'Odriçan, sur la route de Alipostivan, proche du chemin qui mène à Pagri. Puis nous prîmes les mesures nécessaires pour mettre en lieu sûr les femmes, les enfants et les vieillards, et nous-mêmes, du Haut commandement, fûmes les derniers à quitter le village. Je convoquai Riza Kodheli et Misto Treska qui me rapportèrent la disposition de leurs forces, et leur donnai la consigne de ne pas livrer combat à l'ennemi avant d'avoir entendu trois détonations successives de mon «Mauser».

Enfin, prêts à toutes les éventualités, nous attendîmes en silence. Si les Allemands incendiaient le village, cela prouverait qu'ils savaient que nous y avions été et que nous devrions nous trouver dans les bois environnants. Ils prendraient donc le chemin d'Alipostivan. Les Allemands arrivèrent, et leur colonne pourvue de mulets chargés d'armements légers et de mortiers, dépassant Odriçan et Pagri, déboucha sur le chemin qui longeait le bois. Nous les surveillâmes pendant deux bonnes heures ; ils défilèrent pour ainsi dire sous nos yeux. Ils ne brûlèrent ni Odriçan, ni Pagri, mais se dirigèrent vers Permet qu'ils incendièrent pour la dernière fois: en réalité ils ne firent que mettre le feu à des ruines. Ils n'étaient donc pas informés que nous nous trouvions justement dans la zone où ils opéraient. Nous retournâmes à Odriçan et y poursuivîmes notre travail.

Chaque soir, je réunissais les camarades dans la maison où je logeais, ou sous le portique de la petite église située à l'extrémité du village. Je les mettais au courant de la situation et des nouveaux événements et je les consultais. Depuis Odriçan nous suivions aussi l'évolution de l'offensive allemande.

Très attentifs également à l'évolution des combats sur le Front de l'Est, nous estimions que désormais les jours de l'Allemagne nazie étaient comptés : elle se défaisait sous les coups terribles et mortels que lui portaient l'Armée Rouge de Staline et tous les peuples qui luttaient héroïquement pour leur liberté. Notre Haut commandement avait compris que l'offensive allemande de juin 1944 en Albanie était le dernier sursaut du fauve agonisant.

Pour riposter à cette offensive conformément à notre stratégie et nous acquitter au mieux de notre devoir de libérer au plus tôt le pays, nous donnions pour orientation aux unités de l'Armée de libération nationale d'adopter, dans leurs affrontements avec l'ennemi, une défense souple et active en évitant les regroupements de forces et les attaques de l'ennemi, d'assaillir sans arrêt les forces allemandes et réactionnaires pour les épuiser, les morceler, les démoraliser, et les anéantir dans le feu de la guerre populaire.

Dans ce cadre, l'ordre donné à notre 1^{ère} division, de monter vers le Nord, fut aussi un rude coup militaire et politique porté aux Allemands, aux traîtres et aux plans des «alliés». En dépit de l'opposition des Anglais et des menées de sape de Mehmet Shehu, de Dali Ndreu et de Tuk Jakova, l'exécution de cet ordre, marquait en fait la fin de l'offensive de l'ennemi et le début de notre offensive générale pour la libération complète du pays.

Toutes ces victoires remportées sur le front des combats conférèrent progressivement une importance primordiale au travail d'organisation et au fonctionnement du nouvel Etat que nous venions de créer. Les organes administratifs élus par le Congrès de Permet avaient vu pendant une brève période, en juin, leur action contrecarrée par le cours des opérations, mais ils la reprirent aussitôt, l'amplifièrent et la perfectionnèrent. De juillet à octobre la présidence du Comité antifasciste et ses divers départements promulguèrent une série de lois, adoptèrent des décisions et donnèrent des directives sur l'organisation et le redressement de l'économie, de l'enseignement, de la santé, etc. Dans les zones libérées, on se mit au travail pour recenser les richesses nationales et en assurer la gestion, pour remettre en service le petit nombre d'établissements industriels hérités du passé, rouvrir les écoles, pourvoir aux cadres nécessaires dans tous les domaines, médecins, enseignants, ingénieurs, techniciens, etc.

Par son activité, le nouveau gouvernement cette fois populaire prouvait qu'il n'existait pas que sur le papier, mais dirigeait réellement au nom du peuple et grâce à son soutien complet.

C'est précisément dans ce contexte que le Parti décida de convoquer le premier Congrès de l'organisation de l'UJAA. [*L'Union de la Jeunesse antifasciste albanaise.*] Ce fut un événement important pour la jeunesse, pour le Parti et pour tout notre peuple, car la jeunesse constituait la force la plus vive et la plus active de la lutte de libération, et elle devait être au lendemain de la Libération une armée organisée et invincible appelée à jouer un rôle irremplaçable dans la vie du pays, dans l'œuvre de reconstruction, dans l'action politique et dans la gestion de» affaires de l'Etat. Eduquée dans un esprit patriotique élevé, la jeunesse, réserve combattante du Parti, prendrait la relève de cette révolution sans précédent dans l'histoire du peuple albanais.

C'est parce que nous la considérons ainsi, que malgré nos nombreuses préoccupations, nous, camarades dirigeants du Parti, du Comité antifasciste et de la présidence du Conseil, nous étions retournés à Helmës, pour nous trouver pendant ces jours là aux côtés de nos jeunes révolutionnaires.

Le Congrès de la Jeunesse se tiendrait donc à Helmës, dans une jolie prairie dominant le village. Ce furent des journées joyeuses et très actives. Nako et Nexhmije préparèrent un rapport que nous revîmes ensuite ensemble ; les autres camarades de la jeunesse s'affairaient aux préparatifs pour accueillir les délégués, et tout le monde, même nous, «les plus âgés», nous attendions impatientement le jour de l'ouverture du Congrès. Les délégués de la jeunesse arrivaient de tout le pays, des détachements et des unités de combat du secteur civil, des jeunes passés ou non dans la clandestinité, pleins d'ardeur et d'élan juvénile, tous très attachés et fidèles au Parti et à la Lutte de libération nationale. Le jour de l'ouverture des travaux du Congrès, le 8 août, dès le matin le docteur Nishani, d'autres camarades et moi nous nous mîmes en route de Helmës pour la jolie prairie de Lirëze qui retentissait des chants et des ovations à l'adresse du Parti communiste d'Albanie. Tous les délégués, souriants et heureux, s'écartèrent pour nous laisser passer et nous défilâmes comme au milieu d'une garde d'honneur entre deux haies de jeunes partisans et partisans au garde-à-vous. Nous prîmes place sur la tribune aux côtés des dirigeants de la jeunesse, tels entre autres Nako Spiru, Ramiz Alia, Nexhmije Xhuglini, Alqi Kondi et Tasi Mitrushi.

Il y eut un moment de silence que rompit la voix claire et émue d'un jeune, qui nous remua tous :

«Camarades, dit-il. Au nom de tous les délégués représentant la jeunesse des régions libérées et occupées, au nom de toutes les unités de notre armée, je souhaite la bienvenue au Congrès de la Jeunesse, aux principaux dirigeants du Parti communiste, de notre armée et de notre jeune Etat. Nous les remercions de tout cœur et considérons leur participation à notre Congrès comme un honneur, un encouragement et une aide considérables pour la jeune génération du pays.»

Ce jeune homme, encore mince mais au regard perçant et à la parole ardente, c'était le camarade Ramiz Alia. C'est à Helmës, que je le rencontrai pour la première fois, mais de loin, si l'on peut dire, nous nous connaissions depuis longtemps. Les camarades, surtout Nako et Nexhmije, m'avaient parlé de lui avec beaucoup de respect et de sympathie, me le décrivant comme un jeune camarade capable et combatif, qui s'était distingué dès le début à Tirana, puis surtout par son travail d'organisation et de direction du Comité et de l'organisation de la jeunesse du district de Berat. J'avais reçu de lui deux mois plus tôt à mon nom une lettre qui me frappa par la compétence avec laquelle il traitait des problèmes du travail politique et de l'action menée auprès de la jeunesse de la VII^e brigade de choc, dont il avait été dès le début désigné responsable de la jeunesse et de la section politique. Dans ma réponse, je le félicitai de son travail et lui fis part des conseils et des instructions de la direction du Parti pour promouvoir le travail d'éducation de la jeunesse. A l'époque, Ramiz était très jeune, mais il avait déjà le jugement mûr et une claire vision des choses. Il était de tempérament combatif et doté d'un vif esprit d'initiative. Ces qualités, il devait les manifester lors des travaux du Congrès de la jeunesse, où les délégués l'éluèrent membre de la direction de l'UJAA. Grâce à son travail et à son activité ininterrompue et fructueuse, Ramiz devait progresser dans cette voie pour devenir un des principaux dirigeants de la jeunesse et, plus tard, du Parti. Nous travaillerions ensemble et nous nous lierions d'une grande amitié fondée sur nos efforts communs pour le triomphe des idéaux de notre Parti.

C'est cette prairie qui devait servir de salle au premier Congrès de la jeunesse. Les séances eurent donc lieu à ciel ouvert dans l'air pur de Qafë e Martes. Prenant moi-même la parole pour saluer le Congrès au nom du Comité central du Parti, je parlai aux représentants de la jeunesse de la grande confiance que le Parti avait toujours accordée à l'héroïque jeune génération d'Albanie, j'appréciai sa précieuse contribution à la lutte de libération et je soulignai :

«D'autres batailles nous attendent. Il faudra construire le pays, consolider le pouvoir démocratique, engager notre Albanie dans la voie du bonheur ! C'est pourquoi il vous incombe à vous, fils et filles du pays, qui êtes à la pointe du combat gigantesque que nous livrons pour la libération, de vous mettre dès maintenant et pour toujours à la tête du travail pour la reconstruction du pays, la suppression du retard hérité du passé, pour la défense et l'épanouissement de cette terre que nous arrosons de notre sang.»

Le message de salutations que je lus au nom du Comité central du Parti fut accueilli par des ovations. Leurs applaudissements, les mots d'ordre enthousiastes qu'ils scandaient ainsi que leurs interventions traduisaient leur amour pour le Parti communiste, leur confiance en lui et leur ferme détermination de suivre sa voie.

Nous aurions beaucoup aimé rester plus longtemps là-bas, dans la prairie de Lirëze, où l'on sentait la fraîcheur, l'élan et la force des jeunes, mais nous les laissâmes poursuivre leur travail, car d'autres tâches nous attendaient. En descendant joyeusement le flanc du coteau, accompagnés des ovations des délégués, nous répétions sans cesse le leitmotiv de nos conversations :

«Nous vaincrons coûte que coûte tout ennemi qui se dressera sur notre chemin !»

Le docteur Nishani, très ému, essayait ses larmes avec son mouchoir et disait :

«Vous voyez, vous voyez ce qu'a fait ce Parti! Quel patriotisme il a éveillé dans le cœur des jeunes !»

Laissant les jeunes continuer là haut les travaux de leur Congrès, nous, membres du Comité central du Parti, du Comité antifasciste et de la présidence du Conseil, nous continuâmes à travailler du matin à tard dans la nuit pour définir les nouvelles mesures à prendre pour libérer le pays au plus tôt, pour panser les plaies de la guerre, reconstruire les maisons, les écoles, les ponts, assurer la subsistance du peuple, redresser le peu d'industrie que nous possédions, etc.

Nous étions à tel point submergés de travail que nous ne trouvions pas, comme on dit, le temps de reprendre haleine, mais sans jamais perdre notre confiance et notre optimisme. Après tant d'années de combats et d'efforts, le jour de la libération approchait. Le peuple jouirait d'une liberté complète, telle qu'il n'en avait jamais connue, dans une Albanie nouvelle sans oppresseurs ni exploités.

Il apparaissait évident que l'automne 1944 serait la dernière saison de l'occupation en Albanie. Les régions du Sud étaient déjà libérées, y compris les villes principales comme Vlore, Gjirokastër, Sarande et Permet. De même, après des combats sanglants, nous avions libéré la plupart des régions de l'Albanie centrale tandis que, dans le Nord, l'ennemi gardait encore quelques villes et quelques voies de communication qu'il devait utiliser pour sa retraite au-delà de nos frontières d'Etat.

Les autorités d'occupation, le gouvernement quisling et son administration n'exerçaient pas de pouvoir réel. Dans toutes les régions libérées, qui représentaient, en octobre 1944, les trois quarts du territoire albanais, avait été instauré le pouvoir nouveau, populaire, dont les organes, à la base comme au sommet, assuraient le bon fonctionnement. Tout laissait entendre que l'ennemi ne pouvait plus espérer sérieusement rétablir la situation antérieure. La libération complète de l'Albanie n'était plus qu'une affaire de semaines.

Dans ces circonstances, la direction du Parti discuta des mesures à prendre, surtout sur le plan politique, devant cet événement imminent. Compte tenu donc de la situation intérieure et à la fois des relations internationales de notre nouvel Etat, le Comité central du Parti jugea le moment venu de constituer le CALN en Gouvernement démocratique provisoire d'Albanie. Comme je l'ai déjà indiqué et comme l'histoire aussi nous l'apprend, le Comité antifasciste élu à Permet, bien qu'il eût été investi de toutes les attributions, n'avait pas pris publiquement l'appellation de gouvernement (encore que nous-mêmes le considérions comme tel), et cela pour certaines raisons.

Le Congrès de Permet avait, certes, fondé l'Etat albanais différent par la forme et le contenu de l'Etat féodalobourgeois du régime de Zogu ; certes aussi, les organes d'Etat supérieurs mis sur pied à Permet jouissaient du vaste soutien des masses populaires et incarnaient en même temps la souveraineté de l'Etat, mais il ne faut pas oublier qu'en mai 1944 une grande partie du pays était encore occupée par les troupes nazies et sous le contrôle de l'administration quisling. Par ailleurs, en mai 1944, nous n'avions pas encore créé un réseau complet d'organes administratifs à travers lesquels notre Gouvernement pût diriger et contrôler toute la vie du pays. En outre, la proclamation de la formation d'un gouvernement proprement dit allait poser également dès mai 1944 la question de la reconnaissance de ce gouvernement par nos alliés, ce qui à l'époque n'était pas opportun du point de vue tactique. Et cela surtout parce que les alliés anglo-américains en particulier, dont nous connaissons la «sympathie» à notre égard, refuseraient de nous reconnaître, en prétextant les circonstances que je viens de mentionner. Nous avons donc décidé de constituer le Comité en gouvernement à une seconde étape lorsque l'offensive générale de notre armée aurait anéanti ou presque l'occupant allemand, la réaction intérieure et, avec eux, les espoirs des «alliés» d'opposer au Mouvement de libération nationale une autre force politique comme contrepoids dans la lutte pour le pouvoir.

En septembre 1944, la direction de notre Parti jugea les conditions réunies pour franchir ce nouveau pas et elle soumit le problème à la réunion de la présidence du Conseil antifasciste de libération nationale. Après avoir expliqué, avec force arguments à l'appui, les raisons qui nous avaient poussés, à Permet, à élire le Comité antifasciste et pourquoi il devait maintenant être converti en gouvernement démocratique du nouvel Etat albanais, je conclus :

«La proposition de la constitution du Comité antifasciste de libération nationale élu à Permet en gouvernement démocratique provisoire du nouvel Etat albanais est la suite logique de la voie dans laquelle le Parti communiste a guidé les masses populaires pour la libération du pays et la prise du pouvoir politique d'Etat. Dans ce sens, la réunion qui approuvera cette proposition du Parti sera considérée comme le prolongement du Congrès de Permet, comme une de plus de ses «séances», tenue quelques mois plus tard !»

Tous les camarades de la présidence du Conseil accueillirent chaleureusement cette proposition du Comité central du PCA et tombèrent d'accord sur la convocation de la II^e réunion du Conseil antifasciste de libération nationale pour le début d'octobre. La date exacte ainsi que la ville où aurait lieu la réunion, et que l'Etat-major général désignerait en fonction de la situation militaire, devaient être communiquées plus tard aux membres du CALN. Quelques jours après, nous apprîmes que la ville de Berat venait d'être libérée. Nous décidâmes sur-le-champ d'y tenir la II^e réunion du CALN, vu que Berat était une des villes principales d'Albanie, située au centre du pays et héritière d'anciennes traditions historiques. Mais le jour de l'ouverture de la réunion fut remis à une date ultérieure, parce que les troupes allemandes conservaient encore leurs positions à Kuçove et qu'il allait falloir un certain temps aux membres du Conseil antifasciste pour se regrouper à Berat. Entre-temps, nous donnâmes l'ordre à nos unités opérant dans cette zone de mettre fin le plus tôt possible à la résistance des nazis et, je crois me souvenir que deux ou trois jours avant l'ouverture des travaux de la réunion de Berat, Kuçove aussi fut libérée.

Ainsi au moment voulu nous quittâmes Odriçan, traversâmes la région de Skrapar et, deux jours après, gagnâmes Berat tard dans la nuit.

Le lendemain, apprenant que les camarades du Comité antifasciste et de l'Etat-major général étaient arrivés dans leur ville, les gens sortirent tous dans les rues. Hommes, femmes, vieillards, mères portant leurs petits dans les bras, jeunes gens et jeunes filles, pionniers, bref toute la population nous souhaitait la bienvenue en chantant et en nous adressant des ovations prolongées. Les chants et les acclamations se poursuivirent des heures entières dans les rues ainsi que devant la maison située sur un flanc du quartier de «Mangalem» où nous étions installés. Cette demeure, naguère des Vrioni, a été aujourd'hui aménagée en musée régional de la lutte de libération nationale.

Dans la ville la vie avait repris son cours normal, partisans et volontaires veillaient au maintien de l'ordre, les rues étaient très animées, et les gens joyeux. Berat n'avait pas été très éprouvé par la guerre bien que l'on y vît aussi des ruines et des maisons brûlées, mais par rapport à Permet, où nous nous étions réunis quelques mois auparavant, la situation y était meilleure. Ces jours-là, nous vivions tous, simples partisans et dirigeants, dans une atmosphère que nous n'avions pas connue depuis longtemps. Dans les rues animées, les boutiques bien approvisionnées (naturellement, en produits que l'on trouvait à l'époque), les cafés et les restaurants restaient ouverts même après la tombée du soir. Mais les commerçants et les propriétaires de ces établissements furent nécessairement déçus, car, malgré notre envie de faire quelque achat, nous étions à court d'argent et, quand les camarades, fouillant dans leurs poches, trouvaient quelque menue monnaie, ils la dépensaient pour acheter du tabac et des lames de rasoir, ou pour prendre un café comme des «messieurs» à l'hôtel «Colombo» !

Ces jours-là, s'installèrent également à Berat les missions militaires alliées d'Union soviétique, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, conduites respectivement par Ivanov, Smith et Thomas Stephens, alias Thoma Stefani. Il s'y trouvait bien entendu aussi le colonel Velimir Stojnic et les autres «amis» yougoslaves. Nous les invitâmes tous à assister à la réunion du Conseil antifasciste de libération nationale en tant que représentants de pays amis et alliés dans la lutte commune contre le nazi-fascisme. Ivanov et Stojnic n'hésitèrent pas à accepter «avec plaisir» notre invitation, de même que l'américain de Korça, Stephens qui avait assisté au Congrès de Permet «en simple auditeur». Mais, à notre étonnement, les Anglais, contrairement à ce qu'ils avaient fait à Permet, acceptèrent, eux aussi, d'assister à cette réunion où ils envoyèrent le major Smith, substitut de Palmer, qui avait quitté notre pays au début d'octobre. Après avoir échoué par le langage de la force, les émissaires britanniques cherchaient maintenant à alterner, dans leur attitude, les intrigues et les menaces avec la «bienveillance» et la «gentillesse» ! Apparemment, ils avaient enfin compris que leur plan monté avec Abaz Kupa et d'autres de son acabit, n'avait aucune chance de réussir et ils comptaient à présent manœuvrer au sein du Mouvement et du Front de libération nationale en y introduisant d'autres chevaux de Troie pour saboter le triomphe de la révolution populaire.

La réunion historique de Berat eut lieu le 20 octobre. Vers dix heures du matin nous, membres de la présidence et du Comité antifasciste de libération nationale, partîmes à pied en direction de la salle où se tiendrait la réunion et qui est conservée aujourd'hui comme un monument historique. La foule qui s'était rangée sur les deux côtés de la rue nous saluait et nous jetait des fleurs. Devant la salle de cinéma, où devait se tenir la réunion, nous passâmes en revue des partisans au garde-à-vous d'une compagnie de la VII^e brigade de choc, qui avait combattu pour la libération de la ville.

Au moment où nous entrâmes dans la salle, les membres du Conseil et les invités se levèrent et nous accueillirent par des applaudissements. Près de la moitié de la salle, les loges et la galerie étaient remplies de gens du peuple. Nous avons lutté ensemble, tout se faisait au nom du peuple et c'est pourquoi, comme on dit, nous jouions cartes sur table : le peuple devait voir de ses propres yeux comment ses représentants élus démocratiquement à Permet procéderaient à cette réunion. Il n'y avait rien de mal à cela, sauf que cela alourdit un peu la tâche du docteur Nishani. Il dirigeait en effet les travaux et devait fréquemment intervenir pour calmer les gens qui, dans leur enthousiasme, ne mettaient pas fin à leurs acclamations.

«Silence, je vous prie, leur disait-il d'un ton «sévère» nous tenons une réunion de travail et pas un meeting !»

Tout était simple, naturel, émouvant. Il n'y avait là ni «députés» en frac, montre au gilet et fleur à la boutonnière, ni gardes chamarrés, ni «greffier» perdu derrière un tas de dossiers, de papiers et d'encriers comme au parlement des «pères de la nation» du régime de Zogu. Les députés de ce «parlement» étaient des hommes simples, des fils du peuple aguerris au combat, qui n'avaient pas hérité de titres et n'étaient pas issus de «grandes familles», mais ils étaient tous animés de leur amour pour le peuple, cet amour qu'ils avaient prouvé au cours de la lutte, et ils aspiraient ardemment à un avenir radieux pour leur patrie. Ce fait et d'autres encore montraient bien que ce qui se passait en Albanie marquait le début d'un bouleversement radical, la naissance d'un monde nouveau où les méprisés et les opprimés d'hier avaient gagné, grâce à leur lutte, au prix du sang versé et dans la révolution, le droit de décider du sort de la nation.

La salle de la réunion était pavoisée de drapeaux, ornée de fleurs et de couronnes de lauriers. Sur le rideau de la scène, tout au fond, on avait déployé un très grand drapeau albanais, travaillé avec amour et flanqué des mots d'ordre : «Mort au fascisme — Liberté au peuple» ; sur les murs latéraux on avait accroché des portraits des patriotes de notre Renaissance nationale, des martyrs de la Lutte de libération ainsi que des banderoles portant en gros caractères : «Vive le pouvoir populaire !», «Vive l'Armée de libération nationale !»

A l'ouverture de la réunion le docteur Orner Nishani, en tant que premier membre de la présidence du CALN, prononça une allocution où il fit un résumé de la situation intérieure et extérieure et expliqua aux membres du Conseil antifasciste de libération nationale l'objectif de la réunion.

«Dans cette situation, dit-il, alors que les trois quarts de l'Albanie sont sous notre juridiction, la présidence du Conseil antifasciste de libération nationale a jugé nécessaire de convoquer cette réunion du Conseil pour approuver la constitution du Comité antifasciste de libération nationale en gouvernement démocratique. La présidence a jugé également opportun que cette décision soit prise solennellement par tous les membres du Conseil, sans égard au fait que les attributions qui lui ont été conférées à Permet, lui auraient permis de signer elle-même un tel acte.»

Les applaudissements immédiats des membres du CALN et des gens du peuple qui se trouvaient dans la salle montraient que cette proposition concernant cet acte historique, serait certainement approuvée, quand elle serait mise aux voix à la fin de la réunion. Après le discours d'ouverture du docteur Nishani, on me donna la parole en qualité de président du Comité antifasciste de libération nationale afin que je présente le rapport au nom de ce Comité.

Après avoir fait un bref exposé de la situation internationale et mis en relief les grandes victoires remportées par l'Armée rouge qui se battait alors en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Prusse orientale, ainsi que le débarquement tant attendu des alliés anglo-américains en France, je brossai un tableau des succès qu'avaient obtenus notre peuple et notre armée guidés par le Parti dans l'offensive décisive qu'ils avaient lancée pour chasser le fauve nazi du sol sacré de notre patrie.

«Les décisions du Congrès de Permet, rapportai-je au Conseil, ont été traduites dans les faits avec succès. Nos divisions et nos brigades ont mis en échec la seconde offensive allemande et elles se sont dirigées, victorieuses, vers l'Albanie du Nord. En plus des défaites qu'elles ont infligées aux divisions de la Wehrmacht, elles ont fait fondre comme neige au soleil les guérillas du «Balli» et les bandes de Shefqet Verlaci et d'Abaz Kupi, de Fiqri Dine et de Halil Alla, de Markagjoni et de Muharrem Bajraktari.»

Dans mon rapport, je parlai avec admiration et émotion de l'héroïsme de notre Armée de libération nationale, de ses vaillants partisans, de ses commandants et commissaires, qui, mal habillés, mal nourris, avaient combattu avec abnégation, hiver comme été, par monts et par vaux, qui avaient consenti de nombreux sacrifices pour leur patrie, baigné de leur sang chaque pouce de cette terre, et qui étaient tombés en chantant comme s'ils naissaient à la vie. Qui donc donnait une pareille force à cette armée, qui l'appuyait, qui la ravitaillait et l'abritait ? Le peuple.

«Notre armée, soulignai-je, s'est équipée des armes qu'elle a enlevées à l'ennemi au cours des combats, le peuple l'a nourrie en lui offrant jusqu'au pain de ses enfants. Les maisons du peuple, les montagnes et les forêts de notre pays sont ses casernes. Mais, dis-je en m'adressant aux représentants militaires alliés, dans l'intérêt de cette lutte sacrée menée en commun, pour armer des milliers de volontaires, qui chaque jour grossissent les rangs de notre

armée, pour barrer les chemins de la retraite aux forces allemandes et, finalement, les écraser, nous demandons à nos alliés des armes, encore des armes, toujours des armes! Personne ne peut nous nier le droit de nous battre ; personne ne peut nous empêcher de lutter et de vaincre l'ennemi, mais, nous le répétons, nous voulons des armes et des munitions !»

Nous présentions cette demande aux «amis» pour la énième fois, nous ne comptions plus le nombre de rencontres, d'entretiens, de lettres officielles et de radiogrammes où nous leur avons fait savoir que nous ne voulions ni sucreries, ni chocolats, mais seulement des armes, des cartouches, des obus ! Pour toute réponse à nos demandes réitérées, nous ne recevions que des promesses, des sourires diplomatiques hypocrites, des justifications, ou encore des offres d'acheter notre patrie. Nous sollicitons leur aide sincère d'allié mais nos appels ne furent qu'une *vox in deserto*. Qu'y faire, tel a été le destin de notre peuple, il n'a eu que très peu d'amis fidèles et d'alliés loyaux. Mais peu importe, peut-être est-ce ce qui a accru sa vitalité, l'a rendu inébranlable et l'a convaincu qu'il ne peut conquérir sa liberté et son bonheur qu'en ne comptant que sur ses propres forces.

Dans mon rapport, je m'arrêtai notamment sur l'impact politique de la création du Comité antifasciste de libération nationale au Congrès de Permet. Je soulignai l'enthousiasme du peuple albanais à l'occasion de cet événement et sa joie exprimée dans des milliers de lettres que nous reçûmes au lendemain de la création du premier Gouvernement populaire, ainsi que sa volonté de l'appuyer et de le soutenir dans son action pour le bien de l'Albanie.

Quand aux milieux et aux forces réactionnaires, ils réservèrent à la nouvelle de la création du Comité antifasciste un tout autre accueil. Elle leur fit l'effet d'une bombe et réduisit à néant leurs rêves insensés. «La formation du Comité investi des attributions d'un gouvernement révolutionnaire, soulignai-je intentionnellement, a couvert de ridicule les tentatives de la réaction dans le pays comme à l'étranger pour créer des gouvernements fantoches ne jouissant d'aucune sympathie ni d'aucun soutien parmi le peuple. Qui cherche à monter de toutes pièces ces créatures vouées à la mort, fait le jeu des ennemis du peuple albanais !»

Plus loin, je rendis compte du travail accompli par le Comité antifasciste de libération nationale au cours de cette période de quatre mois. A cet égard, je fis un exposé sur les efforts déployés par ce Comité en vue de réorganiser la vie dans les régions libérées, dans les villes comme à la campagne, de prendre les mesures nécessaires pour faire redémarrer l'économie, de nourrir et de loger la population, de garantir un service sanitaire approprié, d'ouvrir des écoles, de promouvoir la culture et d'intensifier le travail de propagande.

Les membres du Conseil montrèrent, par leurs applaudissements et dans leurs interventions, qu'ils appréciaient hautement et approuvaient l'activité du Comité antifasciste de libération nationale.

Jusqu'alors, le Comité antifasciste de libération nationale avait fondé son travail sur un système administratif encore à l'état embryonnaire, c'est-à-dire imparfait. Ce n'est qu'au sein du Comité qu'existait déjà une répartition du travail, des départements couvrant divers secteurs de la vie du pays. A la base, l'organisation des conseils de libération nationale des districts et des villes avait à peine commencé, on venait de créer des sections distinctes et de mettre sur pied les appareils administratifs, etc. Bien entendu, la guerre n'était pas encore finie, notre nouvel Etat était à peine fondé et nous manquions de cadres et d'expérience. Petit à petit, tout progresserait, la pratique même nous suggérerait les formes de travail les plus appropriées, nous apprendrait donc à diriger et à gouverner.

Après avoir expliqué aux camarades le mode d'organisation et de fonctionnement de notre nouvel Etat, je passai à l'objectif principal de la II^e réunion du Conseil antifasciste de libération nationale, en proposant que le Comité antifasciste se constitue en gouvernement démocratique populaire provisoire.

«Le gouvernement démocratique qui sortira de cette réunion, dis-je s'en tiendra rigoureusement à la plate-forme politique et militaire du Mouvement de libération nationale et aux décisions du Congrès de Permet. Tout d'abord, il oeuvrera jusqu'au bout à la libération totale de la patrie. Après la libération de toute l'Albanie, poursuivis-je, et une fois la situation stabilisée, le gouvernement démocratique garantira et organisera des élections démocratiques libres à l'Assemblée constituante qui définira également la forme de notre régime et approuvera la Constitution de l'Etat albanais.

«Notre gouvernement demandera aux alliés du grand bloc antifasciste de le reconnaître en tant qu'unique gouvernement du peuple albanais, issu de son sein et de sa lutte, exprimant sa volonté et représentant toutes ses couches. Ils reconnaîtront notre gouvernement, parce qu'ils ont vu de leurs propres yeux les sacrifices que nous avons consentis au cours de cette lutte acharnée et inégale, ils ont vu l'héroïsme quotidien de notre peuple petit mais inflexible qui, en dépit des conditions très difficiles, s'est jeté sur l'ennemi avec une abnégation exemplaire.»

Après la lecture du rapport que je présentai au nom du Comité antifasciste de libération nationale et qui dura environ une heure, nous eûmes droit à une pause au cours de laquelle les groupes artistiques de diverses unités militaires et des jeunes de la ville de Berat donnèrent un concert de chants patriotiques et partisans. Les

participants à la réunion et tous les gens dans la salle chantaient en même temps que les «artistes». Peut-être ce concert où tout le monde, interprètes et spectateurs, chantait ensemble, fut-il loin d'être parfait et de satisfaire aux exigences artistiques du chef d'orchestre; certains chantaient faux, d'autres ne connaissaient pas bien les paroles, d'autres encore oubliant qu'il s'agissait d'un concert organisé, cherchaient entre deux morceaux à placer une chanson qui leur plaisait davantage, mais qui ne figurait pas au programme. Toujours est-il que tout le monde était content et heureux ; il y avait fête dans les cœurs et les yeux des camarades ! La séance suivante commença par les salutations des représentants des pays alliés qui apprécièrent dans les grandes lignes nos succès dans la Lutte de libération nationale et exprimèrent leur sympathie et leur soutien à notre peuple. Bien entendu, les salutations de chacun d'eux se distinguaient par certaines nuances, qui étaient fonction de leurs objectifs et de leur attitude, même apparente, à notre égard.

Smith, par exemple, en dépit de nos observations sur les aides insuffisantes, pour ne pas dire inexistantes, des alliés, n'effleura même pas cette question, il promit seulement que «les alliés n'oublieront leurs compagnons ni en temps de guerre, ni en temps de paix», comme s'ils voulait par là nous prévenir que même après la guerre ils nous donneraient assez de fil à retordre ; l'émissaire américain, d'origine albanaise, mais complètement abâtardi, exprima, en un albanais boiteux, sa joie «comme militaire américain et comme Albanais attaché aux siens».

Velimir Stojnic, d'un air hautain, parla plus longuement que les autres. Nous fûmes frappés par le fait que Tito, la Yougoslavie et les Balkans revenaient sans cesse dans son laïus, qu'il prononça en serbe. Une fois son discours traduit, on s'aperçut que le colonel yougoslave avait parlé de la lutte menée en Yougoslavie et de Tito plutôt qu'il n'avait salué l'événement historique dont il avait été témoin. Stojnic parla de «l'union des peuples balkaniques», il évoqua même la «fameuse fédération» et promit «l'aide et le soutien de la Yougoslavie sœur», mais il passa sous silence par exemple le combat mené par nos forces pour aider le Mouvement de libération nationale de Kosove et de Dibër, cette expression concrète de la fraternisation combattante de nos peuples et de nos pays dans les batailles livrées à l'ennemi commun.

Les délégués accueillirent avec enthousiasme les salutations du major Ivanov. Quand il prit la parole, ainsi qu'à la fin de son intervention, dans la salle retentit une tempête d'ovations pour le grand Staline et l'Armée Rouge. Comme il poursuivait sa brève intervention, un de nos camarades cria en russe : «*Da zdrastvouïet Sovietskii Saïuz !*» [*Vive l'Union soviétique !*] C'était là une manifestation du grand amour que nous, communistes albanais, éprouvions pour le Parti bolchevique, Lénine et Staline, pour le premier pays socialiste du monde, et c'est ce sentiment que notre Parti avait inculqué à tout le peuple, qui voyait dans l'Union soviétique non seulement la force colossale qui terrassa le fauve fasciste, mais aussi le grand soutien des peuples du monde entier dans leur lutte pour la liberté et la justice sociale.

Le discours d'Ivanov fut relativement sec en regard de l'accueil chaleureux et enthousiaste que nous lui réservâmes. Et même son appréciation de la lutte de notre peuple, qui «leur avait apporté une grande aide par son combat dans les arrières de l'ennemi» fut teintée de mégalomanie. J'ai déjà écrit mes impressions sur cet envoyé du commandement soviétique. Nous avions attendu sa venue en Albanie avec joie et l'avions considérée comme une grande aide. Mais cet Ivanov ne nous fut d'aucun profit, il ne nous donnait aucune information précise et lorsque nous l'interrogeons sur quelque chose ou sollicitons son avis, sa réponse était la même : «Je consulterai Moscou par radio», parce qu'il disposait d'un poste émetteur. Ivanov savait bien que nous avions besoin d'armes et d'équipements militaires, mais il ne se servit jamais de son poste émetteur pour faire part au commandement soviétique de nos besoins et n'apporta aucune réponse à nos demandes.

D'un tout autre ton furent les interventions de nos camarades participant à la réunion; en termes chaleureux, ils se réjouissaient de voir le pays libre et exprimaient la volonté et les aspirations du peuple, son optimisme et sa confiance dans l'avenir radieux.

Dans son intervention, l'écrivain combattant Haki Stërmilli parla de la lutte du peuple de Dibër qui avait renouvelé et développé encore ses traditions patriotiques dans la Lutte de libération nationale, il rendit hommage aux fils de Dibër, comme Nazmi Rushiti et ses camarades, qui avaient fait don de leur vie pour une Albanie libre et démocratique. Puis, au nom de la population de cette région, il se déclara pour la formation d'un gouvernement démocratique.

Le patriote Hysen Zaloshnja fut le porte-parole du peuple de Berat et de Skrapar. Son intervention n'était peut-être pas aussi cohérente que celle de l'auteur du livre «Si j'étais un garçon» et le père Hysen la lisait «avec difficulté», mais au bout d'un moment, il détacha son regard des feuilles qu'il avait devant lui et se mit à parler librement, dans son parler populaire, de la liberté dont jouissait depuis peu le peuple de Berat et de Skrapar. Il aborda même certains problèmes auxquels le pouvoir populaire se trouvait maintenant confronté, s'arrêtant surtout aux difficultés relatives au service sanitaire, à l'enseignement, etc.

Puis, on donna la parole à Met Seseri, de Kruje, qui souligna qu'en dépit des efforts de Mustafa Kruja et Abaz Kupi, pour le détacher du Mouvement de libération nationale, le peuple de Kruje y était resté fidèle. Y prirent

aussi la parole Abedin Çiçi, Haxhi Lleshi, Ethem Barhani, Kadri Baboçi, Manol Konomi, Ymer Dishnica, Nako Spiru, Shefqet Beja et d'autres encore, dont je ne me souviens plus. Les intervenants approuvèrent tous la proposition de constitution du Comité antifasciste de libération nationale en gouvernement provisoire.

Le camarade Spiro Koleka, chargé, à Permet, de diriger le département des Travaux publics et un des camarades les plus actifs du Comité fit une intervention bien documentée. Il souligna l'importance de la réunion et approuva la décision qui y serait adoptée, s'arrêtant entre autres sur les importantes questions économiques dont nous avions à nous occuper.

«A part la lutte armée pour la libération du pays, dit-il, nous devons à présent engager un nouveau combat, cette fois sur le front du travail. Nous avons tant de problèmes à résoudre dans l'industrie, l'agriculture, les ponts et chaussées, le logement, l'enseignement, la santé, etc. Et pour cela, il nous faut travailler sans relâche, d'arrache-pied et tous ensemble. Nous y parviendrons par nos propres forces, parce que la liberté sur le plan économique non plus, ne se reçoit pas en cadeau, elle se conquiert par le travail et la sueur».

Les interventions se poursuivirent même le lendemain, 22 octobre. C'était dimanche et il faisait si beau qu'on avait peine à croire qu'octobre tirait à sa fin. Pendant que nous nous dirigeons vers la salle de cinéma où avait lieu la réunion, la foule se massait autour de nous et elle devint encore plus dense lorsque nous fûmes près de l'entrée. Ce jour-là, devait être mise aux voix la question de la transformation du Comité antifasciste de libération nationale en gouvernement démocratique provisoire. Mais, comme je viens de le dire, le vote ne serait qu'un acte juridique formel. Non seulement les intervenants, mais tous ceux qui étaient dans la salle avaient déjà, par leur enthousiasme même toujours croissant, donné en fait leur approbation. Ce jour-là la joie des assistants était à son comble, les applaudissements et les ovations à l'adresse des orateurs qui se succédaient sur l'estrade, étaient si prolongés que le camarade qui tenait le procès-verbal de la réunion était débordé, il levait les bras, impuissant à saisir les paroles des intervenants et à les noter. Plus tard, lorsque les autres camarades et moi, nous examinâmes la documentation de la réunion, nous rîmes aux éclats parce que dans une partie du procès-verbal il n'y avait que les noms des intervenants et une note en regard : «Vu le grand enthousiasme de la salle, il m'est impossible d'entendre ce qu'ils disent». Dans une telle situation, après avoir écouté les interventions de cinq ou six camarades et compte tenu du fait que les membres du Conseil antifasciste de libération nationale et les autres participants scandaient presque sans arrêt : «Nous voulons un gouvernement démocratique !» et «Passons au vote !», le docteur Omer Nishani se leva pour déclarer que les interventions s'arrêtaient là. Et, profitant du silence, il ajouta : «Mettons aux voix la proposition de constituer le Comité antifasciste de libération nationale en gouvernement démocratique provisoire. Que ceux qui y souscrivent lèvent le poing». Tous, debout, levèrent le poing. En même temps que les membres du Conseil on vit les invités à la réunion ainsi que tous les gens présents dans la salle, lever eux aussi le poing, bien qu'ils ne fussent pas appelés à voter. Curieusement, cette fois, Omer Nishani, si scrupuleux d'habitude, n'y prêta pas attention. Après cette décision historique, le docteur Omer Nishani déclara que la présidence du CALN m'avait désigné au poste de chef du gouvernement démocratique. A la séance de l'après-midi, je devais présenter au Conseil le programme et la composition du gouvernement.

Dès que nous nous fûmes réunis l'après-midi, je fis, au nom du gouvernement une Déclaration programmatique aux termes de laquelle le nouveau gouvernement s'engageait à mener jusqu'au bout la lutte pour la libération du pays, à rester fidèle aux décisions historiques de Permet, à consolider le pouvoir populaire, à garantir et à défendre les droits démocratiques des masses populaires, etc. Dans cette déclaration, je demandai également aux alliés de reconnaître notre gouvernement démocratique provisoire en tant qu'unique gouvernement légitime du peuple albanais. La composition du gouvernement fut identique à celle du Comité antifasciste de libération nationale.

Ainsi, le 23 octobre, prit fin la II^e réunion du Conseil antifasciste de libération nationale. La décision historique de transformer le Comité antifasciste de libération nationale en gouvernement démocratique fut un pas d'une extrême importance, une conséquence logique de la lutte et de la révolution populaire dirigées par le Parti. La prise du pouvoir politique par les masses travailleuses qui avaient, grâce à leur lutte, renversé l'ancien pouvoir, devenait, par cette décision, une réalité *de facto* et *de jure*. L'importance de cette décision historique devait se faire sentir plus tard dans l'approfondissement de la révolution, dans les autres pas en avant que notre Parti accomplirait en temps voulu et dans les étapes successives.

Après la réunion, nous parcourûmes le chemin menant au siège du gouvernement au milieu de la population qui nous saluait de toutes parts. Près de l'édifice où nous étions installés, s'était formé un grand rassemblement. Les chefs des missions alliées, qui, par «courtoisie», étaient venus nous féliciter, s'étonnaient du spectacle et à coup sûr certains d'entre eux ne trouvaient pas cela à leur goût. Nous nous dégageâmes de la foule et pénétrâmes dans l'édifice, mais les gens continuaient de crier :

«Vive l'Albanie libre ! Vive le Gouvernement démocratique ! Vive le Parti communiste ! Vive l'héroïque Armée de libération nationale !»

Orner Nishani, ému, me mit la main sur l'épaule :

«Enver, tu dois te montrer au peuple. Ecoute comment il nous acclame», me dit-il et, tirant de sa poche son mouchoir, il entreprit d'essuyer ses lunettes en s'efforçant de maîtriser son émotion.

Je me mis à la fenêtre et je saluai le rassemblement avec des mots qui me venaient du fond du coeur. Je ne me rappelle plus exactement ce que j'ai dit; il n'y avait ni microphone ni haut-parleurs, mais les gens entendaient mes paroles, ils se les répétaient les uns aux autres, applaudissaient, confiants dans leurs fils éprouvés dans la lutte commune. Et comme le peuple insistait, les autres camarades vinrent à ma suite se montrer à la fenêtre.

Maintenant, il ne restait plus qu'à nous atteler à la tâche, à travailler et à lutter à la tête du Parti et du peuple, car de grandes batailles nous attendaient encore ! Je m'entretenais plusieurs fois par jour avec Medar, Baca, Koleka, Gjergj Kokoshi, Bedri Spahiu et d'autres sur des questions concernant les secteurs dont ils avaient la charge. Il fallait faire preuve de volonté, de courage et travailler sans répit pour résoudre des problèmes importants, comme le stockage des céréales, la réparation des routes et des ponts, l'ouverture des écoles et des cours d'alphabétisation. Et cela alors que le pays était encore en guerre, et que les ruines fumantes, du fait de la barbarie des ennemis dans les régions et les villes que nous venions de libérer.

«L'hiver approche, une bonne partie de la population est affamée et sans abri, disais-je aux camarades lors de ces entretiens. Il faudra intensifier le travail dans les campagnes et les hameaux et assurer au moins une pièce à chaque famille ; que les gens construisent donc des maisons en s'entraïdant. Les difficultés sont sérieuses, mais nous devons les surmonter avec le même enthousiasme, la même confiance et la même abnégation que pendant la guerre. Ce n'est qu'ainsi que nous atteindrons notre objectif.

— Il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour conserver le bétail et surtout les bêtes de labour, suggérait Medar, soulevant par là un autre problème. Les semailles d'automne n'ont pas encore pris fin et il faut y penser sérieusement. Il nous faut du pain. Persuadons les gens d'utiliser aussi les chevaux et les mules comme bêtes de trait; nous avons envoyé une circulaire à cet effet et nous verrons comment les affaires vont marcher...»

Nous prenions ainsi la parole chacun à notre tour et nous tranchions diverses questions relatives à l'économie, à la culture, à la santé, etc. Nous interrogions les camarades spécialistes sur les problèmes qui dépassaient notre compétence, nous en discutions entre nous, puis à la suite des suggestions et des remarques des camarades, nous options pour ce qui nous semblait le plus rationnel. Le plus important, c'était que nous devions justifier l'enthousiasme et la confiance du peuple en travaillant inlassablement, jour et nuit, en assumant dignement les responsabilités qui nous avaient été confiées et en tenant nos promesses.

«Ce n'est pas le moment de parader ! disais-je à quelque camarade qui insistait pour que nous fassions des visites à gauche et à droite et rencontrions un tas de monde. Nous devons travailler d'arrache-pied, dormir peu et n'oublions surtout pas qu'il nous est interdit de céder à la fatigue ! Certes, nous nous rendrons aussi à des meetings, nous rencontrerons des gens du peuple, mais nous devons avant tout nous acquitter de nos tâches !»

Nous passâmes environ un mois à Berat et les lampes, au siège du gouvernement restaient souvent allumées jusqu'à l'aube. Les camarades ministres se voyaient obligés de s'occuper non seulement de questions importantes, mais encore d'affaires courantes, voire de problèmes d'ordre technique, parce que notre «appareil» était composé d'un minimum d'hommes, et tout un ministère, par exemple, n'occupait qu'une ou deux pièces au siège du gouvernement. Quand quelqu'un venait soulever le problème des cadres, des vice-ministres, je coupai court en disant :

«Tout cela, nous l'aurons plus tard. Pour le moment nous sommes à la fois ministres, directeurs, et simples employés.»

D'autres camarades venaient se plaindre que leur secteur manquait de tout, de fonds, de spécialistes, d'équipements. Je me rendais bien compte que c'était vrai, la situation était bien telle qu'on me la rapportait mais ce n'était pas à coups de «demandes» et de «plaintes» au gouvernement que l'on obtiendrait quoi que ce soit.

«Nous avons lutté avec le peuple, leur disais-je. Et ce peuple se prive de tout pour nous nourrir. C'est donc avec lui que nous ferons notre travail. Où voulez-vous que le gouvernement trouve tout ce que vous lui demandez ? Nous luttons tous pour une seule et même cause, et nous ne pouvons dissocier les soucis de notre gouvernement de ceux du peuple ; aujourd'hui comme demain, c'est au peuple que nous nous adresserons à propos de tout, et à personne d'autre, rien ne nous tombera du ciel.»

Nous avions des débats, des réunions et des rencontres de travail de ce genre, chaque jour, voire même plusieurs fois par jour, mais ils ne nous fatiguaient pas, ni ne nous excédaient. Gérer les affaires du Parti et de l'Etat, diriger notre Armée de libération nationale dans les batailles finales qu'elles devaient livrer, c'était une mission que le Parti et le peuple nous avaient confiée et que nous devions remplir sans connaître la fatigue, d'autant plus que nous étions maintenant à la veille de la grande victoire.

Mais ces jours-là, à Berat, nous étions très préoccupés de la grave situation qu'avaient créée les ingérences antimarxistes et anti-albanaises de l'envoyé de Tito, Velimir Stojnic, et surtout le complot qu'il était en train d'ourdir en collaboration avec Koçi Xoxe, Sejfulla Malëshova, Pandi Kristo et d'autres contre le Parti communiste d'Albanie et l'avenir de notre patrie. Nous allions découvrir par la suite les objectifs de ce complot, mais dès ces jours-là, comme je l'ai décrit en détail dans mon livre «Les Titistes», j'étais persuadé que l'envoyé de Tito attaquait injustement la ligne de notre Parti.

En évoquant ces moments, je me souviens très bien des gros efforts que je devais faire pour ne pas trahir devant les autres camarades mes soucis et mon inquiétude. D'une part, je devais lutter pour défendre la pureté de la ligne du Parti face aux menées hostiles du représentant yougoslave et de la clique qu'il constituait, et je devais, d'autre part, me maîtriser et recevoir en souriant les camarades du Conseil et du Gouvernement pour m'entretenir avec eux de divers problèmes, des mesures et des décisions à prendre dès que nous serions entrés à Tirana.

Rongé par l'inquiétude, mais le visage malgré tout détendu, je reçus également les délégués de la ville de Berat qui venaient me présenter leurs vœux à l'adresse de notre vaillant Parti qui avait libéré le peuple. Ils ignoraient mon extrême préoccupation, ils ne savaient pas qu'un groupe de trotskistes jetaient de la boue sur ce Parti que le peuple aimait tant.

Après nous être entretenus quelques instants, un des hommes âgés de la délégation s'adressa à moi :

«Camarade Commandant, nous avons une demande à vous faire au nom du peuple de Berat.

— Je vous écoute, lui dis-je, le sourire aux lèvres.

— Le peuple de Berat désire que notre ville, Berat, devienne la capitale de l'Albanie nouvelle.»

Cette demande était pour moi inattendue, je lui répondis donc en souriant :

«Lorsqu'on écrira l'histoire de l'époque de Parti, on dira que Berat a été quelque temps la capitale de l'Albanie nouvelle, car c'est ici, à présent, qu'ont leur siège le Conseil antifasciste de libération nationale et le premier Gouvernement démocratique de notre pays. Ensuite, c'est l'Assemblée constituante qui décidera de la forme du régime de l'Albanie nouvelle et de sa capitale. Je ne peux pas satisfaire à votre demande, et je tiens à vous dire que notre Parti et le peuple estiment que c'est Tirana, que nous libérerons prochainement pour toujours, qui doit être la capitale de notre pays.

— Qu'il soit fait comme le juge le Parti», me dirent ces sages patriotes de la ville de Berat. Nous nous saluâmes alors cordialement et je les accompagnai jusqu'en bas de l'escalier. Leur visite, leurs paroles chaleureuses à l'adresse du Parti et du Gouvernement, me réconfortèrent et me donnèrent courage, mais je savais cependant que là-haut, dans les bureaux où nous travaillions et logions à la fois, il y aurait d'autres va-et-vient, des calomnies, des accusations et des pressions continues.

Ces jours-là, à Berat, nous préparions deux autres événements importants, la Conférence du Front de libération nationale et le Congrès de la Femme antifasciste. La Conférence du Front, qui eut lieu, si je ne m'abuse, trois ou quatre jours après la II^e réunion du Conseil antifasciste de libération nationale, devait discuter et approuver la décision de transformer le Front de libération nationale en une grande organisation politique englobant tous les gens honnêtes qui combattaient pour une Albanie libre, démocratique et populaire, les conseils de libération nationale devant désormais être seuls à assumer des fonctions administratives. Comme nous étions convenus, l'organisation du Front créerait partout, sous la direction du Parti, ses cellules, les conseils du Front, qui joueraient un rôle considérable dans l'union du peuple, dans la mobilisation de toutes ses énergies et capacités créatrices au service de la cause de l'édification de l'Albanie nouvelle.

Au moment où nous préparions cette conférence, ainsi que durant ses travaux, Velimir Stojnic et Nijaz Dizdarevic, en collaboration avec Koçi Xoxe, Sejfulla Malëshova, Nako Spiru et d'autres, tentèrent d'attaquer et de déformer la ligne de notre Parti concernant le Front de libération nationale. A l'époque, ils nous accusaient avant tout de «sectarisme», ce qui se refléta aussi dans leurs «suggestions» et leurs «recommandations» pour que nous élargissions les «limites du Front». Autrement dit cela signifiait introduire dans le Front de libération nationale des éléments qui, pendant les années de la Lutte, loin de s'être battus à nos côtés, nous avaient même combattus par les armes. Les «arguments», à ce sujet, ne manquaient ni aux envoyés de Tito ni à leurs disciples albanais. C'était une des étapes de l'attaque prévue dans le plan élaboré à Belgrade contre le Parti communiste d'Albanie, pour démontrer que notre Parti au cours de son existence, aurait été soi-disant incapable de définir et de suivre une juste ligne politique, et tout cela afin de permettre à Tito et à ses hommes de prendre en main les rênes de l'Albanie.

Koçi, Sejfulla et les autres venaient me voir tour à tour, comme par hasard, et me répétaient les histoires que Stojnic m'avait déjà racontées.

«Le Front, en tant que vaste organisation de niasse, doit être ouvert à n'importe qui, me dit un jour Sejfulla. Après la libération, nous, qui détenons le pouvoir, nous devons avoir toutes les forces vives du pays avec nous, dans le Front, et non pas contre nous, sinon ce serait la guerre civile.

— Je ne te comprends pas, de quoi parles-tu concrètement ? lui demandai-je.

— Nous sommes en mesure de réparer aujourd'hui, me répondit-il, les erreurs commises naguère, justifiables dans les circonstances de l'époque. Nous pouvons ainsi, par la modération, ravir l'initiative à nos adversaires éventuels. Quel tort pourront-ils nous faire une fois dans le Front ? Pratiquement aucun ! Ils n'ont ni forces ni points d'appui, et nous pouvons les neutraliser politiquement.

— Ce serait la plus grande faveur que nous pourrions leur faire, l'interrompis-je. N'oublions pas que le Front est une organisation politique du peuple, des patriotes qui ont combattu pour la libération du pays et le pouvoir populaire. Et tu viens nous proposer d'y introduire des traîtres et des criminels, pour qu'ils nous combattent demain de l'intérieur, et se voient créer les conditions voulues pour pénétrer aussi dans nos organes du pouvoir jusqu'au gouvernement. Nous ne devons jamais le permettre ! Nous ne l'avons pas fait aux moments les plus difficiles et nous avons fort bien agi; c'est une raison de plus pour ne pas le faire aujourd'hui que la lutte a montré quels sont ceux qui sont restés jusqu'au bout dans les rangs de l'ennemi.

— Je ne dis pas de les admettre dans le Parti, insista le «professeur». Le Front n'est pas le Parti, ne confondons pas les notions, si nous ne voulons pas commettre d'erreurs politiques. Je ne veux pas dire qu'il faille admettre Mithat Frashëri dans le Front ni en ouvrir les portes à Abaz Kupi ! Ah non, ce serait une grosse gaffe (!). Mais quel mal y a-t-il à y admettre, disons Cen Elezi ? Il s'est toujours tenu à l'écart, avons-nous intérêt à l'avoir contre nous ? Et n'oublions pas qu'il y a des hommes qui le suivent. N'oublions pas non plus la mentalité de nos montagnards, qui suivent leurs chefs, leur font confiance... Profitons de cette occasion. C'est aussi ce que pensent les camarades yougoslaves, nous devons tenir compte aussi de leur pratique, et puis l'expérience historique nous apprend que même en Union soviétique...

— Ecoute Sejfulla, lui dis-je, interrompant le cours qu'il me faisait. Dans les principes, je m'oppose à l'ouverture du Front «sans limites», comme tu viens de le dire. Je n'exclus pas cependant que l'on discute de certain élément individuel, que l'on considère son passé, son rôle possible et son comportement et ensuite seulement que l'on décide à son sujet.»

C'était là le début de la campagne qui atteindrait son paroxysme au 2^e plénum du Comité central du Parti à Berat avec les accusations de Koçi, Sejfulla, Nako Spiru, Naxhije Dume et autres qui, montés par les titistes, prétendaient que «nous avons éloigné les gens de nous», que «nous leur avons fermé les portes du Front, qui était ainsi devenu sectaire», etc. Certes, en dépit de leurs pressions incessantes, dans nos bureaux et au cours des réunions, ils ne réussirent pas à ouvrir les portes du Front de libération nationale comme ils le souhaitaient mais ils parvinrent néanmoins à y introduire par la fenêtre des éléments de l'espèce de Cen Elezi, Dan Kaloshi et autres. Les futures menées hostiles des «patriotes» de cet acabit confirmèrent pleinement et une fois de plus la justesse de notre jugement et mirent à nu les desseins de ceux qui nous les imposèrent temporairement. A noter que les pressions des délégués yougoslaves dans le sens de l'«élargissement» du Front, concordaient quant aux idées et aux individus avec celles des Anglais qui nous demandaient de nous «réconcilier» avec Abaz Kupi et les autres chefs de file de la réaction.

Entre-temps, nous devons chasser définitivement l'ennemi de notre pays. Je signai à Berat l'ordre donné au 1^{er} Corps d'armée, à ses brigades et à ses divisions, d'attaquer et de libérer Tirana. Le plan des opérations à mener, que nous avons mis au point pour la libération de la capitale, était une composante du plan stratégique qui nous permettrait, avant la fin de novembre, de chasser tous les ennemis hors d'Albanie. Nous avons toutes les possibilités d'y parvenir. Notre Armée de libération nationale comptait plus de 70 000 combattants organisés en brigades, divisions et corps d'armée.

J'en discutai avec Hysni Kapo, délégué du Comité central et commissaire du 1^{er} Corps d'armée, ainsi que principal responsable de la réalisation du plan pour la libération de Tirana, que nous détaillâmes définitivement.

Et voilà que dans l'après-midi du 16 novembre on vint nous informer que Tirana, la capitale de notre patrie, était presque entièrement libérée. Il ne restait plus aux envahisseurs et aux traîtres que quelques heures de vie. Débordant de joie et saisi d'une émotion toute particulière, je me mis à rédiger le soir même un message adressé au peuple albanais par lequel je lui annonçai cette grande nouvelle (Enver Hoxha, *Œuvres*, 2^e éd. alb., t. 2, p. 586.), tandis que le lendemain, 17 novembre, dans la matinée, après les derniers coups de feu, Tirana fut libérée une fois pour toutes.

La voie menant à Tirana était maintenant dégagée. Après tant d'années de batailles et d'efforts menés sous la direction du Parti, de souffrances et de sacrifices consentis dans la lutte pour la liberté, le moment était venu pour nous, fils et filles du peuple, d'entrer triomphants dans la capitale.

Je proposai que notre Gouvernement fit son entrée à Tirana, le 28 novembre, jour mémorable de la Proclamation de notre indépendance nationale. Le choix même de ce jour pour l'installation du gouvernement démocratique dans la capitale libérée par les partisans aurait une signification particulière.

Bien que, normalement, il ne fallût pas plus de trois heures en voiture pour faire le trajet de Berat à Tirana, nous partîmes un jour plus tôt parce que les routes étaient endommagées et nous craignions quelque retard imprévu. En effet, notre premier voyage dans le pays à peine libéré fut une sorte d'odyssée.

Jusqu'au pont de Hasan Bey, comme on l'appelait encore alors, nous voyageâmes dans des voitures et sur des side-cars saisis à l'ennemi ou réquisitionnés. Mais comme les Allemands avaient fait sauter le pont lors de leur retraite, nous fûmes obligés de renoncer à nos véhicules.

Nous traversâmes donc l'Osum avec des moyens de fortune avant de monter dans un autocar qui nous attendait sur l'autre rive. Au pont de Kuç, nous mîmes pied à terre et eûmes beaucoup de mal à franchir le fleuve sur un bac improvisé, puis nous poursuivîmes notre chemin jusqu'à Rrogozhine où nous attendait un autre obstacle : le fleuve Shkumbin. Nous descendîmes de l'autocar et traversâmes le fleuve par petits groupes sur un petit bac avant de monter dans quelques voitures venues exprès de Tirana. Nous tournâmes ensuite à droite en direction d'Elbasan, parce que la route Rrogozhine-Kavaje-Tirana était minée et les ponts détruits.

Comme nous avions surmonté de nombreuses difficultés pendant la guerre, les péripéties de ce voyage ne nous impressionnèrent guère. Au contraire, ce fut pour nous une occasion de plus de plaisanter. Et pourtant, tout au long du voyage, regardant de tous côtés, je réfléchissais au travail énorme qui nous attendait, car il fallait tout reconstruire, aussi bien les maisons brûlées que les ponts détruits sans lesquels on ne pouvait faire un pas.

La ville d'Elbasan avait été libérée depuis deux semaines. Du balcon de l'hôtel qui portait encore son ancien nom de «Moderno», où nous descendîmes pour la nuit, je saluai le peuple qui avait envahi la place et les rues. Le lendemain matin, 28 novembre, notre petit convoi se mit en route pour Tirana, au milieu d'une foule rangée des deux côtés de la grande rue jusqu'à la sortie d'Elbasan.

Dans cette région également, la route était endommagée, on voyait partout les traces de la guerre. Les colonnes allemandes venues de Grèce n'avaient pas réussi à franchir le col de Krrabe pour aller au secours de leurs forces de Tirana prises dans un étau de feu. Nos vigoureuses attaques les avaient donc complètement mises en déroute. Sur les deux côtés de la chaussée, gisaient des chars et des blindés renversés, des véhicules brûlés, déplacés juste pour dégager le passage, des monceaux de cartouches de mitraillettes, des casques allemands. A mesure que nous approchions de Tirana, le matériel de guerre détruit laissé par l'ennemi des deux côtés de la route ne cessait d'augmenter. Il y avait dans ce parcours quelque chose de beau et de symbolique : les vainqueurs passaient avec fierté parmi des armes mises hors d'usage et les vestiges des vaincus, des envahisseurs.

Nous rentrions dans notre chère Tirana et, pour la première fois après tant d'années, nous y entrerions non pas comme des clandestins sous de faux noms et munis de faux papiers, mais en toute liberté et, qui plus est, en vainqueurs ! Tirana, qui, plusieurs années durant, s'était endormie et réveillée au milieu des coups de sifflet et des coups de sirènes, à l'heure du couvre-feu, était enfin libre après avoir mené une lutte héroïque et glorieuse. Cette lutte avait été dirigée par notre Parti marxiste-léniniste intrépide, qui ne s'était jamais trompé dans sa ligne, parce qu'il avait à cœur les exigences et les aspirations du peuple. Certes, il avait assumé la plus lourde des tâches, mais aussi la plus sacrée et s'en était acquitté avec honneur. Conduisant cette fois notre peuple à la victoire finale, il l'avait fait accéder à la liberté et en même temps porté au pouvoir.

En approchant de la capitale, je me sentais ému et je revoyais en esprit les jours que j'y avais passés avec mes chers et proches camarades, avec Qemal, Vasil et d'autres, à travailler pour unir les groupes isolés et aplanir leurs querelles en vue de fonder notre Parti communiste, l'avant-garde d'acier de notre peuple. Je me rappelai nos manifestations et nos premières actions, les jours et les nuits où, dans la clandestinité, nous passions d'une base à l'autre, protégés par l'amour des gens du peuple. C'est ici à Tirana que nous avons grandi, que nous nous étions trempés et avons acquis l'expérience nécessaire pour organiser et diriger la lutte, et nous acquitter des tâches que nous avait fixées notre cher Parti.

Depuis le Palais des brigades, le long de la rue d'Elbasan et jusqu'au cœur de la ville, s'égrenaient les vestiges de notre lutte héroïque. Dans les rues et au milieu des ruines on remarquait de nombreux trous d'obus, les murs étaient criblés de balles, et le minaret, au centre, près de la tour de l'horloge, avait été sectionné par un obus.

Mais nous retrouvâmes le peuple de Tirana heureux, enthousiaste et optimiste. Il faisait retentir ses chants en attendant l'arrivée de son gouvernement. Une immense foule avait envahi les rues et la place devant l'hôtel Dajti.

Du haut d'une tribune fort simple, je saluai le peuple à l'occasion du Jour de l'Indépendance que nous fêtions dans la liberté pour la première fois après tant d'années de guerre.

«Notre glorieux drapeau, rouge du sang des héros du peuple tombés au cours de cette Lutte antifasciste, dis-je avec émotion, flotte aujourd'hui fièrement sous le ciel de l'Albanie libre. La lourde servitude fasciste a duré cinq années, et chaque année, le 28 novembre, les rues des villes d'Albanie ont été arrosées du sang de ses fils héroïques qui ont affronté les baïonnettes de l'occupant et des traîtres. Le jour du Drapeau est ainsi devenu doublement sacré en tant que jour de l'Indépendance et de l'union du peuple albanais.»

Bien que souvent interrompu par les ovations et les applaudissements nourris, je leur parlai de la lutte héroïque de notre peuple, qui, répondant sur-le-champ à l'appel de ses meilleurs fils et dirigé par son Parti, réussit à libérer une fois pour toutes sa patrie et à prendre en charge son propre avenir.

«L'édification de l'Albanie, le développement de l'économie, de la culture et de l'enseignement du peuple, l'élévation de son niveau de vie, poursuivis-je, sont une nouvelle page à écrire de notre histoire, dont il dépend de nous qu'elle soit tout aussi glorieuse que celle de notre Lutte de libération nationale. Nous sortirons victorieux de cette lutte aussi, parce que nous avons à présent notre pouvoir qui appartient au peuple et travaille pour le peuple. Faisons donc tout pour ce pouvoir, renforçons-le pour construire notre pays dévasté, redresser notre agriculture et notre économie, reconstruire les maisons en ruines, ouvrir des écoles et construire des hôpitaux. L'Albanie deviendra un immense chantier. Dans notre lutte de libération, nous avons bravé la mort, maintenant nous devons braver la fatigue. Grands ou petits, tous se rendent bien compte qu'ils ne travaillent plus pour les étrangers, mais pour leur pays, pour leur propre vie.»

C'étaient des moments historiques, émouvants et inoubliables pour notre Parti et notre peuple ! C'étaient les moments de bonheur de la grande victoire. Au prix de notre sang et de notre sueur, de privations et de sacrifices, nous avons mené à bien une œuvre grandiose.

Le lendemain de cette journée inoubliable, nous parvint la nouvelle de la libération de la ville de Shkodër, qui marquait aussi la libération de toute l'Albanie.

Ce jour même, deux divisions de notre Armée de libération nationale, de cette armée héroïque du peuple albanais, qui par son sang versé, par son héroïsme et son abnégation, avait remporté victoire sur victoire contre l'occupant et les collaborateurs, franchirent, sur l'ordre du Haut commandement, notre frontière pour aider à la libération des peuples de Yougoslavie. Et notre armée populaire devait remporter de nouvelles victoires qu'elle inscrirait à son glorieux actif. Les meilleurs fils de notre pays verseraient leur sang pour la libération de nos frères de Kosove, du Monténégro et de Macédoine, ainsi que des peuples de Yougoslavie, alors qu'en Albanie le 29 novembre marquait la naissance d'une nouvelle époque, l'époque du socialisme.

A la date historique du 28 novembre, le grand Jour du Drapeau, est donc venu s'ajouter le 29 novembre, un autre grand jour, celui de la libération de la patrie et du triomphe de la révolution populaire. L'une et l'autre de ces dates représentent deux périodes différentes mais glorieuses de l'histoire du peuple albanais, deux périodes qui brilleront de tout leur éclat au fil des années et des siècles.

Maintenant une nouvelle époque venait de commencer. Nous étions tous certains que de même que nous avions accompli l'œuvre grandiose de notre Lutte, de même nous construirions, défendrions et rendrions plus grandiose et plus magnifique encore cette nouvelle œuvre que nous devons réaliser, l'Albanie socialiste !

V. LA VOLONTÉ DU PEUPLE : L'ALBANIE, RÉPUBLIQUE POPULAIRE !

L'époque nouvelle avait commencé. Notre Parti, le nouvel Etat albanais, ses organes nés dans le cours de la lutte devaient, en redoublant d'efforts, avec le peuple et à sa tête, édifier l'Albanie nouvelle depuis ses fondements. Il fallait donc prouver à notre peuple, à nos amis et ennemis, à quiconque, que nous étions en mesure non seulement d'instaurer le nouveau pouvoir, le pouvoir populaire, mais aussi de le préserver, de le renforcer et de le rendre effectif et vivant. Il nous fallait faire de l'Albanie un pays de gens libres et heureux, un bastion qu'aucun ennemi ne pourrait investir. Mais, pour y arriver, ni les bonnes intentions, ni les appels, ni les déclarations n'étaient suffisants. Ces objectifs suprêmes seraient atteints avant tout grâce à notre travail, à nos réalisations concrètes dans tous les domaines et sous tous les aspects. Le temps pressait, l'immense joie de la victoire historique de la libération, nous ne devions la goûter que dans le travail, dans la réalisation des tâches gigantesques, multiples, difficiles, mais indispensables à remplir.

1. Le pouvoir populaire en action

Les premiers jours, les premiers mois et les premières années, où nous jetions les fondements de la nouvelle vie, resteront inoubliables. Nous avions entre nos mains le pouvoir politique, nous avions dans notre esprit et notre cœur les idéaux élevés du Parti, nous avions l'enthousiasme et la grande confiance que nous inspirait la victoire remportée, nous avions la détermination et la volonté de faire tout ce qui était utile et nécessaire à ce pays et à ce peuple. Certes, c'était là une base puissante, une grande source d'énergie et d'inspiration qui nous persuadait que nous réaliserions tout ce qui nous manquait, grâce à notre travail et à nos efforts dans tous les domaines.

Mais le fait est qu'il nous fallait faire beaucoup, beaucoup plus que ne peuvent l'imaginer tous ceux qui n'ont pas connu l'Albanie dans l'immédiat après-guerre.

A la pauvreté et au retard du passé, à la situation vraiment misérable à laquelle les régimes antérieurs avaient réduit l'économie, la culture, l'enseignement, l'homme, s'étaient ajoutées, pendant les cinq dernières années, les dévastations terribles provoquées par la guerre. Il nous fallait penser à assurer au plus tôt un abri à des dizaines et des dizaines de milliers de gens des villes et des campagnes réduites en cendres, un morceau de pain à la population qui souffrait de la faim, des vêtements, des écoles, des ateliers, etc. Les fonds, les moyens, les spécialistes, même pourvus d'un minimum de formation, nous faisaient défaut. Il n'était pas possible de se déplacer d'un district à un autre, car le réseau déjà restreint de voies de communication avait été détruit et paralysé entièrement par la guerre. L'hiver qui venait de commencer aggraverait encore la situation. Par ailleurs, bien que le pays fût libéré, les débris de l'ancien monde, des criminels et des bandits qui n'avaient pu quitter le pays avec les occupants, erraient dans les montagnes et les forêts, cherchaient refuge dans des grottes, et tels des fauves blessés, croyaient trouver leur salut dans les actes de terreur et de violence qu'ils commettaient contre la population, les communistes et les membres des conseils locaux. A travers des fils visibles et invisibles, ils se faisaient soutenir par les classes chassées du pouvoir et, bien entendu, par les puissances étrangères impérialistes et chauvines qui ne pouvaient absolument pas s'accommoder au bouleversement radical qui s'était produit et qui se confirmait en Albanie.

Il nous fallait surmonter à tout prix tous ces obstacles (et je ne viens d'évoquer qu'une toute petite part de nos manques, de nos difficultés et de nos ennemis de l'époque). Ayant triomphé de l'occupant et des traîtres et pris le pouvoir au prix de tant de sang versé et de tant de sacrifices, il nous fallait faire avancer coûte que coûte l'Albanie, pour assurer le bien et le bonheur du peuple, et, par là même, faire enrager les ennemis.

Je me souviens d'une «histoire» que me raconta mon père alors que nous venions de rentrer victorieux dans Tirana libérée. Quelques jours après la formation et la proclamation de notre Gouvernement démocratique à Berat, il avait été abordé dans la rue par une vieille connaissance, un balliste qui lui demanda sur un ton railleur :

«Alors Halil, comment tu te sens maintenant que tu es le père de monsieur le premier ministre ?

— Comme toujours, comme toutes les petites gens», lui répondit calmement mon père et, voulant couper court, il allait poursuivre son chemin, quand le balliste le prit par le bras et lui dit :

«Tu n'es pas bête, Halil, tu ne te montes pas la tête, tu sais bien que le gouvernement de ton fils ne fera pas long feu».

— Qu'est-ce que tu me racontes, ordure U lui répliqua mon père, mais le balliste insista : «Tu crois que ce gouvernement de loqueteux qui descendent des montagnes, ce «gouvernement de blancs-becs» [La réaction utilisait ce terme pour désigner avec mépris les masses pauvres du peuple et sa juste Lutte de libération.] sauvera l'Albanie ?

— Tu n'as pas honte, salaud ! lui répondit mon père. Le gouvernement n'est pas celui de mon fils, mais celui du peuple, et il existera tant que le peuple vivra...»

En d'autres occasions également, nous apprenions de diverses sources que des gens de cet ancien monde renversé et hostile déversaient leur fiel à notre adresse, à l'encontre du nouveau pouvoir populaire. Ils allaient même jusqu'à prévoir le jour où nous «capitulerions» et serions «renversés», et ils agissaient aussi pour hâter la venue de ce jour tant souhaité et rêvé par eux.

Mais nous ne nous laissâmes pas atteindre ou intimider par les épithètes méprisantes, pas plus que par les hauts cris et les prophéties de ce monde que nous avons abattu. Nous poursuivîmes obstinément et héroïquement notre travail, persuadés que, grâce à notre sueur et à nos sacrifices, nous réaliserions tout ce qui paraissait impossible aux autres.

A l'avenir aussi, le Parti, déjà au pouvoir, jeune, mais néanmoins doté d'une riche expérience de combat, nous servirait de garant et de phare dans la juste voie qu'il avait tracée et sur laquelle il nous guidait avec un esprit militant et une fermeté inébranlable pour mener l'œuvre déjà entreprise jusqu'à son accomplissement.

Nombreux étaient ceux qui s'étaient efforcés et s'efforceraient encore, par toutes sortes de moyens, de masques, de prétentions et de théories, d'évincer notre Parti de son rôle de guide, mais le fait est que nous nous gardâmes bien de tomber dans cette erreur tragique. En particulier, dans la première période qui suivit la Libération, aussi bien les éléments contre-révolutionnaires camouflés à l'intérieur du pays, que les forces extérieures et surtout nos «amis» yougoslaves, exerçaient sur nous de fortes pressions pour que, après notre victoire, nous n'«affichions» pas le Parti, pour que nous le laissions à l'écart et le fassions agir «dans le cadre du Front», caché dans le Front, et suivant la «plate-forme du Front». Et pourquoi donc ? Parce que, nous disaient-ils, si le Parti s'affiche en tant que Parti au pouvoir, la «façade démocratique» du Front et du régime sera atteinte, les grands alliés démocratiques, l'Angleterre et l'Amérique, s'irriteront, ne reconnaîtront pas le Gouvernement (!) et les «hésitants», effrayés, se détourneront de nous, etc., etc.

Certains, marqués par ces conceptions du passé, approuvaient ces vues sans mauvaises intentions, s'imaginant que c'était là la bonne voie, mais en général les porteurs et les instigateurs de ces rumeurs et «conseils» opportunistes et capitulards, poursuivaient des buts de subversion politique bien définis. Ils ne se souciaient ni de la «démocratie», ni de la «reconnaissance du Gouvernement» ; en réalité, leur but à eux c'était de détourner le Parti de son rôle dirigeant dans la vie du pays, d'en faire un appendice du Front, de faire dévier petit à petit la révolution de sa voie, de nous enlever des mains tout ce que nous avons réussi à conquérir, de river à nouveau le peuple aux chaînes de l'ancien esclavage et des anciens traités.

C'est justement à quoi visaient non seulement les éléments démocrates bourgeois comme Shefqet Beja, Riza Dani, Gjergj Kokoshi et compagnie, mais aussi Sejfulla Malëshova et consorts.

Je n'oublierai jamais le moment où l'un d'entre eux, Gjergj Kokoshi, me fit, avec une feinte sincérité, une vile et révoltante provocation.

Nexhat Peshkëpia, qui était son ami intime, me l'avait présenté déjà avant l'occupation italienne, à l'époque où j'étais enseignant au lycée de Tirana. Tous deux disaient du mal de Zogu et de l'influence italienne dans notre pays, et, déjà lors de notre première rencontre, Nexhat n'hésita pas à formuler des propos malveillants à l'égard de Zogu. Gjergj fixa Nexhat, visiblement pour l'interroger du regard sur mon compte

«Ne crains rien, le rassura Nexhat, Enver est des nôtres, il est même communiste.

— C'est curieux, ce communisme», dit Kokoshi, puis nous échangeâmes des idées, mais dès le début il apparut que, sur ce sujet, il ne partageait pas mes vues, alors que Nexhat n'était d'accord avec personne, c'était un anarchiste. Malgré tout, nous avons quelque chose de commun : l'anti-zoguisme et l'antifascisme.

Gjergj Kokoshi, en ce temps-là, était un professeur jouissant d'un certain prestige. C'était un démocrate libéral ; un partisan du parlementarisme, surtout du parlementarisme anglais. Je continuai d'avoir des contacts avec lui, même par la suite, surtout après avril 1939, jusqu'au moment où nous lui proposâmes d'adhérer au Front, considérant son adhésion comme une chose positive pour le Mouvement de libération nationale. Kokoshi, comme nous l'avons dit, ne manifesta ouvertement aucun flottement au cours de la lutte, il fut élu à des instances supérieures du Front, et lorsque nous formâmes le Comité antifasciste puis le Gouvernement, il fut même ministre de l'Instruction publique, un poste qui lui convenait bien, car il avait la pratique de l'enseignement et puis c'était un homme cultivé. Nous éprouvions du respect à son égard, et lui-même, du moins en apparence, ne témoignait aucun signe d'hostilité envers notre Parti. Mais voilà que maintenant, lui aussi, au nom du «Front», de notre «reconnaissance dans le monde», comme un «ami en dehors du Parti», entra dans la danse, pour se joindre aux éléments hostiles qui cherchaient à se débarrasser du Parti communiste d'Albanie !

L'argument le plus souvent invoqué était celui-ci : les Etats-Unis et l'Angleterre ne reconnaîtraient notre Gouvernement que si nous «retirions» notre Parti du devant de la scène, si son autorité et son rôle étaient dissimulés, «fût-ce à des fins tactiques».

«Nous ne le ferons jamais, coupai-je court au «refrain» de Gjergj Kokoshi, car un tel acte reviendrait pour nous à abandonner de plein gré et pour le plaisir des Anglais tous nos acquis. Ce serait un acte de trahison commis non seulement contre le peuple, mais aussi contre nous-mêmes.

— Mais nous sommes effectivement au pouvoir ! rétorqua Gjergj Kokoshi. Voilà, je ne suis pas communiste, et je suis quand même ministre. Monsieur Omer non plus n'est pas communiste, mais il est président. Vous-même, c'est vrai, vous êtes communiste et Secrétaire général du Parti communiste, mais ce qui importe avant tout, c'est que le pays et le monde reconnaissent en vous, et ils ne peuvent manquer de le faire, un Premier ministre ! Ce sont les fonctions d'Etat que l'on apprécie et respecte dans l'arène internationale...

— Bon, bon, et après ? lui demandai-je avec une irritation mal contenue.

— J'en viens à mon idée initiale ou plutôt sur le point qui fait aussi votre souci, poursuivit-il, en me regardant dans les yeux. Que perdriez-vous de votre pouvoir et de votre autorité, en tant que chef du gouvernement, si vous n'étiez plus secrétaire du Parti ? Rien, je pense ! Il en va de même des destinées du pays. Du moment que nous avons un gouvernement démocratique au pouvoir et que le Front est une vaste organisation politique, quel tort nous ferait le fait de ne pas afficher votre Parti communiste ? Aucun. Nous avons le pouvoir, et nous ne le remettons à personne. Avec...

— Je ne te connaissais pas sous ce jour, Gjergj Kokoshi, répliquai-je, et je me mis debout. Avec ton intellectualisme bourgeois insensé et à partir de je ne sais quelles positions, tu ne te contentes pas de jeter de la boue sur notre Parti, mais aussi tu m'outrages gravement. Tu t'imagines peut-être que mes camarades et moi, nous sommes devenus communistes et avons dirigé le peuple dans la lutte juste pour devenir premiers ministres ou ministres et que maintenant que nous avons pris le «pouvoir», nous abandonnerons le Parti, sa cause, ses victoires ? Non, cela ne se produira jamais. Nous n'avons pas combattu pour devenir les maîtres du peuple. Nous n'avons pas combattu non plus pour un changement de cabinets et de portefeuilles, nous avons lutté et nous lutterons jusqu'au bout pour le complet renversement de l'ancien état de choses. Ce n'est ni toi ni moi qui sommes au pouvoir, c'est le peuple lui-même. Le pouvoir que nous avons mis sur pied, n'appartient donc ni à moi, ni à toi, mais au peuple, car c'est lui qui a remporté toutes ces victoires, et cela grâce à la lutte qu'il a menée dans la voie que lui indiquait le Parti communiste. Dis-toi bien que toi-même, si tu es devenu ministre, même si tu n'es pas communiste, c'est parce qu'au cours de la lutte tu n'avais rien contre cette ligne, cette voie où nous guidait le Parti communiste, que tu les as soutenues et suivies. Mais la différence entre nous est beaucoup plus grande, le fossé plus profond que nous ne l'avions pensé et prévu. Tu as combattu seulement pour occuper un fauteuil, alors que nous avons lutté et continuons de lutter pour l'Albanie. Voilà la réponse la moins dure que je peux te donner pour le moment. Quant à ton «souci» du rôle de notre Parti, je te déclare formellement et sans équivoque: nous ne nous permettrons jamais de ternir son rôle de nos propres mains, pas plus que nous ne permettrons à quiconque de lui porter atteinte !»

Gjergj Kokoshi [*Kokoshi — en albanais, coq.*] s'en alla comme une poule mouillée. Plus tard, persistant dans sa voie, opposé à celle où le Parti dirigeait le peuple, il perdit naturellement et son poste et les rares plumes qui lui restaient. Je parlerai encore plus loin de lui et d'autres «démocrates» de son espèce, qui, pendant ces années-là, s'étaient ralliés à nous occasionnellement ou pour nous noyauter, mais je veux souligner aussi que leurs insinuations et leurs tentatives pour nous ébranler ne nous intimidèrent ni ne nous désorientèrent jamais.

Il en alla autrement, surtout pendant une certaine période, avec nos «amis» yougoslaves et les agents qu'ils avaient pu recruter dans nos rangs, y compris malheureusement certains cadres principaux du Parti.

Les hommes de Tito, animés des mêmes «soucis» et avec les mêmes «arguments» et «conseils» que les démocrates bourgeois, faisaient l'impossible pour nous amener à maintenir le Parti dans la clandestinité, ou pour le moins dans une semi-clandestinité, à le cacher derrière le Front, à le fondre dans celui-ci. Leurs pressions et démarches incessantes, surtout leurs efforts pour m'isoler du Parti, produisirent un certain effet. Pendant quelque temps, il se créa chez nous une situation aussi absurde qu'inadmissible : bien que notre Parti guidât et dirigeât effectivement, on s'efforçait pratiquement de cacher et de camoufler son nom et son rôle pour soi-disant ne pas effrayer l'«opinion».

Sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans ces détails désormais bien connus, je tiens seulement à dire que malgré l'effet relatif que produisirent les pressions des titistes, le fait est que notre Parti ne se laissa jamais évincer du rôle qu'il s'était assuré grâce à la force de ses idées, au sang et à l'œuvre de ses militants. Sur le fait d'afficher partout et en tout temps la parole et le rôle du Parti, nous nous sommes trouvés contraints de faire certaines concessions que nous mêmes trouvions absurdes, mais en réalité c'était bien le Parti, qui, depuis la base jusqu'au sommet, dirigeait et agissait dans toute la vie du pays, dans le pouvoir, le Front, la défense, l'économie, partout.

Si dans cette période critique et complexe, où nombreux furent ceux qui capitulèrent et dégénérent, nous, les moins «expérimentés», les «plus jeunes», ceux du «gouvernement de blancs-becs», nous sûmes surmonter d'innombrables difficultés et non seulement préserver le pouvoir du peuple, mais aussi le renforcer et le tremper sans cesse, c'est justement parce que nous maintenîmes le Parti au commandement et évitâmes que son rôle ne fût affaibli ou partagé avec qui que ce soit.

Le Parti et le nouveau gouvernement, durant la lutte comme dans la nouvelle période, celle de l'œuvre de construction, s'appuyèrent sur le peuple, le gagnant à leur cause et le mobilisant.

Nous ne pouvons oublier la mobilisation sans précédent, l'enthousiasme indescriptible de notre peuple merveilleux dans les batailles livrées pour guérir les plaies causées par la guerre. Mal nourris et mal vêtus, sachant que dans leurs maisons ou dans les abris où ils avaient trouvé provisoirement refuge, ils n'avaient rien à donner à leurs gosses, tous, hommes, femmes, adultes et plus âgés, et surtout notre jeunesse héroïque, travaillaient bénévolement jour et nuit pour édifier sur ces ruines la vie nouvelle. L'Albanie se transforma en une sorte de grand chantier où le travail était essentiellement manuel, mais où les gens travaillaient de plein gré, car ils comprenaient que tout se faisait pour eux-mêmes. Bien entendu, cette activité avait des effets très bénéfiques pour tremper l'unité, accroître toujours plus l'amour du peuple pour le Parti et notre Gouvernement légitime.

Le nouvel Etat établissait son autorité avant tout dans le domaine de l'économie, en exerçant son contrôle sur toutes les entreprises et les sociétés commerciales et industrielles albanaises, en réquisitionnant avec ou sans indemnités, les produits alimentaires, pharmaceutiques, les moyens de transport, les édifices nécessaires à l'administration d'Etat ou à l'hébergement de la population. Il confisqua également tous les biens des criminels de guerre, des réfugiés politiques, de l'Allemagne et de l'Italie et de leurs ressortissants. La nationalisation de toute l'industrie existante dans le pays était amorcée : les mines, les usines, les magasins nationalisés ou confisqués passèrent à l'Etat et constituèrent de la sorte le premier fondement de la propriété commune socialiste.

Ainsi donc, en utilisant avec sagesse et esprit de suite le pouvoir politique que nous avons créé et conquis par la lutte, le Parti nous orienta et guida dans la juste voie pour la conquête aussi du pouvoir économique, en mettant l'économie au service du peuple et entre ses mains. Par là même le pouvoir politique se renforçait comme la confiance des masses dans les organes de direction, et le peuple sentait et voyait que tout ce qui était fait l'était en sa faveur et au nom de son pouvoir.

La bourgeoisie se sentait profondément atteinte par Pépée de la dictature du prolétariat. Les premières mesures et réformes ne revêtaient pas un caractère purement économique, elles portaient dans leur essence la marque d'une politique de classe. Les impôts extraordinaires sur les bénéfices de guerre, par exemple, s'inscrivaient dans ce cadre. C'était là une mesure à tendance de classe accentuée, car elle frappait durement la bourgeoisie marchande qui, pendant la guerre comme par le passé, s'était enrichie en suçant le sang du peuple miséreux.

Le Parti et le Front étaient quittes envers les commerçants, les bourgeois et les féodaux, puisqu'ils les avaient constamment appelés à rallier la lutte du peuple ou à l'aider, mais ceux-ci, loin de prêter l'oreille à ces appels, les dédaignèrent et s'opposèrent sans scrupules et par tous les moyens à la lutte populaire. Maintenant que le peuple était au pouvoir et qu'il exerçait sa dictature, ces mesures ne traduisaient nullement l'injustice d'un pouvoir (le peuple ne peut être injuste à aucun moment du développement social), mais la plus haute justice à laquelle peut aspirer une société. Ces mesures permettaient d'écarter à jamais toute éventualité d'un retour du passé et de jeter les fondements d'une nouvelle société, la société socialiste.

Afin de mettre en œuvre la justice et la vengeance populaires contre tous ceux qui avaient les mains trempées du sang des meilleurs fils du pays, qui avaient brûlé nos villages, qui avaient collaboré avec l'occupant, en bradant tout et en premier lieu la patrie, en mars 1945 fut institué un tribunal spécial. Un grand nombre de criminels et de traîtres, et parmi eux des membres du gouvernement quisling, des chefs de file du «Balli Kombëtar», des espions du fascisme, comme Fejzi Alizoti, Tefik Mborja, Shuk Gurakuqi, Bahri Omari, Kole Tromara, Hilmi Leka, Ibrahim Biçaku et d'autres encore, comparurent en justice.

Dans le même temps j'envoyai au président Tru-man, au nom du Gouvernement démocratique d'Albanie, une lettre où j'exprimai l'indignation de notre peuple contre le bon traitement que les autorités anglo-américaines réservaient en Italie aux criminels albanais qui s'étaient enfuis à la fin de la guerre. C'était là une requête légitime et la fin de non-recevoir qui y fut opposée constituait une autre injustice commise envers le peuple albanais, qui insistait pour qu'Ali Këlcyra, Mithat Frashëri, Abaz Kupi, Kadri Cakrani, Koço Muka et Vehip Runa au lieu d'être bien traités et laissés libres de continuer à monter leurs intrigues fascistes au détriment du peuple albanais, soient mis sur le banc des accusés à côté des autres criminels et reçoivent la condamnation qu'ils méritaient. Il n'était pas difficile de comprendre ce que visaient les Anglo-Américains en traitant de cette manière les traîtres et les criminels du peuple albanais. Ceux-ci ne devaient pas tarder à leur servir de chair à canon ou à s'entre-dévorer comme des loups qu'ils étaient.

Le tribunal condamna à la peine capitale un certain nombre de traîtres traduits en justice. C'était là un châtement mérité exprimant la volonté du peuple, qui suivit avec grand intérêt tout le procès aussi bien dans la salle du cinéma où avaient lieu les séances, que dehors à l'aide des haut-parleurs. Le peuple prononçait son verdict sans appel, en criant:

«Vive la justice populaire ! Mort aux criminels de guerre !»

Pendant que les tribunaux du peuple condamnaient les criminels de guerre, les traîtres, les saboteurs et les comploteurs opposés au pouvoir populaire, le ministre de l'Intérieur Koçi Xoxe me mit au courant des menées d'un groupe hostile à propos duquel avait été ouverte une enquête, et me fournit les noms des principaux conjurés. En me racontant tout cela dans le détail, il me dit un jour que Syrja Selfo était impliqué également dans ce groupe, qui cherchait à «renverser le pouvoir». Surpris, je demandai à Koçi :

«Comment as-tu dit ? Syrja ? C'est impossible, vous devez vous tromper ! Syrja ne peut pas se dresser contre le pouvoir populaire.»

Syrja était de la famille des Selfo, de gros commerçants connus. A l'exception de Syrja et de Halit, qui devint partisan, c'étaient tous de mauvaises gens. Et le pire parmi eux était Reiz Selfo, qui passait pour le chef de la famille, l'un des éléments les plus réactionnaires et des trafiquants les plus experts. En bons termes avec tous les régimes, avec Zogu et les Italiens, il ne réussit pourtant pas à se mettre bien avec nous. Il fut remis à sa place et le tribunal du peuple le condamna à mort pour les crimes qu'il avait commis. Je le connaissais bien, il m'était arrivé de le rencontrer, mais je discutais rarement avec lui. L'air toujours très grave, il «n'avait pas de temps à perdre avec des gens comme nous». En revanche, je considérais Syrja comme un bon camarade, je m'entretenais souvent avec lui et il me comprenait; il n'était pas communiste, c'était un bon patriote, anti-italien, antifasciste. Il m'aimait sincèrement tout comme je l'appréciais. Il n'avait pas de «très bons» rapports avec Reiz, qui ne pouvait se passer de lui, car il était plus habile dans le travail et pas malhonnête comme son cousin. Syrja contribua à la lutte dans la mesure de ses moyens, il loua deux maisons qu'il mit au service de notre travail clandestin et fournit aussi des aides financières à notre lutte. Il m'aida personnellement et aida ma famille dès que je fus passé dans la clandestinité.

Lorsque l'Albanie fut libérée, Syrja était heureux. Je le rencontrai un jour et lui dis :

«Le jour pour lequel nous avons combattu est venu, mais la lutte continue. Nous obligerons tous les commerçants à payer des impôts sur les bénéfices de guerre et j'avoue qu'ils seront lourds. Les Selfo seront aussi concernés.»

Syrja me répliqua :

«Ils n'ont qu'à brûler tous, vous pouvez prendre tout ce qu'il y a, je vous y aiderai. Ce que je veux, moi, c'est travailler, peu m'importe que vous confisquiez tout.»

C'est ce que nous fîmes, Syrja était des nôtres, il n'aurait jamais pu se séparer de nous.

Mais voilà qu'un beau jour, Koçi vient me voir et m'annonce que ce même Syrja serait impliqué dans un «mouvement visant à renverser le pouvoir populaire» ! Je fus bouleversé et comme je mettais vivement en doute ses dires, il me répondit calmement :

«Il a tout avoué lui même, et il a signé ses aveux !

— Apportez-moi son procès-verbal, je connais sa signature !»

Il me l'apporta. J'y vis en effet la signature de Syrja.

Ayant réfléchi un moment, je demandai à Koçi :

«Est-ce qu'il a été torturé ?»

Koçi jura ses grands dieux :

«Absolument pas. Nous avons interdit la torture par décision du Bureau politique.

— D'accord, lui dis-je, qu'il soit traduit en justice, qu'il soit jugé et que l'on exécute le jugement.»

Plus tard, après la découverte de la trahison de Koçi Xoxe et des Yougoslaves, quand leurs bassesses apparurent au grand jour, on put mettre la main sur les dossiers qu'ils préparaient au ministère de l'Intérieur contre moi-même et d'autres. L'affaire de Syrja Selfo et de quelques autres n'était qu'un coup monté visant à me compromettre, en arrêtant mes amis, en les torturant à mort pour les obliger à avouer et à signer ce que leur dictait le groupe de Koçi Xoxe et des Yougoslaves.

Dans cette même période, ce même Koçi Xoxe, qui n'avait aucun scrupule à faire condamner des innocents, se livrait à toutes sortes de pressions et de démarches pour adoucir les condamnations des vrais ennemis conduits sur le banc des accusés. S'étant entendus entre eux, Koçi Xoxe, Sejfulla Maleshova et Nako Spiru proposèrent au Bureau politique de gracier les criminels de guerre condamnés à mort. En réalité, que ce soit par la condamnation d'innocents ou par son indulgence envers les criminels, Koçi visait à compromettre ma personne. C'était le moment où en collaboration avec les Yougoslaves, après le plénum de Berat, il avait commencé à préparer des «matériaux» truffés d'accusations et de calomnies à mon encontre. Je rejetai donc leur proposition de clémence et j'insistai pour que tous les traîtres et les quislings, sans excepter Bahri Omari, fussent châtiés selon le verdict du tribunal du peuple. Plus tard, le Sheh de Karbunara devait lui aussi recevoir un juste châtiment. Très rusé, ce balliste et collaborateur des chefs de file du «Balli», agissait en cachette, évitant de s'afficher publiquement avec les Italiens, ou avec les Allemands. Il n'avait pas pris de risques et à l'époque où le nazisme sombrait, il s'était même déclaré sympathisant du Front et du Parti, mais pour ma part je ne crus jamais à cette «conversion», j'étais même convaincu qu'il était l'homme de la réaction, qu'il haïssait notre Parti. Il avait combattu, sans s'exposer, le Front de libération nationale. Mais il avait fait preuve de plus d'intelligence que ses amis Kole Tromara et Ali Këlcyra. Ceux-ci, en qualité de chefs du «Balli», rejetèrent l'appel du Conseil général de libération nationale à rallier la lutte contre les Allemands et se mirent ouvertement au service de l'occupant. Dès lors nous ne nous adressâmes plus à eux par des appels mais par des coups de fusil.

Après la libération d'Albanie, en l'absence de faits flagrants et compromettants à leur charge, nous n'arrêtâmes pas le Sheh de Karbunara, Sejfi Vllamasi et quelques autres, qui n'étaient pas des ennemis notoires comme leurs camarades. Toutefois, nous les mîmes sérieusement en garde qu'à la moindre activité hostile de leur part relevée à rencontre de notre pouvoir, ils seraient arrêtés et traduits devant un tribunal révolutionnaire. Ils acceptèrent en paroles mais pas dans leurs actes, surtout le Sheh de Karbunara.

Je me souviens qu'un jour, lors du procès contre les traîtres quislings et les criminels de guerre, je retournai à Tirana de Berat où j'avais eu affaire. Je portais alors un uniforme bleu de général, aux galons et liserés rouges et je chaussais des bottes. Arrivé près de Karbunara, j'aperçus sur la route le Sheh, coiffé de son turban et dans sa robe, nous faire signe de nous arrêter. Je dis au chauffeur de stopper et de le laisser s'approcher. Moi-même, je ne descendis pas de voiture car je voulais l'humilier et faire bien comprendre à cet ennemi que nous, le Parti et le peuple, nous nous étions battus et avons gagné, que nous étions au pouvoir. D'un pas traînant, le Sheh s'approcha, ouvrit la portière, se pencha, me salua puis me tendit la main que je serrai sans bouger.

«Qu'est-ce qu'il y a ? Pourquoi m'avez-vous arrêté ? lui demandai-je.

— Pour vous faire d'abord mes vœux.

— Je n'ai pas besoin de vos vœux, coupai-je, vous avez autre chose à me dire ?

— Je vous ai arrêté, reprit-il, pour vous prier de gracier certains de ceux qui passent en jugement.

— J'en ai le souci moi-même, lui dis-je sur un ton tranchant. Le sort des traîtres et des ministres quislings au service des Allemands, des chefs de file du «Balli Kombëtar» et de tous ceux qui nous ont combattus, est entre les mains de la justice du peuple. Tes compagnons et amis, Sheh de Karbunara, ont les mains trempées du sang du peuple et de nos camarades, ne vous préoccupez donc pas de leur sort, je suis sûr que la justice du peuple leur donnera ce qu'ils méritent.

— C'est un malheur, Enver...

— Ecoute, Sheh, lui dis-je, quand je vous demandais, et vous priais même, de renoncer à la voie de la trahison, vous croyiez que les Italiens et les Allemands étaient plus forts que notre peuple et notre Parti, que vous tourniez en dérision et combattiez. Mais voilà que s'est produit le contraire, et ce n'est pas le fait d'un miracle ou du dieu auquel tu crois, c'est le résultat de l'esprit, de la capacité et du courage du Parti, de nos communistes et de notre peuple.

«Je sais fort bien que toi, Sheh, tu étais de la bande de Kole Tromara et compagnie, mais tu les as bien roulés, tu as bien caché ton jeu. Si nous ne t'avons pas arrêté, ce n'est pas pour tes beaux yeux, mais parce que nous n'avions pas assez de faits concrets à ta charge. Si nous en avons, tu serais aujourd'hui sur le banc des accusés comme ces traîtres. Les communistes, dont vous disiez du mal, sont les gens les plus justes qui soient, les plus proches du peuple et prêts à se sacrifier pour ses grandes causes. Tu nous as échappé une fois, mais si tu bouges, tu ne t'en tireras pas, je te conseille donc de te tenir tranquille, de ne pas comploter contre le peuple, sinon nous te remettrons à ta place. C'est tout ce que j'ai à te dire.»

Mon garde ferma la portière et l'auto démarra. Je laissai le Sheh de Karbunara sur la route poussiéreuse et je n'ai plus depuis revu son visage. Cet ennemi ne renonça pas à son activité hostile au pouvoir populaire. Il participa au complot ourdi par les services secrets anglo-américains et les Shefqet Beja, Gjergj Kokoshi, Riza Dani et autres. En sorte que lui aussi fut condamné par le tribunal du peuple.

Un autre de leurs compagnons était Sejfi Vllamasi. Il baissa le nez, dépensa tout son argent, et quand il n'eut plus de frusques ni plus rien à manger, il quémanda n'importe quel travail. Il avait vieilli. Je n'avais jamais demandé ce qu'il était devenu. Un jour, roulant vers Vlore, je m'arrêtai à la ferme de Gosa. Je rencontrai le directeur et l'interrogeai sur la marche de son entreprise. Il me donna des explications. Près de la route se trouvaient quelques baraques peintes à la chaux. Je lui demandai :

«Qu'est-ce que c'est que ces baraques ?

— Ce sont des porcheries, répondit-il.

— Si on allait voir», lui proposai-je.

J'entre et j'y vois un vieux paysan de Kavaja. Je savais déjà que les vieux Kavayois, surtout pendant les premières années de notre pouvoir, étaient restés des musulmans fanatiques, que non seulement ils ne mangeaient pas de porc, mais qu'ils ne pouvaient même pas en supporter la vue, car c'était une bête «maudite par le prophète». Je dis au vieux :

«Je suis content de te voir garder des porcs.

— Qu'y puis-je, dit-il, il faut bien que je vive.» Puis m'ayant reconnu, il me chuchota à voix basse :

«C'est à toi que je vais avouer la vérité car tu connais nos soucis. Moi, ces porcs, je ne peux pas les voir, j'aime le Parti et je fais ce qu'il me demande. Tu vois ce long bâton ? C'est avec ça que je les pousse, pour rien au monde je ne les toucherais de ma main.»

Nous rîmes tous les trois aux éclats. Notre rire attira un autre vieux aux traits ravagés, presque en loques, lui aussi porcher. Il s'approcha, me tendit la main et me salua :

«Comment allez-vous, monsieur Enver ?»

Je lève les yeux pour bien le voir, intrigué par le terme «monsieur» dans la bouche d'un paysan qui dit toujours «camarade». Et je vois Sejfi Vllamasi ! Il était devenu porcher.

«Malgré tout ce que tu as fait, lui dis-je, le Parti des communistes ne t'a pas laissé sans travail et c'est la première fois d'ailleurs que tu gagnes ta vie à la sueur de ton front.

— C'est juste, monsieur Enver, mais maintenant je suis vieux.

— Tu as vieilli, c'est une loi de la nature, et tu n'y peux rien, mais il faut que tu manges, et pour manger, il faut que tu travailles.

— C'est vrai, monsieur Enver, ajouta Sejfi, si le gouvernement pouvait m'accorder une pension.

— Une pension ? Pour quoi donc ? Pour n'avoir jamais travaillé ou bien pour avoir fait partie du «Conseil d'Etat» fasciste, ou même pour n'avoir jamais accompli un acte patriotique ? A l'époque de Noli tu votais pour les réactionnaires, à l'étranger tu jouais, alors que le peuple souffrait, puis toi et tes amis vous êtes revenus avec les occupants italiens que vous avez servis tout comme vous avez servi les Allemands. C'est pour ces «mérites» que tu demandes une pension ?

— Pourquoi, il est comme ça, ce type ? intervint le paysan kavayois. Alors il est pire que ces porcs. Dieu m'en soit témoin, camarade Enver, je ne le connaissais pas.»

Je revis par hasard Sejfi, quelques années plus tard, sur un trottoir de Fieri. Le «diplomate du Balli» était si voûté qu'il semblait s'être mis en boule. Je demandai ce qu'il faisait. J'appris qu'il touchait une petite pension de retraite pour avoir été porcher. Le camarade qui m'informa étant trop jeune, n'avait jamais entendu le nom de ce balliste, qui, avec ses compagnons, nous avait fait tant de torts. C'est ainsi que commencèrent à être nettoyés tour à tour les ronces du passé, les sangsues qui avaient sucé le sang du peuple, les serpents venimeux.

Tout cela contribuait à accroître et à renforcer les positions et l'autorité du Parti et du nouvel Etat, alors que les masses étaient toujours plus convaincues que la voie sur laquelle les guidait le Parti leur assurait l'avenir.

L'accueil chaleureux que le peuple réserva aux premières mesures et lois promulguées par la présidence du Conseil antifasciste (de la Libération au 11 janvier 1946, date de la réunion de l'Assemblée constituante, cette présidence fut l'organe législatif suprême), constituait l'approbation la plus unanime de la juste ligne que suivaient le Parti et le pouvoir populaire. Les réformes à caractère démocratique qui furent introduites à l'époque permirent de consolider la base économique de l'Etat, de renforcer la confiance des masses populaires en lui, car tout le monde se rendait déjà compte que le nouveau pouvoir était un ennemi intransigeant de la bourgeoisie, des féodaux, des spéculateurs, que le gouvernement démocratique était capable de diriger et d'organiser la vie du pays. Le peuple menait une vie difficile, mais il voyait de ses propres yeux les efforts inouïs que déployaient le

Parti et les organes du pouvoir populaire pour créer des conditions favorables à une vie normale, à la guérison la plus rapide possible des plaies de la guerre et du passé. La Réforme agraire fut l'une des plus grandes et des plus profondes révolutions, que nous nous attachâmes dès le début à faire triompher et que nous menâmes à son terme sans ménager nos efforts et avec esprit de suite. Par cette révolution de la vie du paysan albanais, non seulement nous traduisions dans les faits l'une des aspirations séculaires de l'alliée fidèle de la classe ouvrière, la paysannerie courageuse et patriote albanaise, ainsi que l'une des toutes premières promesses que nous lui avions faites au cours de la lutte, mais nous accomplissions aussi une transformation colossale des rapports de production et ouvrons la voie à la naissance des rapports de production socialistes à la campagne, qui figurait dans le programme à long terme du Parti.

La rédaction de cette loi, qui fut approuvée, comme on le sait, en été 1945, et provoqua de vifs débats et au Bureau politique du Comité central et au CALN, était le couronnement d'un long travail. Aux orientations du Comité central selon lesquelles la Réforme agraire serait amenée non seulement à donner la terre aux paysans qui en étaient totalement dépourvus ou presque, mais aussi à supprimer toute possibilité d'apparition de l'économie koulak qui exploitait le travail des autres, on vit s'opposer, par toutes sortes de subterfuges, de «remarques» et de «suggestions», certains éléments allant de Riza Dani et Shefqet Beja à Sejfulla Malëshova.

«C'est vrai, le paysan miséreux doit recevoir un lopin de terre, disait Riza Dani, mais il ne faut pas aller à l'extrême et provoquer la guerre civile, faire surgir des rancunes et la vendetta à la campagne. Il ne faut pas satisfaire certains et gagner l'hostilité des autres.

— Ceux que vous appelez «certains», intervins-je, représentent des milliers et des dizaines de milliers de paysans, qui toute leur vie durant ont rêvé à la terre, en versant à flots leur sueur au profit d'une poignée de gros propriétaires. Ce ne sont pas ces gros propriétaires fonciers qui ont fait la lutte, mais ces milliers de gens qui étaient dépourvus de tout. Voilà pourquoi nous leur donnerons la terre, sans nous soucier si cela plaît ou non aux premiers. Quant à une guerre civile, il est vain d'en parler. Ceux qui seront expropriés n'ont qu'à essayer de lever le bras. Le peuple le leur coupera jusqu'à l'épaule, nous sommes dans l'ère du peuple et non plus au temps des féodaux et des capitalistes.»

Sejfulla Malëshova combattait la Réforme à partir de positions plus «modérées» :

«Donnons la terre aux pauvres, suggérait-il, mais n'oublions pas la mentalité de nos paysans. Ils se contenteront de peu plutôt que de ne rien avoir du tout et ne seront pas intéressés par la grande production agricole. Nous serons menacés de famine.

— Et que faut-il faire selon toi ? lui demandai-je.

— Donner un minimum de terre aux pauvres, juste assez pour subvenir à leurs besoins, et dans le même temps réduire à pas moins de 40 hectares la terre des propriétaires. Ceux-ci connaissent les avantages de la grande production, ils feront de leurs propriétés des économies privées exemplaires, ils produiront également pour la ville.

— Ce serait se moquer de la Réforme agraire et de la paysannerie, objectai-je sévèrement, et favoriser les koulaks, ce qui est encore pire.

— J'ai été un ennemi déclaré des koulaks, depuis déjà mes premiers écrits des années 30, et je le suis toujours, se défendit immédiatement Sejfulla Malëshova. Mais maintenant nous devons penser non seulement au pain du paysan, mais aussi au pain de tout le peuple. A cet égard, il convient de faire aussi quelques concessions aux propriétaires et d'opérer des distinctions entre eux. Réfléchissons bien, camarades, ce sont là des problèmes graves. N'oublions pas non plus qu'attendre le salut du morcellement de la propriété, c'est en fait décréter la médiocrité générale !

— Je l'ai lu dans les ouvrages de Lénine ! intervint sur-le-champ Nako Spiru, je crois.

— C'est exact ! répondit Sejfulla en se rengorgeant.

— Oui, fis-je pour couper court à leur envolée théorique, nous lisons tous Lénine et luttons pour mettre en œuvre ses enseignements et ceux de nos grands éducateurs. Mais toi, Sejfulla, tu confonds nos objectifs, et vas jusqu'à brouiller et déformer les idées de Lénine. Il ne s'est jamais prononcé contre toute réforme agraire. Et nous-mêmes, en mettant en œuvre cette réforme, ne pensons pas trouver un salut complet et définitif dans la petite propriété. Ce salut nous le trouverons dans la grande propriété, non pas dans la propriété capitaliste ou féodale, mais dans la propriété socialiste, étatique et coopérative. L'agriculteur n'a qu'à prendre la terre qui lui revient et, petit à petit, il se persuadera lui-même, et nous lutterons pour le convaincre, que son salut et le salut de l'Etat, c'est-à-dire l'avenir, appartiennent à la grande agriculture, à la collectivisation. J'insiste: nous passerons à la grande propriété socialiste à travers la Réforme agraire, à travers la distribution de la terre aux expropriés, aux paysans pauvres !»

Quoi qu'il en soit, la loi sur la Réforme agraire, bien qu'elle fût un important événement dans la transformation des rapports à la campagne, présenta au début bien des défauts qui tenaient à l'obstination de Sejfulla, approuvé ouvertement ou tacitement par Koçi Xoxe, Pandi Kristo et d'autres au Bureau politique du Comité central du Parti, et soutenus plus tard par Riza Dani, Kokoshi et consorts au Conseil antifasciste de libération nationale. La loi autorisait les prétendues «exploitations modèles» à garder une assez grande superficie de terre, et cela jusqu'à 40 hectares, sous forme de propriété familiale, ce qui dans les conditions de l'Albanie était excessif et maintenait intactes les positions des féodaux et des koulaks. Même si cette loi commença à être mise en œuvre, nous étions parfaitement conscients qu'elle comportait des défauts et qu'elle ne conduirait pas à l'application complète du principe selon lequel «la terre appartient à celui qui la travaille». Aussi, dans une série de réunions organisées à la direction du Parti et de l'Etat, dans des rencontres avec des cadres, des communistes et des gens simples, nous discutâmes toujours de ce problème et j'insistais moi-même pour que cette première loi soit absolument modifiée en faveur de la paysannerie pauvre en particulier, dans le sens de l'approfondissement de la révolution socialiste en général.

Après le 5^e plénum du CC du Parti, de février 1946, surtout lorsque nous condamnâmes sévèrement les conceptions et les positions opportunistes de Sejfulla Malëshova, presque tous se persuadèrent de la nécessité de changer la loi sur la Réforme agraire, et au mois de mai fut promulguée une nouvelle loi d'un profond contenu révolutionnaire. Aux termes de cette loi, les terres, les vignobles et les oliveraies appartenant à ceux qui ne les travaillaient pas seraient expropriés, les agriculteurs et les propriétaires qui les travaillaient seraient autorisés à garder jusqu'à 5 hectares de terre, qu'ils ne pourraient ni vendre ni hypothéquer. Seuls ceux qui les travaillaient les garderaient et en jouiraient ! Cette mesure était d'une grande importance, en ce qu'elle barrait la voie aux spéculations sur la terre et ôtait toute possibilité aux éléments koulaks d'acheter la terre et de s'enrichir en exploitant la sueur des autres. C'était là une grande victoire remportée par notre paysannerie patriotique, qui avait supporté sur son dos le plus grand fardeau de la Lutte de libération nationale. Elle accueillit avec enthousiasme la proclamation de la Réforme, qui la lia encore plus étroitement au Parti et au pouvoir populaire.

Nous décidâmes que l'application de la Réforme débiterait par un acte symbolique. C'est ainsi qu'accompagné de mes camarades, le docteur Nishani, Myslim Peza, Spiro Moisiu, Shefqet Peçi, Gaqo Tashko, qui était devenu ministre de l'Agriculture et d'autres, je me rendis à Lushnje, où nous vîmes de nos propres yeux la joie indescriptible du paysan de la Myzëqë qui pleurait en serrant bien son titre de propriété entre ses mains tremblantes. On ne pouvait pas ne pas être ému par les témoignages les plus imprévus de joie, d'amour pour le Parti, le Front et le nouveau pouvoir. Je me souviens que dans la joie et l'enthousiasme, je pris la parole d'une voix frémissante d'émotion :

«Camarades paysans, dis-je, restez toujours vigilants et prêts à porter des coups sévères aux ennemis du peuple. La distribution de la terre vient de commencer, les titres de propriété vous seront remis, vous recevrez toujours davantage des aides de votre gouvernement. Nous mettrons tous nos moyens au service du peuple. Nous ne vous promettons pas monts et merveilles, mais soyez sûrs que ce que nous disons nous le faisons. Du fond du cœur nous vous adressons nos meilleurs vœux de longue vie. Puissiez-vous faire fleurir nos champs de génération en génération !»

Les conséquences économiques de cette réforme, mais surtout ses effets sur le plan politique et de la conception du monde, étaient de la plus haute importance. Le peuple jurait sur «le Parti et le pouvoir», qui lui avaient donné la terre, comme «sur ses propres yeux» ! En lui remettant la terre qui lui revenait et en l'y attachant à jamais, le Parti et le pouvoir gagnèrent encore plus à eux la paysannerie.

Avançant pas à pas, avec esprit de suite, dans la lutte contre les difficultés et les ennemis de toute sorte, le peuple, guidé par le Parti, prenait entre ses mains le pouvoir économique. Il devenait maître de ses destinées, dans le sens le plus large du terme.

Cependant que le peuple se réjouissait à l'extrême de la nouvelle situation qui se créait, la bourgeoisie sentait pour elle le moment venu où l'angoisse et le désespoir marqueraient le reste de ses jours. Ces mesures et ces réformes frappaient à mort cette classe, qui, sous les coups, cherchait à réagir, à s'organiser, à trouver des alliés, à se débattre désespérément, prête à commettre les crimes les plus monstrueux. Bien que la situation, le décor, l'atmosphère eussent radicalement changé, elle se refusait à admettre sa fin tragique. Ces hommes, ne pouvant se résigner à ne plus orchestrer la vie du peuple, se mirent à rédiger et à remettre des pétitions aux missions anglo-américaines pour qu'elles interviennent auprès de notre gouvernement, à faire des chantages et à mettre en action leurs hommes qui avaient réussi à s'infiltrer dans le pouvoir, dans le Front et même dans le Parti. Ce fut le cas de Shefqet Beja, Gjergj Kokoshi, Riza Dani et d'autres, qui, comme je l'ai déjà dit, s'étaient ralliés au Mouvement de libération nationale, se prononçaient généralement en sa faveur, et avaient même été élus à ses instances dirigeantes.

Je n'avais connu personnellement Riza Dani que sur le tard, à Permet ou à Berat, mais les camarades de Shkodër m'avaient parlé de lui bien avant. Originaire de Shkodër tout comme Gjergj Kokoshi il était d'un âge avancé et

influent dans sa ville. Un de ses frères, Hasan Dani, était un gros commerçant qui, ayant savouré le «miel» de Zogu, goûtait à celui du fascisme, tout comme le faisaient beaucoup d'autres, notamment le «démocrate» Fazlli Frashëri et son frère Qazka, dont j'ai déjà parlé plus haut. Riza lui-même était un «démocrate libéral» anti-zoguiste, anticlérical et antifasciste. Dans le cadre de notre travail auprès des nationalistes, les camarades de Shkodër s'étaient liés avec Riza, qui avait accepté de combattre avec nous et de participer au Front de libération nationale. Nous nous en réjouîmes et nous considérâmes son adhésion comme un succès.

Quant à Shefqet Beja, je le connaissais bien, car j'avais souvent conversé avec lui. Il avait été l'ami de Bahri et de Muharrem Vllamasi, un élément anti-zoguiste, qui avait émigré à Bari. Shefqet et Muharrem étaient du même âge et ils avaient terminé tous les deux une école de commerce italienne, mais si Shefqet se mit à exercer sa profession et devint commerçant, gros commerçant même, Muharrem, lui, entra dans la «politique». A l'époque de l'occupation italienne, Muharrem, ce «démocrate et anti-zoguiste», devint un secrétaire fédéral du parti fasciste tandis que Shefqet Beja se rallia à nous lors de la formation du Front de libération nationale. Il était très intelligent et au cours de nos discussions il se posait en démocrate brocardant le Duce, Tefik Mborja et toute la bande des hiérarques fascistes. Nous considérâmes également comme un succès le fait que Shefqet Beja se fut rallié au Front. Durant la guerre, j'eus de longues et franches discussions avec eux, je les mettais, surtout Gjergj Kokoshi et Shefqet Beja, que je rencontrais plus souvent, au courant de l'évolution de la lutte et des formes d'organisation démocratiques que prendrait le pouvoir après la libération. Ils ne pouvaient donc pas avoir la moindre réserve à l'égard du Parti, en prétendant qu'il ne les informait pas et ne les consultait pas. Ils semblaient francs, en apparence ils n'avaient pas de remarque à faire et ils approuvaient généralement, malgré quelque «hésitation» ou «incompréhension», le programme du Parti. Ils avaient des idées quelque peu dogmatiques et dépassées, affichaient un air grave de «démocrates» ancienne mode, mais paraissaient avisés. Je m'efforçais de ne pas polémiquer souvent avec eux, d'autant plus qu'ils étaient d'accord avec nous sur les questions essentielles.

Mais voilà que lorsque le Parti, à la tête du peuple, se mit au travail pour reconstruire le pays incendié et détruit et réaliser les grandes réformes, ces éléments, sans s'opposer ouvertement à cette ligne consécutive du Parti, commencèrent en réalité à bouger. Tantôt ensemble, tantôt chacun de son côté, ils venaient souvent me voir et discuter avec moi. Ils étaient, en particulier Riza Dani et Shefqet Beja, préoccupés par la Réforme agraire, les impôts sur les bénéficiaires de guerre et par l'action des tribunaux du peuple. Je n'étais pas étonné de leurs interventions, j'étais même sûr qu'elles se multiplieraient, mais je gardais mon calme et leur répondais comme il fallait :

«Ils se sont enrichis sur le dos du peuple, il faut qu'ils rendent ce qu'ils ont pillé.

«La paysannerie a versé son sang, elle a vu ses foyers incendiés, elle a libéré le pays, elle a reconquis sa terre et sa patrie, c'est pourquoi il faut qu'une vraie Réforme agraire soit appliquée.

«Les criminels de guerre doivent rendre des comptes, avec l'occupant ils nous ont mis à feu et à sang, ils doivent donc payer leurs crimes.

«Le pays repart à zéro, il faut par conséquent que les banques, le commerce extérieur, les transports et le commerce intérieur en général soient entre les mains du pouvoir populaire».

Bien entendu, ils invoquaient contre tout cela leurs arguments «démocratiques», mais moi, de mon côté, je leur faisais valoir des raisons réellement démocratiques. Je sentais qu'ils sortaient mécontents de mon bureau, mais ils étaient obligés de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Finalement, ce n'était pas de notre faute s'ils allaient vers l'abîme. Puisque nous avons tout consacré à la cause du peuple, nous ne pouvions nous permettre de nous laisser influencer par certains styles et jeux «démocratiques» et de satisfaire les appétits et les visées des partisans du vieux monde. Si jamais ils voulaient vivre et servir en vrais hommes, ils n'avaient qu'à nous suivre sur la voie du peuple, sinon, ils n'avaient qu'à aller au diable !

Notre motif essentiel de satisfaction et d'encouragement, c'était que le peuple approuvait, soutenait et appliquait avec enthousiasme la ligne du Parti et la politique que suivait notre nouvel Etat. Au cours du processus de réalisation de cette ligne nous voyions et nous nous persuadions que l'unité Parti-peuple que nous avons créée dans le feu de la lutte ne cessait de se cimenter. Et maintenant, après tant de victoires et de réalisations, le moment était venu et les conditions réunies pour réaliser l'une des tâches fondamentales que nous nous étions fixées dès le début ; le moment était venu où le peuple exprimerait librement et solennellement son choix de la forme du régime qu'il souhaitait voir s'instaurer en Albanie.

2. La proclamation de la République populaire

Le peuple avait exprimé pour la première fois sa volonté de se prononcer sur la forme du régime en août 1945, au Premier Congrès du Front de libération nationale, organisation qui depuis lors prit le nom de Front démocratique d'Albanie.

Ce Congrès, qui mena ses travaux dans une atmosphère d'approbation enthousiaste de la politique du Parti communiste et de son programme à long terme, proposa solennellement au Conseil antifasciste de libération nationale et au Gouvernement démocratique provisoire d'organiser dans l'Albanie libre des élections à l'Assemblée constituante, qui proclamerait la volonté du peuple quant à la forme du régime et approuverait la Constitution du pays.

Le Conseil antifasciste de libération nationale, sur la proposition du Gouvernement, approuva cette demande du peuple, formulée par le truchement de son organisation et il chargea une commission spéciale de rédiger les lois sur les élections à l'Assemblée constituante. Vers la fin de septembre les projets de lois furent soumis à l'approbation du CALN. Le Conseil approuva dans ses principes l'organisation des élections, il discuta et approuva également la loi électorale et la loi sur l'établissement des listes électorales. Aux termes de cette loi, tous les citoyens albanais, hommes et femmes, ayant 18 ans révolus étaient électeurs et éligibles. Les anciens ministres quislings, les criminels de guerre et naturellement tous ceux qui, convaincus de divers délits, étaient temporairement privés des droits politiques, ne jouissaient pas de ce droit. Ainsi donc, pour la première fois dans l'histoire de l'Albanie, se créaient les possibilités réelles pour la participation de tous les citoyens aux élections.

Je me souviens que cette loi fut approuvée sans débats et sans faux-fuyants même de la part des éléments démocrates-bourgeois et libéraux qui étaient parvenus à pénétrer dans le Conseil et la présidence du Conseil antifasciste de libération nationale. Je le souligne, car d'après les indications que nous avons recueillies et compte tenu des fortes pressions qu'exerçaient sur nous les représentants anglo-américains, nous avions prévu de devoir affronter un jour ces éléments maintenant chargés de la mission de se lancer à l'attaque pour saboter la ligne de notre Parti sur les élections, de former une «opposition» au sein ou en dehors du Front et de manœuvrer par ce biais pour s'emparer plus tard du pouvoir. Mais, apparemment, ils avaient réservé leur venin pour la loi électorale elle-même, ce qui explique qu'ils sourirent et applaudirent lors du vote de la loi sur l'établissement des listes électorales. Malgré tout, ils firent la grimace lorsque je demandai d'ajouter une clause à la loi.

«Je propose, dis-je, de faire une exception pour tous ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge fixé, mais qui se sont battus dans les rangs de l'Armée de libération nationale. J'estime que cette exception se justifie. Ces garçons et ces filles, qui ont combattu l'arme à la main pour la liberté et qui, en toute conscience, ont fait don de leur vie à la patrie, ont le droit d'exprimer par leur vote ce qu'ils ont déjà dit par la voix de leur fusil. Ils sont assez mûrs pour juger des destinées du peuple.

— Je soutiens sans réserve la proposition d'Enver, intervint parmi les tous premiers, Omer Nishani. Il faut l'inclure sans hésiter dans la loi.

— La jeunesse de tous les âges a soutenu le plus grand poids de la lutte, dit Nako Spiru, il lui appartient donc de détenir le pouvoir...»

Toutes les personnes présentes ayant souscrit à ma proposition, on passa au débat sur le projet de loi électorale. Il nous fallut mener un travail et des préparatifs très sérieux pour élaborer ce projet de loi, ainsi que pour l'organisation et le déroulement de la campagne électorale, car non seulement nous manquions de juristes compétents, et aucun de nous n'avait la moindre expérience sur ces questions, mais aussi dans notre pays, en général, ne s'était pas créée une tradition en matière d'élections, et encore moins d'élections à des organes supérieurs, comme l'Assemblée constituante. La relative expérience acquise pendant les années 1920-1924 dans les élections parlementaires en Albanie, non seulement était élémentaire et comportait des erreurs, des limitations et de grosses déformations, mais, et c'est là l'essentiel, elle avait été plutôt un «affrontement», une sorte de «compétition parlementaire», opposant les représentants des classes riches, les féodaux et les bourgeois réactionnaires aux éléments progressistes et démocrates porte-parole de l'«Opinga» ou se disant tels. Le peuple lui-même était en général tenu à l'écart de ces élections. Avec l'accession de Zogu au pouvoir, et surtout après 1927, quand il se proclama roi, disparut toute trace des quelques rares éléments démocratiques qui avaient pu se faire jour aux élections de la période antérieure. Dès lors, dans la farce des élections zoguistes, le vote était obtenu par la cravache, les coups de crosse et les pots-de-vin, sans parler de l'ignorance et du retard général des masses et de leur manque d'intérêt pour ces prétendues élections.

Il nous fallait donc tout refaire à partir de zéro, en nous fondant, comme d'habitude, sur ce que nous lisions dans les classiques du marxisme-léninisme, sur ce que nous avions réussi à apprendre de l'expérience de l'Union soviétique. Nous partions avant tout du principe qu'il fallait formuler un projet de loi tel qu'il donnât au peuple la possibilité et le droit d'exprimer le plus librement, le plus clairement et le plus directement possible sa pensée et sa volonté, lui assurer donc, toutes les garanties nécessaires pour qu'il pût déployer de façon normale et démocratique cette activité politique d'une importance historique. Les élections à l'Assemblée constituante se feraient au suffrage universel direct, égal, au scrutin secret et la loi interdisait et condamnait toute action de qui que ce soit enfreignant ces principes.

Bien que le projet de loi électorale, que nous avons laborieusement et soigneusement préparé, garantît l'un des modes les plus démocratiques et les plus complets d'expression de la volonté du peuple, il fit, au cours des débats pour son approbation, l'objet d'une ferme opposition de la part d'un petit nombre de «démocrates» et de «libéraux». Gjergj Kokoshi en particulier, s'en prit rageusement à la loi mise en discussion. En fait, c'était une attaque contre le Front démocratique, contre le Parti et le pouvoir populaire.

Dès qu'il fut donné lecture du projet de loi, Gjergj Kokoshi demanda à prendre la parole et, après avoir formulé certains éloges hypocrites à l'adresse du Front et du pouvoir populaire, il se mit à vider son sac de remarques, rejetant en fait le projet soumis à l'approbation de l'Assemblée. Les remarques de Kokoshi reflétaient la profonde inquiétude des classes renversées, de la réaction et des impérialistes, qui se rendaient compte qu'aux prochaines élections ils n'auraient aucune chance non pas de l'emporter, mais pas même de s'assurer un nombre de députés suffisant pour former une certaine opposition.

«A l'Assemblée, prêchait Gjergj Kokoshi, il faut qu'à côté de ceux qui ont fait la guerre, siègent aussi des hommes de la paix et je crois qu'il y en a même en dehors du Front.»

Certes, une telle division absurde en hommes de la «guerre» et de la «paix», signifiait dans sa bouche qu'il fallait élire à l'Assemblée constituante même ceux qui étaient restés les bras croisés, avaient accumulé des profits ou même, en sous-main ou ouvertement, collaboré avec les occupants et les gouvernements quislings, pendant que le peuple albanais se battait pour la liberté de son pays. Gjergj Kokoshi demandait en fait que les commerçants et les propriétaires, les beys et les koulaks soient représentés à l'organe d'Etat suprême et puissent y dicter leur volonté. Leur porte-parole savait fort bien ce que le peuple pensait de ses oppresseurs et il cherchait à faire en sorte que la loi les autorisât injustement à se faire élire à l'Assemblée.

«Le peuple, lui objectâmes-nous calmement, organisé dans le Front démocratique, présente les candidatures de son choix à l'Assemblée sur les listes du Front. Ceux qui ne font pas partie du Front, s'ils ont envie d'être élus, n'ont qu'à présenter individuellement leur candidature. Le projet de loi leur reconnaît ce droit et même il le leur garantira.

— Les candidatures individuelles, au côté des listes du Front, qui a une parfaite organisation, admettait amèrement Kokoshi, sont destinées à échouer, parce que ces éléments ne sont pas organisés dans un parti politique, ils n'ont pas de presse, ils manquent de moyens de propagande. D'autre part, les gens du pouvoir font tous partie du Front, en sorte qu'ils n'offrent pas de garantie pour l'élection éventuelle des autres candidats.»

C'était là une vile insinuation à l'adresse de notre pouvoir populaire, et l'un des camarades membres de la présidence posa à juste titre la question :

«Monsieur Gjergj Kokoshi demanderait-il le retour aux anciens régimes, qui se porteraient, eux, garants d'élections libres ?»

Manol Konomi, ministre de la Justice, fournit des explications au nom du gouvernement. Il fit comprendre à Gjergj Kokoshi que le vote aurait lieu au scrutin proportionnel de liste sur différentes organisations éventuelles et non pas sur des candidatures individuelles. D'autres, et notamment Qirjako Harito et Siri Shaplo, se levèrent pour réfuter les «objections» de Gjergj Kokoshi. Les orateurs mirent en relief le fait que si le Front démocratique s'était acquis cette grande autorité et confiance auprès du peuple, c'était parce qu'il avait combattu et travaillé et que ce n'était pas de sa faute s'il n'existait pas d'autres groupes et partis politiques.

«Le fait qu'aucun autre groupe n'a pu se former pendant ces dix mois qui ont suivi la libération, dit Siri, signifie que la formation de groupes de ce genre n'était pas dans l'intérêt du peuple. Le peuple est pour le Front. S'il existe des gens qui veulent créer une organisation en dehors du Front, ils n'ont qu'à essayer, mais ils se heurteront à la force du Front, et ils seront battus. Nous ne pouvons rien pour eux.»

C'est ainsi que cette tentative de la réaction d'utiliser les élections à ses propres fins se solda par un échec. Son avocat resta en minorité, Kokoshi perdit toutes ses plumes; puis, tel un naufragé qui cherche une planche de salut, il décida de lancer la dernière pierre que ses patrons anglais avaient mise dans sa poche, il quitta avec ostentation le Front démocratique, donnant par là le signal de la formation d'une «opposition» qui, selon les plans des Anglais et des Américains, participerait aux élections pour contrebalancer le Front démocratique.

Mais ce geste de Kokoshi ne fit qu'apporter en ces moments d'enthousiasme général une note d'humour: les autres Kokoshi, confrontés à notre force, se convertirent en poules mouillées et n'eurent pas le courage de le suivre dans l'«opposition». Kokoshi resta seul, certes en apparence seulement, car en réalité, les autres éléments de son espèce, tout en cachant quelque peu leurs griffes, devaient intensifier, dans les coulisses, leur activité farouche en vue de renverser le pouvoir populaire. Cela devait être prouvé, documents à l'appui, plus tard, lorsque nos organes de la dictature découvraient tous les fils de leur complot et que ces éléments seraient traduits devant la justice du peuple.

Après sa tentative avortée et surtout après sa sortie du Front, Gjergj Kokoshi céda la place sur le devant de la scène à ses amis, Riza Dani, Shefqet Beja et d'autres. Tous deux figuraient sur les listes du Front et parvinrent à se faire élire à l'Assemblée constituante, car ils se posaient jusque-là en partisans du programme du Front démocratique et s'étaient gardés d'afficher des positions ostensiblement hostiles. Malgré tout, il y avait longtemps que nous suivions de près leur activité et avions constaté que la dose de leur résistance s'accroissait de jour en jour. Nous disposions depuis longtemps d'informations comme quoi Riza Dani, Gjergj Kokoshi, Shefqet Beja et certains autres, pensant et étant même persuadés que notre Parti finirait par échouer, s'étaient liés avec les missions militaires anglaise et américaine. C'est justement ces dernières, comme cela devait s'avérer plus tard, qui avaient organisé et qui dirigeaient ces éléments en vue de former la résistance et l'opposition, légale et clandestine, hostile au pouvoir populaire, au Parti et aux grandes réformes que nous avions entreprises. Nous savions également que ces éléments fréquentaient la mission anglaise et qu'ils s'étaient liés d'amitié avec ses membres. Nous considérons cela comme normal et comprenions que si nous leur faisons en toute camaraderie une remarque à ce sujet, ils nous répondraient : «Qu'y a-t-il de mal à cela, ce sont nos alliés». Mais nous devons vite nous persuader qu'ils n'allaient pas chez les Anglais et les Américains pour parler de la pluie et du beau temps et pour prendre un café ou un verre de whisky, mais pour leur faire part de leurs «soucis» et pour coordonner leur activité contre nous. Mes soupçons furent vite confirmés à la suite d'une entrevue que j'eus avec le général anglais Hodgson.

Quelques jours après son arrivée dans notre pays, vers le début de l'année 1945, Hodgson, chef de la mission anglaise, me demanda une audience. Je le reçus à la Présidence du Conseil des ministres. Le visage rougeaud, une cravache sous le bras, il me salua, ôta son képi et je l'invitai à prendre place dans un fauteuil. A peine assis, il se mit à parler avec emphase :

«Je vous apporte une bonne nouvelle pour votre Front et votre administration, et il me tendit une lettre officielle de l'UNRRA. [*United Nations Relief and Rehabilitation Association.*] L'UNRRA, poursuivit Hodgson, a décidé de vous fournir, en alliés que vous êtes, une aide en vivres, en matériaux, etc.» Et la liste continuait. Je tendis la lettre à l'interprète, qui me la traduisit.

— Je ne peux pas lire la signature, me dit-il à la fin.

— Tu n'as qu'à demander au général, lui suggérai-je.

— Le document, lui répondit Hodgson, est signé par le major Oakley Hill, qui est désigné comme représentant de l'UNRRA en Albanie.

— Cet homme qui a été conseiller de la gendarmerie de Zogu est-il toujours en vie ? lui demandai-je.

— Oui, fit le général, il est vivant et l'occasion lui est donnée d'aider à nouveau l'Albanie.

— Seulement il ne s'agit plus de l'Albanie de Zogu, mais de l'Albanie des partisans et du peuple, lui fis-je observer. Voilà pourquoi je suis étonné que l'UNRRA ait désigné comme représentant dans notre pays précisément le major Oakley Hill, signataire de cette lettre, alors que, comme chacun sait, il n'y a plus de gendarmes à entraîner en Albanie.»

Aussi bien le général que Hill étaient certainement des agents de l'Intelligence service britannique.

«Malgré tout, poursuivis-je, nous remercions l'UNRRA de la sympathie qu'elle nous témoigne. Mais, ajoutai-je, en jetant encore un coup d'œil sur la liste des matériaux que l'UNRRA avait décidé de nous envoyer, nous estimons que la quantité prévue ne répond ni à nos besoins ni aux pertes qu'a subies le peuple albanais pendant la guerre.

— Je ne sais pas quoi vous dire, répondit Hodgson. De toute façon, on m'a déjà fait savoir que dans quelques jours arrivera à Tirana une représentation de l'UNRRA, vous pourrez donc en discuter avec elle.

— Certainement», lui dis-je.

(La représentation de l'UNRRA vint effectivement accompagnée de l'instructeur des gendarmes de Zogu, mais les discussions avec eux étaient inutiles. Ils passèrent plutôt leur temps à ourdir des complots qu'à considérer nos demandes et à organiser l'aide promise.)

«Ces marchandises, reprit le général, seront débarquées à Durrës ou à Vlore, c'est à vous de choisir, et avec elles débarquera également un groupe de soldats et d'officiers britanniques.

— Qu'est-ce que ces soldats et officiers sont-ils censés devoir faire ?

— Distribuer les marchandises, naturellement là où vous les enverrez.

— Vous pensez donc que nous ne pouvons pas les distribuer nous-mêmes ? Nous avons un Etat, un gouvernement.

— C'est une condition, répondit le général, sinon elles ne vous seront pas livrées.

— Nous ne refusons pas les fournitures qui viennent de nos alliés, dis-je à Hodgson, mais nous ne sommes pas de ceux qui acceptent des aumônes, et vous ne pouvez pas nous imposer de conditions. Nous ne permettrons à aucun soldat ni officier britannique de mettre les pieds sur notre territoire, ni même de débarquer dans nos ports. Tout sera livré à nos autorités portuaires, en présence des gens de votre mission à Tirana, et nous vous remettrons un reçu. C'est l'unique procédure admissible pour nous. Si vous l'acceptez c'est bien, sinon nous refuserons les fournitures de l'UNRRA.»

Bien entendu, le général fut contrarié et il s'éloigna en disant avec un flegme bien britannique : «J'en mettrai au courant mon gouvernement».

Quelque temps après, Kokoshi et Beja vinrent me voir soi-disant pour discuter d'autres problèmes, mais ils amenèrent la conversation sur les aides de l'UNRRA. Je leur expliquai le tout. Shefqet Beja se mit à me dire :

«Bon, d'accord, Enver, mais vu nos besoins, nous avons intérêt à faire quelque concession, c'est un grand Etat, ils peuvent s'offenser» et il m'énonça encore d'autres boniments de ce genre.

«Ecoute, Shefqet, fis-je, nous n'offensons personne, c'est plutôt le gouvernement anglais qui nous offense. Pour qui nous prend-il ? Tiens, toi, par exemple, qui as été commerçant, tu ne serais pas capable de distribuer quelques frusques, au lieu que les Anglais viennent eux-mêmes le faire ? Non, nous ne ferons aucune concession. S'ils veulent nous apporter ces fournitures, qu'ils le fassent aux conditions que nous leur posons.»

Mais ce qui m'intrigua, ce fut de savoir comment Shefqet Beja avait appris tout cela et ce qui le poussait à intervenir. Sans aucun doute le général anglais.

Ils ne devaient pas tarder à faire une autre démarche en faveur de la politique arrogante des impérialistes anglo-américains. Cela eut lieu à la veille des élections à l'Assemblée constituante en novembre de la même année, lorsque l'Union soviétique reconnut notre gouvernement, alors que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne faisaient semblant de le reconnaître aussi. Comme on le sait, si le gouvernement soviétique reconnaissait ouvertement et franchement notre gouvernement, l'Angleterre et les Etats-Unis, eux, nous imposaient des conditions. Nous les rejetâmes, surtout celle du gouvernement américain, qui exigeait de nous la reconnaissance des accords qu'il avait passés avec Zogu. Gjergj Kokoshi, Shefqet Beja et Riza Dani vinrent de nouveau me voir pour me convaincre de ne pas nous montrer si exigeants envers ces deux grandes puissances, de qui notre pays, petit qu'il était, avait besoin de recevoir aide et soutien, et à qui il fallait donc faire quelque concession. Je rejetai les «arguments» de ces individus, en lesquels je voyais plus nettement des agents des Anglais et des Américains.

Certes, se rendant compte que ni leurs démarches ni les pressions des Anglo-Américains ne donnaient de résultat, ces éléments, qui avaient glissé petit à petit vers les positions de la réaction, devaient réagir par d'autres moyens et méthodes. En effet, nos renseignements nous faisaient savoir qu'ils s'étaient mis en mouvement et qu'ils s'organisaient. Leur organisation était fondée, en quelque sorte, sur de vieux matériaux, car ces individus n'avaient pas le soutien du peuple. Ils renouaient les anciens liens avec nos ennemis du temps de la Lutte, des intellectuels faillis, des agas et bourgeois expropriés et d'autres encore et ils avaient pour but de former un «parti» à eux et une opposition aux élections à l'Assemblée populaire.

Or, comme je l'ai écrit plus haut, toujours vigilants et soucieux d'empêcher la création d'un terrain favorable à la réalisation des plans et des complots secrets de la réaction intérieure et des Anglo-Américains, nous brûlâmes les cartes qu'ils tenaient en main, et les obligeâmes, par nos prises de position bien réfléchies et de principe, à sortir de leurs gonds, à jeter le masque, comme le fit Kokoshi, cependant que nous poursuivions avec ardeur notre travail de préparation pour les événements politiques à venir.

Quelques jours après l'approbation des lois sur les élections à l'Assemblée constituante, la présidence du Conseil antifasciste fixa la date des élections au 2 décembre 1945 et nomma la Commission centrale des élections. La campagne électorale venait de commencer.

Le Comité central du Parti donna des instructions particulières sur l'organisation du travail politique et de propagande à mener par les communistes en vue des élections du 2 décembre. Ces élections furent considérées comme un événement d'importance historique pour les destinées de l'Albanie. Le Parti donna la consigne de faire des élections du 2 décembre un grand plébiscite populaire à travers lequel les masses exprimeraient clairement et ouvertement leur jugement sur la voie que devait suivre notre pays. Par leur vote, les Albanais et les Albanaises diraient «Non» à leur amer passé d'oppression et d'exploitation et choisiraient la voie radieuse du socialisme. Le Parti et ses leviers menèrent à l'époque un travail très intense: la presse, les affiches, les débats, les réunions et les conférences avaient justement pour objectif d'expliquer aux masses pourquoi elles devaient voter et l'importance que présentait leur vote pour l'avenir de la patrie. Au cours de ces rencontres, réunions et conférences qui eurent lieu aux quatre coins du pays dans le cadre de la campagne électorale, le peuple répondit à l'appel du Parti et l'on entendait partout scander le puissant appel :

«République populaire ! Votons pour la République populaire !»

Le programme du Front démocratique, qui était le programme du Parti pour les conditions de l'époque, répondait aux intérêts et aux aspirations du peuple. C'était un programme concret, réaliste et révolutionnaire, qui devait assurer le développement et le progrès économique, politique et social du pays. Aucun autre programme ne lui fut opposé, car il ne pouvait avoir une plate-forme plus démocratique que celle du Front.

L'approbation immédiate et unanime de l'appel pour une République populaire constituait la meilleure réponse, la plus cuisante que le peuple donnait par sa voix puissante aux efforts désespérés de la réaction qui faisait l'impossible pour détourner les masses du Front et des élections. Les tentatives et les combinaisons des Anglo-Américains et de leurs agents visant à former quelque groupe ou parti politique d'opposition se soldèrent également par un échec définitif. Totalement discrédités, ceux-ci n'avaient plus aucune audience. Et c'est si vrai que, même lorsque quelque élément de la bourgeoisie voulut à la veille des élections poser sa candidature en dehors de la liste du Front, il ne put le faire faute d'avoir réuni les 20 signatures prévues par la loi, et pas même 10.

La décision de procéder à des élections à l'Assemblée constituante fut accueillie avec enthousiasme partout en Albanie et, comme je l'ai déjà dit, au cours des réunions organisées, le peuple exprimait sa volonté d'envoyer à l'Assemblée ses meilleurs fils. L'atmosphère de la campagne électorale fut ravivée et encore assainie par d'importants événements qui eurent lieu dans la vie sociale et politique de cette période, notamment le Congrès des Syndicats, le Congrès de la Jeunesse et la proclamation du programme du Front démocratique. Ces événements créèrent partout une atmosphère de travail, d'enthousiasme et de mobilisation sans précédent.

Ainsi donc, le 2 décembre 1945, jour des élections, devint une des fêtes les plus imposantes qu'eût connue l'Albanie. Pour la première fois, il était rendu possible au peuple de faire entendre effectivement sa voix, de décider de ses propres destinées. Le triomphe des candidats du Front démocratique ne faisait aucun doute. Les listes du Front trouvaient partout l'approbation des masses et cela était si évident que la réaction ne tenta même pas de s'organiser et de présenter des listes à elle.

Pour autant que je m'en souviens, dans toutes les circonscriptions électorales d'Albanie il ne fut présenté qu'une seule candidature hors des listes du Front. Les représentants des classes renversées, convaincus de l'hostilité du peuple à leur encontre, ne suivirent ni l'exemple de ce Don Quichotte qui n'avait pour lui que sa propre voix, ni celui de Gjergj Kokoshi, qui avait démonstrativement quitté le Front. Ils adhérèrent au programme du Front et cherchèrent à se faire inclure dans les listes des candidats. En fait, avec l'aide de Sejfulla, qui faisait une forte pression dans le sens de la politique de la «porte ouverte», certains éléments de la réaction, et parmi eux le Sheh de Karbunara, de concert avec d'autres éléments camouflés, comme par exemple Riza Dani et Shefqet Beja, parvinrent à figurer sur les listes électorales.

On sait bien la brillante victoire que remporta le Front démocratique à ces élections. Je voudrais noter ici quelques particularités curieuses, qui me sont restées gravées à l'esprit, de ces premières élections dans l'Albanie nouvelle.

Je crois que les personnes âgées s'en souviennent pour avoir voté elles-mêmes, mais je pense que les jeunes ne les connaissent pas toutes. Dans les ouvrages d'histoire ils ont dû trouver une foule d'analyses, de chiffres, de conclusions toutes utiles, voire indispensables, mais j'ai le sentiment qu'ils n'ont pas à l'esprit une image vivante de l'atmosphère de ces années-là. Nous, les plus âgés, nous avons pour devoir de leur parler de cette époque-là et de le faire non pas dans le langage des livres et des journaux, mais de leur raconter des faits réels et vivants, car ceux-ci laissent souvent plus de traces dans les esprits qu'une définition ou une conclusion. Notre pays avait été un berceau de culture et d'art dans les temps antiques et, de son sein étaient nés d'éminents poètes, artistes et hommes de science. Pourtant chacun sait que dans les premières années qui suivirent la libération, l'écrasante majorité de la population en raison de la politique obscurantiste des régimes du passé était encore illettrée. Mais si l'on demande aujourd'hui aux jeunes, même à ceux qui n'ont pas plus de 35 à 40 ans comment, à leur avis, ces gens qui ne savaient pas lire le nom du député ou écrire un nom quelconque ont pu voter, je crois que peu d'entre eux sauraient répondre.

A ces élections il n'y avait pas de bulletins de vote comme nous en avons aujourd'hui, pas plus que d'isoloir où l'électeur peut ajouter sur la feuille le nom du candidat qu'il préfère ou rayer celui dont il ne veut pas. Chaque électeur prenait une petite boule de caoutchouc, sur laquelle était imprimé un aigle, symbole de notre drapeau national, qu'il devait mettre dans l'urne de son choix. Dans la salle où l'on votait il y avait deux urnes, une de couleur rouge réservée au Front et une autre que le peuple appelait la «boîte noire», réservée aux candidatures présentées en dehors du Front. L'électeur était obligé de glisser sa main dans les deux urnes, pour ne pas laisser deviner où il avait lâché sa boule. Mais il y avait aussi des gens qui, emportés d'enthousiasme et d'émotion, dévoilaient le secret de leur vote, en criant, après avoir glissé la main dans l'urne rouge :

«Vive le Parti ! Vive le Front ! Je vote pour la République populaire !»

Un autre trait de la loi électorale méritant d'être évoqué était un article particulier aux termes duquel il était interdit de vendre et de consommer des boissons alcoolisées deux jours avant et un jour après les élections.

C'est ainsi que le 2 décembre votèrent les jeunes et les moins jeunes, les personnes âgées, les combattants de notre Armée de libération nationale qui, pour la première fois peut-être depuis longtemps, ne portaient pas de fusil, car aux termes de la loi il était interdit d'entrer armé dans les bureaux de vote. Chacun laissait donc son fusil aux camarades restés dehors, puis entra à exercer ce droit et ce devoir de citoyen qui lui incombait. Après la proclamation des résultats des élections et la victoire remarquable du Front démocratique, au nom du gouvernement démocratique provisoire, je proposai à la présidence du Conseil antifasciste de libération nationale de convoquer la session de l'Assemblée constituante. La présidence du CALN fixa le 10 janvier 1946 comme date du début des travaux de l'Assemblée.

Jusqu'au jour fixé, le peuple ne cessa de demander avec insistance, un peu partout, dans des meetings, des réunions et des conférences, ou même par des télégrammes et des lettres adressées au CALN, au Gouvernement et au Front, que l'Albanie fût proclamée République populaire. Il appelait ses représentants à l'organe d'Etat suprême à accomplir leur mission et à lui offrir la forme de régime qu'il souhaitait et une constitution vraiment démocratique.

«République populaire» ! C'était là l'unique mot d'ordre que scandait la foule immense rassemblée au matin du 10 janvier 1946, sur la place devant l'édifice qui abrite aujourd'hui l'Institut supérieur des arts, où l'Assemblée constituante mènerait ses travaux. C'était une belle journée en parfaite harmonie avec l'atmosphère de fête qui régnait dans la capitale. La foule se massa devant l'édifice pour suivre, à travers les haut-parleurs, les travaux de l'Assemblée pendant toute la séance du premier jour et même le lendemain.

A dix heures, heure fixée pour l'ouverture de la séance, dans la salle régnait un silence profond et solennel. Après que les membres du Conseil antifasciste et du Gouvernement eurent gagné leurs places, le docteur Orner Nishani, président du CALN, fut le premier à prendre la parole. Terminant son bref discours, il déclara ouverte la première session de l'Assemblée et, aux termes de la loi, invita le doyen d'âge des députés à présider la séance. C'était le docteur Petraq Popa, représentant du peuple de la région d'Elbasan, qui avait participé au Mouvement de libération nationale et avait déjà été élu à Labinot membre du Conseil général. Si je ne me trompe, le docteur Popa était le père de Bardhyl, qui jusqu'au moment où il tomba au cours de l'opération d'Hiver, avait été l'un des militants les plus remarquables de la jeunesse d'Elbasan, puis chargé de la fonction de secrétaire politique du Comité régional de la Jeunesse communiste.

Après les procédures habituelles, comme l'appel, la nomination de la commission de contrôle des mandats et le serment des députés, il fut décidé de poursuivre la réunion le lendemain, 11 janvier 1946, jour qui demeurera l'un des plus marquants dans l'histoire de notre Etat et de notre peuple.

Je me souviens toujours avec émotion de cette atmosphère enthousiaste qui régnait dans la salle de l'Assemblée, où il était donné lecture des télégrammes envoyés de Korça, Berat, Durrës, Pogradec, de toute l'Albanie, et par lesquels le peuple réclamait la proclamation de la République populaire. Je me rappelle, comme si cela datait d'hier, le moment où Hysni Kapo, alors un jeune homme d'une trentaine d'années, mais doté d'une riche expérience de commissaire, de commandant et de dirigeant du Parti, se leva et remit au président de la séance la motion des délégués de Vlore, qui, après avoir exprimé la volonté du peuple vaillant et révolutionnaire qu'ils représentaient, proposaient :

«Au nom des députés de Vlore, que l'Albanie soit proclamée République populaire !»

La salle, la place dehors, retentirent des ovations du peuple. Les ovations se prolongèrent pendant quelques minutes et à un moment le président de la séance s'écria, au-dessus des brouhahas :

«Je propose de mettre aux voix la motion des députés de Vlorë !

— C'est inutile !» entendit-on dire. En effet, il était évident que le vœu du peuple serait exaucé, parce que lui et ses représentants avaient voté, l'arme à la main, par leur sang versé et leurs sacrifices immenses, que l'Albanie devait s'engager dans la voie nouvelle de la liberté et du progrès. Mais le règlement et la procédure, si formels qu'ils paraissent parfois, devaient être respectés, surtout dans une aussi haute instance que l'Assemblée constituante.

Les députés votèrent et il fut aussitôt déclaré officiellement : «L'Assemblée constituante, par son vote unanime et par acclamation, proclame l'Albanie République populaire !»

Cette communication fut accompagnée d'ovations puis, spontanément, les députés debout entonnèrent en chœur l'hymne national. Nous devions tous faire un gros effort pour maîtriser notre émotion, malgré tout, on voyait ça et là une larme perler sur le visage de ces gens qui avaient surmonté tant d'épreuves dans la lutte contre l'ennemi en bravant la mort.

Au sortir de la salle les députés furent soumis à une «plus rude épreuve» : la foule se pressait autour de nous, on nous embrassait, certains d'entre nous étaient portés en triomphe au milieu des acclamations. Ce même enthousiasme s'observait partout en Albanie. Dès que la nouvelle se répandit, les gens descendirent dans la rue, chantant et dansant. Pour la première fois peut-être, après tant d'années, les gens donnaient libre cours à leur joie, oubliaient leurs souffrances, leurs sacrifices, les privations sans nombre. Un an plus tôt, le 29 novembre 1944 leur avait apporté la liberté, et ce jour-là, le 11 janvier 1946 venait leur offrir leur propre République populaire, la République des ouvriers et des paysans.

Ainsi donc, le peuple albanais, sous la direction de son Parti, atteignit l'objectif de sa lutte. Dans sa patrie libérée des occupants il devint maître de ses destinées. Personne ne lui avait fait cadeau de ces victoires, et lui-même n'avait jamais rien ravi à autrui, tout ce qu'il avait pu réaliser était le fruit de sa lutte et de son travail, de son courage et de son intelligence, de son fusil et de sa plume.

Ces importantes victoires historiques qui constituaient *de facto* et *de jure* le couronnement de toute une période de lutte et d'efforts, la joie profonde et le grand enthousiasme du peuple, notre détermination à renforcer et à faire épanouir la République populaire que nous venions de créer, tout cela ne pouvait manquer de faire fulminer nos ennemis intérieurs et extérieurs, déclarés ou camouflés. Ils reprirent à nouveau leurs efforts et leurs démarches pour faire tourner en arrière la roue de l'histoire, et dans cette action s'engagèrent aussi des éléments de la réaction comme Riza Dani, Shefqet Beja et d'autres, qui avaient réussi à se faire élire dans l'Assemblée constituante.

D'un côté ils travaillaient dans la clandestinité, complotaient, resserraient leurs liens avec la réaction intérieure et extérieure, avec le clergé catholique, consultaient et informaient les missions anglaises et américaines, faisaient de la propagande de bouche à oreille et préparaient le terrain à la création d'une situation susceptible de promouvoir l'intervention des deux «démocraties» occidentales en Albanie, de l'autre, ils agissaient légalement à l'Assemblée constituante ou à l'Assemblée populaire et ne manquaient jamais de saisir une occasion pour s'attaquer aux lois soumises à son approbation, pour les déformer dans leurs propres intérêts. Riza Dani était particulièrement actif dans cette «opposition», Gjergj Kokoshi n'avait pas été élu à l'Assemblée, alors que Shefqet Beja, lui, étant plus intelligent et plus rusé, ne s'affichait guère comme membre de l'«opposition».

Dès les premières réunions de l'Assemblée, Riza Dani commença à exprimer ses réserves et ses objections. Lors de l'élection du Présidium de l'Assemblée, Riza Dani opposa à la liste présentée par Kahreman Ylli au nom des députés de Berat et qui fut d'ailleurs soutenue par tous les autres intervenants, une liste différente, où, à part les noms de quelques-uns de nos camarades, il avait mis ceux de ses amis. Bien entendu, les candidats favorisés de Riza ne parvinrent pas à l'emporter. Mais il devait aller encore plus loin. Quand on discutait, par exemple du règlement de l'Assemblée, Riza trouvait l'occasion de contredire et de faire des remarques qu'il voyait rejeter par des raisonnements logiques et des arguments à l'appui. Ce tenant de l'ancien régime et sans doute aussi du parlement bourgeois, cherchait à faire de notre Assemblée un lieu de palabres où chacun dissenterait à sa guise, sans la moindre hésitation et où tout ce que diraient Riza Dani et compagnie serait publié dans la presse. Entre autres observations fielleuses il dit :

«Je ne suis pas d'accord avec la clause selon laquelle chaque député est obligé de rendre compte de son travail à l'Assemblée. Nous ne sommes pas là pour rendre des comptes, mais pour faire des lois !

— A qui, selon monsieur, le député devrait-il rendre des comptes ? lui demanda un de nos camarades.

— A son honneur et à sa conscience !» s'écria Riza Dani sur un ton déclamatoire, puis, se tournant vers le président de la séance : «Je propose, ajouta-t-il, que cette question de la responsabilité soit formulée dans le règlement de la façon suivante : «Le député est responsable de ses actes devant son honneur et sa conscience».

— Autrement dit, devant personne !» lui répondit ironiquement l'un des délégués.

Riza Dani fit beaucoup de «remarques» et de «propositions» de ce genre, mais nous, malgré le sang-froid avec lequel nous ripostions à ses attaques, nous étions pleinement conscients qu'il n'était qu'une marionnette manipulée par quelqu'un d'autre. Nous connaissions maintenant les fils qui le guidaient, nous les surveillions et nous nous apprêtions à les couper une bonne fois lorsque la mesure serait comble.

Mais les attaques de la réaction à travers le mégaphone de Riza atteignirent leur point culminant à l'Assemblée, lors du débat sur le projet de Constitution de notre République populaire. La Constitution ou le Statut, comme on disait à l'époque, avait été soigneusement préparée, débattue largement et en détail avec les masses ouvrières et paysannes, les intellectuels et les militaires. Les masses avaient fait un accueil enthousiaste à ce projet et il avait été tenu compte de leurs remarques et suggestions pour l'améliorer. Ainsi le projet définitif qui fut soumis à l'examen et à l'approbation de l'Assemblée constituante, était un document historique, qui permettait non seulement de consolider les importantes victoires remportées par le peuple albanais sous la direction du Parti communiste, mais aussi d'assurer la défense de ses propres intérêts et son développement économique et

politique continu. Ce projet, qui, malgré la fureur de la réaction, fut approuvé, constituait le fondement juridique d'un Etat de démocratie populaire. La Constitution de la République mettait à jamais un terme aux régimes antipopulaires d'oppression et d'exploitation, à la domination des féodaux, des beys, des commerçants, des politiciens qui vendaient les intérêts de leur patrie pour des lires, des dollars et des livres. Cela ne déplaisait qu'à des messieurs comme Riza Dani et Shefqet Beja et à leurs patrons étrangers.

Ainsi, alors que nous, les représentants du peuple à l'Assemblée, (tout comme le peuple lui-même au cours du débat préalable), nous approuvâmes de tout cœur ce projet, Riza Dani lança une insinuation provocante contre le fond même du projet de Constitution. L'Assemblée l'ayant écouté avec sang-froid, lui donna la réponse qu'il méritait.

«Je vais essayer d'être le plus bref possible, déclara cyniquement le messenger, parce que l'Assemblée n'aime pas les longs discours et puis les paroles ne changent rien quand on est en présence du fait accompli.»

Il s'en prit ensuite au projet de Constitution, qui était selon lui d'«inspiration idéologique et non pas nationale» !)

«Moi, dit enfin Riza Dani, exprimant son «credo», je suis pour une démocratie libre et je voudrais que le Statut s'inspire de ce principe !»

Certes, il était pour une démocratie «libre» bourgeoise, où lui et ses amis soient vraiment libres, accumulent des profits, représentent l'élite de la nation et décident de ses destinées selon leurs propres intérêts.

En fait, ses attaques traduisaient en quelque sorte les ultimes soubresauts des classes exploiteuses, leur terreur devant le fait que le peuple avait pris le pouvoir et qu'il était dirigé par le Parti communiste. Cela les terrifiait non seulement en raison de la situation qui s'était alors créée, mais surtout dans une perspective d'avenir, car ils savaient dans quelle voie le Parti engagerait et dirigerait le peuple.

Le débat à l'Assemblée n'était qu'une esquisse du grand tableau de la lutte politique qui avait été menée sur la question de savoir ce que deviendrait l'Albanie : un pays de démocratie bourgeoise, de parlementarisme bourgeois sous la domination des féodaux et de la bourgeoisie ou un pays où le pouvoir serait entre les mains de la dictature du prolétariat, fondée sur l'alliance des deux classes travailleuses du pays ! Mais monsieur Riza Dani était apparu en retard sur la scène, l'histoire et le peuple avaient pris leur décision : l'Albanie s'engagerait dans la voie du socialisme, elle serait un Etat où le pouvoir sans cesse renforcé appartiendrait à l'ennemi le plus farouche de la bourgeoisie et de l'exploitation, à la dictature du prolétariat.

A l'Assemblée également, Riza se heurta à une réprobation unanime. Tous les députés réfutèrent ses thèses et affirmèrent au nom du peuple leur approbation enthousiaste à la loi fondamentale de notre Etat. Riza Dani et ses amis se recroquevillèrent sur leurs chaises, et n'osant plus poursuivre leurs bassesses, ils votèrent pour le projet de Constitution !

Plus tard, lorsque l'Assemblée constituante se constitua en Assemblée populaire, il m'arriva d'avoir un débat direct avec Riza Dani. A une session de l'Assemblée, il prit la parole et, se répandant en objections contre les décisions que nous légalisions, me posa à moi, en ma qualité de Premier ministre, la question suivante :

«Qu'est-ce que nous ferons de toute cette armée que nous avons sur pied ? Moi, dit-il, je propose d'en démobiliser la plus grande partie.»

Je montai à la tribune et lui répondis durement, car je voyais que ces éléments s'étaient engagés dans des voies ténébreuses :

«Heureusement que vous ne nous avez pas proposé, monsieur Riza Dani, d'offrir à chaque partisan démobilisé une toque, comme le firent les autorités gouvernementales aux héros de la Bataille de Vlorë de 1920. Non, monsieur Riza Dani, dans la situation où nous nous trouvons, nous ne démobiliserons pas une seule minute notre armée, au contraire, nous la renforcerons, nous l'agrandirons, nous l'équiperons comme il se doit, nous ouvrirons des écoles militaires, nous formerons et éduquerons des officiers. L'armée a libéré la patrie et nous la défendrons contre toute menace. Elle est l'arme la plus chère au peuple et demeurera l'arme la plus puissante entre ses mains et celles de son pouvoir démocratique qu'il a instauré au prix de son sang versé. Vous, monsieur Dani, poursuivis-je, vous voudriez nous voir désarmés, vous pensez que nous sommes assez naïfs pour nous laisser prendre au dépourvu par les ennemis du peuple, mais vous vous trompez lourdement. Si nous suivions votre conseil, le peuple se dresserait pour nous condamner, car vous devez savoir que vous touchez là à l'une de ses créations les plus glorieuses.»

Riza Dani rougit et hocha la tête, alors que ses amis restaient impassibles comme si ce que je disais ne les concernait pas. Avec le temps, ils devaient tous perdre leur vernis, tomber dans un complet discrédit et, définitivement démasqués, être jetés par le peuple hors des rangs de l'Assemblée comme des microbes du passé.

Je me souviens que peu de temps après, dans une autre réunion de l'Assemblée populaire, un autre ami de Dani et de Kokoshi souleva à l'Assemblée une question depuis longtemps réglée: il demanda la création d'autres partis «démocratiques», «au même titre que le Parti communiste d'Albanie». Ce furent là ses termes.

Alors toute l'Assemblée se dressa, rejeta ses propositions et annihila ses desseins, elle mit en relief et loua le rôle important et décisif du Parti communiste d'Albanie, qui avait lutté, libéré le peuple et construisait le socialisme. Dans le même temps l'Assemblée souligna le rôle important du Front en tant que vaste organisation politique, au sein duquel sont exprimées et mises en œuvre toutes les conceptions politiques dans une unité d'acier avec le Parti.

Mais les attaques et les paroles fielleuses de ces éléments, qui, par erreur et accidentellement, avaient réussi à pénétrer jusqu'à l'Assemblée, n'ébranlèrent à aucun moment la volonté et la fermeté du peuple et de ses représentants.

La victoire aux élections du 2 décembre 1945, celle de la proclamation de la République, le 11 janvier 1946, et plus tard l'approbation de la Constitution de la République populaire d'Albanie scellèrent définitivement les victoires historiques remportées et sanctionnèrent la volonté du peuple et de notre Parti communiste quant à la voie à suivre par l'Albanie et à ses destinées futures. *[Le 14 mars 1946 l'Assemblée approuva la Constitution de la RP d'Albanie puis l'Assemblée se constitua en Assemblée populaire en tant qu'organe suprême du pouvoir d'Etat en RP d'Albanie.]*

La proclamation de la République et l'approbation de la Constitution achevèrent le processus d'organisation politique du régime de démocratie populaire, en tant qu'Etat de dictature du prolétariat. Désormais, nous avons entre nos mains, entre les mains du Parti et du peuple, tout ce qu'il fallait pour poursuivre et mener plus avant la révolution socialiste, pour perfectionner et démocratiser sans cesse le pouvoir, pour cimenter la dictature du prolétariat, pour rendre la vie du peuple toujours plus heureuse, plus sûre, plus prospère, pour rehausser sans cesse l'honneur et le prestige de notre République populaire.

3. Citadelle inexpugnable

Des années et des décennies se sont écoulées depuis ces jours inoubliables et maintenant notre pays, notre République populaire (actuellement République populaire socialiste d'Albanie) n'a cessé de se renforcer, elle s'épanouit et rayonne à tout moment de la joie, du bonheur et de la sécurité d'une vie nouvelle et radieuse. C'est la vie de gens libérés de toute oppression et exploitation, la vie de gens courageux, patriotes et travailleurs talentueux qui, avec une haute conscience, avec vigilance, fermeté, et au prix d'efforts continus, ont complètement transformé le visage de l'Albanie de jadis.

Sur les décombres des misérables chaumières que nous trouvâmes le 29 novembre 1944, on a maintenant construit des villes et des villages neufs à tous égards; à la place des petits ateliers de forgerons et d'artisans du cuivre a été mise sur pied une grande industrie moderne et diversifiée qui ne cesse de se renforcer; à la place des anciens marais et marécages s'étendent des plaines bien aménagées et fertiles; le retard et l'ignorance de naguère ont été balayés par l'interminable énergie intellectuelle et créatrice de tout un peuple maintenant instruit, cultivé et artiste. Dirigée par le Parti, soutenue par les forces conjointes de tout un peuple, notre Albanie socialiste est devenue aussi un énorme chantier de production et de création, une citadelle inexpugnable du socialisme.

Certes, tout cela est le fruit d'une longue lutte intense, d'efforts et de sacrifices continus dans tous les domaines.

Le chemin que nous devons suivre n'était pas parsemé de fleurs. Les obstacles, les difficultés nous attendaient à chacun de nos pas sans parler du lourd fardeau d'ignorance et de retard légué par le passé. Et, comme si tout cela ne suffisait pas, les ennemis de classe intérieurs et extérieurs, les ennemis des peuples, du progrès et du socialisme, nous menacèrent et firent l'impossible pour nous renverser. Se sentant atteints par toute consolidation et tout succès de notre pouvoir, ils mijotaient dans leurs anciennes et nouvelles cuisines, agressions, chantages, menaces et blocus. Mais, toujours vigilants et déterminés dans notre voie, nous affronterions courageusement et avec sang-froid tous les plans et toutes les manœuvres des ennemis et les réduirions en poussière.

Depuis le moment où nous créâmes notre République populaire, alors que nous avions tant de soucis et de problèmes à résoudre, l'avenir et l'existence de notre pays furent menacés d'un grave danger. Les titistes yougoslaves mirent farouchement en action toutes leurs forces et moyens de chantage et de complot, ils se livrèrent même à des préparatifs pour une intervention militaire, en vue d'éliminer la République populaire d'Albanie et d'en faire une septième république de la Yougoslavie.

L'histoire de notre lutte pour annihiler leurs desseins et leurs plans sauvages a été écrite depuis longtemps déjà. Nous avons pris l'engagement de faire progresser l'Albanie, d'en faire un pays florissant, une citadelle, et le Parti nous avait appris à ne jamais trahir nos promesses, mais à les tenir au prix même de notre vie. Et l'Albanie fut sauvée.

Le succès que nous remportâmes dans la lutte contre les complots et les interventions des révisionnistes yougoslaves accrut nos forces et notre détermination d'aller, dans l'unité avec le peuple, vers la consolidation de nouvelles victoires. Nous étions conscients du fait que cette victoire ne serait pas la dernière. Nous étions préparés et attendions avec vigilance d'autres batailles plus dures pour défendre notre République et le marxisme-léninisme. Les impérialistes anglo-américains et les chauvins voisins de notre pays, dénués de tout scrupule et aussi rusés qu'agressifs dans leurs visées anti-albanaises, mirent en action tous leurs réseaux d'espionnage. Sur leur toile d'araignée devaient se débattre désespérément les débris de la réaction. Des bandes d'agents de subversion et de criminels devaient être expédiés par mer, par les airs et par terre pour étouffer notre République, mais elles trouvèrent la mort face à la vigilance du peuple et à la justice implacable de la dictature du prolétariat. Plus tard encore, nos ennemis ne devaient pas renoncer à leurs visées impérialistes et chauvines sur l'Albanie, et au lieu de tirer des leçons de leurs échecs honteux, ils devaient monter de nouvelles intrigues et de nouveaux complots contre le peuple albanais. Mais nous ne manquerions pas de leur riposter avec la force invincible que la vérité et la justice marxistes-léninistes sont seules à donner. Ils avaient beau aboyer et grogner comme des chiens, notre caravane irait de l'avant, notre République ne cesserait de se renforcer et verrait à juste titre son prestige toujours accru auprès de l'opinion publique internationale.

Ainsi donc, en dépit de l'encerclement et du blocus dont il était l'objet, le peuple albanais devait édifier les fondements du socialisme, renforcer son économie, rendre plus belle la vie des travailleurs, construire des ouvrages gigantesques, tout en gardant constamment le fusil à portée de la main. Notre peuple, notre Parti, ne devaient jamais être pris au dépourvu dans n'importe quelle situation, et ils ne le furent jamais.

Nous avançâmes donc dans notre juste voie, intrépides malgré les blocus et les chantages des khrouchtchéviens qui, avec leur soif de superpuissance, voulaient faire de notre République populaire un pays vassal, un appendice de l'empire russe. Mais ceux qui auraient pu mettre à genoux les Albanais n'étaient pas encore nés, et ils ne pourraient voir le jour à une époque où le peuple albanais avait à sa tête un parti héroïque comme notre Parti du Travail et se guidait sur une idéologie d'avant-garde, le marxisme-léninisme. Khrouchtchev et consorts agitaient le rameau d'olivier desséché de la «coexistence pacifique» pour endormir les peuples et les vrais communistes, mais nous lui répondîmes, à lui et à ses tenants, en renforçant encore davantage la dictature du prolétariat, cette épée de la classe ouvrière, qui devait frapper impitoyablement tout ennemi intérieur et extérieur. Se rendant compte qu'ils ne parviendraient pas, par leurs voies «détournées», leurs élucubrations, leurs «conseils» et leurs «orientations», à nous écarter de notre chemin, ils eurent recours aux pressions et aux menaces, cherchant à nous intimider par leurs sous-marins ou la famine. Et notre réponse fusa : «Quitte à manquer de pain, nous ne nous soumettrons ni à vous, ni à personne, nous resterons là où nous sommes, sur la côte de l'Adriatique !» Et en effet, nous sommes et nous serons toujours ici, invincibles, convaincus de la justesse de notre voie, fiers de tout ce que nous avons réalisé et résolu à faire face à toutes les situations et à riposter à tout ennemi comme il le mérite.

Ces quarante ans de pouvoir populaire nous ont persuadés que la République populaire socialiste d'Albanie n'a rien à craindre tant que le peuple est lié au Parti comme la chair à l'os. C'est justement sur ce lien politique et idéologique, plus indissoluble que n'importe quel autre lien, que sont fondés les immenses succès que nous avons remportés dans notre travail pacifique et notre œuvre d'édification. C'est ce lien qui fait la force et le poids de nos vues indépendantes dans l'arène internationale ; c'est ce qui explique aussi notre hardiesse et notre bravoure dans la défense de la vérité, de la patrie, des peuples et du socialisme. C'est contre cette unité parti-peuple fondée sur le sang et la poudre que se sont écrasés tous ceux qui, depuis les Koçi Xoxe des premières années jusqu'à l'agent multiple de tous les temps et de tous les patrons du dehors, Mehmet Shehu, ont cherché à diviser l'Albanie, à la jeter dans le chaos et à en faire une colonie des étrangers.

Poursuivant notre œuvre de construction et veillant à la défense de notre patrie, nous nous sommes aguerris dans les épreuves et les combats et nous ne renierons jamais ce que nous avons accompli. Nous porterons toujours plus haut la prospérité, la sécurité et le renom de notre République populaire socialiste. C'est pourquoi, au nom du sang et de la sueur versés, de la peine et des privations endurées, nous transmettons aux générations à venir le grand message que nous a légué l'histoire : soyons toujours vigilants, attelés à la tâche et prêts à la riposte pour défendre et enrichir les victoires déjà remportées. Ne permettons à personne, quel qu'il soit, de porter atteinte à notre œuvre immortelle et sacrée, la République populaire socialiste d'Albanie. A nous de la renforcer, de la cimenter, de la rendre plus belle et plus prestigieuse à l'image de notre idéal. Ainsi, notre citadelle, l'Albanie socialiste, se consolidera et grandira de génération en génération ! Que nos cœurs battent toujours au rythme de son grand cœur !

Et les plus sûrs garants en sont l'unité du peuple autour du Parti, les enseignements immortels de Marx, Engels, Lénine et Staline, le Parti né au sein du peuple pour le guider à la victoire.



«Et le Parti fut fondé». Huile de Shaban Hysa



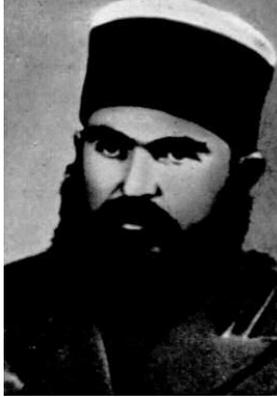
Fac-similé de la Résolution de Ici Conférence de la fondation du PCA et de l'Appel adressé au peuple albanais, novembre 1941



Obélisque consacré à la Conférence historique de Peza réunie le 16 septembre 1942



Vue de la maison où se déroulèrent les travaux de la Conférence de Peza

<p>Participants à la Conférence de Peza</p>	 <p>ENVER HOXHA</p>
 <p>MYSLIM PEZA</p>	 <p>MUSTAFA XHANI</p>
 <p>HAXHI LLESHI</p>	 <p>NEXHMIJE XHUGLINI</p>



«Le peuple debout, avec le Parti à sa tête», monument consacré à la Peza héroïque, oeuvre de Muiniaz Dhrami, Sculpteur du peuple



Fac-similé de la Résolution et d'autres documents adoptés à la Conférence de Peza, annonçant cet événement historique et analysant ses décisions



Vue de la maison de Labinot où le PCA et le Conseil général antifasciste de libération nationale organisèrent une série de réunions importantes



«Labinot, 10 juillet 1943». Huile de Guri Modhi, Peintre du peuple



Le camarade Enver Hoxha, fondateur et organisateur de l'Armée de libération nationale albanaise



Participants à la II^e Conférence antifasciste de libération nationale, Labinot, septembre 1943



Le pouvoir des conseils, unique pouvoir en Albanie



Pendant le rude hiver 1943-1944



«Nous rompons tout encerclement», Huile de Fatmir Haxhiu. Peintre émérite



En chemin vers Permet, ville du Congrès historique



Vue de l'édifice où se déroulèrent les travaux du Congrès de Permet



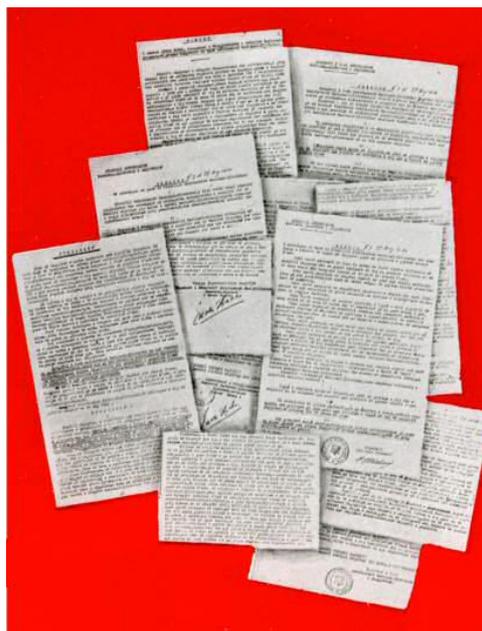
Le camarade Enver Hoxha présentant son rapport au Congrès de Permet



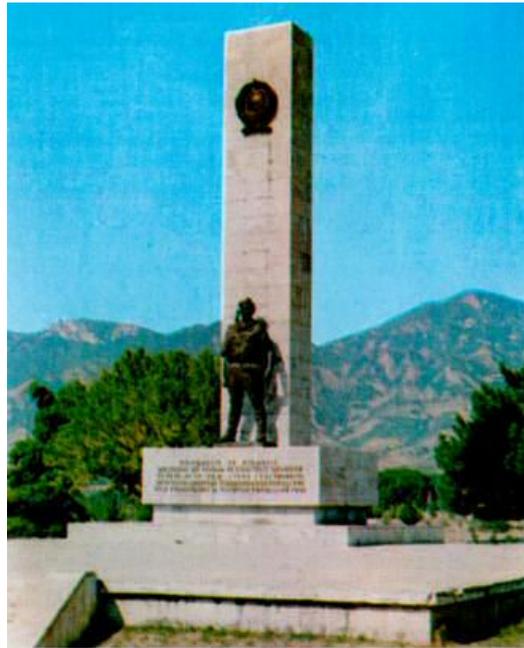
Permet, mai 1944. Le camarade Enver Hoxha avec d'autres membres du Conseil général antifasciste de libération nationale



Vue de la salle où tint ses assises le Congrès de Permet



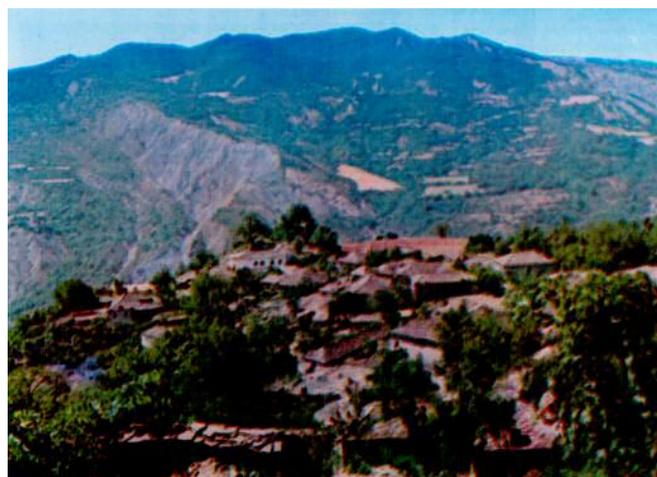
Fac-similés des documents approuvés par le Congrès de Permet



Vue du monument consacré au Congrès historique de Permet, qui porta le peuple au pouvoir. Oeuvre d'Odise Paskali, Sculpteur du peuple



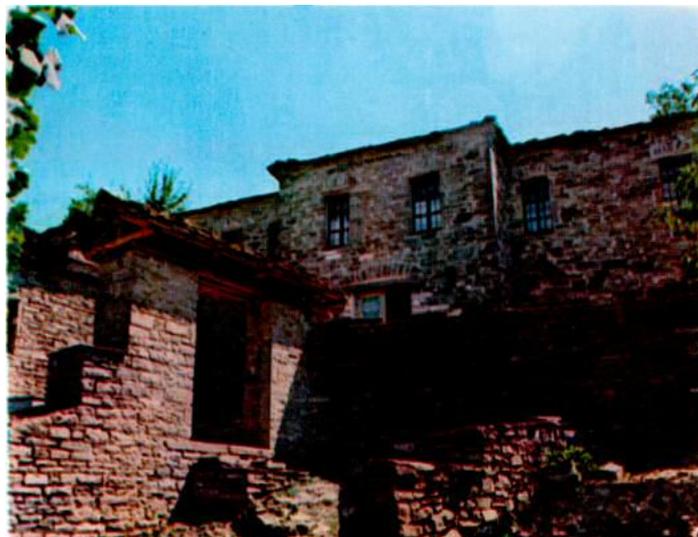
La ville de Përmet aujourd'hui



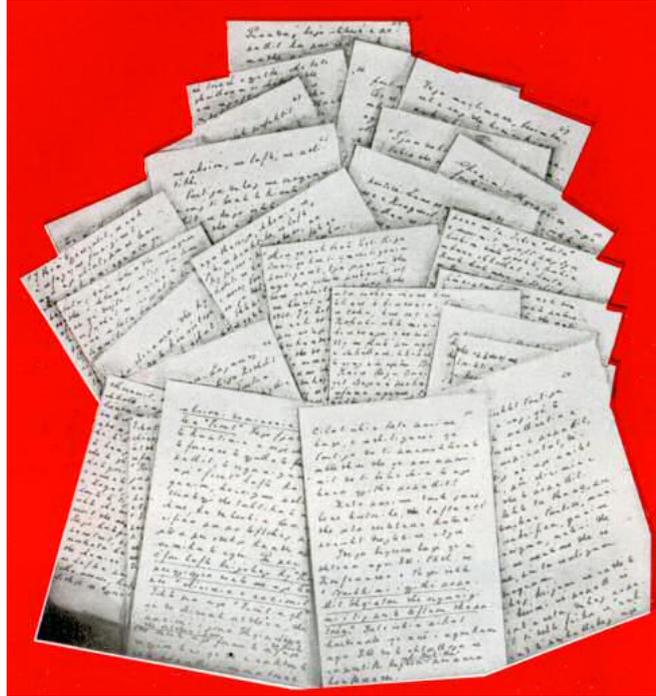
Vue du village d'Odrriçan, dans la région de Përmet



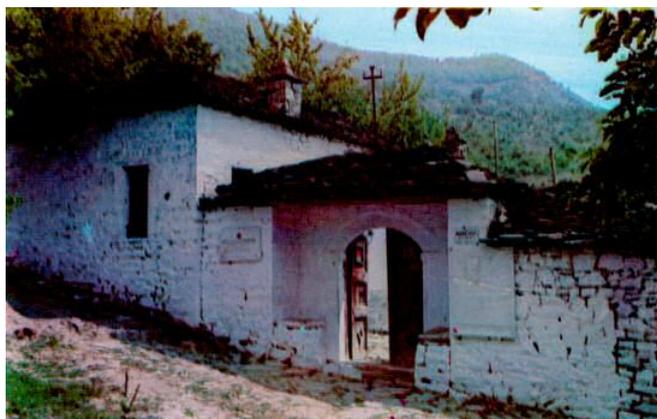
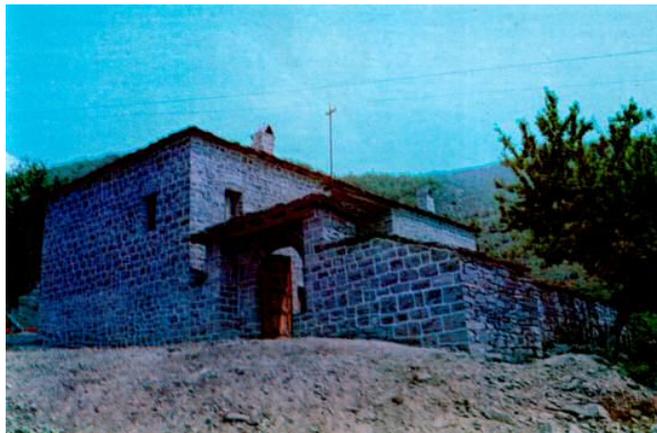
Le camarade Enver Hoxha détaillant le plan de l'offensive générale de l'ALNA, été, 1944



La maison de Vitori Jorgji (en haut) et celle de Konstandina Londari (en bas) à Odrïçan, où le camarade Enver Hoxha logea et travailla pendant l'été 1944



Fac-similés des notes historiques et des manuscrits des souvenirs du camarade Enver Hoxha évoquant le travail et les efforts menés pour la création du Front antifasciste de libération nationale et la fondation du pouvoir populaire



Vue de la maison de Mehmet Myslimi (en haut) et de celle de Nevruz Bilimani (en bas) à Helmës de Skrapar, où le camarade Enver Hoxha logea et travailla au printemps et pendant l'été 1944



«Tous les délégués, joyeux, souriants et heureux, s'écartèrent pour nous permettre de passer et nous défilâmes comme au milieu d'une garde d'honneur composée de jeunes partisans et partisanes au garde-à-vous, les uns en face des autres.» (Helmës, août 1944)



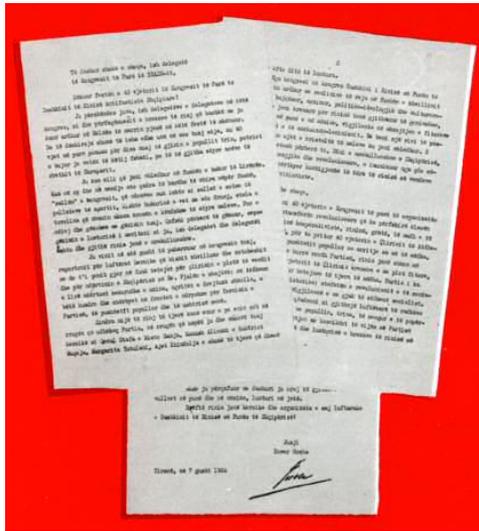
Le camarade Enver Hoxha saluant les participants au 1^{er} Congrès de l'UJAA, août 1944



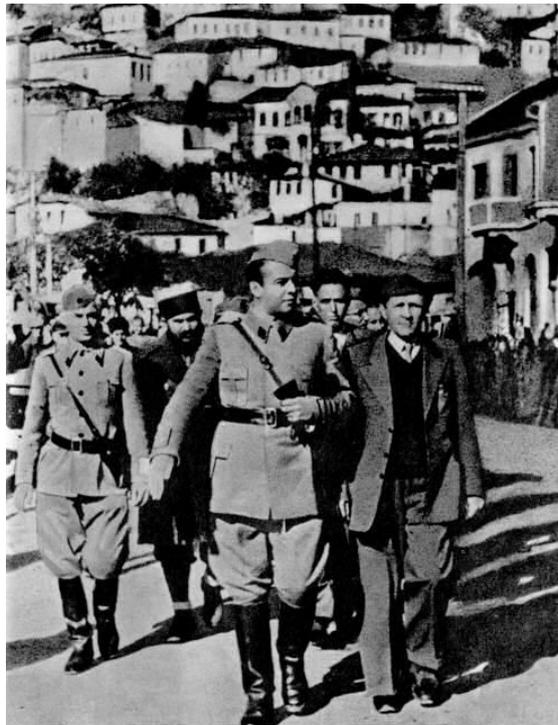
Pendant les journées inoubliables du Congrès



Helmës, août 1984



Salutation du camarade Enver Hoxha à l'occasion du 40^e anniversaire de la tenue du Congrès de l'UJAA



Octobre, 1944. Dans la ville libérée de Berat



23 octobre 1944 : «Le Gouvernement démocratique qui sortira de cette réunion, s'en tiendra rigoureusement à la plate-forme politique et militaire du Mouvement de libération nationale et aux décisions du Congrès de Permet».



Vue de l'édifice où se déroulèrent les travaux de la 1^{ère} Réunion du CALN



Membres du premier Gouvernement démocratique provisoire (De gauche à droite : M. Peza, E. Hoxha, S. Koleka, M. Shtylla et H. Lleshi).



Le premier siège du Gouvernement démocratique



Le camarade Enver Hoxha, chef du premier Gouvernement démocratique d'Albanie



Dans Tirana libérée. 20 novembre 1944



Défilé des combattants victorieux



Au 1^{er} Congrès du Front démocratique d'Albanie, 5 août 1945



Dans la région de Myzëqë en 1945 : « Cette terre est à vous ! »





11 janvier 1946 : L'Albanie est proclamée République populaire